



# Panorama des statistiques de l'OCDE

# 2009

## Économie, environnement et société

Population et migrations	
Évolutions macroéconomiques	
Mondialisation économique	
Prix	
Énergie	
Travail	
Science et technologie	
Environnement	
Éducation	
Finances publiques	
Qualité de vie	





# **Panorama des statistiques de l'OCDE 2009**

ÉCONOMIE, ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉ



# ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

*Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.*

Publié en anglais sous le titre :

**OECD Factbook 2009**

ECONOMIC, ENVIRONMENTAL AND SOCIAL STATISTICS

Crédits photos :

Chapitre 2 : © Image Source/Getty Images

Chapitre 3 : © Stockbyte/Getty Images

Chapitre 4 : © Lawrence Lawry/Photodisc/Getty Images

Chapitre 5 : © Larry Lee Photography/Corbis

Chapitre 6 : © Cocoon/Digital Vision/Getty Images

Chapitre 7 : © Comstock Images/Comstock Images/Getty Images

Chapitre 8 : © Digital Vision/Getty Images

Chapitre 9 : © Jacobs Stock Photography/Getty Images

Chapitre 10 : © OCDE

Chapitre 11 : © OCDE

Chapitre 12 (pp. 272-273) : © Mike Kemp/Rubberball Productions/Getty Images

Chapitre 12 (pp. 274-303) : © Mike Kemp/Rubberball Productions/Getty Images

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : [www.oecd.org/editions/corrigenda](http://www.oecd.org/editions/corrigenda).

© OCDE 2009

---

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).

---

# **Panorama des statistiques de l'OCDE 2009**

## AVANT-PROPOS

Le monde fait face à une très grave crise économique, qui démontre à quel point nos économies et nos sociétés sont vulnérables, et combien est essentiel le rôle que doivent jouer les responsables politiques non seulement pour améliorer l'état actuel de leur pays mais aussi pour assurer l'avenir de leurs concitoyens.

L'OCDE ayant reçu pour mandat de devenir une plaque tournante pour les discussions sur des questions de niveau global, nous étudions attentivement de nouvelles façons d'exploiter ses ressources statistiques et analytiques afin d'identifier des manières innovantes de faire face à la crise. La nature multidimensionnelle du travail de l'OCDE, ses compétences en matière de questions économiques, sociales et environnementales, la présence en son sein d'un exceptionnel réseau de spécialistes de ces domaines placent l'Organisation à l'avant-garde de cet effort. Pour cette raison l'OCDE a préparé une réponse stratégique afin d'aider les gouvernements à trouver des stratégies efficaces et performantes pour affronter ces défis, dans l'immédiat, mais surtout à long terme.

De plus, l'OCDE travaille à son élargissement. Cinq pays ont été sélectionnés dans le but de devenir de nouveaux membres : le Chili, l'Estonie, Israël, la Fédération de Russie et la Slovénie. Mais l'OCDE associe également à ses travaux des acteurs clés à l'échelle mondiale, tels que le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud.

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* fournit des statistiques comparables sur les tendances à long terme de phénomènes clés, d'ordre économique, social et environnemental, dans les pays membres et dans certaines économies non membres de l'Organisation. En d'autres mots, en se penchant sur le *Panorama des statistiques de l'OCDE*, les lecteurs pourront trouver une description synthétique des caractéristiques clés du monde dans lequel ils vivent. Au moment où les sociétés combattent la crise, définissent les manières de la surmonter et réfléchissent simultanément à la façon d'intégrer leurs stratégies de « sortie » à leurs objectifs à long terme, les données statistiques doivent jouer un rôle central pour soutenir ces stratégies et ces décisions politiques.

Enfin, le débat sur la meilleure manière de mesurer le progrès de nos sociétés, que l'OCDE et d'autres organisations ont également favorisé au cours des dernières années, devrait faire apparaître en 2009 des recommandations concrètes sur la façon de compléter les indicateurs économiques classiques en y ajoutant des indicateurs s'intéressant à la qualité de vie et au bien-être des personnes. Le troisième Forum mondial de l'OCDE sur le thème « Statistiques, Connaissances et Politiques » qui se tiendra à Busan (Corée du Sud) en octobre 2009, sera une occasion exceptionnelle de faire le point sur les nouveaux indicateurs proposés et de débattre sur la manière dont ils peuvent améliorer les décisions politiques et promouvoir le progrès de nos sociétés.



**Angel Gurría**  
Secrétaire général

## PRÉFACE

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* est la publication statistique horizontale la plus complète publiée par l'Organisation. C'est un outil d'évaluation des tendances à long terme des variables économiques, sociales et environnementales, des pays de l'OCDE à partir de données statistiques fiables et comparables. Il prend en compte l'ensemble des données disponibles au sein de l'Organisation, y compris celles provenant de trois organismes affiliés à l'OCDE, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN) et la Conférence européenne des ministres des Transports (CEMT).

Rédigé dans un langage non technique, le *Panorama des statistiques de l'OCDE* a pour objectifs :

- de fournir à un large éventail d'utilisateurs un instrument unique contenant des données économiques, sociales et environnementales, qui soient comparables, tout en se situant dans une optique nationale ;
- d'aider les utilisateurs à évaluer la situation et les performances d'un pays en examinant un large éventail de domaines ;
- d'encourager les lecteurs à chercher plus profondément dans la mine des statistiques de l'OCDE en citant les sources et en suggérant des ouvrages pour en savoir plus ;
- d'améliorer la visibilité des travaux statistiques de l'OCDE, surtout pour les non spécialistes, aussi bien dans les pays membres que dans les pays non membres de l'Organisation ;
- de mettre en lumière les problèmes de mesure, et de souligner les domaines où la comparabilité des statistiques est encore faible.

Les tableaux du *Panorama des statistiques de l'OCDE* sont disponibles en ligne à l'adresse [www.sourceoecd.org/factbook/](http://www.sourceoecd.org/factbook/). La version en ligne présente des séries temporelles plus longues et davantage de métadonnées que la version papier. Les données incluses dans le *Panorama des statistiques de l'OCDE* sont aussi utilisées pour produire les « Profils statistiques par pays » que l'on peut trouver au niveau des pages pays sur [www.oecd.org](http://www.oecd.org). Enfin, les données contenues dans le *Panorama des statistiques de l'OCDE* peuvent faire l'objet d'une visualisation dynamique grâce à Trendalyzer, logiciel développé par la Fondation Gapminder et disponible sur le Portail des statistiques de l'OCDE ([www.oecd.org/statistics](http://www.oecd.org/statistics)).

Grâce à une plus grande coopération avec les économies non membres, le *Panorama des statistiques de l'OCDE 2009* comprend beaucoup plus de séries temporelles pour les principaux pays non membres de l'OCDE (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Indonésie et Fédération de Russie). Dans le même temps, les « Profils statistiques par pays » ont également été développés pour le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovaquie.

Dans l'édition de cette année, le thème spécial traite de l'inégalité, sujet auquel l'Organisation apporte une attention toute particulière, notamment du point de vue statistique.

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* est le fruit des travaux des statisticiens de l'ensemble de l'Organisation. Cette publication a bénéficié du concours de la direction des relations extérieures et de la communication (PAC). La Direction des statistiques, qui a coordonné ce projet, tient à remercier pour leur coopération les nombreux agents de l'OCDE participants, mais cette publication n'aurait bien entendu jamais vu le jour sans une action concertée des statisticiens de tous les pays de l'OCDE qui, depuis de nombreuses années, élaborent les statistiques relatives à un grand nombre de domaines que l'on trouvera dans cet ouvrage.

Lars Thygesen a coordonné la préparation éditoriale et bénéficié à cet effet du concours de ses collègues des diverses directions pour la conception des tableaux, pour la rédaction d'une grande partie des textes, pour le contrôle de la qualité des données et pour la cohérence d'ensemble. Vincent Finat-Duclos, Katia Sarrazin et Alena Brin ont eu la responsabilité de la mise en forme du document.



**Enrico Giovannini**

Chef statisticien et directeur de la Direction des statistiques

# TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	4
Préface	5
Guide de l'utilisateur	8

## Population et migration

<b>POPULATION TOTALE</b>	<b>12</b>
Évolution de la population	12
Population régionale	16
<b>PERSONNES ÂGÉES</b>	<b>18</b>
Vieillesse de la population	18
Personnes âgées par région	20
Dépenses de retraite publiques et privées	22
<b>MIGRATION INTERNATIONALE</b>	<b>24</b>
Tendances des migrations	24
Population immigrée	26
Migration et emploi par niveau d'éducation	28
Migration et chômage	30

## Évolutions macroéconomiques

<b>PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)</b>	<b>34</b>
Taille du PIB	34
Revenu national par habitant	38
<b>CROISSANCE ÉCONOMIQUE</b>	<b>40</b>
Évolution du PIB	40
Épargne des ménages	42
Taux d'investissement	44
Inflation	48
Production d'acier	50
<b>PRODUCTIVITÉ</b>	<b>52</b>
Niveaux de revenu et de productivité	52
Évolution du PIB par habitant	54
Croissance de la productivité du travail	56
Bilan de la croissance pour les pays de l'OCDE	58
<b>STRUCTURE ÉCONOMIQUE</b>	<b>60</b>
Valeur ajoutée par activité	60
Évolution de la valeur ajoutée par activité	64
Petites et moyennes entreprises	68

## Mondialisation économique

<b>ÉCHANGES</b>	<b>72</b>
Part des échanges dans le PIB	72
Échanges de biens	74
Échanges de services	78
Partenaires commerciaux	82
Balance des paiements	86
<b>INVESTISSEMENT INTERNATIONAL</b>	<b>88</b>
Flux et stocks d'IDE	88
Activités des entreprises multinationales	92

## Prix

<b>PRIX ET TAUX D'INTÉRÊT</b>	<b>96</b>
Indices des prix à la consommation (IPC)	96
Indices des prix à la production (IPP)	100
Taux d'intérêt à long terme	102
<b>POUVOIR D'ACHAT ET TAUX DE CHANGE</b>	<b>104</b>
Taux de conversion	104
Taux de change effectifs	108

## Énergie

<b>APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE</b>	<b>114</b>
Approvisionnement en énergie primaire	114
Approvisionnement en énergie et croissance économique	116
Approvisionnement en énergie par habitant	118
Production d'électricité	120
Énergie nucléaire	122
Contribution des énergies renouvelables	124
<b>PRODUCTION ET PRIX DE L'ÉNERGIE</b>	<b>126</b>
Production d'énergie	126
Production de pétrole	127
Prix du pétrole	128

## Travail

<b>EMPLOI</b>	<b>134</b>
Taux d'emploi par sexe	134
Taux d'emploi par groupe d'âge	138
Emploi à temps partiel	142
Emploi non salarié	144
<b>CHÔMAGE</b>	<b>148</b>
Taux de chômage	148
Chômage de longue durée	152
Variations régionales du chômage	154
<b>RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL ET DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL</b>	<b>156</b>
Rémunération du travail	156
Durée effective du travail	160

## Science et technologies

<b>RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT</b>	<b>164</b>
Dépenses de recherche et développement	164
Investissement dans le savoir	166
Chercheurs	168
Brevets	170
<b>TIC</b>	<b>172</b>
Taille du secteur des TIC	172
Investissement dans les TIC	174
Professions et qualifications dans le secteur des TIC	176
Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet	178



<b>COMMUNICATIONS</b>	<b>180</b>
Exportations de biens d'information et de communications	180
Accès au service téléphonique	182

## Environnement

<b>EAU ET RESSOURCES NATURELLES</b>	<b>186</b>
Consommation d'eau	186
Pêcheries	188
<b>AIR ET SOLS</b>	<b>190</b>
Émissions de CO <sub>2</sub> dues à la combustion d'énergie	190
Déchets municipaux	192

## Éducation

<b>RÉSULTATS</b>	<b>196</b>
Évaluation internationale des élèves	196
Évolution des taux d'obtention d'un diplôme et taux d'entrée dans l'enseignement tertiaire	200
Niveau de formation supérieure	202
<b>DÉPENSES D'ÉDUCATION</b>	<b>206</b>
Évolution des dépenses d'éducation	206
Revenus relatifs des diplômés	208
Dépenses publiques et privées dans l'éducation tertiaire	210
Dépenses au titre des établissements d'enseignement	212

## Finances publiques

<b>DÉFICITS ET DETTE PUBLICS</b>	<b>216</b>
Déficits publics	216
Dettes publiques	218
<b>DÉPENSES PUBLIQUES</b>	<b>220</b>
Dépenses de santé	220
Dépenses sociales	222
Dépenses de maintien de l'ordre et de défense	224
<b>SOUTIENS ET AIDE</b>	<b>226</b>
Estimations du soutien à l'agriculture	226
Concours publics à la pêche	228
Aide publique au développement	230
<b>FISCALITÉ</b>	<b>234</b>
Recettes fiscales totales	234
Impôts applicables au salarié moyen	238

## Qualité de vie

<b>SANTÉ</b>	<b>242</b>
Espérance de vie	242

Mortalité infantile	246
Santé mentale	248
Obésité	250

<b>SOCIÉTÉ</b>	<b>252</b>
Suicides	252
Bien-être subjectif	254
Bénévolat et soutien social	256
Inactivité des jeunes	258

<b>LOISIRS</b>	<b>260</b>
Temps de loisirs	260
Loisirs et culture	262
Tourisme – nuitées	266

<b>SÉCURITÉ</b>	<b>268</b>
Taux de victimation	268
Véhicules routiers automobiles et accidents mortels de la route	270

## Thème spécial :

### Inégalité

Introduction	274
<b>INÉGALITÉS DES REVENUS</b>	<b>276</b>
Mesures de l'inégalité des revenus	276
Revenu à différents paliers de l'échelle des revenus	278
<b>PAUVRETÉ DES REVENUS</b>	<b>280</b>
Taux de pauvreté et intensité de la pauvreté	280
Pauvreté par individu et caractéristiques des ménages	282
<b>RÉPARTITION DES REVENUS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES</b>	<b>284</b>
Transferts publics, impôts et inégalité des revenus	284
Prestations publiques, prélèvements obligatoires et pauvreté monétaire	286
<b>INÉGALITÉS DANS L'ÉDUCATION</b>	<b>288</b>
Compréhension de l'écrit des jeunes de 15 ans	288
Performance des jeunes de 15 ans en fonction de leur statut au regard de l'immigration	290
Scolarisation dans le supérieur selon la situation professionnelle et le niveau de formation du père	292
<b>INÉGALITÉS DANS LA SANTÉ</b>	<b>294</b>
État de santé	294
Accès et recours aux soins de santé	296
<b>INÉGALITÉS PARMIS LES RÉGIONS</b>	<b>298</b>
PIB régional	298
Marchés régionaux du travail	300
Accès régional aux services d'éducation et de santé	302

Index analytique	304
------------------	-----

# GUIDE DE L'UTILISATEUR

## Présentation et contenu

- Chaque tableau ou groupe de tableaux est précédé d'un bref commentaire qui donne la définition des statistiques (**Définition**) et expose les principaux problèmes qui peuvent se poser lorsqu'on veut comparer les résultats des pays (**Comparabilité**). Pour éviter toute erreur d'interprétation, les tableaux doivent donc être lus en liaison avec le texte d'accompagnement.
- Les tableaux et graphiques sont aussi disponibles en tant que fichiers à télécharger (voir ci-dessous). Dans leur version électronique, les tableaux peuvent inclure des séries plus longues et les données du Chili, de l'Estonie, d'Israël et de la Slovénie ont été ajoutées pour de nombreux indicateurs. Ces versions peuvent également inclure des notes de bas de page donnant des précisions supplémentaires.
- En général, les médias s'intéressent surtout aux statistiques dans une optique à court terme (par exemple, comment ont évolué ces derniers mois l'emploi, les prix ou le PIB ?). Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* se situe dans une vision à plus long terme. Le texte et les graphiques rendent compte essentiellement de l'évolution intervenue durant les quatorze années qui vont de 1994 à 2007. Cette perspective à long terme permet de comparer dans de bonnes conditions les succès et les échecs des politiques mises en œuvre pour améliorer le niveau de vie et le bien-être social dans les pays.
- Un grand nombre d'indicateurs du *Panorama des statistiques* a été normalisé en les rapportant au produit intérieur brut (PIB) de chaque pays. Lorsque le PIB doit être converti en une monnaie commune, on a utilisé les *parités de pouvoir d'achat* (PPA) au lieu des taux de change. Lorsque les PPA ont été appliquées, les différences de niveau de PIB traduisent uniquement les différences de volume des biens et services, les écarts de niveau de prix ayant été éliminés.

## Conventions

Sauf indication contraire,

- Les *totaux OCDE* couvrent uniquement les pays membres de l'OCDE qui apparaissent dans le tableau; lorsque l'indicateur est un ratio ou une moyenne, le total OCDE est alors la moyenne pondérée.
- Les *moyennes OCDE* sont les moyennes arithmétiques non pondérées des pays membres de l'OCDE présentés dans le tableau.
- Pour chaque pays, les moyennes sur une période prennent uniquement en compte les années pour lesquelles les données sont disponibles. Le *taux moyen de croissance annuelle* d'une variable sur une période est la moyenne géométrique des taux de croissance annuels de cette variable au cours de cette période présentés dans le tableau (le taux composé de croissance annuelle).
- La période couverte est précisée dans chaque tableau ou graphique. La mention XXXX ou *dernière année disponible* (où XXXX est une année) signifie que les données pour les années ultérieures n'ont pas été prises en compte.

## Signes, abréviations et acronymes

..	Valeur manquante; non applicable ou non disponible	<b>ALENA</b>	Accord de libre-échange nord-américain
<b>0</b>	Moins de la moitié du niveau de précision de l'unité de l'observation	<b>CAD</b>	Comité d'aide au développement
-	Zéro absolu	<b>CEE ONU</b>	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
	Rupture dans la série	<b>CNUCED</b>	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
		<b>FIT</b>	Forum International des Transports
		<b>FMI</b>	Fonds monétaire international
		<b>ONU</b>	Nations Unies
		<b>OIT</b>	Organisation internationale du travail
		<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce
		<b>OMT</b>	Organisation mondiale du tourisme
<b>USD</b>	Dollars des États-Unis	<b>ONUDC</b>	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
		<b>UIT</b>	Union internationale des télécommunications

## StatLinks

Cet ouvrage offre une prestation unique, **StatLinks**, qui permet de télécharger en version Excel® les graphiques et les tableaux. Le lien **StatLinks** figure au bas de chaque tableau ou graphique. Ce lien correspond à une adresse Internet. Utilisez-le avec votre navigateur Internet pour obtenir les données en format Excel®. Pour de plus amples informations sur **StatLinks**, voir : [www.oecd.org/statistics/statlink](http://www.oecd.org/statistics/statlink).

## Accéder aux publications de l'OCDE

- Les publications de l'OCDE citées dans le présent ouvrage sont disponibles via SourceOCDE ([www.sourceOCDE.org](http://www.sourceOCDE.org)), la bibliothèque en ligne de l'OCDE.
- Tous les documents de travail de l'OCDE peuvent être téléchargés via SourceOCDE.
- Toutes les bases de données mentionnées dans le livre peuvent également être consultées via SourceOCDE.
- De plus, les versions imprimées de tous les livres de l'OCDE peuvent être achetées sur le site de vente par correspondance de l'OCDE, [www.oecdbookshop.org](http://www.oecdbookshop.org).

## Glossaire de termes statistiques

Le *Glossaire de termes statistiques* en ligne de l'OCDE ([www.oecd.org/statistics/glossary](http://www.oecd.org/statistics/glossary)) complète parfaitement le *Panorama des statistiques de l'OCDE*. Il contient près de 7 000 définitions de termes, acronymes et concepts, sous une forme très conviviale. Ces définitions proviennent essentiellement des directives et recommandations statistiques internationales formulées ces deux ou trois dernières décennies par des organisations comme les Nations Unies, l'OIT, l'OCDE, Eurostat, le FMI et les instituts nationaux de la statistique.









## **POPULATION ET MIGRATION**

### **POPULATION TOTALE**

ÉVOLUTION DE LA POPULATION

POPULATION RÉGIONALE

### **POPULATION TOTALE**

VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

PERSONNES ÂGÉES PAR RÉGION

DÉPENSES DE RETRAITE PUBLIQUES ET PRIVÉES

### **MIGRATION INTERNATIONALE**

TENDANCES DES MIGRATIONS

POPULATION IMMIGRÉE

MIGRATION ET EMPLOI PAR NIVEAU D'ÉDUCATION

MIGRATION ET CHÔMAGE

## ÉVOLUTION DE LA POPULATION

La taille et la croissance de la population d'un pays sont à la fois les causes et les conséquences des évolutions sociales et économiques. L'accroissement naturel de la population (naissances moins décès) a ralenti dans tous les pays de l'OCDE, ce qui s'est traduit par une augmentation de l'âge moyen des populations. Dans plusieurs pays, la baisse des taux d'accroissement naturel a été en partie compensée par l'immigration en provenance de pays hors OCDE.

### Définition

Les tableaux se rapportent à la population résidente. Pour des pays comme les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, qui ont des colonies, des protectorats ou d'autres possessions territoriales outre-mer, les statistiques n'englobent pas, en règle générale, les populations résidant dans ces territoires. Pour plus de détails, voir les sources ci-dessous.

Les taux de croissance correspondent aux variations annuelles de la population et représentent le solde des naissances, des décès et de l'immigration nette au cours de l'année.

Le taux de fécondité total est le nombre total d'enfants qu'aurait chaque femme si elle devait vivre jusqu'à la fin de sa période de procréation et donner naissance à des enfants durant cette période selon les taux de fécondité observés pour des tranches d'âge spécifiques.

### Tendances à long terme

En 2007, les pays de l'OCDE regroupaient 18 % de la population mondiale, estimée à 6,7 milliards de personnes. La Chine en représentait 20 % et l'Inde 18 %. À l'intérieur de la zone OCDE, les États-Unis comptaient pour 25 % de la population totale, suivis par le Japon (11 %), le Mexique (9 %), l'Allemagne (7 %) et la Turquie (6 %).

Entre 1994 et 2007, le taux de croissance démographique de l'ensemble des pays de l'OCDE s'est établi à 0,7 % par an en moyenne. Des taux de croissance nettement supérieurs ont été enregistrés au Mexique et en Turquie (pays à forte natalité) ainsi qu'en Australie, au Canada, au Luxembourg, en Irlande, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis (pays à fort excédent migratoire). En République tchèque, en Hongrie et en Pologne, la population a décliné en raison à la fois de faibles taux de natalité et d'un solde migratoire négatif. L'Allemagne et la République slovaque ont enregistré des taux de croissance démographique très bas, mais tout de même positifs.

On prévoit un ralentissement de la croissance démographique des pays de l'OCDE dans la décennie à venir. Jusqu'au milieu du siècle, on estime que la population des pays de l'OCDE va augmenter de moins de 0,3 % par an.

Les taux de fécondité totaux ont fortement chuté dans les pays de l'OCDE au cours des dernières décennies, passant en moyenne de 2,7 en 1970 à 1,6 enfant par femme en âge de procréer au début des années 2000. En 2006, le taux de fécondité total était inférieur à son niveau de remplacement – 2,1 – dans l'ensemble des pays de l'OCDE, à l'exception du Mexique et de la Turquie, où il s'établissait à 2,2, et en Islande et aux États-Unis, où il était égal à 2,1. Dans tous les pays de l'OCDE, les taux de fécondité ont reculé parmi les femmes jeunes et ont augmenté chez les femmes plus âgées car les femmes repoussent l'âge auquel elles commencent à fonder une famille. Depuis 2002, on observe une modeste remontée des taux, les plus fortes augmentations étant à mettre à l'actif de la Belgique, de la République tchèque, de l'Espagne, de la Suède et du Royaume-Uni.

### Comparabilité

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les statistiques de la population sont basées sur des recensements réguliers réalisés tous les dix ans, et, pour les années intermédiaires, sur les registres d'état civil, les notifications de naissances et de décès et les données administratives relatives aux migrations. Dans plusieurs pays européens, les données proviennent maintenant intégralement de registres administratifs. En règle générale, les statistiques démographiques des pays de l'OCDE sont fiables, même si, dans certains cas, les séries sont interrompues, comme le signale un trait vertical dans les tableaux.

À noter que pour certains pays, les chiffres de population indiqués ne sont pas ceux qui sont utilisés pour calculer le PIB et d'autres statistiques économiques par habitant. À cela plusieurs raisons, mais les écarts entre les deux séries de données sont faibles.

Les projections démographiques sont tirées des sources nationales où elles sont mises à disposition, mais pour certains pays, elles sont basées sur les projections de l'ONU ou d'Eurostat ; les projections mondiales proviennent de l'ONU. Toutes les projections démographiques requièrent des hypothèses sur les futures tendances de l'espérance de vie, les taux de fertilité et la migration. Souvent, un ensemble de projections est produit en utilisant différents hypothèses sur ces futures tendances. Les estimations présentées ici correspondent aux variantes médianes ou centrales.

### Source

- Pour les pays membres : sources nationales, Nations Unies et Eurostat.
- Pour le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Russie et l'Afrique du Sud : Perspectives de la population mondiale, 1950-2050 (Révision de 2006), Nations Unies, New York.
- Taux de fécondité : OCDE (2009), *Panorama de la société 2008 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE, P. Bagnoli, T. Goeschl et E. Kovacs (2008), *Politiques de la biodiversité : Impacts socio-économiques, enjeux et stratégies d'action des pouvoirs publics*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- Maddison, Angus (2003), *L'économie mondiale : Statistiques historiques*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, [www.theworlddeconomy.org](http://www.theworlddeconomy.org).
- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Panorama de la société 2008 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- d'Addio, A. C. et M. Mira d'Ercole (2005), *Trends and Determinants of Fertility Rates: The Role of Policies, Questions sociales, emplois et migrations* – Documents de travail de l'OCDE, n° 27, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.
- *La base de données de l'OCDE sur la famille*.
- *World Bank – World Development Indicators*.


#### Sites Internet

- Perspectives de la population mondiale : The 2006 Revision Population Database, <http://esa.un.org/unpp>.

## Population totale

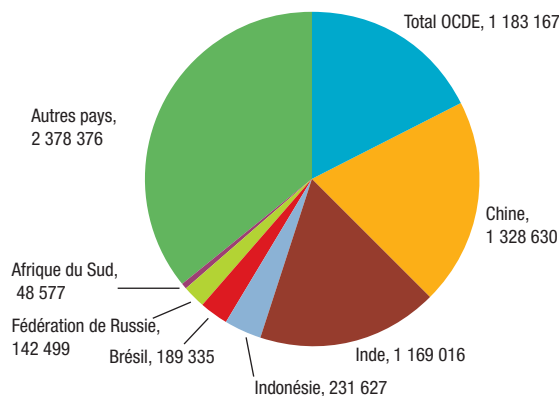
Milliers

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2020	2050
Allemagne	81 915	82 035	82 047	82 100	82 212	82 350	82 488	82 534	82 516	82 469	82 376	82 247	82 635	74 422
Australie	18 311	18 518	18 711	18 926	19 153	19 413	19 651	19 895	20 127	20 395	20 698	21 015	23 663	28 081
Autriche	7 959	7 968	7 977	7 992	8 012	8 043	8 084	8 118	8 175	8 233	8 282	8 315	8 689	9 514
Belgique	10 157	10 181	10 203	10 226	10 251	10 287	10 333	10 376	10 421	10 479	10 548	10 626	11 568	12 450
Canada	29 611	29 907	30 157	30 404	30 689	31 021	31 373	31 676	31 995	32 312	32 649	32 976	36 344	41 896
Corée	45 525	45 954	46 287	46 617	47 008	47 357	47 622	47 859	48 039	48 138	48 297	48 456	49 326	42 343
Danemark	5 262	5 284	5 301	5 319	5 337	5 355	5 374	5 387	5 401	5 416	5 435	5 457	5 622	5 680
Espagne	39 479	39 583	39 722	39 927	40 264	40 721	41 314	42 005	42 692	43 398	44 068	44 874	45 568	42 703
États-Unis	269 394	272 647	275 854	279 040	282 194	285 112	287 888	290 448	293 192	295 896	298 755	301 621	335 805	419 854
Finlande	5 125	5 140	5 153	5 165	5 176	5 188	5 201	5 213	5 228	5 246	5 266	5 289	5 538	5 747
France	58 026	58 207	58 398	58 673	59 049	59 454	59 863	60 264	60 643	60 996	61 353	61 707	65 102	69 993
Grèce	10 709	10 777	10 835	10 883	10 917	10 950	10 988	11 024	11 062	11 104	11 149	11 193	11 426	10 605
Hongrie	10 311	10 290	10 267	10 238	10 211	10 188	10 159	10 130	10 107	10 087	10 071	10 050	9 856	8 718
Irlande	3 626	3 664	3 703	3 742	3 790	3 847	3 917	3 980	4 045	4 134	4 240	4 339	4 774	5 482
Islande	269	271	274	277	281	285	288	289	293	296	304	311	354	439
Italie	56 856	56 886	56 902	56 912	56 937	56 972	57 151	57 597	58 167	58 597	58 931	59 336	59 001	55 710
Japon	125 864	126 166	126 486	126 686	126 926	127 291	127 435	127 619	127 687	127 768	127 770	127 771	122 735	95 152
Luxembourg	414	419	425	430	436	442	446	452	458	465	473	480	523	644
Mexique	93 130	94 478	95 790	97 115	98 439	99 716	100 909	102 000	103 002	103 947	104 874	105 791	115 762	121 856
Norvège	4 381	4 405	4 431	4 462	4 491	4 514	4 538	4 565	4 592	4 623	4 661	4 709	5 406	6 569
Nouvelle-Zélande	3 732	3 781	3 815	3 835	3 858	3 881	3 949	4 027	4 088	4 134	4 185	4 228	4 735	5 469
Pays-Bas	15 531	15 611	15 707	15 812	15 926	16 046	16 149	16 225	16 282	16 320	16 346	16 382	16 762	16 789
Pologne	38 289	38 292	38 284	38 270	38 258	38 248	38 232	38 195	38 180	38 161	38 132	38 116	37 038	33 576
Portugal	10 058	10 091	10 129	10 172	10 226	10 293	10 368	10 441	10 502	10 549	10 584	10 608	10 501	9 332
République slovaque	5 374	5 383	5 391	5 395	5 401	5 380	5 379	5 379	5 383	5 387	5 391	5 398	5 417	4 880
République tchèque	10 315	10 304	10 295	10 283	10 273	10 224	10 201	10 202	10 207	10 234	10 267	10 323	10 287	9 457
Royaume-Uni	58 164	58 314	58 475	58 684	58 886	59 113	59 323	59 557	59 846	60 238	60 587	60 975	66 754	76 959
Suède	8 841	8 846	8 851	8 858	8 872	8 896	8 925	8 958	8 994	9 030	9 081	9 148	9 706	10 538
Suisse	7 072	7 089	7 110	7 144	7 184	7 230	7 285	7 339	7 390	7 437	7 484	7 550	8 085	8 242
Turquie	62 911	64 063	65 214	66 338	67 393	68 367	69 304	70 231	71 151	72 065	72 971	73 875	84 301	96 498
Total UE27	477 856	478 630	480 920	481 618	482 761	483 782	484 614	486 617	488 757	491 024	492 975	495 090	513 838	515 303
Total OCDE	1 096 611	1 104 556	1 112 194	1 119 926	1 128 050	1 136 184	1 144 135	1 151 981	1 159 853	1 167 527	1 175 228	1 183 167	1 250 980	1 321 817
Afrique du Sud	42 401	43 236	44 009	44 729	45 398	46 017	46 581	47 089	47 541	47 939	48 282	48 577	51 281	55 590
Brésil	161 323	163 780	166 252	168 754	171 280	173 822	176 391	178 985	181 586	184 184	186 771	189 335	219 078	259 770
Chine	1 225 680	1 237 431	1 248 852	1 259 740	1 269 962	1 279 486	1 288 401	1 296 838	1 304 983	1 312 979	1 320 864	1 328 630	1 421 260	1 408 846
Fédération de Russie	148 926	148 667	148 339	147 927	147 423	146 828	146 159	145 438	144 696	143 953	143 221	142 499	132 407	107 832
Inde	972 968	991 513	1 009 905	1 028 145	1 046 235	1 064 156	1 081 899	1 099 494	1 116 985	1 134 403	1 151 751	1 169 016	1 379 198	1 658 270
Indonésie	200 271	203 122	205 970	208 825	211 693	214 575	217 466	220 355	223 225	226 063	228 864	231 627	261 868	296 885
Monde	5 801 566	5 883 316	5 964 308	6 044 563	6 124 123	6 202 979	6 281 209	6 359 055	6 436 826	6 514 751	6 592 900	6 671 226	7 667 090	9 191 287

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/540384728564>

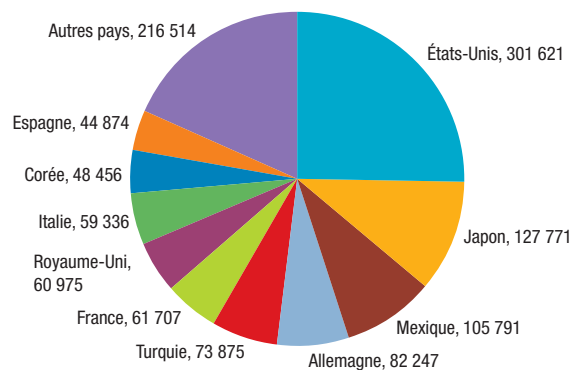
## Population mondiale

Milliers, année 2007



## Population de l'OCDE

Milliers, année 2007

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534288836446>

Taux de croissance de la population

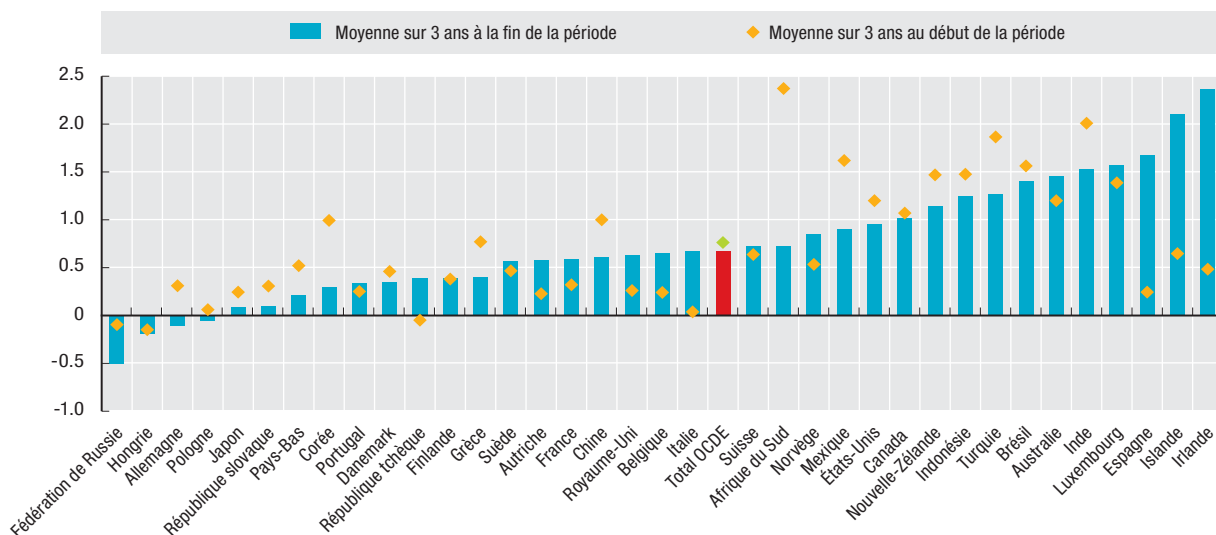
Croissance annuelle en pourcentage

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	0.35	0.29	0.29	0.15	0.02	0.06	0.14	0.17	0.17	0.06	-0.02	-0.06	-0.11	-0.16
Australie	1.06	1.22	1.32	1.13	1.05	1.15	1.20	1.36	1.23	1.24	1.17	1.33	1.49	1.53
Autriche	0.39	0.15	0.14	0.11	0.11	0.19	0.24	0.39	0.51	0.42	0.70	0.72	0.59	0.40
Belgique	0.31	0.21	0.20	0.24	0.21	0.23	0.24	0.34	0.45	0.42	0.43	0.55	0.66	0.74
Canada	1.11	1.05	1.05	1.00	0.84	0.82	0.94	1.08	1.13	0.97	1.01	0.99	1.04	1.00
Corée	1.01	1.01	0.96	0.94	0.72	0.71	0.84	0.74	0.56	0.50	0.38	0.21	0.33	0.33
Danemark	0.30	0.44	0.64	0.43	0.32	0.34	0.34	0.33	0.36	0.24	0.26	0.27	0.34	0.42
Espagne	0.27	0.23	0.23	0.26	0.35	0.52	0.84	1.14	1.46	1.67	1.64	1.65	1.54	1.83
États-Unis	1.23	1.20	1.17	1.21	1.18	1.15	1.13	1.03	0.97	0.89	0.94	0.92	0.97	0.96
Finlande	0.43	0.38	0.33	0.30	0.27	0.23	0.21	0.23	0.24	0.24	0.29	0.34	0.38	0.43
France	0.33	0.32	0.31	0.31	0.33	0.47	0.64	0.69	0.69	0.67	0.63	0.58	0.58	0.58
Grèce	0.84	0.77	0.70	0.63	0.54	0.44	0.32	0.30	0.34	0.33	0.35	0.38	0.40	0.40
Hongrie	-0.14	-0.14	-0.17	-0.20	-0.23	-0.28	-0.26	-0.23	-0.28	-0.29	-0.22	-0.20	-0.16	-0.21
Irlande	0.33	0.43	0.69	1.05	1.06	1.04	1.28	1.52	1.82	1.60	1.64	2.19	2.56	2.34
Islande	0.84	0.52	0.58	0.74	1.06	1.24	1.43	1.39	0.88	0.60	1.15	1.12	2.86	2.32
Italie	0.02	0.00	0.03	0.05	0.03	0.02	0.04	0.06	0.31	0.78	0.99	0.74	0.57	0.69
Japon	0.26	0.24	0.23	0.24	0.25	0.16	0.19	0.29	0.11	0.14	0.05	0.06	0.00	0.00
Luxembourg	1.37	1.42	1.37	1.26	1.25	1.36	1.35	1.20	1.05	1.22	1.43	1.54	1.61	1.56
Mexique	1.71	1.62	1.53	1.45	1.39	1.38	1.36	1.30	1.20	1.08	0.98	0.92	0.89	0.87
Norvège	0.57	0.52	0.51	0.54	0.60	0.69	0.65	0.51	0.54	0.59	0.59	0.68	0.81	1.04
Nouvelle-Zélande	1.34	1.47	1.60	1.32	0.89	0.53	0.59	0.59	1.75	1.99	1.50	1.14	1.23	1.04
Pays-Bas	0.60	0.50	0.46	0.52	0.62	0.67	0.72	0.76	0.64	0.47	0.35	0.23	0.16	0.22
Pologne	0.08	0.06	0.04	0.01	-0.02	-0.04	-0.03	-0.03	-0.04	-0.10	-0.04	-0.05	-0.08	-0.04
Portugal	0.22	0.26	0.27	0.33	0.38	0.42	0.53	0.66	0.73	0.70	0.58	0.45	0.33	0.23
République tchèque	0.05	-0.05	-0.15	-0.11	-0.08	-0.12	-0.10	-0.47	-0.23	0.01	0.05	0.27	0.32	0.55
République slovaque	0.43	0.30	0.19	0.18	0.14	0.08	0.10	-0.39	-0.02	0.00	0.07	0.09	0.07	0.12
Royaume-Uni	0.26	0.28	0.24	0.26	0.28	0.36	0.34	0.39	0.36	0.39	0.48	0.66	0.58	0.64
Suède	0.71	0.53	0.16	0.06	0.06	0.08	0.16	0.27	0.33	0.37	0.39	0.40	0.56	0.74
Suisse	0.80	0.67	0.44	0.24	0.30	0.48	0.56	0.63	0.76	0.74	0.69	0.64	0.63	0.88
Turquie	1.89	1.86	1.85	1.83	1.80	1.72	1.59	1.45	1.37	1.34	1.31	1.28	1.26	1.24
Total UE27	0.25	0.20	0.18	0.16	0.48	0.15	0.24	0.21	0.17	0.41	0.44	0.46	0.40	0.43
Total OCDE	0.79	0.76	0.74	0.72	0.69	0.70	0.73	0.72	0.70	0.69	0.68	0.66	0.66	0.68
Afrique du Sud	2.58	2.38	2.16	1.97	1.79	1.63	1.50	1.36	1.22	1.09	0.96	0.84	0.72	0.61
Brésil	1.59	1.56	1.54	1.52	1.51	1.50	1.50	1.48	1.48	1.47	1.45	1.43	1.40	1.37
Chine	1.02	1.00	0.98	0.96	0.92	0.87	0.81	0.75	0.70	0.65	0.63	0.61	0.60	0.59
Fédération de Russie	-0.06	-0.10	-0.13	-0.17	-0.22	-0.28	-0.34	-0.40	-0.46	-0.49	-0.51	-0.51	-0.51	-0.50
Inde	2.06	2.01	1.96	1.91	1.85	1.81	1.76	1.71	1.67	1.63	1.59	1.56	1.53	1.50
Indonésie	1.50	1.48	1.45	1.42	1.40	1.39	1.37	1.36	1.35	1.33	1.30	1.27	1.24	1.21
Monde	1.51	1.48	1.44	1.41	1.38	1.35	1.32	1.29	1.26	1.24	1.22	1.21	1.20	1.19

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/540422577202>

Taux de croissance de la population

Croissance annuelle moyenne en pourcentage




StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/534343665680>



## Taux de fécondité

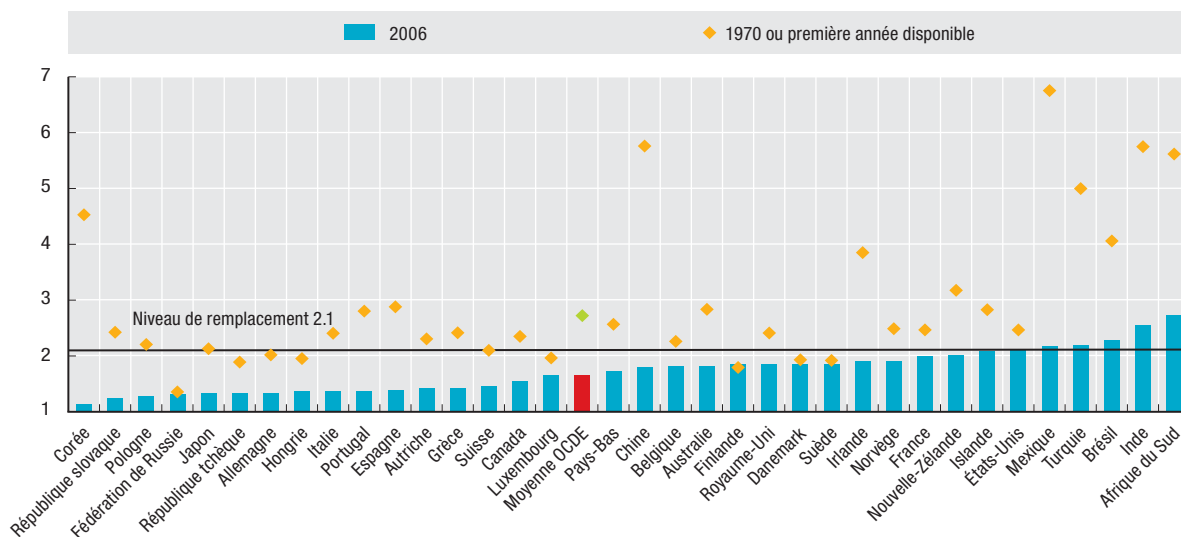

Nombre d'enfants par femme âgée de 15 à 49 ans

	1970	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	2.03	1.24	1.25	1.32	1.37	1.36	1.36	1.38	1.35	1.34	1.34	1.36	1.34	1.33
Australie	2.86	1.84	1.82	1.80	1.78	1.76	1.76	1.76	1.73	1.76	1.75	1.76	1.79	1.81
Autriche	2.29	1.47	1.42	1.45	1.39	1.37	1.34	1.36	1.33	1.39	1.38	1.42	1.41	1.41
Belgique	2.25	1.56	1.55	1.59	1.61	1.59	1.61	1.66	1.67	1.64	1.66	1.72	1.76	1.80
Canada	2.33	1.62	1.62	1.62	1.58	1.54	1.51	1.49	1.51	1.50	1.53	1.53	1.54	1.54
Corée	4.53	1.67	1.65	1.58	1.54	1.47	1.42	1.47	1.30	1.17	1.19	1.16	1.08	1.13
Danemark	1.95	1.81	1.81	1.75	1.75	1.72	1.74	1.77	1.75	1.72	1.76	1.78	1.80	1.85
Espagne	2.90	1.20	1.17	1.16	1.18	1.16	1.19	1.23	1.24	1.26	1.31	1.33	1.35	1.38
États-Unis	2.48	2.00	1.98	1.98	1.97	2.00	2.01	2.06	2.03	2.01	2.04	2.05	2.05	2.10
Finlande	1.83	1.85	1.81	1.76	1.75	1.71	1.73	1.73	1.73	1.72	1.76	1.80	1.80	1.84
France	2.48	1.66	1.71	1.73	1.73	1.76	1.79	1.87	1.88	1.86	1.87	1.90	1.92	1.98
Grèce	2.39	1.35	1.32	1.30	1.31	1.29	1.28	1.27	1.26	1.27	1.29	1.31	1.34	1.41
Hongrie	1.97	1.64	1.57	1.46	1.38	1.33	1.29	1.33	1.31	1.31	1.28	1.28	1.32	1.35
Irlande	3.87	1.85	1.85	1.89	1.94	1.95	1.91	1.90	1.96	1.98	1.98	1.95	1.88	1.90
Islande	2.81	2.14	2.08	2.12	2.04	2.05	1.99	2.08	1.95	1.93	1.99	2.03	2.05	2.07
Italie	2.43	1.22	1.19	1.22	1.23	1.21	1.23	1.26	1.25	1.27	1.29	1.33	1.32	1.35
Japon	2.13	1.50	1.42	1.43	1.39	1.38	1.34	1.36	1.33	1.32	1.29	1.29	1.26	1.32
Luxembourg	1.98	1.72	1.67	1.76	1.71	1.67	1.71	1.78	1.66	1.63	1.62	1.66	1.62	1.64
Mexique	6.77	3.06	2.95	2.86	2.76	2.71	2.75	2.70	2.62	2.48	2.35	2.25	2.21	2.17
Norvège	2.50	1.87	1.87	1.89	1.86	1.81	1.85	1.85	1.78	1.75	1.80	1.83	1.84	1.90
Nouvelle-Zélande	3.17	1.98	1.98	1.96	1.96	1.89	1.97	1.98	1.97	1.89	1.93	1.98	1.97	2.01
Pays-Bas	2.57	1.57	1.53	1.53	1.56	1.63	1.65	1.72	1.71	1.73	1.75	1.73	1.71	1.72
Pologne	2.20	1.72	1.55	1.53	1.47	1.41	1.37	1.37	1.32	1.25	1.22	1.23	1.24	1.27
Portugal	2.83	1.44	1.41	1.44	1.47	1.48	1.51	1.56	1.46	1.47	1.44	1.40	1.41	1.36
République tchèque	1.91	1.44	1.28	1.19	1.17	1.16	1.13	1.14	1.15	1.17	1.18	1.23	1.28	1.33
République slovaque	2.40	1.67	1.52	1.47	1.43	1.37	1.33	1.29	1.20	1.19	1.20	1.24	1.25	1.24
Royaume-Uni	2.43	1.74	1.70	1.73	1.72	1.71	1.68	1.64	1.63	1.64	1.71	1.77	1.79	1.84
Suède	1.94	1.89	1.74	1.61	1.53	1.51	1.50	1.55	1.57	1.65	1.72	1.75	1.77	1.85
Suisse	2.10	1.49	1.48	1.50	1.48	1.47	1.48	1.50	1.38	1.39	1.39	1.42	1.42	1.44
Turquie	5.00	2.81	2.75	2.69	2.63	2.56	2.48	2.27	2.25	2.24	2.22	2.21	2.19	2.18
Moyenne OCDE	2.71	1.73	1.69	1.68	1.66	1.63	1.63	1.64	1.61	1.60	1.61	1.62	1.62	1.65
Afrique du Sud	5.65	3.12	3.08	3.04	3.00	2.97	2.93	2.90	2.86	2.84	2.82	2.80	2.78	2.73
Brésil	..	2.54	2.51	2.48	2.45	2.43	2.41	2.39	2.36	2.35	2.33	2.31	2.29	2.27
Chine	5.78	1.93	1.92	1.91	1.90	1.90	1.89	1.89	1.89	1.88	1.88	1.85	1.81	1.78
Fédération de Russie	..	..	1.34	1.27	1.22	1.23	1.16	1.19	1.22	1.29	1.32	1.34	1.29	1.30
Inde	5.77	3.45	3.40	3.35	3.30	3.22	3.15	3.07	3.00	2.92	2.92	2.68	2.61	2.54

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/540448444571>

## Taux de fécondité

Nombre d'enfants par femme âgée de 15 à 49 ans

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534370014012>

## POPULATION RÉGIONALE

À l'intérieur des pays, la population ne se répartit pas de manière uniforme d'une région à l'autre. Les différences de conditions climatiques et environnementales découragent l'installation humaine dans certaines zones et favorisent la concentration de population autour de quelques centres urbains. Ce schéma est renforcé par l'existence d'opportunités économiques plus nombreuses et la plus grande disponibilité de services résultant de l'urbanisation elle-même.

### Définition

Le nombre d'habitants d'une région donnée, autrement dit sa population totale, peut s'exprimer en population annuelle moyenne ou en population à une date spécifique au cours de l'année considérée. La population moyenne au cours d'une année civile est généralement calculée par moyenne arithmétique de la population au 1<sup>er</sup> janvier de deux années consécutives. (C'est ce qu'on appelle aussi « l'effectif moyen d'une population ».) Toutefois, certains pays estiment la population à une date proche du 1<sup>er</sup> juillet (population en milieu d'année).

L'indice de concentration géographique donne une image de la distribution spatiale de la population car il tient compte de la superficie de chaque région.

L'indice de concentration géographique compare le poids économique et le poids géographique entre les différentes régions d'un pays donné. Il est construit de manière à tenir compte des écarts de taille des régions à la fois à l'intérieur d'un même pays et entre pays. Cet indice, qui va de 0 (absence de concentration) à 100 (concentration maximale), se prête aux comparaisons internationales.

### Comparabilité

Le principal problème de l'analyse économique au niveau

#### En bref

C'est en Australie, au Canada, en Islande, aux États-Unis et au Mexique, que la concentration démographique est la plus forte : dans ces pays, 10 % des régions ne regroupent pas moins de 47 % de la population. En revanche, la répartition territoriale semble plus équilibrée (selon ces statistiques) en République slovaque, en République tchèque, en Belgique et au Danemark.

L'indice de concentration géographique montre que le Canada, l'Australie et l'Islande sont les pays dans lesquels la répartition de la population est la plus inégale. Par ailleurs, c'est en République slovaque, en République tchèque, en Hongrie, en Belgique, aux Pays-Bas et en Pologne que la concentration géographique est la plus faible.

En France, Paris est la région la plus densément peuplée, puisqu'on y dénombre plus de 20 000 habitants au km<sup>2</sup>, tandis qu'en Islande, la région de la capitale qui a la plus forte densité de population ne compte que 179 habitants au km<sup>2</sup>.

Près de la moitié de la population de la zone OCDE (46 %) vit dans des régions essentiellement urbaines, représentant moins de 6 % de la superficie totale. La concentration dans les régions urbaines est de plus de 60 % aux Pays-Bas, en Belgique et au Royaume-Uni. Les régions essentiellement rurales regroupent près d'un quart de la population totale (24 %) et couvrent 80 % de la superficie. En Irlande, en Finlande, en Suède et en Norvège, la part de la population nationale vivant en milieu rural est plus de deux fois supérieure (50 % ou plus) à la moyenne OCDE.

infranational est l'unité d'analyse, c'est-à-dire la région. Le mot « région » peut prendre des sens très différents à l'intérieur d'un pays comme d'un pays à l'autre, et s'accompagner d'écarts significatifs en termes de superficie et de population.

La plus petite région de la zone OCDE (Mellila, Espagne) s'étend sur 13 kilomètres carrés alors que la plus vaste (les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut au Canada) compte plus de 3 millions de kilomètres carrés. De même, la population des régions de l'OCDE varie, de 400 habitants environ dans le Territoire de la capitale australienne (ACT) hors Canberra (en Australie) à plus de 47 millions à Kanto (Japon).

Pour remédier au problème, l'OCDE a établi un classement des régions au sein de chaque pays membre. Cette classification s'appuie sur deux niveaux territoriaux. Le niveau supérieur (niveau territorial 2) englobe 335 macrorégions et le niveau inférieur (niveau territorial 3) se compose de 1 681 microrégions. Cette classification qui, pour les pays de l'Union européenne, est largement compatible avec celle d'Eurostat NUTS, facilite la comparaison entre régions d'un même niveau territorial. De fait, ces deux niveaux, qui sont officiellement établis et relativement stables dans tous les pays membres, sont utilisés dans nombre d'entre eux comme cadre de mise en œuvre des politiques régionales.

En outre, la typologie des régions – urbaines ou rurales – peut influencer sur la comparabilité des données au niveau infranational. À titre d'exemple, on peut s'interroger sur la pertinence d'une comparaison entre la région fortement urbanisée de Londres et la région rurale des îles Shetland, alors même que l'une et l'autre appartiennent au même niveau territorial. Pour tenir compte de ces différences, l'OCDE a établi une typologie régionale qui distingue les régions essentiellement urbaines, essentiellement rurales et intermédiaires. Cette typologie, qui repose sur le pourcentage de la population régionale vivant dans les collectivités rurales, permet de faire des comparaisons pertinentes entre régions relevant d'une même catégorie (voir OCDE (2009), *Panorama des régions pour la définition*).

### Source

- OCDE (2009), *Panorama des régions de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2001), *Perspectives territoriales de l'OCDE*, Édition 2001, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Examens territoriaux de l'OCDE – Villes, compétitivité et mondialisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Le nouveau paradigme rural : Politiques et gouvernance*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Examens territoriaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Spiezia, V. (2004), « Mesurer les économies régionales », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 6, février, OCDE, Paris, [www.oecd.org/std/cahierstatistique](http://www.oecd.org/std/cahierstatistique).

#### Bases de données en ligne

- OCDE, *Base de données régionales*.

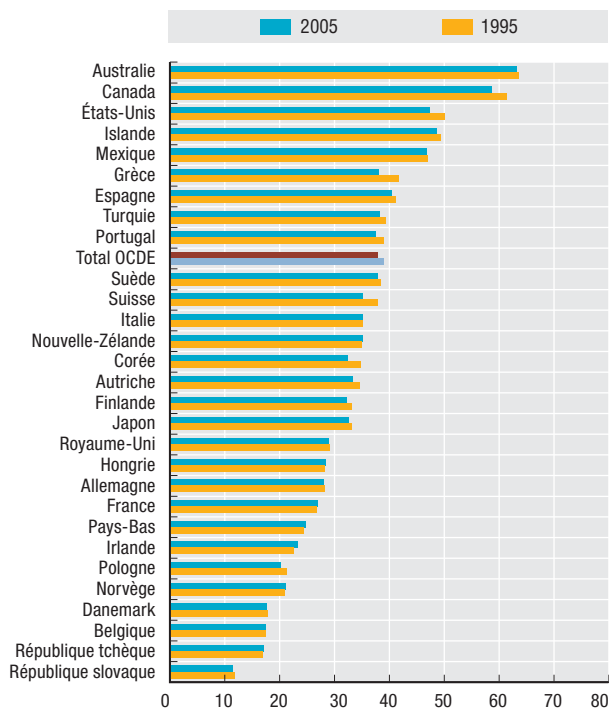
#### Sites Internet

- OECD eXplorer, [www.OECD.org/gov/developpementregional](http://www.OECD.org/gov/developpementregional).
- Territorial grids, [www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators](http://www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators).



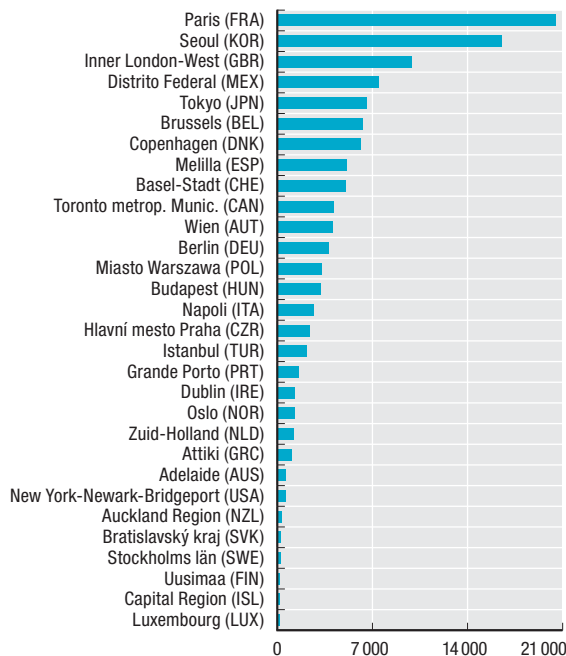
### Proportion de la population nationale dans les 10 % des régions avec la plus forte concentration de population

Pourcentage



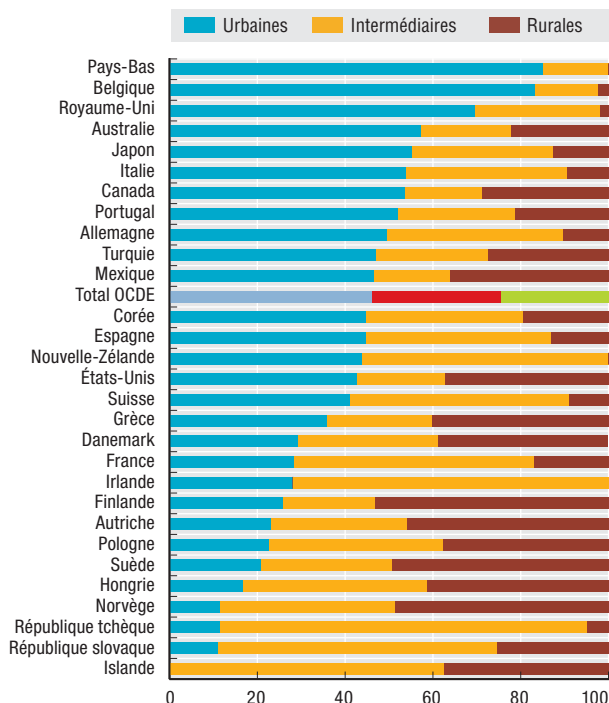
### Disparités dans la densité de population par région

Habitant par km<sup>2</sup>, 2005

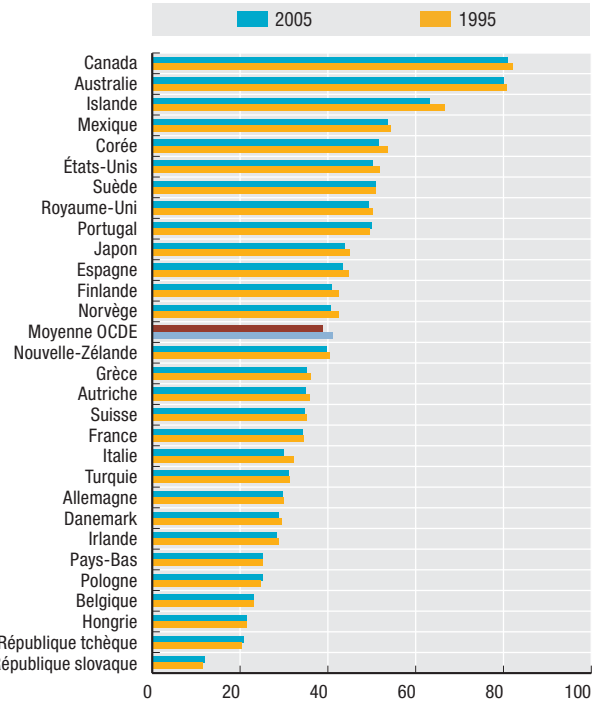


### Distribution de la population nationale en régions urbaines, intermédiaires et rurales

Pourcentage, 2005



### Indice de la concentration géographique par région



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/534446820506>

## VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

La part de la population âgée de 65 ans et plus augmente dans tous les pays de l'OCDE et cette tendance est appelée à se poursuivre. Le nombre de personnes âgées inactives en pourcentage de la population active totale suit également cette évolution dans les pays de l'OCDE, ce qui n'est pas sans conséquence pour les dépenses publiques et privées de retraite et de santé, mais aussi, plus généralement, pour la croissance économique et le bien-être.

### Définition

La population est la population qui réside effectivement dans le pays, c'est-à-dire toute personne, quelle que soit sa nationalité, qui a un lieu permanent de résidence dans le pays. La population active est définie, conformément aux lignes directrices du BIT, comme l'ensemble des personnes qui ont un emploi et des personnes qui sont à la fois disponibles pour travailler et qui cherchent activement un emploi. Les prévisions démographiques proviennent de sources nationales lorsqu'il en existe ou, dans certains cas, des bases de données statistiques d'Eurostat et de l'ONU.

### Comparabilité

Dans la mesure où la quasi-totalité des pays de l'OCDE appliquent maintenant les lignes directrices du BIT pour définir la population active, leurs statistiques dans ce domaine présentent un bon degré de comparabilité.

Toutes les prévisions démographiques reposent sur des hypothèses concernant les tendances futures de l'espérance de vie, des taux de fécondité et du solde migratoire. Comme

on fait souvent plusieurs séries de calculs en fonction de diverses hypothèses, il a été décidé de présenter ici les estimations correspondant au scénario central ou médian.

Les prévisions relatives à la population active sont fondées sur les prévisions démographiques décrites ci-dessus, auxquelles on applique ensuite d'autres hypothèses concernant les taux d'activité futurs de la population active des hommes et des femmes de différents groupes d'âge. Un soin particulier a été apporté à la modélisation des taux d'activité attendus parmi les femmes et les personnes âgées.

### Source

- OCDE (2007), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.
- Eurostat, Nations Unies, sources nationales et estimations OCDE.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Burniaux, J.-M., R. Duval et F. Jaumotte (2004), *Coping with Ageing*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 371, OCDE, Paris.
- OCDE (2000), *Reforms for an Ageing Society*, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Ageing and Income Financial Resources and Retirement in 9 OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Ageing and Transport Mobility Needs and Safety Issues*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Ageing, Housing and Urban Development*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Vieillesse et politiques de l'emploi*, séries, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Vieillesse et service public : Le défi des ressources humaines*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les pensions dans les pays de l'OCDE : Panorama des politiques publiques – Édition 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Oliveira Martins J., F. Gonand, P. Antolin, C. de la Maisonneuve et K.-Y. Yoo (2005), *The Impact of Ageing on Demand, Factor Markets and Growth*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 420, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (1997), *Principaux indicateurs économiques : avril Volume 1997-4*, « Sources et méthodes : Statistiques de la main-d'œuvre et des salaires », OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Statistiques de l'emploi.
- Principaux indicateurs économiques.

### Tendances à long terme

Les populations les plus jeunes (qui ont la part de la population âgée de 65 ans ou plus la plus faible) se rencontrent soit dans les pays qui ont des taux de natalité élevés comme le Mexique, l'Islande et la Turquie, soit dans les pays qui attirent beaucoup d'immigrants comme l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande. Les uns et les autres connaîtront toutefois un vieillissement marqué de leur population dans les 50 prochaines années.


Selon les prévisions, le taux de dépendance économique (c'est-à-dire le ratio de la population âgée inactive sur la population active totale, partie droite du tableau) devrait être supérieure à 50 % en Finlande, en Italie et au Japon d'ici 2020 : il y aura alors moins de deux actifs pour chaque personne âgée inactive. C'est en Islande, au Mexique et en Turquie, que l'estimation du taux de dépendance économique est la plus basse à l'horizon 2020, moins de 30 %.

Tous les pays vont connaître une forte augmentation du taux de dépendance économique sur la période 2020 à 2050.

## Population de plus de 65 ans

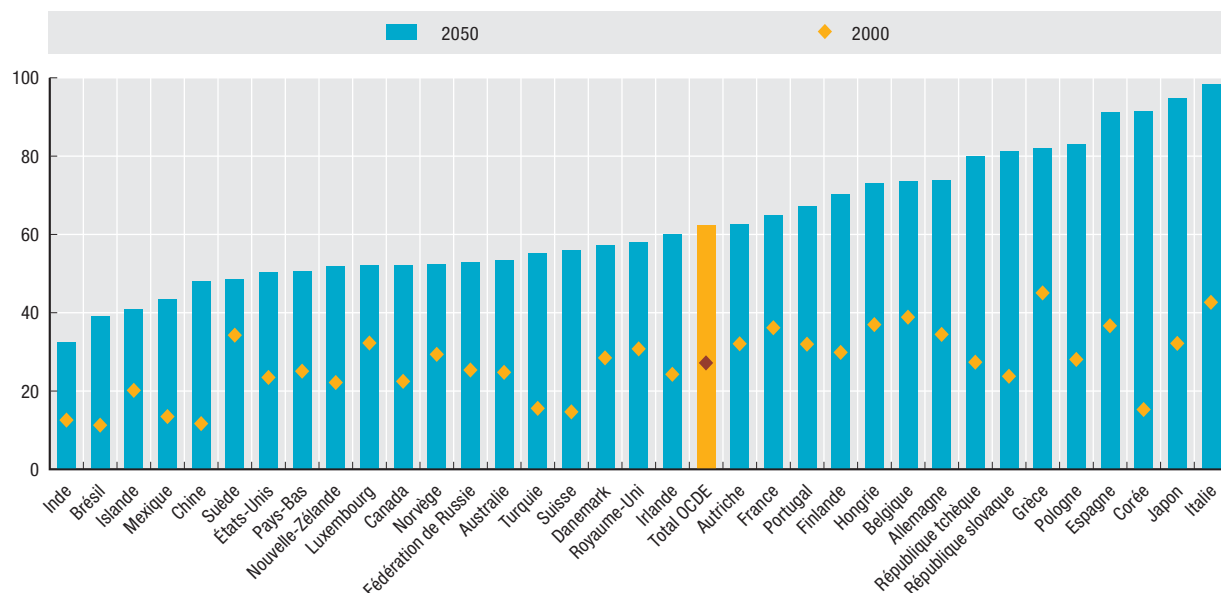

Pourcentage

	Pourcentage de la population totale							Pourcentage de la population âgée inactive sur la population active totale						
	2000	2005	2010	2020	2030	2040	2050	2000	2005	2010	2020	2030	2040	2050
Allemagne	16.4	18.9	20.4	22.7	27.8	31.1	31.5	34.5	37.3	40.3	47.4	62.1	71.1	73.9
Australie	12.4	12.9	14.3	18.3	22.2	24.5	25.7	24.8	25.3	27.2	35.3	44.2	49.9	53.5
Autriche	15.4	16.3	17.6	19.7	24.0	27.1	28.1	32.1	31.7	34.1	39.7	51.3	59.7	62.6
Belgique	16.8	17.2	17.2	19.4	22.8	25.0	25.7	38.9	39.4	40.0	49.3	63.5	72.1	73.5
Canada	12.6	13.1	14.1	18.2	23.1	25.0	26.3	22.5	22.6	24.6	33.7	44.6	49.0	52.2
Corée	7.2	9.1	11.0	15.6	24.3	32.5	38.2	15.3	19.1	22.8	32.1	51.8	75.5	91.4
Danemark	14.8	15.1	16.7	20.7	23.9	26.1	25.3	28.5	29.0	32.2	41.7	52.2	59.8	57.3
Espagne	16.8	16.7	17.4	20.0	25.1	31.6	35.7	36.7	34.0	35.2	42.0	54.6	75.7	91.3
États-Unis	12.4	12.4	13.0	16.3	19.7	20.4	20.7	23.5	23.5	26.0	35.9	46.5	49.8	50.3
Finlande	14.9	15.9	17.3	22.8	26.2	27.0	27.6	29.9	32.0	35.5	51.1	62.6	66.6	70.2
France	16.1	16.4	16.7	20.3	23.4	25.6	26.2	36.2	37.1	37.9	47.6	56.8	62.8	65.0
Grèce	16.6	18.3	18.9	21.3	24.8	29.4	32.5	45.1	40.6	41.9	47.9	58.3	73.2	82.0
Hongrie	15.1	15.7	16.7	20.1	21.5	23.9	26.9	37.0	37.6	39.3	48.8	53.9	63.2	73.1
Irlande	11.2	11.1	11.9	14.9	18.5	22.4	26.3	24.3	22.9	24.2	30.5	38.2	48.2	60.2
Islande	11.6	11.7	12.1	15.3	18.9	20.2	20.5	20.2	20.9	22.0	28.6	37.5	40.8	40.8
Italie	18.3	19.6	20.6	23.3	27.3	32.3	33.7	42.7	45.9	48.5	56.7	71.0	90.9	98.5
Japon	17.4	20.2	23.1	29.2	31.8	36.5	39.6	32.2	38.3	46.4	61.2	68.6	83.1	94.9
Luxembourg	14.1	14.1	14.6	16.6	20.0	22.3	22.1	32.3	30.1	31.0	36.6	46.4	53.1	52.1
Mexique	4.7	5.2	5.9	8.1	11.8	16.7	21.2	13.5	15.6	16.9	20.4	27.0	35.5	43.5
Norvège	15.2	14.7	15.0	17.3	19.8	22.2	23.1	29.4	28.3	30.1	37.5	45.4	51.5	52.3
Nouvelle-Zélande	11.8	12.0	13.1	16.7	21.1	23.8	24.6	22.2	21.7	23.6	31.3	41.5	49.7	52.0
Pays-Bas	13.6	14.2	15.5	19.8	23.4	25.0	23.5	25.1	26.1	29.3	39.5	50.3	54.7	50.7
Pologne	12.2	13.2	13.5	18.5	22.7	25.0	29.6	28.1	30.1	30.7	44.3	57.1	67.6	83.1
Portugal	16.2	17.1	17.5	20.1	23.9	28.2	31.6	32.0	32.4	32.7	37.5	45.5	56.5	67.2
République tchèque	13.8	14.1	15.4	20.1	22.7	26.5	31.2	27.4	27.9	30.7	41.9	49.5	63.3	80.0
République slovaque	11.4	11.7	12.8	17.3	21.6	25.0	30.1	23.8	23.6	25.5	35.6	48.4	61.5	81.3
Royaume-Uni	15.8	16.0	16.5	19.0	21.9	23.7	24.1	30.8	31.0	33.2	41.7	51.1	57.4	58.1
Suède	17.3	17.3	18.4	21.1	22.8	24.0	23.7	34.3	32.9	35.5	42.4	47.1	49.8	48.7
Suisse	15.3	15.9	17.1	20.0	23.9	26.6	27.4	14.7	28.2	30.3	36.2	45.7	53.3	55.9
Turquie	5.4	5.9	6.3	7.8	10.4	14.2	17.6	15.6	17.1	18.4	22.9	32.0	44.8	55.2
Total OCDE	13.0	13.8	14.8	18.0	21.5	24.2	25.7	27.2	28.7	31.3	39.8	49.7	57.9	62.3
Afrique du Sud	3.8	4.2	4.9	6.3	7.6	8.5	9.7	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	5.4	6.1	6.7	8.7	12.1	15.3	18.8	11.3	12.5	13.6	17.9	24.4	31.0	39.2
Chine	6.8	7.7	8.4	11.9	16.2	22.2	23.7	11.7	12.8	13.9	20.8	30.2	43.1	48.0
Fédération de Russie	12.3	13.8	12.6	14.8	18.9	20.2	23.8	25.4	26.9	23.8	28.9	37.4	41.8	52.9
Inde	4.6	5.0	5.3	6.7	8.8	11.3	14.5	12.6	13.3	13.9	16.2	20.6	26.0	32.6
Indonésie	4.9	5.5	6.1	7.5	10.7	14.7	18.6	..	..	..	..	..	..	..
Monde	6.9	7.3	7.7	9.4	11.7	14.3	16.2	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534454747884>

## Rapport entre la population âgée inactive de plus de 65 ans et la population active

Pourcentage

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534454747884>



## PERSONNES ÂGÉES PAR RÉGION

Dans tous les pays de l'OCDE, la population âgée de 65 ans et plus a augmenté de manière spectaculaire au cours des trente dernières années, tant en taille qu'en pourcentage de la population totale. Étant donné que les personnes âgées tendent à se concentrer dans quelques rares régions de chaque pays, seul un petit nombre de régions devra faire face aux défis sociaux et économiques que pose le vieillissement de la population.

### Définition

La population âgée est définie comme le nombre d'habitants de 65 ans ou plus d'une région donnée. Il peut s'agir soit de la population annuelle moyenne, soit de la population à une date précise de l'année considérée. On calcule généralement la population moyenne sur une année civile en faisant la moyenne arithmétique de la population au 1<sup>er</sup> janvier de deux années consécutives.

L'indice de concentration géographique offre une image précise de la distribution spatiale de la population âgée, car elle prend en compte la superficie de chaque région et révèle de grandes différences internationales dans le degré de concentration géographique des personnes âgées.

L'indice de concentration géographique compare le poids de la population et le poids géographique de toutes les régions d'un pays donné, et il est construit de manière à prendre en compte les différences existant dans la taille des régions tant dans un même pays que d'un pays à l'autre. Cet indice, qui va de 0 (pas de concentration) à 100 (concentration maximale), se prête aux comparaisons internationales sur la concentration géographique.

### En bref

Étant donné que les personnes âgées sont davantage concentrées dans certaines zones de chaque pays, les défis sociaux et économiques posés par le vieillissement de la population ne sont pas les mêmes pour toutes les régions. Environ 35 % des personnes âgées des pays de l'OCDE vivent dans seulement 10 % des régions. Cette proportion n'a guère évolué au cours des dix dernières années, sauf en Irlande où la population globale et la population âgée ont augmenté dans la région de Dublin.

Selon l'indice de concentration géographique, le Canada, l'Australie et l'Islande sont les pays où la concentration de la population âgée est la plus forte. Une relative concentration géographique des personnes âgées peut faciliter la fourniture de services. La concentration de la population âgée peut être fonction de la population totale – une population plus nombreuse, d'où plus de personnes âgées – ou due aux disparités régionales de la structure par âge – une population égale, mais plus de personnes âgées. Il ressort de la comparaison des indices de concentration de la population totale et de la population âgée qu'en moyenne, la population âgée est moins concentrée que la population totale.

### Comparabilité

Comme dans le cas des autres statistiques régionales, les différences de définition de la région et le caractère variable de la géographie des localités rurales et urbaines (voir Population régionale) tant dans un même pays que d'un pays à l'autre, influent sur la comparabilité des données relatives à la population âgée.

### Source

- OCDE (2009), *Panorama des régions de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2001), *Perspectives territoriales de l'OCDE, Édition 2001*, OCDE, Paris.
- Oliveira Martins J., F. Gonand, P. Antolin, C. de la Maisonneuve et K.-Y. Yoo (2005), *The Impact of Ageing on Demand, Factor Markets and Growth*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 420, OCDE, Paris.
- Spiezia, V. (2004), « Mesurer les économies régionales », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 6, février, OCDE, Paris, [www.oecd.org/std/cahierstatistique](http://www.oecd.org/std/cahierstatistique).

#### Bases de données en ligne

- OCDE, *Base de données régionales*.

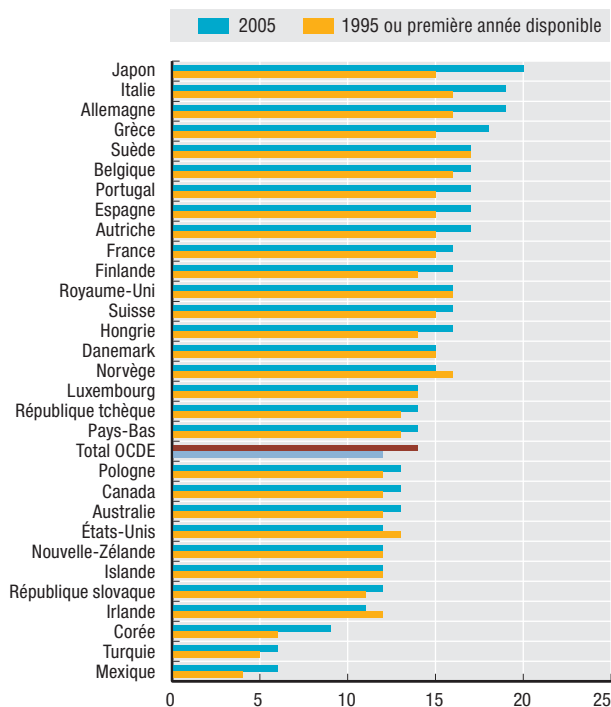
#### Sites Internet

- OECD eXplorer, [www.OECD.org/gov/developpementregional](http://www.OECD.org/gov/developpementregional).
- Territorial grids, [www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators](http://www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators).



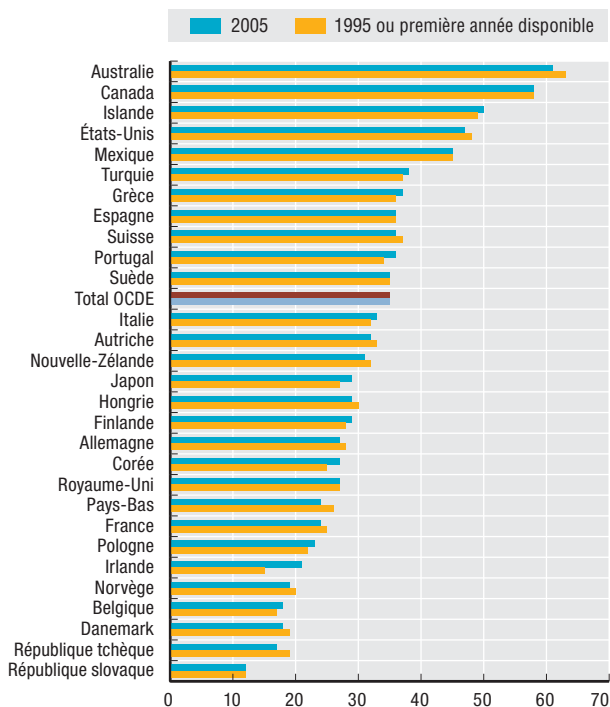
**Pourcentage des personnes âgées par pays**

Pourcentage



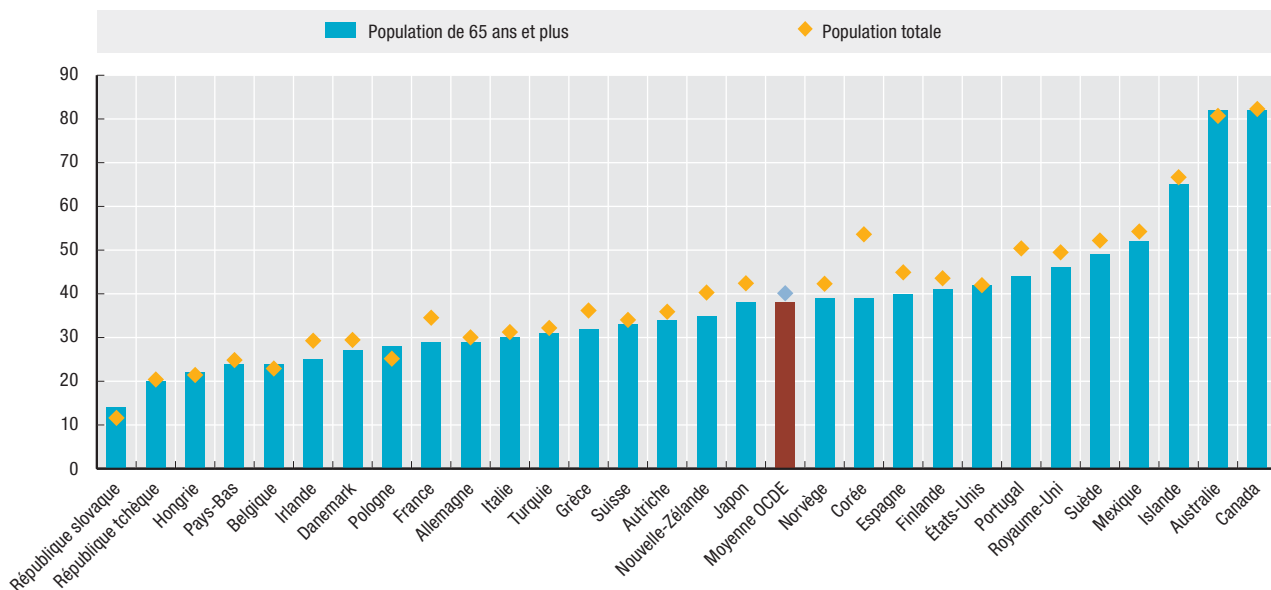
**Part des personnes âgées dans les 10 % des régions avec la plus forte concentration de personnes âgées**

Pourcentage



**Indice de la concentration géographique des personnes âgées de la population totale**

Année 2005



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/534456588301>

## DÉPENSES DE RETRAITE PUBLIQUES ET PRIVÉES

Les systèmes de retraite varient d'un pays à l'autre, et il n'existe pas de modèle unique qui puisse couvrir tous les pays. Traditionnellement, les systèmes de retraite ont associé deux composantes distinctes, l'une publique et l'autre privée. Les retraites publiques étaient obligatoires, financées par répartition et gérées par des organismes du secteur public. Les retraites privées étaient volontaires et reposaient sur des plans de retraite (professionnels) liés à l'emploi ou sur des plans individuels.

### Définition

Les dépenses publiques indiquent l'ampleur des pensions publiques en termes de prestations de vieillesse et peuvent être définies comme suit : les prestations de vieillesse sont considérées comme publiques lorsque les flux financiers correspondants sont contrôlés par des administrations publiques (administration centrale, États fédérés et collectivités locales, à l'inclusion des caisses de sécurité sociale). Par conséquent, les prestations de

sécurité sociale versées par les organismes de sécurité sociale relèvent de la sphère publique. Les prestations de retraite versées par les administrations publiques à leurs propres employés et financées directement sur le budget courant de l'État (financement par répartition) sont aussi réputées publiques. Toutes les prestations de retraite qui ne sont pas fournies par des administrations publiques relèvent du domaine privé.

Les dépenses de retraite privées comprennent les paiements versés aux titulaires de plans de retraite privés (ou aux personnes à charge) après le départ à la retraite. Sont inclus tous les types de régimes (plans professionnels et individuels, obligatoires et volontaires, capitalisés et provisionnés) couvrant les personnes qui travaillent aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé.

### Comparabilité

La base de données de l'OCDE sur les statistiques globales de pensions (GPS) indique les dépenses de retraite pour les régimes privés, tandis que les dépenses de retraite publiques peuvent être obtenues à partir de la base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales (SOCX). À la date de compilation des données, seules les statistiques allant jusqu'en 2003 étaient disponibles dans la base de données SOCX. L'OCDE a donc établi des estimations pour les dépenses de retraite publiques en 2006 (différentes méthodes ont été utilisées, notamment une extrapolation linéaire des données de la base SOCX pour la période 1990-2003). Sept pays de l'OCDE ne sont pas représentés dans le graphique car leurs dépenses de retraite privées en 2006 n'étaient pas disponibles. Pour la République tchèque, les données sur les dépenses de retraite privées concernent l'année 2007.

La base de données GPS ne couvre pas nécessairement tous les types de régimes de retraite privés dans tous les pays. Les données sur les plans provisionnés et sur les contrats d'assurance-retraite sont actuellement incluses lorsqu'elles sont disponibles. En conséquence, les données sur les dépenses de retraite privées pour l'Allemagne, l'Autriche, le Canada et le Luxembourg ne couvrent que les fonds de pension autonomes.

### En bref

Ces dernières années, dans les systèmes de retraite obligatoires on a constaté un passage à la capitalisation et à la gestion par le secteur privé. Cette tendance a été particulièrement prononcée en Amérique latine et en Europe centrale et orientale, mais elle s'étend aussi à des pays de l'OCDE tels que l'Australie, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suisse et la Suède. À l'exception du régime obligatoire de la Finlande (qui est géré selon un mécanisme hybride de répartition-capitalisation), ces nouveaux systèmes de retraite obligatoires sont classés parmi les régimes privés dans l'optique des comptes nationaux.

La capitalisation a aussi pris une importance croissante dans les systèmes de retraite gérés par les pouvoirs publics. Dans certains pays tels que le Danemark, les organismes publics de retraite assurent des prestations intégralement financées par capitalisation (système ATP). Beaucoup d'autres pays ont constitué des fonds de réserve nationaux pour consolider le financement de leurs systèmes par répartition.

Quatorze des trente pays de l'OCDE ont mis en place un régime de retraite privée obligatoire ou quasi-obligatoire, et tous les pays membres ont des plans de retraite individuels volontaires, encore que les informations statistiques sur ces plans ne soient pas toujours disponibles à partir de sources officielles. En conséquence, les régimes de retraite privés sont de plus en plus considérés comme une composante intrinsèque du système national de revenu de retraite, et non simplement comme une source de prestations complémentaires pour les salariés à revenu élevé. Le rôle des pensions privées et par capitalisation devrait continuer de croître en termes absolus et vis-à-vis des pensions publiques et par répartition. Les réformes sont dues en partie à la volonté des gouvernements d'alléger les engagements budgétaires au titre des retraites publiques en réduisant les promesses de prestations.

Comme l'indique le graphique ci-après, en Australie, au Canada, en Corée, au Danemark, aux Pays-Bas et en Suisse, les prestations de retraite privées sont inférieures, mais comparables, aux prestations totales versées par le système public en 2006. En Islande, les prestations de retraite privées jouent un rôle prépondérant dans la constitution du revenu de retraite, tandis qu'en Finlande, le régime privé obligatoire mentionné plus haut est de loin la principale source de revenu de retraite.

### Source

- Statistiques de l'OCDE sur les retraites.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2007), *Les pensions dans les pays de l'OCDE : Panorama des politiques publiques – Édition 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Complementary and Private Pensions throughout the World 2008*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *PISA Apprendre aujourd'hui, réussir demain Premiers résultats de PISA 2003*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Pensions at a Glance: Asia/Pacific*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Adema, W. et M. Einerhand (1998), *The Growing Role of Private Social Benefits*, Politique du marché du travail et politique sociale – Documents hors série, n° 32, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Les pensions privées : Classification et glossaire de l'OCDE*, OCDE, Paris.


#### Sites Internet

- Travail de l'OCDE sur les retraites, [www.oecd.org/daf/pensions](http://www.oecd.org/daf/pensions).
- Pension Markets in Focus, [www.oecd.org/daf/pensions/pensionmarkets](http://www.oecd.org/daf/pensions/pensionmarkets).
- Perspectives sur les pensions privées de l'OCDE, [www.oecd.org/daf/pensions/outlook](http://www.oecd.org/daf/pensions/outlook).



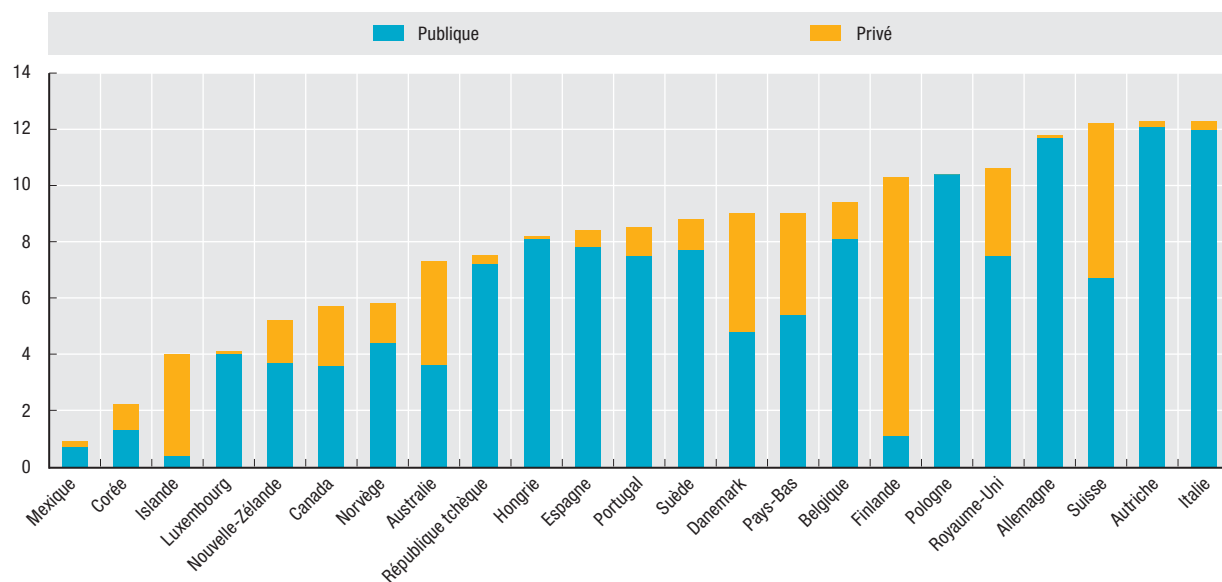

## Dépenses de retraite publiques et privées

	Million de dollars des EU			En pourcentage du PIB		
	Dépenses de retraites publiques	Dépenses de retraite privées		Dépenses de retraites publiques	Dépenses de retraite privées	
	2006	2006	2007	2006	2006	2007
Allemagne	339 677	4 114	4 065	11.7	0.1	0.1
Australie	26 048	27 101	34 404	3.6	3.7	3.9
Autriche	39 012	559	..	12.1	0.2	..
Belgique	32 074	5 199	5 407	8.1	1.3	1.2
Canada	45 922	26 415	31 267	3.6	2.1	2.2
Corée	11 462	8 078	9 700	1.3	0.9	1.0
Danemark	13 347	11 728	11 646	4.8	4.2	3.7
Espagne	95 785	6 944	7 464	7.8	0.6	0.5
Finlande	2 311	19 234	22 203	1.1	9.2	9.1
Hongrie	9 141	158	250	8.1	0.1	0.2
Islande	62	593	740	0.4	3.6	3.7
Italie	222 032	4 634	4 067	12.0	0.3	0.2
Luxembourg	1 672	24	38	4.0	0.1	0.1
Mexique	5 504	1 910	1 981	0.7	0.2	0.2
Norvège	14 591	4 746	..	4.4	1.4	..
Nouvelle-Zélande	3 873	1 622	1 689	3.7	1.5	1.3
Pays-Bas	35 947	23 888	27 789	5.4	3.6	3.6
Pologne	35 527	10	26	10.4	0.0	0.0
Portugal	14 654	1 975	2 190	7.5	1.0	1.0
République tchèque	10 213	..	452	7.2	..	0.3
Royaume-Uni	176 953	73 483	..	7.5	3.1	..
Suède	30 397	4 491	..	7.7	1.1	..
Suisse	25 194	20 719	23 066	6.7	5.5	5.4

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/540480454102>

## Dépenses de retraite publiques et privées

En pourcentage du PIB, 2006

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534462684217>

## TENDANCES DES MIGRATIONS

Les mouvements migratoires comprennent non seulement les entrées de personnes de nationalité étrangère – sur lesquelles l'opinion publique tend à se focaliser – mais aussi les migrations des nationaux et des émigrés. Le solde migratoire, qui exprime l'effet global de ces migrations, constitue la principale source d'accroissement de la population dans un nombre croissant de pays de l'OCDE.

### Définition

Le solde migratoire se définit comme le nombre total d'immigrés nationaux et étrangers moins le nombre total d'émigrés étrangers et nationaux. Les entrées et les départs pour des motifs tels que le tourisme ou les voyages d'affaires ne sont pas comptabilisés dans ces statistiques.

### Tendances à long terme

Depuis 1994, la Pologne est le seul pays de l'OCDE, parmi ceux figurant sur le tableau, qui affiche systématiquement un solde migratoire négatif. Parmi les pays affichant un accroissement significatif de leur population (> 0.5 % par an) entre 1995 et 1999 par suite des migrations internationales figurent l'Australie, le Canada, l'Espagne, l'Irlande et le Luxembourg. Depuis lors, l'Islande, l'Italie et la Suisse les ont rejoints. Les anciens pays d'émigration (Espagne, Irlande, Italie et Portugal) figurent ainsi très clairement parmi les pays à taux de migration nette élevé, tendance qui devrait se poursuivre.

On dénombre néanmoins un certain nombre de pays où, de nos jours, le solde migratoire ne contribue plus autant à l'accroissement de la population que ce n'était le cas il y a cinq ou dix ans. Ce sont notamment la Nouvelle-Zélande, la Grèce, l'Allemagne, la Turquie, le Danemark et les Pays-Bas. Ceux où ce solde concourt davantage à l'accroissement démographique sont notamment les quatre anciens pays d'émigration que sont l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, ainsi que l'Autriche et la Suisse. De fait, l'ensemble des pays de l'OCDE sauf neuf ont vu, ces dernières années, leur solde migratoire contribuer de manière plus significative à l'accroissement de leur population. Avec, dans l'avenir proche, le départ à la retraite de la génération du baby-boom qui sera remplacée par des cohortes plus petites d'individus entrant dans la vie active, les besoins de main-d'œuvre pourraient bien augmenter et les pays de l'OCDE voir leur solde migratoire progresser constamment.

### Comparabilité

Les principales sources d'information sur les migrations varient d'un pays à l'autre, ce qui crée des problèmes de comparabilité des données disponibles concernant les flux d'entrées et de sorties. Toutefois, comme ces problèmes sont généralement liés au degré de prise en compte des migrations de courte durée, le fait de calculer la différence entre les entrées et les sorties permet d'éliminer les migrations qui sont la principale cause de non-comparabilité. Mais les données relatives au solde migratoire sont sujettes à caution car les migrations non autorisées ne sont pas comptabilisées dans les flux d'entrées, et ils sont significatifs dans certains pays de l'OCDE. De surcroît, la qualité des données relatives aux flux de sorties n'est pas homogène : dans bon nombre de pays, une partie seulement des sorties est enregistrée tandis que dans d'autres, elles doivent faire l'objet d'une estimation.

Le taux de migration nette est utilisé par les démographes pour exprimer la contribution des migrations internationales à l'accroissement démographique, l'autre composante étant l'accroissement naturel, c'est-à-dire la différence entre les naissances et les décès sur une année donnée.

### Source

- OCDE (2007), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2001), *Migration Policies and EU Enlargement: The Case of Central and Eastern Europe*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Migration and the Labour Market in Asia: Recent Trends and Policies – 2002 Edition*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Migration for Employment: Bilateral Agreements at a Crossroads*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Trade and Migration: Building Bridges for Global Labour Mobility*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Développement économique et création d'emplois locaux (LEED) – De l'immigration à l'intégration : Des solutions locales à un défi mondial*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives des migrations internationales : SOPEMI 2008*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE – Édition 2007*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Dumont, J.-C. et G. Lemaître (2005), *Counting Immigrants and Expatriates in OECD Countries: A New Perspective*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 25, OCDE, Paris.


#### Bases de données en ligne

- Base de données de l'OCDE des migrations internationales.

## Taux de migration nette

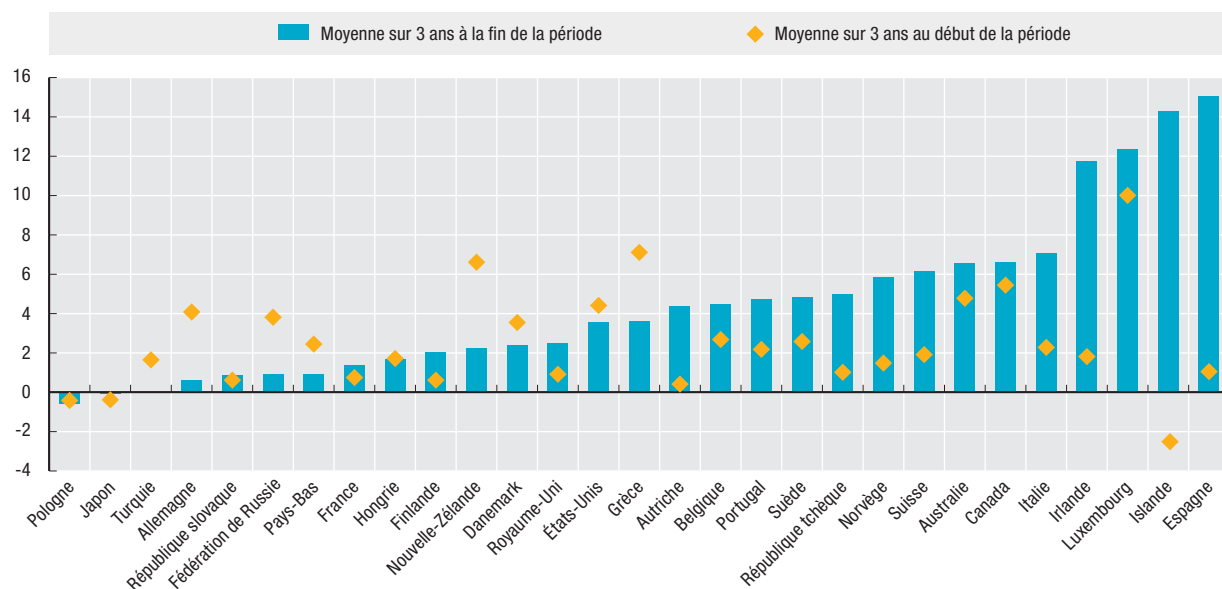

Pour 1 000 habitants

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	3.9	4.9	3.4	1.1	0.6	2.5	2.0	3.3	2.7	1.7	1.0	1.0	0.3	0.5
Australie	3.1	5.9	5.3	3.9	4.8	5.5	5.8	7.0	5.6	5.5	5.3	6.7	7.7	..
Autriche	0.4	0.3	0.5	0.2	1.1	2.5	2.2	4.1	4.2	4.4	6.2	5.9	3.3	4.0
Belgique	2.9	2.7	2.4	1.9	2.1	2.7	2.5	3.4	4.0	3.9	4.2	4.5	4.8	..
Canada	5.2	5.5	5.6	5.2	3.9	5.2	6.5	7.9	6.9	6.5	6.4	6.8	6.6	..
Danemark	1.9	5.5	3.2	2.3	2.1	1.7	1.7	2.2	1.7	1.1	0.9	1.2	1.8	4.2
Espagne	0.9	0.9	1.3	1.6	3.1	4.9	8.9	10.1	15.7	14.5	14.7	15.0	14.2	16.0
États-Unis	4.2	4.4	4.6	4.8	4.2	4.4	4.6	4.2	4.1	3.4	3.4	3.6	3.7	3.4
Finlande	0.6	0.6	0.6	0.8	0.6	0.6	0.4	1.2	1.0	1.2	1.3	1.7	1.9	2.5
France	0.9	0.7	0.6	0.7	0.8	1.0	1.2	1.4	1.6	1.7	1.7	1.6	1.5	1.1
Grèce	7.4	7.3	6.6	5.7	5.1	4.1	2.7	3.5	3.5	3.3	3.7	3.5	3.6	..
Hongrie	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.0	0.4	1.6	1.8	1.7	1.9	1.4
Irlande	-0.8	1.6	4.6	5.1	4.5	6.4	8.4	10.0	8.4	7.8	11.6	15.9	..	..
Islande	-2.6	-2.6	-2.6	0.3	3.2	4.0	6.1	3.4	-1.0	-0.5	1.8	13.0	17.3	12.6
Italie	2.6	1.6	2.6	2.2	1.6	1.8	3.1	2.2	6.1	10.6	9.6	5.2	6.4	..
Japon	-0.7	-0.4	-0.1	0.1	0.3	-0.1	0.3	-0.4	0.5	-0.3	-0.4	..	..	..
Luxembourg	9.9	11.2	8.9	9.0	9.6	10.9	8.2	2.5	5.8	12.0	9.6	13.1	11.4	12.5
Norvège	1.6	1.4	1.4	2.5	3.2	4.3	2.0	1.8	3.7	2.4	2.8	3.9	5.1	8.5
Nouvelle-Zélande	5.5	7.7	6.6	2.0	-1.7	-2.3	-2.9	2.5	9.7	8.7	3.7	1.7	3.6	1.4
Pays-Bas	2.4	2.1	2.8	3.1	3.9	3.8	4.5	4.3	3.4	2.2	1.2	0.6	0.6	1.6
Pologne	-0.5	-0.5	-0.3	-0.3	-0.3	-0.4	-0.5	-0.4	-0.5	-0.4	-0.2	-0.3	-0.9	-0.5
Portugal	1.7	2.2	2.6	2.9	3.2	3.7	4.6	6.3	6.8	6.1	4.5	3.6	..	..
République tchèque	1.0	1.0	1.0	1.2	0.9	0.9	0.6	-0.8	1.2	2.5	1.8	3.5	3.4	8.1
République slovaque	0.9	0.5	0.4	0.3	0.2	0.3	0.3	0.2	0.2	0.3	0.5	0.6	0.7	1.3
Royaume-Uni	0.8	1.0	0.9	0.9	1.7	2.3	2.5	2.5	2.5	..	..	..	..	..
Suède	5.8	1.2	0.7	0.7	1.2	1.6	2.8	3.3	3.5	3.2	2.8	3.0	5.6	5.9
Suisse	4.4	2.1	-0.8	-1.0	0.2	2.3	2.8	5.8	6.7	5.9	5.4	4.8	4.7	9.0
Turquie	1.7	1.6	1.6	1.6	1.5	1.5	..	..	..	..	..	..	..	..
Total UE27	1.2	1.4	1.2	0.9	1.1	2.0	1.5	1.2	3.8	4.2	3.8	3.4	3.3	3.8
Fédération de Russie	..	4.4	3.5	3.5	2.9	1.8	2.5	1.9	1.6	0.6	0.7	0.9	1.1	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/540487504868>

## Taux de migration nette

Par 1 000 d'habitants, moyenne annuelle

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534488558144>

## POPULATION IMMIGRÉE

En dépit des différences de point de vue entre les pays quant à savoir ce qu'est un « immigré », il est maintenant possible de présenter un tableau comparatif international de l'importance des populations immigrées, en fonction de la nationalité ou du pays de naissance. Au sens strict, la population immigrée est constituée des résidents d'un pays nés dans un autre. La définition fondée sur la nationalité est commune à un certain nombre de pays et correspond à une approche juridique des questions migratoires.

### Définition

La nationalité et le lieu de naissance sont les deux critères les plus couramment utilisés pour définir la population « immigrée ». La population née à l'étranger englobe toutes les personnes ayant quitté leur pays de naissance pour vivre dans leur pays de résidence actuel. La population étrangère se compose des personnes ayant conservé la nationalité de leur pays d'origine et peut inclure des personnes nées dans le pays hôte.

### Comparabilité

La différence d'un pays à l'autre entre la taille de la population née à l'étranger et celle de la population étrangère dépend des règles régissant l'acquisition de la nationalité. Dans certains pays, les enfants nés sur le territoire acquièrent automatiquement la nationalité de leur pays de naissance (jus solis ou droit du sol) alors que dans d'autres pays, les enfants conservent la nationalité de leurs parents (jus sanguinis ou droit du sang). Dans d'autres encore, ils conservent la nationalité de leurs parents à la naissance mais reçoivent celle du pays hôte à leur majorité. La plus ou moins grande facilité avec laquelle les immigrés peuvent se faire naturaliser dans leur pays d'accueil explique en partie l'écart entre les deux séries. Par exemple, le critère de la durée de séjour varie : s'il n'est guère que de trois ans au Canada, il peut aller jusqu'à dix ans dans quelques pays. Le taux de naturalisation est élevé dans les

pays d'installation comme l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et certains pays d'Europe dont la Belgique, la Suède et les Pays-Bas. En général, l'utilisation du critère de naissance à l'étranger aboutit à des pourcentages de population immigrée bien supérieurs à ceux que l'on obtient quand on emploie la méthode fondée sur la nationalité. Cela tient au fait que beaucoup d'allochtones se font naturaliser et n'apparaissent plus comme ressortissants étrangers. Toutefois, le lieu de naissance ne change pas, sauf lorsque les frontières d'un pays sont redessinées.

Les données indiquées pour l'année 2000 proviennent d'une collecte spéciale de données de recensement couvrant la quasi-totalité des pays de l'OCDE. À noter que les allochtones dont il est question ici incluent les personnes nées à l'étranger mais possédant la nationalité de leur pays de résidence actuel. La prévalence de ces personnes parmi la population allochtone peut être significative dans certains pays, en particulier la France et le Portugal (rapatriements depuis les anciennes colonies).

Pour un certain nombre de pays, on ne dispose de données fiables sur la population allochtone qu'au moment des recensements. Pour combler cette lacune, l'OCDE a élaboré des séries de données sur un certain nombre de pays en appliquant deux méthodes d'estimation, le choix de la méthode étant dicté par la disponibilité de données auxiliaires. Pour une description et une évaluation de ces méthodes, voir [www.oecd.org/els/migration/foreignborn](http://www.oecd.org/els/migration/foreignborn).

Pour la population allochtone, l'année observée figurant dans la colonne « 2000 » est en réalité : 1999 pour la France, 2001 pour l'Espagne, la Grèce, l'Italie et la République slovaque, 2002 pour la Pologne; et sous la colonne « 2006 » : 2003 pour l'Allemagne, et 2005 pour le Mexique. Pour la population étrangère, l'année 2000 renvoie à : 1999 pour la France, 2001 pour l'Australie, le Canada et la Grèce, 2002 pour la Pologne. Les données apparaissant dans la colonne « 2006 » renvoient à 2005 pour la France et l'Irlande.

### Tendances à long terme

On ne s'étonnera pas de constater que la population allochtone a augmenté au cours de ces dix dernières années dans tous les pays pour lesquels on dispose de données. Elle est particulièrement importante en Australie, au Canada, au Luxembourg, en Nouvelle-Zélande et en Suisse. Dans des pays comme l'Espagne, la République slovaque et l'Irlande, la part de la population allochtone n'est pas aussi élevée, mais elle s'est accrue de façon spectaculaire ces dernières années. En revanche, la population étrangère augmente généralement plus lentement, parce que les entrées de ressortissants étrangers tendent à être compensées par les naturalisations dans les pays hôtes. C'est pourquoi on n'obtient qu'une image partielle de l'évolution des tendances de l'immigration.

### Source

- OCDE (2008), *Perspectives des migrations internationales* : SOPEMI 2008, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2008), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques


- Lemaître, G. et C. Thoreau (2006), *Estimating the foreign-born population on a current basis*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), « Comptabilisation des immigrés et des expatriés dans les pays de l'OCDE : une nouvelle perspective », *Tendances des migrations internationales* : SOPEMI – Édition 2004, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Base de données sur les immigrés dans les pays de l'OCDE.

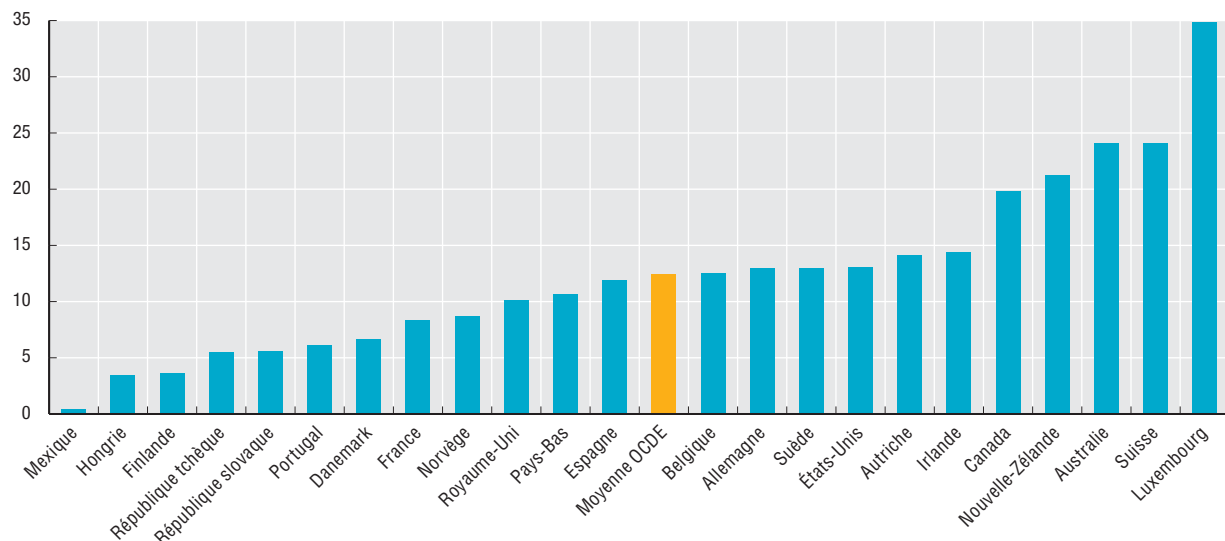

## Personnes nées à l'étranger et population étrangère

	En pourcentage de la population totale								En pourcentage de toutes les personnes nées à l'étranger
	Personnes nées à l'étranger				Personnes étrangères				Ressortissants nés à l'étranger
	1995	2000	2005	2006	1995	2000	2005	2006	2000
Allemagne	11.5	12.5	..	..	8.8	8.9	8.2	8.2	..
Australie	23.0	23.0	23.8	24.1	..	7.4	..	7.7	68.4
Autriche	..	10.5	13.5	14.1	8.5	8.8	9.7	9.9	40.9
Belgique	9.7	10.3	12.1	12.5	9.0	8.4	8.6	8.8	40.8
Canada	17.2	18.1	19.5	19.8	..	5.3	..	6.0	72.6
Corée	..	..	..	..	0.2	0.4	1.1	1.4	..
Danemark	4.8	5.8	6.5	6.6	4.2	4.8	5.0	5.1	40.3
Espagne	..	4.9	11.1	11.9	..	3.4	9.5	10.3	30.9
États-Unis	9.3	11.0	12.9	13.0	6.0	6.6	..	7.4	46.4
Finlande	2.0	2.6	3.4	3.6	1.3	1.8	2.2	2.3	41.6
France	..	7.4	8.1	8.3	..	..	5.6	..	53.1
Grèce	..	..	..	..	..	2.9	5.2	5.3	41.5
Hongrie	2.8	2.9	3.3	3.4	1.4	1.1	1.5	1.6	71.1
Irlande	..	8.7	12.7	14.4	2.7	3.3	6.3	..	45.2
Italie	..	..	..	..	1.7	2.4	4.6	5.0	47.5
Japon	..	..	..	..	1.1	1.3	1.6	1.6	..
Luxembourg	30.9	33.2	33.8	34.8	33.4	37.3	40.4	41.6	13.0
Mexique	0.4	0.5	0.4	..	..	..	..	..	..
Norvège	5.5	6.8	8.2	8.7	3.8	4.0	4.8	5.1	47.6
Nouvelle-Zélande	..	17.2	20.5	21.2	..	..	..	..	..
Pays-Bas	9.1	10.1	10.6	10.6	4.7	4.2	4.2	4.2	65.0
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	0.1	96.1
Portugal	5.4	5.1	6.3	6.1	1.7	2.1	4.1	4.1	66.3
République slovaque	..	..	4.6	5.6	0.4	0.5	0.5	0.6	84.2
République tchèque	..	4.2	5.1	5.5	1.5	1.9	2.7	3.1	79.8
Royaume-Uni	6.9	7.9	9.7	10.1	3.4	4.0	5.2	5.8	..
Suède	10.5	11.3	12.4	12.9	6.0	5.4	5.3	5.4	62.5
Suisse	21.4	21.9	23.8	24.1	18.9	19.3	20.3	20.3	29.3
Turquie	..	1.9	..	..	..	..	..	..	79.2

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/540605158612>

## Personnes nées à l'étranger

En pourcentage de la population totale, 2006 ou dernière année disponible

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534521240510>



## MIGRATION ET EMPLOI PAR NIVEAU D'ÉDUCATION

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les taux d'emploi des travailleurs immigrés sont inférieurs à ceux des nationaux. Cependant, la situation est plus contrastée lorsque l'on ventile les données en fonction du niveau d'instruction.

### Définition

Le taux d'emploi est la part des personnes employées, âgées de 15 à 64 ans, dans la population totale (actifs et inactifs) pour un même groupe d'âge. Selon la définition du BIT, les personnes occupées sont celles qui ont travaillé ne serait-ce qu'une heure ou qui avait un emploi au cours de la semaine de référence. La classification de l'enseignement indiquée correspond à un regroupement des catégories de la Classification internationale type de l'éducation (CITE). D'une manière générale, « bas » correspond au niveau précédent le deuxième cycle de l'enseignement supérieur, « intermédiaire » au deuxième cycle de l'enseignement secondaire et « supérieur » à l'enseignement supérieur. Cette dernière catégorie comprend l'enseignement professionnel de haut niveau formant à des métiers techniques ou semi-intellectuels.

### En bref

Les résultats des travailleurs immigrés et des travailleurs autochtones au regard de l'emploi varient considérablement entre les pays de l'OCDE et les différences en fonction du niveau d'instruction sont encore plus marquées. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, le taux d'emploi augmente avec le niveau d'instruction. Si les personnes qui ont suivi des études supérieures trouvent plus facilement du travail et sont moins exposées au chômage, pour autant l'accès à l'enseignement supérieur ne garantit pas nécessairement que travailleurs immigrés et travailleurs autochtones entreront de la même façon sur le marché du travail. Dans tous les pays de l'OCDE, les taux d'emploi des autochtones sont supérieurs à ceux des personnes nées à l'étranger. L'écart est particulièrement important dans les pays d'Europe orientale et d'Europe du Nord comme la Pologne, l'Allemagne, la Suède et l'Autriche. Ce phénomène s'explique en partie par les difficultés auxquelles les travailleurs immigrés sont confrontés sur le plan de la maîtrise de la langue et de la reconnaissance ou de l'acceptation des compétences et diplômes acquis à l'étranger.

La situation est plus contrastée pour les personnes ayant un faible niveau d'instruction. Aux États-Unis, au Luxembourg et dans certains pays d'Europe du Sud comme la Grèce et l'Italie, les immigrés ont des taux d'emploi bien supérieurs à leurs homologues nationaux; l'inverse est vrai aux Pays-Bas, dans la République slovaque, au Danemark et en Suède. Cet écart en faveur de la population née à l'étranger dans les pays d'Europe du Sud peut s'expliquer par la forte demande de travailleurs dans les emplois faiblement qualifiés dont ne veulent plus les cohortes réduites de jeunes travailleurs nationaux.

### Comparabilité

Toutes les données relatives aux pays européens sont issues de l'Enquête sur les forces de travail de l'Union européenne. Pour les États-Unis et le Canada, on a utilisé respectivement l'enquête *Current Population Survey – March supplement* et le Recensement de 2006. Même si des changements dans la conception de l'enquête (ce qui est le cas pour la France depuis 2004) ou des problèmes de réalisation de l'enquête (non-réponses, par exemple) influent parfois sur les niveaux d'emploi, les taux demeurent généralement homogènes dans le temps. Cependant, la comparabilité des niveaux de formation entre les immigrés et les autochtones ainsi qu'entre les pays est approximative. Les diplômes délivrés à l'étranger peuvent ne pas correspondre exactement aux catégories nationales car la durée des études ou le contenu des programmes débouchant sur des qualifications en apparence équivalentes peuvent ne pas être identiques. De même, la réduction de la classification de la CITE en trois catégories représente une certaine perte d'informations concernant la durée des études, la finalité des programmes, etc. Par exemple, des diplômes d'études supérieures peuvent sanctionner des formations dont la durée varie de deux ans (certaines filières courtes de formation technique de niveau universitaire) à sept ans ou plus (doctorats).

### Source

- OCDE (2008), *Perspectives des migrations internationales : SOPEMI 2008*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2007), *Jobs for Immigrants (Vol. 1): Labour Market Integration in Australia, Denmark, Germany and Sweden*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.


#### Sites Internet

- Statistiques de l'OCDE sur les migrations internationales, [www.oecd.org/els/migration/statistics](http://www.oecd.org/els/migration/statistics).

## Migration et emploi par niveau d'éducation

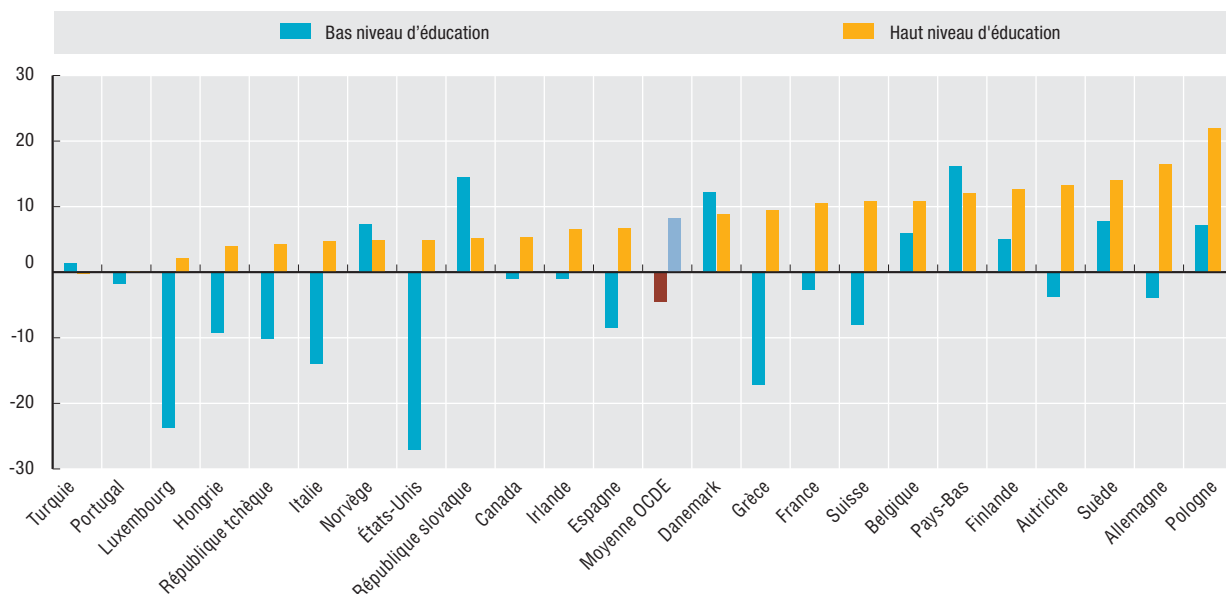
En pourcentage de la population totale, 2006

	Nées dans le pays de résidence			Nées à l'étranger		
	Bas niveau d'éducation	Niveau intermédiaire d'éducation	Haut niveau d'éducation	Bas niveau d'éducation	Niveau intermédiaire d'éducation	Haut niveau d'éducation
Allemagne	43.0	72.4	87.8	47.0	64.3	71.3
Autriche	47.7	75.6	88.0	51.4	68.2	74.8
Belgique	41.1	66.6	83.7	35.2	53.3	72.9
Canada	50.6	75.5	82.7	51.6	68.9	77.4
Danemark	61.5	81.0	87.8	49.3	63.2	78.9
Espagne	55.3	65.9	81.9	63.8	73.6	75.3
États-Unis	35.2	71.7	83.7	62.3	71.6	78.8
Finlande	47.4	73.6	85.6	42.4	65.8	72.9
France	46.5	69.8	79.3	49.1	60.6	68.8
Grèce	48.6	61.4	82.7	65.8	65.6	73.3
Hongrie	27.5	65.2	81.3	36.9	59.8	77.3
Irlande	48.9	73.7	86.8	49.9	72.7	80.2
Italie	45.1	67.6	78.6	59.0	70.2	73.9
Luxembourg	37.8	62.5	85.6	61.5	65.2	83.4
Norvège	56.4	80.4	89.4	49.1	68.5	84.6
Pays-Bas	60.7	80.5	87.2	44.6	64.2	75.2
Pologne	23.3	58.4	81.9	16.3	32.9	59.9
Portugal	65.9	63.5	84.5	67.5	71.3	84.4
République slovaque	14.5	67.5	83.9	..	58.4	78.7
République tchèque	22.9	72.0	84.0	33.1	67.5	79.8
Suède	54.7	81.1	88.3	47.0	66.5	74.3
Suisse	55.3	80.7	92.7	63.3	74.4	81.9
Turquie	41.8	50.2	72.7	40.4	56.8	73.0
Moyenne OCDE	44.9	70.3	84.4	49.4	64.5	76.1

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/540612721044>

## Différence entre les taux d'emploi des populations nées dans le pays de résidence et nées à l'étranger par niveau d'éducation

Pourcentage, 2006

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534528687433>

## MIGRATION ET CHÔMAGE

Les travailleurs immigrés souffrent davantage du chômage dans les pays d'Europe naguère pays d'immigration alors qu'en Amérique du Nord, en Australie et, dans une moindre mesure, en Europe méridionale, le taux de chômage est généralement moins subordonné au lieu de naissance. Certains groupes tels que les jeunes immigrés, les femmes ou les immigrés âgés rencontrent des difficultés particulières pour trouver un emploi.

### Définition

Le taux de chômage correspond au nombre de chômeurs en pourcentage de la population active totale (occupée et sans emploi). D'après les normes de l'OIT, les chômeurs sont les personnes indiquant qu'elles étaient sans travail pendant la période de référence, qu'elles étaient disponibles pour travailler et qu'elles ont pris des dispositions spécifiques pour trouver du travail pendant les quatre semaines précédentes.

### Tendances à long terme

En 2006, dans la majorité des pays européens de l'OCDE, les immigrés ont été frappés par le chômage relativement plus durement que les autochtones. En République slovaque, en Finlande, en Belgique, en France et en Allemagne, le taux de chômage des immigrés est supérieur à 15 %. Le taux de chômage de cette population est plus de deux fois supérieur à celui affiché par les autochtones en Finlande, en Belgique, en Suède, aux Pays-Bas, en Autriche, en Norvège, en Suisse et au Danemark. Toutefois, dans d'autres pays, notamment les principaux pays d'immigration (Australie, Canada, États-Unis) et les pays d'immigration récente (Grèce, Portugal, Italie), le taux de chômage ne varie pas beaucoup en fonction du statut d'autochtone ou d'allochtone.

À partir de 1995, on a observé un recul non négligeable des taux de chômage des autochtones, tant chez les hommes que chez les femmes, dans un certain nombre de pays dont l'Australie, le Danemark, la Suède, la Grèce, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Espagne et le Royaume-Uni. Parallèlement, dans un certain nombre d'autres pays, le marché du travail a tourné au ralenti, ce qui a pénalisé les immigrés en Autriche, en Allemagne et au Luxembourg.

En République slovaque, en Finlande, en Belgique, en France, en Allemagne, en Espagne, en République tchèque et en Grèce, plus de 15 % des immigrés appartenant à la population active sont en quête d'emploi. En termes relatifs, le taux de chômage des femmes immigrées est au moins deux fois supérieur à celui des autochtones en Suisse, en Norvège, aux Pays-Bas, en Belgique, en Finlande, en Autriche, au Luxembourg et en Suède. Le taux de chômage des immigrés est toujours supérieur à celui des autochtones mais, généralement, l'écart ne se creuse pas à mesure que le niveau de qualifications augmente.

### Comparabilité

Toutes les données relatives aux pays d'Europe proviennent de l'Enquête communautaire sur les forces de travail. Les données concernant l'Australie proviennent de la *National Labour Force Survey*, celles concernant le Canada sont extraites de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu et du recensement (Census), et les données concernant les États-Unis proviennent de la *Current Population Survey* (supplément de mars). Même si des changements dans la conception de l'enquête (ce qui est le cas pour la France depuis 2004) ou des problèmes de réalisation de l'enquête (non-réponses, par exemple) influent parfois sur les niveaux de chômage, les taux demeurent généralement homogènes dans le temps.

### Source

- OCDE (2008), *Perspectives des migrations internationales* : SOPEMI 2008, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus Publications analytiques

- OCDE (2007), *Développement économique et création d'emplois locaux (LEED) – De l'immigration à l'intégration : Des solutions locales à un défi mondial*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Jobs for Immigrants (Vol. 1): Labour Market Integration in Australia, Denmark, Germany and Sweden*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Sites Internet


- Statistiques de l'OCDE sur les migrations internationales, [www.oecd.org/els/migration/statistics](http://www.oecd.org/els/migration/statistics).



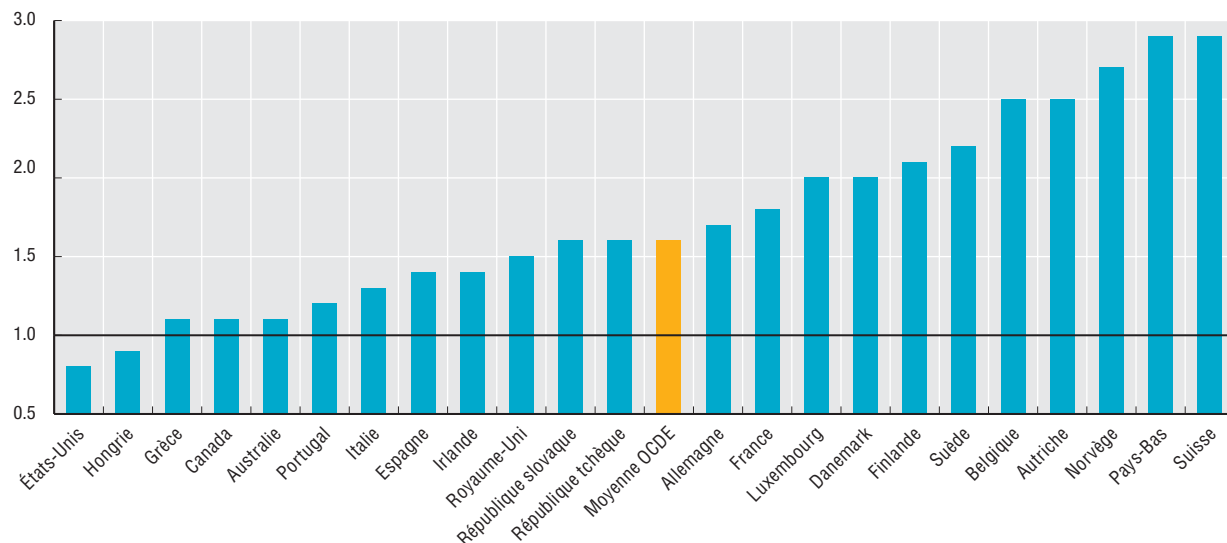
**Taux de chômage des populations nées à l'étranger et nées dans le pays de résidence**

En pourcentage de la population active totale

	Hommes						Femmes					
	Nés dans le pays de résidence			Nés à l'étranger			Nés dans le pays de résidence			Nés à l'étranger		
	1995	2000	2006	1995	2000	2006	1995	2000	2006	1995	2000	2006
Allemagne	..	6.9]	9.4	..	12.9]	16.6	..	8.0]	9.3	..	12.1]	15.8
Australie	8.4	6.6	3.8	10.6	6.5	4.3	7.7	5.8	4.5	9.6	7.0	5.2
Autriche	3.6	4.3	3.3	6.6	8.7	9.8	4.6	4.2	4.4	7.3	7.2	9.8
Belgique	6.3	4.2	6.2	16.9	14.7	15.8	11.2	7.4	8.0	23.8	17.5	19.3
Canada	8.6	5.7]	6.6	10.4	6.1]	6.2	9.8	6.2]	6.2	13.3	8.7]	8.0
Danemark	6.4	3.4]	3.2	20.5	9.5]	7.4	8.4	4.3]	4.4	20.7	9.6]	7.7
Espagne	18.0	9.5	6.1	24.4	12.4	7.7	30.5	20.5	10.8	30.5	20.7	15.8
États-Unis	6.2	4.5	5.8	7.9	4.5	4.1	5.3	4.2	4.8	8.2	5.5	4.9
Finlande	17.7	10.3	8.6	..	..	16.0	16.1	12.0	8.9	..	..	20.4
France	9.1	7.7	8.5	16.6	14.5	15.5	13.6	11.3	9.6	19.0	19.7	17.1
Grèce	6.1	7.4	5.8	14.0	9.5	5.3	13.7	16.6	13.6	20.8	21.1	15.1
Hongrie	..	7.3	7.2	..	..	..	..	5.8	7.8	..	..	10.3
Irlande	12.0	4.4	4.4	16.8	..	6.0	11.9	4.2	3.8	15.4]	..	6.0
Italie	9.3	8.4	5.5	..	6.5	5.7	16.3	14.9	8.5	23.5	21.2	12.4
Luxembourg	..	..	2.7	..	..	4.7	..	..	4.1	..	..	8.9
Norvège	..	3.4	3.1	..	6.8	8.9	..	3.2	3.0	..	..	7.7
Pays-Bas	4.9	1.8	3.3	19.5	5.4	10.4	7.7	3.0	4.3	19.8	7.6	11.0
Portugal	6.6	3.1	6.9	..	3.9	8.2	7.8	4.9	9.3	..	5.4	11.4
République slovaque	..	..	12.3	..	..	23.0	..	..	14.7	..	..	28.6
République tchèque	..	..	5.8	..	..	8.4	..	..	8.8	..	..	15.3
Royaume-Uni	9.9	5.9	5.5	14.2	9.6	7.4	6.7	4.6	4.5	10.9	7.8	7.9
Suède	7.9	5.1	6.0	24.8	12.3	13.6	6.6	4.2	6.4	18.5	10.8	13.3
Suisse	..	..	2.4	..	..	6.8	..	..	3.3	..	..	9.4
Moyenne OCDE	8.8	5.8	5.8	15.6	9.0	9.6	11.1	7.7	7.1	17.2	12.1	12.2

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/540617007518>**Ratio du taux de chômage des personnes nées à l'étranger sur celui des personnes nées dans le pays de résidence**

Ratio, 2006 ou dernière année disponible

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534566756704>





# ÉVOLUTIONS MACROÉCONOMIQUES

## PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

TAILLE DU PIB

REVENU NATIONAL PAR HABITANT

## CROISSANCE ÉCONOMIQUE

ÉVOLUTION DU PIB

ÉPARGNE DES MÉNAGES

TAUX D'INVESTISSEMENT

INFLATION

PRODUCTION D'ACIER

## PRODUCTIVITÉ

NIVEAUX DE REVENU ET DE PRODUCTIVITÉ

ÉVOLUTION DU PIB PAR HABITANT

CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

BILAN DE LA CROISSANCE POUR LES PAYS DE L'OCDE

## STRUCTURE ÉCONOMIQUE

VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES



## TAILLE DU PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure de référence de la valeur des biens et services produits par un pays au cours d'une période donnée. Le PIB par habitant est un indicateur approximatif du niveau de vie économique de la population.

Chaque pays calcule son PIB dans sa propre monnaie, si bien que toute comparaison de pays utilisant des monnaies différentes nécessite la conversion de ces estimations dans une unité commune. Souvent, cette conversion est effectuée à l'aide des taux de change, mais cette méthode ne permet pas de comparer véritablement les volumes de biens et de services entrant dans la composition du PIB. Le meilleur moyen de comparer les PIB de différents pays consiste donc à utiliser les parités de pouvoir d'achat (PPA) pour convertir le PIB de chaque pays dans une unité commune. Les PPA sont les taux de conversion monétaires auxquels les pouvoirs d'achat des différentes monnaies sont égaux (voir également la rubrique « Taux de conversion »).

### Définition

Qu'entend-on par produit intérieur brut ? L'adjectif « brut » signifie qu'aucune déduction n'a été faite au titre de la dépréciation des équipements, bâtiments et autres biens de capital utilisés dans le processus de production. Le terme « intérieur » signifie qu'il s'agit de la production réalisée par les unités institutionnelles résidentes du pays considéré. Dans la mesure où de nombreux biens et services sont utilisés pour produire d'autres biens et services, la production doit être définie en termes de valeur ajoutée.

Le PIB peut être mesuré de trois manières différentes : comme la somme de la valeur ajoutée (c'est-à-dire la production diminuée de la consommation intermédiaire) et des impôts – diminués des subventions – sur les produits (tels que la taxe sur la valeur ajoutée – TVA); comme le revenu global retiré de la production, calculé en ajoutant la rémunération des salariés, l'excédent brut d'exploitation des entreprises et des administrations publiques, le revenu mixte brut des entreprises non constituées en société,

### Tendances à long terme

En termes de PIB total, les États-Unis devançant largement les autres pays membres de l'OCDE. Le Japon arrive en deuxième position, suivi à une certaine distance par les quatre grands États membres de l'Union européenne (UE) – à savoir l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie. Viennent ensuite le Mexique, l'Espagne, le Canada et la Corée. Ce classement est resté peu ou prou inchangé au cours de la période considérée.

Le PIB par habitant de l'ensemble de la zone OCDE était de 32 700 dollars des EU en 2007. Quatre pays de l'OCDE affichaient un revenu par habitant supérieur à 45 000 dollars des EU – le Luxembourg, la Norvège, les États-Unis et l'Irlande. Près de la moitié des 30 pays membres de l'OCDE avaient un PIB par habitant compris entre 30 000 et 45 000 dollars des EU, tandis que 10 pays affichaient un PIB par habitant inférieur à 30 000 dollars des EU. C'est en Turquie, au Mexique et en Pologne que le revenu par habitant était le plus faible. Il convient de noter que les estimations du PIB comme celles des PPA comportent des erreurs statistiques, et que les écarts de 5 % ou moins entre les PIB par habitant de différents pays ne sont pas significatifs.

et les impôts – diminués des subventions – sur la production et les importations (TVA, impôts sur les salaires, droits sur les importations, etc.); ou, enfin, comme le total des dépenses d'acquisition des biens et services produits, calculé en ajoutant les dépenses de consommation finale, la formation brute de capital fixe (FBCF), la variation des stocks et les exportations, diminuées des importations.

### Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent le Système de comptabilité nationale de 1993. Néanmoins, étant donné que le Luxembourg et, dans une moindre mesure, la Suisse comptent un nombre relativement élevé de travailleurs frontaliers, leur PIB par habitant est surestimé quelque peu par rapport à ceux des autres pays. Ces travailleurs contribuent en effet à la production intérieure, mais ils sont exclus des statistiques de population.

Dans le cas de certains pays, les données de la dernière année ont été estimées par le Secrétariat. Pour plusieurs économies, les données rétrospectives sont également des estimations de l'OCDE. En effet, lorsqu'un pays a changé de méthodologie mais n'a fourni des données révisées que pour les années récentes, le Secrétariat a estimé les données chronologiques en reliant mécaniquement la nouvelle et l'ancienne série.

Il convient de noter que pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les données se rapportent à l'exercice budgétaire.

### Source

- OCDE (2008), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Juin n° 83 – Volume 2008-1*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- Maddison, Angus (2003), *L'économie mondiale : Statistiques historiques*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, [www.theworldeconomy.org](http://www.theworldeconomy.org).
- OCDE, Banque africaine de développement (2008), *Perspectives économiques en Afrique 2007/2008*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, [www.sourceocde.org/9789264049956](http://www.sourceocde.org/9789264049956).
- OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, [www.sourceocde.org/9264030441](http://www.sourceocde.org/9264030441).

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Glossaires de l'OCDE, Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, OCDE, Paris.
- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/sna1993>.

#### Bases de données en ligne

- Comptes nationaux annuels*.
- Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.


#### Sites Internet

- OCDE, Sources et méthodes des Perspectives économiques, [www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).

## Produit intérieur brut

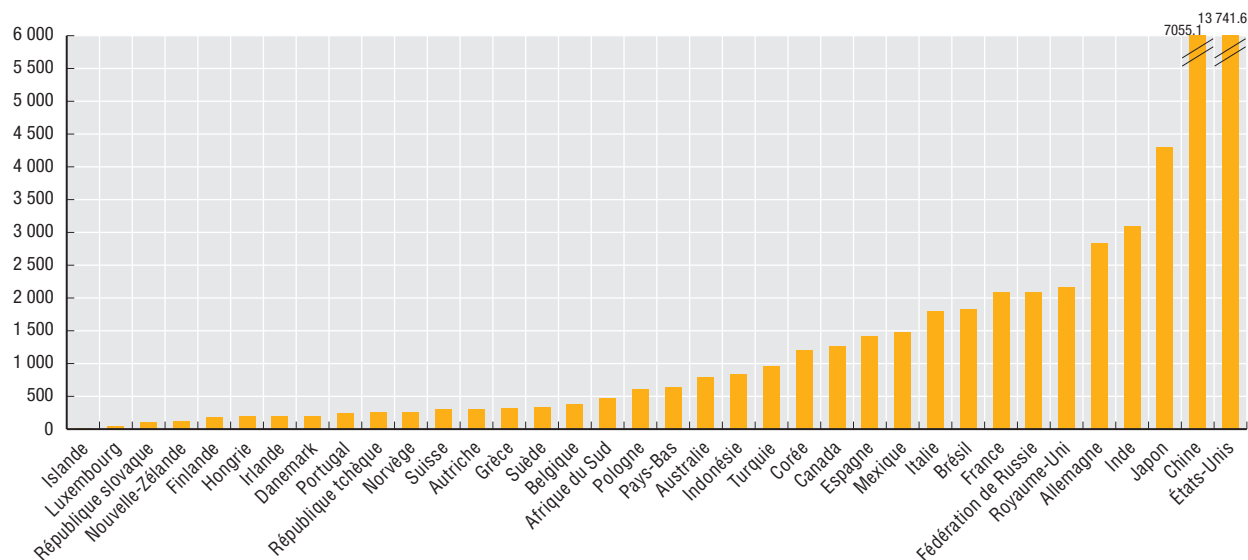
Dollars des EU, prix courants et PPA

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	1 770.2	1 840.4	1 891.7	1 935.8	1 989.7	2 063.8	2 130.2	2 211.8	2 275.4	2 358.4	2 467.8	2 587.7	2 704.5	2 829.1
Australie	367.3	392.5	412.3	437.0	463.9	497.4	524.8	552.2	584.9	622.3	655.9	696.8	742.6	794.6
Autriche	181.0	187.2	193.9	198.6	208.1	215.9	230.2	231.7	244.3	252.4	266.4	275.8	292.0	308.7
Belgique	218.4	228.2	231.9	242.7	248.4	258.6	282.2	292.3	309.3	312.7	323.3	335.8	354.3	375.8
Canada	636.0	667.2	690.9	732.2	770.6	825.0	873.0	910.0	937.8	989.6	1 049.8	1 131.0	1 203.7	1 269.6
Corée	518.9	578.0	630.2	670.5	631.5	701.4	772.8	821.7	888.9	910.8	981.2	1 027.4	1 114.9	1 201.8
Danemark	114.6	120.5	126.8	133.6	138.7	143.3	153.7	157.7	165.3	164.1	174.6	179.9	189.6	196.3
Espagne	601.8	631.0	660.7	700.9	750.6	791.5	857.4	920.2	994.3	1 040.0	1 108.6	1 188.1	1 300.9	1 417.4
États-Unis	7 017.5	7 342.3	7 762.3	8 250.9	8 694.6	9 216.2	9 764.8	10 075.9	10 417.6	10 908.0	11 630.9	12 364.1	13 116.5	13 741.6
Finlande	90.6	96.1	99.0	108.0	116.8	122.4	132.8	138.3	143.5	144.4	156.3	161.0	171.6	183.6
France	1 155.4	1 203.9	1 242.9	1 301.9	1 369.1	1 425.2	1 532.9	1 630.1	1 711.2	1 700.6	1 767.5	1 869.4	1 962.5	2 078.0
Grèce	150.1	156.4	162.8	173.0	178.9	185.4	200.8	218.3	237.3	248.9	267.4	276.8	297.7	318.1
Hongrie	90.4	93.7	96.9	103.3	110.1	115.8	125.3	138.0	149.3	156.9	164.0	171.1	181.6	188.6
Irlande	57.7	64.6	71.0	79.7	89.1	97.3	108.9	117.8	129.7	137.5	148.2	160.5	177.8	196.2
Islande	6.1	6.2	6.5	7.1	7.6	7.9	8.1	8.7	8.9	8.9	9.9	10.4	10.7	11.1
Italie	1 146.0	1 202.5	1 241.9	1 285.5	1 350.5	1 377.2	1 455.7	1 546.0	1 532.0	1 563.9	1 595.5	1 648.2	1 730.3	1 802.2
Japon	2 721.2	2 831.1	2 964.2	3 061.1	3 031.7	3 071.1	3 246.3	3 330.6	3 417.2	3 510.1	3 710.0	3 872.8	4 093.3	4 295.9
Luxembourg	15.4	15.9	16.7	17.1	18.4	21.1	23.4	23.8	25.7	27.4	29.8	31.7	35.8	38.3
Mexique	718.2	687.7	736.9	799.9	849.5	894.1	985.9	1 009.3	1 047.7	1 108.2	1 185.8	1 290.8	1 396.5	1 479.9
Norvège	96.9	103.0	114.3	123.2	121.5	133.0	162.1	167.4	168.2	174.9	194.1	218.7	242.9	251.7
Nouvelle-Zélande	60.2	63.9	66.6	69.8	71.3	76.4	80.2	84.7	89.2	93.1	98.5	102.2	108.6	114.8
Pays-Bas	317.3	333.9	352.2	376.3	400.2	425.8	467.7	494.1	515.8	514.5	540.7	572.9	606.7	642.4
Pologne	263.0	287.0	311.5	339.9	362.5	382.6	403.8	419.0	442.1	458.0	497.1	526.1	566.0	609.4
Portugal	123.5	131.4	137.2	145.8	153.7	163.9	174.5	183.3	191.3	196.3	201.4	217.9	229.2	242.0
République tchèque	122.7	132.6	141.0	142.6	143.8	147.2	153.8	165.4	172.1	183.6	197.1	208.4	225.5	248.0
République slovaque	41.3	44.7	48.6	52.5	55.6	56.1	59.2	64.9	69.8	73.2	79.0	87.1	97.1	108.4
Royaume-Uni	1 090.2	1 146.3	1 220.1	1 308.3	1 363.1	1 423.0	1 533.5	1 630.6	1 713.7	1 778.5	1 899.5	1 968.8	2 068.2	2 168.1
Suède	182.3	193.4	200.5	207.3	214.8	228.5	246.0	248.8	258.9	269.4	288.5	291.7	312.9	334.8
Suisse	184.5	188.9	194.5	202.8	210.5	215.2	227.7	233.9	245.2	246.4	257.5	265.8	287.7	308.6
Turquie	390.1	426.7	466.5	511.2	535.5	517.7	588.6	561.2	572.1	588.1	688.8	781.2	881.1	960.3
Total UE27	..	8 358.1	8 705.3	9 115.3	9 530.1	9 919.9	10 570.3	11 157.0	11 633.5	11 958.9	12 594.7	13 207.5	14 009.9	14 852.4
Total OCDE	20 465.1	21 397.1	22 492.6	23 718.3	24 650.3	25 800.1	27 505.9	28 587.7	29 658.7	30 741.2	32 635.4	34 520.1	36 702.7	38 715.2
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	397.5	..	463.3
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1 585.1	..	1 833.6
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5 333.2	..	7 055.1
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1 697.5	..	2 088.2
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2 341.0	..	3 092.1
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	707.9	..	841.1

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/540624022413>

## Produit intérieur brut

Milliards de dollars des EU, prix courants et PPA, 2007


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534570242112>

## TAILLE DU PIB

### PIB par habitant

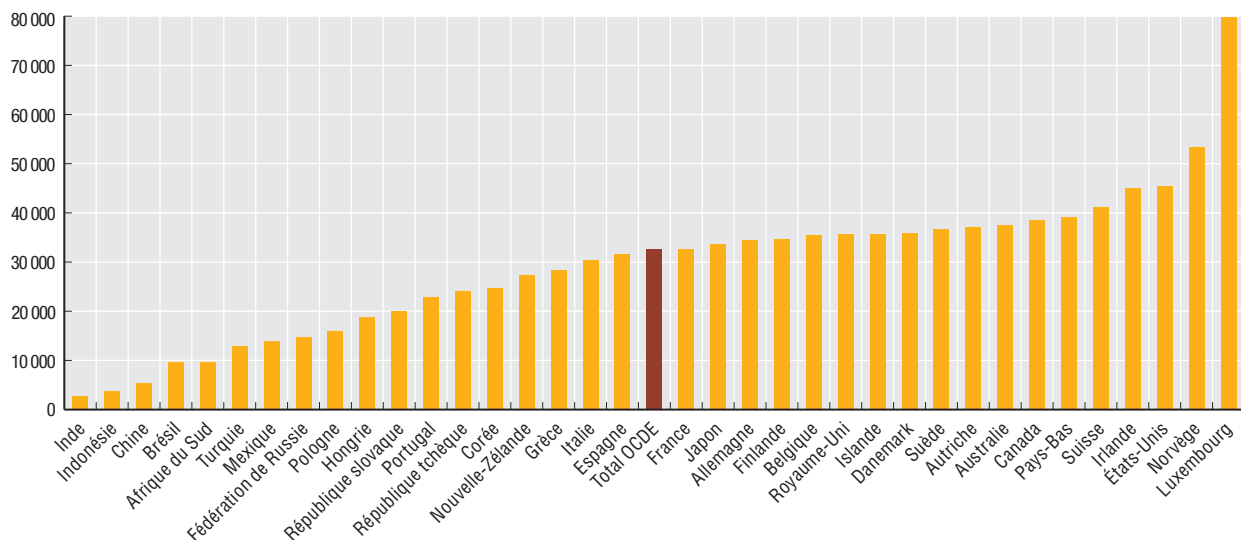
Dollars des EU, prix courants et PPA


	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	21 741	22 537	23 098	23 593	24 256	25 142	25 919	26 862	27 587	28 579	29 912	31 380	32 835	34 391
Australie	20 466	21 573	22 385	23 488	24 662	26 128	27 233	28 281	29 610	31 139	32 429	33 963	35 666	37 565
Autriche	22 802	23 549	24 361	24 927	26 083	27 011	28 736	28 804	30 225	31 096	32 589	33 496	35 259	37 119
Belgique	21 590	22 509	22 839	23 839	24 342	25 299	27 540	28 435	29 946	30 146	31 035	32 063	33 608	35 382
Canada	21 933	22 771	23 334	24 481	25 554	27 135	28 447	29 334	29 893	31 242	32 811	35 002	36 867	38 500
Corée	11 623	12 818	13 843	14 592	13 644	15 047	16 439	17 352	18 666	19 030	20 426	21 342	23 083	24 801
Danemark	22 007	23 038	24 096	25 274	26 146	26 926	28 789	29 445	30 756	30 441	32 314	33 196	34 871	35 961
Espagne	15 301	16 021	16 735	17 706	18 896	19 824	21 295	22 597	24 067	24 759	25 968	27 377	29 520	31 586
États-Unis	26 636	27 542	28 780	30 228	31 485	32 994	34 574	35 308	36 145	37 489	39 609	41 718	43 839	45 489
Finlande	17 805	18 811	19 316	21 008	22 666	23 698	25 653	26 652	27 592	27 703	29 905	30 695	32 586	34 718
France	19 514	20 262	20 845	21 760	22 800	23 616	25 232	26 643	27 772	27 410	28 305	29 759	31 055	32 686
Grèce	14 155	14 708	15 205	16 052	16 510	17 032	18 389	19 934	21 598	22 577	24 173	24 928	26 701	28 423
Hongrie	8 815	9 068	9 402	10 034	10 722	11 312	12 268	13 549	14 694	15 494	16 223	16 958	18 030	18 754
Irlande	16 102	17 937	19 589	21 771	24 014	25 945	28 648	30 533	33 030	34 452	36 508	38 693	41 803	45 027
Islande	22 892	23 266	24 208	26 110	27 832	28 632	28 807	30 451	31 088	30 787	33 702	35 009	35 096	35 697
Italie	20 161	21 154	21 842	22 596	23 732	24 196	25 565	27 134	26 804	27 149	27 426	28 122	29 356	30 381
Japon	21 739	22 564	23 571	24 283	23 985	24 252	25 593	26 195	26 814	27 483	29 039	30 310	32 040	33 626
Luxembourg	38 152	38 919	40 169	40 736	43 094	48 857	53 315	53 921	57 546	60 737	65 156	68 211	75 754	79 793
Mexique	8 038	7 547	7 962	8 518	8 920	9 261	10 034	10 137	10 398	10 879	11 527	12 432	13 332	14 004
Norvège	22 348	23 644	26 089	27 978	27 421	29 800	36 084	37 101	37 052	38 316	42 274	47 319	52 118	53 477
Nouvelle-Zélande	16 629	17 385	17 841	18 461	18 685	19 915	20 771	21 792	22 622	23 223	24 256	24 916	26 212	27 431
Pays-Bas	20 629	21 595	22 683	24 110	25 486	26 933	29 371	30 796	31 943	31 716	33 221	35 111	37 130	39 225
Pologne	6 875	7 498	8 135	8 876	9 470	9 996	10 555	10 953	11 563	11 990	13 020	13 786	14 842	15 989
Portugal	12 348	13 097	13 644	14 446	15 176	16 113	17 067	17 804	18 447	18 799	19 178	20 656	21 656	22 815
République tchèque	11 871	12 839	13 668	13 837	13 966	14 312	14 975	16 178	16 872	18 000	19 311	20 366	21 966	24 027
République slovaque	7 732	8 325	9 041	9 745	10 323	10 403	10 962	12 058	12 970	13 603	14 681	16 175	18 020	20 079
Royaume-Uni	18 842	19 755	20 977	22 435	23 311	24 249	26 041	27 585	28 888	29 863	31 747	32 695	34 137	35 669
Suède	20 761	21 911	22 673	23 432	24 269	25 801	27 726	27 971	29 004	30 076	32 078	32 298	34 456	36 603
Suisse	26 471	26 910	27 536	28 632	29 656	30 210	31 778	32 473	33 793	33 696	34 972	35 839	38 568	41 101
Turquie	6 440	6 922	7 441	8 181	8 439	8 046	8 724	8 178	8 217	8 316	9 595	10 841	12 074	12 993
Total UE27	..	17 460	18 156	18 981	19 819	20 590	21 884	23 037	23 959	24 526	25 716	26 849	28 364	29 946
Total OCDE	18 934	19 635	20 491	21 478	22 171	23 049	24 344	25 116	25 870	26 621	28 068	29 509	31 172	32 664
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8 477	..	9 736
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	8 606	..	9 570
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4 091	..	5 345
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	11 861	..	14 743
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2 126	..	2 753
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3 234	..	3 728

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/540641728538>

### PIB par habitant

Dollars des EU, prix courants et PPA, 2007



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534585063757>

## Indices de PIB par habitant en volume

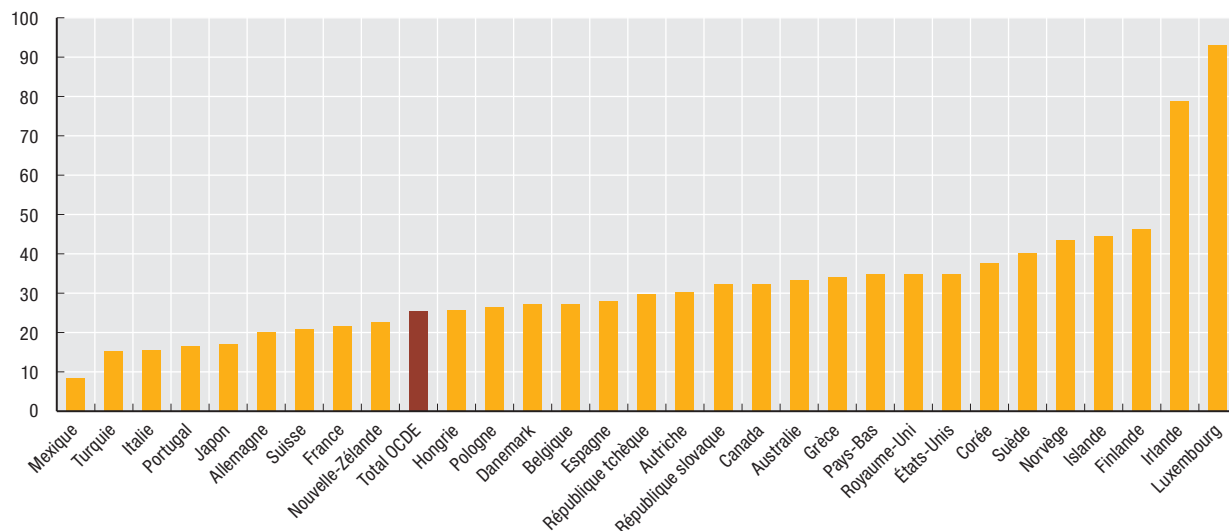
OCDE = 100 en 2000, aux prix de 2000 et PPA

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	95.5	97.0	97.7	99.3	101.3	103.3	106.5	107.6	107.4	107.1	108.4	109.3	112.7	115.6
Australie	95.3	97.9	100.5	103.9	108.1	111.1	111.9	114.6	116.9	120.2	122.1	123.9	126.2	128.7
Autriche	101.5	102.7	104.9	107.0	110.7	114.2	118.0	118.2	119.5	120.0	122.2	124.8	128.3	131.7
Belgique	97.9	100.1	101.1	104.4	105.9	109.3	113.1	113.6	114.8	115.5	118.4	119.9	122.7	125.1
Canada	98.2	100.0	100.5	103.7	107.1	112.1	116.9	117.7	119.7	120.8	123.4	125.7	128.2	130.4
Corée	52.6	56.8	60.2	62.4	57.7	62.8	67.5	69.6	74.0	76.0	79.2	82.4	86.3	90.3
Danemark	102.2	104.9	107.2	110.1	112.1	114.6	118.3	118.7	118.8	118.9	121.4	124.0	127.7	129.3
Espagne	71.3	73.1	74.7	77.4	80.6	84.0	87.5	89.6	90.8	92.0	93.5	95.3	97.5	99.3
États-Unis	121.2	122.9	126.0	130.1	134.1	138.5	142.0	141.6	142.5	144.7	148.6	151.6	154.3	155.9
Finlande	81.7	84.6	87.4	92.5	97.0	100.6	105.4	107.9	109.4	111.1	114.9	117.8	123.0	128.0
France	90.7	92.3	93.0	94.7	97.7	100.4	103.6	104.8	105.2	105.6	107.5	108.9	110.6	112.3
Grèce	64.3	65.5	66.5	68.5	70.4	72.5	75.5	78.5	80.9	85.1	89.0	91.2	95.0	98.4
Hongrie	40.6	40.9	41.5	43.5	45.7	47.8	50.4	52.6	54.9	57.4	60.3	62.8	65.5	66.3
Irlande	71.9	78.5	84.3	93.1	99.6	109.1	117.7	122.6	128.2	131.8	135.7	141.3	145.7	150.8
Islande	98.4	98.0	102.1	106.4	111.9	115.1	118.3	121.3	120.4	122.6	130.5	138.6	140.8	142.9
Italie	93.1	95.7	96.8	98.5	99.9	101.3	105.0	106.9	107.0	106.2	106.7	106.5	107.9	108.7
Japon	99.5	101.2	103.8	105.1	102.7	102.4	105.1	105.1	105.1	106.4	109.2	111.3	114.0	116.4
Luxembourg	174.1	174.1	174.2	182.2	191.6	204.8	219.0	223.0	229.7	230.5	237.5	246.0	257.8	267.0
Mexique	37.0	34.1	35.3	37.1	38.5	39.4	41.2	40.7	40.5	40.6	41.8	42.8	44.4	45.4
Norvège	123.0	127.5	133.3	139.7	142.6	144.5	148.2	150.4	151.8	152.5	157.5	160.7	163.0	166.5
Nouvelle-Zélande	76.5	78.6	80.1	80.3	80.0	83.8	85.3	87.9	91.1	92.7	95.2	96.8	97.3	99.2
Pays-Bas	99.3	101.9	104.9	108.8	112.4	116.9	120.7	122.0	121.4	121.2	123.5	125.7	129.8	134.0
Pologne	31.1	33.3	35.4	37.9	39.8	41.6	43.4	43.9	44.5	46.3	48.8	50.6	53.8	57.4
Portugal	56.3	58.5	60.5	62.8	65.6	67.8	70.1	71.1	71.1	70.0	70.7	71.0	71.7	72.9
République tchèque	53.6	56.8	59.2	58.8	58.4	59.3	61.5	63.3	64.7	67.0	70.0	74.2	79.0	83.2
République slovaque	36.4	38.4	41.0	42.7	44.5	44.5	45.0	46.7	49.0	51.3	53.9	57.4	62.2	68.6
Royaume-Uni	89.2	91.7	94.1	97.0	100.2	103.3	107.0	109.2	111.1	113.8	116.4	118.0	120.6	123.9
Suède	93.9	97.1	98.4	100.8	104.5	109.3	113.9	114.8	117.2	119.0	123.4	126.9	131.6	134.0
Suisse	120.9	120.4	120.4	122.6	125.6	126.7	130.5	131.3	131.0	129.7	130.0	134.4	138.1	141.8
Turquie	30.4	32.0	33.7	36.4	36.9	35.2	35.8	33.2	34.8	36.0	38.8	41.9	44.2	45.6
Total OCDE	86.6	88.0	90.1	92.8	94.6	97.1	100.0	100.4	101.3	102.6	105.2	107.3	109.9	112.1

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/540687570705>

## Variation des indices relatifs du PIB par habitant en volume

Différence absolue entre les indices de 2007 et 1994

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534610852872>

## REVENU NATIONAL PAR HABITANT

Si le produit intérieur brut (PIB) par habitant est l'indicateur le plus couramment utilisé pour comparer les niveaux de revenu, deux autres mesures lui sont préférées par de nombreux analystes. Il s'agit du revenu national brut (RNB) et du revenu national net (RNN) par habitant.

### Définition

Le RNB est défini comme le PIB augmenté des recettes nettes en provenance de l'étranger au titre des salaires et traitements et des revenus de la propriété.

Les salaires et traitements en provenance de l'étranger sont ceux qui sont perçus par des résidents, c'est-à-dire par des personnes qui vivent et consomment essentiellement sur le territoire économique du pays considéré mais qui travaillent à l'étranger (ce qui est courant dans les régions frontalières) ou des personnes qui vivent et travaillent à l'étranger uniquement pour de brèves périodes (travailleurs saisonniers) et dont le centre d'intérêt économique demeure dans leur pays d'origine. Les travailleurs immigrés temporaires et les autres travailleurs migrants qui vivent à l'étranger pendant douze mois ou plus sont considérés comme des résidents du pays dans lequel ils sont employés. Ces personnes peuvent envoyer une partie de leurs gains à des parents dans leur pays d'origine, mais ces envois de fonds sont assimilés à des transferts entre ménages résidents et non résidents et ne sont pas comptabilisés dans les recettes nettes de source étrangère au titre des salaires et traitements.

Les revenus de la propriété en provenance de l'étranger sont les intérêts, les dividendes et la totalité ou une partie des bénéfices non distribués des entreprises étrangères contrôlées en tout ou partie par des résidents. Dans la plupart des pays, la différence entre le PIB et le RNB est essentiellement imputable aux recettes nettes de revenus de la propriété. Il est à noter que les bénéfices non distribués des entreprises étrangères contrôlées par des résidents peuvent ne pas revenir effectivement aux résidents en question, et que dans certains pays, le rapatriement des

bénéfices est soumis à des restrictions. Les rentrées de bénéfices non distribués constituent une imputation, et en l'absence de transaction effective, il faut comptabiliser une sortie imputée d'un montant identique. Cette sortie imputée est traitée comme une transaction financière (des bénéfices réinvestis à l'étranger) et non comme une sortie de revenus de la propriété. Les pays qui détiennent des stocks importants d'investissement direct à l'étranger peuvent afficher des rentrées considérables de revenus de la propriété de source étrangère et, partant, un RNB élevé, alors même qu'une grande partie de ces revenus de la propriété ne sont peut-être jamais effectivement rapatriés, et s'ajoutent en fait à l'investissement direct à l'étranger.

La dépréciation, qui est déduite du RNB pour obtenir le RNN, représente la perte de valeur marchande des immobilisations – logements, bâtiments, machines, matériel de transport, pouvant prendre la forme d'infrastructures matérielles, logiciels, etc. – sous l'effet de l'usure et de l'obsolescence.

### Comparabilité

Le RNB et le RNN sont calculés d'après les définitions du Système de comptabilité nationale de 1993. Toutefois, la mesure des flux internationaux de salaires et traitements et de revenus de la propriété, ainsi que de la dépréciation, soulève des difficultés pratiques. C'est pourquoi le PIB par habitant, quoique théoriquement inférieur en qualité au RNB ou au RNN, est l'indicateur de revenu ou de bien-être le plus largement utilisé.

### Source

- OCDE (2008), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Juin n° 83 – Volume 2008-1*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- Maddison, Angus (2003), *L'économie mondiale : Statistiques historiques*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, [www.theworlddeconomy.org](http://www.theworlddeconomy.org).

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Glossaires de l'OCDE, Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, OCDE, Paris.
- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/sna1993>.

#### Bases de données en ligne

- Comptes nationaux annuels*.
- Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

#### Sites Internet

- OCDE, Sources et méthodes des Perspectives économiques, [www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).

### Tendances à long terme

Dans le graphique, les pays sont classés en fonction de leur RNB, qui est généralement supérieur de 15-19 % au RNN. On notera que le choix de l'indicateur de revenu a peu d'incidence sur le classement des pays; le seul qui perdrait plus d'une place dans le classement si l'indicateur retenu était le RNN est le Japon, tandis que deux pays, l'Islande et le Royaume-Uni, gagneraient plus d'une place.


Pour la période représentée, la croissance du RNB par habitant reflète celle du PIB par habitant, l'Irlande, la République slovaque, la Norvège et la Pologne arrivant en tête, tandis que l'Italie, l'Islande, le Japon et l'Autriche enregistrent les taux de croissance les plus bas.



## Revenu national brut par habitant

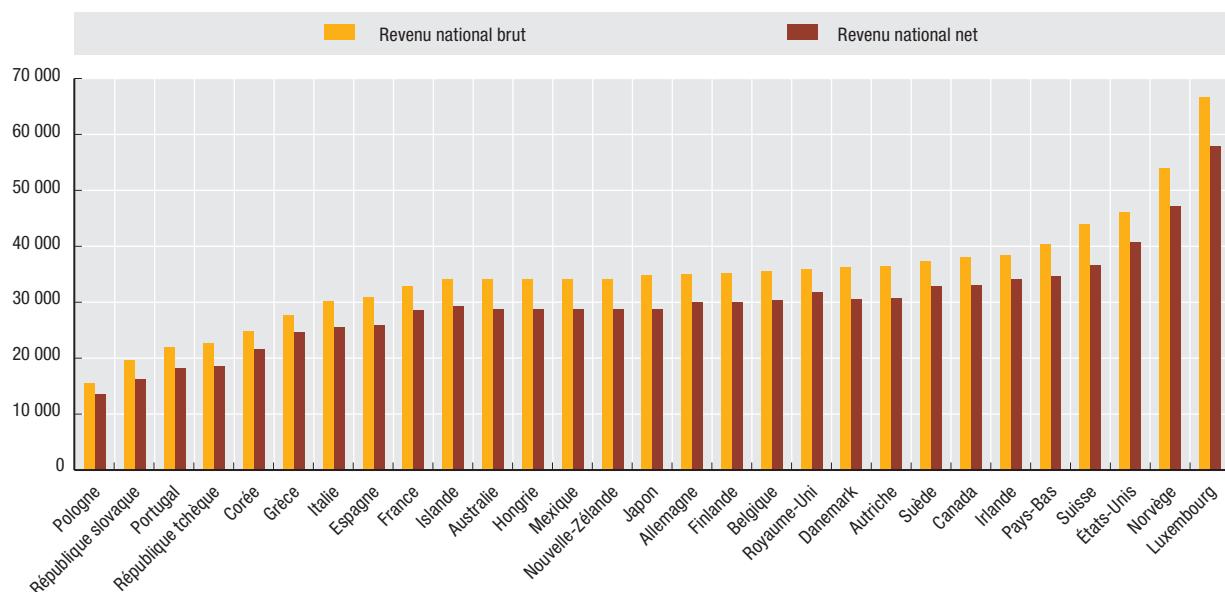

Dollars des EU, prix courants et PPA

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	21 624	22 370	22 977	23 422	24 005	24 873	25 676	26 595	27 246	28 380	30 198	31 766	33 414	34 977
Australie	19 704	20 760	21 600	22 753	23 914	25 388	26 492	27 524	28 770	30 239	31 249	32 586	34 090	..
Autriche	22 546	23 181	24 205	24 637	25 729	26 529	28 249	28 187	29 848	30 794	32 344	33 170	34 650	36 353
Belgique	22 019	22 899	23 288	24 333	24 784	25 795	28 163	28 866	30 325	30 564	31 315	32 214	33 829	35 575
Canada	21 137	21 969	22 544	23 713	24 705	26 217	27 706	28 504	29 145	30 506	32 143	34 377	36 548	37 970
Corée	11 593	12 774	13 790	14 512	13 422	14 872	16 368	17 321	18 688	19 050	20 473	21 310	23 114	24 838
Danemark	21 683	22 792	23 788	24 916	25 851	26 699	28 180	29 029	30 393	30 255	32 462	33 659	35 519	36 139
Espagne	15 015	15 926	16 577	17 546	18 710	19 638	21 116	22 232	23 703	24 472	25 622	26 991	29 030	30 819
États-Unis	26 195	27 296	28 562	30 090	31 615	33 243	35 162	35 775	36 324	37 517	39 803	42 272	44 645	46 098
Finlande	17 065	18 210	18 809	20 629	22 143	23 385	25 474	26 601	27 672	27 345	30 117	30 865	32 916	35 139
France	19 593	20 300	20 953	21 902	22 972	23 977	25 579	26 959	27 848	27 582	28 530	29 951	31 270	32 857
Grèce	14 504	15 074	15 532	16 403	16 863	17 160	18 438	20 059	21 655	22 447	24 002	24 539	26 146	27 612
Hongrie	8 341	8 445	8 725	9 192	9 798	10 440	11 612	12 830	13 913	14 738	15 289	15 949	16 839	..
Irlande	14 778	16 186	17 782	19 446	21 296	22 339	24 689	25 813	27 404	29 439	31 260	33 182	36 256	38 299
Islande	22 188	22 615	23 652	25 515	27 232	28 071	28 010	29 494	31 037	30 305	32 332	33 760	32 574	34 027
Italie	19 784	20 828	21 565	22 450	23 569	24 091	25 373	26 955	26 594	26 927	27 268	28 034	29 309	30 220
Japon	21 818	22 637	23 827	24 602	24 314	24 564	25 920	26 632	27 261	27 961	29 599	31 026	32 948	34 749
Luxembourg	34 263	36 041	37 393	39 205	39 643	43 897	46 456	47 897	47 726	47 086	56 942	58 561	57 625	66 590
Mexique	7 804	7 206	7 639	8 259	8 646	9 028	9 799	9 928	10 215	10 687	11 371	12 238	13 149	..
Norvège	21 973	23 357	25 793	27 685	27 112	29 550	35 597	37 134	37 166	38 554	42 355	47 646	52 156	53 861
Nouvelle-Zélande	15 503	16 269	16 518	17 298	17 785	18 715	19 415	20 553	21 405	22 005	22 717	23 128	24 332	..
Pays-Bas	20 769	21 916	22 885	24 431	25 221	27 226	30 005	31 028	32 236	32 077	34 111	35 280	38 305	40 278
Pologne	6 815	7 390	8 080	8 810	9 406	9 940	10 517	10 926	11 524	11 874	12 658	13 523	14 474	15 493
Portugal	12 264	13 071	13 570	14 272	14 958	15 843	16 647	17 279	18 065	18 547	18 876	20 255	20 881	21 904
République tchèque	11 899	12 812	13 480	13 621	13 706	13 975	14 637	15 634	16 103	17 224	18 250	19 452	20 778	22 575
République slovaque	7 671	8 362	9 106	9 759	10 331	10 344	10 901	12 056	12 922	12 927	14 093	15 722	17 591	19 523
Royaume-Uni	18 795	19 600	20 837	22 371	23 533	24 141	25 993	27 749	29 316	30 270	32 201	33 243	34 364	35 842
Suède	20 252	21 398	22 168	22 921	23 925	25 546	27 487	27 698	28 905	30 347	32 008	32 249	35 032	37 323
Suisse	26 987	27 673	28 414	30 069	31 274	32 155	34 113	33 969	34 884	36 240	37 467	39 222	42 081	43 825
Total UE27	..	17 346	18 059	18 897	19 732	20 495	21 791	22 925	23 829	24 434	25 731	26 858	28 377	29 851

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/540732622743>

## Revenu national brut et net par habitant

Dollars des EU, prix courants et PPA, 2007 ou dernière année disponible

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534651883815>

## ÉVOLUTION DU PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure de référence de la valeur de la production d'un pays au cours d'une période donnée. Pour sa définition, veuillez vous reporter à la rubrique « Taille du PIB ». La croissance du PIB « réel », c'est-à-dire corrigé des variations des prix, est largement utilisée pour évaluer la manière dont les États gèrent leur économie.

### Définition

Pour éliminer du taux de croissance du PIB les effets directs de l'inflation, il convient d'utiliser des données à prix fixes, ou constants. Les prix relatifs se modifiant au fil du temps, le Système de comptabilité nationale de 1993 recommande d'utiliser des prix fixes représentatifs de la période pour laquelle le taux de croissance est calculé, ce qui implique de changer régulièrement la série de prix fixes employée, normalement tous les ans. Les taux de croissance du PIB au cours des périodes successives sont ensuite liés les uns aux autres pour former des indices-chaînes de volume. C'est ainsi que procèdent les pays de l'OCDE pour établir leurs estimations « en volume » du taux de croissance de leur PIB. Seuls font exception à cette règle la Corée et le Mexique, qui, comme de nombreux pays non membres, ne révisent leurs pondérations fixes que tous les cinq ou dix ans. Cette pratique tend à fausser les estimations du taux de croissance, généralement par excès.

Les taux de croissance indiqués pour l'ensemble de la zone OCDE sont des moyennes des taux de croissance de chaque pays membre, pondérés par la taille relative du PIB de chaque pays en dollars des EU. La conversion en dollars est effectuée en utilisant les parités de pouvoir d'achat, si bien que le taux de croissance de chaque pays est pondéré par la taille relative de son PIB réel.

### Tendances à long terme

La croissance annuelle du PIB de l'ensemble de la zone OCDE s'est établie en moyenne à 2,6 % entre 1994 et 2007. L'Irlande et la République slovaque ont affiché des résultats nettement supérieurs à la moyenne, avec des taux de croissance annuels de plus de 5 %. Les performances de l'Irlande en matière d'expansion économique ont été particulièrement remarquables entre 1995 et 2000 – période pendant laquelle ce pays était désigné sous le nom de « Tigre celtique ». La croissance de la Corée avait été sérieusement affectée par la crise financière asiatique de 1998; son PIB réel avait alors baissé de près de 7 %, mais ce pays a renoué depuis avec des taux de croissance relativement élevés.

À l'opposé, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, et la Suisse ont enregistré des taux de croissance moyens de 1,5 % ou moins au cours de la période considérée.

La Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque ont toutes vu leur PIB réel se contracter sensiblement pendant les premières années de leur transition vers l'économie de marché, mais ont généralement commencé à enregistrer des taux de croissance positifs pendant la seconde moitié des années 90. Leurs taux de croissance ont été parmi les plus élevés de la zone OCDE ces dernières années.

### Comparabilité

Les statistiques du PIB utilisées pour le calcul de ces taux de croissance ont été établies conformément au Système de comptabilité nationale de 1993. Les estimations du PIB aux prix courants sont généralement considérées comme étant tout à fait comparables entre pays. En revanche, on note davantage de divergences dans les méthodes employées par les différents pays pour établir les estimations en volume de leur PIB, en particulier pour ce qui est de la consommation publique et de certains types de dépenses d'équipement. Ces divergences n'impliquent toutefois pas nécessairement une moindre comparabilité des estimations de croissance elles-mêmes.

Il convient de noter que pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les données se rapportent à l'exercice budgétaire.

### Source

- OCDE (2008), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris, [www.sourceOCDE.org/comptesnationaux](http://www.sourceOCDE.org/comptesnationaux).
- Pour les pays non membres : sources nationales.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2006), *Études du Centre de développement – L'essor de la Chine et de l'Inde : quels enjeux pour l'Afrique ?*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Réformes économiques : Objectif croissance 2008*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Juin n° 83 – Volume 2008-1*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Comptes nationaux annuels*.
- *Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

#### Sites Internet

- OCDE, Sources et méthodes des Perspectives économiques, [www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).

**Croissance du PIB réel**

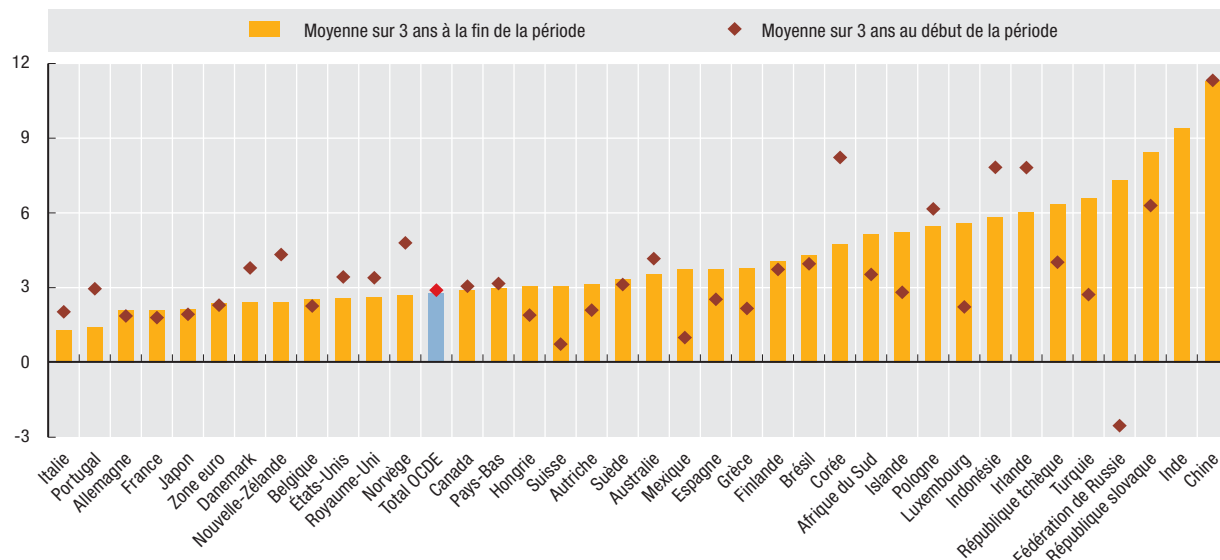
Croissance annuelle en pourcentage

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	2.7	1.9	1.0	1.8	2.0	2.0	3.2	1.2	0.0	-0.2	1.2	0.8	3.0	2.5
Australie	4.5	4.1	3.9	4.5	5.2	4.0	1.9	3.8	3.2	4.0	2.8	3.0	3.2	4.4
Autriche	2.7	1.4	2.2	2.1	3.6	3.3	3.7	0.5	1.6	0.8	2.5	2.9	3.4	3.1
Belgique	3.2	2.4	1.2	3.5	1.7	3.4	3.7	0.8	1.5	1.0	3.0	1.8	3.0	2.8
Canada	4.8	2.8	1.6	4.2	4.1	5.5	5.2	1.8	2.9	1.9	3.1	2.9	3.1	2.7
Corée	8.5	9.2	7.0	4.7	-6.9	9.5	8.5	3.8	7.0	3.1	4.7	4.2	5.1	5.0
Danemark	5.5	3.1	2.8	3.2	2.2	2.6	3.5	0.7	0.5	0.4	2.3	2.4	3.3	1.6
Espagne	2.4	2.8	2.4	3.9	4.5	4.7	5.0	3.6	2.7	3.1	3.3	3.6	3.9	3.7
États-Unis	4.1	2.5	3.7	4.5	4.2	4.5	3.7	0.8	1.6	2.5	3.6	2.9	2.8	2.0
Finlande	3.6	3.9	3.7	6.1	5.2	3.9	5.0	2.6	1.6	1.8	3.7	2.8	4.9	4.5
France	2.2	2.1	1.1	2.2	3.5	3.3	3.9	1.9	1.0	1.1	2.5	1.9	2.2	2.2
Grèce	2.0	2.1	2.4	3.6	3.4	3.4	4.5	4.2	3.4	5.6	4.9	2.9	4.5	4.0
Hongrie	2.9	1.5	1.3	4.6	4.9	4.2	5.2	4.1	4.1	4.2	4.8	4.0	4.1	1.1
Irlande	5.8	9.6	8.1	11.5	8.4	10.7	9.2	5.8	6.4	4.5	4.7	6.4	5.7	6.0
Islande	3.6	0.1	4.8	4.9	6.3	4.1	4.3	3.9	0.1	2.4	7.7	7.5	4.4	3.8
Italie	2.2	2.8	1.1	1.9	1.4	1.5	3.7	1.8	0.5	0.0	1.5	0.6	1.8	1.5
Japon	1.1	2.0	2.7	1.6	-2.0	-0.1	2.9	0.2	0.3	1.4	2.7	1.9	2.4	2.1
Luxembourg	3.8	1.4	1.5	5.9	6.5	8.4	8.4	2.5	4.1	1.5	4.5	5.2	6.4	5.2
Mexique	4.4	-6.2	5.2	6.8	5.0	3.8	6.6	0.0	0.8	1.4	4.0	3.2	4.8	3.2
Norvège	5.1	4.2	5.1	5.4	2.7	2.0	3.3	2.0	1.5	1.0	3.9	2.7	2.3	3.1
Nouvelle-Zélande	5.3	4.2	3.5	1.7	0.5	5.3	2.4	3.8	5.1	3.5	4.0	2.7	1.6	3.0
Pays-Bas	3.0	3.1	3.4	4.3	3.9	4.7	3.9	1.9	0.1	0.3	2.2	2.0	3.4	3.5
Pologne	5.3	7.0	6.2	7.1	5.0	4.5	4.3	1.2	1.4	3.9	5.3	3.6	6.2	6.6
Portugal	1.0	4.3	3.6	4.2	4.9	3.8	3.9	2.0	0.8	-0.8	1.5	0.9	1.4	1.9
République tchèque	2.2	5.9	4.0	-0.7	-0.8	1.3	3.6	2.5	1.9	3.6	4.5	6.3	6.8	6.0
République slovaque	6.2	5.8	6.9	4.4	4.4	0.0	1.4	3.4	4.8	4.7	5.2	6.5	8.5	10.4
Royaume-Uni	4.3	3.0	2.9	3.3	3.6	3.5	3.9	2.5	2.1	2.8	2.8	2.1	2.8	3.0
Suède	3.9	4.0	1.5	2.5	3.8	4.6	4.4	1.1	2.4	1.9	4.1	3.3	4.2	2.5
Suisse	1.2	0.4	0.6	2.1	2.6	1.3	3.6	1.2	0.4	-0.2	2.5	2.5	3.4	3.3
Turquie	-5.5	7.2	7.0	7.5	3.1	-3.4	6.8	-5.7	6.2	5.3	9.4	8.4	6.9	4.5
Zone euro	..	..	1.5	2.6	2.8	2.9	3.9	1.9	0.9	0.8	2.1	1.7	2.9	2.6
Total UE27	..	..	1.8	2.7	3.0	3.0	3.9	2.0	1.2	1.3	2.5	2.0	3.1	2.9
Total OCDE	3.1	2.5	3.1	3.6	2.6	3.3	4.0	1.2	1.6	2.0	3.2	2.6	3.1	2.6
Afrique du Sud	3.2	3.1	4.3	2.6	0.5	2.4	4.2	2.7	3.7	3.1	4.9	5.0	5.3	5.1
Brésil	5.3	4.4	2.2	3.4	0.0	0.3	4.3	1.3	2.7	1.1	5.7	3.2	4.0	5.7
Chine	13.1	10.9	10.0	9.3	7.8	7.6	8.4	8.3	9.1	10.0	10.1	10.4	11.6	11.9
Fédération de Russie	..	..	-3.6	1.4	-5.3	6.4	10.0	5.1	4.7	7.3	7.2	6.4	7.4	8.1
Inde	..	..	..	..	6.0	6.9	5.7	3.9	4.6	6.9	7.9	9.1	9.8	9.3
Indonésie	7.5	8.2	7.8	4.7	-13.1	0.8	5.4	3.6	4.5	4.8	5.0	5.7	5.5	6.3

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/540755823556>

**Croissance du PIB réel**

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/534661378083>

## ÉPARGNE DES MÉNAGES

L'épargne des ménages est la principale source intérieure de financement des dépenses en capital, qui constituent un moteur essentiel de la croissance économique à long terme.

### Définition

Dans les comptes nationaux, l'épargne est estimée en soustrayant les dépenses de consommation des ménages de leur revenu disponible, augmenté de la variation des droits nets des ménages sur les fonds de pension (dans la mesure où cette composante est également un déterminant du revenu disponible des ménages, mais de signe opposé).

Le revenu disponible des ménages est principalement constitué des revenus tirés d'un emploi ou de l'exploitation d'une entreprise non constituée en société, auxquels s'ajoutent les intérêts, dividendes et prestations sociales perçus, diminués des impôts sur le revenu, des intérêts et des cotisations de sécurité sociale versés. On notera que les revenus d'entreprise comprennent les « loyers imputés » des logements occupés par leur propriétaire.

Les dépenses de consommation des ménages comprennent principalement leurs achats de biens et services de consommation, mais elles incluent également les « dépenses imputées » des propriétaires occupants, c'est-à-dire les sommes fictives qu'ils versent, en leur qualité d'occupant, à eux-mêmes, en leur qualité de propriétaire de leur logement.

Le secteur des ménages comprend les ménages ainsi que les institutions sans but lucratif au service des ménages.

Le taux d'épargne des ménages est égal au rapport entre l'épargne des ménages et leur revenu disponible (augmenté de la variation des droits nets des ménages sur les fonds de pension).

### Tendances à long terme

Les taux d'épargne des ménages sont très variables suivant les pays. Cela tient en partie à des différences institutionnelles concernant par exemple la mesure dans laquelle les retraites sont financées par l'État ou par l'épargne individuelle, et la mesure dans laquelle l'État offre une assurance contre la maladie et le chômage. La composition par âge de la population est également importante à cet égard, car les personnes âgées ont tendance à liquider les actifs financiers qu'elles ont acquis pendant leur vie active, si bien qu'un pays comptant une proportion importante de retraités se caractérise généralement par un faible taux d'épargne.

Au cours de la période couverte par le tableau, les taux d'épargne sont restés stables ou ont augmenté en France et en Allemagne, tandis qu'ils ont diminué dans les autres pays. Des baisses particulièrement prononcées ont eu lieu en Corée, en Italie, en Pologne, en Belgique et au Japon. Une épargne négative a été enregistrée dans quelques pays, en particulier au Danemark, en Grèce et en Nouvelle-Zélande.

### Comparabilité

Les taux d'épargne peuvent être mesurés en termes nets ou bruts. Les taux d'épargne nets sont mesurés en déduisant de l'épargne et du revenu disponible des ménages la consommation de capital fixe (amortissement) correspondant aux actifs utilisés dans les entreprises exploitées par les ménages et aux logements occupés par leur propriétaire, de sorte que l'épargne et le revenu disponible sont tous deux indiqués en termes nets.

L'épargne étant par définition la différence entre deux grands agrégats – le revenu disponible et les dépenses de consommation des ménages – qui peuvent tous deux donner lieu à des erreurs d'estimation, les estimations de l'épargne tendent également à faire l'objet d'importantes erreurs relatives et de révisions au fil des ans.

Il convient de noter que pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les données se rapportent à l'exercice budgétaire.

### Source

- OCDE (2008), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Cotis, J.-P., J. Coppel et L. de Mello (2004), *Est-ce que les États-Unis ont une tendance à « surconsommer »?*, document présenté à la Conférence économique de la Federal Reserve Bank of Boston, Cape Cod, 14-16 juin, [www.oecd.org/eco/speeches](http://www.oecd.org/eco/speeches).
- Harvey, R. (2005), « Comparaison des taux d'épargne des ménages : Zone euro/États-Unis/Japon », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 8, avril, OCDE, Paris, [www.oecd.org/std/cahierstatistique](http://www.oecd.org/std/cahierstatistique).
- Kohl, R. et P. O'Brien (1998), *The Macroeconomics of Ageing, Pensions and Savings*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 200, OCDE, Paris.
- de Serres, A. et F. Pelgrin (2003), « La baisse des taux d'épargne privée durant les années 90 dans les pays de l'OCDE : la contribution des déterminants autres que la richesse ? », *Revue économique de l'OCDE*, n° 36, 2003/1, OCDE, Paris.


#### Sites Internet

- OCDE, Sources et méthodes des Perspectives économiques, [www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).

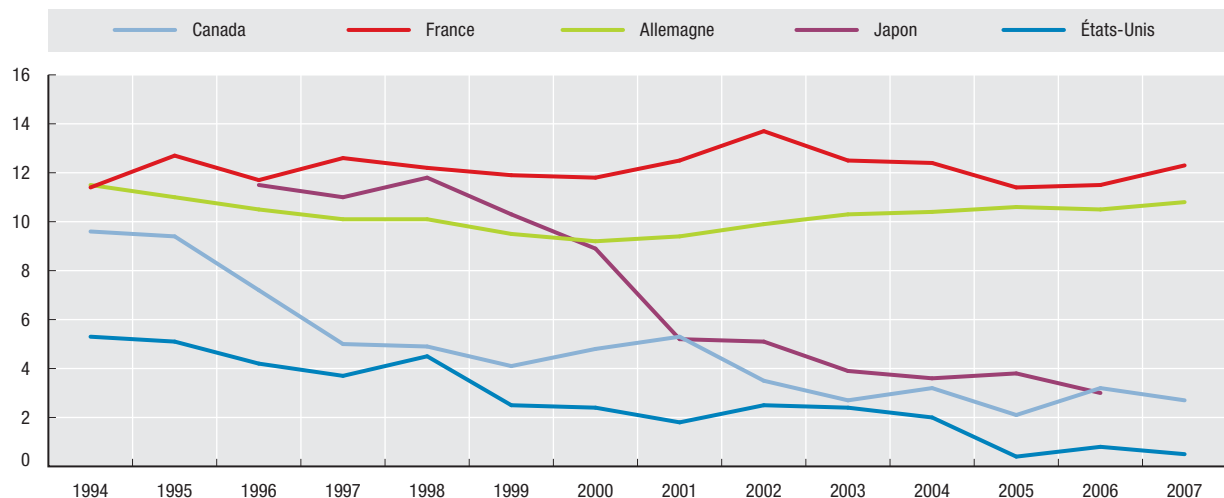

**Taux d'épargne net des ménages**

En pourcentage du revenu disponible des ménages

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	11.5	11.0	10.5	10.1	10.1	9.5	9.2	9.4	9.9	10.3	10.4	10.6	10.5	10.8
Australie	5.9	6.4	6.2	2.9	1.9	1.8	2.2	0.6	-2.7	-3.2	-2.1	-0.2	0.8	..
Autriche	..	10.9	8.6	7.3	8.2	8.8	8.4	7.5	7.6	8.7	8.9	9.3	9.7	..
Belgique	..	16.1	14.3	13.4	12.6	12.7	10.9	11.8	11.1	9.6	8.2	7.5	8.0	8.6
Canada	9.6	9.4	7.2	5.0	4.9	4.1	4.8	5.3	3.5	2.7	3.2	2.1	3.2	2.7
Corée	20.7	17.5	17.5	16.1	24.9	17.5	10.7	6.4	2.2	3.9	6.3	4.7	3.4	2.5
Danemark	-1.6	1.3	0.9	-1.6	0.0	-3.3	-1.9	3.7	4.1	4.1	0.7	-4.0	-3.1	..
Espagne	..	..	..	..	..	..	5.9	5.6	5.6	6.0	4.9	4.7	4.2	3.0
États-Unis	5.3	5.1	4.2	3.7	4.5	2.5	2.4	1.8	2.5	2.4	2.0	0.4	0.8	0.5
Finlande	1.1	3.9	0.4	2.0	0.5	2.0	-0.1	0.1	0.6	1.4	2.5	0.5	-2.0	..
France	11.4	12.7	11.7	12.6	12.2	11.9	11.8	12.5	13.7	12.5	12.4	11.4	11.5	12.3
Grèce	..	..	..	..	..	..	-6.0	-7.5	-8.0	-7.3	-7.2	-8.0	-7.3	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	8.9	8.7	6.6	4.4	7.0	6.9	7.3	..
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	5.4	5.4	8.3	5.6	3.8	2.7
Italie	18.2	17.1	17.9	15.2	11.4	10.3	8.5	10.5	11.3	10.3	10.4	10.0	8.7	..
Japon	..	..	11.5	11.0	11.8	10.3	8.9	5.2	5.1	3.9	3.6	3.8	3.0	..
Norvège	5.4	4.8	2.6	3.0	5.7	4.7	4.3	3.1	8.2	8.9	7.2	10.1	0.1	-1.2
Nouvelle-Zélande	-3.8	-3.6	-2.6	-4.6	-4.2	-5.3	-3.8	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	14.4	14.3	12.7	13.3	12.2	9.0	6.9	9.7	8.7	7.6	7.4	6.3	6.4	..
Pologne	..	14.6	11.7	11.7	12.1	10.6	8.4	9.9	6.0	5.2	4.7	4.7	4.1	..
Portugal	..	6.9	5.5	4.3	4.0	3.3	3.8	4.6	4.1	4.0	3.1	2.5	1.1	-0.6
République tchèque	..	10.0	6.1	6.0	4.1	3.4	3.3	2.2	3.0	2.4	0.5	3.2	4.5	4.3
République slovaque	..	5.2	8.9	9.4	7.7	6.3	6.1	3.9	3.6	1.4	0.7	1.4	0.7	2.7
Suède	..	9.5	7.3	4.9	4.0	3.6	4.8	9.3	9.1	9.0	7.7	6.8	7.8	9.3
Suisse	..	12.7	10.9	10.7	10.7	10.8	11.7	11.9	10.7	9.4	9.0	9.9	12.0	..
Zone euro	..	..	..	..	..	9.1	8.2	9.1	9.7	9.4	9.2	8.6	8.2	8.6
Total UE27	..	..	..	..	..	7.1	6.3	7.4	7.2	7.1	6.6	6.4	5.6	5.2
Brésil	..	..	..	..	..	..	7.8	8.2	8.8	8.6	..	7.0	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	12.8	13.2	11.8	12.0	12.6	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/540816472883>**Taux d'épargne net des ménages**

En pourcentage du revenu disponible des ménages

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534668455152>



## TAUX D'INVESTISSEMENT

La part du PIB total consacrée aux investissements en actifs fixes est un important indicateur de la croissance économique future, même si les différents types d'investissement ne contribuent pas tous de la même manière à cette future expansion. Les tableaux suivants indiquent la formation brute de capital fixe (FBCF) – c'est-à-dire l'investissement – totale en proportion du PIB, ainsi que deux de ses principales composantes – l'investissement en logements et l'investissement en machines et biens d'équipement.

### Définition

La formation brute de capital fixe (FBCF) est mesurée par la valeur des acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes, c'est-à-dire de produits qui devraient être utilisés pour la production pendant plusieurs années. Les acquisitions comprennent à la fois les achats d'actifs (neufs ou d'occasion) et la construction d'actifs par les producteurs pour leur propre usage. Les cessions comprennent les ventes d'actifs mis au rebut ainsi que les ventes d'actifs d'occasion encore utilisables à d'autres producteurs : la Nouvelle-Zélande, le Mexique et certains pays

### Tendances à long terme

Le taux d'investissement total s'établit aujourd'hui en moyenne à 21 % pour la zone OCDE dans son ensemble, mais on observe des taux d'investissement nettement supérieurs en Espagne, en Islande, en Corée et en Australie, et bien inférieurs à 20 % au Royaume-Uni, en Allemagne et en Suède. Pour l'ensemble de la zone OCDE, les taux d'investissement totaux sont restés  *grosso modo*  inchangés par rapport à la période 1994-1996. Des baisses particulièrement prononcées ont eu lieu en Corée, en République tchèque, au Japon et en Allemagne – encore qu'en Corée, en République tchèque et au Japon, les taux d'investissement restent nettement supérieurs à la moyenne de l'OCDE. Les taux d'investissement totaux sont aujourd'hui beaucoup plus élevés qu'au début des années 90 en Islande, en Irlande, en Espagne et en Grèce.

L'investissement en machines et biens d'équipement représente plus de 30 % de la FBCF dans la plupart des pays de l'OCDE, mais ce taux d'investissement tend à être plus élevé encore dans les pays ayant un secteur manufacturier important, tels que le Japon et la Suisse. Au cours de la période considérée, les taux d'investissement en machines et biens d'équipement ont baissé dans la plupart des pays, des contractions particulièrement marquées ayant eu lieu au Luxembourg, en Corée, en Irlande et aux Pays-Bas, du fait de l'accélération de la croissance des activités de services. Les deux principales exceptions à cette tendance baissière ont été la Grèce et l'Islande.

Les taux d'investissement en logements ont été particulièrement élevés au début comme à la fin de la période considérée en Norvège et au Portugal. L'Irlande, l'Espagne et la République slovaque ont enregistré des hausses substantielles au cours de cette période, mais plusieurs pays ont accusé de fortes baisses : le Luxembourg, l'Allemagne, le Japon et l'Autriche. À court terme, les taux d'investissement en logements sont sensibles au cycle économique, mais sur le long terme, ils reflètent le taux de croissance de la population (par accroissement naturel ou par immigration) et l'augmentation de la richesse, comme cela ressort clairement pour l'Irlande et la Norvège.

d'Europe centrale importent des quantités considérables d'actifs d'occasion.

Les *actifs fixes* sont les machines et équipements; les logements et autres bâtiments; les routes, ponts, aéroports et barrages; les vergers et plantations d'arbres; les aménagements apportés aux terrains, notamment les travaux de clôture, de nivellement et de drainage; les animaux de trait et les autres animaux élevés pour leur lait et leur laine; les logiciels et les bases de données; les œuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales; et les dépenses de prospection minière et pétrolière. Tous ces éléments ont en commun de contribuer à la production future. Cela n'est peut-être pas évident pour les logements, mais dans l'optique de la comptabilité nationale, les appartements et les maisons sont considérés comme produisant des services de logement qui sont consommés par les propriétaires ou les locataires au cours de la durée de vie du bâtiment.

Pour le calcul des pourcentages, la FBCF et le PIB sont évalués aux prix courants du marché.

### Comparabilité

Lors de la révision du Système de comptabilité nationale en 1993, le champ de la FBCF a été élargi de façon à inclure la prospection minière et pétrolière, les logiciels et les œuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales. La comparabilité des données correspondantes s'est améliorée ces dernières années, mais la couverture de ces différents éléments est plus limitée dans certains pays, notamment en ce qui concerne la production de logiciels pour compte propre.

Il convient de noter que pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les données se rapportent à l'exercice budgétaire.

### Source

- OCDE (2008), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Pour la Russie et l'Afrique du Sud : OCDE (2008), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- Pour la Chine : Bureau national des statistiques.
- Pour le Brésil : sources nationales et OCDE (2008), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Juin n° 83 – Volume 2008-1*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Ahmad, N. (2004), « Vers une harmonisation des estimations de l'investissement en logiciels », *Revue économique de l'OCDE*, n° 37, 2003/2, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Glossaires de l'OCDE, Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, OCDE, Paris.
- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/sna1993>.

#### Sites Internet


- OCDE, Sources et méthodes des Perspectives économiques, [www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).



## Formation brute de capital fixe

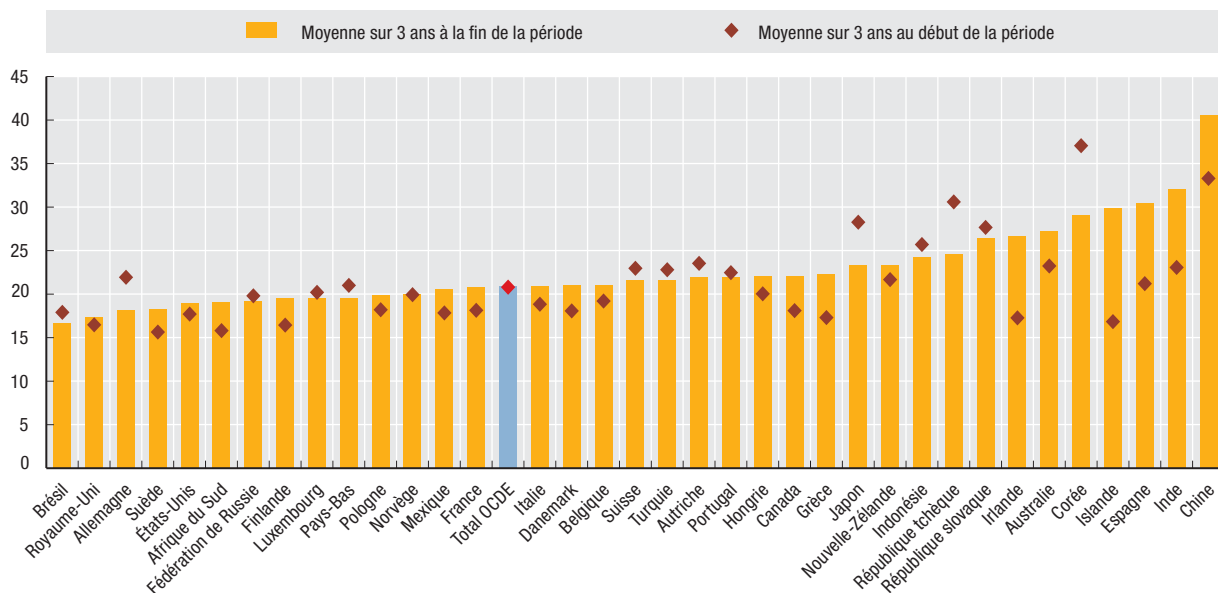

En pourcentage du PIB

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	22.6	21.9	21.3	21.0	21.1	21.3	21.5	20.0	18.3	17.9	17.5	17.4	18.2	18.7
Australie	23.9	22.9	22.9	24.0	24.2	24.8	22.0	22.9	24.8	25.4	25.8	27.0	26.9	27.7
Autriche	22.9	23.6	24.1	23.9	24.0	23.5	24.0	23.3	21.7	22.4	22.0	21.8	21.7	22.2
Belgique	18.9	19.3	19.4	20.0	20.2	20.6	20.8	20.4	19.2	18.8	19.6	20.4	21.0	21.7
Canada	18.8	17.6	17.9	19.8	19.9	19.8	19.2	19.6	19.5	19.6	20.3	21.3	22.3	22.6
Corée	36.4	37.3	37.5	35.6	30.3	29.7	31.1	29.5	29.1	29.9	29.5	29.3	29.0	28.8
Danemark	17.2	18.4	18.6	19.6	20.4	19.8	20.2	19.8	19.6	19.3	19.3	19.5	21.3	22.2
Espagne	20.7	21.5	21.4	21.8	23.0	24.6	25.8	26.0	26.3	27.2	28.0	29.4	30.7	31.0
États-Unis	17.2	17.7	18.2	18.6	19.1	19.6	19.9	19.2	17.9	17.9	18.5	19.2	19.3	18.4
Finlande	15.6	16.6	17.1	18.3	19.0	19.0	19.4	19.5	17.9	18.1	18.2	18.9	19.3	20.3
France	18.4	18.1	17.9	17.5	17.9	18.8	19.5	19.5	18.8	18.8	19.3	20.0	20.8	21.5
Grèce	17.1	17.0	17.8	18.1	19.4	20.8	21.6	21.6	22.5	23.7	22.6	21.6	22.5	22.5
Hongrie	19.6	19.6	20.9	21.7	23.1	23.3	23.0	23.0	23.0	22.0	22.5	23.5	21.6	21.0
Irlande	16.1	17.1	18.6	19.9	21.4	23.1	23.1	22.3	21.6	22.3	24.2	26.6	26.8	26.3
Islande	15.9	15.7	18.9	19.7	24.0	21.8	22.9	21.5	18.2	19.9	23.5	28.4	33.7	27.5
Italie	18.5	19.1	18.9	18.9	19.3	19.6	20.3	20.3	20.9	20.4	20.5	20.7	21.0	21.1
Japon	28.5	28.0	28.3	27.7	25.9	25.5	25.2	24.7	23.3	22.8	22.7	23.3	23.5	23.2
Luxembourg	20.6	19.9	20.1	21.7	21.8	23.5	20.8	22.6	22.6	22.2	21.1	20.4	18.5	19.6
Mexique	19.4	16.2	17.9	19.5	20.9	21.2	21.4	20.0	19.3	18.9	19.7	20.1	20.8	20.8
Norvège	19.8	19.8	20.2	22.0	25.0	21.9	18.4	18.1	17.9	17.3	18.0	18.8	19.6	21.3
Nouvelle-Zélande	20.9	22.1	22.0	21.1	20.1	20.9	20.4	20.8	21.4	22.6	23.4	24.1	23.0	22.9
Pays-Bas	20.6	20.8	21.6	21.9	22.2	22.9	21.9	21.1	20.0	19.5	18.8	18.9	19.7	20.0
Pologne	17.1	17.7	19.8	22.4	24.1	24.4	23.7	20.7	18.7	18.2	18.1	18.2	19.7	21.7
Portugal	21.9	22.5	23.0	25.2	26.5	26.8	27.1	26.5	25.0	22.9	22.6	22.2	21.7	21.8
République tchèque	28.2	31.5	32.1	29.9	28.2	27.0	28.0	28.0	27.5	26.7	25.8	24.9	24.6	24.3
République slovaque	26.4	24.8	31.8	33.9	35.7	29.5	25.8	28.6	27.4	24.8	24.0	26.5	26.5	26.1
Royaume-Uni	16.1	16.6	16.7	16.7	17.7	17.4	17.1	16.8	16.8	16.4	16.7	16.9	17.2	17.8
Suède	15.3	15.7	15.9	15.5	16.3	17.0	17.6	17.5	16.8	16.3	16.4	17.4	18.2	19.0
Suisse	23.5	23.3	22.1	21.6	22.2	22.2	22.7	21.9	21.3	20.5	20.8	21.2	21.4	22.0
Turquie	22.9	22.2	23.3	24.6	22.9	18.9	20.4	15.9	16.7	17.0	20.3	21.0	22.3	21.5
Total UE27	..	19.7	19.6	19.5	20.0	20.4	20.6	20.2	19.6	19.4	19.6	20.0	20.7	21.3
Total OCDE	..	20.5	20.9	21.0	21.0	21.2	21.3	20.7	19.9	19.8	20.1	20.7	21.0	20.9
Afrique du Sud	15.2	15.9	16.3	16.5	17.1	15.5	15.1	15.1	15.0	15.9	16.2	17.1	18.8	21.1
B Brésil	18.5	18.3	16.9	17.4	17.0	15.7	16.8	17.0	16.4	15.3	16.1	15.9	16.4	17.5
Chine	34.5	33.0	32.4	31.8	33.0	33.5	34.3	34.6	36.3	39.2	40.6	41.0	40.7	40.0
Fédération de Russie	..	21.1	20.0	18.3	16.1	14.4	16.9	18.9	17.9	18.4	18.4	17.7	18.5	21.1
Inde	..	..	..	23.3	22.7	23.2	22.9	23.3	23.7	24.4	27.5	30.4	32.0	33.8
Indonésie	24.8	25.6	26.7	25.5	22.9	18.1	19.9	19.7	19.4	19.5	22.4	23.6	24.1	24.9

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/540822520564>

## Formation brute de capital fixe


En pourcentage du PIB

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534683635260>

## Formation brute de capital fixe : machines et biens d'équipement

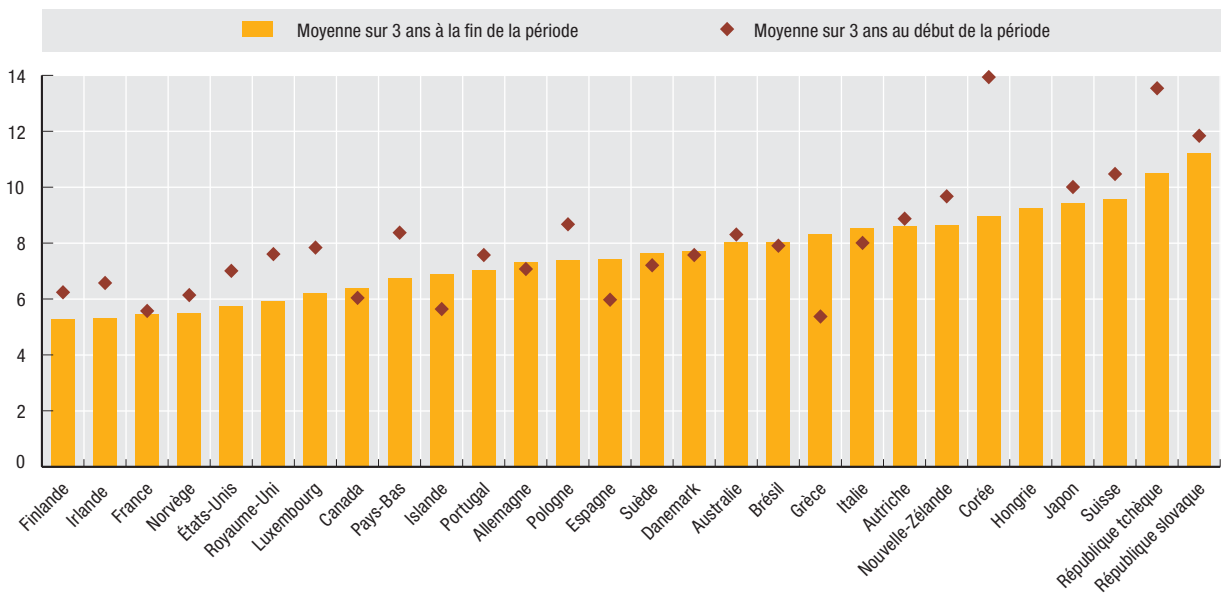

En pourcentage du PIB

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	7.2	7.0	7.0	7.2	7.6	7.9	8.6	7.9	7.1	6.9	7.0	7.2	7.7	..
Australie	8.5	8.3	8.1	8.4	8.1	8.3	7.9	7.7	8.1	7.9	8.0	8.2	..	..
Autriche	8.2	8.9	9.5	9.3	9.4	9.1	9.7	9.4	8.6	9.0	8.5	8.8	8.4	8.6
Canada	5.9	6.1	6.1	7.2	7.6	7.7	7.4	7.0	6.6	6.3	6.2	6.4	6.4	6.3
Corée	13.6	14.1	14.1	12.2	8.4	10.3	12.8	11.0	10.4	9.6	9.2	9.0	9.0	8.9
Danemark	7.4	8.0	7.3	7.8	8.3	7.8	8.1	8.0	7.6	7.1	7.0	7.6	8.5	..
Espagne	5.6	6.0	6.3	6.8	7.5	7.9	8.1	7.6	7.0	6.9	6.9	7.1	7.4	7.8
États-Unis	6.7	7.1	7.2	7.2	7.3	7.4	7.4	6.6	5.8	5.6	5.6	5.8	5.8	..
Finlande	5.7	6.3	6.7	7.1	6.9	6.3	6.1	6.3	5.5	5.5	5.4	5.2	5.2	5.4
France	5.5	5.6	5.6	5.4	5.7	6.1	6.3	6.2	5.6	5.5	5.4	5.4	5.6	..
Grèce	..	4.9	5.7	5.5	6.2	7.1	7.6	7.2	8.7	8.1	8.3	7.8	8.4	8.7
Hongrie	..	..	..	..	..	..	10.7	10.0	9.2	9.2	9.4	9.1	..	..
Irlande	6.2	6.8	6.7	6.7	7.4	7.9	7.5	6.2	5.6	5.0	5.0	5.6	5.0	5.3
Islande	4.6	5.0	7.3	7.1	8.8	6.9	8.4	6.9	4.8	4.6	5.9	10.1	..	..
Italie	7.6	8.2	8.2	8.4	8.9	9.1	9.5	9.3	9.3	8.6	8.6	8.5	8.5	..
Japon	9.3	10.0	10.7	10.7	10.0	10.0	10.0	9.9	8.9	8.9	9.0	9.6	9.7	..
Luxembourg	8.1	7.9	7.5	9.3	8.6	10.5	8.0	8.9	7.5	6.1	6.7	6.4	5.7	6.5
Norvège	6.1	6.0	6.3	6.9	8.0	7.3	6.4	5.9	5.7	5.2	5.5	5.5	5.8	5.2
Nouvelle-Zélande	9.8	9.8	9.4	8.4	8.2	8.2	8.7	9.3	8.8	8.9	8.8	8.9	8.2	..
Pays-Bas	8.1	8.3	8.7	8.9	8.8	9.0	8.2	7.6	6.9	6.9	6.5	6.4	6.8	7.0
Pologne	..	7.6	8.7	9.7	10.4	10.2	9.7	8.2	7.3	7.0	7.1	7.2	7.8	..
Portugal	7.6	7.4	7.7	8.6	9.3	9.4	9.5	8.9	7.8	7.1	7.1	6.9	7.1	..
République tchèque	..	13.2	14.3	13.1	12.4	12.7	13.8	13.9	13.5	12.1	11.7	10.8	10.7	10.0
République slovaque	11.5	10.8	13.2	15.0	15.9	12.7	10.8	13.2	13.1	12.0	11.2	12.7	10.8	10.1
Royaume-Uni	7.2	7.6	8.0	7.7	8.5	8.1	7.9	7.4	6.8	6.1	6.2	6.0	5.8	6.0
Suède	6.6	7.4	7.6	7.6	7.9	8.5	8.6	8.0	7.4	7.2	6.9	7.4	7.6	7.9
Suisse	10.2	10.6	10.6	10.6	11.1	11.3	11.6	10.9	10.1	9.5	9.5	9.7	..	..
Brsil	..	8.8	7.4	7.5	6.9	6.1	7.2	7.8	7.3	7.2	7.7	7.9	8.5	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/540883101308>

## Formation brute de capital fixe : machines et biens d'équipement


En pourcentage du PIB

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534726213474>

## Formation brute de capital fixe : logement

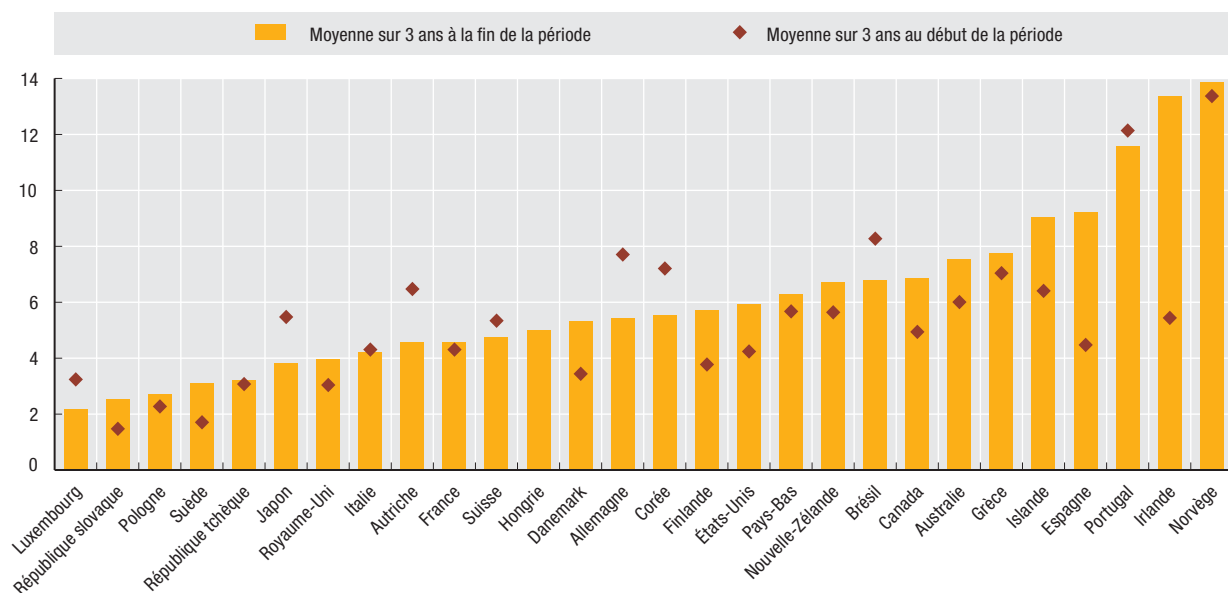

En pourcentage du PIB

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	7.8	7.7	7.6	7.4	7.2	7.2	6.8	6.3	5.8	5.7	5.5	5.2	5.5	5.6
Australie	6.8	5.7	5.5	6.1	6.3	7.1	5.9	6.7	7.6	8.0	7.6	7.0	..	..
Autriche	6.1	6.6	6.7	6.5	6.2	5.8	5.4	5.0	4.7	4.5	4.4	4.4	4.6	4.7
Canada	5.5	4.5	4.8	5.0	4.7	4.6	4.5	5.0	5.7	6.0	6.5	6.6	6.8	7.1
Corée	7.3	7.3	7.0	6.5	6.0	5.1	4.3	4.7	5.0	5.5	5.7	5.8	5.5	5.3
Danemark	3.2	3.5	3.6	3.9	3.9	4.0	4.2	3.9	3.8	4.3	4.7	5.3	5.9	..
Espagne	4.2	4.4	4.8	4.7	5.0	5.5	6.1	6.5	7.1	7.8	8.4	8.9	9.4	9.3
États-Unis	4.3	4.1	4.3	4.2	4.5	4.6	4.6	4.7	4.9	5.3	5.8	6.2	5.8	..
Finlande	3.9	3.7	3.7	4.4	4.7	5.2	5.3	4.7	4.5	4.9	5.2	5.6	5.8	5.7
France	4.4	4.3	4.2	4.1	4.1	4.2	4.1	4.1	4.1	4.2	4.3	4.6	4.8	..
Grèce	7.2	7.1	6.8	7.0	7.4	7.5	6.8	6.8	7.4	7.7	7.3	6.9	8.6	7.7
Hongrie	..	..	..	..	..	..	3.5	4.4	4.8	5.0	5.4	4.6	..	..
Irlande	5.0	5.3	6.0	6.7	7.2	8.0	8.3	8.6	8.8	10.6	12.2	13.6	14.0	12.5
Islande	6.4	6.1	6.7	6.9	7.0	7.4	7.7	7.3	7.7	8.3	9.1	9.7	..	..
Italie	4.5	4.3	4.1	3.9	3.7	3.7	3.8	3.8	3.8	3.9	4.0	4.2	4.4	..
Japon	5.5	5.2	5.7	5.0	4.3	4.3	4.3	4.0	3.9	3.8	3.8	3.8	3.8	..
Luxembourg	3.5	3.3	2.9	2.9	3.0	2.6	2.4	2.8	2.3	2.6	2.5	2.3	2.1	2.1
Norvège	13.2	13.4	13.5	14.3	16.4	14.3	11.7	11.9	11.9	11.9	12.3	12.9	13.4	15.3
Nouvelle-Zélande	5.5	5.6	5.8	5.9	5.0	5.7	4.8	4.6	5.7	6.6	6.9	6.7	6.5	..
Pays-Bas	5.7	5.6	5.7	5.8	5.8	5.9	5.9	6.1	5.8	5.7	5.9	6.1	6.3	6.4
Pologne	..	2.2	2.2	2.4	2.6	2.8	3.0	2.8	2.8	2.7	2.6	2.7	2.8	..
Portugal	11.7	12.3	12.4	13.6	13.8	13.6	13.8	14.0	13.4	12.2	12.0	11.6	11.1	..
République tchèque	..	2.7	3.2	3.3	3.4	3.3	3.4	3.1	3.1	3.0	3.1	3.0	3.0	3.6
République slovaque	..	1.2	1.4	1.8	3.0	3.9	4.5	3.5	3.3	3.0	2.8	2.9	2.3	2.4
Royaume-Uni	3.1	3.1	2.9	2.9	2.9	2.8	2.8	2.9	3.2	3.4	3.7	3.8	4.0	4.1
Suède	2.0	1.5	1.6	1.4	1.4	1.5	1.7	1.9	2.1	2.1	2.5	2.8	3.2	3.3
Suisse	5.6	5.6	4.8	4.4	4.4	4.2	4.1	4.0	3.9	4.4	4.8	5.0	..	..
Brazil	..	8.0	8.2	8.6	8.8	8.3	8.3	7.9	7.7	6.8	7.0	6.7	6.6	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/540887483715>

## Formation brute de capital fixe : logement

En pourcentage du PIB

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534763032318>

## INFLATION

Il existe plusieurs façons de mesurer l'inflation. La plus courante se fonde sur un indice des prix à la consommation (IPC) qui mesure les variations des prix d'un panier de biens et de services achetés par un échantillon représentatif de ménages. L'IPC est donc un indicateur étroit de l'inflation, qui ne mesure pas les variations des prix des autres biens et services, tels que ceux utilisés pour la consommation intermédiaire, ou des prix des biens de capital. L'indice implicite des prix du produit intérieur brut (PIB) constitue un indicateur beaucoup plus large de l'inflation, et c'est celui qui est utilisé ici.

### Définition

L'indice implicite des prix du PIB n'est pas un indicateur explicite. Il est obtenu en divisant un indice du PIB mesuré à prix courants par un indice-chaîne de volume du PIB (voir la rubrique « Évolution du PIB »), tous deux calculés généralement selon l'optique des dépenses (voir la rubrique « Taille du PIB »). Il correspond donc à une moyenne pondérée des indices de prix des éléments suivants :

- les biens et services consommés par les ménages;
- les dépenses des administrations publiques au titre des biens, services et salaires;
- les immobilisations;
- les variations des stocks;
- les exportations de biens et services;
- les importations de biens et services (assorties d'un signe moins).

Alors que l'IPC mesure les variations de prix des biens et services consommés par les ménages, l'indice implicite des prix du PIB mesure les variations de prix des biens et services produits par un pays donné, exportations comprises, et intègre également une composante

correspondant aux variations de prix des importations. En conséquence, le traitement des exportations et des importations mérite une attention particulière. L'indice implicite des prix du PIB augmente, dénotant une inflation plus forte, si les prix des exportations s'élèvent; or, bien qu'une inflation plus forte soit généralement considérée comme nocive, elle peut en fait être bénéfique pour un pays si les prix de ses exportations augmentent, puisque ce sont les non-résidents qui acquittent des prix plus élevés. Une telle évolution peut toutefois aller de pair avec une diminution de la valeur de la monnaie nationale. Inversement, une hausse des prix des importations entraîne une baisse de l'indice implicite des prix du PIB, alors que, suivant le même raisonnement, une telle évolution n'est pas nécessairement une bonne chose pour les résidents du pays considéré.

### Comparabilité

La comparabilité des taux d'inflation présentés ici dépend des méthodes utilisées pour déterminer en volume les composantes du PIB calculé selon l'optique des dépenses. La plupart des pays emploient des méthodes similaires pour les biens de consommation ainsi que pour les importations et les exportations, mais il existe des différences notables concernant les méthodes d'estimation de la consommation des administrations publiques en volume.

Certains pays calculent leurs estimations de la consommation publique en volume en corrigeant leurs estimations à prix courants au moyen d'indices des prix de consommations intermédiaires représentatives, tandis que d'autres combinent sous forme de moyenne pondérée des indicateurs de la production de services des hôpitaux, des établissements d'enseignement, etc.

Il convient de noter que pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les données se rapportent à l'exercice budgétaire.

### Tendances à long terme

Pendant la période 1994-2007, l'inflation dans la zone OCDE est tombée à un niveau record de 1,4 % en 1999. Elle a ensuite augmenté progressivement pour s'établir à 2,4 % en 2007.

Le taux d'inflation annuel moyen pendant les trois dernières années a été inférieur à 5 % dans tous les pays de l'OCDE, sauf en Islande, en Norvège, au Mexique et en Turquie. L'instabilité de l'indice implicite des prix du PIB de la Norvège est essentiellement due aux variations des prix à l'exportation du pétrole, sachant que ceux-ci ont très fortement augmenté au cours des dernières années mentionnées ici. La hausse marquée de l'indice implicite des prix du PIB au Mexique et en Turquie reflète l'inflation générale locale. Ces deux pays ont cependant réduit de façon spectaculaire leur taux d'inflation au cours de la période 1994-2007. À l'autre extrême, l'Allemagne, la Corée et le Japon ont enregistré des taux d'inflation annuels moyens inférieurs à 1 % sur les trois dernières années.

Plusieurs pays (le Canada, la République tchèque, la Finlande, l'Allemagne, le Luxembourg, la Norvège et la Suisse) se sont trouvés en situation de déflation pendant un an ou plus au cours de la période 1994-2007, mais le Japon est le seul pays où cette situation a duré plusieurs années.

### Source

- OCDE (2008), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE* : Juin n° 83 – Volume 2008-1, OCDE, Paris.

#### Sites Internet

- *Inflation Measures: Too High – Too Low – Internationally Comparable?* Documents pour la réunion du 21-22 juin 2005 à l'OCDE, [www.oecd.org/std/price-indices](http://www.oecd.org/std/price-indices).
- OCDE, Parités de pouvoir d'achat, [www.oecd.org/std/ppp](http://www.oecd.org/std/ppp).

Déflateur du PIB

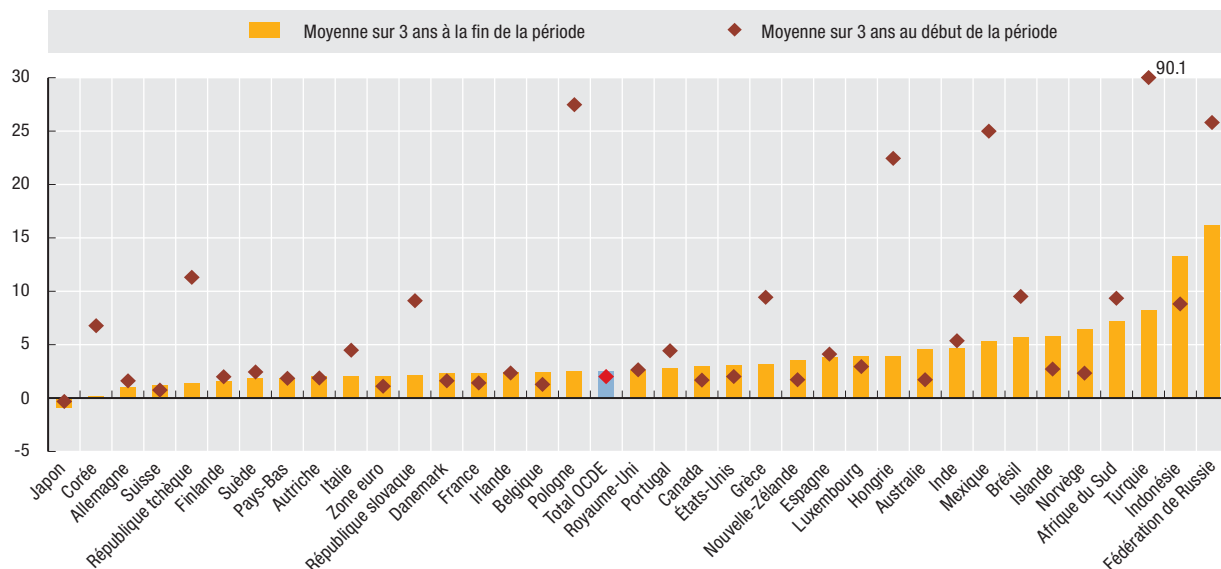
Croissance annuelle en pourcentage


	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	2.4	1.9	0.5	0.3	0.6	0.4	-0.7	1.2	1.4	1.2	1.0	0.7	0.5	1.9
Australie	1.4	2.3	1.4	1.2	0.1	2.1	4.9	2.8	3.0	3.5	3.8	4.6	4.6	4.4
Autriche	2.7	2.0	0.9	-0.3	0.4	0.4	1.1	1.9	1.3	1.2	1.7	2.1	1.8	2.1
Belgique	2.1	1.2	0.5	1.1	2.1	0.4	1.8	2.0	1.9	1.6	2.4	2.4	2.3	2.4
Canada	1.1	2.3	1.6	1.2	-0.4	1.7	4.1	1.1	1.1	3.3	3.2	3.4	2.5	3.1
Corée	7.8	7.4	5.1	4.6	5.8	-0.1	0.7	3.5	2.8	2.7	2.7	-0.2	-0.5	1.2
Danemark	1.5	1.3	2.0	2.0	1.2	1.7	3.0	2.5	2.3	1.6	2.3	2.9	2.0	2.0
Espagne	3.9	4.9	3.5	2.4	2.5	2.6	3.5	4.2	4.3	4.1	4.0	4.3	4.0	3.2
États-Unis	2.1	2.0	1.9	1.7	1.1	1.4	2.2	2.4	1.8	2.1	2.9	3.3	3.2	2.7
Finlande	1.4	4.8	-0.2	2.2	3.4	0.9	2.6	3.0	1.3	-0.4	0.6	0.4	1.3	2.9
France	1.3	1.3	1.6	1.0	0.9	0.0	1.4	2.0	2.4	1.9	1.6	2.0	2.5	2.5
Grèce	11.2	9.8	7.3	6.8	5.2	3.0	3.4	3.1	3.4	3.7	3.3	3.4	3.2	2.9
Hongrie	19.5	26.7	21.2	18.5	12.6	8.4	9.9	8.5	7.8	5.8	4.4	2.2	3.9	5.7
Irlande	1.7	3.0	2.3	3.8	6.6	4.0	6.1	5.5	4.6	2.5	2.0	2.3	3.4	1.4
Islande	2.6	3.0	2.5	2.9	5.1	3.3	3.6	8.6	5.6	0.6	2.5	2.8	9.0	5.5
Italie	3.6	5.0	4.8	2.6	2.6	1.8	1.9	3.0	3.3	3.1	2.6	2.1	1.7	2.3
Japon	0.1	-0.5	-0.6	0.6	0.0	-1.3	-1.7	-1.2	-1.5	-1.6	-1.1	-1.2	-0.9	-0.7
Luxembourg	3.5	2.3	3.0	-1.9	-0.4	5.3	2.0	0.1	2.1	6.0	1.9	4.5	5.4	1.7
Mexique	8.3	37.9	30.7	17.7	15.4	15.1	12.1	5.8	7.0	8.5	8.9	4.2	6.9	4.7
Norvège	-0.2	3.0	4.2	2.8	-0.8	6.6	15.7	1.7	-1.8	3.0	5.3	8.7	8.5	2.2
Nouvelle-Zélande	1.8	2.0	1.3	2.0	1.3	0.7	3.2	3.6	0.0	3.1	2.6	2.4	3.8	4.3
Pays-Bas	2.1	2.1	1.3	2.6	1.9	1.8	4.1	5.1	3.8	2.2	0.7	2.4	1.7	1.5
Pologne	37.2	28.0	17.9	13.9	11.1	6.0	7.3	3.5	2.2	0.4	4.1	2.6	1.5	3.3
Portugal	7.3	3.4	2.6	3.8	3.8	3.3	3.0	3.7	3.9	3.2	2.4	2.5	2.8	3.0
République tchèque	13.4	10.2	10.3	8.4	11.1	2.8	1.5	4.9	2.8	0.9	4.5	-0.3	0.9	3.6
République slovaque	13.4	9.9	4.2	6.2	5.1	7.4	9.4	5.0	3.9	5.3	5.9	2.4	2.9	1.1
Royaume-Uni	1.6	2.7	3.6	2.8	2.2	2.1	1.2	2.1	3.1	3.1	2.5	2.2	2.6	2.9
Suède	2.7	3.7	0.9	1.5	0.6	0.9	1.5	2.3	1.6	1.9	0.2	0.9	1.7	2.9
Suisse	1.3	0.7	0.2	-0.1	0.3	0.6	1.1	0.8	0.5	1.0	0.6	0.1	1.7	1.8
Turquie	106.5	87.2	77.8	81.5	75.7	54.2	49.2	52.9	37.4	23.3	12.4	7.1	9.3	8.1
Zone euro	..	..	2.6	-0.3	1.0	1.6	1.3	2.4	2.5	2.2	1.9	2.0	1.9	2.3
Total UE27	..	..	3.3	2.8	1.7	2.1	3.2	2.1	2.5	0.3	2.4	2.3	2.3	2.8
Total OCDE	1.9	2.1	2.0	1.9	1.5	1.4	1.9	2.3	2.2	2.3	2.6	2.4	2.6	2.4
Afrique du Sud	9.6	10.3	8.1	8.1	7.7	7.1	8.8	7.7	10.5	4.6	5.5	5.4	7.3	9.0
Brésil	..	..	17.1	7.6	4.2	8.5	6.2	9.0	10.6	13.7	8.0	7.2	6.1	3.7
Fédération de Russie	..	..	45.8	15.1	18.6	72.5	37.7	16.5	15.7	14.0	20.1	19.2	15.8	13.5
Inde	..	..	..	..	8.1	4.3	3.7	3.5	3.1	3.8	5.3	4.4	4.9	4.7
Indonésie	7.8	9.9	8.7	12.6	75.3	14.2	8.6	14.3	5.9	5.5	8.6	14.3	14.1	11.5

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541031887452>

Déflateur du PIB

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534768568365>

## PRODUCTION D'ACIER

L'acier est un produit de base essentiel dans les sociétés industrielles. L'OCDE suit régulièrement l'évolution des capacités, de la production, de la consommation, des échanges et de l'emploi dans le secteur sidérurgique, tant dans ses pays membres que dans tous les autres grands pays et régions producteurs d'acier.

Le tableau ci-après ne tient pas compte des pays ayant une faible production d'acier (c'est-à-dire inférieure à 2 millions de tonnes par an).

### Définition

La production d'acier est mesurée en tonnes d'acier brut. La production totale d'acier brut est définie comme la production de lingots utilisables, de produits semi-finis coulés en continu et d'acier liquide pour moulage.

### Tendances à long terme

Depuis 1994, la production mondiale d'acier a progressé à un rythme moyen de 4.9 % par an. En 2007, le volume de la production mondiale atteignait 1 344 millions de tonnes, alors qu'il s'établissait à 726 millions de tonnes en 1994. La croissance de la production a été particulièrement rapide vers la fin de la période considérée, du fait de la forte expansion de la Chine et d'autres économies émergentes. Le taux moyen de croissance annuelle de la production dans les pays de l'OCDE n'a été que de 1.6 % entre 1994 et 2007. Les évolutions observées dans la zone OCDE ont été variables, puisque la production a baissé en Australie, en Belgique, en République tchèque, au Luxembourg, en Pologne et au Royaume-Uni, tandis qu'elle fortement augmenté en Corée, au Mexique, en Turquie, en Espagne et, à partir d'un niveau peu élevé, en Autriche et en Finlande.

Parmi les économies non membres de l'OCDE, la production d'acier a augmenté en moyenne de 13.7 % par an en Chine, de 8 % en Inde et de 2 % au Brésil. En Fédération de Russie, la croissance moyenne a été de 3 % par an, du fait du redressement vigoureux de la production vers la fin de la période considérée.

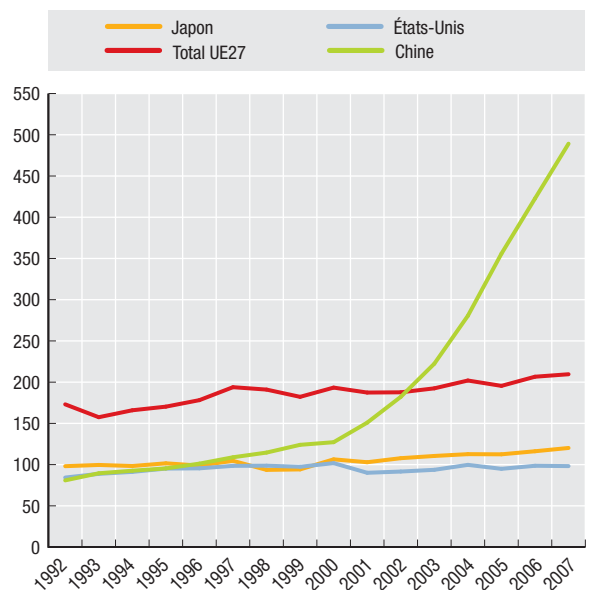
La Chine est devenue le premier producteur mondial d'acier en 1996, lorsque sa production est passée légèrement au-dessus de 100 millions de tonnes. À la fin de la période considérée, la production chinoise atteignait près de 490 millions de tonnes, soit un niveau plus de quatre fois supérieur à celui du deuxième pays producteur mondial, le Japon. Les autres principaux producteurs étaient les États-Unis, la Fédération de Russie, l'Inde et la Corée.

### Comparabilité

Les données sur la production d'acier brut sont élaborées par l'Association mondiale de l'acier et sont compatibles entre pays. Ces données reposent sur les chiffres fournis par les entreprises et les associations sidérurgiques de 66 pays, qui représentent environ 98 % de la production mondiale totale d'acier brut. Les données relatives aux pays qui ne publient pas de statistiques sur leur production sont estimées à partir de sources indépendantes.

### Production d'acier dans certains pays

Millions de tonnes



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/534868507518>

### Source

- Association mondiale de l'acier et OCDE.

### Pour en savoir plus

#### Publications statistiques


- OCDE (2008), *Les capacités de production d'acier dans les économies non membres de l'OCDE 2008*, OCDE, Paris.
- *The Iron and Steel Industry, 2008 online edition*, OECD, Paris.



## Production d'acier

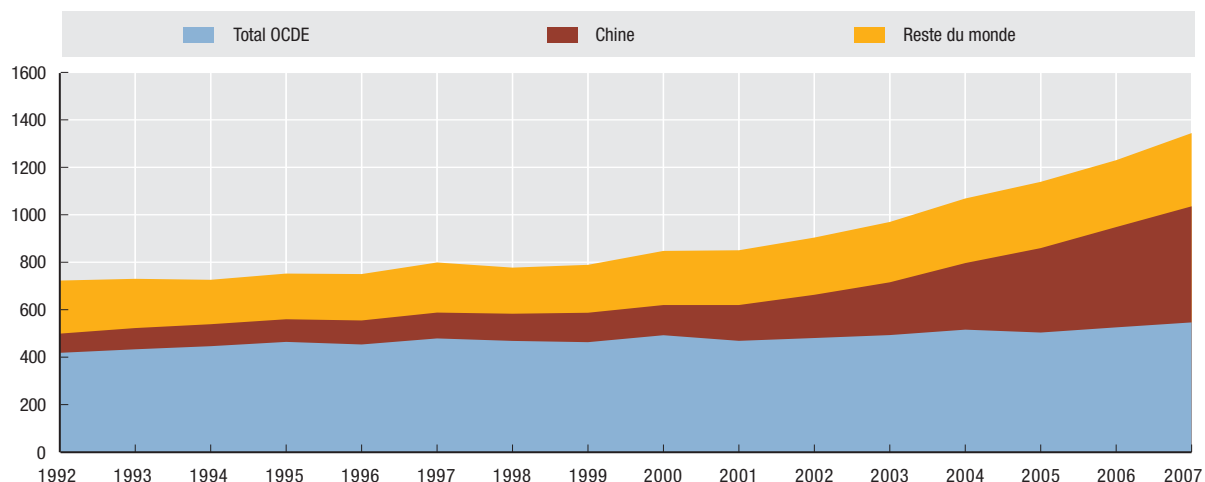
Millions de tonnes

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	40.8	42.0	39.8	45.0	44.0	42.1	46.4	44.8	45.0	44.8	46.4	44.5	47.2	48.6
Australie	8.4	8.5	8.4	8.8	8.9	8.2	7.1	7.0	7.5	7.5	7.4	7.8	7.9	7.9
Autriche	4.4	5.0	4.4	5.2	5.3	5.2	5.7	5.9	6.2	6.3	6.5	7.0	7.1	7.6
Belgique	11.3	11.6	10.8	10.7	11.4	10.9	11.6	10.7	11.3	11.1	11.7	10.4	11.6	10.7
Canada	13.9	14.4	14.7	15.6	15.9	16.2	16.6	15.3	16.0	15.9	16.3	15.3	15.5	15.6
Corée	33.8	36.8	38.9	42.6	39.9	41.0	43.1	43.9	45.4	46.3	47.5	47.8	48.5	51.5
Espagne	13.4	13.8	12.2	13.7	14.8	14.9	15.9	16.5	16.4	16.3	17.6	17.8	18.4	19.0
États-Unis	91.2	95.2	95.5	98.5	98.7	97.4	101.8	90.1	91.6	93.7	99.7	94.9	98.6	98.2
Finlande	3.4	3.2	3.3	3.7	4.0	4.0	4.1	3.9	4.0	4.8	4.8	4.7	5.1	4.4
France	18.0	18.1	17.6	19.8	20.1	20.2	21.0	19.3	20.3	19.8	20.8	19.5	19.6	19.2
Italie	26.2	27.8	23.9	25.8	25.7	24.9	26.8	26.5	26.1	27.1	28.6	29.4	31.6	31.5
Japon	98.3	101.6	98.8	104.6	93.6	94.2	106.4	102.9	107.8	110.5	112.7	112.5	116.2	120.2
Luxembourg	3.1	2.6	2.5	2.6	2.5	2.6	2.6	2.7	2.7	2.7	2.7	2.2	2.8	2.9
Mexique	10.3	12.2	13.2	14.2	14.2	15.3	15.6	13.3	14.0	15.2	16.7	16.2	16.3	17.6
Pays-Bas	6.2	6.4	6.3	6.6	6.4	6.1	5.7	6.0	6.1	6.6	6.8	6.9	6.4	7.4
Pologne	11.1	11.9	10.4	11.6	9.9	8.8	10.5	8.8	8.4	9.1	10.6	8.4	10.0	10.6
République tchèque	7.1	7.2	6.5	6.8	6.5	5.6	6.2	6.3	6.5	6.8	7.0	6.2	6.9	7.0
République slovaque	4.0	4.0	3.6	3.8	3.4	3.6	3.7	4.0	4.3	4.6	4.5	4.5	5.1	5.1
Royaume-Uni	17.3	17.6	18.0	18.5	17.3	16.3	15.2	13.5	11.7	13.3	13.8	13.2	13.9	14.3
Suède	5.0	5.0	4.9	5.0	5.2	5.1	5.2	5.5	5.8	5.7	6.0	5.7	5.5	5.7
Turquie	12.6	13.2	13.6	14.5	14.1	14.3	14.3	15.0	16.5	18.3	20.5	21.0	23.3	25.8
Total UE27	165.9	170.3	178.2	193.9	191.0	182.2	193.4	187.4	187.7	192.5	202.0	195.5	206.6	209.6
Total OCDE	446.2	464.3	453.4	478.9	468.4	463.1	492.4	468.7	480.6	493.0	515.9	503.7	525.5	546.4
Brésil	25.7	25.1	25.2	26.2	25.8	25.0	27.9	26.7	29.6	31.1	32.9	31.6	30.9	33.8
Chine	92.6	95.4	101.2	108.9	114.6	124.0	127.2	150.9	182.2	222.4	280.5	355.8	422.7	489.2
Fédération de Russie	48.8	51.6	49.3	48.5	43.8	51.5	59.1	59.0	59.8	61.5	65.6	66.1	70.8	72.4
Inde	19.3	22.0	23.8	24.4	23.5	24.3	26.9	27.3	28.8	31.8	32.6	38.1	49.5	53.1
Monde	726.0	752.2	750.1	798.9	777.3	789.0	847.7	850.4	903.9	969.7	1 068.6	1 138.8	1 230.0	1 344.3

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541037428045>

## Production mondiale d'acier

Millions de tonnes

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/534773352285>

## NIVEAUX DE REVENU ET DE PRODUCTIVITÉ

De même que les taux de croissance, il est essentiel d'analyser les niveaux de PIB par habitant et de PIB par heure travaillée pour évaluer la convergence ou la divergence des performances économiques des différents pays.

### Définition

Les différences de niveaux de revenu peuvent se décomposer en différences de niveau de productivité du travail, mesuré par le PIB par heure travaillée, et différences de niveau d'utilisation de la main-d'œuvre, mesuré par le nombre d'heures travaillées par personne. Dans les pays où le niveau du PIB par habitant est bas, les écarts de niveaux de productivité de la main-d'œuvre sont généralement le principal déterminant des différences de revenu. Les estimations présentées ici sont fondées sur les statistiques officielles de PIB de l'OCDE, converties en une monnaie commune sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA) de l'OCDE de 2007.

### Comparabilité

Pour qu'il soit possible de comparer les niveaux de revenu et de productivité d'un pays à l'autre, plusieurs conditions strictes doivent être satisfaites. Premièrement, une telle comparaison nécessite des données comparables sur la production, or tous les pays de l'OCDE appliquent le Système de comptabilité nationale de 1993. Toutefois, d'autres différences, telles que la mesure de l'investissement en logiciels, peuvent aussi affecter la

comparabilité des statistiques de PIB entre pays, encore que ces différences soient généralement assez minimes. Deuxièmement, dans un certain nombre de pays, les données sur l'emploi sont tirées d'enquêtes sur la population active, qui ne sont pas toujours entièrement cohérentes avec les comptes nationaux, ce qui réduit la comparabilité des niveaux d'utilisation de la main-d'œuvre entre pays. La mesure des apports de travail repose aussi sur le nombre d'heures travaillées, qui est tiré soit d'enquêtes sur la population active, soit d'enquêtes réalisées auprès des entreprises. Plusieurs pays de l'OCDE estiment le nombre d'heures travaillées à partir de ces deux types de sources, ou intègrent ces sources dans un système de comptabilité du travail comparable aux comptes nationaux. La base de données de l'OCDE sur la productivité repose sur des estimations cohérentes de l'emploi et du nombre d'heures travaillées. Néanmoins, la comparabilité internationale des nombres d'heures travaillées reste quelque peu limitée, d'où une marge d'incertitude dans les estimations des niveaux de productivité. Le troisième problème concerne la conversion de la valeur de la production exprimée dans la monnaie nationale en une unité commune. On ne peut utiliser directement les taux de change du marché, compte tenu de leur volatilité et du fait qu'ils sont déterminés par des facteurs tels que les mouvements de capitaux et les courants d'échanges. La solution privilégiée consiste à utiliser les parités de pouvoir d'achat (PPA), qui mesurent les prix relatifs d'un même panier de biens de consommation dans différents pays.

### En bref

En 2007, le PIB par habitant des pays de l'OCDE variait de 39 000 dollars des EU en Irlande, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Norvège et aux États-Unis, à moins de 17 000 dollars des EU au Mexique, en Pologne et en Turquie. Le niveau de revenu moyen de l'ensemble de la zone OCDE représentait environ 70 % de celui des États-Unis, sachant que la Norvège demeurait toujours une exception notable à cet égard, avec un PIB par habitant supérieur de 18 % à celui des États-Unis.

Par rapport aux États-Unis, la plupart des pays de l'OCDE présentaient des niveaux plus élevés de PIB par heure travaillée que de PIB par habitant, car leur niveau d'utilisation de la main-d'œuvre était sensiblement plus bas qu'aux États-Unis. Cela tenait aux disparités constatées en matière de temps de travail, mais aussi, dans plusieurs pays, à un fort taux de chômage et un faible taux d'activité de la population en âge de travailler.

C'est dans les pays d'Europe que le contraste entre les niveaux de revenu et de productivité était le plus marqué. Ainsi, la Belgique, la France, l'Irlande et les Pays-Bas ont affiché des niveaux de productivité supérieurs à celui des États-Unis en 2007, mais des niveaux de revenu nettement plus bas.

Dans plusieurs pays non membres de l'Union européenne, tels que le Canada, l'Islande, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande et la Suisse, le niveau d'utilisation de la main-d'œuvre était plus élevé qu'aux États-Unis en 2007, notamment en Islande et en Corée, ce qui tenait essentiellement à une durée du travail relativement longue et à des taux d'activité élevés.

### Source

- Comptes nationaux annuels.
- OCDE, Base de données de la productivité.

### Pour en savoir plus

#### Publications méthodologiques

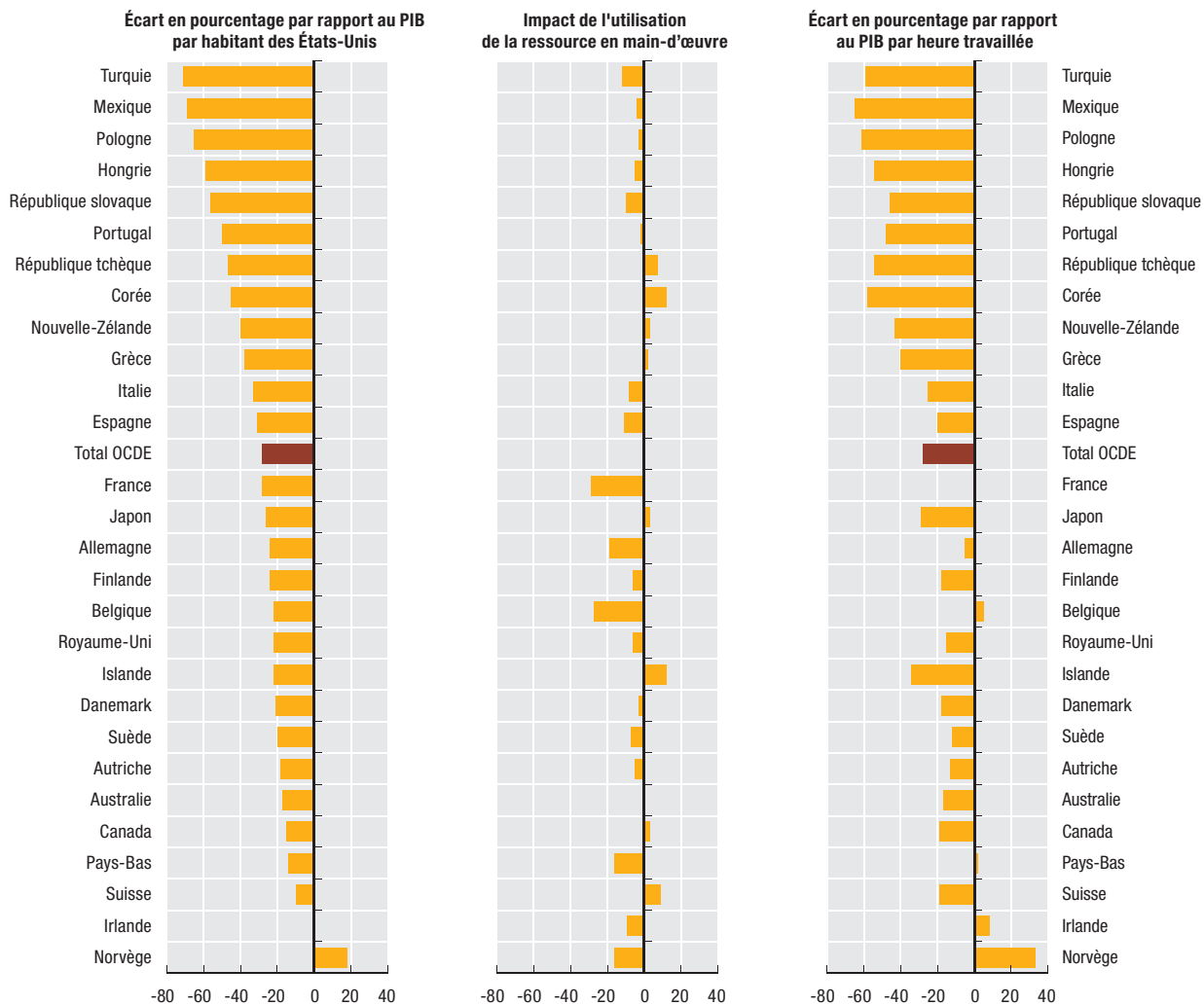
- OCDE (2002), *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), « Les différentes facettes du temps de travail », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE – Édition 2004*, chapitre 1, voir aussi annexe I.A1, OCDE, Paris.
- Pilat, D. et P. Schreyer (2004), « Aperçu de la base de données sur la productivité de l'OCDE », *Observateur international de la productivité*, n° 8, printemps, CSLS, Ottawa, p. 59-65.

#### Sites Internet

- Compendium de l'OCDE sur les indicateurs de productivité, [www.oecd.org/statistics/productivity/compendium](http://www.oecd.org/statistics/productivity/compendium).
- Travaux de l'OCDE sur la productivité, [www.oecd.org/statistics/productivity/](http://www.oecd.org/statistics/productivity/).

### Niveaux de revenu et de productivité

Différences en points de pourcentage par rapport aux États-Unis, 2007



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/535012546741>

## ÉVOLUTION DU PIB PAR HABITANT

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant mesure l'activité économique ou le revenu par personne, et constitue un des indicateurs clés de la performance économique. Le PIB par habitant est une mesure approximative du niveau de vie moyen ou du bien-être économique. Sa croissance peut se décomposer en une partie due à l'augmentation de la productivité du travail (mesurée par le PIB par heure travaillée) et une partie due à l'accroissement de l'utilisation de la main-d'œuvre (mesurée par le nombre d'heures travaillées par personne). L'augmentation de l'utilisation de main-d'œuvre peut avoir un impact considérable sur la croissance du PIB par habitant. Un ralentissement de la progression ou une baisse du taux d'utilisation de la main-d'œuvre conjuguée à une croissance forte de la productivité du travail peut indiquer une utilisation accrue du capital et/ou une diminution de l'emploi des travailleurs à faible productivité.

### Définition

L'indicateur ci-après est calculé à partir des estimations du PIB et de la population publiées dans la base de données des comptes nationaux annuels de l'OCDE. Pour les agrégats de zones, les estimations du PIB ont été converties en dollars des EU, constants, à l'aide des parités de pouvoir d'achat (PPA) constantes de 2000. Les séries relatives aux heures travaillées reposent essentiellement sur les comptes nationaux annuels de l'OCDE; lorsque cette source ne contenait pas les données voulues, elles ont été tirées des *Perspectives de l'emploi* de l'OCDE.

### Tendances à long terme

Au cours de la période 1970-2007, la croissance annuelle du PIB par habitant a dépassé 2 % dans la plupart des pays de l'OCDE, mais elle a été nettement supérieure à ce seuil dans certains pays, notamment l'Irlande et la Corée, pour lesquelles le taux de croissance moyen s'est établi au-dessus de 4 %. Pendant la seconde moitié des années 90, la Hongrie, la Corée, la Pologne, la République tchèque, la Turquie et la République slovaque ont enregistré des taux élevés de croissance de leur PIB par habitant. Plus récemment, de nombreux pays de l'OCDE ont vu ralentir la croissance de leur revenu par rapport aux tendances de long terme, notamment l'Italie et le Portugal.

Depuis le début du nouveau millénaire, de nombreux pays d'Europe ont accusé une baisse de leur taux d'utilisation de la main-d'œuvre, qui s'est accompagnée d'un ralentissement marqué de la croissance de la productivité du travail. Il convient de noter que les estimations présentées ici ne prennent pas en compte les décalages de cycle conjoncturel; des estimations corrigées des variations cycliques pourraient faire apparaître une situation un peu différente.

### Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent le Système de comptabilité nationale de 1993. Les heures travaillées sont les heures effectivement travaillées, mais les méthodes utilisées pour les calculer peuvent varier d'un pays à l'autre.

Dans le premier graphique, le « Total OCDE » ne comprend pas l'Autriche, la Hongrie, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque et la Turquie; dans les autres graphiques, le « Total OCDE » ne comprend pas la Pologne et la Turquie.

### Source

- Comptes nationaux annuels, [www.sourceOCDE.org/basededonnees/comptesnationaux](http://www.sourceOCDE.org/basededonnees/comptesnationaux).
- OCDE, Base de données de la productivité, [www.sourceoecd.org/database/OECDStat](http://www.sourceoecd.org/database/OECDStat).

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Ahmad, N., F. Lequiller, P. Marianna, D. Pilat, P. Schreyer et A. Wölfl (2003), *Comparing Labour Productivity Growth in the OECD Area: The Role of Measurement*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2003/14, OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/126534183836>.
- OCDE (2004), « Les différentes facettes du temps de travail », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE* – Édition 2004, chapitre 1, voir aussi annexe I.A1, OCDE, Paris, [www.sourceocde.org/9789264108141](http://www.sourceocde.org/9789264108141).
- Pilat, D. et P. Schreyer (2004), « Aperçu de la base de données sur la productivité de l'OCDE », *Observateur international de la productivité*, n° 8, printemps, CSLS, Ottawa, p. 59-65, [www.csls.ca/ipm/ipm8f.asp](http://www.csls.ca/ipm/ipm8f.asp).

#### Publications statistiques

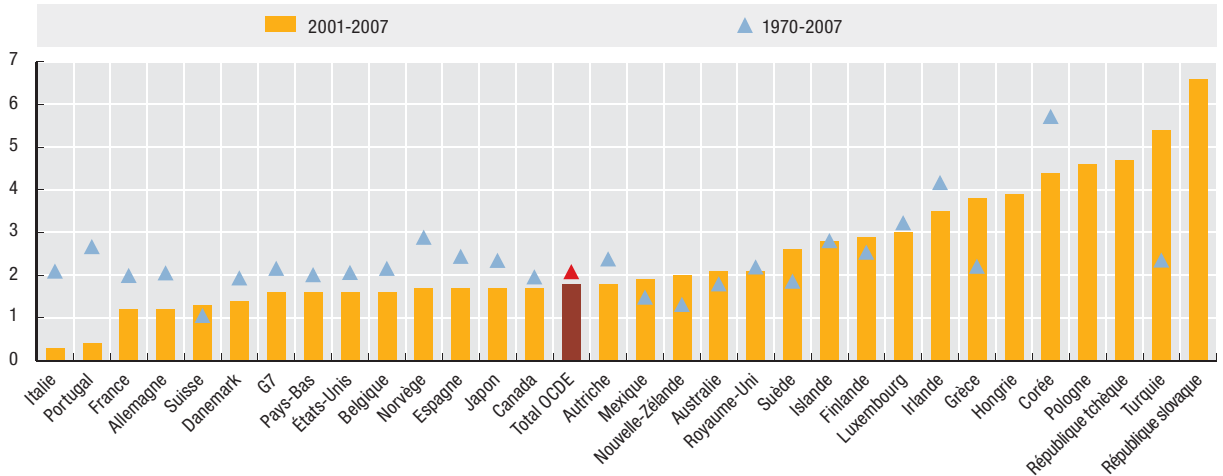
- Compendium de l'OCDE sur les indicateurs de productivité.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, OCDE, Paris.

Évolution du PIB par habitant

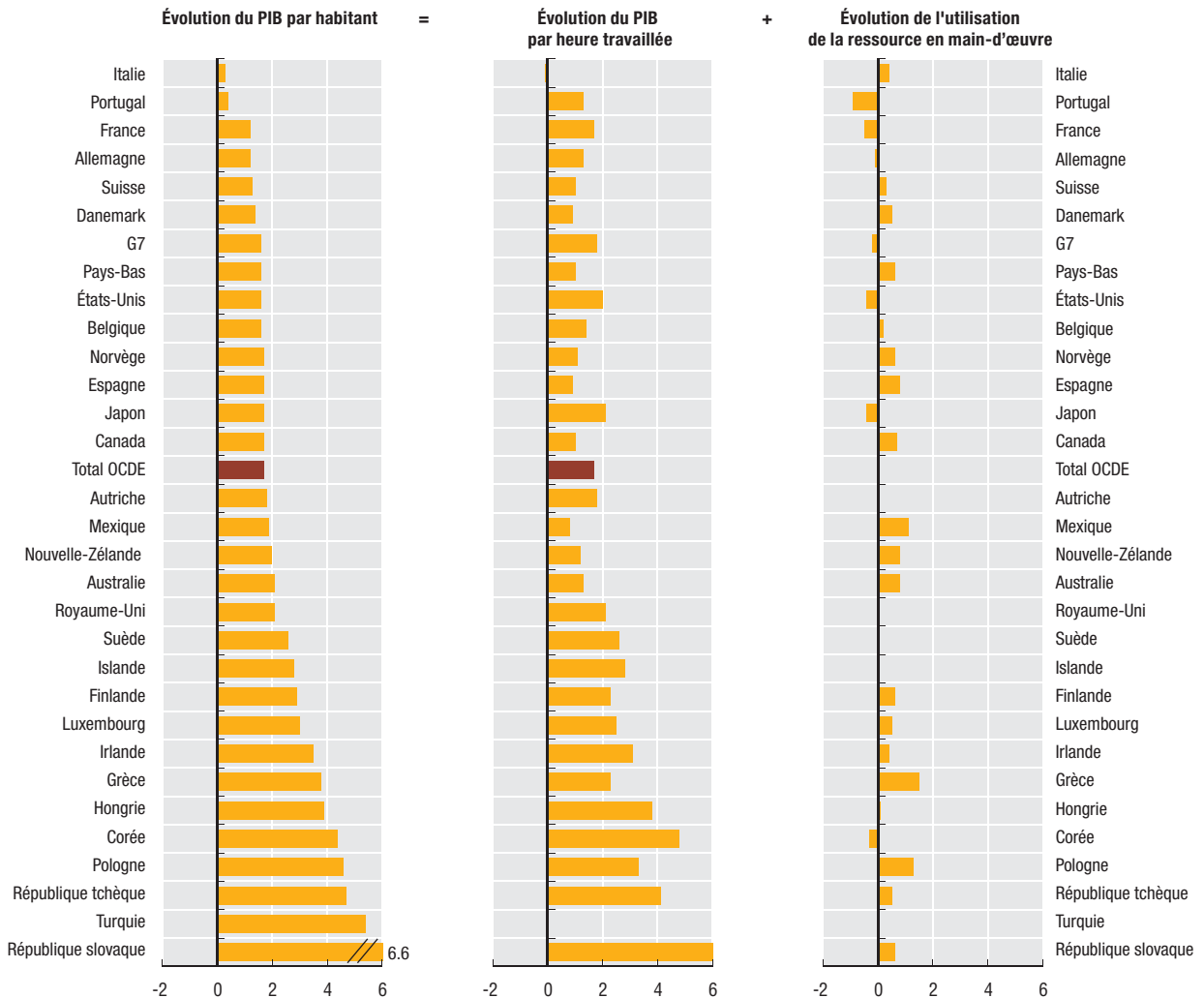
Variation en pourcentage, taux annuel



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/535082746484>

Contribution de la productivité du travail et de l'utilisation de la ressource en main-d'œuvre au PIB par habitant

Variation en pourcentage 2001-2007, taux annuel



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/535080458660>



## CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

La croissance de la productivité du travail est mesurée par le rapport entre les variations de la production et celles d'un ou de plusieurs des facteurs de production utilisés. L'indicateur de productivité le plus couramment employé est la productivité du travail, qui est le rapport entre les variations de la production et celles de l'apport de travail. C'est un indicateur économique clé, qui est étroitement lié au niveau de vie.

### Définition

Les mesures de la production utilisées sont des estimations du produit intérieur brut (PIB) tirées de la base de données des comptes nationaux annuels de l'OCDE, qui repose sur le Système de comptabilité nationale de 1993. Les mesures de l'apport de main-d'œuvre sont des estimations du nombre d'heures effectivement travaillées. Elles tiennent compte des horaires normaux de travail des salariés à temps plein et à temps partiel, des heures supplémentaires rémunérées et non rémunérées, des heures travaillées dans des emplois d'appoint, ainsi que des heures non travaillées pour cause de jours fériés, de congés payés annuels, de grèves et conflits du travail ou d'intempéries, ainsi qu'en raison des conditions économiques ou d'autres circonstances.

### Comparabilité

Les statisticiens des différents pays et ceux de l'OCDE s'efforcent ensemble de faire en sorte que les données relatives aux heures effectivement travaillées soient aussi comparables que possible, bien qu'elles proviennent de sources diverses qui ne présentent pas toutes la même fiabilité. Dans la plupart des pays, les données sont tirées d'enquêtes sur la population active réalisées auprès des ménages, tandis que dans les autres pays, on utilise des enquêtes réalisées auprès des établissements, des sources administratives ou un ensemble de sources diverses. Un des problèmes qui se posent tient au fait que, pour plusieurs pays de l'UE, les estimations sont établies par l'OCDE sur la base de l'Enquête communautaire sur les forces de travail réalisée au printemps. Les données correspondent donc à une observation

unique pour l'année, et il faut les compléter par des informations provenant d'autres sources s'agissant des heures non travaillées pour cause de jours fériés et de congés payés annuels. Pour les autres pays, les nombres annuels d'heures travaillées sont communiqués par les offices statistiques nationaux et estimés à partir des meilleures sources disponibles. En règle générale, il vaut mieux utiliser ces données pour comparer les évolutions de la productivité dans le temps, plutôt que les niveaux de productivité des différents pays.

Les estimations du PIB reposent sur des définitions communes, mais les méthodes appliquées par la plupart des pays pour estimer la valeur ajoutée des services fournis ou reçus par les administrations publiques reposent sur l'hypothèse d'une croissance nulle de la productivité du travail. Par conséquent, les pays dont le secteur des administrations publiques est important ou était en expansion pendant la période considérée auront, par hypothèse, une croissance du PIB par heure travaillée plus faible que les autres pays.

On notera que, dans le graphique, le « Total OCDE » ne comprend ni la Pologne ni la Turquie.

### Source

- OCDE, Base de données de la productivité, [www.sourceoecd.org/database/OECDStat](http://www.sourceoecd.org/database/OECDStat).

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Ahmad, N., F. Lequiller, P. Marianna, D. Pilat, P. Schreyer et A. Wölfl (2003), *Comparing Labour Productivity Growth in the OECD Area: The Role of Measurement*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2003/14, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2002), « Mesure de la productivité : que veulent dire les chiffres? », *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, OCDE, Paris, chapitre 3, p. 29-61.
- OCDE (2004), « Les différentes facettes du temps de travail », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE – Édition 2004*, chapitre 1, voir aussi annexe I.A1, OCDE, Paris.
- Pilat, D. et P. Schreyer (2004), « Aperçu de la base de données sur la productivité de l'OCDE », *Observateur international de la productivité*, n° 8, printemps, CCLS, Ottawa, p. 59-65.
- Schreyer, P. et D. Pilat (2001), « Mesurer la productivité », *Revue économique de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Van Ark, B. (2004), « Mesure de la productivité : que veulent dire les chiffres? », *Fostering Productivity – Patterns, Determinants and Policy Implications*, G. Gelauff, L. Klomp, S. Raes et T. Roelandt (éd.), Elsevier, Amsterdam; Boston, chapitre 3, p. 29-61.

#### Sites Internet

- Compendium de l'OCDE sur les indicateurs de productivité, [www.oecd.org/statistics/productivity/compendium](http://www.oecd.org/statistics/productivity/compendium).
- Travaux de l'OCDE sur la productivité, [www.oecd.org/statistics/productivity/](http://www.oecd.org/statistics/productivity/).

### Tendances à long terme

La croissance de la productivité du travail varie énormément suivant les pays de l'OCDE. Ainsi, au cours de la seconde moitié des années 90, elle s'est établie entre 4.8 % et 6.2 % en Irlande, en Corée, en Pologne et en République slovaque, tandis qu'elle a été inférieure à 1.0 % en Italie et en Espagne.


Dans plusieurs pays de l'OCDE, la croissance de la productivité du travail s'est accélérée au cours de la seconde moitié des années 90, avant de ralentir à nouveau pendant la première moitié des années 2000. Entre les périodes 1995-2000 et 2001-07, la République tchèque, la Hongrie et la République slovaque ont été les seuls pays à connaître une accélération notable de la croissance du PIB par heure travaillée, tandis qu'elle a au contraire fortement ralenti en Irlande, en Pologne et au Portugal.

Les taux indiqués ici ne prennent pas en compte les décalages de cycle conjoncturel; des estimations corrigées des variations cycliques pourraient faire apparaître une situation un peu différente.

### PIB par heure travaillée

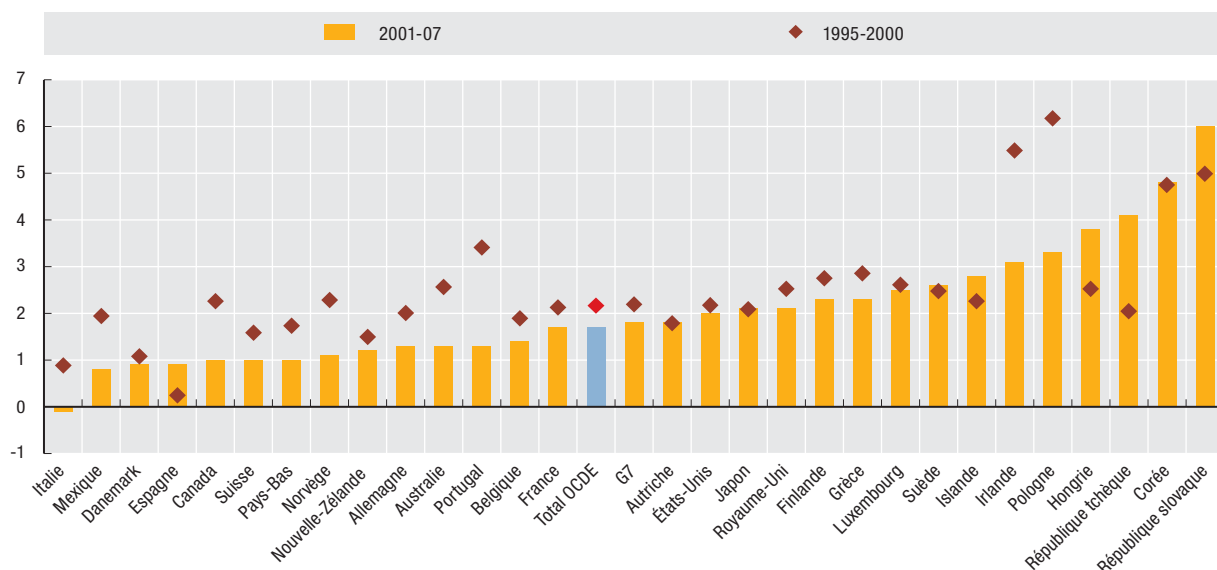
Croissance annuelle en pourcentage


	1971	1980	1985	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	4.3	0.9	2.3	2.5	1.2	1.4	2.6	1.8	1.5	1.2	0.6	1.4	2.4	0.6
Australie	1.9	0.4	2.2	0.8	3.4	2.5	-1.2	3.9	1.8	2.2	0.9	0.1	1.2	1.6
Autriche	..	..	..	..	2.4	2.3	2.1	-0.1	1.9	0.2	1.8	2.4	2.3	2.1
Belgique	3.5	5.7	0.9	-0.8	-0.6	1.9	3.4	-2.1	1.5	1.2	3.9	-0.5	1.2	1.2
Canada	2.8	0.6	1.2	1.4	1.8	2.6	2.9	1.1	1.4	0.4	0.3	2.0	1.3	0.5
Corée	..	..	3.8	5.7	2.9	7.0	3.3	2.3	5.7	4.5	4.0	4.5	4.0	5.4
Danemark	4.7	-1.0	2.5	2.0	-0.4	0.9	2.0	-0.7	0.8	1.7	2.7	1.4	0.9	-2.0
Espagne	4.2	5.8	3.9	0.9	-0.2	0.1	0.1	0.7	0.6	0.9	0.7	0.8	0.9	1.8
États-Unis	3.8	-	1.8	0.1	2.0	2.5	2.3	2.0	2.9	3.0	2.4	1.4	0.9	1.3
Finlande	4.8	3.2	3.1	2.0	3.6	1.1	3.6	2.0	1.0	2.1	3.0	1.8	3.2	2.5
France	5.3	2.1	2.9	2.7	2.6	1.7	3.6	0.9	3.1	1.2	0.5	1.5	2.4	1.3
Grèce	..	..	0.2	1.7	-0.6	1.2	3.9	3.9	1.9	4.0	5.0	1.1	-1.0	2.7
Hongrie	..	..	..	4.6	3.4	0.0	4.1	5.8	3.7	4.3	5.5	4.0	3.6	1.3
Irlande	4.5	3.9	2.0	4.8	4.3	5.7	4.6	3.2	5.3	3.9	1.7	2.4	2.2	2.8
Islande	9.6	3.1	-0.3	-3.9	3.3	-2.6	1.6	4.2	3.5	2.5	7.7	4.9	-0.7	-1.3
Italie	4.4	1.9	2.0	2.9	-0.5	0.6	2.5	0.8	-0.6	-1.2	1.1	0.4	0.1	-0.2
Japon	4.1	2.3	5.1	2.5	0.4	3.0	2.8	1.6	2.4	1.7	3.1	2.2	1.4	1.5
Luxembourg	..	..	1.0	-1.8	2.3	3.4	3.1	-1.9	1.6	-	5.0	3.2	0.5	4.7
Mexique	..	..	..	-6.5	4.9	0.3	6.1	1.2	-2.8	2.3	1.0	-0.6	2.7	2.1
Norvège	5.8	2.0	2.9	3.2	0.2	1.2	3.9	3.4	2.2	3.1	2.0	1.3	-0.9	-1.2
Nouvelle-Zélande	2.7	1.1	-1.8	0.1	0.8	2.9	1.1	1.9	2.1	1.5	-0.1	0.8	0.7	2.0
Pays-Bas	3.9	1.0	1.8	2.3	2.3	3.4	2.3	-0.1	1.3	-0.3	3.2	0.6	0.3	0.9
Pologne	..	..	..	6.7	4.9	8.9	6.4	4.1	4.2	4.7	4.0	0.7	3.2	2.6
Portugal	..	..	..	1.7	2.7	1.7	4.4	0.0	0.3	1.2	0.4	1.9	0.5	3.7
République tchèque	..	..	..	4.0	0.4	4.2	3.5	6.5	2.3	5.3	3.3	4.3	5.2	3.7
République slovaque	..	..	..	4.1	6.7	2.1	3.1	3.4	8.1	7.1	3.3	3.0	5.4	7.8
Royaume-Uni	5.0	0.8	0.4	1.6	2.9	2.7	3.4	1.4	2.4	2.9	2.0	0.8	2.4	2.3
Suède	2.6	1.3	0.9	2.0	2.2	1.9	3.3	0.4	3.8	3.3	3.2	3.0	2.8	-0.6
Suisse	2.7	3.0	1.8	1.6	0.8	-0.8	2.8	1.8	1.0	-0.6	0.4	2.7	1.5	0.9
G7	4.1	0.9	2.5	1.5	1.8	2.5	2.7	1.7	2.4	2.0	2.1	1.5	1.4	1.2
Total OCDE	..	..	..	1.2	2.2	2.1	2.9	1.5	2.1	2.4	2.1	1.5	1.6	1.4

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541051616402>

### Évolution du PIB par heure travaillée

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535110006635>

## BILAN DE LA CROISSANCE POUR LES PAYS DE L'OCDE

Il est possible de renforcer la croissance économique en augmentant la quantité et en modifiant le type de main-d'œuvre et de capital utilisés dans le cadre de la production, ainsi qu'en améliorant l'efficacité globale avec laquelle ces facteurs de production sont combinés, c'est-à-dire la productivité multifactorielle (PMF). L'analyse causale de la croissance consiste à décomposer l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) en distinguant les contributions du travail, du capital et de la PMF.

### Définition

La démarche d'analyse causale de la croissance repose sur la théorie microéconomique de la production, et elle est directement liée au calcul de la croissance de la PMF. Celle-ci est mesurée en déduisant de la croissance de la production celles des apports de travail et de capital. Inversement, la même relation peut être utilisée pour expliquer la croissance de la production à partir des taux de variation des apports de travail et de capital et de la croissance de la PMF.

Dans le cadre de ces calculs, le taux de croissance des apports de travail et de capital est pondéré par la part des coûts totaux qu'ils représentent. Par conséquent, la contribution du travail à la croissance du PIB est mesurée par le rythme auquel augmente l'apport de main-d'œuvre, multiplié par l'importance relative de ce facteur mesurée par son poids dans les coûts totaux. La contribution du capital, ou de certains types de capital, à la croissance est mesurée de manière similaire, de sorte que la contribution d'un facteur à la croissance économique résulte toujours de la conjonction de deux éléments : le taux de croissance dudit facteur et son importance relative dans la production.

### Comparabilité

L'analyse du rôle joué par les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la croissance du PIB et de la PMF repose sur la distinction entre le capital en TIC et le capital hors TIC. Le capital en TIC comprend le matériel informatique, les équipements de communication et les logiciels. Le capital hors TIC se compose du matériel de transport et de la construction non résidentielle, des produits de l'agriculture, des ouvrages en métaux et machines autres que le matériel informatique et les équipements de communication, ainsi que des autres produits entrant dans la formation brute de capital fixe hors logement.

### Tendances à long terme

De 1985 à 2006, dans la plupart des pays de l'OCDE, la croissance du PIB a été tirée dans une large mesure par la croissance du capital et celle de la PMF. Dans de nombreuses économies, environ un tiers de l'augmentation du PIB était attribuable à la croissance du capital de 1985 à 2006. Au cours de la même période, les services tirés du capital en TIC ont représenté entre 0,2 et 0,6 point de croissance du PIB. C'est au Royaume-Uni, en Australie et en Suède que le capital en TIC a le plus fortement contribué à l'augmentation du PIB ; sa contribution a été plus modeste en Italie et en France, et encore plus réduite en Autriche et en Irlande. Par contre, la croissance de l'apport de main-d'œuvre a joué un rôle notable dans quelques pays de 1985 à 2006, notamment en Irlande, en Espagne, au Canada, en Australie et aux États-Unis. Enfin, au cours de la même période, la progression de la PMF a constitué une importante source de croissance du PIB en Irlande, en Finlande, au Japon, en France et en Belgique, tandis que sa contribution a été très limitée en Espagne, en Nouvelle-Zélande, au Canada et en Italie.

Dans le cadre de l'analyse causale de la croissance, la mesure adéquate de l'apport de capital est le flux de services productifs pouvant être obtenus à partir du stock cumulé des investissements antérieurs en actifs immobilisés. L'OCDE estime la valeur de ces services à l'aide du taux de variation du « stock de capital productif ». Cette mesure prend en compte l'usure et les mises au rebut, autrement dit les réductions de la capacité productive des actifs immobilisés. Le prix des services tirés du capital pour chaque type d'actif est mesuré par leur « loyer ». En principe, ce dernier pourrait être directement observé s'il existait des marchés de services tirés du capital. En pratique, cependant, il faut imputer ces loyers pour la plupart des actifs, en utilisant le loyer implicite que les détenteurs de ces biens d'équipement se « versent » à eux-mêmes (appelé également « coût d'usage du capital »).

Le nombre total d'heures travaillées est une mesure incomplète de l'apport de travail, car elle ne prend pas en compte les variations des qualifications de la main-d'œuvre au fil du temps, liées par exemple à leur niveau d'instruction ou à leur expérience professionnelle. Des ajustements en fonction de ces attributs permettraient de cerner plus précisément la contribution du facteur travail à la production. En l'absence de tels ajustements, comme c'est le cas pour la série présentée ici, une accélération de la croissance de la production découlant d'un renforcement des qualifications de la main-d'œuvre est intégrée dans le facteur résiduel que constitue la PMF, au lieu d'être attribuée au travail. Il convient de ne pas perdre cet élément de vue lors de l'interprétation des taux de croissance de la PMF.

Dans les graphiques, la période couverte par les données est 1985-2004 pour la Belgique, 1985-2005 pour l'Australie, le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, 1990-2006 pour l'Espagne, 1991-2006 pour l'Allemagne, 1995-2005 pour l'Autriche et le Portugal, et 1995-2006 pour la Suisse.

### Source

- OCDE, Base de données de la productivité.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Comprendre la croissance économique : Analyse au niveau macroéconomique, au niveau sectoriel et au niveau de l'entreprise*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, OCDE, Paris.
- Schreyer, P. (2004), «La mesure des stocks de capital, des services du capital et de la productivité multifactorielle», *Revue économique de l'OCDE* n° 37, 2003/2, OCDE, Paris.
- Schreyer, P., P.-E. Bignon et J. Dupont (2003), *OECD Capital Services Estimates*, Documents de travail de la Direction des statistiques, n° 2003/6, OCDE, Paris.


#### Sites Internet

- Compendium de l'OCDE sur les indicateurs de productivité, [www.oecd.org/statistics/productivity/compendium](http://www.oecd.org/statistics/productivity/compendium).
- Travaux de l'OCDE sur la productivité, [www.oecd.org/statistics/productivity/](http://www.oecd.org/statistics/productivity/).

## Contributions à la croissance du PIB

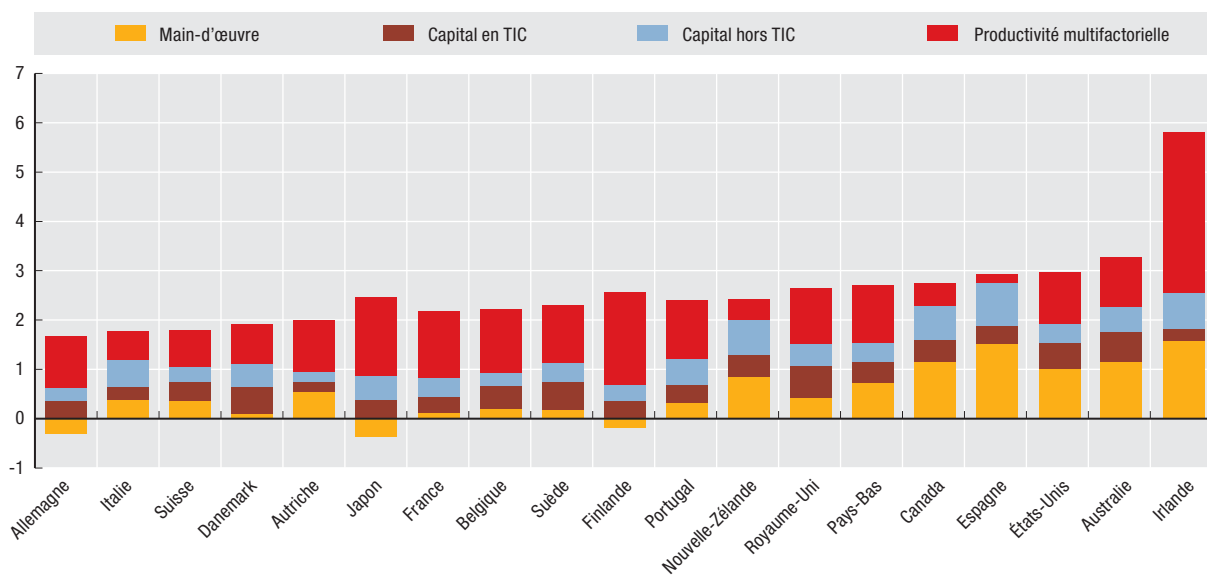

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1985-2006 (ou plus proches périodes comparables)

	Main-d'œuvre	Capital en TIC	Capital hors TIC	Productivité multifactorielle	Croissance du PIB
Allemagne	-0.31	0.35	0.28	1.03	1.35
Australie	1.15	0.60	0.50	1.00	3.23
Autriche	0.54	0.21	0.19	1.05	1.98
Belgique	0.20	0.47	0.26	1.30	2.21
Canada	1.15	0.44	0.70	0.46	2.73
Danemark	0.10	0.54	0.48	0.80	1.91
Espagne	1.53	0.34	0.89	0.17	2.91
États-Unis	1.01	0.53	0.38	1.04	2.93
Finlande	-0.20	0.37	0.32	1.88	2.34
France	0.11	0.32	0.40	1.34	2.16
Irlande	1.58	0.24	0.75	3.25	5.71
Italie	0.39	0.25	0.55	0.57	1.75
Japon	-0.37	0.38	0.49	1.59	2.09
Nouvelle-Zélande	0.84	0.45	0.72	0.41	2.41
Pays-Bas	0.72	0.42	0.39	1.18	2.70
Portugal	0.31	0.38	0.52	1.19	2.39
Royaume-Uni	0.43	0.63	0.47	1.12	2.62
Suède	0.17	0.58	0.39	1.18	2.30
Suisse	0.36	0.39	0.30	0.73	1.78

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541113478810>

## Contributions à la croissance du PIB

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1985-2006 (ou plus proches périodes comparables)

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535111434826>

## VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

Les contributions des secteurs primaires, secondaires et tertiaires, à la valeur ajoutée totale ont considérablement changé au cours des dernières décennies. L'agriculture, la pêche et la sylviculture ont désormais une importance relativement mineure dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE. La part du secteur manufacturier a elle aussi diminué, tandis que les services représentent aujourd'hui nettement plus de 60 % de la valeur ajoutée brute totale dans la plupart des pays de l'OCDE.

### Définition

La valeur ajoutée brute est égale à la production moins la consommation intermédiaire, ou à la somme de la rémunération des salariés, de l'excédent brut d'exploitation des administrations publiques et des sociétés, du revenu mixte brut des entreprises non constituées en sociétés, et des impôts (moins les subventions) sur la production et les importations, à l'exception des impôts (diminués des subventions) sur les produits. La part de chaque secteur est calculée en divisant la valeur ajoutée du secteur considéré par la valeur ajoutée totale. La valeur ajoutée totale est inférieure au PIB, car elle ne comprend pas la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ni les autres impôts sur les produits.

Dans l'analyse qui suit, les tableaux et les graphiques ont été établis pour des grands secteurs constitués de plusieurs branches d'activité de la manière suivante : l'« industrie » comprend les activités extractives, les activités de fabrication, ainsi que la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau; le « commerce » comprend le commerce de détail et de gros et les services de réparation; l'« immobilier » comprend les loyers des logements, y

compris les loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire; enfin, les « administrations publiques » recouvrent l'administration publique, le maintien de l'ordre public et la défense.

### Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE ont adopté le Système de comptabilité nationale de 1993, de sorte que la comparabilité internationale des données est bonne en termes de définition de la valeur ajoutée et de couverture des six secteurs considérés. Il convient cependant de noter que le déclin du secteur secondaire et l'expansion du secteur tertiaire s'expliquent en partie par l'externalisation d'activités de services qui étaient précédemment réalisées en interne par les entreprises industrielles. En ce sens, ces mouvements d'un secteur à l'autre exagèrent l'importance des évolutions réelles intervenues dans ces activités. Par exemple, si les services de nettoyage et de sécurité d'une entreprise manufacturière, précédemment fournis par des salariés de cette entreprise, sont sous-traités à des prestataires de services spécialisés, la rémunération de ces prestations n'est plus intégrée dans la valeur ajoutée de l'industrie mais dans celle du secteur des « autres services aux entreprises ». Le poids relatif de l'industrie dans la valeur ajoutée semble donc avoir diminué, et celui des services augmenté, alors que la quantité de services de nettoyage et de sécurité effectivement produits n'a peut-être pas changé.

Il convient de noter que pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les données se rapportent à l'exercice budgétaire.

### Tendances à long terme

La part du secteur regroupant l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche a diminué pendant toute la période considérée dans la quasi-totalité des pays et, vers la fin de cette période, l'Islande (pêche), la Nouvelle-Zélande et la Turquie étaient les seuls pays où sa contribution était encore significative. La part de l'industrie a aussi diminué pendant toute la période considérée. Les activités de fabrication constituent la principale composante du secteur de l'industrie, sauf en Norvège, où la production de pétrole et de gaz les devance.

Au total, les activités de services représentent environ 70 % de la valeur ajoutée brute totale des pays de l'OCDE, leur part étant particulièrement importante en France, au Luxembourg et au Royaume-Uni, et relativement faible en République tchèque, en Corée, en Norvège et en Turquie. Il convient toutefois de noter que dans la plupart des pays, la plus grande part de la valeur ajoutée du secteur des services est liée à des biens et prend la forme de services commerciaux, de services de transport et de services aux entreprises achetés par l'industrie. Le fait que le poids relatif des services dans la valeur ajoutée totale soit élevé ne signifie pas nécessairement que le pays considéré est devenu une économie de services; la production, le transport et la distribution de marchandises constituent toujours des activités prédominantes dans la plupart des pays de l'OCDE en termes d'emploi et de valeur ajoutée.

### Source

- OCDE (2008), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Lal, K. (2003), *Measurement of Output, Value Added, GDP in Canada and the United States*, Documents de travail de la Direction des statistiques, n° 2003/4, OCDE, Paris.
- OCDE (1996), *Services : Mesurer la valeur ajoutée réelle annuelle*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Manuel sur la mesure de l'économie non observée*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Les statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle – base de données en ligne.

#### Sites Internet

- OCDE Comptes nationaux, [www.oecd.org/std/national-accounts](http://www.oecd.org/std/national-accounts).
- OCDE Archives des Comptes nationaux, [www.oecd.org/std/national-accounts/papers](http://www.oecd.org/std/national-accounts/papers).



## Valeur ajoutée dans l'agriculture et l'industrie

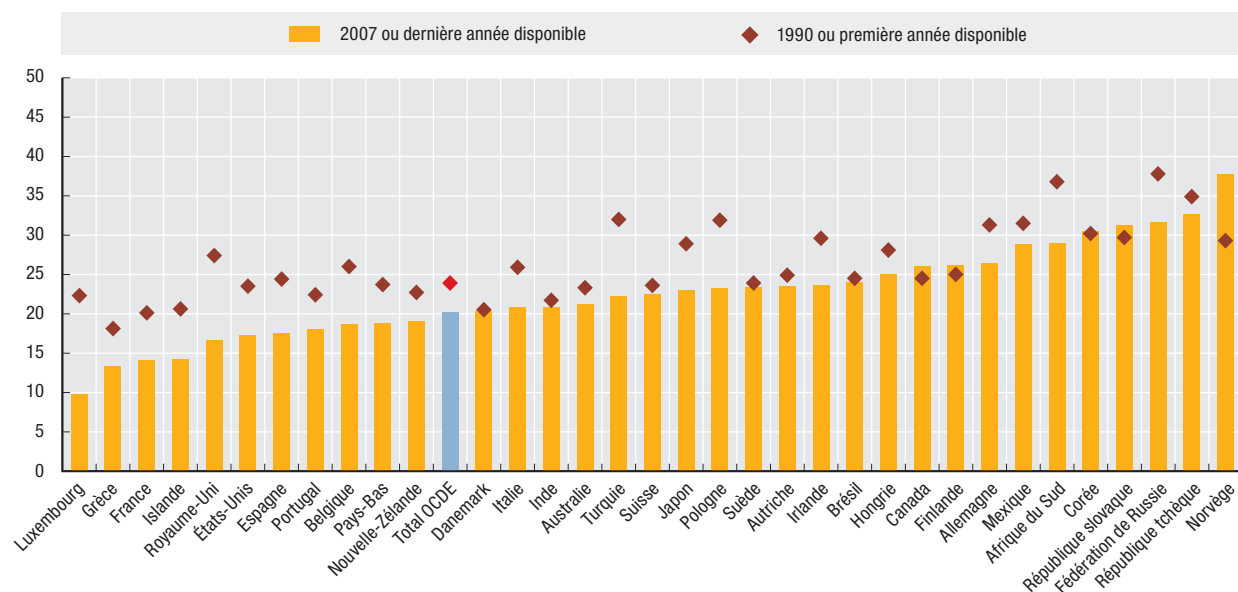

En pourcentage de la valeur ajoutée totale

	Agriculture, chasse, sylviculture et pêche							Industrie, y compris énergie						
	1990	1995	2000	2004	2005	2006	2007	1990	1995	2000	2004	2005	2006	2007
Allemagne	1.5	1.3	1.3	1.1	0.9	0.9	0.9	31.3	25.4	25.1	25.1	25.2	25.7	26.4
Australie	3.6	3.8	4.0	3.3	3.1	2.4	2.5	23.3	22.4	20.7	19.8	21.0	21.5	21.2
Autriche	4.0	2.6	2.0	1.9	1.6	1.7	1.8	24.9	22.9	23.3	22.2	22.4	23.3	23.5
Belgique	2.1	1.5	1.4	1.1	0.8	0.8	0.8	26.0	23.2	22.0	19.7	19.2	19.2	18.7
Canada	2.9	2.9	2.3	2.2	..	..	..	24.5	25.8	28.2	26.1	..	..	..
Corée	8.9	6.3	4.9	3.8	3.4	3.3	3.0	30.2	30.3	32.4	31.3	31.1	30.6	30.5
Danemark	4.0	3.5	2.6	1.9	1.4	1.4	1.2	20.5	20.4	21.3	19.4	20.1	20.7	20.3
Espagne	5.5	4.5	4.4	3.6	3.2	2.9	2.9	24.4	21.9	20.9	18.5	18.2	17.8	17.5
États-Unis	2.1	1.6	1.2	1.4	1.2	1.1	..	23.5	22.2	19.4	17.2	17.3	17.3	..
Finlande	6.3	4.3	3.5	3.0	3.0	2.5	3.2	25.0	28.4	28.2	26.1	25.4	26.4	26.2
France	3.8	3.4	2.8	2.5	2.3	2.1	2.2	20.1	18.7	17.7	15.4	15.0	14.5	14.1
Grèce	9.0	8.9	6.6	5.1	5.1	4.1	3.8	18.1	15.4	13.9	13.1	13.4	13.7	13.3
Hongrie	..	8.5	5.4	4.8	4.3	4.1	4.0	..	25.6	27.1	25.4	25.3	23.3	25.0
Irlande	8.9	7.0	3.5	2.5	1.9	1.6	1.7	29.6	32.6	33.6	27.1	25.1	23.8	23.7
Islande	11.2	11.1	8.6	6.5	5.8	..	..	20.6	20.4	17.5	16.5	14.2	..	..
Italie	3.5	3.3	2.8	2.5	2.2	2.1	2.0	25.9	25.0	23.4	21.2	20.9	20.7	20.8
Japon	2.5	1.9	1.7	1.6	1.5	1.4	..	28.9	25.2	24.0	22.9	23.0	23.0	..
Luxembourg	1.5	1.0	0.7	0.6	0.4	0.4	0.4	22.3	15.3	12.6	11.3	10.5	9.4	9.8
Mexique	8.1	5.4	4.2	3.7	3.4	3.3	..	31.5	29.5	29.4	27.7	27.5	28.9	..
Norvège	3.4	3.1	2.1	1.6	1.5	1.5	1.4	29.3	29.7	37.8	35.3	38.4	40.4	37.7
Nouvelle-Zélande	6.7	7.2	8.6	..	..	..	..	22.7	21.8	20.1	..	..	..	..
Pays-Bas	4.4	3.5	2.6	2.2	2.1	2.2	2.0	23.7	21.9	19.3	18.5	18.8	18.9	18.8
Pologne	..	8.0	5.0	5.1	4.5	4.3	4.3	..	28.4	24.0	25.2	24.7	24.7	23.2
Portugal	9.1	5.8	3.8	3.2	2.8	2.8	2.5	22.4	21.9	20.0	18.3	17.7	17.7	18.0
République tchèque	8.7	5.0	3.9	3.3	3.0	2.6	2.4	34.9	31.7	31.6	32.1	31.6	32.0	32.6
République slovaque	..	5.9	4.5	4.1	3.7	3.6	3.5	..	32.7	29.2	30.3	29.7	31.3	31.3
Royaume-Uni	1.8	1.8	1.0	1.0	0.7	0.7	0.7	27.4	26.0	22.0	17.5	17.3	17.3	16.7
Suède	3.6	2.9	2.0	1.8	1.1	1.4	1.4	23.9	26.1	24.6	23.1	23.1	23.2	23.4
Suisse	2.9	2.1	1.6	1.4	1.3	1.2	1.2	23.6	23.6	21.8	21.1	21.4	22.1	22.5
Turquie	13.4	11.9	10.8	10.7	10.6	9.4	8.7	32.0	32.8	24.6	23.0	23.0	22.9	22.2
Total UE27	..	2.9	2.4	2.2	1.9	1.8	1.8	..	23.7	22.4	20.4	20.2	20.2	20.1
Total OCDE	..	2.5	2.0	..	..	..	..	..	23.9	22.2	..	..	..	..
Afrique du Sud	4.6	3.9	3.3	3.2	2.7	2.9	3.2	36.8	31.7	29.3	28.5	28.4	28.9	29.0
Bésil	5.2	5.8	5.6	6.9	5.7	5.5	..	24.5	22.0	22.2	25.0	24.4	24.0	..
Fédération de Russie	16.5	7.6	6.7	6.0	5.4	5.0	4.6	37.8	27.9	31.4	30.8	32.9	31.9	31.7
Inde	..	..	24.0	19.6	18.9	18.4	18.1	..	..	20.1	20.7	20.8	20.8	20.9

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541116662126>

## Valeur ajoutée dans l'industrie


En pourcentage de la valeur ajoutée totale

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535167121025>

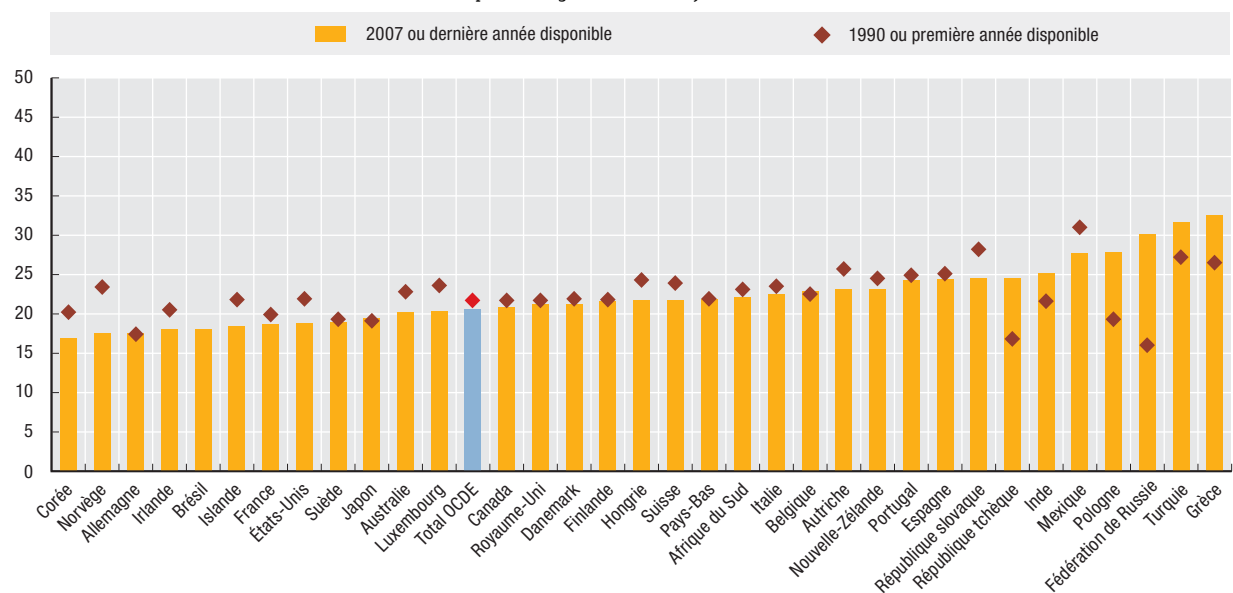

**Valeur ajoutée dans la construction et dans les transports, le commerce, les hôtels et restaurants**

En pourcentage de la valeur ajoutée totale

	Construction							Transports, commerce, hôtels et restaurants						
	1990	1995	2000	2004	2005	2006	2007	1990	1995	2000	2004	2005	2006	2007
Allemagne	6.1	6.8	5.2	4.2	4.0	3.8	4.0	17.4	18.0	18.2	17.7	17.7	17.9	17.6
Australie	6.8	6.0	5.4	7.0	7.0	7.5	7.9	22.8	23.5	22.1	22.0	21.1	20.5	20.2
Autriche	6.9	7.9	7.5	7.2	7.1	6.9	7.1	25.7	24.6	24.6	24.5	23.8	23.3	23.1
Belgique	5.4	5.1	5.0	4.8	4.8	5.1	5.3	22.5	21.9	21.1	22.9	23.1	22.8	22.9
Canada	6.8	4.9	5.0	5.6	..	..	..	21.7	20.7	20.3	20.8	..	..	..
Corée	11.3	11.6	8.4	9.3	9.2	9.0	8.9	20.2	18.2	18.2	17.1	17.0	16.9	16.9
Danemark	5.1	4.7	5.5	5.3	5.4	5.9	6.1	21.9	22.3	21.8	22.1	22.0	21.2	21.3
Espagne	8.6	7.5	8.3	10.6	11.5	12.2	12.3	25.1	26.9	26.1	25.7	25.1	24.8	24.4
États-Unis	4.6	4.2	4.7	4.9	5.2	5.1	..	21.9	22.2	19.7	19.2	18.9	18.8	..
Finlande	8.3	4.4	5.5	5.4	5.9	6.0	6.4	21.8	20.8	21.5	22.8	22.6	22.1	21.6
France	6.6	6.1	5.2	5.5	5.7	6.2	6.5	19.9	19.3	18.9	19.5	19.3	19.0	18.7
Grèce	7.1	6.0	7.0	7.0	7.0	7.3	7.0	26.5	27.8	30.1	32.7	31.9	31.8	32.6
Hongrie	..	4.5	5.0	4.9	4.9	4.8	4.6	..	22.0	20.7	20.7	20.3	20.8	21.8
Irlande	5.4	5.3	7.4	9.0	9.9	10.2	9.9	20.5	17.4	17.9	17.8	17.9	18.4	18.0
Islande	9.7	8.0	8.6	8.5	9.5	..	..	21.8	22.5	21.6	19.8	18.5	..	..
Italie	6.2	5.3	5.0	5.8	6.0	6.1	6.3	23.5	24.2	23.9	23.4	23.1	22.8	22.5
Japon	9.7	8.0	7.1	6.4	6.1	6.1	..	19.1	21.3	20.2	19.7	19.7	19.5	..
Luxembourg	7.1	6.5	5.7	6.3	6.1	5.9	5.9	23.6	21.3	21.8	21.6	20.5	19.7	20.4
Mexique	4.8	4.8	6.4	6.7	6.7	7.0	..	31.0	27.2	29.8	28.2	28.2	27.7	..
Norvège	4.6	4.5	4.1	4.6	4.4	4.5	5.0	23.4	22.3	18.8	17.9	17.1	16.9	17.5
Nouvelle-Zélande	4.1	4.1	4.3	..	..	..	..	24.5	24.5	22.1	..	..	..	..
Pays-Bas	5.7	5.4	5.6	5.4	5.4	5.5	5.6	21.9	21.7	23.1	22.5	22.1	22.0	21.9
Pologne	..	6.7	7.7	5.5	6.0	6.4	7.9	..	25.7	27.3	27.4	27.4	27.4	27.9
Portugal	5.7	6.4	7.6	7.1	6.9	6.6	6.5	24.9	24.2	24.1	24.6	24.3	24.4	24.3
République tchèque	8.2	6.6	6.5	6.5	6.3	6.2	6.3	16.8	24.4	25.8	24.4	24.8	25.3	24.6
République slovaque	..	5.1	7.1	6.2	6.7	7.7	7.9	..	24.5	25.1	25.6	25.8	23.8	24.5
Royaume-Uni	6.7	5.0	5.3	6.0	6.1	6.3	6.4	21.7	21.6	22.9	22.3	21.8	21.3	21.2
Suède	6.8	4.5	4.0	4.5	4.6	4.7	4.9	19.3	19.1	19.0	19.3	19.5	19.2	19.0
Suisse	8.3	6.7	5.5	5.6	5.7	5.6	5.5	23.9	22.4	21.4	22.6	22.4	22.0	21.8
Turquie	6.6	5.7	5.4	5.0	5.0	5.4	5.6	27.2	29.0	29.1	32.2	32.2	32.3	31.7
Total UE27	..	6.0	5.6	5.8	6.0	6.2	6.5	..	21.1	21.6	21.6	21.4	21.3	21.2
Total OCDE	..	6.0	5.6	..	..	..	..	..	21.7	20.8	..	..	..	..
Afrique du Sud	3.3	3.2	2.5	2.4	2.5	2.7	2.9	..	23.2	24.3	23.8	23.8	23.3	22.1
Brésil	4.6	5.5	5.5	5.1	4.9	4.7	..	..	..	17.2	17.3	17.8	18.1	..
Fédération de Russie	9.5	9.1	6.6	5.7	5.3	5.2	5.7	16.0	33.5	32.7	31.9	30.3	30.8	30.1
Inde	..	..	5.9	7.1	7.9	8.3	8.4	..	..	22.1	24.4	24.8	25.0	25.2

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541174506822>
**Valeur ajoutée dans les transports, le commerce, les hôtels et restaurants**


En pourcentage de la valeur ajoutée totale


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535174318655>

## Valeur ajoutée dans les services aux entreprises, les services publics et les services à la personne

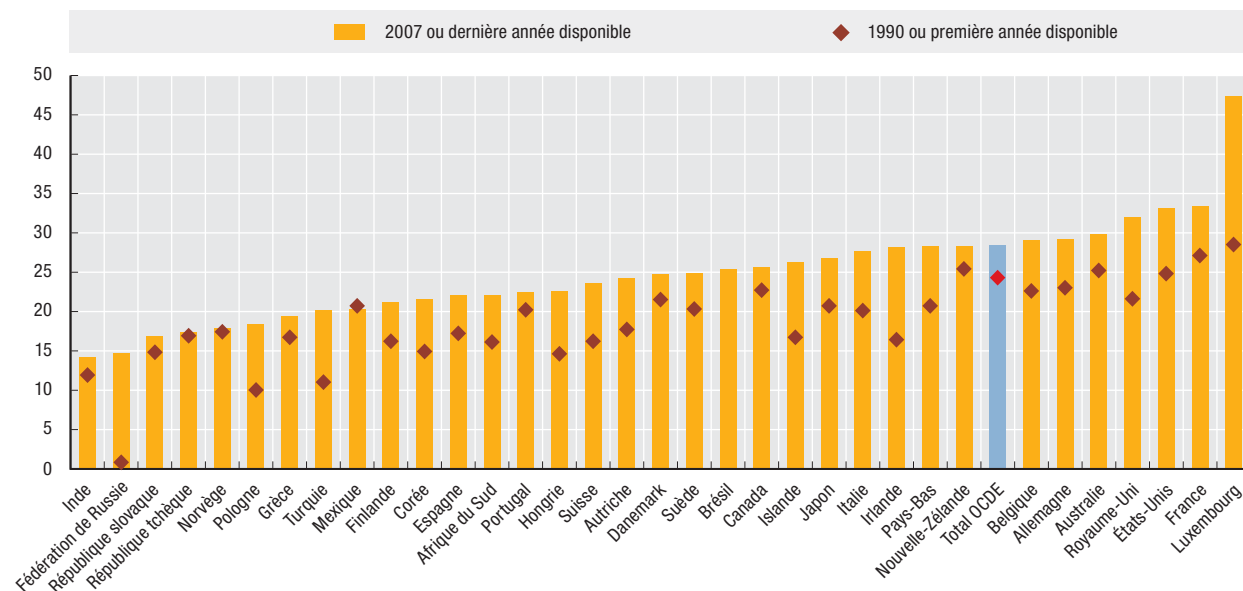

En pourcentage de la valeur ajoutée totale

	Banque, assurance, immobilier et autres services aux entreprises							Gouvernement, santé, éducation et autres services et services à la personne						
	1990	1995	2000	2004	2005	2006	2007	1990	1995	2000	2004	2005	2006	2007
Allemagne	23.0	26.4	27.5	29.1	29.4	29.4	29.2	20.8	22.2	22.8	22.9	22.9	22.2	21.9
Australie	25.2	25.9	29.3	29.1	29.0	29.4	29.8	18.3	18.5	18.5	18.9	18.9	18.7	18.4
Autriche	17.7	19.4	21.5	23.1	24.2	24.1	24.2	20.8	22.6	21.1	21.0	21.0	20.7	20.4
Belgique	22.6	25.6	27.8	28.0	28.4	28.7	29.0	21.5	22.7	22.6	23.4	23.7	23.4	23.3
Canada	22.7	24.2	25.0	25.6	..	..	..	21.4	21.4	19.2	19.7	..	..	..
Corée	14.9	18.3	20.1	20.6	20.9	21.2	21.6	14.4	15.3	16.1	17.8	18.3	19.0	19.1
Danemark	21.5	22.2	22.3	23.8	24.1	24.2	24.7	27.0	26.9	26.4	27.5	27.0	26.5	26.4
Espagne	17.2	17.9	19.5	20.7	21.1	21.5	22.1	19.1	21.3	20.8	20.8	20.9	20.8	20.9
États-Unis	24.8	26.3	31.6	32.1	32.5	33.1	..	23.2	23.4	23.2	25.1	24.8	24.6	..
Finlande	16.2	18.8	20.5	20.6	20.7	21.0	21.2	22.3	23.2	20.8	22.0	22.4	22.0	21.4
France	27.1	28.2	30.7	31.5	32.2	32.9	33.3	22.6	25.1	24.7	25.6	25.6	25.4	25.3
Grèce	16.7	20.3	20.6	19.2	19.0	19.3	19.4	20.2	21.3	21.7	22.9	23.6	23.9	23.9
Hongrie	..	18.9	20.1	20.9	21.8	22.3	22.6	..	21.3	21.6	23.3	23.4	22.7	22.0
Irlande	16.4	17.5	21.8	25.5	27.0	27.7	28.1	19.0	20.1	15.8	18.2	18.2	18.3	18.7
Islande	16.7	16.3	20.0	23.9	26.2	..	..	20.0	21.8	23.6	24.8	25.8	..	..
Italie	20.1	22.4	24.7	26.6	26.9	27.2	27.6	20.7	19.8	20.1	20.5	20.9	21.1	20.8
Japon	20.7	23.1	24.9	26.2	26.6	26.7	..	19.2	20.5	22.1	23.2	23.2	23.3	..
Luxembourg	28.5	39.2	43.8	42.7	45.3	48.5	47.3	17.3	16.7	15.4	17.6	17.1	16.1	16.2
Mexique	20.7	27.5	19.0	20.2	20.8	20.3	..	9.3	11.3	12.7	13.6	13.4	12.9	..
Norvège	17.4	17.5	16.9	18.7	17.9	17.0	17.9	21.8	23.0	20.3	21.9	20.6	19.7	20.5
Nouvelle-Zélande	25.4	25.8	27.1	..	..	..	..	16.7	16.5	17.7	..	..	..	..
Pays-Bas	20.7	24.2	27.3	27.0	27.6	27.8	28.3	23.6	23.2	22.1	24.6	24.1	23.6	23.4
Pologne	..	12.6	18.1	17.6	18.1	18.3	18.4	..	18.6	18.0	19.1	19.2	18.9	18.3
Portugal	20.2	19.8	20.6	20.9	21.5	22.0	22.4	18.3	21.9	24.0	25.9	26.8	26.5	26.4
République tchèque	16.9	16.8	16.2	16.5	16.8	16.6	17.3	13.4	15.5	16.0	17.2	17.5	17.3	16.8
République slovaque	..	17.5	17.1	17.8	17.7	17.8	16.9	..	14.3	17.1	16.1	16.4	15.9	15.8
Royaume-Uni	21.6	23.7	27.0	30.1	30.4	31.0	31.9	20.8	21.8	21.8	23.1	23.7	23.4	23.1
Suède	20.3	22.9	25.0	24.4	24.9	24.8	24.8	26.3	24.6	25.4	26.9	26.8	26.6	26.4
Suisse	16.2	18.5	24.0	22.6	22.5	23.1	23.6	25.0	26.7	25.7	26.8	26.6	26.0	25.4
Turquie	11.0	12.2	19.5	17.3	17.7	18.6	20.2	9.0	8.6	10.6	11.8	11.5	11.5	11.6
Total UE27	..	24.0	25.9	27.2	27.5	27.8	28.1	..	22.2	22.1	22.8	23.0	22.7	22.4
Total OCDE	..	24.3	27.5	..	..	..	..	..	21.8	22.0	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	16.4	18.6	20.8	21.4	21.3	22.1	..	21.7	22.0	21.4	21.3	21.0	20.6
Brésil	..	..	26.8	24.2	25.6	25.4	..	..	..	22.6	21.4	21.6	22.2	..
Fédération de Russie	0.8	3.3	4.6	12.7	13.7	14.4	14.7	19.3	18.8	18.0	12.9	12.4	12.8	13.1
Inde	..	..	13.1	14.2	13.9	13.9	14.2	..	..	14.9	14.0	13.8	13.5	13.3

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541177606177>

## Valeur ajoutée dans les banques, l'assurance, l'immobilier et autres services aux entreprises

En pourcentage de la valeur ajoutée totale

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535202507843>

## ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

Bien que le PIB total ait augmenté dans tous les pays de l'OCDE quasiment chaque année depuis 1990, cette croissance n'a pas été également répartie entre les différents secteurs économiques. Certaines branches d'activité ont connu une croissance plus rapide que d'autres et certaines ont eu tendance à perdre de l'importance. Pour mettre en évidence l'évolution des profils de croissance, il est d'usage de diviser l'économie en secteurs primaire, secondaire et tertiaire – qui correspondent respectivement à l'agriculture, à l'industrie et aux services.

### Définition

La valeur ajoutée brute est égale à la production moins la consommation intermédiaire, ou à la somme de la rémunération des salariés, de l'excédent net d'exploitation, du revenu mixte net et de l'amortissement des biens de capital. Les taux de croissance indiqués ici se rapportent aux estimations en volume de la valeur ajoutée brute.

L'industrie comprend les activités extractives et de fabrication, la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau, ainsi que la construction. Les services comprennent le commerce de détail et de gros, les transports et les communications, l'immobilier, les services financiers, les activités d'assurances et les services aux entreprises, l'éducation, la santé et les autres services personnels, ainsi que l'administration publique et la défense.

### Tendances à long terme

Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, l'agriculture a progressé d'environ 2.2 % par an depuis 1995, l'industrie a enregistré une croissance de 1.8 % par an, et les services ont connu une expansion de 2.9 % par an.

La croissance annuelle de l'agriculture est généralement très irrégulière, des variations de 10 % ou plus d'une année sur l'autre étant assez courantes. La croissance de l'activité industrielle est un peu plus régulière dans la plupart des pays, tandis que l'expansion des services en glissement annuel tend à être très régulière dans tous les pays, notamment parce qu'ils incluent les services fournis ou reçus par les administrations publiques.

Les graphiques indiquent les taux de croissance moyens sur les trois dernières années pour lesquelles des données sont disponibles. Au cours de cette période, la part de l'agriculture a diminué dans huit pays, de façon particulièrement prononcée en Hongrie, au Danemark, en Grèce, au Luxembourg, en République tchèque et en Irlande. Celle de l'industrie a progressé dans la plupart des pays, sauf en Norvège. Le secteur des services, en revanche, a gagné en importance dans tous les pays, avec des augmentations particulièrement prononcées en Irlande, en Islande, au Luxembourg et en Turquie.

### Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE ont adopté le Système de comptabilité nationale de 1993, de sorte que la comparabilité internationale des données est bonne en termes de définition et de couverture. Il convient cependant de noter que le déclin du secteur secondaire et l'expansion du secteur tertiaire s'expliquent en partie par l'externalisation d'activités de services qui étaient précédemment réalisées en interne par les entreprises industrielles. En ce sens, ces mouvements d'un secteur à l'autre exagèrent l'importance des évolutions réelles intervenues dans ces activités. Par exemple, si les services de nettoyage et de sécurité d'une entreprise manufacturière, précédemment fournis par des salariés de cette entreprise, sont sous-traités à des prestataires de services spécialisés, la rémunération de ces prestations n'est plus intégrée dans la valeur ajoutée de l'industrie mais dans celle du secteur des services, alors que la quantité de services de nettoyage et de sécurité effectivement produits n'a peut-être pas changé.

Il convient de noter que pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les données se rapportent à l'exercice budgétaire.

### Source

- OCDE (2008), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Juin n° 83 – Volume 2008-1*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- Maddison, Angus (2003), *L'économie mondiale : Statistiques historiques*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, [www.theworlddeconomy.org](http://www.theworlddeconomy.org).
- OCDE (2007), *Comptes nationaux trimestriels*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Glossaires de l'OCDE, Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, OCDE, Paris.
- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations Unies, Genève.

#### Bases de données en ligne

- Les statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle – base de données en ligne.


#### Sites Internet

- OCDE Comptes nationaux, [www.oecd.org/std/national-accounts](http://www.oecd.org/std/national-accounts).

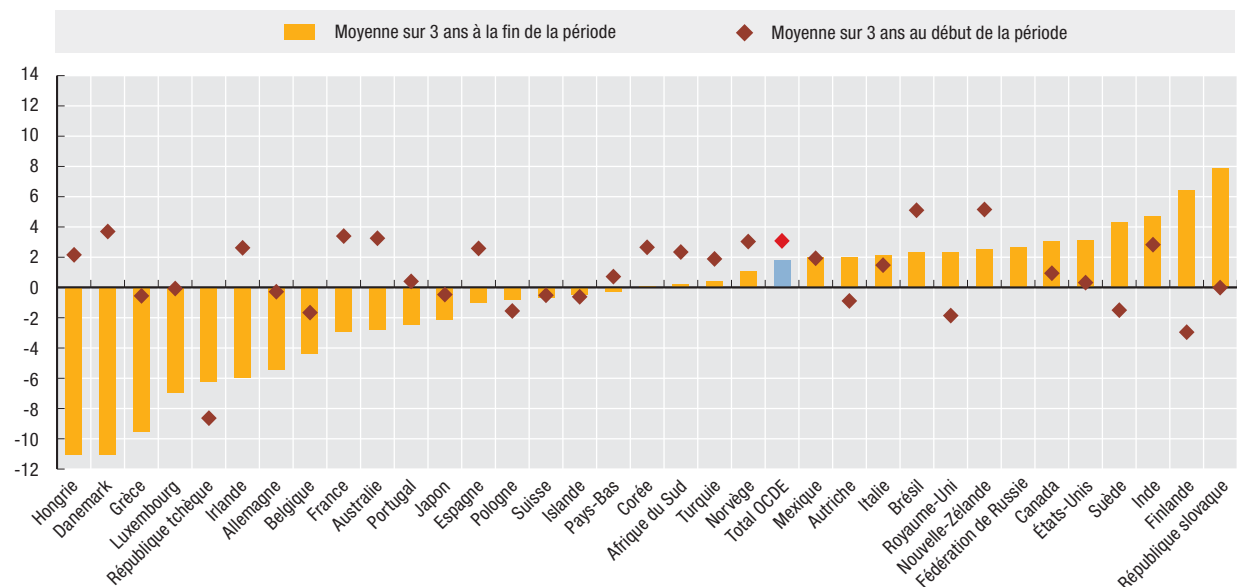

**Valeur ajoutée réelle dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche**

Croissance annuelle en pourcentage

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	-9.4	5.2	4.0	3.4	-6.0	12.7	-0.4	3.8	-7.0	-5.5	29.4	-16.1	-3.2	4.1
Australie	-16.9	23.2	7.5	-0.5	10.2	5.2	4.1	3.2	-23.5	28.2	4.1	2.9	-17.7	8.3
Autriche	5.6	-4.2	-3.8	-0.4	2.0	1.5	-5.4	-3.8	-4.3	-1.7	7.6	-1.8	-0.4	8.6
Belgique	-6.8	2.2	-0.2	2.7	2.9	2.9	4.2	-5.5	4.3	-7.6	5.3	-11.6	-4.3	3.4
Canada	1.3	1.4	0.1	-3.4	6.2	7.5	-1.8	-9.1	-5.2	10.8	9.2	2.6	-2.2	..
Corée	0.4	5.3	2.3	4.6	-6.4	5.9	1.2	1.1	-3.5	-5.3	9.2	0.7	-1.5	1.1
Danemark	3.7	5.2	2.2	2.1	2.4	-3.5	8.3	3.8	-3.7	1.0	-0.7	-7.3	-5.3	-19.8
Espagne	-4.7	-6.1	20.6	7.1	3.1	-1.0	7.3	-2.0	0.4	-0.5	-2.3	-8.2	2.5	3.0
États-Unis	6.0	-10.0	5.8	10.3	4.7	11.7	12.7	-7.5	-2.9	11.6	2.8	12.5	-5.2	..
Finlande	-2.2	-3.8	-2.9	8.9	-9.0	-1.3	8.7	1.9	2.0	-7.0	1.5	3.7	-0.3	16.6
France	1.5	3.6	5.1	1.7	1.7	3.7	-1.4	-2.8	5.0	-15.3	20.5	-5.4	-1.5	-1.8
Grèce	5.9	-4.0	-3.3	0.4	2.3	3.5	-3.7	-1.2	-3.8	-5.7	4.9	1.4	-18.1	-10.8
Hongrie	-0.4	2.7	4.2	-0.2	-1.4	0.9	-7.4	16.2	-9.9	-0.2	53.5	-3.5	-5.8	-22.6
Irlande	..	..	7.0	2.1	-1.1	-1.2	1.2	0.8	-5.8	2.7	1.3	-15.2	-4.9	3.1
Islande	-4.8	-0.7	3.8	-0.6	-4.6	-2.3	-1.8	1.5	2.5	-2.9	3.9	-2.4	..	..
Italie	1.3	1.5	1.6	2.8	2.4	6.1	-2.4	-2.5	-3.1	-4.9	13.1	-4.4	-1.4	0.0
Japon	2.4	-6.0	2.4	-1.2	2.0	1.0	2.1	-2.4	6.0	-5.9	-7.1	3.6	-2.6	..
Luxembourg	-5.8	9.4	-3.2	-16.3	15.2	14.4	-13.0	-14.3	11.3	-12.3	0.3	-14.3	-6.2	0.1
Mexique	0.2	1.8	3.8	0.2	3.0	1.5	0.4	5.9	-0.9	3.8	2.9	-0.7	3.9	..
Norvège	2.8	6.7	-0.3	-1.3	1.6	-0.2	-2.7	-2.7	9.0	0.5	12.4	-4.4	0.0	8.0
Nouvelle-Zélande	0.6	7.4	7.6	0.8	-4.2	4.5	2.7	1.7	-0.3	4.6	2.6	4.7	0.4	..
Pays-Bas	2.6	2.0	-2.4	7.4	-5.6	5.8	2.1	-4.5	-1.5	4.1	5.8	-0.5	-2.0	1.7
Pologne	-14.9	10.2	1.7	0.2	3.6	-0.5	-4.1	6.6	1.0	2.7	6.8	-1.0	-2.2	0.7
Portugal	-2.1	-1.1	4.5	-8.3	-3.5	4.8	-4.2	-3.2	2.3	-2.3	5.8	-5.6	2.5	-4.2
République tchèque	-17.3	-4.9	-3.1	-13.4	6.1	5.3	4.1	-2.8	3.4	3.8	7.8	11.0	-16.2	-11.4
République slovaque	8.1	-3.6	-4.1	13.7	-1.5	-8.7	2.0	14.1	19.4	5.3	-2.5	2.9	11.8	9.2
Royaume-Uni	-0.6	-2.1	-2.9	3.5	3.4	1.5	-0.8	-8.9	11.7	-1.7	-0.2	5.3	2.8	-0.9
Suède	-3.7	0.2	-1.0	1.8	-5.6	2.2	2.7	4.9	0.5	0.9	7.7	-5.0	21.2	-1.4
Suisse	-5.6	4.9	-0.6	-4.9	2.9	-1.7	7.8	-8.2	1.6	-9.2	11.4	-2.7	-4.3	5.2
Turquie	-0.7	2.0	4.4	-2.3	8.4	-5.7	7.1	-7.9	8.8	-2.0	2.8	7.2	1.4	-6.8
Total UE27	..	..	3.6	2.6	0.2	4.0	-0.4	-0.5	0.1	-4.5	11.1	-5.3	-1.4	-1.3
Total OCDE	..	..	3.8	3.2	2.2	4.5	3.7	-2.9	-0.5	0.8	5.3	..	..	..
Afrique du Sud	7.9	-19.9	24.0	0.9	-5.3	6.2	4.7	-3.3	6.5	-2.1	1.4	5.5	-7.2	2.9
Bésil	7.4	5.7	3.0	0.8	3.4	6.5	2.7	6.1	6.6	5.8	2.3	0.3	4.5	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5.3	2.8	1.2	3.7	3.1
Inde	..	..	..	..	2.3	5.0	1.2	2.9	-3.2	4.9	1.8	5.0	4.0	5.1

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541213460847>
**Valeur ajoutée réelle dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche**

Croissance annuelle en pourcentage


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535255087357>




## ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

## Valeur ajoutée réelle dans l'industrie

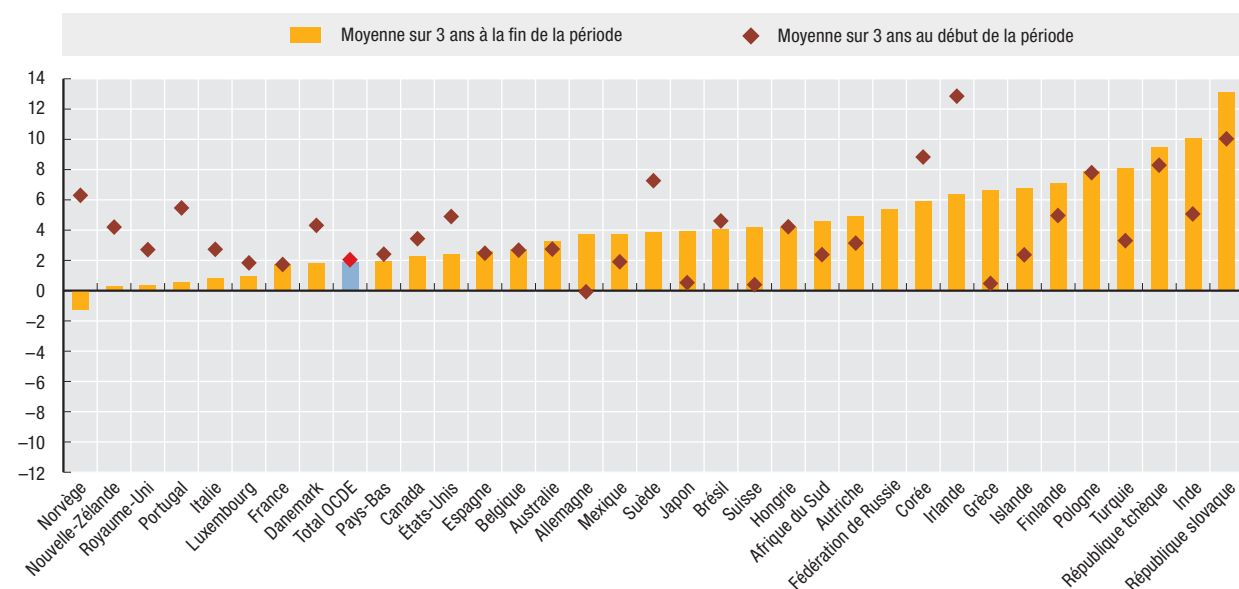

Croissance annuelle en pourcentage

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	3.2	-1.0	-2.4	2.4	0.5	0.8	4.5	-0.1	-1.8	-0.4	3.4	1.6	4.8	4.9
Australie	3.7	2.7	1.8	4.6	3.2	3.1	-0.8	3.4	5.4	1.5	1.5	2.3	4.1	3.5
Autriche	4.0	3.9	1.5	1.8	3.2	3.2	4.8	1.3	-0.1	1.4	3.2	3.3	7.2	4.3
Belgique	3.4	3.4	1.2	6.0	1.6	1.4	5.0	0.2	-1.0	-0.8	3.1	0.8	4.6	2.8
Canada	5.6	3.2	1.5	5.1	3.4	5.5	7.9	-2.1	2.2	0.6	2.8	2.8	1.2	..
Corée	9.5	9.8	7.2	4.5	-8.2	12.2	11.7	3.1	6.4	6.1	8.8	5.7	6.6	5.5
Danemark	8.1	5.5	-0.5	5.2	1.9	2.9	3.3	-1.6	-1.9	-1.2	1.6	0.9	3.9	0.6
Espagne	1.6	4.2	1.6	4.7	5.3	5.9	4.7	4.8	1.8	2.6	2.2	2.4	2.7	2.8
États-Unis	6.7	5.2	2.8	4.1	4.1	4.8	4.0	-4.1	0.8	1.1	4.7	1.4	1.2	..
Finlande	6.7	2.8	5.4	8.9	8.2	5.5	9.6	3.6	3.0	2.6	4.6	3.4	9.6	8.4
France	2.8	3.4	-1.0	-0.4	3.9	2.8	4.4	2.4	0.1	1.2	1.2	1.7	1.5	2.1
Grèce	0.0	0.3	2.2	-1.1	7.4	2.3	5.4	8.7	-8.6	9.2	4.8	10.7	5.5	3.8
Hongrie	5.7	5.7	1.3	10.8	7.5	6.7	8.2	1.7	3.4	4.3	3.6	3.5	4.9	4.2
Irlande	..	..	8.8	16.3	13.6	12.9	9.2	6.8	9.3	1.7	4.0	4.4	5.3	9.4
Islande	1.0	-0.6	6.8	6.5	3.6	2.8	6.8	4.2	-4.3	4.6	8.4	7.4	..	..
Italie	4.2	3.8	0.2	0.5	0.8	0.3	3.7	0.8	0.2	-1.7	1.1	0.2	1.2	1.0
Japon	-2.3	0.7	3.2	1.4	-4.5	-0.6	2.7	-4.2	-1.8	2.4	4.8	3.8	3.2	..
Luxembourg	3.7	2.2	-0.4	5.1	5.0	7.0	6.0	-0.1	6.1	1.7	3.3	3.1	-2.7	2.6
Mexique	5.0	-8.5	10.1	9.3	6.2	4.7	6.0	-3.6	0.0	-0.1	3.6	2.5	5.2	..
Norvège	8.3	5.3	5.3	5.5	-1.8	-1.1	3.5	1.1	0.8	0.2	2.3	0.5	-3.3	-1.0
Nouvelle-Zélande	6.2	2.8	3.6	0.2	-3.7	5.7	0.6	1.1	9.3	2.9	3.7	-1.0	-1.8	..
Pays-Bas	3.6	2.0	1.6	0.1	2.2	3.6	4.9	1.2	0.0	-2.3	2.7	0.9	1.9	3.0
Pologne	7.8	9.2	6.4	10.4	4.8	3.0	4.6	-2.4	-2.4	5.5	8.8	4.3	10.3	9.2
Portugal	3.5	6.1	6.8	6.9	3.7	1.2	3.8	2.1	-1.5	-2.2	0.4	-1.7	0.9	2.6
République tchèque	4.0	10.2	10.8	-5.0	-5.1	2.2	7.1	-1.8	2.8	-0.5	11.6	8.1	12.1	8.2
République slovaque	8.3	5.5	16.6	-4.9	7.7	-3.9	1.4	3.3	8.0	10.4	16.0	9.7	17.7	12.2
Royaume-Uni	4.1	2.1	1.9	1.5	1.1	1.4	1.6	-0.8	-0.5	0.5	1.4	-0.7	0.7	1.0
Suède	9.8	10.4	1.8	4.9	5.8	7.6	6.5	-0.8	4.4	2.8	8.7	4.2	4.7	2.8
Suisse	3.4	-0.2	-2.0	0.8	0.8	0.3	0.5	2.7	0.1	-0.1	1.3	3.6	5.1	3.9
Turquie	-4.9	8.4	6.9	9.4	1.8	-4.6	6.3	-9.1	4.6	7.8	11.8	8.7	10.2	5.4
Total UE27	..	..	0.1	2.4	2.2	2.3	4.2	1.0	0.0	0.6	2.8	1.7	3.5	3.4
Total OCDE	..	..	2.2	2.9	1.0	2.7	4.0	-2.1	0.3	1.3	4.0	..	..	..
Afrique du Sud	2.3	3.2	1.6	2.6	-1.2	-0.2	5.1	1.9	2.7	0.8	4.3	4.5	4.5	4.8
Brésil	8.1	4.7	1.1	4.2	-2.6	-1.9	4.8	-0.6	2.1	1.3	7.9	2.1	2.3	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	9.4	7.1	5.0	4.4	6.7
Inde	..	..	..	..	4.0	4.2	7.0	2.3	6.3	7.1	9.9	9.9	10.8	9.6

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541254656768>

## Valeur ajoutée réelle dans l'industrie


Croissance annuelle en pourcentage

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535330641740>

## Valeur ajoutée réelle dans les services

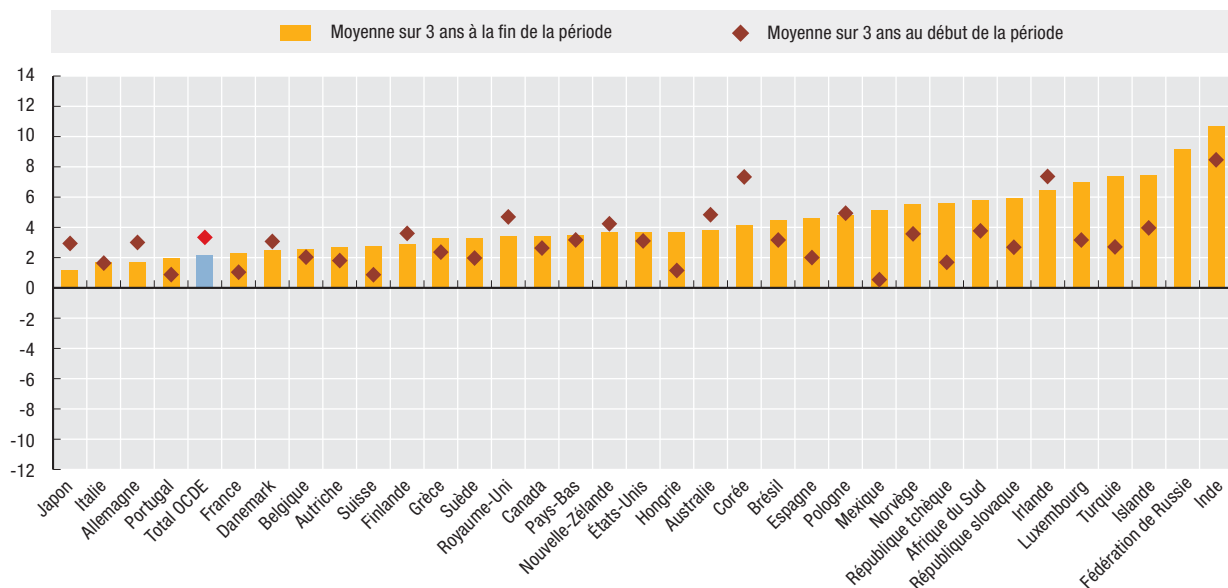

Croissance annuelle en pourcentage

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	2.2	3.7	3.1	1.6	2.9	2.2	3.4	2.1	1.3	0.1	0.5	0.9	2.2	2.0
Australie	5.8	3.9	4.8	4.2	5.9	4.4	3.5	3.8	3.7	4.0	3.3	3.3	4.1	4.0
Autriche	2.1	1.2	2.1	3.5	3.6	2.9	3.3	0.6	2.6	0.8	2.3	3.1	2.4	2.5
Belgique	2.7	2.9	0.5	2.1	1.5	3.8	3.1	1.9	2.2	2.0	2.1	2.5	2.5	2.6
Canada	4.1	2.5	1.3	4.0	4.1	5.5	4.7	3.6	3.0	2.6	3.3	3.1	3.9	..
Corée	7.7	8.1	6.2	5.1	-3.9	6.6	6.1	4.8	7.8	1.6	1.9	3.4	4.2	4.8
Danemark	3.6	2.2	3.4	2.3	1.9	3.0	4.6	1.5	1.3	0.9	1.6	2.0	2.9	2.6
Espagne	2.0	2.6	1.4	2.9	3.8	4.3	5.1	3.6	3.0	3.0	3.8	4.3	4.4	4.6
États-Unis	2.5	2.8	4.0	5.0	5.3	4.4	3.5	2.6	1.5	2.8	3.3	3.7	4.0	..
Finlande	2.6	4.6	3.6	4.5	4.2	3.5	3.3	2.5	0.4	0.5	3.4	2.4	3.4	2.8
France	1.2	0.4	1.5	1.9	2.8	2.9	3.7	1.7	1.1	1.5	2.4	2.0	2.4	2.4
Grèce	0.8	3.9	2.4	5.0	3.0	1.9	5.0	2.5	8.6	6.4	6.1	0.6	4.1	5.1
Hongrie	4.5	-3.3	2.4	2.5	3.8	3.2	4.0	3.8	5.0	4.2	2.8	4.8	5.0	1.3
Irlande	..	..	8.3	8.2	5.6	7.2	8.4	7.8	4.8	5.1	6.0	6.8	5.7	6.9
Islande	3.7	2.6	5.6	5.1	9.1	7.3	6.9	4.8	0.0	4.3	7.5	10.6	..	..
Italie	1.3	2.2	1.4	2.0	1.3	1.4	4.0	2.4	0.9	0.4	1.6	1.1	2.1	1.8
Japon	2.6	3.2	3.0	1.9	-0.5	0.6	1.9	2.1	1.7	1.2	1.1	1.9	0.5	..
Luxembourg	5.0	2.5	2.0	5.4	6.4	8.2	8.1	4.2	3.4	1.4	4.3	6.0	8.9	6.0
Mexique	5.3	-6.3	3.0	6.6	4.8	3.8	7.6	1.6	1.8	2.5	4.7	4.3	5.4	..
Norvège	3.5	2.8	4.4	5.4	4.8	3.8	3.5	2.4	1.2	1.5	3.6	3.9	5.7	5.7
Nouvelle-Zélande	4.8	4.5	3.4	2.7	2.5	5.0	3.1	5.2	4.1	3.3	4.2	3.8	3.0	..
Pays-Bas	2.4	3.3	3.8	5.6	4.7	4.8	3.7	2.3	0.3	1.3	2.2	2.6	4.1	3.8
Pologne	4.7	4.5	5.6	5.1	5.0	5.4	4.4	2.8	3.1	2.9	3.5	3.2	4.6	5.9
Portugal	-2.4	3.0	2.1	3.8	4.7	3.9	4.4	2.9	1.6	0.4	2.0	2.0	1.8	2.1
République tchèque	3.3	2.5	-0.7	1.5	2.1	0.3	1.5	5.7	2.4	5.0	0.1	5.6	5.7	5.3
République slovaque	-1.0	6.9	2.3	13.4	0.4	2.9	-0.1	5.1	0.9	0.6	-1.3	3.4	4.8	9.7
Royaume-Uni	7.1	3.4	3.6	4.1	5.1	4.5	4.7	3.6	2.4	3.5	3.2	2.9	3.6	3.7
Suède	2.0	2.4	1.5	1.7	3.1	3.4	4.2	1.4	1.6	1.7	2.8	3.1	4.0	2.7
Suisse	0.3	0.4	1.9	2.2	3.3	0.9	4.3	0.7	0.7	-0.3	2.7	2.1	2.9	3.2
Turquie	-2.3	5.5	5.1	6.3	3.4	-1.0	6.4	-0.2	4.4	3.7	9.6	8.6	7.2	6.3
Total UE27	..	..	2.5	2.8	3.3	3.1	4.0	2.5	1.8	1.7	2.2	2.3	3.1	3.0
Total OCDE	..	..	3.2	3.5	3.3	3.2	3.6	2.5	1.8	2.1	2.6	..	..	..
Afrique du Sud	2.8	4.3	4.2	2.6	2.0	3.9	4.1	3.6	4.2	4.5	5.2	5.2	6.1	5.4
Brésil	4.0	3.2	2.2	2.6	1.1	1.2	3.6	1.9	3.2	0.8	5.0	3.7	4.2	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6.6	7.2	7.3	10.1	10.0
Inde	..	..	..	..	10.1	8.2	7.1	6.5	7.3	8.5	8.1	10.2	11.3	10.5

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541316258570>

## Valeur ajoutée réelle dans les services

Croissance annuelle en pourcentage

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535338667344>

## PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Les statistiques relatives à la répartition des entreprises par catégorie de taille jouent un rôle important, en mettant en lumière la contribution potentielle des petites entreprises à la croissance économique. Pour les tableaux présentés ici, il est particulièrement significatif que les petites entreprises soient souvent les plus dynamiques et innovantes, ce qui s'explique par le fait que nombre d'entre elles sont de création récente. Il convient toutefois de noter qu'en raison d'une présentation non diachronique, les données fournies ne montrent pas l'évolution de la contribution des petites entreprises à la croissance de l'économie et de l'emploi au fil de leur transition de la phase de démarrage à celle de la maturité en termes de taille. De nombreuses études ont été réalisées à partir d'ensembles de données diachroniques pour établir l'importance de leur contribution à cet égard.

### Définition

Une entreprise est une entité juridique habilitée à mener des activités pour son compte propre, notamment à signer des contrats, à posséder des biens, à contracter des dettes et à établir des comptes bancaires. Elle peut être constituée d'une ou de plusieurs unités locales ou établissements, qui correspondent à des unités productrices sises en un lieu topographiquement identifié et dans lesquelles une ou plusieurs personnes travaillent pour le compte de l'entreprise dont elles font partie.

Le nombre de salariés correspond à l'ensemble des personnes, ouvriers et employés, bénéficiant d'une situation contractuelle, qui travaillent dans l'entreprise et reçoivent une rémunération pour ce travail, qu'elles soient occupées à temps partiel ou à temps plein. Sont notamment considérés comme salariés les gérants d'entreprises salariés, les étudiants ayant conclu un engagement formel par lequel ils contribuent au processus de production de l'entreprise en échange d'une rémunération et/ou de services d'éducation, et les personnes à la recherche d'emplois fixes qui bénéficient d'un contrat de réinsertion ou de retour à l'emploi. Cette catégorie comprend les personnes en congé de maladie, en congé payé ou en vacances. Elle exclut les propriétaires qui travaillent dans l'entreprise, les associés actifs, les travailleurs familiaux non rémunérés et les travailleurs à domicile, qu'ils figurent ou non sur la liste des employés de l'entreprise.

### En bref

D'une économie à l'autre, la contribution et l'importance des petites entreprises varient beaucoup. En règle générale, plus le pays est grand, plus la proportion de petites entreprises est réduite. Cette situation résulte en partie des meilleures perspectives de croissance qu'offrent les grands marchés, où l'offre de main-d'œuvre est plus importante et la demande plus vaste, mais aussi d'un phénomène statistique : lorsqu'une entreprise ouvre un nouvel établissement dans le pays où elle est immatriculée, elle croît, et passe du statut de petite entreprise à celui de grande entreprise ; en revanche, si le même établissement est implanté dans un autre pays, il y sera enregistré comme une création d'entreprise.

Dans la plupart des économies, 70 % des entreprises comptent moins de 10 salariés. À l'inverse 70 % ou plus des salariés travaillent dans les entreprises de plus de 20 salariés.

### Comparabilité

L'unité statistique sur laquelle reposent les informations présentées est l'entreprise pour tous les pays sauf le Japon, la Corée et le Mexique, qui utilisent l'établissement. Cette différence peut soulever des difficultés de comparaison, mais comme la plupart des entreprises sont aussi des établissements, ce problème reste sans doute limité. En revanche, la couverture des données sur les entreprises/établissements peut varier considérablement. Dans de nombreux pays, ces informations sont tirées de registres des sociétés, de recensements économiques ou d'enquêtes qui peuvent comporter un seuil d'exclusion fondé sur la taille. En fait, tous les pays appliquent une forme ou une autre de seuil, qui dépend souvent de la législation fiscale et de la charge qu'il est possible d'imposer aux entreprises. En Irlande, seules les entreprises comptant au minimum trois salariés sont prises en compte, alors qu'au Japon et en Corée, les données n'incluent pas les établissements de moins de 4 et 5 salariés respectivement. Les entreprises qui exercent exclusivement leurs activités dans l'économie informelle sont naturellement très difficiles, voire impossibles, à appréhender et sont très vraisemblablement de petite taille. Néanmoins, en dépit de ces différences, il est possible de procéder à des comparaisons rationnelles entre pays.

Les données relatives à l'emploi de l'Australie et de la Suisse font référence au nombre de personnes occupées et non au nombre des salariés.

Les données concernant l'Autriche, l'Islande, le Japon (emploi), les Pays-Bas, la Pologne, la Suisse et le Royaume-Uni portent sur 2005, les données relatives à la Turquie portent sur 2004, alors que celles concernant le Mexique portent sur 2003.

Enfin, les données figurant dans les catégories de taille « moins de 10 salariés » et « moins de 20 salariés » pour la Nouvelle-Zélande incluent les unités statistiques ne comptant aucun salarié.

### Source

- Statistiques structurelles et démographiques des entreprises, base de données de l'OCDE.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Birch, D. (1979), *The Job Generation Process*, MIT Program on Neighborhood and Regional Change, Cambridge.
- OCDE (2005), *Local Economic and Employment Development Entrepreneurship A Catalyst for Urban Regeneration*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Le déficit de financement des PME (vol. I) : Principes et réalités*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Les PME au Mexique : Problématique et politiques*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE, Eurostat (2008), *Measuring Entrepreneurship – a digest of indicators*, OECD-Eurostat Entrepreneurship Indicators Program, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Statistiques structurelles et démographiques des entreprises : 1996-2003*, Édition 2006, OCDE, Paris.


#### Publications méthodologiques

- OCDE, Eurostat (2008), *Eurostat-OECD Manual on Business Demography Statistics*, OCDE, Paris.

## Nombre de salariés et nombre d'entreprises dans l'industrie manufacturière

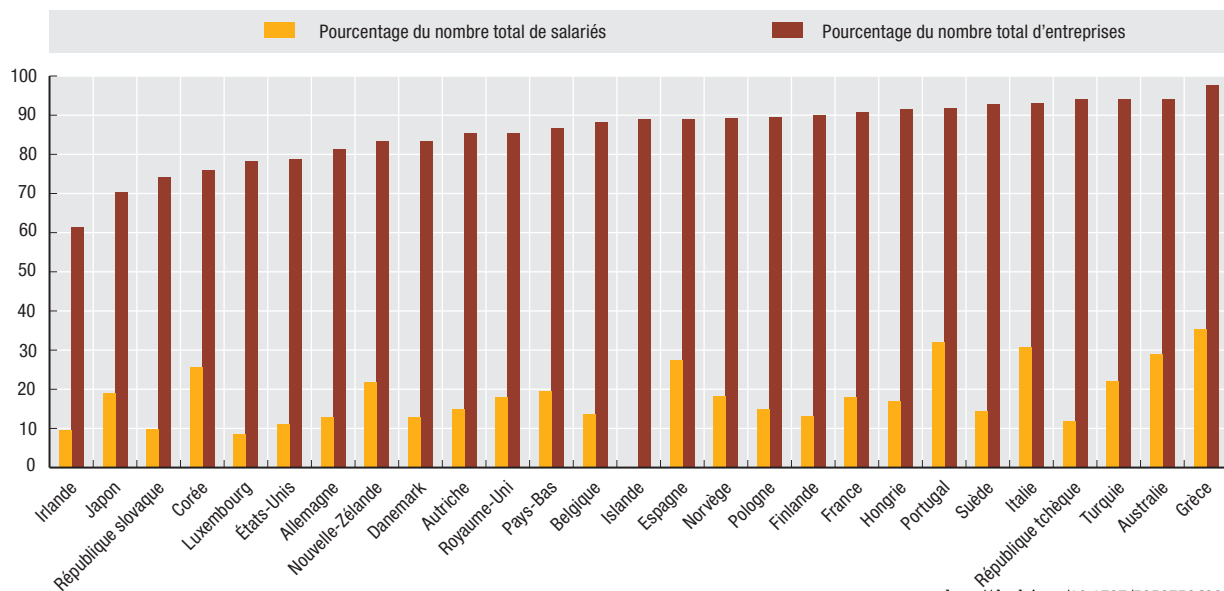
Par taille d'entreprise, 2006 ou dernière année disponible


Nombre de personnes occupées	En pourcentage du nombre total de salariés dans l'industrie manufacturière						En pourcentage du nombre d'entreprises dans l'industrie manufacturière							
	Moins de 20	20 ou plus	Moins de 10	10-19	20-49	50-249	250 ou plus	Moins de 20	20 ou plus	Moins de 10	10-19	20-49	50-249	250 ou plus
Allemagne	13.0	87.0	4.9	8.1	7.5	25.0	54.5	81.4	18.6	60.2	21.1	8.1	8.4	2.1
Australie	28.9	71.0	19.3	9.6	13.9	..	..	94.2	5.8	88.5	5.7	3.8	..	..
Autriche	14.8	85.2	7.7	7.1	11.4	27.2	46.6	85.4	14.6	73.9	11.5	7.9	5.2	1.5
Belgique	13.7	86.3	7.1	6.6	13.0	25.5	47.8	88.3	11.7	80.2	8.2	6.8	3.9	1.0
Corée	25.8	74.2	11.3	14.5	20.9	23.9	29.4	76.1	23.9	49.5	26.6	16.5	6.4	1.1
Danemark	12.8	87.2	5.9	6.9	12.5	28.2	46.5	83.5	16.5	72.3	11.2	9.1	6.0	1.4
Espagne	27.3	72.7	14.9	12.5	20.6	24.7	27.4	89.1	10.9	78.6	10.5	7.6	2.8	0.5
États-Unis	11.1	88.9	5.7	5.4	..	..	..	78.8	21.2	64.3	14.5	..	..	1.2
Finlande	13.1	86.9	7.5	5.7	10.2	24.5	52.1	90.0	10.0	83.3	6.7	5.2	3.7	1.0
France	18.0	82.0	10.8	7.2	12.2	22.5	47.3	90.8	9.2	83.4	7.5	5.4	3.0	0.8
Grèce	35.3	64.7	30.2	5.1	10.0	26.3	28.4	97.8	2.2	96.5	1.3	1.0	1.0	0.2
Hongrie	17.1	82.9	10.2	6.9	11.6	25.7	45.6	91.7	8.3	85.5	6.2	4.6	3.0	0.8
Irlande	9.6	90.4	3.9	5.7	12.9	30.1	47.3	61.4	38.6	39.5	21.8	20.5	14.2	3.9
Islande	..	..	..	..	..	..	..	88.9	11.1	80.2	8.7	6.7	3.8	0.7
Italie	30.9	69.1	15.3	15.5	17.8	25.1	26.2	93.0	7.0	82.9	10.1	4.7	2.0	0.3
Japon	20.5	79.5	10.3	10.2	17.6	31.0	30.9	72.4	27.6	51.7	20.7	16.8	9.2	1.5
Luxembourg	8.5	91.5	4.1	4.3	7.7	22.6	61.2	78.4	21.6	65.9	12.5	9.8	8.8	3.1
Mexique	13.7	86.3	9.4	4.3	7.3	21.6	57.3	92.8	7.2	89.7	3.1	2.2	1.8	0.7
Norvège	18.3	81.7	9.9	8.5	14.5	28.3	38.9	89.2	10.8	81.0	8.2	6.3	3.8	0.8
Nouvelle-Zélande	21.8	78.2	11.6	10.2	14.5	11.0	52.8	83.3	16.7	67.1	16.2	10.3	3.4	3.0
Pays-Bas	19.5	80.5	10.3	9.2	14.9	29.8	35.8	86.8	13.2	77.1	9.7	7.4	4.8	1.1
Pologne	14.9	85.1	10.5	4.3	10.1	32.1	43.0	91.8	8.2	88.1	3.7	3.9	3.5	0.8
Portugal	32.1	67.9	20.1	12.0	19.3	29.7	18.9	91.9	8.1	84.3	7.6	5.3	2.5	0.3
République tchèque	11.8	88.2	5.8	6.0	10.5	29.4	48.4	94.1	5.9	90.2	3.9	2.9	2.3	0.6
République slovaque	9.9	90.1	4.9	5.0	6.9	27.6	55.6	74.2	25.8	54.1	20.1	9.7	12.2	3.9
Royaume-Uni	18.1	81.9	10.4	7.6	14.0	35.3	50.2	85.5	14.5	74.5	11.0	8.0	5.3	1.2
Suède	14.4	85.6	8.4	6.1	10.2	23.7	51.7	92.8	7.2	87.7	5.2	3.9	2.6	0.7
Suisse	22.7	77.3	14.9	7.8	13.0	29.2	35.1	87.8	12.2	79.1	8.7	6.7	4.5	0.9
Turquie	22.1	77.9	..	..	15.0	25.6	37.3	94.2	5.8	..	..	3.6	1.8	0.4
Total UE27	..	..	..	..	..	..	..	89.7	10.1	80.7	9.3	5.8	3.6	0.8

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541361750571>

## Entreprises de moins de 20 personnes occupées

En pourcentage du nombre total de salariés ou du nombre total d'entreprises, 2006 ou dernière année disponible



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535375263345>









## MONDIALISATION ÉCONOMIQUE

### ÉCHANGES

PART DES ÉCHANGES DANS LE PIB

ÉCHANGES DE BIENS

ÉCHANGES DE SERVICES

PARTENAIRES COMMERCIAUX

BALANCE DES PAIEMENTS

### INVESTISSEMENT INTERNATIONAL

FLUX ET STOCKS D'IDE

ACTIVITÉS DES ENTREPRISES MULTINATIONALES

## PART DES ÉCHANGES DANS LE PIB

Les échanges internationaux de biens et services constituent l'un des principaux vecteurs d'intégration économique. Le poids relatif des échanges internationaux exprimé en proportion du PIB donne une bonne indication de l'importance de ces échanges.

Les échanges internationaux sont généralement plus importants pour les petits pays (en termes de taille géographique ou de population) entourés de pays ayant des régimes commerciaux ouverts que pour les grands pays relativement autosuffisants, ou ceux qui sont géographiquement isolés et donc pénalisés par des coûts de transport élevés. D'autres facteurs entrent aussi en ligne de compte et contribuent à expliquer les différences de poids des échanges en proportion du PIB entre pays : leur histoire, leur culture, leur politique commerciale, la structure de leur économie (notamment la part du PIB que représentent les services ne pouvant pas faire l'objet d'échanges internationaux), les réexportations et la présence de multinationales, qui se traduit par d'importants échanges intragroupe.

### Définition

Les ratios indiqués dans ce tableau correspondent à la moyenne des importations et des exportations (tant de biens que de services) à prix courants et en pourcentage du PIB. Les données proviennent des statistiques des comptes nationaux établies conformément au Système de comptabilité nationale de 1993. Il faut entendre par biens les marchandises importées et exportées. Quant aux services, ils recouvrent les transports, les voyages, les communications, le bâtiment et les travaux publics, les technologies de l'information, les services financiers, les autres services aux entreprises, les services personnels, les services fournis ou reçus par les administrations publiques, ainsi que les redevances et droits de licence.

### Tendances à long terme

En 2007, le ratio échanges/PIB des pays de l'OCDE s'est établi à 28 %, tandis qu'il était de 40 % pour les 27 États membres de l'UE depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 (UE27). Pour les raisons indiquées plus haut, ce ratio varie fortement suivant les pays. Il dépasse 50 % pour des petits pays – l'Autriche, la Belgique, la République tchèque, le Danemark, la Hongrie, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, la République slovaque et la Suisse – mais il est inférieur à 20 % pour les deux plus grands pays de l'OCDE, à savoir le Japon et les États-Unis.

Entre 1994 et 2007, le ratio échanges/PIB de l'ensemble de la zone OCDE a augmenté de 9 points de pourcentage. Des augmentations substantielles du ratio échanges/PIB ont été enregistrées au Luxembourg, en Hongrie et en République slovaque. Il est intéressant de noter que les ratios des pays anglo-saxons sont restés globalement stables sur la période considérée, dans une fourchette allant de -2 à 4 %.

### Comparabilité

Les ratios indiqués dans ce tableau sont établis sur la base de normes et définitions communes.

Le ratio échanges/PIB est souvent considéré comme un indicateur du degré d'ouverture commerciale. Cependant, le terme « ouverture » peut prêter à confusion. En fait, un ratio peu élevé n'indique pas nécessairement l'existence d'obstacles tarifaires ou non tarifaires élevés aux échanges internationaux; il peut être dû aux facteurs susmentionnés, notamment à la taille ou à l'éloignement géographique de l'économie considérée par rapport à ses partenaires commerciaux potentiels.

Veillez noter que le ratio échanges/PIB qui figure dans les indicateurs commerciaux publiés par l'OMC, le FMI et l'OCDE se réfère à la somme des importations et des exportations et non à leur moyenne, comme c'est le cas ici.

Il convient de noter également que les données relatives à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande portent sur les exercices budgétaires.

### Source

- OCDE (2008), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications statistiques

- OCDE (2007), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques mensuelles du commerce international*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques sur les échanges internationaux de services*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Lindner, A., et al. (2001), « Commerce de marchandises et de services : tendances statistiques et problèmes de mesure », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 1, octobre, OCDE, Paris, [www.oecd.org/std/cahierstatistique](http://www.oecd.org/std/cahierstatistique).
- ONU, CE, FMI, OCDE, CNUCED et OMC (2002), *Manuel des statistiques du commerce international des services*, Nations Unies, New York.

#### Sites Internet

- Statistiques de l'OCDE sur le commerce international, [www.oecd.org/std/its](http://www.oecd.org/std/its).

## Échanges de biens et services

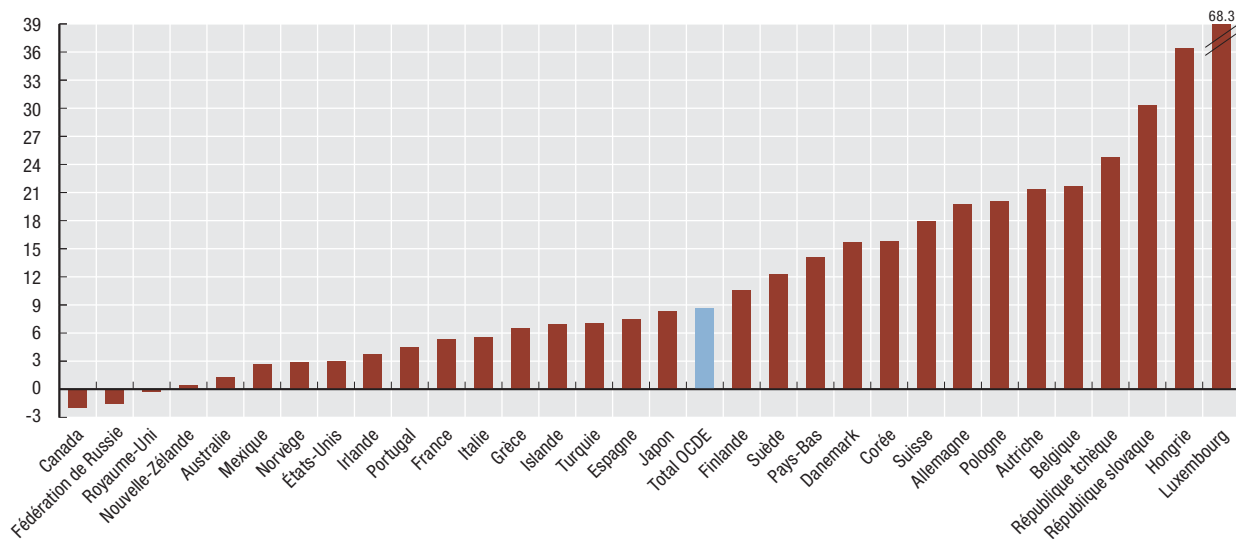

En pourcentage du PIB

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	23.0	23.7	24.4	26.8	28.0	29.0	33.2	33.8	33.4	33.7	35.9	38.4	42.5	43.4
Australie	19.1	19.4	19.3	20.3	19.9	20.9	22.5	21.1	20.4	18.8	19.9	21.0	21.2	20.7
Autriche	34.0	35.3	36.3	39.7	40.8	41.7	45.5	47.4	46.7	46.8	50.0	52.0	54.2	56.7
Belgique	63.8	65.6	67.7	71.8	72.5	73.2	83.2	83.0	80.2	78.8	81.7	84.8	85.7	87.3
Canada	33.4	35.7	36.4	38.5	40.4	41.4	42.7	40.7	39.4	36.2	36.3	35.9	34.8	33.7
Corée	27.0	29.4	29.6	32.7	39.7	35.7	39.2	36.7	34.6	36.8	41.9	41.1	42.5	45.2
Danemark	35.1	35.5	35.4	36.9	37.2	38.2	43.5	43.9	44.3	42.2	42.9	46.5	50.5	51.2
Espagne	20.8	22.4	23.4	25.9	26.8	27.6	30.6	29.8	28.4	27.5	27.9	28.3	29.6	29.9
États-Unis	10.9	11.7	11.8	12.2	11.9	12.2	13.2	12.1	11.7	11.8	12.8	13.5	14.2	14.7
Finlande	31.9	32.6	33.4	34.7	34.0	33.7	38.7	36.6	35.7	35.0	36.5	39.6	42.7	43.2
France	21.4	22.2	22.4	24.3	25.0	25.1	28.1	27.5	26.3	25.1	25.7	26.5	27.4	27.5
Grèce	21.3	21.8	22.1	24.0	24.6	27.4	31.6	30.6	27.8	26.7	27.0	26.4	28.0	28.3
Hongrie	31.1	43.1	46.6	52.8	60.5	63.4	73.9	71.7	64.1	62.7	64.9	66.9	77.4	79.5
Irlande	65.4	70.4	71.3	72.9	80.9	82.1	91.4	92.2	85.4	75.8	76.3	75.6	74.5	74.1
Islande	33.2	33.7	36.0	36.0	36.9	35.9	37.2	39.3	36.6	35.8	36.9	37.8	41.0	40.6
Italie	21.1	23.8	22.4	23.3	23.6	23.5	26.6	26.4	25.2	24.3	25.0	26.0	28.2	29.3
Japon	8.1	8.5	9.6	10.3	10.0	9.5	10.3	10.2	10.7	11.2	12.3	13.6	15.4	16.8
Luxembourg	93.9	95.8	101.0	112.2	119.3	124.6	139.5	137.8	130.9	125.1	140.2	145.8	159.7	164.1
Mexique	17.5	26.5	28.3	27.7	28.9	28.8	29.1	26.1	25.3	26.1	27.5	28.0	28.8	29.2
Norvège	35.1	34.9	36.3	37.3	36.7	35.7	38.0	37.3	34.4	33.8	35.3	36.4	37.4	37.8
Nouvelle-Zélande	29.7	28.6	27.8	27.9	29.3	31.0	34.7	33.9	31.6	28.9	29.5	29.1	29.8	29.0
Pays-Bas	54.0	56.5	57.0	60.5	60.2	60.9	67.3	64.4	60.9	59.9	62.7	65.4	69.0	70.6
Pologne	20.6	22.1	23.0	25.4	28.4	27.1	30.3	28.9	30.4	34.7	38.7	37.5	41.3	42.2
Portugal	30.3	31.8	31.7	32.6	33.4	33.0	35.2	33.9	32.1	31.3	32.3	33.0	35.1	36.3
République tchèque	48.9	52.9	51.8	54.7	54.8	56.0	64.9	66.6	61.3	62.9	70.1	70.6	74.8	77.7
République slovaque	56.7	56.7	58.7	61.2	64.6	63.4	71.7	76.8	74.7	76.8	75.8	78.5	86.3	87.0
Royaume-Uni	26.7	28.3	29.3	28.3	26.9	26.9	28.6	28.3	27.4	26.6	26.6	28.1	30.1	28.0
Suède	33.9	36.4	35.3	38.4	39.8	39.9	43.4	43.2	41.2	40.4	42.2	44.9	47.4	48.7
Suisse	33.5	33.4	34.1	37.5	38.2	39.3	43.6	43.5	41.1	40.8	42.9	45.6	48.6	51.3
Turquie	16.7	17.5	19.5	21.8	20.8	19.4	21.6	25.4	24.4	23.5	24.9	23.6	25.1	24.5
Total UE27	..	28.9	29.2	31.0	31.6	32.1	35.9	35.8	34.6	34.1	35.4	37.0	39.6	40.0
Total OCDE	..	19.2	19.9	20.8	21.1	21.0	22.4	22.0	21.8	22.3	23.9	25.0	26.7	27.8
Fédération de Russie	..	27.6	24.0	23.6	27.9	34.7	34.0	30.6	29.8	29.5	28.3	28.3	27.4	26.1

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541400507862>

## Part des échanges dans le PIB

Différence entre les ratios de 2007 et 1995 en points de pourcentage


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535428614188>

## ÉCHANGES DE BIENS

Depuis sa création, l'OCDE s'efforce de promouvoir le commerce international, car elle y voit un moyen efficace de renforcer la croissance économique et d'élever les niveaux de vie. Le développement des échanges bénéficie aux pays membres aussi bien qu'aux partenaires commerciaux de l'OCDE dans le reste du monde.

### Définition

Suivant les recommandations des Nations Unies, les statistiques du commerce international de marchandises couvrent tous les biens dont l'entrée (importations) ou la sortie (exportations) du territoire économique fait augmenter ou diminuer le stock de ressources matérielles du pays considéré. Les biens simplement transportés à travers le pays ou admis ou expédiés temporairement (à l'exception des biens destinés au perfectionnement actif ou passif) ne sont pas inclus dans les statistiques du commerce international de marchandises.

### Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE suivent les recommandations des Nations Unies pour autant que les sources de données dont ils disposent le permettent. On observe quelques différences, généralement peu importantes, entre les pays quant à la couverture de certaines catégories de transactions comme le commerce par

correspondance, les importations et exportations de matériel militaire en vertu d'accords de défense, le commerce de produits de la mer en haute mer par des navires battant pavillon national et les biens entrant dans des zones sous douane ou en sortant.

Les exportations sont généralement évaluées f.a.b. (« Franco à bord »), sauf dans le cas des États-Unis, qui les évaluent f.l.n. (« Franco le long du navire », c'est-à-dire après déduction des coûts de chargement). Les importations sont évaluées par la plupart des pays c.a.f. (« Coût assurance fret », c'est-à-dire au coût des biens majoré des coûts d'assurance et de fret liés à leur acheminement jusqu'à la frontière du pays importateur). Cependant, le Canada déclare ses importations à leur valeur f.a.b. Les soldes commerciaux indiqués dans le tableau ne sont donc pas strictement comparables, car les importations ne sont pas évaluées de la même manière par tous les pays.

La mise en place du Marché unique en Europe en 1993 s'est traduite par une certaine dégradation de la précision des données en ce qui concerne le commerce intracommunautaire, car les documents douaniers ne sont plus disponibles pour consigner toutes les importations et exportations. Il est à noter que si les données de l'OCDE suivent la plupart du temps les recommandations des Nations Unies, les statistiques commerciales d'Eurostat suivent les définitions communautaires. En conséquence, les statistiques commerciales de l'OCDE concernant les pays de l'Union européenne ne sont pas strictement comparables à celles d'Eurostat.

Le « Total OCDE » comprend le Mexique à partir de 1990, la Hongrie et la Pologne à partir de 1992, la République tchèque à partir de 1993, la Corée à partir de 1994 et la République slovaque à partir de 1997.

### Tendances à long terme

Sur la période de dix ans allant de 1997 à 2007, la croissance relative des importations (c'est-à-dire leur croissance pour le pays considéré divisée par la croissance des importations de tous les pays de l'OCDE) a été faible au Japon, au Canada, au Royaume-Uni et au Luxembourg, mais particulièrement soutenue dans certains nouveaux pays membres, à savoir la République slovaque, la Hongrie et la République tchèque. S'agissant des « BRICS » (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), la Chine et l'Inde affichaient toujours une croissance relative des importations élevée, alors que la croissance enregistrée par la Fédération de Russie était proche de la moyenne de l'OCDE, et que la croissance relative des importations du Brésil était très faible.

Au cours de la même période, les taux de croissance relative des exportations de marchandises ont atteint des niveaux élevés en République slovaque, en Pologne, en République tchèque et en Hongrie. Au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Japon, en France, au Canada et en Nouvelle-Zélande, en revanche, les taux de croissance des exportations ont été inférieurs à la moyenne.

Une fois de plus, la Chine affichait le taux de croissance annuelle relative le plus élevé de tous les pays considérés tant pour les importations que pour les exportations.

Le déficit commercial des États-Unis est resté ample tout au long de la période et a augmenté la plupart des années. Le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Inde et la France ont aussi enregistré d'importants déficits commerciaux au titre des échanges de marchandises, alors que l'Allemagne a généralement dégagé, en moyenne, les excédents commerciaux les plus volumineux de tous les pays de l'OCDE. La Fédération de Russie et la Chine ont, elles aussi, affiché des excédents commerciaux significatifs, similaires à ceux de l'Allemagne. Au cours des trois dernières années, le solde commercial moyen de la Chine a même plus que triplé par rapport à son solde commercial moyen sur l'ensemble de la période considérée.

### Source

- UN Commodity Trade Statistics Database.
- OCDE (2007), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Les échanges et l'ajustement structurel : Les enjeux de la mondialisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Objectif développement – L'aide au commerce : Comment la rendre efficace*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Trade Based Money Laundering*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2007), *Statistiques mensuelles du commerce international*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Lindner, A., et al. (2001), « Commerce de marchandises et de services : tendances statistiques et problèmes de mesure », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 1, octobre, OCDE, Paris, [www.oecd.org/std/cahierstatistique](http://www.oecd.org/std/cahierstatistique).
- OCDE (2004), *International Trade by Commodity Statistics – Définitions*, OCDE, Paris.
- Nations Unies (1998), *International Merchandise Trade Statistics: Compilers Manual*, Nations Unies, New York, <http://unstats.un.org/unsd/trade/methodology.htm>.

#### Bases de données en ligne

- ITCS *Statistiques du commerce international par produit*.
- *Statistiques mensuelles du commerce international*.

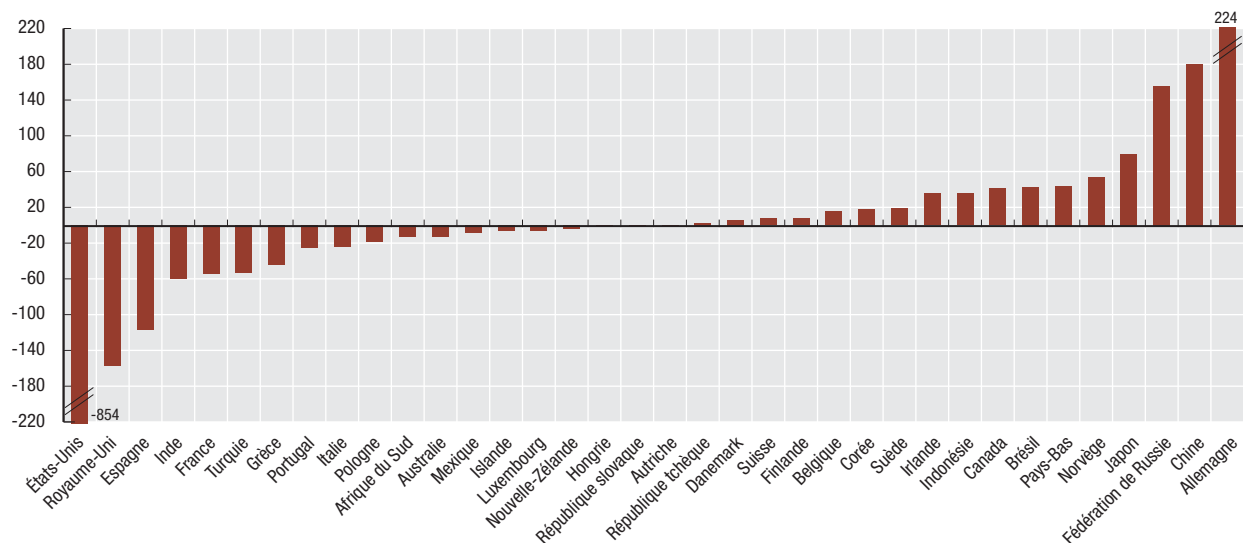
**Balance commerciale : exportations de marchandises moins importations de marchandises**

Milliards de dollars

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	45.6	59.6	68.3	67.1	72.3	69.3	54.8	85.7	125.6	146.8	193.6	198.0	203.6	269.5
Australie	-2.7	-4.4	-1.2	1.0	-5.0	-9.5	-4.0	2.4	-4.5	-14.6	-17.3	-13.2	-9.3	-16.8
Autriche	-10.2	-8.5	-10.1	-6.9	-6.2	-6.2	-5.2	-4.4	-0.1	-2.3	-0.4	-2.2	-0.3	0.5
Belgique	13.3	15.4	11.4	12.3	14.4	14.3	13.5	11.6	17.7	20.7	21.1	13.8	15.5	17.5
Canada	7.7	16.5	19.2	18.1	13.3	23.2	37.6	39.4	30.2	31.8	43.1	45.7	38.1	39.9
Corée	-6.5	-10.4	-19.6	-8.5	39.0	23.9	11.8	9.3	10.4	15.0	29.4	23.2	16.1	14.6
Danemark	5.8	4.7	5.7	3.7	1.7	4.7	5.2	5.8	6.4	8.4	8.0	8.3	5.6	3.0
Espagne	-19.0	-23.0	-21.0	-18.2	-25.8	-36.4	-39.5	-38.8	-40.0	-53.4	-76.5	-96.8	-115.9	-137.5
États-Unis	-176.7	-187.9	-194.8	-210.5	-263.9	-366.4	-477.7	-449.1	-509.1	-581.4	-707.4	-828.0	-882.0	-854.7
Finlande	6.4	10.9	9.7	10.0	10.8	10.2	11.7	10.7	11.0	10.9	10.1	6.8	7.8	8.3
France	5.0	10.6	6.2	16.8	14.7	9.5	-8.5	-4.4	1.1	-4.5	-20.5	-41.6	-50.8	-71.8
Grèce	-11.7	-15.0	-15.7	-15.8	-19.4	-18.8	-18.8	-17.9	-21.8	-31.2	-37.6	-37.4	-42.8	-52.6
Hongrie	-4.2	-2.6	-3.1	-2.1	-2.7	-3.0	-4.0	-3.2	-3.3	-4.7	-4.8	-3.6	-2.9	-0.1
Irlande	8.2	11.5	12.4	14.4	19.9	24.0	25.6	26.4	36.0	38.7	42.0	39.7	32.3	35.1
Islande	-1.5	-1.8	-2.0	-2.0	-2.5	-2.5	-2.6	-2.3	-2.3	-2.8	-3.6	-5.0	-6.0	-6.7
Italie	22.1	27.2	43.9	29.9	26.5	14.7	1.8	8.1	7.7	2.0	-1.9	-17.0	-41.9	-12.5
Japon	121.6	107.1	61.8	82.2	107.5	107.2	99.6	54.0	79.1	88.5	110.5	79.1	67.7	92.1
Luxembourg	..	..	..	..	..	-2.8	-2.8	-2.9	-2.9	-3.7	-4.6	-4.9	-6.1	-6.1
Mexique	-18.7	6.8	6.2	0.5	-8.0	-5.7	-5.8	-7.6	-8.7	-5.6	-8.8	-7.6	-6.1	-11.2
Norvège	7.3	9.0	14.0	12.8	2.9	11.3	25.5	26.0	24.7	29.0	33.7	48.3	57.9	56.1
Nouvelle-Zélande	-0.1	-0.7	-0.6	-0.8	-0.6	-2.4	-1.2	-	-1.2	-2.0	-2.8	-4.5	-4.0	-4.0
Pays-Bas	15.3	19.6	16.5	15.5	10.9	2.7	5.4	5.6	11.9	18.3	32.8	36.9	38.8	55.5
Pologne	-4.4	-6.1	-12.7	-16.5	-18.8	-18.5	-17.3	-14.2	-14.1	-14.4	-14.4	-12.2	-16.3	-25.4
Portugal	-9.1	-10.2	-10.6	-11.1	-12.8	-15.3	-15.6	-15.4	-14.2	-15.3	-19.2	-23.1	-24.6	-26.9
République tchèque	-0.9	-3.9	-5.8	-4.4	-2.2	-2.0	-3.2	-3.1	-2.2	-2.5	0.5	1.7	1.7	4.1
République slovaque	..	..	..	-2.1	-2.4	-1.1	-0.9	-2.1	-2.2	-0.7	-1.9	-2.4	-2.7	-0.9
Royaume-Uni	-31.3	-25.9	-28.7	-26.3	-46.9	-53.2	-56.6	-65.4	-78.8	-85.8	-119.9	-131.4	-154.0	-184.6
Suède	9.4	15.8	18.9	18.3	16.4	16.3	14.2	12.8	15.9	18.2	22.8	18.9	20.3	17.8
Suisse	2.4	1.5	1.5	0.2	-1.2	0.4	-2.0	-2.1	4.2	4.2	6.8	4.4	6.5	10.9
Turquie	-5.2	-14.1	-20.4	-22.3	-19.0	-14.1	-26.7	-10.1	-15.5	-22.1	-34.4	-43.3	-54.3	-62.8
Total UE27	..	103.7	114.8	118.3	82.0	37.0	-15.9	28.9	77.3	68.4	45.4	-23.8	-95.1	-117.8
Total OCDE	-30.4	3.7	-48.7	-43.0	-85.1	-224.0	-383.7	-343.0	-336.1	-411.7	-518.9	-741.3	-885.8	-844.8
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	-0.5	3.7	-3.1	-2.9	-7.3	-8.0	-15.9	-15.8
Brésil	8.0	-7.2	-9.0	-12.1	-9.7	-3.7	-3.8	-0.2	10.7	23.4	31.4	42.1	46.4	40.0
Chine	5.4	16.7	12.2	40.4	43.6	29.2	24.1	22.5	30.4	25.5	32.1	102.0	177.5	261.8
Fédération de Russie	..	..	27.6	19.7	28.6	42.6	69.2	58.0	60.5	76.3	106.0	142.7	163.8	161.3
Inde	-2.3	-4.9	-5.6	-6.6	-9.2	-13.0	-6.1	-7.6	-8.6	-14.2	-28.4	-46.3	-59.3	-72.7
Indonésie	8.1	4.8	6.9	11.8	21.5	24.7	28.6	25.4	25.9	28.5	21.5	28.0	39.7	39.6

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541415216657>
**Balance commerciale : exportations de marchandises moins importations de marchandises**

Milliards de dollars US, moyenne 2005-2007


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535470840271>



**Importations de marchandises**

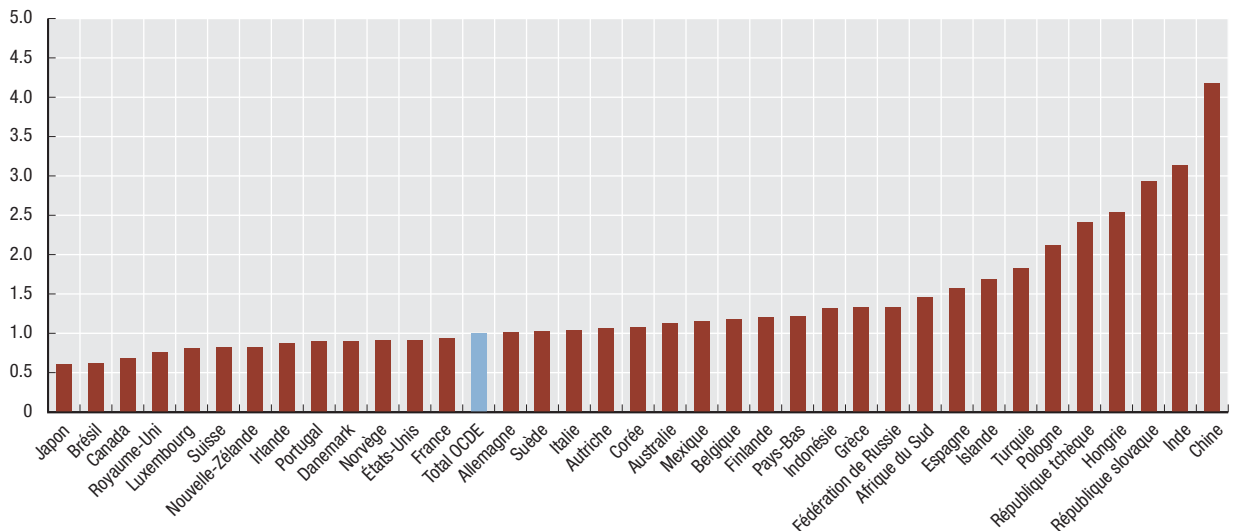
Milliards de dollars des EU

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	381.7	464.3	444.4	445.3	471.6	473.5	495.4	486.3	490.1	601.8	718.2	779.8	922.2	1 059.3
Australie	49.9	57.4	61.4	61.8	60.8	65.5	67.8	60.9	69.5	84.8	103.8	119.0	132.7	157.8
Autriche	55.2	66.3	67.1	63.6	67.1	68.7	67.4	69.0	71.4	91.5	111.3	120.0	134.3	156.0
Belgique	127.6	152.3	159.4	158.3	164.9	164.6	171.7	178.7	198.1	234.8	285.4	320.2	353.7	413.4
Canada	148.4	164.5	171.0	197.1	201.3	215.6	240.0	221.6	222.4	240.2	273.8	314.4	349.9	380.0
Corée	103.1	137.9	144.1	144.6	93.3	119.8	160.5	141.1	152.1	178.8	224.5	261.2	309.4	356.8
Danemark	36.5	45.6	45.0	44.5	46.2	44.3	44.4	44.3	49.3	56.2	66.8	75.0	84.5	99.3
Espagne	91.0	116.5	123.6	124.4	137.2	147.9	152.9	155.0	165.9	209.7	259.3	289.6	330.0	391.2
États-Unis	689.0	770.8	817.6	898.0	944.4	1 059.2	1 258.1	1 180.1	1 202.3	1 305.1	1 525.3	1 732.3	1 919.0	2 017.1
Finlande	23.3	29.5	30.9	31.0	32.4	31.6	34.1	32.2	33.6	41.6	50.7	58.5	69.4	81.7
France	228.3	273.5	277.7	266.6	285.8	292.8	304.0	304.2	303.8	362.4	434.4	476.0	529.9	611.1
Grèce	20.9	25.9	27.0	27.0	30.3	29.5	29.8	28.2	32.5	44.9	52.8	54.9	63.7	76.1
Hongrie	14.9	15.5	16.2	21.2	25.7	28.0	32.1	33.7	37.6	47.7	60.2	65.9	77.0	94.7
Irlande	25.9	32.3	35.8	39.2	44.4	46.5	50.7	51.1	52.3	54.2	62.3	70.3	76.6	85.7
Islande	1.5	1.8	2.0	2.0	2.5	2.5	2.6	2.3	2.3	2.8	3.6	5.0	6.0	6.7
Italie	167.9	204.0	208.2	208.1	215.6	220.3	237.3	236.1	246.6	297.4	351.1	384.8	442.6	504.6
Japon	276.1	336.1	349.2	338.8	280.6	309.9	379.7	348.6	337.6	383.5	455.2	515.9	579.1	622.2
Luxembourg	..	..	..	..	..	10.6	10.6	11.2	11.5	13.6	16.8	17.6	19.6	22.3
Mexique	79.3	72.5	89.5	109.8	125.3	142.0	171.1	165.1	168.7	170.5	196.8	221.8	256.1	283.2
Norvège	27.4	33.0	35.6	35.8	37.5	34.2	34.4	33.0	34.9	41.2	48.5	55.5	64.3	80.3
Nouvelle-Zélande	11.9	13.9	14.7	14.5	12.5	14.3	13.9	13.3	15.0	18.6	23.2	26.2	26.4	30.9
Pays-Bas	130.5	157.7	162.5	158.3	156.8	167.9	174.7	169.9	163.4	209.0	257.7	283.2	331.5	421.3
Pologne	21.6	28.9	37.1	42.3	47.0	45.9	48.9	50.2	55.1	68.0	88.2	101.5	125.6	164.2
Portugal	27.1	33.6	35.2	35.1	37.0	39.8	39.9	39.5	40.0	47.1	54.9	61.2	66.7	78.2
République tchèque	14.9	20.8	27.4	27.2	30.5	28.8	32.2	36.5	40.7	51.2	66.7	76.5	93.4	116.8
République slovaque	..	..	..	11.7	13.1	11.1	12.7	14.7	16.6	22.6	29.5	34.2	44.4	58.7
Royaume-Uni	234.0	268.2	287.6	307.5	320.3	323.8	339.4	338.0	359.4	393.5	468.1	515.8	598.4	624.6
Suède	52.0	61.6	64.0	63.2	68.6	68.5	73.1	63.5	67.1	84.2	100.5	111.4	127.1	151.4
Suisse	67.9	80.2	78.2	75.9	80.1	79.9	82.5	84.2	83.7	96.4	110.0	126.6	141.4	161.2
Turquie	23.3	35.7	43.6	48.6	45.9	40.7	54.5	41.4	51.3	69.3	97.5	116.8	139.6	170.1
Total UE27	..	2 041.1	2 090.6	2 088.7	2 207.1	2 247.9	2 375.0	2 348.2	2 447.1	2 944.3	3 555.7	3 917.5	4 523.4	5 247.9
Total OCDE	3 130.9	3 700.2	3 856.2	4 001.4	4 078.5	4 327.7	4 816.4	4 633.7	4 774.9	5 522.8	6 596.8	7 391.0	8 414.4	9 477.1
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	26.8	24.2	26.2	34.5	47.6	55.0	68.5	79.9
Brésil	35.5	53.7	56.7	65.1	60.8	51.7	58.9	58.5	49.7	49.8	65.3	76.4	91.4	120.6
Chine	115.6	132.1	138.8	142.4	140.2	165.7	225.1	243.6	295.2	412.8	561.2	660.0	791.5	956.0
Fédération de Russie	..	..	61.1	67.6	43.7	30.3	33.9	41.9	46.2	57.3	75.6	98.7	137.7	191.0
Inde	28.7	36.6	39.1	41.4	42.4	49.7	51.4	51.9	61.1	77.2	108.2	149.7	185.4	218.6
Indonésie	32.0	40.6	42.9	41.7	27.3	24.0	33.5	31.0	31.3	32.6	42.9	57.7	61.1	74.5

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/541463253111>

**Croissance annuelle relative des importations de marchandises**

1997-2007, croissance annuelle moyenne en pourcentage, Total OCDE = 1



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/535560075263>

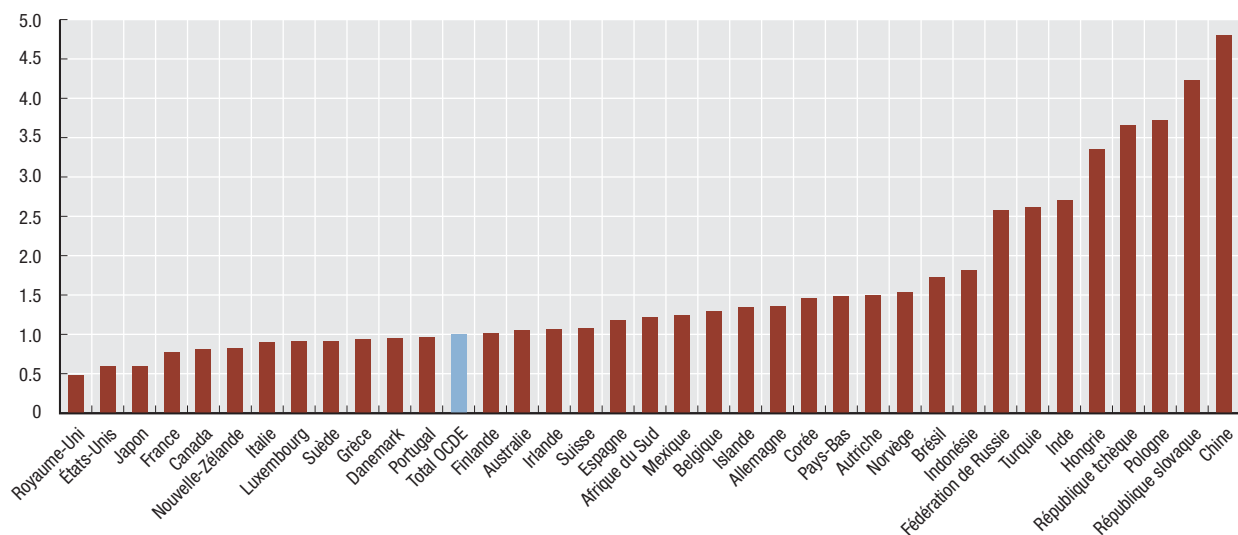

**Exportations de marchandises**

Milliards de dollars US

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	427.3	523.9	512.7	512.4	543.8	542.8	550.2	572.0	615.6	748.5	911.8	977.8	1 125.8	1 328.8
Australie	47.3	53.0	60.2	62.8	55.8	56.0	63.8	63.3	65.0	70.2	86.4	105.8	123.3	141.0
Autriche	45.0	57.8	57.1	56.7	60.9	62.4	62.3	64.7	71.3	89.2	110.8	117.7	134.1	156.6
Belgique	140.9	167.7	170.8	170.7	179.3	178.9	185.2	190.3	215.8	255.5	306.5	334.0	369.2	430.9
Canada	156.1	181.0	190.2	215.1	214.6	238.9	277.6	261.1	252.6	272.1	316.9	360.1	388.0	419.9
Corée	96.6	127.5	124.5	136.2	132.3	143.7	172.3	150.4	162.5	193.8	253.8	284.4	325.5	371.5
Danemark	42.3	50.3	50.7	48.2	47.9	49.0	49.6	50.1	55.7	64.6	74.8	83.3	90.1	102.3
Espagne	71.9	93.5	102.6	106.2	111.4	111.5	113.3	116.1	125.9	156.3	182.7	192.8	214.1	253.8
États-Unis	512.3	583.0	622.8	687.5	680.4	692.8	780.3	731.0	693.2	723.7	817.9	904.3	1 037.0	1 162.4
Finlande	29.8	40.4	40.6	41.0	43.2	41.8	45.8	42.8	44.7	52.5	60.8	65.2	77.3	90.1
France	233.3	284.1	283.9	283.4	300.5	302.3	295.6	299.8	304.9	357.9	413.9	434.4	479.0	539.3
Grèce	9.2	11.0	11.3	11.2	10.9	10.7	11.0	10.3	10.8	13.7	15.2	17.5	20.9	23.5
Hongrie	10.7	12.9	13.1	19.1	23.0	25.0	28.1	30.5	34.3	43.0	55.5	62.3	74.1	94.6
Irlande	34.1	43.8	48.2	53.6	64.2	70.5	76.3	77.4	88.3	92.9	104.3	110.0	108.9	120.8
Islande	1.6	1.8	1.9	1.9	1.9	2.0	1.9	2.0	2.2	2.4	2.8	3.1	3.5	4.8
Italie	190.0	231.3	252.1	238.0	242.1	235.1	239.1	244.2	254.3	299.4	349.1	367.9	400.6	492.1
Japon	397.7	443.3	410.9	421.0	388.1	417.1	479.2	402.6	416.7	472.0	565.7	594.9	646.7	714.3
Luxembourg	..	..	..	..	..	7.8	7.9	8.3	8.6	10.0	12.2	12.7	13.6	16.2
Mexique	60.6	79.3	95.7	110.2	117.3	136.3	165.3	157.5	160.0	164.9	188.0	214.2	250.0	272.0
Norvège	34.8	42.0	49.6	48.5	40.4	45.5	59.9	59.0	59.6	70.3	82.2	103.8	122.2	136.4
Nouvelle-Zélande	11.8	13.3	14.2	13.7	11.9	11.9	12.7	13.3	13.8	16.5	20.3	21.7	22.4	26.9
Pays-Bas	145.8	177.4	179.0	173.8	167.6	170.5	180.1	175.5	175.3	227.3	290.5	320.1	370.3	476.8
Pologne	17.2	22.9	24.4	25.7	28.2	27.4	31.6	36.1	41.0	53.5	73.8	89.4	109.3	138.8
Portugal	18.0	23.4	24.6	24.0	24.2	24.5	24.4	24.1	25.8	31.8	35.7	38.1	42.1	51.3
République tchèque	14.0	16.8	21.7	22.7	28.3	26.8	29.1	33.4	38.5	48.7	67.2	78.2	95.1	120.9
République slovaque	..	..	..	9.6	10.7	10.1	11.8	12.6	14.5	22.0	27.6	31.9	41.7	57.8
Royaume-Uni	202.7	242.2	258.9	281.2	273.4	270.7	282.9	272.6	280.6	307.7	348.2	384.4	444.4	440.0
Suède	61.3	77.4	82.9	81.5	85.0	84.8	87.4	76.3	82.9	102.4	123.2	130.3	147.4	169.3
Suisse	70.3	81.6	79.7	76.2	78.9	80.3	80.5	82.1	87.9	100.7	116.8	130.9	147.9	172.1
Turquie	18.1	21.6	23.2	26.2	27.0	26.6	27.8	31.3	35.8	47.3	63.1	73.5	85.3	107.2
Total UE27	..	2 144.8	2 205.4	2 207.0	2 289.1	2 284.9	2 359.0	2 377.1	2 524.4	3 012.6	3 601.1	3 893.7	4 428.3	5 130.1
Total OCDE	3 100.5	3 703.9	3 807.5	3 958.4	3 993.4	4 103.7	4 432.7	4 290.7	4 438.8	5 111.1	6 077.9	6 649.7	7 528.6	8 632.3
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	26.3	27.9	23.1	31.6	40.3	47.0	52.6	64.0
Brésil	43.6	46.5	47.7	53.0	51.1	48.0	55.1	58.3	60.4	73.2	96.7	118.5	137.8	160.6
Chine	121.0	148.8	151.0	182.8	183.8	194.9	249.2	266.1	325.6	438.2	593.3	762.0	968.9	1 217.8
Fédération de Russie	..	..	88.7	87.4	72.3	72.9	103.1	99.9	106.7	133.7	181.6	241.5	301.6	352.3
Inde	26.3	31.7	33.5	34.8	33.2	36.7	45.2	44.3	52.5	63.0	79.8	103.4	126.1	145.9
Indonésie	40.1	45.4	49.8	53.4	48.8	48.7	62.1	56.3	57.2	61.1	64.5	85.7	100.8	114.1

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541505433837>
**Croissance annuelle relative des exportations de marchandises**

1997-2007, croissance annuelle moyenne en pourcentage, Total OCDE = 1


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535585384034>

## ÉCHANGES DE SERVICES

Les échanges internationaux de services entre les pays de l'OCDE et avec le reste du monde revêtent une importance croissante. Les services traditionnels – transport, assurance des marchandises échangées et voyages – représentent la moitié environ du total des échanges internationaux de services, mais le commerce de nouvelles catégories de services, notamment de prestations pouvant être fournies via Internet, se développe rapidement.

### Définition

Les échanges internationaux de services sont définis conformément à la 5<sup>e</sup> édition du *Manuel de la balance des paiements* (MBP5) du FMI. Les services comprennent les transports (de marchandises et de passagers), les voyages (principalement les achats de biens et services effectués par les touristes et les personnes voyageant à titre professionnel), les services de communication (postale, téléphonique, par satellite, etc.), les services de bâtiment et de travaux publics, les services d'assurance et financiers, les services d'informatique et d'information, les redevances et droits de licence, les autres services aux entreprises (négoce, location-exploitation, services techniques et professionnels, etc.), les services culturels et relatifs aux loisirs (location de films, rémunération des acteurs et autres artistes, mais à l'exclusion de l'achat de films, de musique enregistrée, de livres, etc.) et les services fournis ou reçus par les administrations publiques non inclus dans la liste ci-dessus.

### Tendances à long terme

Entre 1997 et 2007, l'Irlande est le pays membre de l'OCDE où la croissance des importations de services a été la plus forte, sachant qu'elle a également été bien supérieure à la moyenne en Grèce, au Luxembourg et en Pologne. La croissance des importations de services a été relativement lente au Japon.

Au cours de la même période, le taux de croissance des exportations de services a été lui aussi nettement supérieur à la moyenne dans le cas de l'Irlande et relativement soutenu en ce qui concerne le Luxembourg et le Danemark. En revanche, les exportations de la Turquie, du Mexique et de la France ont connu une croissance relative assez faible.

En moyenne sur les trois dernières années, les échanges de services ont été relativement équilibrés dans la plupart des pays, mais les États-Unis et le Royaume-Uni ont enregistré d'amples excédents, tandis que l'Allemagne et le Japon ont accusé des déficits importants.

Les services dont les exportations connaissent l'expansion la plus rapide sont aujourd'hui l'assurance et les services d'informatique et d'information, tandis que ce sont l'assurance et les services fournis ou reçus par les administrations publiques non classés ailleurs qui voient leurs importations augmenter le plus vite. Les services de bâtiment et travaux publics sont la catégorie d'exportations ayant enregistré la croissance la moins rapide.

### Comparabilité

Version mise à jour de la 4<sup>e</sup> édition du *Manuel de la balance des paiements* (MBP4), le MBP5 est paru en 1993 et les pays ont commencé à l'appliquer au cours des deux ou trois années suivantes. Aujourd'hui, tous les pays de l'OCDE présentent leurs statistiques de commerce international de services en suivant dans une large mesure le cadre du MBP5, de sorte que l'intérêt essentiel du MBP4 est de fournir une grille de lecture pour quelques séries historiques qui n'ont pas été révisées. La principale différence entre les deux versions du Manuel réside dans le fait que le MBP5 établit une nette distinction entre les transactions au titre des services et celles qui ont trait aux revenus, alors que dans le MBP4, les revenus du travail et de la propriété non financière étaient inclus dans les services. Les pays ont essayé de préserver la continuité de leurs statistiques en révisant leurs données antérieures sur la base du MBP5, mais cela n'a pas toujours été possible.

### Source

- OCDE (2008), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques sur les échanges internationaux de services*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *Promoting Trade in Services: Experience of the Baltic States*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Les échanges et l'ajustement structurel : Les enjeux de la mondialisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les systèmes de financement des crédits à l'exportation dans les pays membres et les économies non membres de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *OECD Trade Policy Studies: Liberalisation and Universal Access to Basic Services: Telecommunications, Water and Sanitation, Financial Services, and Electricity*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Infrastructure to 2030 (vol. 2): Preparing the Future (version française)*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2002), *Mesurer la mondialisation : Le poids des multinationales dans les économies de l'OCDE, volume II : Services, Édition 2001*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques sur les échanges internationaux de services*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- FMI (1993), *Balance of Payments Manual, 5<sup>e</sup> édition*, FMI, Washington, DC.


#### Sites Internet

- Statistiques de l'OCDE sur les échanges de services, [www.oecd.org/std/trade-services](http://www.oecd.org/std/trade-services).

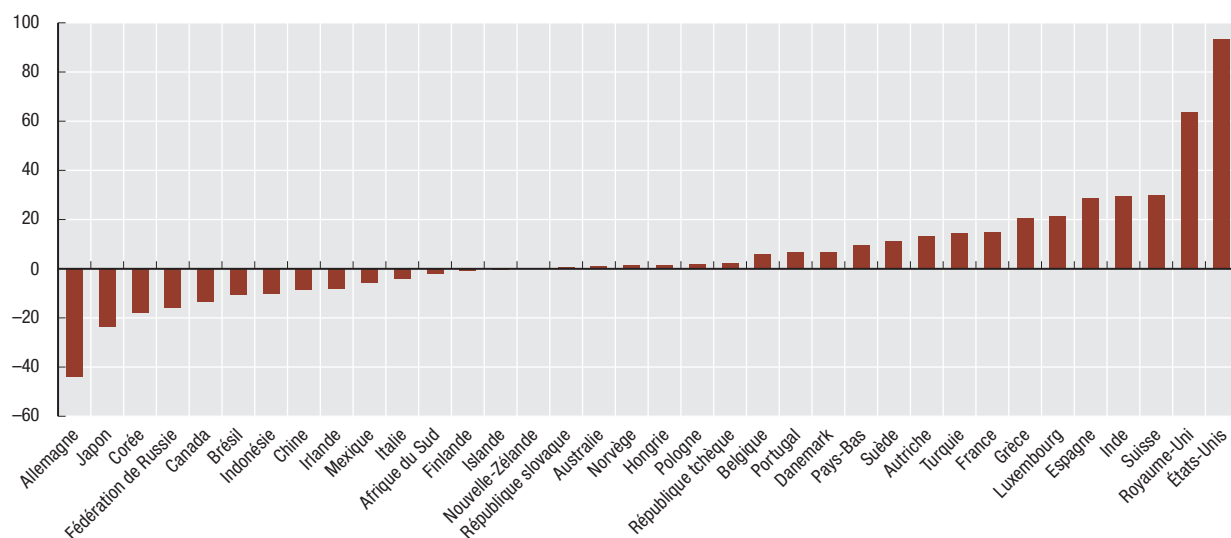

**Balance des services : exportations de services moins importations de services**

Milliards de dollars des EU

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	-46.1	-53.4	-51.7	-48.1	-51.6	-57.9	-55.0	-54.1	-43.2	-50.7	-51.1	-47.1	-39.3	-45.2
Australie	-1.0	-0.9	0.2	0.2	-0.9	0.1	0.9	0.7	1.2	1.8	0.5	0.5	0.9	1.2
Autriche	..	5.0	4.7	4.0	5.1	6.2	6.6	6.4	7.1	8.7	10.0	11.8	12.1	16.3
Belgique	..	-0.1	0.2	1.3	0.8	1.4	2.1	1.8	1.8	1.7	3.6	5.0	6.4	6.3
Canada	-8.5	-7.4	-6.7	-6.4	-4.3	-4.5	-3.9	-5.0	-4.6	-8.2	-8.5	-10.0	-13.0	-17.9
Corée	-1.8	-3.0	-6.2	-3.2	1.0	-0.7	-2.8	-3.9	-8.2	-7.4	-8.0	-13.7	-19.0	-20.6
Danemark	0.5	0.7	1.3	0.1	-0.3	2.0	2.4	3.4	2.0	3.5	3.3	6.2	6.6	7.4
Espagne	14.8	17.4	19.0	18.2	19.7	20.5	19.4	20.6	21.1	26.2	26.9	27.7	27.9	30.0
États-Unis	67.3	77.8	86.9	90.2	82.1	82.7	74.9	64.4	61.2	54.0	61.8	75.6	85.0	119.1
Finlande	-1.8	-2.2	-1.7	-1.6	-1.1	-1.1	-1.4	-0.2	0.6	-0.7	0.6	-0.7	-1.1	-0.2
France	..	14.3	15.1	16.7	17.3	18.6	19.8	17.8	17.1	15.8	16.5	16.6	12.4	15.0
Grèce	..	..	..	7.2	7.0	7.6	8.2	7.9	9.7	13.0	19.2	19.5	19.3	22.7
Hongrie	0.2	0.6	1.5	1.7	1.7	1.3	0.8	1.1	0.0	-1.2	0.1	1.4	1.6	1.4
Irlande	-4.1	-6.3	-7.7	-9.0	-9.9	-10.8	-12.8	-11.9	-13.0	-12.5	-12.7	-11.6	-8.5	-3.9
Islande	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.5	-0.7	-0.7
Italie	5.2	6.3	7.2	7.8	4.9	1.2	1.1	-	-2.9	-2.7	1.5	-0.7	-1.6	-9.6
Japon	-47.9	-57.3	-62.3	-54.1	-49.3	-54.0	-47.6	-43.7	-42.0	-35.5	-39.0	-27.9	-20.1	-23.2
Luxembourg	..	3.2	3.5	4.0	4.2	5.4	6.8	6.4	8.1	9.9	13.0	16.3	20.6	26.9
Mexique	-2.0	0.7	0.4	-0.7	-0.9	-1.8	-2.3	-3.6	-4.0	-4.6	-4.6	-4.7	-5.7	-6.3
Norvège	0.2	0.5	1.4	1.4	0.7	1.0	2.7	2.6	1.6	1.1	1.0	0.7	1.5	2.1
Nouvelle-Zélande	-0.3	-0.2	-0.2	-0.6	-0.7	-0.2	-0.1	0.1	0.6	1.1	0.9	0.3	0.2	0.2
Pays-Bas	0.2	1.1	2.0	3.3	2.5	2.6	-2.1	-2.5	-1.0	-0.7	4.3	6.8	9.4	12.1
Pologne	2.8	3.5	3.4	3.2	4.2	1.4	1.4	0.8	0.8	0.5	0.1	0.7	0.7	4.7
Portugal	..	..	1.4	1.5	1.9	2.0	2.0	2.6	3.1	4.0	5.0	4.8	6.0	9.2
République tchèque	0.5	1.8	1.9	1.8	1.9	1.2	1.4	1.5	0.7	0.5	0.6	1.5	2.1	2.8
République slovaque	0.8	0.7	0.2	0.2	0.2	0.2	0.4	0.5	0.5	0.2	0.3	0.3	0.8	0.5
Royaume-Uni	12.4	17.6	22.3	27.5	24.8	25.2	22.9	24.8	29.1	36.9	51.6	47.2	60.5	83.3
Suède	0.2	-0.4	-0.9	-1.3	-1.6	-1.3	-1.5	-0.6	-0.8	2.0	5.8	7.8	10.0	15.4
Suisse	11.9	13.3	13.1	13.7	14.3	15.2	15.9	14.2	15.3	18.3	20.6	22.7	30.2	36.7
Turquie	7.1	9.6	6.7	10.9	13.5	7.5	11.4	9.1	7.9	10.5	12.8	15.3	13.8	13.9
Zone euro	..	..	..	5.0	0.7	-9.8	-8.9	-2.5	17.3	26.9	41.2	47.4	55.4	72.8
Total UE27	..	25.4	38.1	51.5	43.1	41.9	35.5	37.8	62.7	70.5	106.6	114.2	146.8	196.4
Total OCDE	..	..	..	93.9	88.7	73.1	75.3	67.6	81.2	94.8	146.9	188.9	242.7	315.0
Afrique du Sud	-1.3	-1.4	-0.7	-0.6	-0.3	-0.5	-0.8	-0.4	-0.5	0.3	-0.6	-1.0	-2.3	-3.1
Brésil	-5.3	-7.5	-8.1	-9.3	-9.0	-7.0	-7.2	-7.8	-5.0	-4.9	-4.7	-8.3	-9.7	-13.4
Chine	0.3	-6.1	-2.0	-3.4	-2.8	-5.3	-5.6	-5.9	-6.8	-8.6	-9.7	-9.4	-8.8	-7.9
Fédération de Russie	-7.0	-9.6	-5.4	-5.9	-4.1	-4.3	-6.7	-9.1	-9.9	-10.9	-12.7	-13.9	-13.7	-19.8
Inde	0.6	0.2	0.3	1.3	2.1	2.2	3.4	2.9	4.4	6.4	13.0	20.0	31.0	36.9
Indonésie	-6.6	-8.1	-8.5	-9.7	-7.6	-7.8	-10.4	-10.4	-10.4	-12.1	-8.8	-9.1	-9.9	-11.8

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541555741701>
**Balance des services : exportations de services moins importations de services**

Milliards de dollars des EU, moyenne 2005-2007


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535601650320>

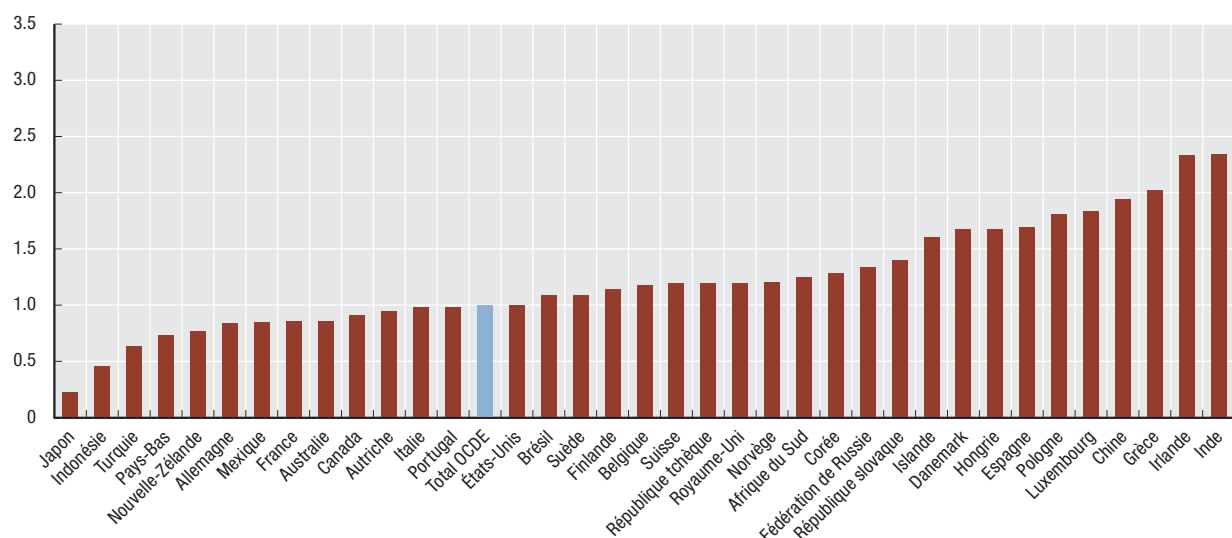
**Importations de services**

Milliards de dollars des EU

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	111.6	133.4	135.3	130.7	135.6	141.9	138.2	142.7	145.5	173.8	196.9	210.3	226.4	261.0
Australie	15.5	17.4	18.9	19.2	18.0	18.8	18.9	17.3	18.3	21.8	27.9	30.4	32.2	39.1
Autriche	..	19.3	19.9	17.9	18.1	17.3	16.5	17.6	18.8	23.8	28.0	30.7	33.6	39.0
Belgique	..	29.7	29.0	27.8	30.0	31.2	32.3	33.6	35.9	42.9	49.1	51.1	53.2	72.6
Canada	32.5	33.5	35.9	38.0	38.1	40.6	44.1	43.8	45.0	52.3	58.7	65.4	72.3	80.5
Corée	18.6	25.8	29.6	29.5	24.5	27.2	33.4	32.9	36.6	40.4	49.9	58.8	68.9	83.6
Danemark	11.8	13.2	13.9	14.2	15.6	18.4	22.1	23.5	25.1	27.9	33.3	37.3	45.7	54.1
Espagne	18.9	22.9	25.5	25.6	28.6	32.0	33.2	35.2	38.8	48.0	59.2	67.1	78.5	98.9
États-Unis	133.1	141.4	152.6	165.9	180.7	199.2	223.7	221.8	231.1	250.4	291.2	313.5	348.9	378.1
Finlande	7.3	9.6	8.8	8.2	7.8	7.6	9.1	9.4	9.8	12.1	14.6	17.7	18.6	20.8
France	..	64.5	66.8	64.2	67.5	63.1	60.8	62.4	68.7	82.9	98.4	105.7	113.6	130.5
Grèce	..	..	..	4.1	4.5	9.7	11.5	11.6	9.6	11.2	14.0	14.7	16.4	20.2
Hongrie	3.0	3.6	3.5	4.1	4.2	4.4	4.8	5.6	6.8	9.2	10.2	11.5	11.8	15.7
Irlande	8.4	11.3	13.4	15.2	23.9	27.7	32.8	37.5	42.8	54.5	65.4	71.5	80.2	93.8
Islande	0.6	0.6	0.7	0.8	1.0	1.0	1.2	1.1	1.1	1.5	1.8	2.6	2.6	2.9
Italie	45.7	51.1	53.4	54.2	59.1	57.7	55.6	57.8	63.0	74.3	83.3	90.0	100.4	121.3
Japon	106.2	122.8	130.0	123.4	111.7	114.9	116.8	108.2	107.8	108.8	133.7	134.0	134.5	149.3
Luxembourg	..	7.5	8.5	8.7	9.9	11.5	13.2	13.3	12.4	15.5	21.0	24.6	30.2	37.5
Mexique	12.3	9.0	10.2	11.8	12.4	13.5	16.0	16.2	16.7	17.1	18.6	20.8	22.0	23.8
Norvège	12.0	13.1	13.4	14.3	14.8	15.4	15.0	15.8	17.8	20.6	24.3	29.2	31.7	38.2
Nouvelle-Zélande	4.0	4.7	4.9	4.8	4.4	4.5	4.5	4.3	4.8	5.7	7.2	8.3	7.9	9.1
Pays-Bas	41.1	44.8	45.3	45.8	47.2	49.5	51.4	53.8	57.0	63.9	69.5	73.3	75.3	84.2
Pologne	3.9	7.1	6.3	5.7	6.6	7.0	9.0	9.0	9.2	10.6	13.4	15.5	19.9	24.1
Portugal	..	..	6.5	6.2	6.9	7.3	7.1	6.8	7.2	8.3	9.8	10.4	11.8	13.9
République tchèque	4.7	4.9	6.3	5.4	5.7	5.9	5.4	5.6	6.4	7.3	9.0	10.2	11.8	14.3
République slovaque	1.6	1.8	2.0	2.1	2.3	1.8	1.8	2.0	2.3	3.0	3.4	4.1	4.6	6.5
Royaume-Uni	61.2	66.9	74.3	79.8	89.9	98.6	101.1	101.6	112.0	130.3	154.6	169.9	183.8	212.1
Suède	14.0	16.8	18.4	19.7	21.4	23.0	24.2	23.6	24.0	28.7	33.1	35.3	39.6	48.0
Suisse	10.3	12.1	12.7	11.2	12.3	13.1	12.8	13.5	14.2	16.3	21.3	24.5	25.0	29.6
Turquie	4.0	5.3	6.7	8.8	10.2	9.3	9.0	6.9	6.9	8.5	11.3	11.4	11.4	14.9
Zone euro	..	..	..	241.4	262.8	275.0	277.1	285.4	293.0	345.6	409.4	454.4	495.4	595.6
Total UE27	..	543.6	571.9	567.2	614.9	649.9	663.3	687.4	729.0	875.5	1 028.7	1 127.3	1 247.8	1 470.4
Total OCDE	..	..	..	902.2	953.5	1 009.2	1 052.8	1 063.7	1 118.3	1 286.5	1 508.2	1 631.9	1 781.2	2 049.9
Afrique du Sud	5.1	6.0	5.7	6.0	5.7	5.8	5.8	5.2	5.5	8.0	10.3	12.2	14.3	16.6
Bésil	10.3	13.6	12.7	15.3	16.7	14.2	16.7	17.1	14.5	15.4	17.3	24.4	29.1	37.2
Chine	16.3	25.2	22.6	28.0	26.7	31.6	36.0	39.3	46.5	55.3	72.1	83.8	100.8	130.1
Fédération de Russie	15.4	20.2	18.7	20.0	16.5	13.4	16.2	20.6	23.9	27.1	33.3	38.9	44.8	59.2
Inde	5.5	6.7	7.1	7.8	9.6	12.3	13.3	14.5	15.0	17.5	25.2	32.6	40.2	48.6
Indonésie	11.4	13.5	15.1	16.6	12.1	12.4	15.6	15.9	17.0	17.4	20.9	22.0	21.4	24.3

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541557566034>
**Croissance annuelle relative des importations de services**

1997-2007, croissance annuelle moyenne en pourcentage, total OCDE = 1



 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535608421524>



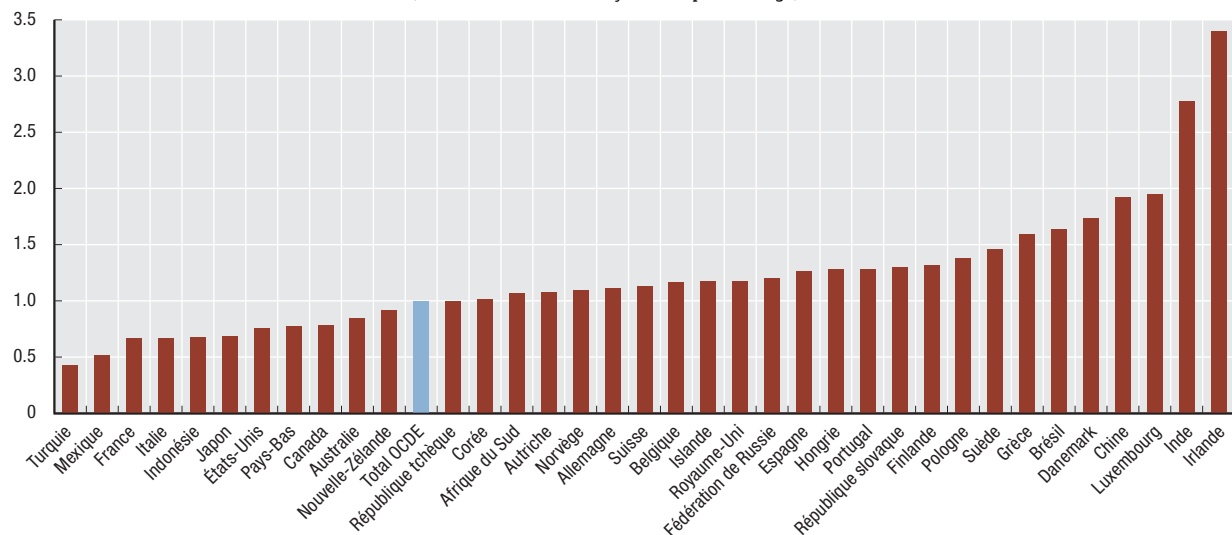

**Exportations de services**

Milliards de dollars des EU

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	65.5	79.9	83.6	82.6	84.0	84.0	83.2	88.6	102.3	123.1	145.8	163.2	187.1	215.7
Australie	14.5	16.5	19.1	19.3	17.2	18.9	19.9	18.1	19.6	23.6	28.5	31.0	33.1	40.3
Autriche	..	24.3	24.6	21.9	23.2	23.5	23.1	24.0	25.9	32.5	38.0	42.6	45.6	55.3
Belgique	..	29.6	29.3	29.1	30.8	32.6	34.3	35.4	37.7	44.6	52.7	56.1	59.5	78.9
Canada	24.0	26.1	29.2	31.6	33.9	36.1	40.2	38.8	40.4	44.1	50.3	55.4	59.3	62.6
Corée	16.8	22.8	23.4	26.3	25.6	26.5	30.5	29.1	28.4	33.0	41.9	45.1	49.9	63.0
Danemark	12.3	13.9	15.1	14.3	15.3	20.4	24.5	26.9	27.1	31.4	36.6	43.5	52.3	61.5
Espagne	33.6	40.3	44.5	43.9	48.4	52.5	52.6	55.8	59.9	74.2	86.2	94.8	106.4	128.9
États-Unis	200.4	219.2	239.5	256.1	262.8	281.9	298.6	286.2	292.3	304.3	353.1	389.1	433.9	497.2
Finlande	5.5	7.4	7.1	6.7	6.7	6.5	7.7	9.2	10.4	11.5	15.2	17.0	17.5	20.6
France	..	78.9	81.9	80.9	84.8	81.7	80.6	80.2	85.8	98.7	114.8	122.3	126.1	145.5
Grèce	..	..	..	11.2	11.5	17.4	19.6	19.5	19.2	24.2	33.2	34.3	35.6	42.9
Hongrie	3.1	4.3	5.0	5.7	5.9	5.6	5.6	6.6	6.9	8.0	10.3	12.9	13.4	17.1
Irlande	4.3	5.0	5.7	6.2	14.1	16.9	20.0	25.6	29.8	42.0	52.7	59.9	71.6	89.9
Islande	0.6	0.7	0.8	0.8	1.0	0.9	1.0	1.1	1.1	1.4	1.6	2.0	1.8	2.2
Italie	50.9	57.5	60.6	62.0	64.0	58.9	56.7	57.9	60.1	71.6	84.7	89.4	98.8	111.7
Japon	58.3	65.5	67.7	69.3	62.4	60.9	69.2	64.5	65.7	73.3	94.7	106.1	114.4	126.2
Luxembourg	..	10.7	12.0	12.7	14.2	16.9	20.0	19.8	20.5	25.4	33.9	40.9	50.9	64.4
Mexique	10.3	9.7	10.6	11.1	11.5	11.7	13.7	12.7	12.7	12.5	14.0	16.1	16.2	17.5
Norvège	12.2	13.7	14.8	15.7	15.5	16.4	17.8	18.4	19.4	21.7	25.2	29.9	33.2	40.3
Nouvelle-Zélande	3.7	4.5	4.7	4.2	3.8	4.3	4.4	4.4	5.4	6.8	8.1	8.6	8.1	9.3
Pays-Bas	41.4	45.9	47.2	49.0	49.7	52.1	49.3	51.3	56.0	63.2	73.7	80.1	84.7	96.4
Pologne	6.7	10.7	9.7	8.9	10.8	8.4	10.4	9.8	10.0	11.2	13.5	16.3	20.6	28.8
Portugal	..	..	7.9	7.7	8.8	9.3	9.0	9.4	10.3	12.3	14.7	15.2	17.8	23.1
République tchèque	5.2	6.7	8.2	7.2	7.6	7.1	6.9	7.1	7.1	7.8	9.6	11.8	13.9	17.1
République slovaque	2.3	2.5	2.2	2.3	2.4	2.1	2.2	2.5	2.8	3.3	3.7	4.4	5.4	7.0
Royaume-Uni	73.6	84.5	96.5	107.4	114.7	123.8	124.0	126.4	141.0	167.2	206.2	217.1	244.3	295.4
Suède	14.2	16.4	17.5	18.4	19.7	21.7	22.7	23.0	23.3	30.7	38.9	43.1	49.6	63.4
Suisse	22.2	25.5	25.8	25.0	26.5	28.2	28.7	27.7	29.6	34.6	41.9	47.2	55.3	66.3
Turquie	11.1	14.9	13.4	19.7	23.7	16.8	20.4	16.0	14.8	19.0	24.0	26.6	25.3	28.7
Zone euro	..	..	..	246.4	263.5	265.2	268.3	282.9	310.3	372.5	450.6	501.8	550.8	668.4
Total UE27	..	569.0	610.0	618.7	658.0	691.8	698.7	725.1	791.7	946.0	1 135.3	1 241.5	1 394.6	1 666.7
Total OCDE	..	..	..	996.1	1 042.2	1 082.3	1 128.1	1 131.3	1 199.5	1 381.3	1 655.1	1 820.8	2 023.9	2 364.9
Afrique du Sud	3.8	4.6	5.1	5.4	5.4	5.2	5.0	4.8	5.0	8.3	9.7	11.2	12.0	13.6
Brésil	4.9	6.1	4.7	6.0	7.6	7.2	9.5	9.3	9.6	10.4	12.6	16.0	19.5	23.9
Chine	16.6	19.1	20.6	24.6	23.9	26.2	30.4	33.3	39.7	46.7	62.4	74.4	92.0	122.2
Fédération de Russie	8.4	10.6	13.3	14.1	12.4	9.1	9.6	11.4	14.0	16.2	20.6	25.0	31.1	39.4
Inde	6.1	6.9	7.5	9.1	11.7	14.5	16.7	17.3	19.5	23.9	38.3	52.6	71.1	85.5
Indonésie	4.8	5.5	6.6	6.9	4.5	4.6	5.2	5.5	6.7	5.3	12.0	12.9	11.5	12.5

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541572063070>
**Croissance annuelle relative des exportations de services**

1997-2007, croissance annuelle moyenne en pourcentage, total OCDE = 1


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535623280863>

## PARTENAIRES COMMERCIAUX

La structure des échanges de marchandises des pays de l'OCDE – origine des importations et destination des exportations – a subi de profondes transformations au cours de la dernière décennie. Celles-ci découlent de l'évolution de la répartition des revenus à l'échelle planétaire et de la mondialisation – notamment la délocalisation d'activités manufacturières des pays de l'OCDE vers le reste du monde.

Ces tableaux concernent les importations et exportations totales des pays de l'OCDE et font apparaître les échanges de marchandises entre les pays membres de l'Organisation mais aussi avec le reste du monde.

### Définition

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) réunit le Canada, les États-Unis et le Mexique. L'ensemble « OCDE Asie Océanie » comprend l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la Corée. L'Amérique « hors OCDE » regroupe les pays des Caraïbes, d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, à l'exclusion du Mexique. L'Asie « hors OCDE » comprend les pays d'Asie centrale, la Chine, les pays du sous-continent indien et ceux de l'Asie du Sud-Est. Le Moyen-Orient englobe les pays arabes du Golfe, l'Iran, Israël, la Jordanie, le Liban, le territoire palestinien occupé et la République arabe syrienne.

On trouvera des définitions des importations et exportations de marchandises à la rubrique « Échanges de biens ».

### Comparabilité

Les pays de l'OCDE utilisent des définitions et procédures communes pour établir les statistiques de leurs échanges de biens, lesquelles sont comparables et de bonne qualité. La

suppression des frontières douanières à la suite de la création d'un marché commun en Europe a obligé les pays de l'UE à adopter un système d'enregistrement des flux d'échanges reposant sur des enquêtes par sondage auprès des exportateurs et des importateurs. Cela a entraîné une certaine dégradation de la fiabilité des statistiques relatives aux échanges de biens entre les États membres de l'UE. En revanche, la qualité des statistiques relatives aux échanges entre ces États et les pays non membres de l'UE n'en a pas souffert.

### Source

- OCDE (2007), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE, OIM et la Banque mondiale (éd.) (2004), *Échanges et migrations : Pour une main-d'œuvre mobile à l'échelle mondiale*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Agriculture, échanges et environnement : Le secteur laitier*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Enseignement supérieur : internationalisation et commerce*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *L'impact des réglementations sur le commerce de produits agroalimentaires : Les accords sur les obstacles techniques au commerce (OTC) et l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Trade and Competitiveness in Argentina, Brazil and Chile Not as Easy as A-B-C*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Études de l'OCDE sur la politique commerciale – Les réglementations environnementales et l'accès au marché*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Les échanges et l'ajustement structurel : Les enjeux de la mondialisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Objectif développement – L'aide au commerce : Comment la rendre efficace*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Trade Based Money Laundering*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2007), *Statistiques mensuelles du commerce international*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques sur les échanges internationaux de services*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- ONU, CE, FMI, OCDE, CNUCED et OMC (2002), *Manuel des statistiques du commerce international des services*, Nations Unies, New York.

#### Bases de données en ligne

- ITCS, *Statistiques du commerce international par produit*.
- Statistiques mensuelles du commerce international*.

#### Sites Internet

- Statistiques de l'OCDE sur le commerce international, [www.oecd.org/std/its](http://www.oecd.org/std/its).

### Tendances à long terme


Depuis 1988, la part des échanges entre pays de l'OCDE a régulièrement diminué dans les importations et exportations totales de ces pays. Alors qu'en 1988, les importations en provenance d'autres pays de l'OCDE représentaient 80 % des importations totales des pays membres de l'Organisation, elles n'en représentaient plus que 70 % en 2007. Pour ce qui est des exportations, la baisse des échanges intra-OCDE a été moins marquée, puisque leur poids relatif est passé de 81 % en 1988 à 74 % en 2007.

La part des importations des pays de l'OCDE en provenance des pays d'Asie non membres de l'Organisation est passée de 7 % à 18 % au cours de la période considérée, tandis que celle des exportations à destination de ces pays a progressé de 7.5 % à 11 %. Les échanges entre la zone OCDE et la Chine ont profondément changé. Alors qu'en 1988, un peu plus d'1 % des importations totales de l'OCDE provenaient de Chine, cette proportion s'établissait en 2007 à 10 %. L'importance de la Chine en tant que destination des exportations des pays de l'OCDE a augmenté moins fortement, puisque son poids relatif est passé d'1 % en 1988 à 5 % en 2007.

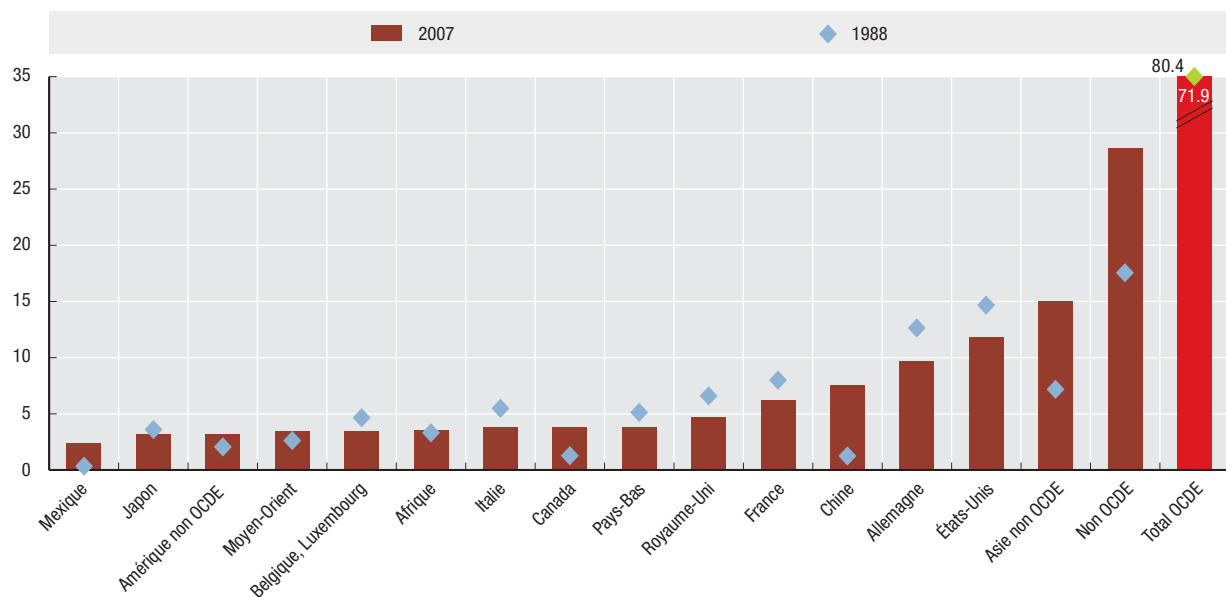

**Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE**

En pourcentage des échanges de marchandises de l'OCDE

	1988	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Total OCDE</b>	<b>80.4</b>	<b>76.1</b>	<b>75.7</b>	<b>75.6</b>	<b>77.4</b>	<b>77.1</b>	<b>75.8</b>	<b>75.8</b>	<b>75.5</b>	<b>74.1</b>	<b>73.5</b>	<b>71.3</b>	<b>70.8</b>	<b>71.9</b>
<b>G7</b>	<b>52.3</b>	<b>49.7</b>	<b>49.0</b>	<b>49.1</b>	<b>50.1</b>	<b>50.4</b>	<b>49.2</b>	<b>48.8</b>	<b>47.8</b>	<b>45.0</b>	<b>44.9</b>	<b>43.0</b>	<b>42.1</b>	<b>43.2</b>
ALENA	16.3	19.0	19.7	21.2	21.7	22.7	23.8	23.1	22.2	18.1	18.9	18.6	18.0	18.1
Canada	1.3	4.5	4.6	4.8	4.9	5.1	5.3	5.1	4.8	4.5	4.2	4.3	4.1	3.8
États-Unis	14.7	12.7	13.1	14.0	14.3	14.9	15.4	14.8	14.3	10.8	12.1	11.7	11.3	11.8
Mexique	0.3	1.8	2.0	2.3	2.5	2.7	3.2	3.1	3.0	2.7	2.5	2.5	2.6	2.4
OCDE Asie Océanie	6.5	8.9	8.4	8.1	7.4	7.7	8.0	7.3	7.1	6.9	6.8	6.6	6.3	5.9
Corée	1.5	2.0	1.9	1.7	1.4	1.7	1.9	1.7	1.7	1.8	1.8	1.8	1.8	1.7
Japon	3.6	5.7	5.3	5.1	4.7	4.9	4.9	4.5	4.2	4.0	3.8	3.7	3.4	3.2
OCDE Europe	57.8	48.1	47.5	46.4	48.3	46.6	44.0	45.5	46.2	49.1	47.8	46.1	46.4	47.9
Allemagne	12.7	10.6	10.3	9.6	10.1	9.8	9.0	9.3	9.4	10.1	10.0	9.7	9.5	9.7
Autriche	1.7	1.3	1.3	1.3	1.4	1.3	1.2	1.3	1.3	1.4	1.4	1.3	1.4	1.4
Belgique-Luxembourg	4.7	3.6	3.4	3.2	3.3	2.6	2.8	3.0	3.1	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4
Espagne	2.1	2.3	2.3	2.3	2.5	2.6	2.4	2.4	2.6	2.8	2.8	2.7	2.7	2.7
France	8.0	6.3	6.1	5.9	6.2	6.1	5.5	5.7	5.7	6.0	5.8	5.5	5.4	6.2
Italie	5.5	4.3	4.2	4.0	4.2	4.0	3.7	3.8	3.9	4.2	4.0	3.3	3.7	3.8
Pays-Bas	5.1	4.1	4.0	4.0	4.0	3.9	3.7	3.7	3.7	3.9	3.8	3.8	3.8	3.8
Royaume-Uni	6.6	5.5	5.6	5.7	5.8	5.7	5.4	5.5	5.4	5.4	5.0	4.8	4.7	4.7
Suède	2.2	1.6	1.6	1.5	1.6	1.6	1.5	1.4	1.4	1.5	1.5	1.5	1.4	1.4
Suisse	2.6	2.0	1.9	1.8	1.9	1.8	1.6	1.7	1.6	1.7	1.6	1.4	1.5	1.6
<b>Pays hors OCDE</b>	<b>17.6</b>	<b>22.5</b>	<b>22.9</b>	<b>23.4</b>	<b>21.6</b>	<b>21.3</b>	<b>23.1</b>	<b>23.1</b>	<b>23.4</b>	<b>24.8</b>	<b>25.7</b>	<b>27.3</b>	<b>28.3</b>	<b>28.6</b>
Afrique	3.3	2.3	2.4	2.3	2.2	2.1	2.2	2.3	2.2	2.3	2.4	3.1	3.3	3.5
Afrique du Sud	0.8	0.5	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.5	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Amérique	2.1	3.1	3.1	3.3	3.2	3.0	3.0	3.0	2.8	2.6	2.8	3.0	3.2	3.2
Amérique du Sud	1.6	2.3	2.3	2.4	2.3	2.0	2.1	2.1	1.9	1.8	2.0	2.2	2.3	2.4
Brésil	0.7	0.9	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.9
Asie	7.2	12.4	12.4	12.6	11.5	11.8	12.8	12.5	13.0	13.8	14.2	14.6	14.9	15.0
Chine	1.3	2.8	2.9	3.1	3.2	3.4	3.9	4.2	4.9	5.8	6.3	6.8	7.2	7.5
Inde	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.7	0.8	0.8	0.9
Taïpei chinois	1.4	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8	2.0	1.7	1.6	1.5	1.6	1.4	1.4	1.3
Europe	2.2	2.1	2.2	2.3	2.2	1.9	2.2	2.4	2.5	2.9	3.1	3.6	3.8	4.2
Fédération de Russie	0.2	1.0	1.1	1.1	1.0	0.8	1.0	1.1	1.1	1.3	1.5	1.7	2.0	2.1
Moyen-Orient	2.6	2.5	2.6	2.8	2.4	2.4	2.9	2.9	2.7	2.9	3.0	3.4	3.4	3.4

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541582647764>
**Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE**

En pourcentage des échanges de marchandises de l'OCDE


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535664003877>

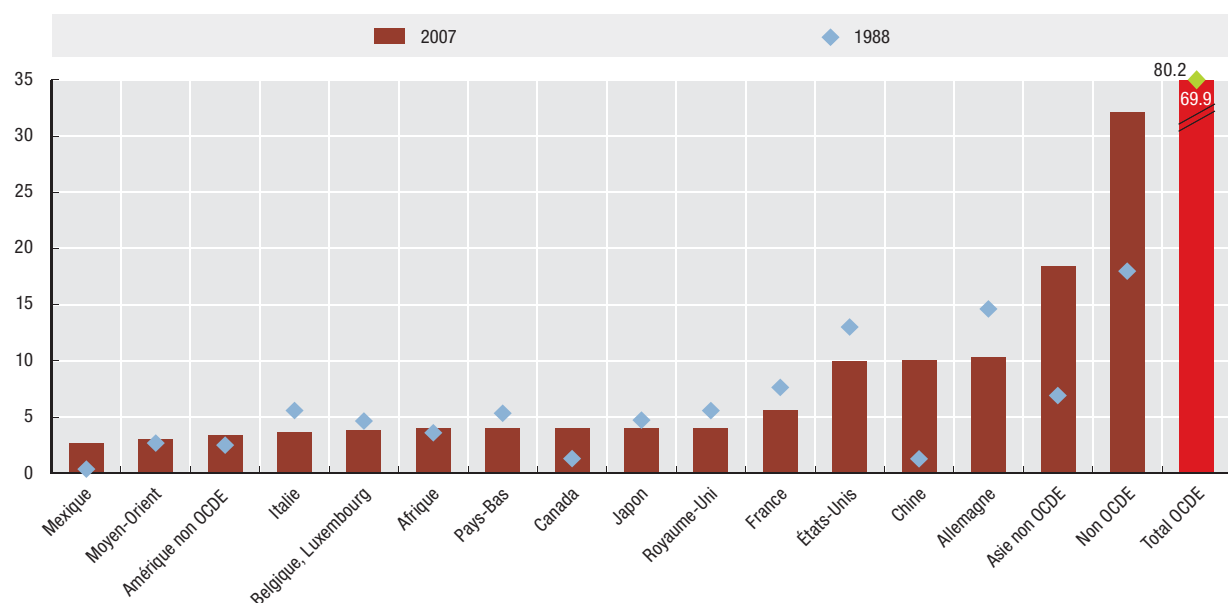
**Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE**

En pourcentage des importations de marchandises de l'OCDE

	1988	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Total OCDE</b>	<b>80.2</b>	<b>76.3</b>	<b>75.6</b>	<b>75.4</b>	<b>76.8</b>	<b>75.4</b>	<b>73.0</b>	<b>73.2</b>	<b>72.8</b>	<b>71.2</b>	<b>70.3</b>	<b>67.2</b>	<b>66.4</b>	<b>69.9</b>
<b>G7</b>	<b>52.5</b>	<b>50.8</b>	<b>50.2</b>	<b>50.0</b>	<b>50.5</b>	<b>49.8</b>	<b>47.5</b>	<b>47.0</b>	<b>45.9</b>	<b>43.1</b>	<b>42.7</b>	<b>40.2</b>	<b>39.1</b>	<b>41.8</b>
<b>ALENA</b>	14.7	18.9	19.7	20.8	20.7	21.1	21.7	21.1	19.9	16.1	16.5	16.0	15.5	16.8
Canada	1.3	5.0	5.0	5.1	5.2	5.4	5.6	5.5	5.2	4.8	4.6	4.6	4.3	4.0
États-Unis	13.0	11.9	12.4	13.1	12.9	12.8	12.8	12.2	11.5	8.3	9.2	8.7	8.5	10.0
Mexique	0.4	2.0	2.2	2.5	2.6	2.9	3.3	3.3	3.3	3.0	2.7	2.7	2.8	2.7
<b>OCDE Asie Océanie</b>	7.8	10.2	9.2	9.2	9.0	9.3	9.4	8.5	8.2	7.9	7.9	7.5	7.2	6.9
Corée	1.6	1.7	1.6	1.6	1.6	1.9	2.0	1.8	1.8	1.8	1.9	1.8	1.9	2.0
Japon	4.7	7.2	6.4	6.4	6.2	6.4	6.3	5.6	5.4	5.1	4.9	4.6	4.3	4.0
<b>OCDE Europe</b>	58.0	47.3	46.7	45.5	47.1	45.6	42.0	43.6	44.5	47.6	45.9	43.5	43.6	46.2
Allemagne	14.6	10.9	10.6	10.0	10.5	10.2	9.2	9.6	10.0	10.8	10.7	10.2	10.0	10.3
Autriche	1.5	1.2	1.1	1.1	1.2	1.2	1.0	1.1	1.2	1.3	1.2	1.2	1.2	1.3
Belgique-Luxembourg	4.6	3.4	3.2	3.0	3.0	2.9	2.6	2.8	2.9	3.1	3.1	2.6	3.0	3.8
Espagne	1.8	2.0	2.1	2.1	2.2	2.1	1.9	2.0	2.1	2.3	2.2	2.1	2.1	2.2
France	7.6	6.1	5.9	5.8	6.1	5.8	5.1	5.3	5.3	5.6	5.3	4.9	4.7	5.6
Italie	5.6	4.6	4.6	4.3	4.5	4.2	3.7	3.8	3.9	4.1	3.9	3.1	3.6	3.7
Pays-Bas	5.3	4.0	3.9	3.9	4.0	3.7	3.5	3.5	3.5	3.8	3.8	3.8	3.8	4.0
Royaume-Uni	5.6	5.1	5.2	5.2	5.2	5.1	4.9	4.8	4.6	4.5	4.1	4.0	3.8	4.0
Suède	2.3	1.7	1.7	1.7	1.7	1.6	1.5	1.4	1.4	1.5	1.5	1.5	1.4	1.4
Suisse	2.3	1.9	1.8	1.7	1.7	1.6	1.4	1.5	1.5	1.5	1.5	1.1	1.4	1.4
<b>Pays hors OCDE</b>	<b>18.0</b>	<b>22.6</b>	<b>23.3</b>	<b>23.9</b>	<b>22.4</b>	<b>23.2</b>	<b>26.0</b>	<b>25.7</b>	<b>25.9</b>	<b>27.6</b>	<b>28.9</b>	<b>31.3</b>	<b>32.5</b>	<b>32.1</b>
Afrique	3.6	2.4	2.6	2.5	2.2	2.1	2.4	2.5	2.3	2.6	2.7	3.5	3.9	4.0
Afrique du Sud	1.0	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Amérique	2.5	2.9	3.0	3.0	2.8	2.8	3.0	2.9	3.0	2.9	3.2	3.4	3.5	3.4
Amérique du Sud	2.1	2.3	2.3	2.3	2.1	2.1	2.2	2.2	2.2	2.2	2.5	2.7	2.8	2.7
Brésil	1.0	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	1.0	1.0	1.0	1.0
Asie	6.9	12.4	12.8	13.2	13.2	13.7	14.6	14.5	15.2	16.0	16.6	17.2	17.8	18.4
Chine	1.3	3.7	4.0	4.4	4.5	4.9	5.5	5.9	6.8	7.7	8.5	9.3	9.8	10.1
Inde	0.4	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.8	0.9
Taïpei chinois	1.5	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	2.1	1.8	1.7	1.6	1.6	1.3	1.4	1.6
Europe	2.2	2.1	2.1	2.1	2.0	2.0	2.4	2.4	2.5	2.8	3.1	3.7	3.9	4.0
Fédération de Russie	0.2	1.2	1.2	1.2	1.1	1.1	1.4	1.4	1.4	1.6	1.8	2.1	2.4	2.4
Moyen-Orient	2.7	2.6	2.7	2.9	2.2	2.5	3.5	3.3	2.9	3.2	3.3	3.9	4.1	3.0

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541651811871>
**Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE**


En pourcentage des importations de marchandises de l'OCDE


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535678246511>

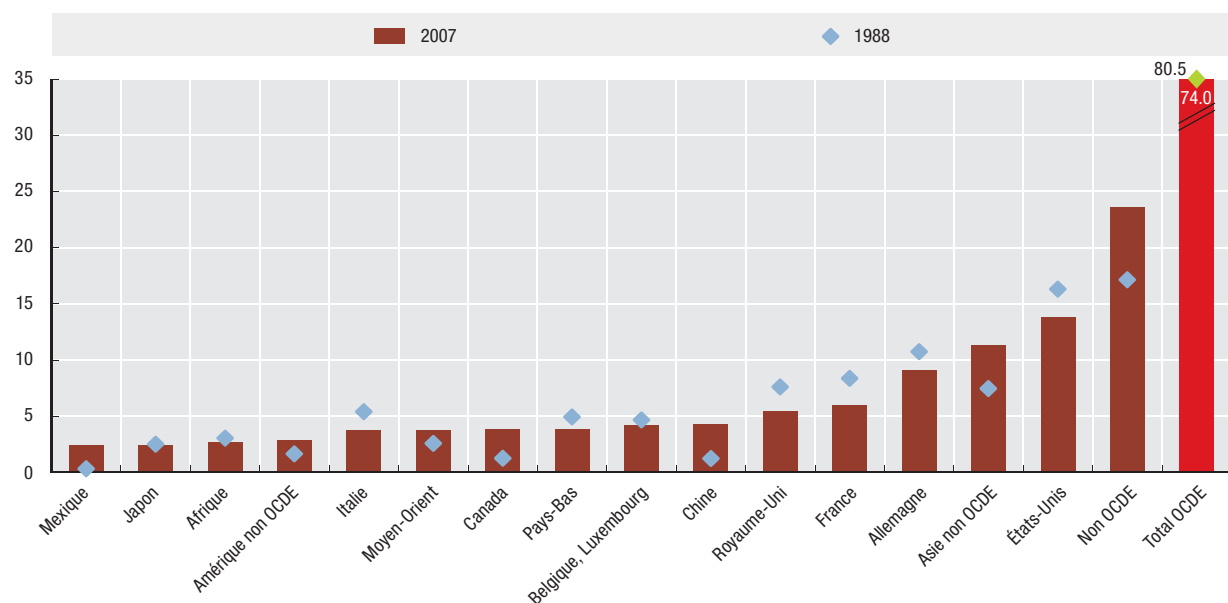

**Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE**

En pourcentage des exportations de marchandises de l'OCDE

	1988	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Total OCDE</b>	<b>80.5</b>	<b>75.9</b>	<b>75.7</b>	<b>75.8</b>	<b>77.9</b>	<b>79.6</b>	<b>79.0</b>	<b>78.8</b>	<b>78.5</b>	<b>77.4</b>	<b>77.0</b>	<b>75.4</b>	<b>75.6</b>	<b>74.0</b>
<b>G7</b>	<b>52.2</b>	<b>48.6</b>	<b>47.9</b>	<b>48.2</b>	<b>49.7</b>	<b>51.1</b>	<b>51.0</b>	<b>50.8</b>	<b>49.9</b>	<b>47.1</b>	<b>47.4</b>	<b>46.1</b>	<b>45.5</b>	<b>44.7</b>
<b>ALENA</b>	<b>17.9</b>	<b>19.2</b>	<b>19.7</b>	<b>21.6</b>	<b>22.6</b>	<b>24.5</b>	<b>26.1</b>	<b>25.2</b>	<b>24.6</b>	<b>20.2</b>	<b>21.4</b>	<b>21.5</b>	<b>20.8</b>	<b>19.5</b>
Canada	1.3	4.1	4.2	4.5	4.6	4.8	4.8	4.6	4.5	4.2	3.9	4.0	3.9	3.6
États-Unis	16.3	13.5	13.7	14.8	15.6	17.1	18.3	17.6	17.4	13.5	15.2	15.1	14.5	13.8
Mexique	0.3	1.6	1.8	2.2	2.4	2.6	3.0	2.9	2.7	2.5	2.3	2.3	2.4	2.1
<b>OCDE Asie Océanie</b>	<b>5.3</b>	<b>7.6</b>	<b>7.6</b>	<b>7.0</b>	<b>5.7</b>	<b>6.1</b>	<b>6.5</b>	<b>6.0</b>	<b>5.9</b>	<b>5.9</b>	<b>5.6</b>	<b>5.4</b>	<b>5.3</b>	<b>4.9</b>
Japon	2.5	4.1	4.1	3.8	3.2	3.3	3.4	3.2	2.9	2.8	2.6	2.5	2.5	2.2
Corée	1.4	2.2	2.2	1.9	1.2	1.6	1.8	1.6	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.3
<b>OCDE Europe</b>	<b>57.5</b>	<b>49.0</b>	<b>48.4</b>	<b>47.2</b>	<b>49.6</b>	<b>49.0</b>	<b>46.4</b>	<b>47.6</b>	<b>47.9</b>	<b>51.4</b>	<b>50.0</b>	<b>48.5</b>	<b>49.6</b>	<b>49.7</b>
Allemagne	10.7	10.3	9.9	9.3	9.7	9.4	8.8	9.0	8.8	9.5	9.2	9.0	9.1	9.0
Autriche	1.8	1.5	1.5	1.4	1.5	1.5	1.4	1.4	1.4	1.6	1.6	1.5	1.6	1.6
Belgique-Luxembourg	4.7	3.8	3.6	3.4	3.5	3.4	3.2	3.4	3.5	3.8	3.8	3.2	3.7	4.2
Espagne	2.4	2.5	2.5	2.5	2.8	3.0	2.8	2.9	3.0	3.4	3.4	3.4	3.3	3.3
France	8.4	6.6	6.2	5.9	6.3	6.3	6.0	6.2	6.1	6.5	6.3	6.2	6.1	6.8
Italie	5.4	4.0	3.8	3.7	3.9	3.9	3.7	3.8	3.9	4.3	4.1	3.5	3.9	3.9
Pays-Bas	4.9	4.2	4.1	4.1	4.1	4.1	3.9	3.8	3.8	4.0	3.8	3.7	3.9	3.7
Royaume-Uni	7.6	5.9	6.0	6.2	6.4	6.3	6.1	6.3	6.3	6.3	6.0	5.7	5.6	5.5
Suède	2.1	1.5	1.5	1.4	1.4	1.4	1.4	1.3	1.3	1.5	1.4	1.4	1.4	1.5
Suisse	2.9	2.0	2.0	1.8	2.0	1.9	1.7	1.8	1.8	1.8	1.7	1.4	1.7	1.8
<b>Pays hors OCDE</b>	<b>17.2</b>	<b>22.5</b>	<b>22.4</b>	<b>23.0</b>	<b>20.8</b>	<b>19.3</b>	<b>20.1</b>	<b>20.4</b>	<b>20.6</b>	<b>21.7</b>	<b>22.1</b>	<b>22.7</b>	<b>23.5</b>	<b>24.9</b>
Afrique	3.1	2.2	2.2	2.1	2.3	2.0	1.9	2.0	2.0	2.1	2.1	2.6	2.7	3.0
Afrique du Sud	0.6	0.5	0.5	0.4	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5
Amérique	1.7	3.3	3.3	3.7	3.7	3.1	3.0	3.1	2.7	2.3	2.5	2.6	2.8	2.9
Amérique du Sud	1.1	2.3	2.3	2.6	2.6	2.0	1.9	2.0	1.6	1.3	1.4	1.6	1.7	2.0
Brésil	0.3	0.9	0.9	1.0	1.0	0.8	0.8	0.9	0.7	0.6	0.6	0.7	0.7	0.8
Asie	7.5	12.4	12.0	12.0	9.8	9.9	10.9	10.3	10.7	11.5	11.7	11.7	11.8	11.3
Chine	1.2	1.8	1.8	1.8	1.8	1.9	2.2	2.4	2.9	3.6	3.9	4.0	4.4	4.7
Taïpei chinois	1.4	1.9	1.7	1.8	1.7	1.7	2.0	1.5	1.5	1.5	1.6	1.5	1.4	1.0
Inde	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.6	0.7	0.8	0.8	0.9
Europe	2.2	2.1	2.3	2.5	2.4	1.9	1.9	2.4	2.6	3.0	3.1	3.4	3.8	4.3
Fédération de Russie	0.2	0.8	0.9	1.1	0.9	0.5	0.6	0.8	0.8	1.0	1.1	1.2	1.5	1.7
Moyen-Orient	2.6	2.4	2.5	2.6	2.6	2.3	2.2	2.4	2.5	2.6	2.6	2.8	2.7	3.8

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541662784670>
**Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE**

En pourcentage des exportations de marchandises de l'OCDE


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535683211083>



## BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde des opérations courantes est la différence entre les recettes courantes en provenance de l'étranger et les paiements courants à destination de l'étranger. Si ce solde des opérations courantes est positif, le pays pourra utiliser cet excédent pour rembourser une partie de sa dette extérieure ou pour prêter des fonds au reste du monde. Si le solde des opérations courantes est négatif, ce déficit devra être financé par des emprunts extérieurs ou par la liquidation d'avoirs extérieurs acquis auparavant.

### Définition

Le solde des opérations courantes est la différence entre les recettes courantes d'un pays en provenance du reste du monde et ses paiements courants au profit du reste du monde. Ces transactions courantes prennent la forme d'exportations et d'importations de biens, d'exportations et d'importations de services (comme le tourisme, le transport international de marchandises et de passagers, les assurances et les services financiers), de revenus (tels que les salaires et traitements, les dividendes, les intérêts et autres revenus de la propriété), ainsi que de transferts.

Il est à noter que les revenus de la propriété comprennent les bénéfices non distribués des filiales de sociétés étrangères. Tous les revenus des filiales de sociétés étrangères sont considérés comme étant rapatriés à l'étranger, de sorte que la proportion qui reste effectivement dans le pays où est située la filiale considérée apparaît comme un montant réinvesti dans le compte de capital.

### Comparabilité

Les données figurant dans le tableau proviennent des statistiques de la balance des paiements établies conformément à la 5<sup>e</sup> édition du *Manuel de la balance des paiements* (MBP5) publié par le Fonds monétaire international (FMI). Le FMI assure un suivi rigoureux des statistiques de la balance des paiements publiées par ses pays membres dans le cadre de réunions régulières de statisticiens spécialistes de la balance des paiements. La comparabilité des données entre pays est donc relativement bonne.

Étant donné que tous les revenus des filiales de sociétés étrangères sont considérés comme étant rapatriés – alors qu'en pratique, ces filiales peuvent en conserver une grande partie dans le pays où elles sont situées – l'existence de filiales de sociétés étrangères dans une économie tend à réduire son solde des opérations courantes.

### Tendances à long terme

Les soldes des opérations courantes exprimés en pourcentage du PIB sont négatifs depuis 1994 en Australie, en Hongrie, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, en Espagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis; cela tient en partie à la manière dont les revenus des filiales de sociétés étrangères sont traités. La Finlande, le Japon, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et la Suisse ont au contraire dégagé des excédents de balance courante pendant toute cette période.

Depuis 1994, les déficits de balance courante ont généralement laissé la place à des excédents en Autriche, au Canada, en Allemagne et en Corée.

Le graphique fait apparaître la moyenne des trois dernières années du solde des opérations courantes en pourcentage du PIB. Les déficits ont atteint en moyenne 5 % du PIB ou plus en Islande, en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Nouvelle-Zélande, en Hongrie, en République slovaque, aux États-Unis, en Australie et en Turquie. À l'inverse, des excédents de plus de 5 % ont été enregistrés par l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Suisse et la Norvège.

### Source

- Pour les pays membres et l'Afrique du Sud : OCDE (2008), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- Pour le Brésil, la Chine, l'Inde et la Fédération de Russie : sources nationales.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2007), *Les systèmes de financement des crédits à l'exportation dans les pays membres et les économies non membres de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- FMI (1993), *Balance of Payments Manual*, 5<sup>e</sup> édition, FMI, Washington, DC.
- ONU, CE, FMI, OCDE, CNUCED et OMC (2002), *Manuel des statistiques du commerce international des services*, Nations Unies, New York.

#### Bases de données en ligne

- *Principaux indicateurs économiques*.
- *Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

#### Sites Internet

- OCDE, Sources et méthodes des Perspectives économiques, [www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).

**Balance des opérations courantes**

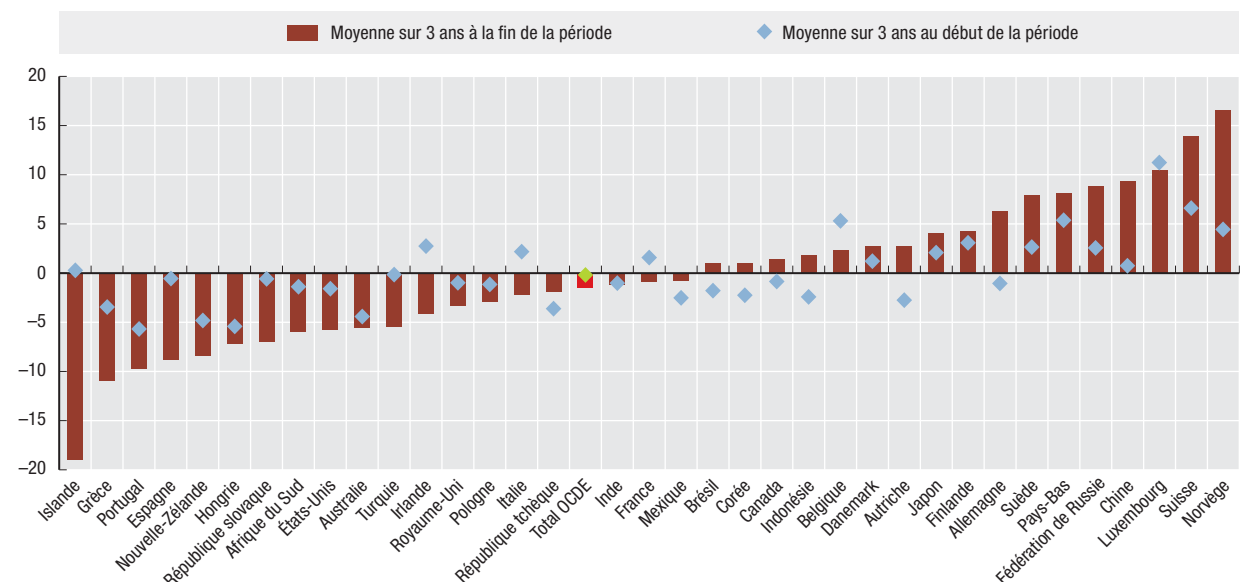
En pourcentage du PIB

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	-1.4	-1.2	-0.6	-0.5	-0.7	-1.3	-1.7	0.0	2.0	2.0	4.7	5.2	6.1	7.5
Australie	-4.7	-5.0	-3.6	-2.8	-4.7	-5.1	-3.6	-1.9	-3.7	-5.2	-5.9	-5.5	-5.1	-6.1
Autriche	..	-2.9	-2.9	-2.5	-1.7	-1.7	-0.7	-0.8	2.7	1.7	2.1	2.1	2.8	3.2
Belgique	..	5.4	5.0	5.5	5.2	5.1	4.0	3.4	4.6	4.1	3.5	2.6	2.7	1.7
Canada	-2.3	-0.8	0.5	-1.3	-1.2	0.3	2.7	2.3	1.7	1.2	2.3	1.9	1.4	0.9
Corée	-1.0	-1.7	-4.1	-1.6	11.7	5.5	2.4	1.7	1.0	2.0	4.1	1.9	0.6	0.6
Danemark	1.5	0.7	1.4	0.4	-0.9	1.9	1.6	2.6	2.9	3.5	2.3	4.3	2.7	1.1
Espagne	-1.2	-0.3	-0.2	-0.1	-1.2	-2.9	-4.0	-3.9	-3.3	-3.5	-5.3	-7.4	-8.9	-10.1
États-Unis	-1.7	-1.5	-1.6	-1.7	-2.5	-3.3	-4.3	-3.8	-4.4	-4.8	-5.4	-5.9	-6.0	-5.3
Finlande	1.1	4.1	4.0	5.6	5.6	6.2	8.1	8.6	8.8	5.2	6.5	3.6	4.6	4.6
France	..	0.7	1.3	2.7	2.6	3.1	1.6	1.9	1.4	0.8	0.6	-0.6	-0.7	-1.2
Grèce	..	..	..	-3.9	-2.7	-3.8	-7.8	-7.3	-6.8	-6.6	-5.9	-7.3	-11.1	-14.3
Hongrie	-9.2	-3.3	-3.8	-4.3	-7.0	-7.6	-8.4	-6.0	-7.0	-8.0	-8.6	-7.5	-7.5	-6.4
Irlande	2.8	2.6	2.8	2.3	0.8	0.2	-0.4	-0.7	-0.9	0.0	-0.6	-3.5	-3.5	-5.4
Islande	1.9	0.7	-1.8	-1.7	-6.7	-6.7	-10.1	-4.3	1.5	-4.8	-9.8	-16.2	-25.1	-15.6
Italie	1.2	2.2	3.1	2.8	1.9	0.7	-0.5	-0.1	-0.8	-1.3	-0.9	-1.7	-2.6	-2.4
Japon	2.7	2.1	1.4	2.3	3.1	2.6	2.6	2.1	2.9	3.2	3.7	3.6	3.8	4.8
Luxembourg	..	12.1	11.2	10.4	9.2	8.4	13.2	8.8	10.5	8.1	11.8	11.0	10.5	9.8
Mexique	-6.4	-0.5	-0.7	-1.7	-3.5	-2.6	-2.9	-2.6	-2.0	-1.2	-0.9	-0.7	-0.6	-1.0
Norvège	3.0	3.5	6.8	6.3	0.0	5.6	15.0	16.1	12.5	12.3	12.7	16.3	17.3	15.9
Nouvelle-Zélande	-3.8	-5.0	-5.7	-6.3	-3.9	-6.2	-5.2	-2.7	-3.8	-4.2	-6.3	-8.5	-8.6	-8.1
Pays-Bas	4.9	6.1	5.1	6.5	3.2	3.8	1.9	2.4	2.5	5.5	7.5	7.3	9.3	7.7
Pologne	-0.9	-1.7	-0.9	-2.7	-4.0	-6.9	-6.0	-3.1	-2.8	-2.5	-4.0	-1.2	-2.8	-4.8
Portugal	..	..	-4.2	-5.9	-7.0	-8.5	-10.2	-9.9	-8.1	-6.1	-7.6	-9.5	-10.1	-9.5
République tchèque	-1.8	-2.5	-6.6	-6.2	-2.0	-2.4	-4.8	-5.3	-5.5	-6.3	-5.2	-1.3	-2.6	-1.8
République slovaque	4.9	2.6	-9.3	-8.4	-8.9	-4.8	-3.4	-8.3	-7.9	-0.8	-3.4	-8.5	-7.0	-5.3
Royaume-Uni	-1.0	-1.2	-0.8	-0.1	-0.4	-2.4	-2.6	-2.1	-1.7	-1.6	-2.1	-2.6	-3.4	-3.8
Suède	1.1	3.3	3.5	4.1	3.8	4.1	3.8	3.8	4.0	7.2	6.7	6.8	8.5	8.4
Suisse	6.3	6.5	7.0	9.3	9.2	10.8	12.1	7.7	8.4	12.9	12.9	13.7	14.5	13.4
Turquie	1.5	-1.0	-1.0	-1.0	0.7	-0.5	-3.7	1.7	-0.7	-2.7	-4.0	-4.6	-6.0	-5.7
Total UE27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.1	-0.2	-0.7	-0.6
Total OCDE	..	..	..	0.2	-0.1	-0.7	-1.3	-1.1	-1.1	-1.1	-0.9	-1.4	-1.6	-1.4
Afrique du Sud	0.0	-1.6	-1.2	-1.5	-1.6	-0.5	-0.1	0.3	0.8	-1.1	-3.2	-4.0	-6.4	-7.3
Brésil	-0.2	-2.4	-2.8	-3.5	-4.0	-4.3	-3.8	-4.2	-1.5	0.8	1.8	1.6	1.3	0.1
Chine	1.2	0.2	0.8	3.9	3.1	1.9	1.7	1.3	2.4	2.8	3.6	7.2	9.6	11.3
Fédération de Russie	..	2.3	2.8	0.0	0.1	12.6	18.0	11.1	8.5	8.2	10.1	11.0	9.5	5.9
Inde	..	..	..	-0.7	-1.7	-0.7	-1.0	0.3	1.4	1.5	0.1	-1.3	-1.1	-1.0
Indonésie	-1.4	-2.9	-3.0	-2.1	3.9	3.7	4.8	4.3	4.0	3.5	0.6	0.1	3.0	2.4

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/541730882637>

**Balance des opérations courantes**

En pourcentage du PIB



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/535704103703>

## FLUX ET STOCKS D'IDE

L'investissement direct étranger (IDE) est un élément central du processus d'intégration économique internationale, qui évolue rapidement. L'IDE crée des liens directs, stables et durables entre les économies. Il favorise les transferts de technologies et de savoir-faire entre les pays, et il permet à l'économie d'accueil de promouvoir plus largement ses produits sur les marchés internationaux. Enfin, l'IDE représente une source de fonds supplémentaire pour l'investissement productif, et dans un cadre d'action publique adéquat, il peut constituer un vecteur important de développement des entreprises.

### Définition

L'investissement direct étranger se définit comme un investissement réalisé par une entité résidente d'une économie dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie. La notion d'intérêt durable implique l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise, dans le cadre de laquelle l'investisseur exerce une influence notable sur la gestion de l'entreprise bénéficiant de l'investissement direct. Cette influence est évaluée à l'aune de la participation au capital, qui doit représenter au moins 10 % des droits de vote. Il n'est donc pas nécessaire que l'investisseur étranger ait un contrôle absolu.

Les stocks d'investissements entrants sont les investissements directs détenus par des non-résidents; les stocks d'investissements sortants sont les investissements directs détenus dans d'autres économies.

### Tendances à long terme

Les entrées et les sorties d'IDE dans le monde ont accusé une très forte baisse en 2001, après l'essor spectaculaire des investissements observé à la fin des années 90. Les entrées d'IDE dans la zone OCDE ont continué de décroître jusqu'en 2004, où elles ont augmenté d'un modeste 5 %, tandis que les sorties d'IDE ont enregistré une hausse plus sensible de 29 %. L'environnement mondial est devenu plus propice à l'IDE en 2006, année où la croissance macroéconomique a continué, où les cours boursiers sont restés stables, et où les entreprises ont affiché en règle générale une bonne rentabilité. Les entreprises multinationales basées dans les économies émergentes ont cherché activement à acquérir des entreprises dans la zone OCDE. De plus, on a enregistré en 2006 un volume considérable d'investissements réalisés par des investisseurs financiers tels que les sociétés de capital-investissement. Les entrées d'IDE dans la zone OCDE ont progressé de 31 % en 2007, pour s'établir à 1 369 milliards de dollars des EU. Les États-Unis, le Royaume-Uni, le Luxembourg et la France en ont été les principaux destinataires. Les flux d'IDE vers les pays de l'UE ont augmenté de 40 %, pour atteindre 1 080 milliards de dollars des EU. Les investissements en Chine, une des destinations privilégiées de l'IDE en 2005, ont diminué d'1 milliard de dollars des EU en 2006 mais augmenté de 77 % en 2007. Les sorties d'IDE de la zone OCDE ont augmenté de 50 %, atteignant 1 819 milliards de dollars des EU en 2007. La zone OCDE est restée un gros exportateur net d'investissements, à la hauteur historique d'environ 500 milliards de dollars des EU en 2007. Néanmoins, des données provisoires indiquent que, dans la mesure où la crise financière s'est transformée en crise économique mondiale, les perspectives d'évolution de l'IDE sont orientées à la baisse à hauteur de 13 % pour les entrées et de 6 % pour les sorties d'ici à fin 2008.

Les tableaux de stocks indiquent aussi leur ventilation entre grands secteurs d'activité, c'est-à-dire entre les industries manufacturières et les services.

Des flux négatifs peuvent généralement refléter des cessions d'actifs ou l'impact de remboursements substantiels au titre de prêts interentreprises.

### Comparabilité

Les normes internationales exigent que les stocks d'IDE soient évalués aux prix du marché, mais la plupart des pays de l'OCDE établissent leurs statistiques de stocks d'IDE en appliquant les valeurs comptables inscrites dans les bilans des entreprises. Or, ces valeurs comptables peuvent être très différentes des valeurs du marché, sans compter que les règles d'estimation des valeurs comptables varient d'un pays à l'autre.

En dépit des améliorations apportées ces dernières années, il existe aussi des différences d'ordre méthodologique entre pays concernant les flux entrants et sortants d'IDE. Pour plus de détails, se reporter à l'étude conjointe FMI/OCDE sur l'application par les différents pays des normes internationales (voir la rubrique des publications méthodologiques ci-après).

Les totaux indiqués pour la zone OCDE ne concernent que les pays pour lesquels des données sont disponibles. Les données relatives à 2006 et 2007 sont provisoires.

### Source

- OCDE (2005), *Annuaire des statistiques d'investissement direct international*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2007), *Cadre d'action pour l'investissement : Un panorama des bonnes pratiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Examens de l'OCDE sur l'investissement direct étranger*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives d'investissement international 2007 : Liberté d'investissement dans un monde en changement*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *OECD Reviews of Innovation Policy: China 2008*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2002), *Mesurer la mondialisation : Le poids des multinationales dans les économies de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Mesurer la mondialisation : Indicateurs de l'OCDE sur la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- IMF, OECD (1999), *Report on the Survey of Implementation of Methodological Standards for Direct Investment*.
- OCDE (1996), *Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux*, troisième édition, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Enquête sur les mesures non tarifaires dans le secteur des TIC*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Mesurer la mondialisation : Manuel de l'OCDE sur les indicateurs de la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

#### Sites Internet

- L'investissement international à l'OCDE, [www.oecd.org/daf/investment](http://www.oecd.org/daf/investment).

**Stocks d'IDE sortants et entrants**

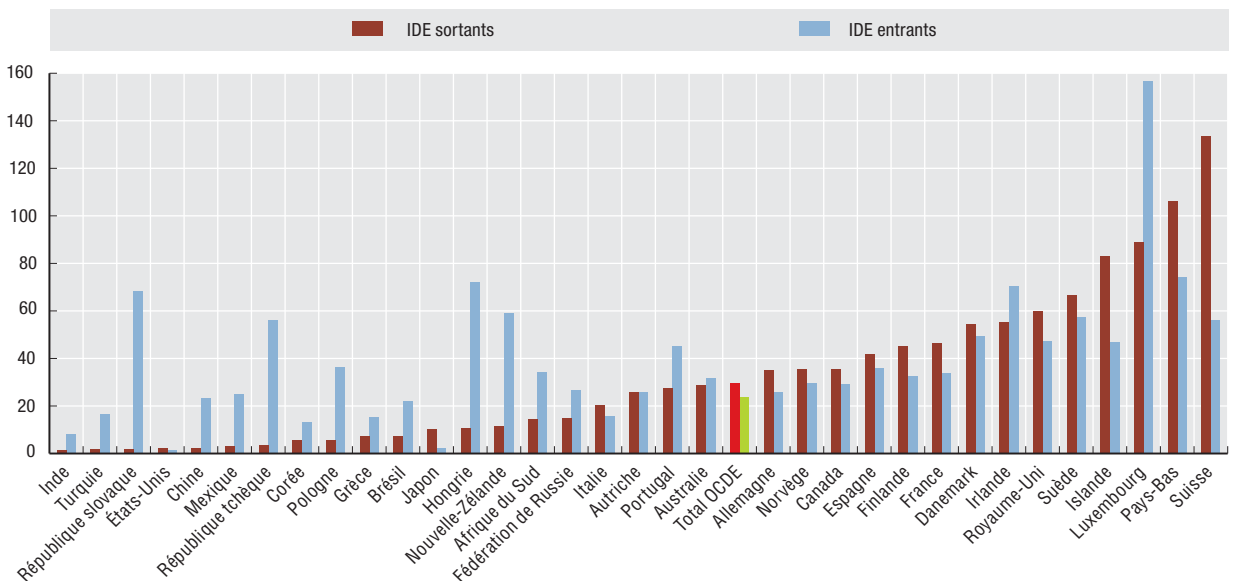
Millions de dollars des EU

	Stocks d'investissements sortants							Stocks d'investissements entrants						
	1990	1995	2000	2003	2004	2005	2006	1990	1995	2000	2003	2004	2005	2006
Allemagne	130 760	233 107	486 750	720 718	814 798	843 947	1 025 167	74 067	104 367	462 529	666 174	719 260	631 176	750 196
Australie	30 495	53 009	85 385	161 949	204 347	178 481	227 445	73 615	104 074	111 138	199 340	261 552	207 952	249 867
Autriche	4 747	11 832	24 820	55 961	67 785	65 445	83 234	10 972	19 721	30 431	53 844	62 337	69 454	84 025
Canada	84 813	118 106	237 647	318 974	372 652	390 907	454 766	112 850	123 182	212 723	289 157	315 247	339 406	376 535
Corée	..	..	..	24 986	32 165	38 683	49 187	..	..	..	66 070	87 766	104 879	119 143
Danemark	..	24 703	73 074	102 587	126 298	129 584	149 194	..	23 801	73 573	100 236	116 486	115 955	135 385
Espagne	..	36 547	167 718	292 464	370 933	375 047	517 096	..	110 291	156 347	339 652	395 984	370 997	442 787
États-Unis	616 655	885 506	1 531 607	2 054 464	2 498 494	2 651 721	2 935 977	505 346	680 066	1 421 017	1 576 983	1 727 062	1 874 263	2 151 616
Finlande	11 227	14 993	52 109	76 050	85 023	81 663	94 586	5 132	8 465	24 272	50 257	57 379	54 587	67 991
France	110 121	204 430	445 087	724 445	845 451	868 495	1 054 785	84 931	191 433	259 773	527 625	641 807	628 072	771 499
Grèce	..	..	5 852	12 337	13 791	13 602	19 560	..	..	14 113	22 454	28 482	29 189	41 317
Hongrie	..	278	1 279	3 509	6 022	7 836	12 180	569	11 304	22 856	48 345	62 624	61 970	81 607
Irlande	..	..	27 925	73 322	106 692	104 152	123 296	..	..	127 088	222 837	207 647	163 530	156 591
Islande	75	177	663	1 733	4 025	10 085	13 820	147	149	491	1 190	1 998	4 696	7 833
Italie	60 195	106 319	180 274	238 888	280 481	293 475	378 931	60 009	65 347	121 169	180 891	220 720	224 079	294 877
Japon	201 440	238 452	278 441	335 500	370 544	386 581	449 567	9 850	33 508	50 322	89 729	96 984	100 899	107 634
Luxembourg	..	4 703	7 927	21 355	27 883	33 410	..	..	18 503	23 492	41 730	49 733	43 721	66 658
Mexique	..	..	..	14 088	18 520	24 994	30 753	22 424	41 130	97 170	175 062	197 458	217 194	236 231
Norvège	10 889	22 521	46 302	82 615	92 630	97 704	119 456	12 404	19 836	30 261	48 967	78 338	76 431	99 493
Nouvelle-Zélande	..	7 676	6 065	11 966	13 885	11 375	12 382	..	25 728	28 070	44 606	52 573	52 190	63 358
Pays-Bas	106 896	172 675	305 459	523 207	587 252	613 484	718 828	68 729	116 051	243 730	426 611	477 218	451 078	502 226
Pologne	..	463	1 059	2 687	2 959	7 039	19 472	109	7 843	34 233	57 841	85 506	90 575	124 363
Portugal	..	..	19 793	34 443	43 940	41 966	53 814	..	18 973	32 043	60 585	66 970	63 339	87 959
République tchèque	..	345	738	2 284	3 759	3 610	5 017	..	7 350	21 647	45 286	57 246	60 662	79 838
République slovaque	..	139	379	827	842	597	1 176	..	1 297	4 761	15 738	21 881	23 656	38 334
Royaume-Uni	229 307	304 865	897 845	1 187 045	1 247 190	1 198 637	1 442 165	203 905	199 772	438 631	606 157	701 913	840 652	1 131 827
Suède	50 720	73 143	123 234	183 631	214 826	208 836	262 224	12 636	31 089	93 972	157 084	196 369	171 768	226 387
Suisse	66 087	142 481	232 176	341 384	400 590	428 039	518 072	34 245	57 064	86 810	162 238	197 669	170 835	218 024
Turquie	..	..	3 668	6 138	7 060	8 315	8 866	..	..	19 209	33 537	38 522	71 297	88 309
Total UE27	..	..	..	..	7 905 820	7 482 434	9 247 518	..	..	..	6 903 789	6 635 656	8 338 337	..
Total OCDE	1 714 426	2 656 470	5 243 274	7 609 557	8 860 835	9 117 711	10 781 017	1 291 940	2 020 343	4 241 872	6 310 226	7 224 731	7 314 503	8 801 909
<b>dont :</b>														
Industrie manufacturière	35 %	29 %	28 %	22 %	21 %	19 %	..	34 %	29 %	17 %	12 %	19 %	16 %	..
Services	34 %	66 %	67 %	73 %	72 %	74 %	..	27 %	57 %	74 %	81 %	76 %	79 %	..
Afrique du Sud	15 010	23 301	32 325	27 185	39 083	37 706	50 826	9 210	15 014	43 451	46 869	64 451	78 986	87 765
Brésil	..	..	..	54 892	69 196	79 259	113 925	..	..	..	132 818	161 259	195 562	236 186
Chine	..	..	..	..	52 704	64 493	90 630	..	..	..	..	368 970	471 549	612 508
Fédération de Russie	..	2 420	20 141	90 873	107 291	146 679	216 488	..	345	32 204	96 729	122 295	180 228	265 873
Inde	..	..	2 609	7 392	10 072	12 832	25 520	..	..	20 278	36 374	44 668	50 614	70 189

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/541738010263>

**Stocks d'IDE**

En pourcentage du PIB, 2006 ou dernière année disponible




StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/535728153720>

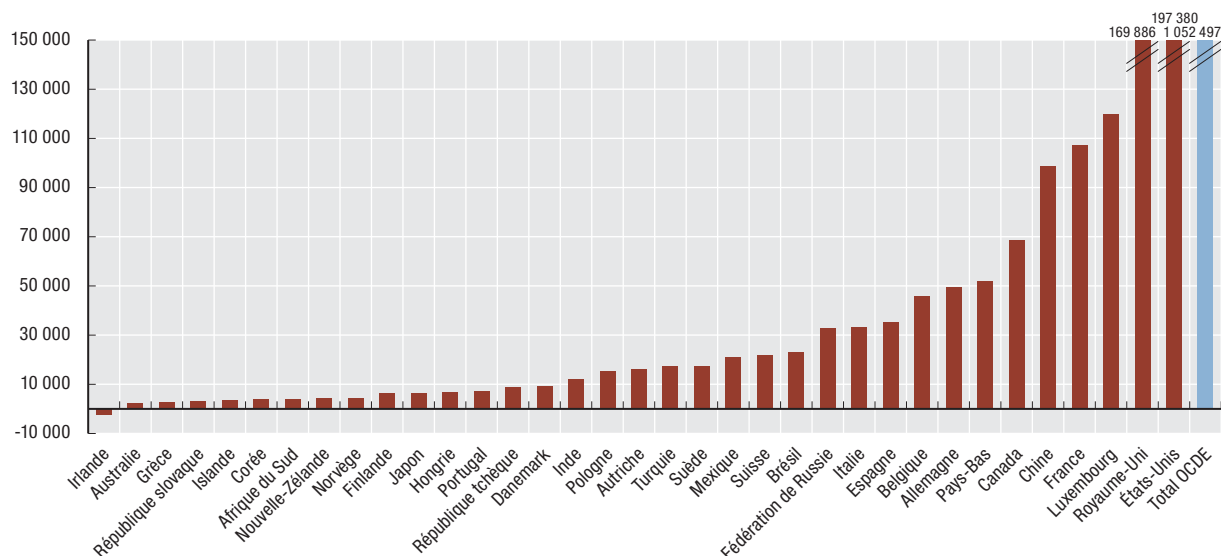

**Flux entrants d'investissement direct**

Millions de dollars des EU

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	7 134	12 025	6 573	12 243	24 597	56 077	198 313	26 419	53 571	32 398	-10 195	41 943	55 199	50 932
Australie	5 025	11 963	6 111	7 633	6 003	3 268	13 950	8 297	16 996	7 975	36 105	-35 206	18 889	23 577
Autriche	2 103	1 904	4 429	2 656	4 534	2 975	8 842	5 921	357	7 151	3 892	10 777	6 191	30 680
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	16 265	33 508	43 583	34 351	63 948	39 065
Canada	8 204	9 255	9 633	11 522	22 803	24 747	66 796	27 670	22 146	7 486	-364	28 923	69 044	107 435
Corée	809	1 776	2 325	2 844	5 412	9 333	9 283	3 528	2 392	3 526	9 246	6 309	3 645	1 579
Danemark	4 898	4 180	768	2 799	7 726	14 657	31 306	11 525	6 633	2 597	-10 721	12 891	3 625	11 218
Espagne	9 276	6 285	6 821	6 388	11 798	18 744	39 582	28 347	39 249	25 844	24 775	25 005	26 903	53 395
États-Unis	46 121	57 776	86 502	105 603	179 045	289 444	321 274	167 021	84 372	63 750	145 966	112 638	241 961	237 542
Finlande	1 578	1 063	1 109	2 116	12 141	4 610	8 836	3 732	8 053	3 322	2 828	4 747	5 484	8 477
France	15 574	23 679	21 960	23 171	30 984	46 546	43 258	50 485	49 079	42 538	32 585	84 887	78 198	157 974
Grèce	1 166	1 198	1 196	1 089	72	561	1 108	1 589	50	1 276	2 103	606	5 366	1 918
Hongrie	1 144	5 102	3 300	4 171	3 337	3 313	2 763	3 936	2 994	2 137	4 508	7 711	6 789	5 573
Irlande	856	1 442	2 616	2 710	8 856	18 211	25 784	9 653	29 350	22 803	-10 614	-31 670	-938	25 896
Islande	-2	9	83	148	148	67	170	173	91	328	654	3 075	3 959	3 836
Italie	2 236	4 816	3 535	4 962	4 280	6 911	13 377	14 873	14 558	16 430	16 824	19 959	39 261	40 209
Japon	888	41	228	3 224	3 193	12 743	8 318	6 244	9 239	6 324	7 819	2 778	-6 503	22 548
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	115 242	89 287	78 687	115 955	124 972	118 820
Mexique	15 069	9 679	10 087	14 165	12 409	13 734	18 001	29 528	23 017	16 591	22 876	20 823	19 225	23 230
Norvège	2 773	2 409	3 207	3 982	3 935	6 792	7 095	2 122	791	3 472	2 544	5 414	6 473	603
Nouvelle-Zélande	2 616	2 850	3 922	1 917	1 826	940	1 344	-113	1 658	2 441	2 525	1 489	8 016	2 871
Pays-Bas	7 158	12 307	16 660	11 137	36 925	41 206	63 866	51 937	25 060	21 063	4 602	47 666	7 985	99 457
Pologne	1 875	3 658	4 500	4 914	6 368	7 276	9 446	5 697	4 121	4 867	12 484	9 542	18 913	17 563
Portugal	1 255	660	1 344	2 362	3 005	1 157	6 637	6 232	1 801	7 155	1 936	3 927	11 311	5 633
République tchèque	868	2 562	1 428	1 301	3 716	6 326	4 980	5 645	8 483	2 109	4 975	11 654	6 019	9 132
République slovaque	273	241	396	231	707	429	2 383	1 584	4 144	2 161	3 033	2 427	4 175	2 867
Royaume-Uni	9 255	19 968	24 441	33 245	74 349	87 973	118 824	52 650	24 052	16 846	56 002	175 974	147 716	185 968
Suède	6 350	14 447	5 437	10 967	19 843	60 964	23 431	10 905	12 269	4 980	11 022	10 175	23 072	18 779
Suisse	3 368	2 224	3 078	6 642	8 942	11 714	19 266	8 859	6 284	16 505	933	-1 540	26 289	40 403
Turquie	608	885	722	805	940	783	982	3 352	1 133	1 752	2 786	10 026	19 912	21 957
Total UE27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	303 366	719 451	771 716	1 079 243
Total OCDE	158 475	214 405	232 410	284 946	497 892	751 503	1 069 214	547 810	583 451	468 622	503 398	743 256	1 045 099	1 369 136
Afrique du Sud	374	1 248	816	3 811	550	1 503	969	7 270	1 480	783	701	6 522	-184	5 746
Brésil	3 072	4 859	11 200	19 650	31 913	28 576	32 779	22 457	16 590	10 144	18 166	15 066	18 782	34 585
Chine	33 787	35 849	40 180	44 237	43 751	38 573	38 399	44 241	49 308	47 077	54 937	79 127	78 095	138 413
Fédération de Russie	690	2 065	2 579	4 865	2 761	3 309	2 714	2 748	3 377	7 958	15 444	12 886	29 701	55 073
Inde	973	2 144	2 426	3 577	2 635	2 169	3 584	5 472	5 626	4 323	5 771	6 677	17 453	..

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541742533277>
**Flux entrants d'investissement direct**

Millions de dollars des EU, moyenne 2005-2007


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535763335633>



**Flux sortants d'investissement direct**

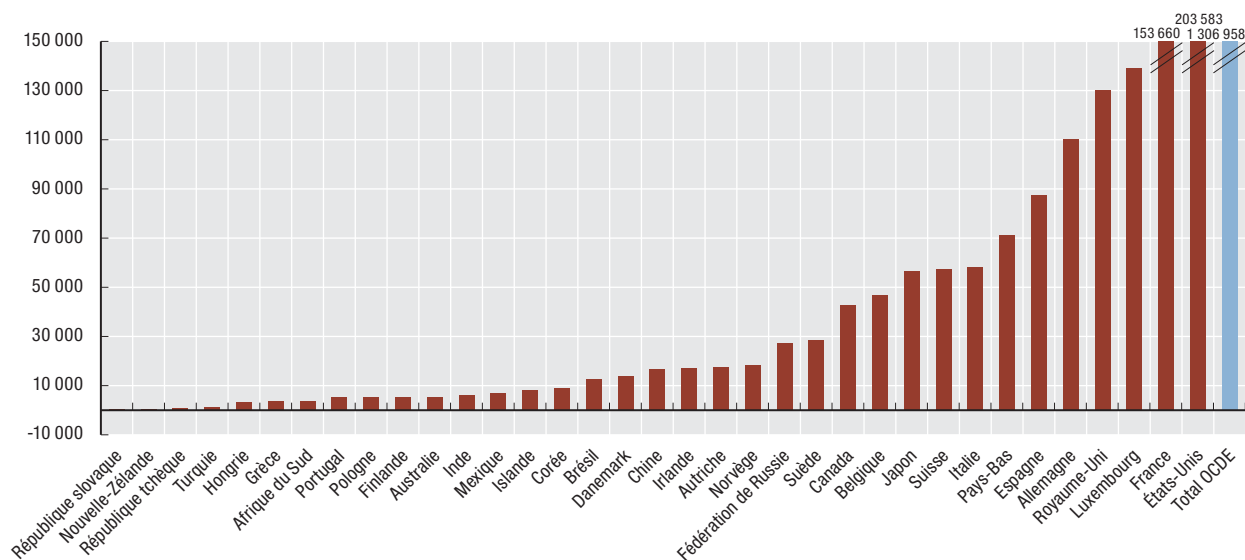
Millions de dollars des EU

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	18 858	39 052	50 806	41 794	88 837	108 692	56 567	39 691	18 963	5 827	20 559	68 834	94 753	167 454
Australie	2 817	3 282	7 088	6 428	3 345	-421	3 158	11 962	7 852	16 205	10 960	-33 438	23 816	25 689
Autriche	1 257	1 131	1 935	1 988	2 745	3 301	5 741	3 138	5 812	7 143	8 305	11 198	9 665	31 443
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	12 288	38 359	34 038	32 640	56 202	51 855
Canada	9 294	11 462	13 094	23 059	34 349	17 250	44 678	36 037	26 761	22 935	43 684	33 544	45 246	49 460
Corée	2 461	3 552	4 670	4 449	4 740	4 198	4 999	2 420	2 617	3 426	4 650	4 291	7 126	15 276
Danemark	3 955	3 063	2 519	4 207	4 477	16 434	23 093	13 376	5 695	1 124	-10 371	16 196	8 498	16 989
Espagne	4 111	4 158	5 590	12 547	18 938	44 384	58 224	33 113	32 744	28 745	60 567	41 804	100 305	119 628
États-Unis	80 167	98 750	91 885	104 803	142 644	224 934	159 212	142 349	154 460	149 564	316 223	36 235	241 244	333 271
Finlande	4 298	1 497	3 597	5 292	18 642	6 616	24 035	8 372	7 378	-2 282	-1 080	4 220	3 163	8 624
France	24 372	15 758	30 419	35 581	48 613	126 859	177 482	86 783	50 486	53 197	56 762	114 964	121 376	224 640
Grèce	..	..	..	..	-276	552	2 137	616	655	413	1 030	1 450	4 169	5 339
Hongrie	48	59	-4	462	278	250	620	368	278	1 644	1 119	2 206	3 622	4 117
Irlande	436	820	728	1 014	3 902	6 109	4 630	4 066	11 035	5 555	18 079	14 304	14 743	22 052
Islande	24	25	63	56	74	123	393	342	320	373	2 553	7 063	5 319	12 476
Italie	5 109	5 731	6 465	12 245	16 078	6 722	12 318	21 476	17 138	9 079	19 273	41 795	42 091	90 797
Japon	18 117	22 628	23 419	25 991	24 155	22 747	31 539	38 349	32 280	28 799	30 963	45 830	50 244	73 545
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	125 770	99 863	84 083	124 544	110 675	181 882
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	4 404	891	1 253	4 432	6 474	5 758	8 256
Norvège	2 172	2 856	6 098	5 290	2 542	5 834	9 510	807	5 760	6 065	5 317	21 970	21 138	11 174
Nouvelle-Zélande	2 008	1 783	-1 240	-1 566	401	1 073	609	-1 082	372	879	-523	-1 665	374	2 810
Pays-Bas	17 554	20 176	32 098	24 522	36 475	57 611	75 649	50 602	32 046	44 076	29 181	135 723	47 121	31 169
Pologne	29	42	53	45	316	31	17	-89	229	305	767	3 395	8 878	3 229
Portugal	283	685	729	2 092	4 029	3 191	8 134	6 263	-149	6 590	7 457	2 110	6 975	6 218
République tchèque	120	37	153	25	127	90	43	165	206	207	1 014	-19	1 469	1 335
République slovaque	18	43	63	95	147	-377	29	65	11	247	-21	149	369	204
Royaume-Uni	32 206	43 560	34 056	61 620	122 861	201 437	233 488	58 885	50 347	62 439	91 083	80 818	79 470	229 872
Suède	6 701	11 214	5 025	12 648	24 379	21 929	40 976	7 328	10 596	21 129	20 758	26 577	22 049	36 696
Suisse	10 797	12 214	16 150	17 748	18 769	33 264	44 698	18 326	8 212	15 443	26 282	51 341	69 890	50 984
Turquie	49	113	110	251	367	645	870	497	175	499	780	1 064	924	2 101
Total UE27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	458 609	826 602	916 733	1 330 483
Total OCDE	247 259	303 690	335 570	402 686	621 953	913 476	1 022 848	588 630	621 228	629 100	887 925	895 618	1 206 670	1 818 586
Afrique du Sud	1 261	2 494	1 048	2 324	1 634	1 584	277	-3 515	-402	553	1 305	909	6 536	3 757
Brésil	1 037	1 384	-467	1 042	2 721	1 690	2 282	-2 258	2 482	249	9 471	2 517	28 203	7 067
Chine	2 000	2 000	2 114	2 563	2 634	1 775	916	6 884	2 518	-152	1 805	11 306	21 160	16 995
Fédération de Russie	281	605	922	3 185	1 270	2 208	3 177	2 533	3 966	9 727	13 782	12 768	23 151	45 916
Inde	83	117	239	113	48	79	510	1 398	1 678	1 879	2 179	2 495	9 670	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/541745711486>

**Flux sortants d'investissement direct**

Millions de dollars des EU, moyenne 2005-2007



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/535773443811>

## ACTIVITÉS DES ENTREPRISES MULTINATIONALES

De plus en plus, les entreprises des pays de l'OCDE adoptent des stratégies mondiales et créent à l'étranger des services de commercialisation et des unités de production et de recherche pour faire face aux nouvelles pressions concurrentielles. Il est donc important de disposer d'indicateurs concernant l'activité des filiales sous contrôle étranger pour compléter les informations relatives à l'investissement direct étranger (IDE) lorsqu'on analyse le poids et la contribution économique de ces entreprises dans les pays d'accueil.

Tandis que les données du secteur manufacturier sont disponibles depuis le début des années 80, l'OCDE n'a commencé à collecter des données sur l'activité des filiales sous contrôle étranger du secteur des services qu'à partir du milieu des années 90, et ces données ne sont pas encore disponibles pour tous les pays de l'OCDE.

### Définition

Une filiale sous contrôle étranger est une société dans laquelle un seul investisseur étranger détient plus de 50 % des actions assorties de droits de vote. La notion de contrôle signifie que toutes les activités de la société considérée sont attribuées à l'investisseur étranger. Ainsi, des variables comme le chiffre d'affaires de la société, ses effectifs ou ses exportations sont toutes attribuées à l'investisseur étranger et à son pays d'origine. Le contrôle exercé peut être direct ou indirect.

### Tendances à long terme

La part des filiales de sociétés étrangères dans l'emploi manufacturier varie considérablement suivant les pays de l'OCDE, allant de moins de 15 % au Danemark, en Italie, au Portugal, en Suisse, en Turquie et aux États-Unis à 35 % ou plus en République tchèque, au Luxembourg, en République slovaque et en Irlande. L'emploi dans les filiales de sociétés étrangères exerçant des activités de services est plus faible dans tous les pays, même si, comme indiqué plus haut, la comparabilité des données est moindre pour plusieurs pays en raison de l'exclusion des effectifs des services bancaires et d'assurance.

Au cours de la période 2000-2006, l'emploi dans les filiales sous contrôle étranger du secteur manufacturier a augmenté ou est resté stable dans tous les pays pour lesquels des données sont disponibles, à l'exception de l'Espagne, où il a baissé légèrement, et aux États-Unis où il est resté à peu près stable. Des augmentations particulièrement prononcées ont été enregistrées en République tchèque, aux Pays-Bas, en Pologne et au Royaume-Uni.

Sur la même période, l'emploi dans les filiales sous contrôle étranger du secteur des services a augmenté ou est resté stable dans tous les pays pour lesquels des données sont disponibles, sauf en Belgique et en Hongrie. C'est en République tchèque, aux Pays-Bas, en Pologne et en Suède qu'ont été observées les hausses les plus importantes.

### Comparabilité

Les pays sont moins nombreux à pouvoir fournir des estimations de l'emploi pour les filiales du secteur des services que pour celles du secteur manufacturier, car la collecte des données dans le secteur des services a débuté plus tard. S'agissant de l'emploi dans le secteur manufacturier, on observe des ruptures de séries pour l'Autriche (2001/2002), la République tchèque (1999/2000), la France (2001/2002), l'Allemagne (2001/2002), la Hongrie (2002/2003), le Portugal (2002/2003) et les États-Unis (1996/1997), qui sont dues à des changements de méthode de collecte des données. En ce qui concerne l'emploi dans le secteur des services, le principal problème de comparabilité tient au fait que les institutions financières ne sont pas prises en compte en Belgique, en Allemagne, en Irlande, aux Pays-Bas, au Portugal, en Espagne, en Suède, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Les ruptures de séries constatées pour la France (2003), l'Allemagne (2002), la Hongrie (2003) et le Portugal (2002) sont dues à des changements de méthode de collecte des données.

### Source

- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Mesurer la mondialisation : Indicateurs de l'OCDE sur la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2007), *Mesurer la mondialisation : Activités des multinationales – Volume I : Secteur manufacturier, 2000-2004*, Édition 2007, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Mesurer la mondialisation : Activités des multinationales, Volume II, Édition 2008 : Services, 2000-2004*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2005), *Mesurer la mondialisation : Manuel de l'OCDE sur les indicateurs de la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Mesurer la mondialisation – Base de données statistiques.*


#### Sites Internet

- OCDE, *Mesurer la mondialisation*, [www.oecd.org/sti/measuring-globalisation](http://www.oecd.org/sti/measuring-globalisation).
- OCDE, *Science, Technologie et Industrie*, [www.oecd.org/sti](http://www.oecd.org/sti).

**Part de l'emploi des filiales sous contrôle étranger**

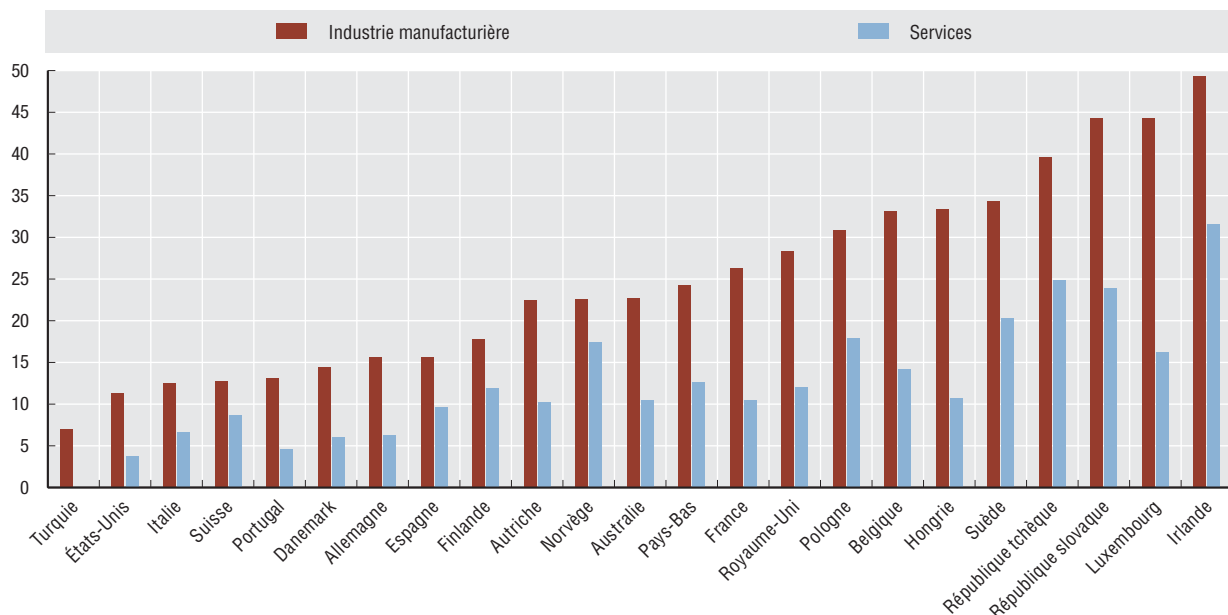
En pourcentage de l'emploi total


	Part de l'emploi dans l'industrie manufacturière							Part de l'emploi dans les services						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	6.0	5.8	14.8	15.5	15.7	15.8	15.6	3.2	2.9	7.2	6.1	6.3	..	..
Australie	22.7	..	..	..	..	..	..	10.5	..	..	..	..	..	..
Autriche	19.6	18.0	24.0	22.5	..	..	..	..	9.7	..	10.3	..	..	..
Belgique	..	..	32.3	34.5	32.8	33.1	..	..	..	17.2	16.2	15.3	14.2	..
Danemark	15.1	14.1	14.4	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	16.8	16.4	15.9	15.4	15.6	15.6	..	..	..	8.7	10.0	9.5	9.7	..
États-Unis	11.5	11.1	11.3	11.4	11.1	11.3	11.3	..	..	3.8	..	..	..	..
Finlande	15.9	17.2	..	..	..	17.3	17.8	11.1	11.9	..	..	..	..	..
France	30.1	30.8	26.4	26.8	26.2	26.4	26.3	6.1	5.6	5.2	10.0	10.5	..	..
Hongrie	44.5	45.2	43.6	27.1	32.4	33.4	..	15.2	15.1	14.8	..	11.3	10.7	..
Irlande	48.1	49.2	48.4	46.7	48.0	49.3	..	..	28.4	28.5	27.3	27.5	31.6	..
Italie	..	10.8	13.1	12.5	12.4	12.5	..	..	5.1	5.4	5.7	6.1	6.7	..
Luxembourg	41.1	41.7	42.4	42.8	45.0	44.3	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	21.3	24.3	23.0	21.3	21.4	22.3	22.6	15.7	17.3	17.5	17.5	17.5	..	..
Pays-Bas	18.3	21.0	25.7	24.1	25.7	24.3	..	8.7	9.1	12.1	11.6	12.6	12.6	..
Pologne	20.9	21.9	24.1	25.4	28.1	29.5	30.9	..	13.4	15.3	15.3	17.1	17.9	..
Portugal	10.1	9.5	8.9	12.8	12.6	13.1	..	4.0	4.7	..	7.4	7.0	7.3	..
République tchèque	25.3	28.9	27.2	32.6	37.2	37.8	39.6	14.2	..	..	21.1	22.7	24.9	..
République slovaque	..	..	..	34.9	41.4	44.3	..	..	..	..	..	23.5	23.9	..
Royaume-Uni	19.6	24.0	24.6	26.1	25.8	27.6	28.4	..	..	..	11.6	12.0	12.0	..
Suède	29.1	32.7	34.8	33.2	32.4	33.8	34.3	14.5	..	17.5	20.6	22.4	20.3	..
Suisse	..	..	..	12.1	12.8	12.7	12.8	..	..	..	7.3	7.6	8.2	8.7
Turquie	5.7	7.0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/541840143042>

**Part de l'emploi des filiales sous contrôle étranger dans l'industrie manufacturière et les services**

En pourcentage de l'emploi total, 2005 ou dernière année disponible



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/535810101275>

300,000 +  
85,679,200 -  
43,628,500 -  
36,286,400 +  
34,432,741,064 ◊

34,432,741,064 \*

220,061,246 +  
242,765 +  
54,975,316 -  
3,458,295,462 +  
9,423,290,000 -  
627,646,320 -  
242,347,296 +  
312,759 +  
5,184,652,108 ◊



## PRIX

### PRIX ET TAUX D'INTÉRÊT

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)

INDICES DES PRIX À LA PRODUCTION (IPP)

TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME

### POUVOIR D'ACHAT ET TAUX DE CHANGE

TAUX DE CONVERSION

TAUX DE CHANGE EFFECTIFS



## INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)

Les indices des prix à la consommation sont utilisés de longue date comme statistiques officielles. Ils mesurent l'érosion du niveau de vie découlant de la hausse des prix, et sont probablement les statistiques économiques les plus connues des médias et du grand public.

### Définition

Les indices des prix à la consommation mesurent la variation du coût d'un panier de biens et de services généralement achetés par des groupes spécifiques de ménages. Pour les indices dont les valeurs sont indiquées dans les tableaux qui suivent, ces groupes ont été définis de manière très large et couvrent la quasi-totalité des ménages, hormis les « ménages institutionnels » – les prisons et les institutions militaires, par exemple – et, dans certains pays, les ménages de la catégorie de revenus la plus élevée.

L'indice relatif à l'alimentation couvre les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées, mais il exclut les achats effectués dans les restaurants. L'indice relatif à l'énergie est destiné à couvrir tous les types d'énergie, y compris les carburants et combustibles utilisés dans les véhicules à moteur, pour le chauffage et pour d'autres usages domestiques.

### Comparabilité

Les méthodes de calcul de ces indices diffèrent sur un certain nombre de points. Les plus importants concernent le traitement des coûts de logement, les ajustements réalisés pour tenir compte de l'évolution qualitative des biens et services, la fréquence avec laquelle les coefficients de pondération des composantes du panier sont actualisés, et la formule utilisée pour calculer l'indice. En particulier, les méthodologies du traitement des logements occupés par leur propriétaire varie d'un pays à l'autre de façon significative. Les indices des prix à la consommation harmonisés européens (IPCH) excluent les logements occupés par leur propriétaire, de même que les IPC nationaux de la Belgique, de la France, de la Grèce, de l'Italie, du Luxembourg, de la Pologne, du Portugal, de l'Espagne et du Royaume-Uni. Au Royaume-Uni, l'IPC national est le même que l'IPCH. L'IPC de l'Union européenne réfère quant à lui à l'IPCH publié par Eurostat et couvre les vingt-sept pays sur toute la période de la série temporelle. En outre, la mesure des prix à la consommation soulève des difficultés pratiques dans les pays qui connaissent une très forte inflation – comme la Turquie, la Hongrie et le Mexique au cours de la période examinée ici.

### Tendances à long terme

Pour la plupart des pays de l'OCDE, les indices des prix à la consommation n'ont que modérément augmenté depuis 1993, et l'inflation a été plus forte jusqu'en 1997 que par la suite. Sur l'ensemble de la période, l'inflation a été exceptionnellement basse au Japon, où elle s'est établie à une moyenne proche de 0 % par an, mais particulièrement forte en Grèce, au Mexique et en Turquie, ainsi que dans quatre pays d'Europe centrale devenus récemment membres de l'OCDE, à savoir la Hongrie, la République tchèque, la République slovaque et la Pologne. Concernant les cinq économies non membres, les IPC ont augmenté très nettement depuis 1993 au Brésil, en Inde, en Fédération de Russie et en Afrique du Sud.

L'alimentation et l'énergie font l'objet d'indices spécifiques parce qu'elles représentent des éléments importants de l'indice des prix à la consommation de tous les pays et que leurs prix tendent à se caractériser par une plus grande volatilité que ceux des autres biens et services. Au cours de la période considérée, les prix des produits alimentaires ont moins augmenté que l'ensemble des prix à la consommation, et les hausses ont été modérées dans la plupart des pays de l'Union européenne (UE). Néanmoins, des augmentations substantielles ont eu lieu en 2001 et, sauf en Europe, entre 1996 et 1998. Les prix de l'énergie ont été plutôt instables; ainsi, ils ont augmenté de plus de 10 % en 2000 et en 2005, alors qu'ils ont baissé en 1998 et 2002. Sur l'ensemble de la période considérée, la hausse des prix de l'énergie a été plus rapide que celle des indices globaux des prix à la consommation.

### Source

- OCDE (2008), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Brook, A.M. et al. (2004), *Oil Price Developments: Drivers, Economic Consequences and Policy Responses*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 412, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Juin n° 83 – Volume 2008-1*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OIT, FMI, OCDE, Eurostat, Banque mondiale (2004), *Consumer Price Index Manual: Theory and Practice*, OIT, Genève.
- OCDE (1999), *Principaux indicateurs économiques : juillet Volume 1999-7*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), « Analyse méthodologique comparative : Indices des prix à la consommation et à la production », *Principaux indicateurs économiques, Volume 2002, Supplément 2*, OCDE, Paris.

#### Sites Internet

- OCDE, Principaux indicateurs économiques, [www.oecd.org/std/mei](http://www.oecd.org/std/mei).

IPC : tous produits

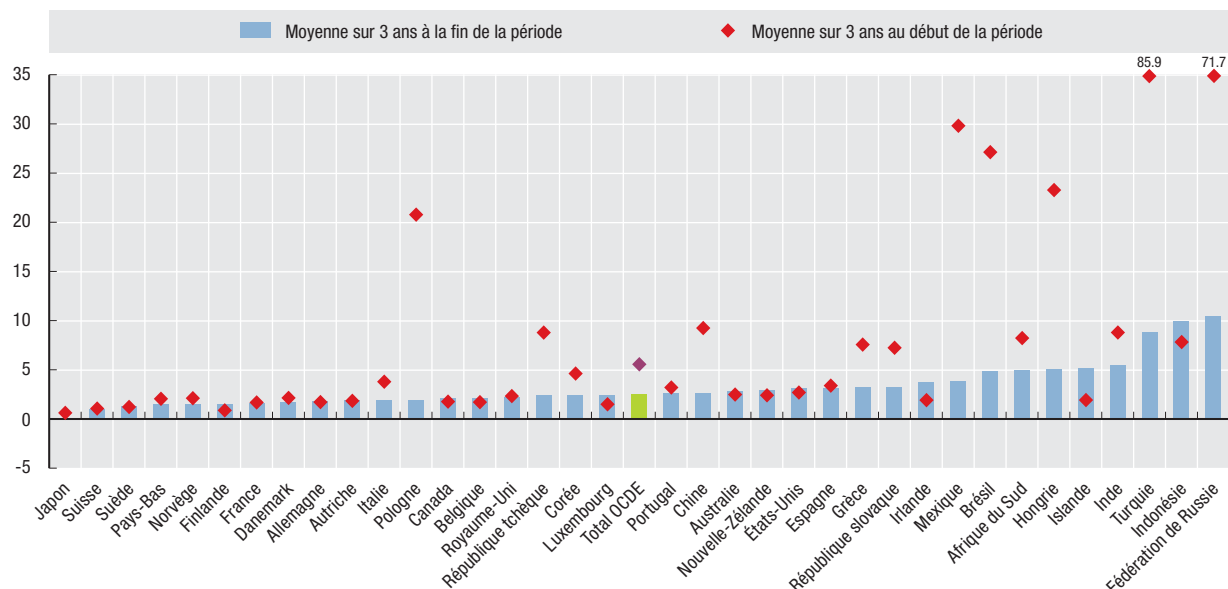
Année 2000 = 100

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	92.3	93.9	95.3	97.1	98.0	98.6	100.0	102.0	103.4	104.5	106.2	107.9	109.6	112.1
Australie	86.9	90.9	93.3	93.5	94.3	95.7	100.0	104.4	107.5	110.5	113.1	116.1	120.2	123.0
Autriche	91.2	93.3	95.0	96.3	97.2	97.7	100.0	102.7	104.5	105.9	108.1	110.6	112.2	114.6
Belgique	90.8	92.1	94.0	95.5	96.4	97.5	100.0	102.5	104.2	105.8	108.0	111.0	113.0	115.1
Canada	89.9	91.8	93.2	94.7	95.7	97.4	100.0	102.5	104.8	107.7	109.7	112.2	114.4	116.9
Corée	78.8	82.3	86.4	90.2	97.0	97.8	100.0	104.1	106.8	110.7	114.7	117.8	120.5	123.5
Danemark	87.4	89.2	91.1	93.1	94.8	97.2	100.0	102.4	104.8	107.0	108.3	110.2	112.3	114.2
Espagne	84.0	87.9	91.0	92.8	94.5	96.7	100.0	103.6	106.8	110.0	113.4	117.2	121.3	124.7
États-Unis	86.1	88.5	91.1	93.2	94.7	96.7	100.0	102.8	104.5	106.8	109.7	113.4	117.1	120.4
Finlande	92.2	92.9	93.5	94.6	95.9	97.0	100.0	102.6	104.2	105.1	105.3	106.0	107.6	110.3
France	92.5	94.2	96.0	97.2	97.8	98.3	100.0	101.6	103.6	105.8	108.0	109.9	111.7	113.4
Grèce	72.5	79.0	85.4	90.2	94.5	96.9	100.0	103.4	107.1	110.9	114.1	118.2	122.0	125.5
Hongrie	38.7	49.7	61.3	72.5	82.8	91.1	100.0	109.1	114.9	120.2	128.3	132.9	138.1	149.1
Irlande	86.0	88.2	89.7	91.0	93.2	94.7	100.0	104.9	109.7	113.6	116.1	118.9	123.5	129.6
Islande	85.6	87.0	89.0	90.6	92.1	95.1	100.0	106.4	111.9	114.2	117.8	122.5	130.7	137.3
Italie	84.2	88.7	92.2	94.1	95.9	97.5	100.0	102.8	105.3	108.1	110.5	112.7	115.1	117.2
Japon	98.6	98.5	98.6	100.4	101.1	100.7	100.0	99.2	98.4	98.1	98.1	97.8	98.1	98.1
Luxembourg	91.0	92.7	93.8	95.1	96.0	96.9	100.0	102.7	104.8	106.9	109.3	112.0	115.0	117.7
Mexique	30.9	41.7	56.0	67.6	78.3	91.3	100.0	106.4	111.7	116.8	122.3	127.2	131.8	137.0
Norvège	87.1	89.2	90.4	92.7	94.8	97.0	100.0	103.0	104.3	106.9	107.4	109.1	111.6	112.4
Nouvelle-Zélande	89.7	93.1	95.2	96.3	97.6	97.5	100.0	102.6	105.4	107.2	109.7	113.0	116.8	119.6
Pays-Bas	88.2	89.9	91.7	93.7	95.6	97.7	100.0	104.2	107.6	109.9	111.2	113.1	114.4	116.3
Pologne	43.2	55.3	66.2	76.1	84.9	91.0	100.0	105.4	107.4	108.2	111.8	114.3	115.7	118.6
Portugal	84.1	87.6	90.3	92.4	95.0	97.2	100.0	104.4	108.1	111.6	114.2	116.9	120.5	123.4
République tchèque	66.2	72.2	78.5	85.2	94.3	96.2	100.0	104.7	106.6	106.8	109.8	111.8	114.7	118.1
République slovaque	61.4	67.4	71.3	75.7	80.7	89.3	100.0	107.3	110.7	120.2	129.2	132.7	138.7	142.5
Royaume-Uni	90.0	92.4	94.7	96.4	97.9	99.2	100.0	101.2	102.5	103.9	105.3	107.5	110.0	112.5
Suède	95.4	97.7	98.3	98.9	98.7	99.1	100.0	102.4	104.6	106.6	107.0	107.5	109.0	111.4
Suisse	94.7	96.4	97.2	97.7	97.7	98.5	100.0	101.0	101.6	102.3	103.1	104.3	105.4	106.2
Turquie	3.3	6.3	11.4	21.2	39.2	64.6	100.0	154.4	223.8	272.2	295.6	319.8	350.4	381.1
Total UE27	..	..	83.6	89.7	93.9	96.7	100.0	103.2	105.8	108.1	110.5	113.1	115.7	118.4
Total OCDE	75.6	80.2	84.8	88.9	92.7	96.1	100.0	103.7	106.7	109.3	111.9	114.8	117.8	120.8
Afrique du Sud	66.6	72.4	77.8	84.4	90.3	94.9	100.0	105.7	115.4	122.1	123.8	128.1	134.0	143.5
Brésil	42.0	69.7	80.7	86.3	89.1	93.4	100.0	106.8	115.9	132.9	141.7	151.4	157.8	163.5
Chine	78.1	91.5	99.1	101.8	101.0	99.6	100.0	100.7	100.0	101.1	105.1	107.0	108.5	113.7
Fédération de Russie	6.9	20.6	30.4	34.9	44.6	82.8	100.0	121.5	140.7	159.9	177.3	199.8	219.2	238.9
Inde	63.0	69.5	75.7	81.1	91.9	96.1	100.0	103.8	108.2	112.4	116.6	121.5	128.6	136.8
Indonésie	40.3	44.0	47.6	50.5	80.0	96.4	100.0	111.5	124.8	133.2	141.3	156.0	176.5	187.8

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/541855028608>

IPC : tous produits

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/535818202805>

**IPC : alimentation**

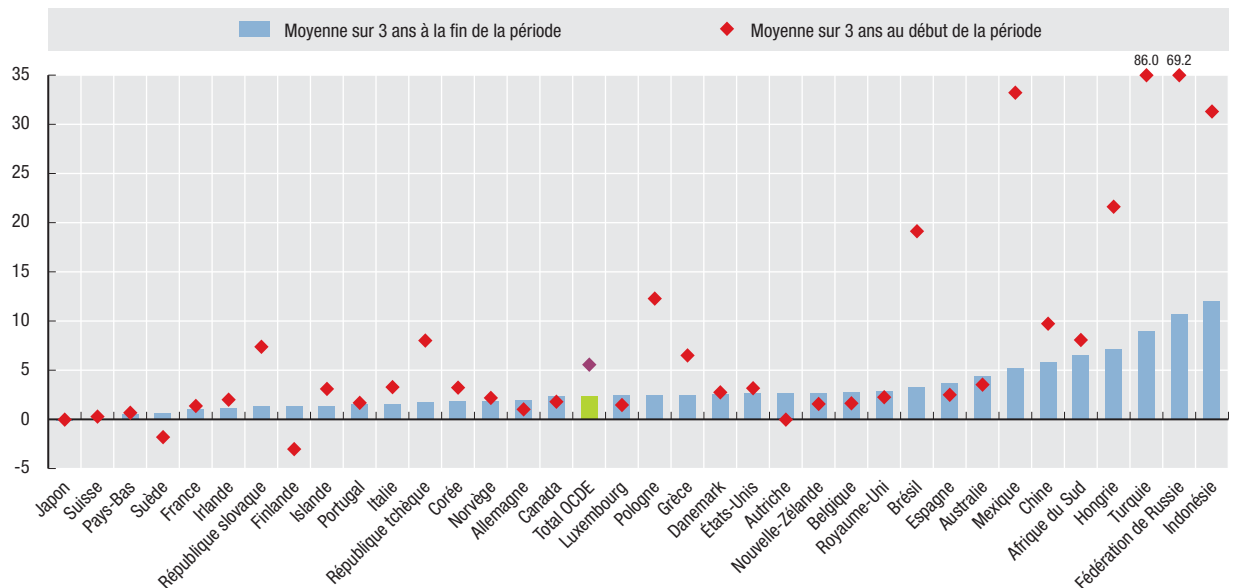
Année 2000 = 100

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	98.0	99.0	99.6	101.0	102.0	100.7	100.0	104.5	105.3	105.2	104.8	104.9	107.0	111.1
Australie	84.0	88.1	90.7	93.2	96.0	99.4	100.0	106.2	110.2	114.3	116.6	118.9	130.2	132.5
Autriche	98.2	96.5	96.6	98.1	100.0	99.4	100.0	103.6	105.1	106.9	109.0	111.3	113.3	118.1
Belgique	92.7	93.9	95.2	97.3	99.2	99.1	100.0	104.6	107.0	109.2	110.5	112.5	115.3	119.8
Canada	91.6	94.0	95.1	96.6	97.9	99.0	100.0	104.9	107.5	109.1	111.0	113.6	116.2	119.2
Corée	78.2	80.2	82.5	86.0	94.7	99.1	100.0	105.0	110.0	115.1	124.3	127.6	128.2	131.4
Danemark	87.5	90.2	91.7	94.9	96.9	97.5	100.0	103.9	106.1	107.7	106.6	107.3	110.2	115.1
Espagne	88.8	93.2	96.3	95.6	96.7	98.0	100.0	105.9	111.2	115.7	120.2	124.0	129.1	133.8
États-Unis	85.8	88.6	91.9	94.2	96.0	97.8	100.0	103.3	104.6	106.9	110.9	113.0	115.0	119.9
Finlande	106.5	98.1	96.7	97.1	99.0	98.9	100.0	104.4	107.4	108.1	108.9	109.5	111.0	113.3
France	92.0	93.1	94.1	95.8	97.4	97.8	100.0	105.5	108.4	110.9	111.4	111.6	113.4	115.1
Grèce	76.0	82.4	88.2	91.8	95.9	98.1	100.0	105.1	110.7	116.2	116.9	117.6	122.0	125.9
Hongrie	43.3	56.6	66.4	77.9	89.0	91.6	100.0	113.6	118.6	120.3	127.1	129.2	139.8	156.5
Irlande	85.2	87.6	89.1	90.4	94.1	97.0	100.0	106.5	110.2	111.8	111.5	110.7	112.2	115.4
Islande	82.6	84.9	87.6	90.5	93.0	96.0	100.0	106.9	111.4	108.5	109.6	106.8	115.3	114.1
Italie	87.7	93.0	96.7	96.6	97.6	98.5	100.0	104.1	107.9	111.3	113.7	113.7	115.6	119.0
Japon	101.5	99.8	99.7	101.4	103.2	102.4	100.0	99.4	98.3	98.1	99.2	97.9	98.5	98.8
Luxembourg	90.3	92.5	93.3	94.3	96.8	98.0	100.0	104.8	108.9	111.0	113.0	114.8	117.6	121.5
Mexique	29.9	41.7	59.3	70.7	82.0	94.9	100.0	105.1	109.1	115.1	123.5	130.2	134.9	143.7
Norvège	85.4	86.7	88.1	91.1	95.4	98.1	100.0	98.1	96.4	99.7	101.5	103.1	104.5	107.4
Nouvelle-Zélande	90.4	91.4	92.6	94.7	98.1	99.0	100.0	106.8	109.9	109.3	109.7	111.0	114.3	118.9
Pays-Bas	94.5	94.8	94.8	96.4	98.6	99.7	100.0	107.0	110.5	111.7	107.8	106.5	108.2	109.4
Pologne	..	63.3	74.5	83.7	89.6	91.2	100.0	104.6	104.0	102.7	108.8	111.2	111.9	117.1
Portugal	88.1	90.5	92.3	92.6	95.9	97.9	100.0	106.5	108.6	111.4	112.6	112.0	115.0	117.8
République tchèque	79.6	89.0	96.1	100.3	104.7	98.9	100.0	105.0	103.0	100.7	104.2	103.9	104.8	109.8
République slovaque	70.6	79.4	82.7	87.4	92.5	95.0	100.0	106.1	107.6	111.3	116.6	115.0	116.6	121.3
Royaume-Uni	92.8	96.4	99.4	99.2	100.2	100.5	100.0	103.8	104.6	105.8	106.5	108.2	110.9	115.8
Suède	102.9	104.3	97.1	97.4	98.5	100.0	100.0	102.9	106.2	106.6	106.1	105.4	106.2	108.3
Suisse	96.9	97.6	97.1	97.7	98.5	98.4	100.0	102.1	104.4	105.8	106.3	105.5	105.5	106.1
Turquie	3.9	7.6	13.1	25.1	46.2	68.2	100.0	149.1	223.0	273.5	292.2	306.6	336.3	378.0
Total UE27	..	..	78.8	89.2	94.8	96.2	100.0	106.5	109.7	111.9	113.9	115.1	117.9	121.9
Total OCDE	77.2	82.1	86.9	90.8	95.0	97.6	100.0	104.7	107.7	110.3	113.3	114.9	117.4	121.7
Afrique du Sud	66.0	71.7	76.1	83.3	88.4	92.7	100.0	105.4	122.1	131.9	134.9	137.9	147.9	163.1
Brésil	52.9	83.9	8.88	89.5	92.0	95.1	100.0	106.7	117.0	140.8	146.5	151.0	151.0	161.2
Chine	83.8	103.0	110.8	110.7	107.2	102.7	100.0	100.0	99.4	102.8	113.1	116.4	119.1	133.9
Fédération de Russie	7.0	21.4	30.0	33.9	43.1	84.9	100.0	121.3	136.2	151.4	167.2	190.2	208.4	227.1
Indonésie	..	37.1	40.2	43.6	84.0	105.0	100.0	108.4	120.2	121.5	128.6	141.9	162.9	180.8

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/541872832588>

**IPC : alimentation**

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/535837313886>

IPC : énergie

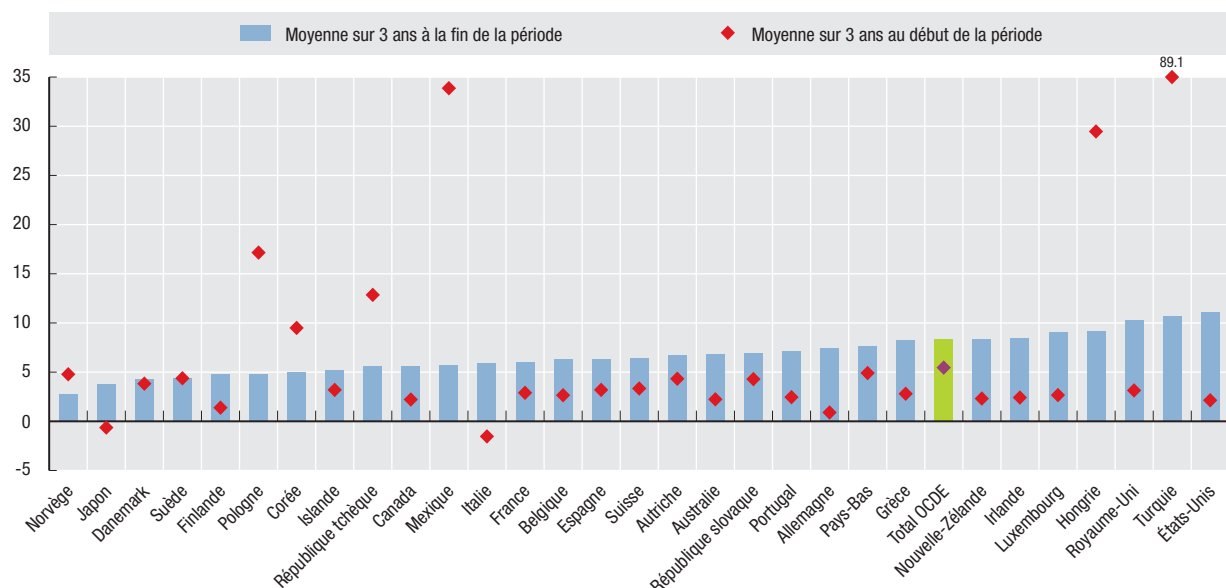
Année 2000 = 100

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	84.9	84.2	84.9	87.2	84.5	87.9	100.0	106.0	106.2	110.4	114.8	126.2	136.9	142.3
Australie	81.7	84.2	85.8	87.3	84.3	85.8	100.0	102.5	103.3	108.6	115.5	126.9	138.8	140.7
Autriche	81.9	84.9	90.3	93.0	90.0	90.3	100.0	100.5	98.1	99.1	105.4	115.7	122.9	128.0
Belgique	82.1	81.5	86.1	88.8	85.7	87.4	100.0	100.6	97.4	97.3	103.7	115.7	124.3	124.6
Canada	79.5	80.5	82.9	84.9	81.4	86.0	100.0	103.2	101.2	109.2	116.6	127.8	134.4	137.5
Corée	53.7	54.7	60.2	70.5	90.9	91.3	100.0	107.0	103.6	107.4	113.2	119.1	127.5	131.0
Danemark	73.8	75.2	80.1	82.6	83.7	89.2	100.0	101.5	103.7	104.6	107.0	115.0	121.1	121.5
Espagne	80.9	83.7	86.8	88.9	85.5	88.2	100.0	99.0	98.2	99.6	104.4	114.4	123.5	125.6
États-Unis	84.0	84.5	88.4	89.5	82.6	85.6	100.0	103.8	97.6	109.5	121.5	142.1	158.0	166.7
Finlande	83.2	77.3	85.2	86.7	85.6	88.8	100.0	98.2	97.3	102.0	105.9	113.1	119.7	121.8
France	83.9	85.5	89.6	91.4	88.8	89.2	100.0	98.4	96.9	99.2	103.9	114.2	121.5	123.8
Grèce	84.5	88.3	95.6	91.8	88.8	85.4	100.0	98.3	98.1	102.0	107.9	123.2	134.2	137.0
Hongrie	30.4	41.2	53.0	66.0	75.3	85.3	100.0	104.1	106.4	112.8	124.4	133.8	142.6	161.9
Irlande	80.9	81.4	84.4	86.9	86.4	88.0	100.0	97.4	100.8	104.8	113.6	128.0	138.5	144.9
Islande	80.9	81.4	85.0	88.9	86.9	89.4	100.0	104.1	101.9	103.9	111.7	118.6	128.0	130.1
Italie	94.5	99.0	88.6	90.2	89.0	89.6	100.0	101.8	99.0	102.2	104.4	113.4	122.8	124.1
Japon	104.9	102.8	100.1	102.9	98.4	96.9	100.0	100.5	98.1	98.2	99.8	103.5	109.6	111.4
Luxembourg	79.2	78.1	82.6	85.7	81.3	83.5	100.0	98.4	94.4	96.6	105.5	121.5	133.6	136.7
Mexique	26.0	37.2	50.5	62.4	71.9	84.9	100.0	108.6	117.4	128.4	138.4	146.9	157.7	163.6
Norvège	79.1	83.6	86.6	91.0	87.4	89.7	100.0	108.2	105.7	126.4	123.1	126.1	148.5	133.4
Nouvelle-Zélande	83.1	84.9	87.1	89.0	87.4	88.4	100.0	99.1	100.5	104.6	115.1	127.1	143.0	146.6
Pays-Bas	73.8	74.2	79.0	85.2	85.1	87.1	100.0	107.0	109.5	114.5	120.8	135.2	145.4	150.8
Pologne	..	50.8	60.5	70.9	81.7	88.5	100.0	107.3	112.6	117.3	122.3	128.7	135.8	140.9
Portugal	88.8	89.8	91.8	95.5	96.1	94.3	100.0	105.1	106.2	111.3	117.3	128.9	139.2	144.1
République tchèque	..	..	60.8	68.9	82.3	87.4	100.0	104.2	104.6	105.6	110.0	117.2	127.4	129.4
République slovaque	..	43.2	45.7	47.3	49.0	69.9	100.0	113.9	127.7	153.0	174.9	188.6	211.9	213.8
Royaume-Uni	81.3	84.2	86.4	89.2	89.5	93.4	100.0	97.3	96.5	99.1	105.3	116.9	134.1	141.3
Suède	81.7	83.1	88.5	92.9	92.9	92.7	100.0	107.1	108.6	121.8	125.5	132.2	142.3	142.6
Suisse	79.3	81.4	84.7	87.5	82.4	84.9	100.0	98.8	93.9	95.0	99.4	109.8	117.6	119.7
Turquie	3.3	5.9	12.2	22.3	36.6	64.0	100.0	192.2	279.9	330.9	346.5	397.5	442.2	470.0
Total UE27	..	..	79.6	85.4	85.5	88.8	100.0	102.8	104.4	108.5	114.4	125.7	136.3	140.9
Total OCDE	71.6	74.9	79.7	84.0	83.0	87.2	100.0	104.9	104.1	111.7	119.6	133.9	146.4	152.2

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/542016216238>

IPC : énergie

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/535842266350>

## INDICES DES PRIX À LA PRODUCTION (IPP)

Un grand nombre d'outils sont utilisés pour mesurer les changements de prix dans un pays. Ils incluent les indices des prix à la consommation (IPC), les indices de prix relatifs à des biens et/ou services spécifiques, les déflateurs du PIB et les indices des prix à la production (IPP). Alors que les IPC sont utilisés pour mesurer les changements au cours du temps des prix moyens au détail d'un panier fixe de biens et services représentatif des habitudes de consommation des ménages, le but des IPP est de mesurer les mouvements moyens des prix perçus par les producteurs de marchandises.

Les indices des prix à la production mesurent la variation des prix à un stade précoce du processus de production. De ce fait, ils sont souvent considérés comme des indicateurs avancés de l'évolution des prix dans l'ensemble de l'économie, y compris des variations de prix des biens et services de consommation.

### Définition

Les prix à la production se définissent comme des « prix départ usine » et excluent toutes les taxes, marges de transport et marges commerciales que l'acheteur peut avoir à payer. On entend par production manufacturière la fabrication des biens semi transformés et autres biens intermédiaires, ainsi que des produits finis tels que les biens de consommation et les biens d'équipement.

### Comparabilité

Les indices de prix qui figurent ci-après sont destinés à rendre compte de l'évolution des prix à la production dans le secteur manufacturier. En pratique, de nombreux pays ne calculent pas de tels indices pour le seul secteur manufacturier. Les indices de l'Autriche, de l'Espagne, de la Grèce, de l'Italie, du Luxembourg, du Mexique, de la Suisse et de la Turquie ont tous une couverture plus étendue, qui inclut généralement (outre le secteur manufacturier) l'industrie minière ainsi que les secteurs de l'électricité, du gaz et de l'eau, auxquels il faut ajouter l'agriculture dans certains pays.

Un autre problème tient au fait que l'Autriche et la Turquie calculent des indices des prix de gros, et non des indices des prix à la production. Or, les prix de gros intègrent les taxes ainsi que les marges de transport et les marges commerciales, en sus du prix départ usine des biens.

Il existe également des différences entre pays concernant la manière dont ils ajustent les prix en fonction de l'évolution qualitative de la production, la fréquence avec laquelle les coefficients de pondération sont actualisés, et la formule employée pour calculer l'indice des prix.

### Tendances à long terme

Les prix à la production ont augmenté plus lentement que les prix à la consommation tout au long de la période 1993-2006, d'un total de 3 % pour l'OCDE. Plus de la moitié des pays de l'OCDE ont enregistré des hausses annuelles moyennes inférieures à 2,5 %, et dans deux pays – le Japon et la Suisse –, les prix à la production étaient en fait plus bas à la fin de la période considérée qu'en 1993. Tous les pays ont connu des augmentations exceptionnellement fortes en 1995, en 2000 et en 2005-2006, en raison des fluctuations marquées des cours mondiaux des produits de base.

Pour la République tchèque, la Hongrie, le Mexique, la Pologne et la Turquie, les taux de croissance très élevés des trois premières années de la période, ont été remplacés par des taux modérés en 2003-2006.

### Source

- OCDE (2008), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Brook, A.M. et al. (2004), *Oil Price Developments: Drivers, Economic Consequences and Policy Responses*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 412, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Juin n° 83 – Volume 2008-1*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- FMI, OIT, OCDE, Eurostat, ONU, Banque mondiale (2004), *Producer Price Index Manual: Theory and Practice*, FMI, Washington, DC.
- OCDE (2003), « Analyse méthodologique comparative : Indices des prix à la consommation et à la production », *Principaux indicateurs économiques, Volume 2002, Supplément 2*, OCDE, Paris.

#### Sites Internet

- OCDE, Principaux indicateurs économiques, [www.oecd.org/std/mei](http://www.oecd.org/std/mei).



**IPP : industrie manufacturière**

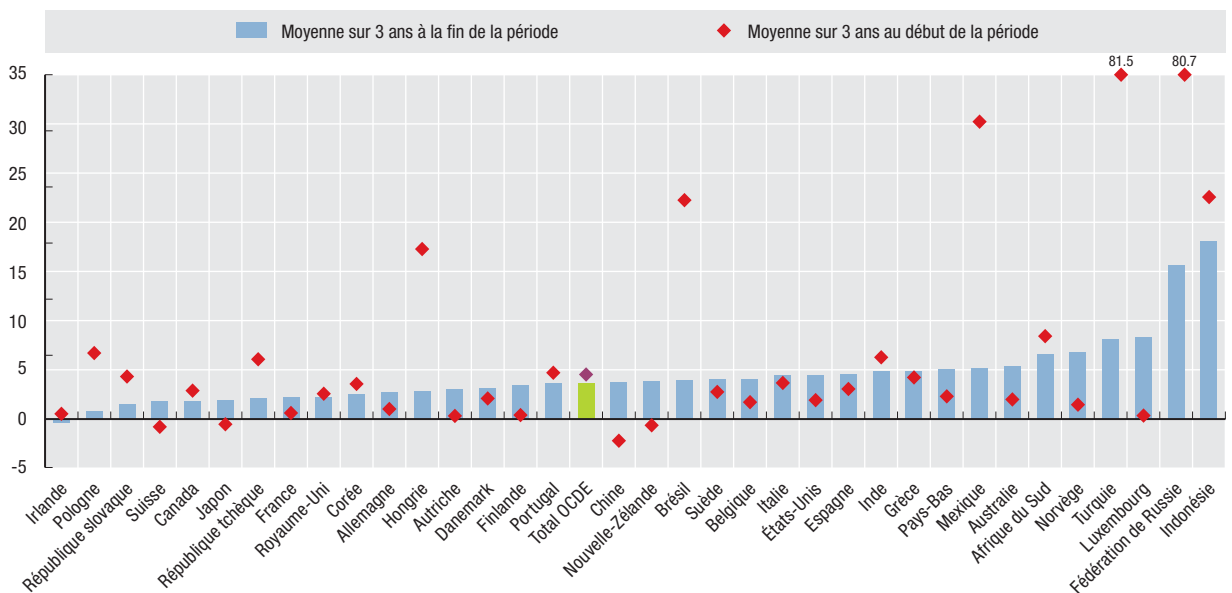
Année 2000 = 100

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	94.7	96.7	96.8	97.4	97.2	97.0	100.0	101.3	101.5	102.1	103.9	106.8	109.7	112.6
Australie	87.0	90.2	91.0	92.1	92.7	93.3	100.0	103.1	103.3	103.8	107.9	114.3	123.4	126.3
Autriche	97.4	97.7	97.7	98.1	97.6	96.7	100.0	101.5	101.1	102.8	107.8	110.1	113.3	117.9
Belgique	88.0	90.0	90.7	92.4	91.0	91.1	100.0	99.5	99.2	98.8	102.9	105.6	110.9	115.9
Canada	86.4	92.8	93.2	93.9	94.2	95.9	100.0	101.0	101.0	99.7	102.8	104.3	106.8	108.5
Corée	79.2	83.0	84.9	87.8	100.5	97.2	100.0	97.9	96.4	98.1	105.5	112.6	112.8	113.7
Danemark	90.7	93.5	94.8	96.3	95.7	96.0	100.0	102.9	103.9	104.0	105.1	108.2	111.6	115.2
Espagne	86.8	92.3	93.9	94.8	94.2	94.8	100.0	101.7	102.4	103.9	107.4	112.7	118.7	122.6
États-Unis	90.4	93.1	95.2	95.5	94.5	96.1	100.0	100.8	100.1	102.7	107.1	113.0	117.5	122.0
Finlande	92.4	94.1	92.3	93.3	91.7	91.2	100.0	98.9	96.6	95.5	95.3	98.0	101.5	105.4
France	98.9	103.9	101.1	100.5	99.6	98.0	100.0	101.2	101.0	101.3	102.5	104.3	106.9	109.3
Grèce	..	80.0	85.3	87.9	90.4	92.3	100.0	102.9	104.8	106.3	110.2	116.2	123.6	126.9
Hongrie	..	53.0	64.5	77.3	85.4	89.3	100.0	104.3	101.7	103.2	105.9	110.9	116.5	115.0
Irlande	88.3	89.6	89.2	89.5	91.9	93.6	100.0	101.7	100.5	92.4	90.2	90.1	90.7	89.2
Italie	84.9	91.5	93.2	94.4	94.6	94.3	100.0	101.9	102.1	103.7	106.5	110.8	117.0	121.1
Japon	104.6	103.8	102.1	102.7	101.3	99.8	100.0	97.7	95.6	94.8	95.9	97.8	99.9	101.5
Luxembourg	97.3	100.7	96.5	98.1	99.8	95.0	100.0	99.8	99.0	100.4	109.3	118.1	127.2	138.8
Mexique	31.3	44.3	59.6	69.1	78.6	90.9	100.0	103.3	107.8	115.9	126.7	132.0	140.7	147.3
Norvège	83.3	84.9	86.1	86.8	87.6	90.6	100.0	100.6	97.5	99.2	105.5	112.5	121.5	128.3
Nouvelle-Zélande	93.6	93.7	92.9	91.6	92.4	93.3	100.0	104.8	105.1	103.5	105.5	109.3	114.2	117.9
Pays-Bas	86.2	88.1	89.4	92.1	89.9	90.1	100.0	101.0	99.8	100.5	104.7	111.2	116.5	121.2
Pologne	..	..	76.6	83.1	88.4	92.9	100.0	99.9	99.9	102.3	109.1	108.8	109.6	111.6
Portugal	76.9	80.8	85.5	88.1	83.9	86.9	100.0	102.7	103.1	103.5	106.5	110.3	115.3	118.3
République tchèque	75.8	82.2	86.3	90.3	94.5	94.6	100.0	102.6	101.3	101.0	107.0	109.1	109.9	113.7
République slovaque	..	78.2	81.9	86.0	88.6	91.6	100.0	105.9	106.7	109.4	113.2	115.6	118.0	118.4
Royaume-Uni	91.1	94.7	97.2	98.1	98.1	98.5	100.0	99.7	99.7	100.8	102.2	104.1	106.4	109.1
Suède	89.5	98.3	96.1	96.9	96.4	95.9	100.0	101.5	100.9	99.8	100.7	104.5	108.6	113.2
Suisse	104.0	103.9	102.0	101.3	100.1	99.1	100.0	100.5	100.0	100.0	101.2	102.0	104.1	106.6
Turquie	4.2	7.8	13.8	25.1	43.1	66.0	100.0	161.6	242.6	304.6	338.4	366.3	402.1	427.4
Total UE27	90.5	94.7	95.7	96.3	95.7	95.7	100.0	101.2	101.5	102.7	105.7	109.3	113.0	116.7
Total OCDE	80.1	85.3	88.6	91.3	93.1	95.1	100.0	101.9	102.7	104.7	108.4	112.8	117.0	120.6
Afrique du Sud	66.8	73.4	79.3	85.0	88.3	92.9	100.0	107.1	121.4	127.0	129.5	134.3	142.9	156.8
Brésil	38.4	61.0	64.9	70.1	72.6	84.7	100.0	112.6	131.4	167.6	185.1	195.4	197.0	208.0
Chine	..	..	104.3	104.0	99.7	97.3	100.0	98.7	96.5	98.8	104.7	109.9	113.2	116.7
Fédération de Russie	6.8	23.1	34.9	40.1	42.9	68.3	100.0	118.2	130.5	151.9	187.4	225.9	253.9	289.7
Inde	71.7	78.7	82.2	85.9	90.9	94.1	100.0	105.2	107.8	113.5	121.0	126.7	132.8	139.2
Indonésie	..	42.4	43.9	45.5	78.0	96.5	100.0	111.0	122.0	127.4	132.7	151.8	192.7	218.3

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/54202762677>

**IPP : industrie manufacturière**

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536100454470>

## TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME

Les taux d'intérêt à long terme sont un des déterminants de l'investissement des entreprises. Ces taux ont un effet stimulant sur les investissements en nouveaux équipements lorsqu'ils sont bas, et dissuasif lorsqu'ils sont élevés. L'investissement est lui-même une source essentielle de croissance économique.

### Définition

Ces taux d'intérêt sont ceux des obligations d'État à échéance résiduelle d'environ 10 ans. Il ne s'agit pas des taux d'intérêt fixés lors de l'émission de ces emprunts, mais des taux d'intérêt correspondant aux cours auxquels ces obligations s'échangent sur les marchés de capitaux. Par exemple, pour une obligation initialement achetée 100 avec un taux d'intérêt de 9 %, mais qui se négocie actuellement à 90, le taux d'intérêt a augmenté à 10 % ( $[(9/90) \times 100]$ ).

### Comparabilité

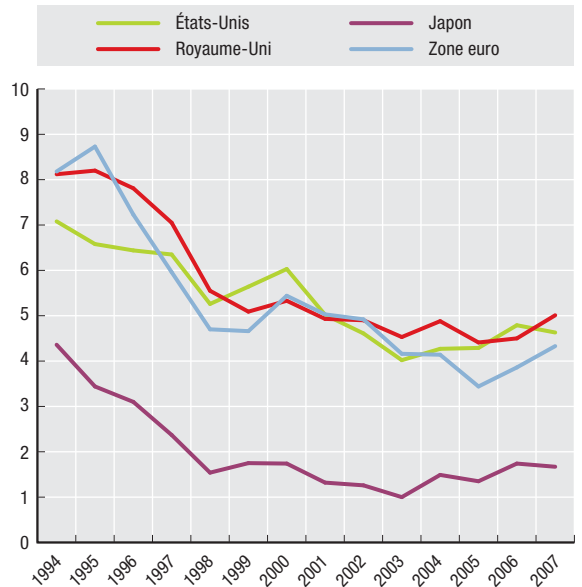
Les taux indiqués ici sont, dans la mesure du possible, des moyennes de taux journaliers.

Dans tous les cas, ce sont des taux d'intérêt sur des obligations dont le remboursement du capital est garanti par l'État.

On considère que la comparabilité est élevée.

## Évolution des taux d'intérêt à long terme

Pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536121526500>

### Tendances à long terme

Les taux d'intérêt sont déterminés par trois facteurs : le prix facturé par le prêteur pour le report de consommation auquel il consent, le risque que l'emprunteur ne rembourse pas le capital prêté, et la réduction par l'inflation de la valeur réelle du capital qui est anticipée par le prêteur au cours de la durée de vie de l'emprunt. Les taux d'intérêt indiqués ci-après se réfèrent à des emprunts d'État, de sorte que le facteur de risque est très faible. Ces taux sont déterminés dans une large mesure par les anticipations inflationnistes.

À partir de 1994, les taux d'intérêt à long terme ont baissé régulièrement dans la plupart des pays membres jusqu'en 2005, mais ils ont commencé à remonter en 2006-2007. Dans les 21 pays du tableau pour lesquels les données sont disponibles sur toute la période 1994-2007, les taux d'intérêt à long terme atteignaient en moyenne 8.0 % en 1994 mais seulement 4.6 % en 2006. Dans de nombreux pays, les taux d'intérêt relevés en 2005 ont touché des points bas sans précédent.

La caractéristique la plus frappante qui ressort du tableau est la diminution de la variance des taux d'intérêt parmi les pays. La convergence des taux d'intérêt à long terme s'explique essentiellement par l'intégration croissante des marchés financiers – un des aspects de la mondialisation – et a été particulièrement prononcée parmi les membres de la zone euro. Le Japon et la Suisse font exception : leurs taux d'intérêt sont restés bas mais ne convergent pas vers la moyenne OCDE.

### Source

- OCDE (2008), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2007), *Financial Market Trends*, série, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE : Juin n° 83 – Volume 2008-1*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (1998), *Main Economic Indicators – Sources and Methods: Interest Rates and Share Price Indices*, OCDE, Paris.

### Taux d'intérêt à long terme

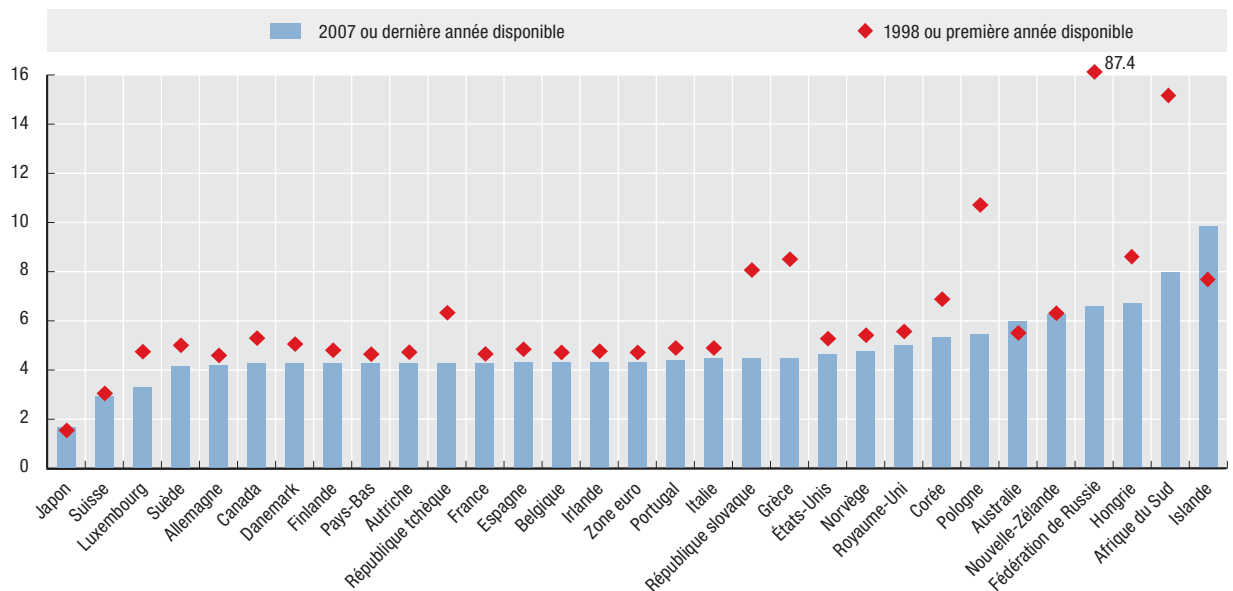
Pourcentage

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	6.88	6.86	6.23	5.66	4.58	4.50	5.27	4.80	4.78	4.07	4.04	3.35	3.76	4.22
Australie	8.89	9.21	8.21	6.95	5.49	6.01	6.31	5.62	5.84	5.37	5.59	5.34	5.59	6.00
Autriche	7.03	7.13	6.32	5.68	4.71	4.68	5.56	5.08	4.97	4.15	4.15	3.39	3.80	4.30
Belgique	7.70	7.38	6.30	5.59	4.70	4.71	5.57	5.06	4.89	4.15	4.06	3.37	3.81	4.33
Canada	8.36	8.16	7.24	6.14	5.28	5.54	5.93	5.48	5.30	4.80	4.58	4.07	4.21	4.27
Corée	..	..	..	..	..	..	..	6.86	6.59	5.05	4.73	4.95	5.15	5.35
Danemark	7.83	8.27	7.19	6.26	5.04	4.92	5.66	5.09	5.06	4.31	4.30	3.40	3.81	4.29
Espagne	10.00	11.27	8.74	6.40	4.83	4.73	5.53	5.12	4.96	4.13	4.10	3.39	3.78	4.31
États-Unis	7.08	6.58	6.44	6.35	5.26	5.64	6.03	5.02	4.61	4.02	4.27	4.29	4.79	4.63
Finlande	9.04	8.79	7.08	5.96	4.79	4.72	5.48	5.04	4.98	4.14	4.11	3.35	3.78	4.29
France	7.22	7.54	6.31	5.58	4.64	4.61	5.39	4.94	4.86	4.13	4.10	3.41	3.80	4.30
Grèce	..	..	..	..	8.48	6.31	6.11	5.30	5.12	4.27	4.26	3.59	4.07	4.50
Hongrie	..	..	..	..	..	..	8.55	7.95	7.09	6.77	8.29	6.60	7.12	6.74
Irlande	8.04	8.23	7.25	6.26	4.75	4.77	5.48	5.02	4.99	4.13	4.06	3.32	3.79	4.33
Islande	6.98	9.65	9.24	8.71	7.66	8.47	11.20	10.36	7.96	6.65	7.49	7.73	9.33	9.85
Italie	10.52	12.21	9.40	6.86	4.88	4.73	5.58	5.19	5.03	4.30	4.26	3.56	4.05	4.49
Japon	4.36	3.44	3.10	2.37	1.54	1.75	1.74	1.32	1.26	1.00	1.49	1.35	1.74	1.67
Luxembourg	7.15	7.23	6.30	5.60	4.73	4.67	5.52	4.86	4.68	3.32	2.84	2.41	3.30	..
Norvège	7.43	7.43	6.77	5.89	5.40	5.50	6.22	6.24	6.38	5.05	4.37	3.75	4.08	4.77
Nouvelle-Zélande	7.63	7.78	7.89	7.19	6.29	6.41	6.85	6.39	6.53	5.87	6.07	5.88	5.78	6.26
Pays-Bas	6.87	6.90	6.15	5.58	4.63	4.63	5.41	4.96	4.89	4.12	4.10	3.37	3.78	4.29
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	10.68	7.36	5.78	6.90	5.22	5.23	5.48
Portugal	10.48	11.47	8.56	6.36	4.88	4.78	5.60	5.16	5.01	4.18	4.14	3.44	3.91	4.42
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	6.31	4.88	4.12	4.82	3.54	3.80	4.30
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	8.04	6.94	4.99	5.03	3.52	4.41	4.49
Royaume-Uni	8.12	8.20	7.81	7.05	5.55	5.09	5.33	4.93	4.90	4.53	4.88	4.41	4.50	5.01
Suède	9.50	10.24	8.03	6.61	4.99	4.98	5.37	5.11	5.30	4.64	4.43	3.38	3.70	4.17
Suisse	4.96	4.52	4.00	3.36	3.04	3.04	3.93	3.38	3.20	2.66	2.74	2.10	2.52	2.93
Zone euro	8.18	8.73	7.23	5.96	4.70	4.66	5.44	5.03	4.92	4.16	4.14	3.44	3.86	4.33
Afrique du Sud	14.83	16.11	15.48	14.70	15.12	14.90	13.79	11.41	11.50	9.62	9.53	8.07	7.94	7.99
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	87.38	35.16	19.38	15.82	8.90	7.79	7.76	6.83	6.61

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/542081367404>

### Taux d'intérêt à long terme

Pourcentage



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536117732345>

## TAUX DE CONVERSION

Pour comparer les valeurs du PIB réel d'un seul pays sur une période de plusieurs années, il faut éliminer les fluctuations dues aux variations de prix. De même, pour comparer les PIB réels d'un groupe de pays à un moment donné, il faut éliminer les différences entre leurs PIB dues à des écarts entre leurs niveaux de prix respectifs. Les indices de prix sont utilisés pour éliminer les effets des variations de prix dans un pays donné au cours du temps; les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont employées pour éliminer les effets des écarts de niveaux de prix entre pays à un moment donné.

### Définition

Les PPA sont des taux de conversion monétaire qui permettent d'égaliser les niveaux de prix entre pays. On a calculé les parités de pouvoir d'achat qui figurent ci-après en comparant les prix d'un panier commun de quelque 2 500 biens et services dans les pays de l'OCDE. Ceux-ci ne sont pas tenus d'indiquer le prix de chacun des articles de ce panier, car certains peuvent s'avérer difficiles à trouver dans tel ou tel pays, mais ce panier commun a été composé de telle sorte que chaque pays puisse déterminer les prix d'un large éventail de biens et services représentatifs de son marché.

### Tendances à long terme

Au cours de la période 1994-2007, les fluctuations des PPA et celles des taux de change ont été rarement similaires, et même quand elles varient dans le même sens, elles n'ont pas la même amplitude – voir par exemple l'Irlande et la République tchèque – sur le graphique de la page suivante.

Les taux de change sont parfois utilisés pour convertir dans une monnaie commune les PIB d'économies utilisant des monnaies différentes. Toutefois, les comparaisons de PIB fondées sur les taux de change ne reflètent pas les volumes réels de biens et services composant les PIB des pays comparés. Pour bon nombre des pays à bas revenu, les différences entre le PIB converti au moyen des taux de change et le PIB réel converti à l'aide des PPA sont considérables. Ces différences sont illustrées dans le second graphique.

Pour la Turquie et le Mexique, par exemple, l'écart entre le PIB converti à l'aide de la PPA et le PIB converti à l'aide du taux de change dépasse 45 %. En général, l'utilisation des taux de change conduit à sous-estimer le PIB réel des pays à faible revenu et à surestimer le PIB réel des pays à revenu élevé.

Les indices de niveau de prix figurant dans le dernier tableau correspondent au rapport entre PPA et taux de change, la valeur 100 étant fixée pour la zone OCDE. En général, il existe une corrélation positive entre les niveaux de revenu et les niveaux de prix. Ainsi, le Danemark, l'Islande, la Norvège et la Suisse – quatre pays à haut revenu – affichaient les niveaux de prix les plus élevés en 2007, tandis que le Mexique, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque et la Turquie – cinq des pays de l'OCDE à faible revenu – se caractérisaient par des niveaux de prix atteignant environ 65 % de la moyenne OCDE.

Les biens et services dont les prix doivent être déterminés sont tous ceux qui font partie de la dépense finale, à savoir la consommation des ménages, les services rendus par les administrations publiques, la formation de capital et les exportations nettes. Les prix des différents articles sont ensuite pondérés selon leurs poids relatifs dans la dépense finale totale afin d'obtenir les PPA du PIB indiquées ci-après.

### Comparabilité

Les PPA indiquées ci-après ont été calculées conjointement par l'OCDE et l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat) sur la base de procédures courantes. En consultation avec leurs pays membres, l'OCDE et Eurostat examinent de façon continue les questions méthodologiques et apportent régulièrement des améliorations.

### Source

- OCDE (2008), *Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles : Année de référence 2005, Édition 2007*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Schreyer, P. et F. Koechlin (2002), « Parités de pouvoir d'achat : mesure et utilisations », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 3, mars, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2009), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Sites Internet

- Séminaire Banque mondiale-OCDE sur les parités de pouvoir d'achat, [www.oecd.org/std/ppp/seminar2001](http://www.oecd.org/std/ppp/seminar2001).
- OCDE, Parités de pouvoir d'achat, [www.oecd.org/std/ppp](http://www.oecd.org/std/ppp).



**Parités de pouvoir d'achat**

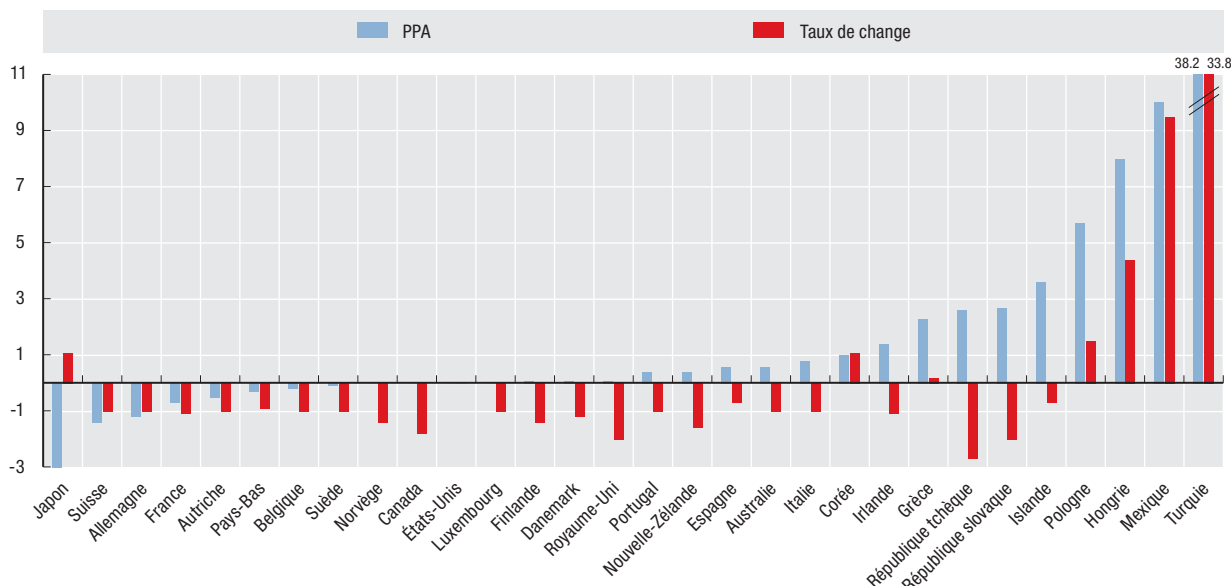
Unités de monnaie nationale par dollar des EU

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	1.006	1.004	0.992	0.990	0.988	0.975	0.968	0.955	0.942	0.917	0.896	0.867	0.858	0.856
Australie	1.32	1.32	1.32	1.32	1.31	1.30	1.31	1.33	1.34	1.35	1.37	1.39	1.41	1.42
Autriche	0.934	0.933	0.929	0.924	0.917	0.917	0.901	0.917	0.896	0.885	0.874	0.886	0.881	0.877
Belgique	0.918	0.911	0.911	0.911	0.924	0.921	0.892	0.886	0.865	0.879	0.896	0.900	0.898	0.891
Canada	1.21	1.21	1.21	1.21	1.19	1.19	1.23	1.22	1.23	1.23	1.23	1.21	1.21	1.21
Corée	656	690	712	732	767	755	749	757	770	796	794	789	761	750
Danemark	8.53	8.46	8.44	8.43	8.39	8.47	8.42	8.47	8.30	8.54	8.40	8.59	8.59	8.60
Espagne	0.689	0.709	0.717	0.719	0.719	0.733	0.735	0.740	0.733	0.753	0.759	0.765	0.755	0.741
États-Unis	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Finlande	0.972	0.998	1.003	0.997	1.003	1.003	0.996	1.012	1.003	1.011	0.975	0.977	0.973	0.979
France	0.999	0.992	0.987	0.974	0.967	0.960	0.940	0.918	0.905	0.938	0.939	0.923	0.921	0.911
Grèce	0.532	0.573	0.604	0.629	0.662	0.681	0.679	0.671	0.660	0.689	0.695	0.714	0.716	0.717
Hongrie	50	62	73	85	94	101	108	111	115	121	126	129	131	135
Irlande	0.81	0.82	0.83	0.85	0.88	0.93	0.96	0.99	1.00	1.01	1.01	1.01	1.00	0.97
Islande	72.3	73.0	74.9	74.4	77.2	79.7	84.4	88.9	91.3	94.5	94.2	99.1	109.3	115.1
Italie	0.766	0.788	0.808	0.816	0.808	0.818	0.818	0.808	0.845	0.854	0.872	0.867	0.855	0.852
Japon	179	174	170	168	167	162	155	149	144	140	134	130	124	120
Luxembourg	0.94	0.95	0.95	0.96	0.95	0.94	0.94	0.95	0.93	0.94	0.92	0.95	0.95	0.95
Mexique	2.17	2.93	3.76	4.35	4.96	5.63	6.11	6.31	6.55	6.82	7.22	7.13	7.38	7.53
Norvège	9.07	9.16	9.04	9.08	9.38	9.33	9.14	9.18	9.11	9.11	8.98	8.90	8.89	9.05
Nouvelle-Zélande	1.46	1.46	1.47	1.45	1.45	1.43	1.45	1.47	1.47	1.50	1.51	1.54	1.52	1.55
Pays-Bas	0.914	0.914	0.908	0.910	0.906	0.907	0.894	0.906	0.902	0.927	0.908	0.896	0.890	0.883
Pologne	0.94	1.18	1.36	1.52	1.66	1.74	1.84	1.86	1.83	1.84	1.86	1.87	1.87	1.92
Portugal	0.639	0.648	0.660	0.672	0.693	0.697	0.701	0.706	0.708	0.706	0.716	0.684	0.678	0.674
République tchèque	10.2	11.1	11.9	12.7	13.9	14.1	14.2	14.2	14.3	14.0	14.3	14.3	14.3	14.2
République slovaque	12.1	13.0	13.3	13.7	14.2	15.1	15.9	15.7	15.9	16.7	17.2	17.1	17.1	17.1
Royaume-Uni	0.636	0.640	0.641	0.634	0.645	0.653	0.637	0.627	0.628	0.641	0.632	0.636	0.639	0.646
Suède	9.21	9.36	9.24	9.30	9.37	9.29	9.15	9.35	9.35	9.34	9.10	9.38	9.27	9.14
Suisse	2.00	1.98	1.94	1.89	1.88	1.87	1.85	1.84	1.77	1.78	1.75	1.74	1.69	1.66
Turquie	0.013	0.024	0.043	0.076	0.131	0.202	0.283	0.428	0.613	0.773	0.812	0.831	0.861	0.892
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3.87	..	4.22
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.36	..	1.40
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3.45	..	3.54
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	12.74	..	15.82
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	14.67	..	15.66
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3 934.25	..	4 703.59

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/542134231417>

**Différences entre taux de change et parités de pouvoir d'achat**

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1994-2007



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536122683508>



TAUX DE CONVERSION

Taux de change

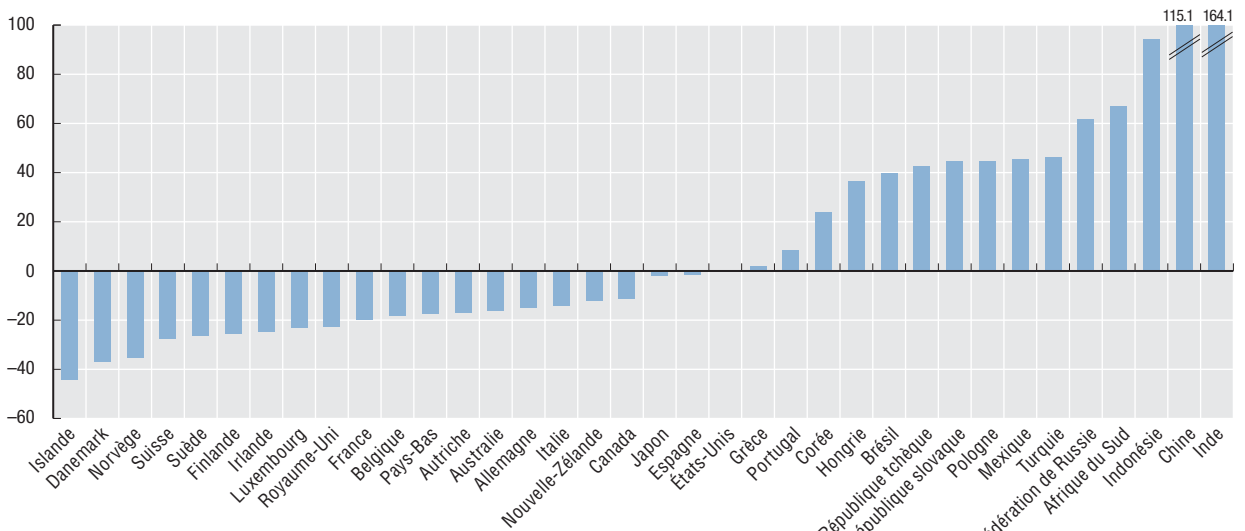
Unités de monnaie nationale par dollar des EU

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	0.830	0.733	0.769	0.887	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731
Australie	1.368	1.349	1.278	1.347	1.592	1.550	1.725	1.933	1.841	1.542	1.360	1.309	1.328	1.195
Autriche	0.830	0.733	0.769	0.887	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731
Belgique	0.829	0.731	0.768	0.887	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731
Canada	1.366	1.372	1.363	1.385	1.483	1.486	1.485	1.549	1.569	1.401	1.301	1.212	1.134	1.074
Corée	803.45	771.27	804.45	951.29	1 401.44	1 188.82	1 130.96	1 290.99	1 251.09	1 191.61	1 145.32	1 024.12	954.79	929.26
Danemark	6.361	5.602	5.799	6.604	6.701	6.976	8.083	8.323	7.895	6.588	5.991	5.997	5.947	5.444
Espagne	0.805	0.749	0.761	0.880	0.898	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731
États-Unis	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Finlande	0.879	0.734	0.773	0.873	0.899	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731
France	0.846	0.761	0.780	0.890	0.899	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731
Grèce	0.712	0.680	0.706	0.801	0.867	0.897	1.072	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731
Hongrie	105.16	125.68	152.65	186.79	214.40	237.15	282.18	286.49	257.89	224.31	202.75	199.58	210.39	183.63
Irlande	0.849	0.792	0.794	0.838	0.892	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731
Islande	69.94	64.69	66.50	70.90	70.96	72.34	78.62	97.42	91.66	76.71	70.19	62.98	70.18	64.06
Italie	0.833	0.841	0.797	0.880	0.897	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731
Japon	102.21	94.06	108.78	120.99	130.91	113.91	107.77	121.53	125.39	115.93	108.19	110.22	116.30	117.75
Luxembourg	0.829	0.731	0.768	0.887	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731
Mexique	3.375	6.419	7.599	7.918	9.136	9.560	9.456	9.342	9.656	10.789	11.286	10.898	10.899	10.928
Norvège	7.058	6.335	6.450	7.073	7.545	7.799	8.802	8.992	7.984	7.080	6.741	6.443	6.413	5.862
Nouvelle-Zélande	1.687	1.524	1.455	1.512	1.868	1.890	2.201	2.379	2.162	1.722	1.509	1.420	1.542	1.361
Pays-Bas	0.826	0.729	0.765	0.885	0.900	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731
Pologne	2.272	2.425	2.696	3.279	3.475	3.967	4.346	4.094	4.080	3.889	3.658	3.235	3.103	2.768
Portugal	0.828	0.754	0.769	0.874	0.898	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731
République tchèque	28.79	26.54	27.14	31.70	32.28	34.57	38.60	38.04	32.74	28.21	25.70	23.96	22.60	20.29
République slovaque	32.04	29.71	30.65	33.62	35.23	41.36	46.04	48.35	45.33	36.77	32.26	31.02	29.70	24.69
Royaume-Uni	0.653	0.634	0.641	0.611	0.604	0.618	0.661	0.695	0.667	0.612	0.546	0.550	0.543	0.500
Suède	7.716	7.133	6.706	7.635	7.950	8.262	9.162	10.329	9.737	8.086	7.349	7.473	7.378	6.759
Suisse	1.368	1.182	1.236	1.451	1.450	1.502	1.689	1.688	1.559	1.347	1.244	1.245	1.254	1.200
Turquie	0.030	0.046	0.081	0.152	0.261	0.419	0.625	1.226	1.507	1.501	1.426	1.344	1.428	1.303
Zone euro	..	0.765	0.788	0.882	0.892	0.939	1.085	1.118	1.063	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731
Afrique du Sud	3.551	3.627	4.299	4.608	5.528	6.109	6.940	8.609	10.541	7.565	6.460	6.359	6.772	7.045
Brésil	0.6393	0.9177	1.0051	1.0780	1.1605	1.8139	1.8294	2.3496	2.9204	3.0775	2.9251	2.4344	2.1753	1.9471
Chine	8.619	8.351	8.314	8.290	8.279	8.278	8.279	8.277	8.277	8.277	8.277	8.194	7.973	7.608
Fédération de Russie	2.3915	4.6260	5.1675	5.8375	9.7051	24.6199	28.1292	29.1685	31.3485	30.6920	28.8137	28.2844	27.1910	25.5808
Inde	31.37	32.43	35.43	36.31	41.26	43.06	44.94	47.19	48.61	46.58	45.32	44.10	45.31	41.35
Indonésie	2 160.8	2 248.6	2 342.3	2 909.4	10 013.6	7 855.2	8 421.8	10 260.9	9 311.2	8 577.1	8 938.9	9 704.7	9 159.3	9 141.0

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/542200555741>

Différences entre le PIB selon le mode de conversion en dollars des EU –  
taux de change ou parités de pouvoir d'achat

PIB calculé avec PPA moins PIB calculé avec le taux de change, en pourcentage du PIB calculé avec les taux de change, 2007



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536163570243>



Indices de niveaux de prix

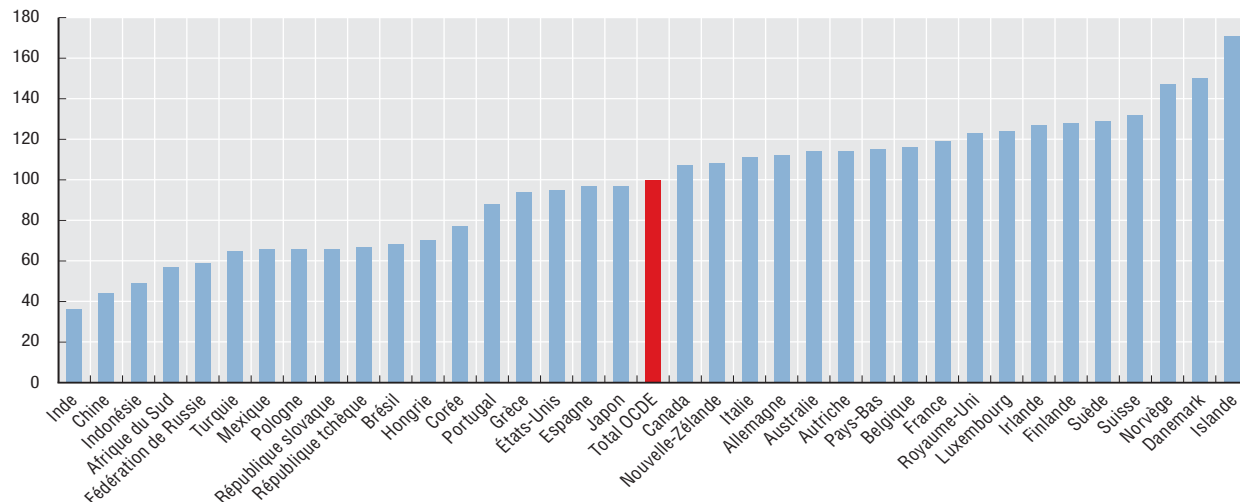
OCDE = 100

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	112	121	119	110	112	105	95	96	98	106	109	106	106	112
Australie	90	86	95	97	84	85	81	77	80	90	98	104	105	114
Autriche	104	112	111	103	104	99	88	92	93	102	106	108	109	114
Belgique	102	110	109	102	105	100	88	89	90	101	109	110	111	116
Canada	82	78	82	86	82	81	88	88	87	90	92	98	105	107
Corée	75	79	82	76	56	64	71	66	68	68	68	75	79	77
Danemark	124	133	134	126	128	123	111	114	117	133	137	140	143	150
Espagne	79	84	87	81	82	79	72	74	77	87	92	93	94	97
États-Unis	92	88	92	99	102	102	107	112	111	102	98	98	99	95
Finlande	102	120	120	113	114	108	98	101	105	117	118	119	121	128
France	109	115	117	108	110	104	92	92	94	108	114	113	114	119
Grèce	69	74	79	78	78	77	67	67	69	80	84	87	89	94
Hongrie	44	43	44	45	45	43	41	43	49	55	61	63	62	70
Irlande	89	92	96	101	101	101	95	99	105	117	122	123	124	127
Islande	96	100	104	104	111	112	114	102	110	126	131	154	154	171
Italie	85	83	93	92	92	89	80	81	88	99	106	106	106	111
Japon	162	164	144	137	130	144	153	137	127	123	121	115	106	97
Luxembourg	105	115	114	107	108	102	92	95	97	109	112	116	117	124
Mexique	59	40	46	54	55	60	69	76	75	65	62	64	67	66
Norvège	119	128	129	127	127	121	111	114	127	132	130	135	137	147
Nouvelle-Zélande	80	85	93	95	79	77	70	69	75	89	98	106	98	108
Pays-Bas	102	111	109	101	103	98	88	91	94	107	110	109	110	115
Pologne	38	43	46	46	49	45	45	51	50	48	50	57	60	66
Portugal	71	76	79	76	79	75	69	71	74	82	87	83	84	88
République tchèque	33	37	41	40	44	42	39	42	48	51	54	59	62	67
République slovaque	35	39	40	40	41	37	37	36	39	47	52	54	57	66
Royaume-Uni	90	89	92	103	109	107	103	101	104	107	113	113	116	123
Suède	110	116	127	120	120	114	106	101	106	118	121	123	124	129
Suisse	135	148	144	129	132	127	117	122	126	135	138	137	133	132
Turquie	42	47	48	49	51	49	48	39	45	53	56	61	60	65
Total OCDE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	59	..	57
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	54	..	68
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	42	..	44
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	45	..	59
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	32	..	36
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	41	..	49

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/542200823762>

Indices de niveaux de prix

OCDE = 100, année 2007



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536165027205>

## TAUX DE CHANGE EFFECTIFS

Pour définir la compétitivité internationale au sens large, il faudrait comparer la capacité des pays à augmenter la productivité, stimuler l'innovation et améliorer le niveau de vie. Les deux indicateurs de compétitivité présentés ici ont un objectif plus précis : comparer l'évolution de la compétitivité-prix d'un pays sur les marchés internationaux, d'après les variations de son taux de change et de son niveau de prix (prix des biens de consommation ou coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier) par rapport à ceux de ses concurrents. En outre, nous présentons des indices de taux de change effectifs nominaux. Ceux-ci reflètent uniquement l'évolution des taux de change de marché, qui ne constituent qu'un des facteurs entrant dans le calcul des deux indicateurs de compétitivité précités.

### Définition

On calcule les indices de taux de change effectifs nominaux en comparant, pour chaque pays, la variation de son propre taux de change, par rapport au dollar des États-Unis, à une moyenne pondérée des variations des taux de change de ses concurrents (également par rapport au dollar des États-Unis), au moyen de la matrice de pondération de l'année en cours (basée sur l'importance du commerce bilatéral).

Les deux autres indicateurs, à savoir les indices de prix relatifs à la consommation et les coûts unitaires relatifs de

main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, peuvent être décrits comme des indices de taux de change effectifs réels. À la différence des taux de change effectifs nominaux, ils prennent en compte non seulement l'évolution des taux de change de marché, mais aussi les variations des niveaux de prix relatifs (en utilisant, respectivement, les prix à la consommation et les coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier), et peuvent donc être employés comme indicateurs de compétitivité. La variation de l'indice des prix relatifs à la consommation d'un pays donné entre deux années est mesurée en comparant la variation de l'indice des prix à la consommation dudit pays (converti en dollars des États-Unis au taux de change du marché) à une moyenne pondérée des variations des indices des prix à la consommation de ses concurrents (également exprimés en dollars des États-Unis), au moyen de la matrice de pondération de l'année en cours (basée sur l'importance du commerce bilatéral). Les variations de l'indice des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier sont calculées de la même manière.

### Comparabilité

Les trois indices présentés ici sont tous élaborés selon la même procédure.

### Tendances à long terme

Une augmentation de ces indices dénote une dégradation de la compétitivité du pays considéré. Il convient de noter que ces indices montrent uniquement l'évolution de la compétitivité internationale de chaque pays dans le temps, et que les différences entre pays concernant le niveau des indices n'ont aucune signification.

Chacun des trois indices étant assez variable d'une année à l'autre, il est difficile de déceler des tendances à long terme. Entre 2000 et 2007, le Japon, le Mexique, la Suède et les États-Unis ont globalement amélioré leur compétitivité internationale, à en juger à la fois par leurs indices des prix relatifs à la consommation et par leurs coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, alors que la position concurrentielle de l'Australie, du Canada, de la Corée et de la Nouvelle-Zélande s'est dans l'ensemble dégradée. Pour ces deux groupes, ces changements expliquent dans une large mesure les fluctuations des taux de change effectifs nominaux des pays concernés. Dans le cas des États-Unis, par contre, l'amélioration de la compétitivité en termes de coûts unitaires de main-d'œuvre depuis 2000 a été sensiblement plus marquée que la variation du taux de change effectif nominal; cette amélioration doit donc être attribuée à une évolution favorable des coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, reflétant elle-même les tendances de la productivité et des coûts salariaux.

### Source

- OCDE (2007), *Perspectives économiques de l'OCDE* : Juin n° 83 – Volume 2008-1, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications statistiques

- OCDE (2008), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Durand, M., C. Madaschi et F. Terribile (1998), *Trends in OECD Countries' International Competitiveness*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 195, OCDE, Paris.
- Durand, M., J. Simon et C. Webb (1992), *OECD's Indicators of International Trade and Competitiveness*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 120, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Statistiques des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

#### Sites Internet

- OCDE, Sources et méthodes des *Perspectives économiques*, [www.oecd.org/eco/Sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/Sources-and-methods).



Taux de change effectifs nominaux

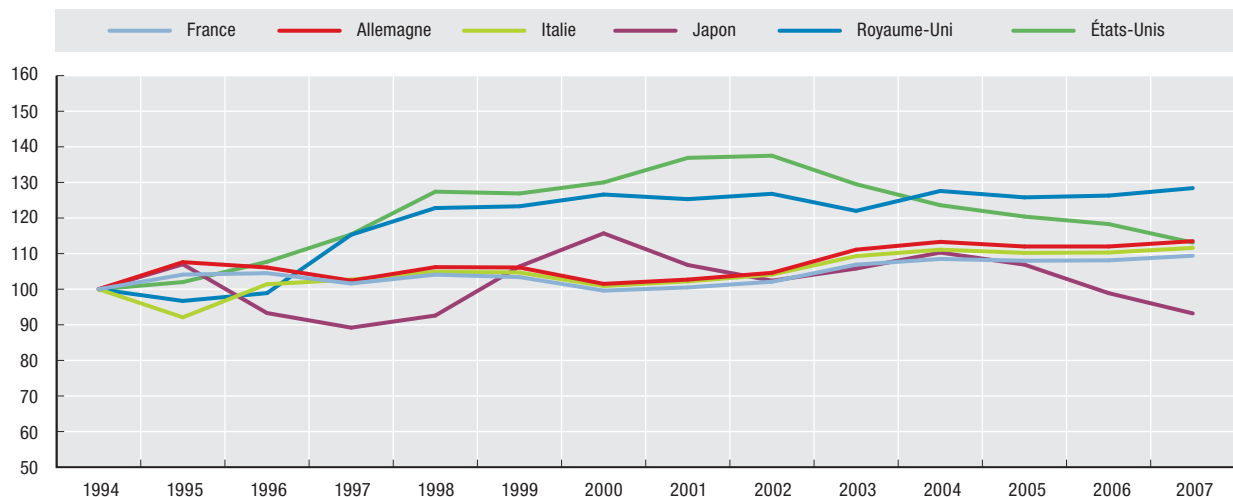
Année 2000 = 100

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	98.5	106.0	104.5	100.9	104.6	104.5	100.0	101.2	103.1	109.4	111.6	110.3	110.3	111.8
Australie	107.2	103.9	113.9	115.4	107.4	107.6	100.0	93.7	97.2	108.6	117.1	120.0	118.3	125.7
Autriche	97.8	102.5	101.5	99.6	101.6	102.3	100.0	100.4	101.0	104.4	105.5	104.7	104.8	105.4
Belgique	102.2	107.9	106.2	102.0	104.4	104.1	100.0	101.2	103.0	108.3	110.2	109.7	109.8	111.3
Canada	102.8	102.0	103.9	104.3	99.4	99.1	100.0	97.0	95.5	105.5	112.0	119.8	127.7	133.6
Corée	119.1	119.5	121.4	112.4	81.3	93.3	100.0	92.4	95.4	94.8	94.8	105.6	113.9	113.2
Danemark	100.5	105.7	104.7	102.3	104.9	104.2	100.0	101.8	103.3	108.1	109.5	108.6	108.4	109.8
Espagne	105.7	106.0	107.1	102.8	104.0	103.1	100.0	101.1	102.5	106.3	107.5	106.9	107.0	108.0
États-Unis	76.9	78.5	82.9	88.8	98.0	97.6	100.0	105.3	105.8	99.6	95.1	92.6	91.0	87.0
Finlande	90.1	103.6	101.1	98.9	101.7	104.7	100.0	102.1	104.2	110.3	112.4	111.5	111.3	113.0
France	100.4	104.5	104.9	102.1	104.5	103.8	100.0	100.9	102.5	107.4	109.0	108.4	108.5	109.9
Grèce	115.1	113.8	111.9	109.9	106.6	107.0	100.0	101.0	102.8	107.8	109.5	108.5	108.6	110.1
Hongrie	192.8	153.0	130.3	120.7	109.3	105.4	100.0	101.9	108.9	108.3	110.4	111.1	104.0	110.0
Irlande	109.2	111.2	114.1	113.9	110.5	107.3	100.0	101.2	103.6	112.6	115.1	114.9	115.1	118.1
Islande	92.9	93.3	92.8	94.8	97.4	99.0	100.0	85.2	87.9	92.0	93.1	103.5	92.7	93.7
Italie	99.1	91.3	100.5	101.8	104.0	103.8	100.0	101.3	103.2	108.3	110.1	109.2	109.3	110.7
Japon	86.4	92.5	80.6	77.1	80.0	91.9	100.0	92.3	88.4	91.5	95.3	92.4	85.4	80.5
Luxembourg	102.0	105.4	104.3	102.0	103.0	102.8	100.0	100.4	101.5	104.9	106.1	105.5	105.5	106.6
Mexique	263.8	138.6	117.7	115.5	102.6	97.9	100.0	102.8	99.7	87.1	81.9	84.3	83.8	82.2
Norvège	100.8	104.5	104.6	105.6	102.4	102.2	100.0	103.3	112.1	109.7	106.0	110.6	109.9	111.6
Nouvelle-Zélande	109.4	116.9	124.3	127.3	114.3	110.3	100.0	98.7	106.8	121.5	129.7	135.8	125.4	133.9
Pays-Bas	101.8	108.8	107.3	102.1	105.7	105.4	100.0	101.4	103.7	110.8	113.4	112.7	112.6	114.7
Pologne	139.2	122.7	114.4	106.3	104.0	97.0	100.0	110.2	105.4	94.8	92.7	103.6	106.8	110.4
Portugal	101.7	104.9	104.5	103.1	103.0	102.4	100.0	100.9	102.0	104.8	105.5	104.9	105.0	105.7
République tchèque	98.1	98.8	100.4	97.4	99.1	98.7	100.0	105.0	117.0	116.7	117.0	124.3	130.5	133.3
République slovaque	97.1	100.4	101.3	106.0	105.9	98.3	100.0	97.6	98.0	103.6	108.0	110.1	113.4	125.0
Royaume-Uni	79.0	76.4	78.1	91.1	97.0	97.4	100.0	99.0	100.2	96.3	100.8	99.3	99.8	101.4
Suède	93.6	94.0	103.5	100.2	99.9	99.7	100.0	91.9	94.1	99.5	101.3	98.7	99.1	100.2
Suisse	95.6	104.0	102.7	96.9	101.0	101.8	100.0	104.0	109.3	111.1	111.5	110.6	108.9	106.0
Turquie	1 719.1	990.8	581.1	345.5	207.8	137.2	100.0	56.3	41.8	36.8	35.9	37.7	35.1	35.9
Zone euro	100.8	109.5	111.7	104.6	110.8	109.9	100.0	102.5	106.4	119.3	123.8	121.8	121.9	125.6
Brésil	..	165.8	154.8	153.8	149.9	96.7	100.0	80.9	71.7	61.7	61.9	74.2	82.3	88.7
Chine	80.7	82.1	85.6	91.2	98.9	98.3	100.0	105.0	104.7	99.5	95.8	95.5	97.8	100.0
Fédération de Russie	986.6	417.4	393.2	392.6	314.7	103.5	100.0	100.9	91.0	82.1	81.3	82.0	84.4	83.5
Inde	112.5	104.6	98.9	104.8	100.3	98.8	100.0	99.7	95.2	91.5	89.1	90.3	86.7	90.0
Indonésie	323.5	296.5	302.9	278.4	85.8	104.7	100.0	87.4	95.5	97.3	89.1	80.9	84.3	80.8

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/542215100515>

Taux de change effectifs nominaux

Année 1994 = 100




StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536172412541>

Indices des prix à la consommation relatifs

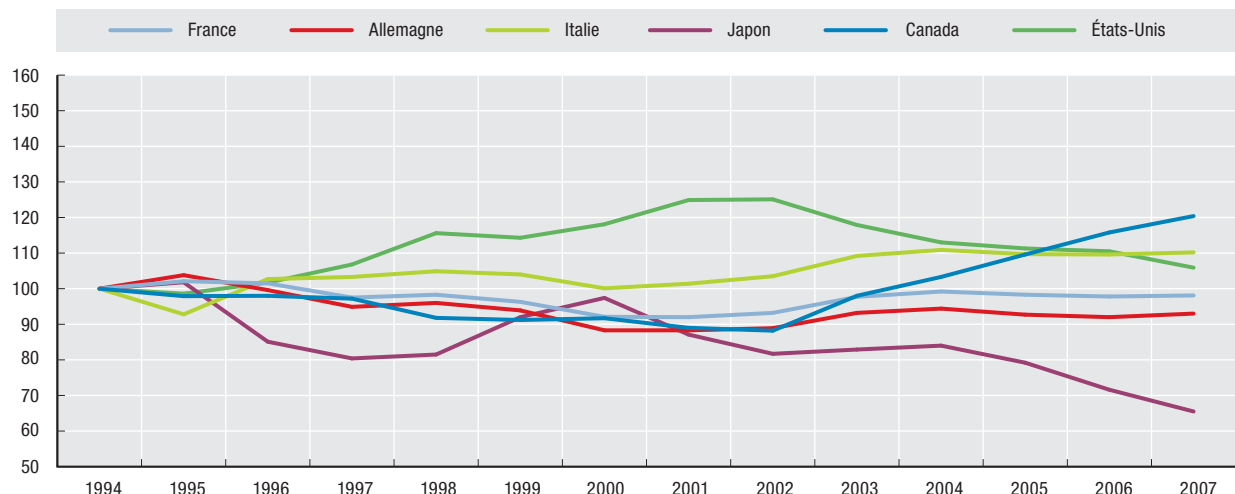
Année 2000 = 100


	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	113.3	117.6	112.9	107.5	108.8	106.4	100.0	100.0	100.7	105.6	107.0	105.0	104.2	105.4
Australie	106.0	104.3	114.1	113.1	103.7	104.7	100.0	96.2	101.6	114.9	124.4	128.2	127.9	135.9
Autriche	106.4	109.4	106.9	103.3	103.6	102.6	100.0	100.2	100.6	103.4	104.2	103.7	103.1	103.4
Belgique	108.6	112.3	109.5	104.3	105.3	104.0	100.0	100.9	102.2	106.9	108.8	109.0	108.6	109.4
Canada	109.0	106.7	106.8	106.0	100.1	99.4	100.0	97.0	96.1	106.8	112.6	119.5	126.2	131.2
Corée	107.6	108.9	112.8	106.4	81.2	92.8	100.0	94.6	99.6	101.2	102.9	115.7	125.3	124.6
Danemark	101.5	105.2	103.7	101.0	103.4	103.6	100.0	101.5	103.4	108.5	109.2	108.1	107.7	108.3
Espagne	102.3	103.8	105.5	101.0	102.0	102.0	100.0	102.2	104.6	109.6	111.8	112.6	114.3	115.9
États-Unis	84.7	83.5	86.1	90.5	97.9	96.8	100.0	105.8	106.0	99.9	95.7	94.3	93.6	89.7
Finlande	105.9	113.7	107.0	103.1	104.5	104.4	100.0	101.4	102.5	106.8	106.7	104.1	103.0	104.4
France	108.6	110.9	110.2	105.9	106.8	104.6	100.0	99.9	101.2	106.1	107.7	106.7	106.2	106.5
Grèce	100.6	103.9	106.7	107.5	106.2	106.8	100.0	101.0	103.7	109.8	112.2	112.7	113.7	115.8
Hongrie	93.4	88.7	89.5	95.1	95.8	98.6	100.0	108.2	119.2	121.8	129.8	132.4	126.2	140.8
Irlande	107.9	109.1	110.9	109.9	107.1	103.8	100.0	103.8	109.4	120.8	123.8	123.7	126.0	132.5
Islande	91.6	90.3	89.6	91.2	93.6	96.2	100.0	88.8	94.8	99.6	102.3	116.1	108.6	113.0
Italie	99.9	92.7	102.6	103.2	104.8	103.9	100.0	101.3	103.4	109.1	110.8	109.6	109.5	110.1
Japon	102.7	104.5	87.4	82.6	83.7	94.5	100.0	89.5	83.9	85.1	86.3	81.3	73.5	67.3
Luxembourg	105.7	108.3	105.7	102.6	102.9	102.1	100.0	100.7	101.9	105.7	107.1	106.8	107.6	108.8
Mexique	95.2	64.5	72.0	83.3	84.2	92.1	100.0	106.6	106.9	95.5	91.7	95.2	95.2	94.5
Norvège	100.5	103.0	101.7	103.1	100.6	101.1	100.0	103.9	112.0	110.2	105.3	109.6	109.5	109.3
Nouvelle-Zélande	111.5	119.5	126.7	129.1	115.5	110.1	100.0	98.9	108.3	123.2	131.8	139.2	129.5	137.6
Pays-Bas	107.7	111.8	108.8	103.0	106.1	105.6	100.0	103.0	106.8	114.3	116.0	114.5	113.2	114.2
Pologne	74.0	79.0	84.8	87.8	93.3	90.7	100.0	112.9	107.7	95.6	94.6	105.8	108.1	111.7
Portugal	98.8	102.3	102.2	101.0	101.9	102.0	100.0	102.5	104.8	108.7	109.5	108.8	109.5	110.2
République tchèque	80.8	83.6	89.1	90.6	99.3	98.0	100.0	106.7	118.5	115.9	116.7	123.8	130.5	134.0
République slovaque	84.2	86.1	85.9	90.7	91.8	90.7	100.0	101.2	102.5	115.6	126.6	129.7	136.6	150.6
Royaume-Uni	83.7	80.1	81.4	94.1	99.5	99.2	100.0	97.4	97.6	93.2	96.8	95.2	95.7	97.1
Suède	104.5	103.7	111.6	106.1	103.2	101.4	100.0	91.7	94.1	99.5	99.7	95.6	95.1	96.1
Suisse	108.2	114.7	110.6	102.2	104.0	102.9	100.0	102.2	105.9	106.3	105.3	103.4	100.6	96.2
Turquie	65.9	71.5	72.2	77.2	84.9	89.3	100.0	81.5	88.7	93.4	96.4	107.3	106.8	115.7
Zone euro	118.6	123.0	121.8	111.4	114.6	110.9	100.0	102.0	105.9	118.7	122.8	120.5	120.1	122.9

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/542215225533>

Indices des prix à la consommation relatifs

Année 1994 = 100



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536210402618>





**Coûts unitaires relatifs de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière**

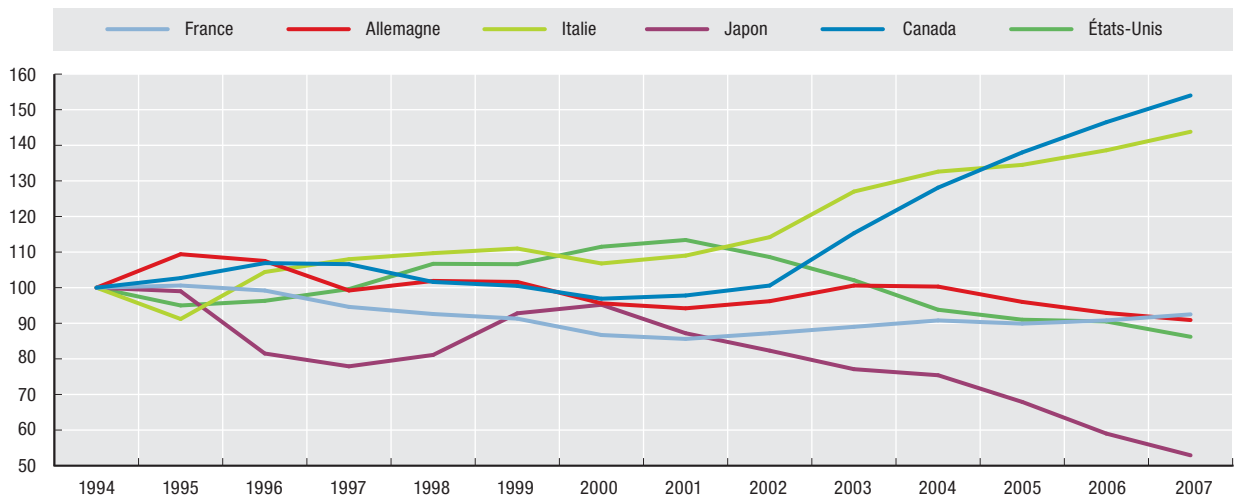
Année 2000 = 100

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	104.6	114.4	112.4	103.8	106.6	106.3	100.0	98.5	100.6	105.2	104.9	100.4	97.2	95.1
Australie	92.9	97.9	108.9	109.9	100.8	106.5	100.0	92.2	97.4	112.5	126.6	138.2	139.0	148.6
Autriche	115.4	113.4	107.1	104.5	106.4	105.2	100.0	98.6	99.2	103.2	104.3	103.9	101.0	101.4
Belgique	114.8	116.1	111.3	103.3	104.4	105.7	100.0	102.4	104.4	110.4	111.0	111.0	111.0	112.7
Canada	103.2	106.0	110.3	110.0	104.9	103.7	100.0	100.9	103.8	119.0	132.2	142.4	151.2	158.9
Corée	119.8	133.3	144.7	128.6	89.9	93.4	100.0	92.7	97.3	96.9	98.6	110.0	114.8	112.7
Danemark	95.6	100.1	101.6	98.6	102.6	103.3	100.0	102.3	106.9	114.3	117.7	122.2	122.3	124.0
Espagne	101.8	102.6	105.1	102.9	103.3	100.8	100.0	101.2	104.0	110.4	114.5	117.3	119.6	122.2
États-Unis	89.7	85.2	86.4	89.3	95.7	95.6	100.0	101.7	97.4	91.6	84.1	81.6	81.2	77.3
Finlande	110.4	125.3	118.2	111.0	111.6	111.7	100.0	99.3	97.6	100.3	100.0	98.3	92.5	88.1
France	115.3	116.0	114.4	109.1	106.8	105.3	100.0	98.7	100.5	102.6	104.7	103.7	104.7	106.6
Grèce	100.1	105.0	107.3	114.8	110.3	107.0	100.0	94.3	97.9	100.9	112.2	107.4	112.1	116.8
Hongrie	130.3	118.1	109.2	107.7	99.8	96.0	100.0	108.1	116.4	113.5	124.3	127.7	117.4	125.1
Irlande	144.5	135.4	134.3	127.1	115.2	106.2	100.0	97.5	90.8	99.9	102.2	102.7	99.9	101.9
Islande	71.9	72.7	72.3	75.9	82.9	92.1	100.0	87.3	93.0	98.1	101.2	117.7	114.0	123.9
Italie	93.6	85.4	97.7	101.1	102.7	103.9	100.0	102.0	106.9	118.9	124.1	125.9	129.7	134.6
Japon	105.0	103.9	85.6	81.8	85.2	97.4	100.0	91.6	86.4	81.0	79.2	71.3	62.0	55.5
Luxembourg	111.4	115.8	112.4	108.9	105.5	100.9	100.0	105.8	106.9	113.3	113.8	118.7	122.5	127.5
Mexique	94.5	58.8	62.1	75.1	76.5	86.6	100.0	112.8	117.3	106.3	103.2	104.1	101.3	100.8
Norvège	80.7	85.6	85.8	90.8	93.8	98.7	100.0	102.8	114.1	109.4	105.9	111.8	115.0	122.1
Nouvelle-Zélande	108.8	114.5	124.7	130.1	118.1	113.2	100.0	102.0	111.9	129.8	144.4	152.5	142.2	156.7
Pays-Bas	107.3	110.5	107.0	104.1	108.0	107.3	100.0	101.9	106.4	115.7	117.0	115.1	114.0	116.6
Pologne	81.9	88.2	94.1	97.1	103.5	97.6	100.0	105.3	92.4	75.1	70.9	79.4	76.9	79.2
Portugal	100.1	101.7	98.0	96.3	99.3	101.8	100.0	100.1	101.9	103.5	105.1	106.8	107.7	105.6
République tchèque	88.8	88.4	96.6	98.7	109.5	101.3	100.0	112.5	126.3	130.4	127.2	129.3	130.4	129.2
République slovaque	92.5	97.7	97.0	100.7	96.9	90.5	100.0	95.5	100.4	104.9	107.9	101.6	98.8	98.8
Royaume-Uni	70.3	68.7	70.2	84.6	94.6	96.8	100.0	97.5	100.2	96.9	102.2	101.0	103.2	105.8
Suède	112.1	107.8	121.1	113.4	107.0	99.4	100.0	95.7	92.8	94.7	91.3	85.8	83.7	87.1
Suisse	97.3	105.9	102.0	96.1	99.1	100.5	100.0	106.0	112.9	114.8	114.1	115.1	115.3	114.1
Turquie	71.1	60.5	59.1	66.7	72.7	94.2	100.0	76.1	76.4	74.9	77.6	85.4	82.1	86.7
Zone euro	114.9	121.0	122.2	111.0	113.5	112.2	100.0	99.7	105.2	119.6	125.1	122.5	122.3	125.2

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/542243662651>

**Coûts unitaires relatifs de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière**

Année 1994 = 100



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536217650380>





## ÉNERGIE

### APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE PRIMAIRE

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE PAR HABITANT

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

CONTRIBUTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

### PRODUCTION ET PRIX DE L'ÉNERGIE

PRODUCTION D'ÉNERGIE

PRODUCTION DE PÉTROLE

PRIX DU PÉTROLE

## APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE PRIMAIRE

L'analyse des problèmes énergétiques nécessite une présentation exhaustive des données fondamentales de l'offre et de la demande de toute la gamme des combustibles sous une forme qui facilite les comparaisons de la contribution des différents combustibles à l'économie et de leur interdépendance à travers la transformation d'un combustible en une autre forme de combustible. Cette présentation est adaptée à l'étude des possibilités de substitution et d'économie d'énergie et aux prévisions énergétiques.

### Définition

Le tableau présente les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP). Les ATEP correspondent à la production plus les importations moins les exportations moins les soutes maritimes internationales plus ou moins les variations des stocks. La méthode adoptée par l'AIE pour établir les bilans énergétiques repose sur le pouvoir calorifique des produits énergétiques et sur une unité de compte commune. L'unité adoptée est la tonne d'équivalent pétrole (tep) définie comme étant égale à  $10^7$  kilocalories (41.868 gigajoules). Cette quantité d'énergie équivaut, à quelques points de pourcentage près, au pouvoir calorifique net d'une tonne de pétrole brut. Pour chaque combustible, la différence entre le pouvoir calorifique « net » et « brut » correspond à la chaleur latente de vaporisation de l'eau produite pendant la combustion. Pour le charbon et le pétrole, le pouvoir calorifique net représente 5 % de moins que le pouvoir calorifique brut et, pour la plupart des types

de gaz naturel ou manufacturé, la différence est de 9 à 10 %. Pour l'électricité, il n'y a pas de différence, la notion correspondante n'ayant alors aucune signification. Les bilans énergétiques de l'AIE sont établis à l'aide de la méthode du contenu énergétique physique pour calculer l'équivalent en énergie primaire.

Les prévisions de l'offre et de la demande fournies dans le tableau ont été obtenues pour le scénario de référence présenté dans *World Energy Outlook*, lequel repose sur l'hypothèse de la poursuite des politiques actuelles. *World Energy Outlook* propose aussi un scénario de stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre à 550 parties par millin d'équivalent  $\text{CO}_2$  (ce qui permettrait de limiter le réchauffement à 2 °C environ).

### Comparabilité

Bien que tout soit mis en œuvre pour garantir l'exactitude des données, leur qualité n'est pas homogène dans l'ensemble des pays et des régions du monde. Dans certains pays, les données proviennent de sources secondaires et l'AIE procède par estimation lorsqu'elles sont incomplètes ou indisponibles. En général, les données relatives à la production et aux échanges devraient être de meilleure qualité que celles relatives aux soutes maritimes internationales et aux variations des stocks. De plus, les statistiques sur les énergies renouvelables thermiques et les déchets sont moins précises que les statistiques classiques sur les échanges d'énergie dans la plupart des pays.

### Tendances à long terme

De 1971 à 2006, les approvisionnements totaux en énergie primaire du monde entier ont augmenté de 112 %, atteignant 11 740 Mtep (millions de tonnes d'équivalent pétrole), ce qui équivaut à un taux de croissance moyen de 2.2 % par an. À titre de comparaison, la population mondiale a s'est accrue de 1.6 % par an et le produit intérieur brut (PIB) de 3.4 % par an, en termes réels, au cours de ces 35 ans.

La croissance des approvisionnements énergétiques était relativement constante sur toute la période, hormis en 1974-75 et au début des années 80, à la suite des deux premiers chocs pétroliers, et au début des années 90, après l'effondrement de l'Union soviétique.

La part de la zone OCDE dans l'approvisionnement en énergie primaire a encore diminué en 2006. L'essor économique de l'Asie a contribué à une forte hausse de la contribution de ce continent (Chine comprise) à l'approvisionnement énergétique mondial, qui est passée de 13 % en 1971 à 27 % en 2006. Inversement, la part cumulée de l'ex-URSS et des pays européens non membres de l'OCDE a sensiblement diminué à la fin des années 80.

### Source

- AIE (2008), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *World Energy Outlook 2008*, AIE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- AIE (2008), *Energy Technology Perspectives: Scenarios and Strategies to 2050*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Energy Use in the New Millennium: Trends in IEA Countries*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Mind the Gap: Quantifying Principal-Agent Problems in Energy Efficiency*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Lessons learned from the Energy Policies of IEA Countries*, AIE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

#### Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, [www.iea.org](http://www.iea.org).



### Approvisionnement total en énergie primaire

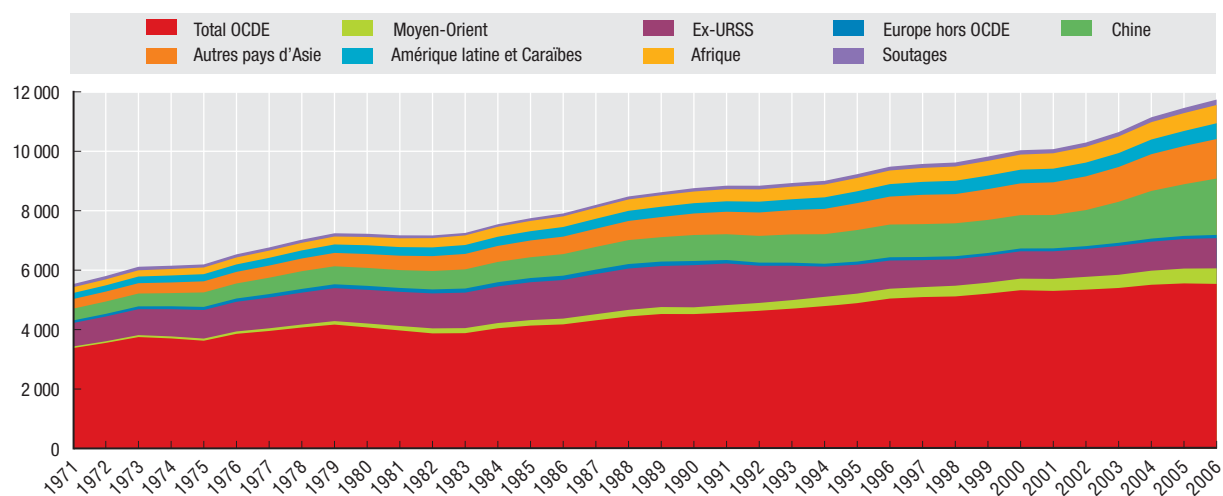
Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)

	1971	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2030
Allemagne	307.6	355.6	350.5	348.6	341.2	343.2	353.0	344.8	347.4	349.4	345.3	348.6	334.8	..
Australie	52.1	87.7	103.5	106.4	108.6	110.6	108.4	111.6	112.8	113.1	120.7	122.5	128.2	..
Autriche	18.9	25.1	28.7	29.2	29.1	29.0	30.7	31.3	32.8	33.0	34.0	34.2	33.2	..
Belgique	40.1	49.7	59.7	61.0	61.4	61.9	61.3	59.3	62.4	62.2	61.7	61.0	59.0	..
Canada	141.8	209.5	239.7	238.2	245.4	252.1	249.0	249.5	262.2	269.0	273.7	269.7	272.4	..
Corée	17.0	93.4	175.1	160.0	176.5	189.4	192.1	202.5	206.8	212.3	212.5	216.5	227.1	..
Danemark	19.2	17.9	21.0	20.7	19.9	19.4	19.9	19.6	20.8	20.2	19.7	20.9	20.4	..
Espagne	43.2	91.2	107.9	113.3	118.7	124.7	127.8	131.5	136.0	142.2	144.9	144.6	148.1	..
États-Unis	1 592.7	1 926.3	2 162.1	2 180.6	2 239.4	2 302.6	2 256.8	2 286.5	2 281.1	2 328.0	2 341.9	2 320.7	2 367.0	2 565.6
Finlande	18.2	28.7	32.6	32.9	32.8	32.5	33.2	34.9	37.0	37.2	34.4	37.4	37.2	..
France	160.1	227.6	247.2	255.3	255.4	258.2	266.2	266.8	271.4	275.4	276.2	272.7	268.3	..
Grèce	9.1	22.2	25.1	26.4	26.6	27.9	28.8	29.1	29.9	30.5	31.0	31.1	30.8	..
Hongrie	19.1	28.6	25.8	25.4	25.3	25.0	25.4	25.8	26.3	26.4	27.8	27.6	27.1	..
Irlande	7.0	10.3	12.5	13.2	13.6	14.2	15.2	15.4	14.9	15.0	15.2	15.5	15.5	..
Islande	1.0	2.2	2.5	2.7	3.1	3.2	3.4	3.4	3.4	3.5	3.6	4.3	4.4	..
Italie	106.6	148.1	163.1	167.7	170.0	173.3	173.7	173.9	181.2	183.3	185.7	184.2	186.8	..
Japon	268.8	443.9	517.5	508.6	515.9	526.6	518.2	518.6	514.2	530.8	528.4	527.6	522.5	519.4
Luxembourg	4.1	3.5	3.4	3.3	3.4	3.6	3.8	4.0	4.2	4.6	4.7	4.7	4.6	..
Mexique	43.5	123.0	140.2	146.5	149.7	150.2	152.1	155.4	159.8	165.2	176.6	177.4	184.1	..
Norvège	13.5	21.4	24.5	25.5	26.8	25.7	26.4	25.1	27.2	29.1	33.1	26.1	25.7	..
Nouvelle-Zélande	7.1	13.8	17.1	16.8	17.7	18.1	18.2	17.8	17.3	17.6	17.3	17.5	18.2	..
Pays-Bas	51.5	67.1	74.8	75.1	74.3	76.4	78.5	79.1	81.4	82.7	82.4	80.1	83.2	..
Pologne	86.3	99.9	102.4	95.8	93.2	89.4	90.0	89.1	91.4	91.7	92.7	97.7	98.6	..
Portugal	6.5	17.2	21.6	23.3	25.0	25.2	25.4	26.4	25.8	26.5	27.2	25.4	25.4	..
République tchèque	45.6	49.0	42.6	41.1	38.5	40.4	41.4	42.0	44.6	45.8	45.2	46.1	45.8	..
République slovaque	14.3	21.3	18.1	17.6	17.7	17.8	18.6	18.8	18.7	18.4	18.9	18.7	18.1	..
Royaume-Uni	211.1	212.3	227.4	230.4	231.6	233.9	234.5	228.6	232.9	233.2	234.5	231.1	226.9	..
Suède	36.2	47.6	50.8	51.8	50.8	48.3	51.2	52.3	51.1	53.2	52.2	51.3	50.0	..
Suisse	16.9	24.8	25.9	26.3	26.2	26.0	27.5	26.6	26.7	27.0	27.0	28.2	27.1	..
Turquie	19.6	52.9	70.9	72.2	70.9	76.9	70.9	75.1	78.7	81.8	85.5	94.0	100.2	..
Total UE27	..	1 655.9	1 709.1	1 721.2	1 709.6	1 724.2	1 762.4	1 757.0	1 797.8	1 817.7	1 821.1	1 822.5	..	1 903.3
Total OCDE	3 378.6	4 521.8	5 094.2	5 115.9	5 209.1	5 325.4	5 301.5	5 344.9	5 400.3	5 508.3	5 554.0	5 537.4	5 590.6	6 180.3
Afrique du Sud	45.3	91.2	107.5	109.0	109.2	111.3	109.2	105.3	118.1	129.3	127.6	129.8	..	..
Brésil	69.6	140.0	178.8	183.2	187.8	189.8	191.1	196.5	199.9	210.9	216.5	224.1	..	..
Chine	391.7	863.2	1 090.6	1 090.2	1 094.4	1 105.9	1 104.3	1 196.4	1 362.2	1 584.9	1 720.1	1 878.7	..	3 884.9
Fédération de Russie	..	878.9	595.7	581.9	603.6	614.6	621.9	618.5	640.4	642.3	656.4	676.2	..	859.4
Inde	157.0	319.9	416.1	425.2	451.0	459.8	466.4	478.9	491.3	519.4	538.1	565.8	..	1 279.6
Indonésie	36.2	102.8	143.4	132.8	148.0	151.4	158.5	161.6	164.3	172.0	176.0	179.1	..	..
Monde	5 532.6	8 758.8	9 573.7	9 622.0	9 821.7	10 035.2	10 071.1	10 294.3	10 645.0	11 143.6	11 457.5	11 740.0	..	17 013.6

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/542244378714>

### Approvisionnement total en énergie primaire

Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536274374376>



## APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Ce n'est pas une tâche facile de dégager la tendance générale de l'efficacité énergétique d'un pays, car de nombreux éléments sont à prendre en considération, notamment le changement climatique, la délocalisation de la production des industries à forte intensité énergétique, etc. Pour évaluer les progrès en matière d'intensité énergétique, il est courant d'observer l'évolution du ratio de la consommation d'énergie au PIB. En fait, certains experts déduisent de l'intensité énergétique les tendances de l'efficacité énergétique, mais cette méthode d'analyse présente de nombreuses limites.

### Définition

Le tableau montre les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) par milliers d'USD de PIB. Ce ratio est calculé en divisant les ATEP annuels de chaque pays par le PIB annuel de chaque pays exprimé aux prix constants de 2000 et converti USD en utilisant les parités de pouvoir d'achat (PPA) de l'année 2000.

Les ATEP correspondent à la production d'énergie primaire corrigée des variations nettes des échanges et des stocks. La production d'énergie secondaire (par exemple, les produits pétroliers et houillers ou l'électricité produite avec des combustibles fossiles) n'est pas prise en compte parce que l'« équivalent énergétique » des combustibles primaires utilisés pour les transformer en produits secondaires ou en énergie électrique a déjà été comptabilisé. Les ATEP sont exprimés en tonnes d'équivalent pétrole (l'explication détaillée de la méthode de calcul des ATEP figure dans les sources de l'AIE ci-après).

### Tendances à long terme

Depuis 1971, de nombreux pays de l'OCDE ont amélioré considérablement l'efficacité des principales utilisations finales de l'énergie, substitué l'électricité à d'autres formes d'énergie, apporté des changements à la production manufacturière et induit certaines modifications de comportement chez les consommateurs. En conséquence, les approvisionnements énergétiques par unité de PIB ont sensiblement diminué, en particulier entre 1979 et 1990.

Ce bilan est à imputer également à la hausse des prix des combustibles, au progrès technologique à long terme ainsi qu'aux programmes publics et aux réglementations en faveur de l'efficacité énergétique. La croissance globale du PIB par habitant, conjuguée à l'augmentation du niveau de vie et à la faible croissance démographique, est à l'origine de la progression régulière de la demande observée après 1985.

Le ratio des approvisionnements en énergie primaire au PIB (ATEP/PIB) a moins reculé que le ratio de la consommation d'énergie au PIB (CFT/PIB) en raison d'une consommation accrue d'électricité. En effet, les pertes lors de la production d'électricité ont dépassé les économies d'énergie réalisées par certaines utilisations finales, comme les appareils électroménagers.

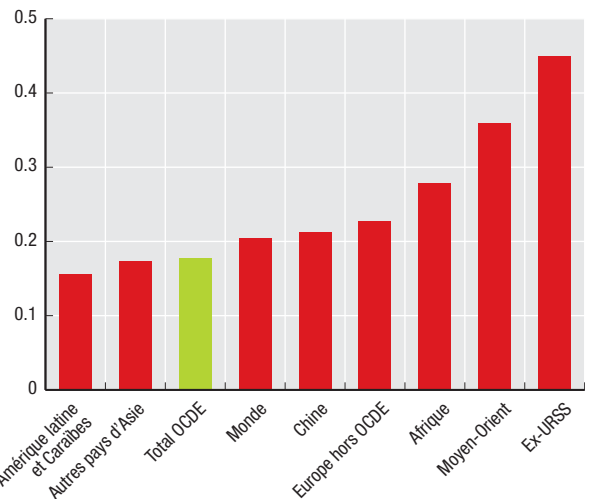
Le ratio de la consommation d'énergie au PIB varie considérablement d'un pays de l'OCDE à l'autre. Indépendamment des prix de l'énergie, les conditions climatiques hivernales sont déterminantes à cet égard, de même que les techniques de transformation des matières premières, les distances sur lesquelles il faut transporter les marchandises, la taille des logements, l'utilisation de modes de transport individuels plutôt que collectifs et d'autres facteurs liés aux modes de vie.

### Comparabilité

La plus grande prudence s'impose lorsque l'on compare les intensités énergétiques de différents pays ou à différentes périodes. En effet, certaines caractéristiques nationales, comme la densité de population, la superficie, les températures moyennes et la structure économique, ont une influence sur ce ratio. Une baisse du ratio ATEP/PIB peut être imputable, en partie, à une restructuration de l'économie opérée en délocalisant des industries à forte intensité énergétique, par exemple la sidérurgie, à l'extérieur du pays – c'est-à-dire en achetant des produits à forte intensité énergétique à l'étranger. De telles délocalisations peuvent en fait avoir des conséquences désastreuses sur l'environnement si les techniques utilisées par les producteurs étrangers ont un rendement énergétique faible.

### Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par millier de dollars des EU 2000 de PIB, calculé avec les PPA, 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536281500457>

### Source

- AIE (2008), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- AIE (2007), *Energy Use in the New Millennium: Trends in IEA Countries*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Mind the Gap: Quantifying Principal-Agent Problems in Energy Efficiency*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2008), *World Energy Outlook 2008*, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Lessons learned from the Energy Policies of IEA Countries*, AIE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

#### Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, [www.iea.org](http://www.iea.org).

### Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB

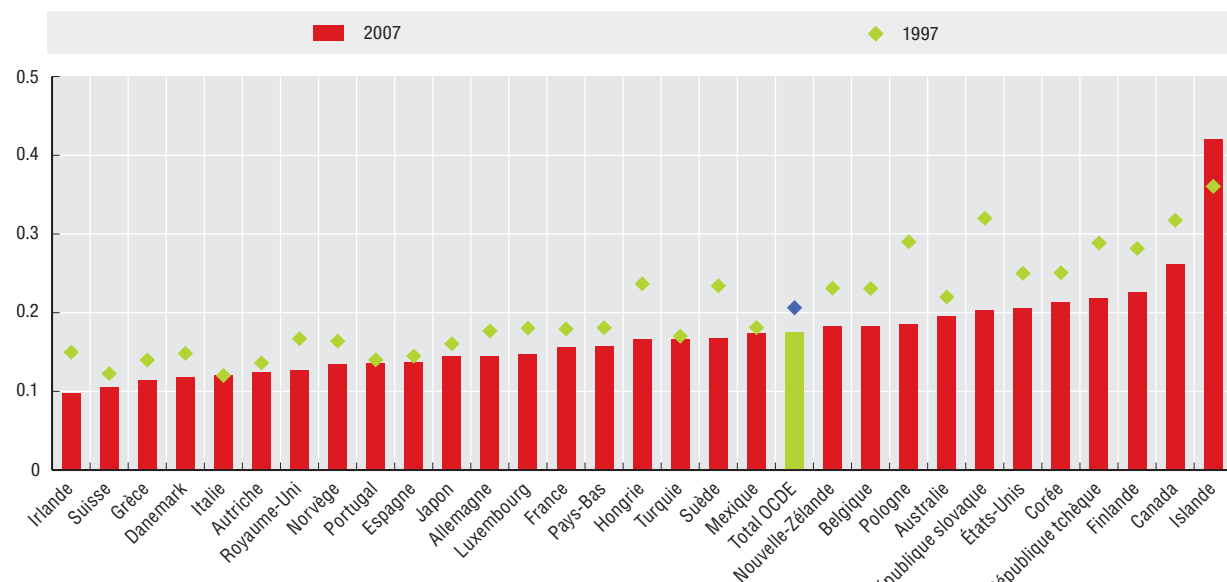
Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par millier de dollars des EU 2000 de PIB, calculé avec les PPA

	1971	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	0.29	0.21	0.18	0.18	0.17	0.17	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.15	0.14
Australie	0.24	0.24	0.22	0.22	0.21	0.21	0.21	0.20	0.20	0.19	0.19	0.20	0.19	0.19
Autriche	0.18	0.14	0.14	0.14	0.13	0.13	0.12	0.13	0.13	0.14	0.13	0.14	0.13	0.12
Belgique	0.29	0.22	0.24	0.23	0.23	0.23	0.22	0.22	0.21	0.21	0.21	0.20	0.19	0.18
Canada	0.41	0.32	0.33	0.32	0.30	0.30	0.29	0.28	0.27	0.28	0.28	0.28	0.27	0.26
Corée	0.17	0.22	0.24	0.25	0.25	0.25	0.25	0.24	0.24	0.23	0.23	0.22	0.21	0.21
Danemark	0.24	0.15	0.16	0.15	0.14	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.12	0.12	0.12
Espagne	0.12	0.14	0.14	0.14	0.15	0.15	0.15	0.14	0.14	0.14	0.15	0.14	0.14	0.14
États-Unis	0.41	0.27	0.26	0.25	0.24	0.24	0.24	0.23	0.23	0.22	0.22	0.21	0.21	0.21
Finlande	0.32	0.26	0.29	0.28	0.27	0.26	0.24	0.24	0.25	0.26	0.25	0.23	0.24	0.23
France	0.22	0.18	0.19	0.18	0.18	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.16	0.16
Grèce	0.09	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.13	0.13	0.13	0.12	0.12	0.11
Hongrie	0.28	0.25	0.25	0.24	0.22	0.21	0.20	0.19	0.19	0.19	0.18	0.18	0.17	0.17
Irlande	0.28	0.19	0.16	0.15	0.15	0.14	0.13	0.13	0.13	0.12	0.11	0.11	0.10	0.10
Islande	0.33	0.34	0.37	0.36	0.36	0.40	0.40	0.40	0.40	0.39	0.38	0.36	0.42	0.42
Italie	0.16	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12
Japon	0.20	0.15	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.15	0.15	0.14
Luxembourg	0.58	0.25	0.19	0.18	0.17	0.16	0.16	0.16	0.16	0.17	0.17	0.17	0.16	0.15
Mexique	0.15	0.19	0.19	0.18	0.18	0.18	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.18	0.17	0.17
Norvège	0.23	0.19	0.16	0.16	0.17	0.17	0.16	0.16	0.15	0.16	0.17	0.18	0.14	0.13
Nouvelle-Zélande	0.16	0.23	0.23	0.23	0.23	0.23	0.23	0.22	0.20	0.19	0.19	0.18	0.18	0.18
Pays-Bas	0.24	0.20	0.19	0.18	0.17	0.17	0.16	0.16	0.17	0.17	0.17	0.17	0.16	0.16
Pologne	0.41	0.36	0.31	0.29	0.26	0.24	0.22	0.22	0.21	0.21	0.20	0.20	0.20	0.19
Portugal	0.10	0.13	0.14	0.14	0.14	0.15	0.14	0.14	0.15	0.14	0.15	0.15	0.14	0.14
République tchèque	0.44	0.33	0.28	0.29	0.28	0.26	0.26	0.26	0.26	0.27	0.26	0.24	0.23	0.22
République slovaque	0.38	0.39	0.34	0.32	0.30	0.30	0.30	0.30	0.29	0.28	0.26	0.25	0.23	0.20
Royaume-Uni	0.27	0.18	0.18	0.17	0.16	0.16	0.16	0.15	0.15	0.14	0.14	0.14	0.13	0.13
Suède	0.27	0.24	0.25	0.23	0.23	0.22	0.20	0.21	0.21	0.20	0.20	0.19	0.18	0.17
Suisse	0.11	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.11	0.12	0.12	0.12	0.11	0.11	0.11	0.11
Turquie	0.15	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.16	0.16	0.16	0.17
Total UE27	..	0.19	0.18	0.18	0.17	0.17	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.15	..
Total OCDE	0.29	0.22	0.21	0.21	0.20	0.20	0.20	0.19	0.19	0.19	0.19	0.18	0.18	0.17
Afrique du Sud	0.22	0.28	0.30	0.30	0.30	0.29	0.29	0.28	0.26	0.28	0.29	0.27	0.26	..
Brésil	0.17	0.14	0.15	0.15	0.15	0.16	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	..
Chine	0.88	0.47	0.30	0.28	0.26	0.24	0.22	0.20	0.20	0.21	0.22	0.22	0.22	..
Fédération de Russie	..	0.58	0.68	0.64	0.66	0.65	0.60	0.58	0.55	0.53	0.49	0.48	0.46	..
Inde	0.26	0.23	0.21	0.20	0.20	0.20	0.19	0.18	0.18	0.17	0.17	0.16	0.15	..
Indonésie	0.34	0.26	0.22	0.22	0.23	0.26	0.25	0.26	0.25	0.24	0.24	0.23	0.22	..
Monde	0.32	0.26	0.24	0.24	0.23	0.23	0.22	0.22	0.22	0.21	0.21	0.21	0.20	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/542247616365>

### Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par millier de dollars des EU 2000 de PIB, calculé avec les PPA



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536277447613>

## APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE PAR HABITANT

Les approvisionnements totaux en énergie primaire par habitant sont un indicateur couramment utilisé, mais imparfait, de l'efficacité énergétique d'un pays. Par exemple, cet indicateur ne tient pas compte de façon appropriée, dans les comparaisons internationales, de l'impact du climat sur la consommation d'énergie (chauffage, climatisation), ni des dimensions d'un pays ni de sa densité de population. Les analystes énergétiques préfèrent généralement comparer les consommations d'énergie exprimées par unité de production ou par unité de PIB. Cet indicateur est toutefois présenté dans cet ouvrage car son usage est largement répandu.

### Définition

Le tableau donne les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) par habitant. Ce chiffre est exprimé en tonnes d'équivalent pétrole (tep) par personne. Les ATEP correspondent à la production d'énergie primaire corrigée des variations nettes des échanges et des stocks. La production d'énergie secondaire (par exemple les produits pétroliers et houillers ou l'électricité produite avec des combustibles fossiles) n'est pas prise en compte parce que l'« équivalent énergétique » des combustibles primaires utilisés pour les transformer en produits secondaires ou en énergie électrique a déjà été comptabilisé. Les ATEP sont

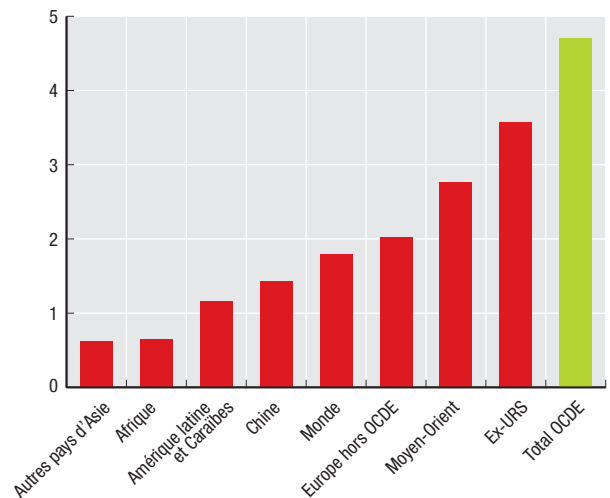
exprimés en tonnes d'équivalent pétrole (l'explication détaillée de la méthode de calcul des ATEP figure dans les sources de l'AIE ci-après). Les prévisions fournies dans le tableau sont celles obtenues avec le scénario de référence présenté dans *World Energy Outlook*.

### Comparabilité

La plus grande prudence s'impose lorsque l'on compare les approvisionnements énergétiques par habitant de différents pays ou à différentes périodes. En effet, certaines caractéristiques nationales, comme la densité de population, la superficie, les températures, la structure économique et les ressources énergétiques nationales ont une incidence sur ces valeurs.

### Approvisionnement total en énergie primaire par habitant

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par habitant, 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536306673482>

### Tendances à long terme

Le niveau des approvisionnements énergétiques par habitant varie fortement d'un pays de l'OCDE à l'autre. C'est dans les pays les moins densément peuplés qu'il est le plus élevé. En 2007, les approvisionnements énergétiques par habitant de l'Islande se chiffrèrent à 14.6 tep/habitant et ceux du Luxembourg à 9.6 tep/habitant. Le chiffre élevé obtenu en Islande s'explique par le climat, mais aussi par la disponibilité d'énergie géothermique bon marché – et non polluante. Dans le cas du Luxembourg, il tient en partie aux faibles taxes sur les ventes de produits pétroliers : de ce fait, les automobilistes et d'autres consommateurs des pays limitrophes – Belgique, France et Allemagne – se ravitaillent dans ce pays.

Les États-Unis et le Canada, eux aussi gros consommateurs d'énergie par habitant, affichaient des niveaux de 7.8 et 8.3 tep/habitant en 2007. À l'autre extrême, les pays qui enregistraient les plus faibles ATEP/habitant étaient la Turquie (1.4 tep/habitant) et le Mexique (1.7 tep/habitant).

Entre 1971 et 2007, les disparités de tendances entre pays de l'OCDE sont frappantes. Par rapport à 1971, les ATEP/habitant étaient, en 2007, neuf fois supérieurs en Corée et avaient plus que doublé en Grèce, en Islande, au Portugal, en Espagne et en Turquie. En revanche, ce chiffre avait diminué dans cinq pays de l'OCDE au cours de cette période : Luxembourg (-20 %), République tchèque (-4 %), Danemark (-3 %) et Pologne (-2 %) et Royaume-Uni (-1 %).

En règle générale, les ATEP/habitant des pays non membres de l'OCDE sont inférieurs à ceux des pays de l'OCDE. En 2005, le niveau de la Chine (1.4 tep/habitant) avait triplé par rapport à 1971. Ceux de l'Afrique du Sud (2.7 tep/habitant), du Brésil (1.2 tep/habitant) et de l'Inde (0.5 tep/habitant) avaient augmenté un peu plus lentement.

### Source

- AIE (2008), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *World Energy Outlook 2008*, AIE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- AIE (2008), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2009), *Lessons learned from the Energy Policies of IEA Countries*, AIE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

#### Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, [www.iea.org](http://www.iea.org).

### Approvisionnement total en énergie primaire par habitant

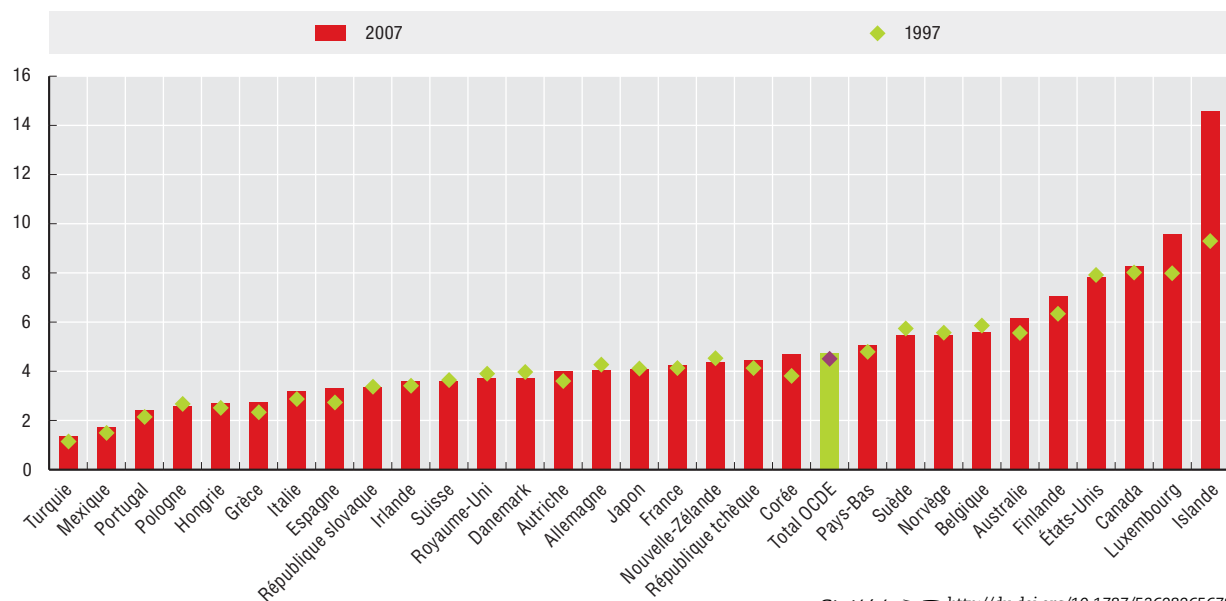
Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par habitant

	1971	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2030
Allemagne	3.93	4.48	4.27	4.25	4.16	4.18	4.29	4.18	4.21	4.23	4.19	4.23	4.06	..
Australie	3.95	5.11	5.56	5.65	5.71	5.74	5.55	5.65	5.65	5.60	5.90	5.90	6.15	..
Autriche	2.52	3.26	3.60	3.66	3.65	3.62	3.81	3.87	4.04	4.04	4.13	4.13	4.02	..
Belgique	4.15	4.99	5.86	5.98	6.01	6.04	5.97	5.74	6.01	5.97	5.89	5.79	5.60	..
Canada	6.46	7.56	8.02	7.90	8.07	8.21	8.03	7.95	8.28	8.41	8.47	8.27	8.29	..
Corée	0.52	2.18	3.81	3.46	3.79	4.03	4.06	4.25	4.32	4.42	4.42	4.48	4.68	..
Danemark	3.86	3.49	3.97	3.91	3.75	3.63	3.72	3.65	3.86	3.74	3.63	3.85	3.74	..
Espagne	1.26	2.34	2.73	2.85	2.97	3.10	3.14	3.18	3.24	3.33	3.34	3.28	3.32	..
États-Unis	7.67	7.70	7.92	7.90	8.02	8.15	7.91	7.93	7.83	7.92	7.89	7.74	7.82	6.98
Finlande	3.95	5.76	6.34	6.38	6.35	6.27	6.40	6.70	7.10	7.12	6.55	7.11	7.06	..
France	3.06	3.91	4.13	4.25	4.23	4.25	4.35	4.33	4.37	4.41	4.40	4.31	4.26	..
Grèce	1.02	2.15	2.33	2.44	2.45	2.56	2.63	2.65	2.71	2.76	2.79	2.79	2.76	..
Hongrie	1.84	2.76	2.51	2.47	2.47	2.45	2.49	2.54	2.60	2.61	2.76	2.74	2.70	..
Irlande	2.36	2.94	3.41	3.56	3.64	3.73	3.93	3.93	3.73	3.70	3.66	3.63	3.59	..
Islande	4.74	8.48	9.30	9.81	11.11	11.50	11.76	11.75	11.68	11.90	12.21	14.23	14.56	..
Italie	1.97	2.61	2.87	2.95	2.99	3.04	3.05	3.04	3.15	3.15	3.17	3.13	3.18	..
Japon	2.57	3.60	4.11	4.02	4.07	4.15	4.08	4.07	4.03	4.15	4.14	4.13	4.09	4.40
Luxembourg	11.99	9.28	7.99	7.68	7.96	8.28	8.56	8.95	9.31	10.09	10.14	9.96	9.56	..
Mexique	0.87	1.51	1.49	1.54	1.55	1.53	1.53	1.54	1.57	1.61	1.70	1.69	1.74	..
Norvège	3.47	5.05	5.57	5.75	6.00	5.72	5.85	5.53	5.95	6.34	7.15	5.60	5.49	..
Nouvelle-Zélande	2.49	4.09	4.53	4.41	4.61	4.69	4.69	4.50	4.31	4.33	4.22	4.23	4.36	..
Pays-Bas	3.91	4.49	4.79	4.78	4.70	4.80	4.89	4.90	5.02	5.08	5.05	4.90	5.06	..
Pologne	2.63	2.63	2.67	2.50	2.44	2.34	2.35	2.33	2.39	2.40	2.43	2.56	2.59	..
Portugal	0.75	1.73	2.14	2.30	2.46	2.47	2.47	2.55	2.47	2.53	2.57	2.40	2.42	..
République tchèque	4.64	4.73	4.13	3.99	3.74	3.93	4.05	4.12	4.37	4.48	4.42	4.49	4.46	..
République slovaque	3.13	4.02	3.37	3.26	3.28	3.29	3.46	3.49	3.47	3.42	3.50	3.46	3.35	..
Royaume-Uni	3.77	3.71	3.90	3.94	3.95	3.97	3.97	3.85	3.91	3.90	3.89	3.82	3.73	..
Suède	4.46	5.56	5.74	5.85	5.74	5.44	5.76	5.86	5.71	5.92	5.78	5.65	5.47	..
Suisse	2.67	3.65	3.64	3.68	3.66	3.61	3.77	3.62	3.61	3.62	3.60	3.73	3.59	..
Turquie	0.54	0.94	1.14	1.14	1.10	1.14	1.03	1.08	1.11	1.14	1.19	1.29	1.35	..
Total UE27	..	3.50	3.56	3.58	3.55	3.57	3.64	3.62	3.69	3.71	3.70	3.69	..	3.82
Total OCDE	3.83	4.33	4.61	4.60	4.65	4.71	4.66	4.66	4.67	4.74	4.75	4.70	4.72	4.75
Afrique du Sud	2.01	2.59	2.63	2.60	2.54	2.53	2.44	2.33	2.58	2.79	2.72	2.74	..	..
Brésil	0.71	0.94	1.07	1.08	1.09	1.09	1.08	1.10	1.10	1.14	1.16	1.18	..	..
Chine	0.47	0.76	0.89	0.88	0.87	0.88	0.87	0.93	1.06	1.22	1.32	1.43	..	2.67
Fédération de Russie	..	5.93	4.04	3.96	4.13	4.20	4.26	4.26	4.43	4.47	4.59	4.75	..	6.98
Inde	0.28	0.38	0.43	0.43	0.45	0.45	0.45	0.46	0.46	0.48	0.49	0.51	..	0.88
Indonésie	0.30	0.58	0.72	0.66	0.73	0.73	0.76	0.76	0.77	0.79	0.80	0.80	..	..
Monde	1.47	1.66	1.64	1.63	1.64	1.65	1.64	1.65	1.69	1.75	1.77	1.80	..	2.07

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/542261385450>

### Approvisionnement total en énergie primaire par habitant

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par habitant



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536282656786>

## PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

La quantité d'électricité produite par un pays et sa répartition par source d'énergie dépendent de ses ressources naturelles, de ses importations d'énergie, de sa politique en matière de sécurité des approvisionnements énergétiques, de sa population, de son taux d'électrification et du développement et de la croissance de son économie en général.

### Définition

Le tableau concerne la production d'électricité dans des centrales thermiques classiques, nucléaires, hydrauliques (à l'exclusion des stations de pompage) et solaires, des installations géothermiques ou brûlant de la biomasse, etc. Les centrales peuvent produire soit de l'électricité seule soit de l'électricité et de la chaleur (centrales de cogénération). Tant les centrales des producteurs dont la production est l'activité principale que celles des autoproducteurs sont prises en compte, lorsque les données sont disponibles. Les producteurs dont la production est l'activité principale produisent de l'électricité essentiellement pour la vente à des tiers. Les autoproducteurs produisent de l'électricité totalement ou partiellement pour leur propre compte accessoirement à leur activité principale. Les deux catégories de centrales peuvent appartenir à des intérêts privés ou publics. Les prévisions fournies dans le tableau sont celles qui ressortent du scénario de référence présenté dans *World Energy Outlook*.

### Comparabilité

Certains pays, membres et non membres de l'OCDE, éprouvent des difficultés à indiquer la production d'électricité des autoproducteurs. Il est par ailleurs difficile d'obtenir des informations sur l'électricité produite avec des énergies renouvelables thermiques et des déchets dans certains pays

### Tendances à long terme

La production mondiale d'électricité a progressé à un rythme annuel moyen de 3.7 % entre 1971 et 2006, à comparer à une croissance de 2.2 % de l'offre totale d'énergie primaire. Cette augmentation s'explique en grande partie par la multiplication des appareils électriques, le développement du chauffage électrique dans plusieurs pays développés et les programmes d'électrification rurale dans les pays en développement.

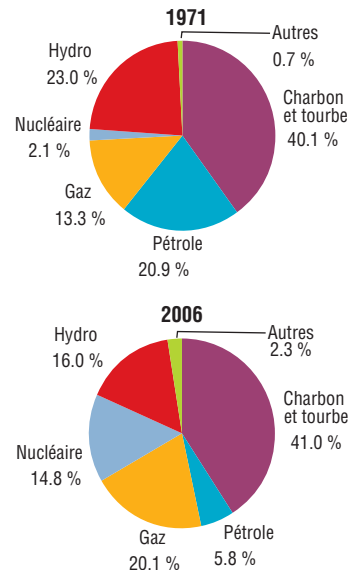
La part de la production d'électricité à partir de combustibles fossiles a progressivement diminué, passant d'un peu moins de 75 % en 1971 à 67 % en 2006. Cette baisse est due à un recul progressif du fioul, qui est tombé de 20.9 % à 5.8 %.

La part du fioul dans la production d'électricité a diminué en particulier sous l'effet d'une augmentation spectaculaire de la production électronucléaire, qui est passée de 2.1 % en 1971 à 14.8 % en 2006. La part du charbon est restée stable, à 40 %, tandis que celle du gaz naturel a progressé de 13.3 % à 20.1 %. La production hydroélectrique est tombée de 23.0 % à 16.0 %. Grâce à six grands programmes de développement de l'énergie éolienne et solaire de plusieurs pays de l'OCDE, la part des énergies nouvelles et renouvelables, comme l'énergie solaire, éolienne et géothermique et l'utilisation de la biomasse et des déchets, s'est accrue. Cependant, ces formes d'énergie restent limitées : elles ne représentaient en 2006 que 2.3 % de la production totale d'électricité.

non membres de l'OCDE. Par exemple, très peu d'informations sont données sur l'électricité produite à partir de la biomasse constituée par les déchets de raffinage du sucre.

### Production d'électricité mondiale par type d'énergie

En pourcentage de la production d'électricité mondiale



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536357457783>

### Source

- AIE (2008), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *World Energy Outlook 2008*, AIE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- AIE, AEN (2005), *Coûts prévisionnels de production de l'électricité*, OCDE, Paris.
- AIE (2005), *Saving Electricity in a Hurry: Dealing with Temporary Shortfalls on Electricity Suppliers*, AIE, Paris.
- AIE (2006), *China's Power Sector Reforms*, AIE, Paris.
- AIE (2006), *Energy Efficiency Policy Profiles Light's labour's lost: Policies for Energy-Efficient Lighting*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Fossil Fuel-Fired Power Generation: Case studies of recently constructed coal- and gas-fired power plants*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Tackling Investment Challenges in Power Generation in IEA Countries*, AIE, Paris.

#### Publications statistiques

- AIE (2008), *Electricity Information 2008*, AIE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

#### Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, [www.iea.org](http://www.iea.org).





## Production d'électricité

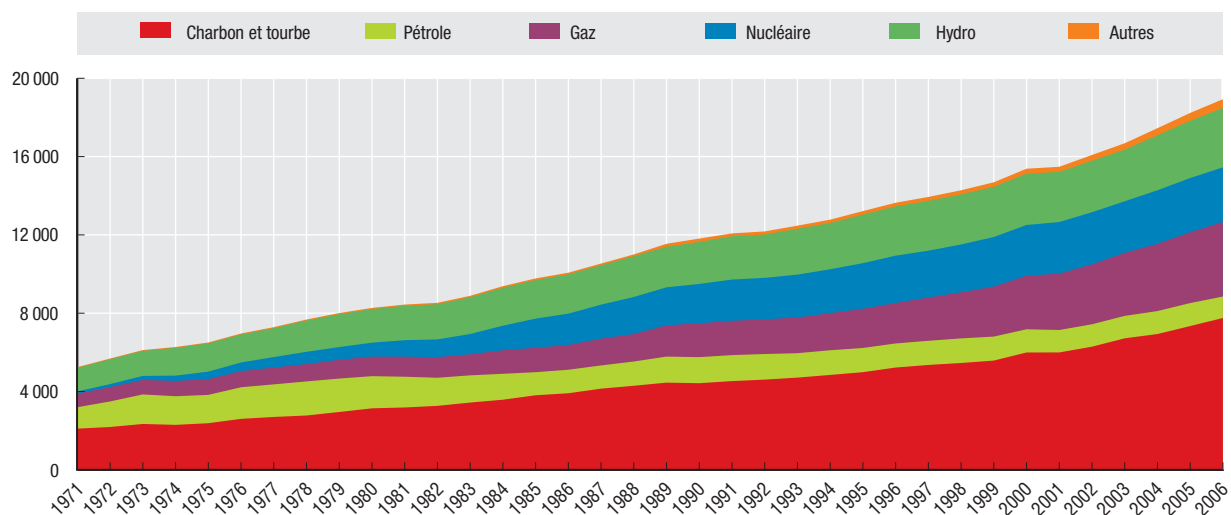
Terawatts heure (TWh)

	1971	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2030
Allemagne	327.2	547.7	548.0	552.4	552.5	572.3	581.9	582.0	601.5	608.5	613.4	629.4	629.3	..
Australie	53.0	154.3	182.8	195.6	203.0	207.4	216.5	226.2	227.9	234.3	245.1	251.3	258.9	..
Autriche	28.2	49.3	55.7	55.9	59.7	59.9	60.7	60.3	57.7	61.6	63.0	60.7	61.2	..
Belgique	33.2	70.3	77.9	82.1	83.4	82.8	78.6	80.9	83.6	84.4	85.7	84.3	87.9	..
Canada	221.8	481.9	573.5	561.5	578.8	605.5	589.6	601.0	589.4	599.7	625.9	612.5	630.9	..
Corée	10.5	105.4	222.1	216.1	235.6	288.5	309.1	329.8	343.2	366.6	387.9	402.3	437.4	..
Danemark	18.6	26.0	44.3	41.1	38.9	36.0	37.7	39.3	46.2	40.4	36.4	45.7	39.2	..
Espagne	61.6	151.2	189.2	193.4	205.9	222.2	233.2	241.6	257.9	277.2	288.9	299.1	303.3	..
États-Unis	1 703.4	3 202.8	3 672.2	3 804.5	3 873.5	4 025.7	3 838.6	4 026.1	4 054.4	4 147.7	4 268.4	4 274.3	4 372.2	5 332.3
Finlande	21.7	54.4	69.2	70.2	69.5	70.0	74.5	74.9	84.2	85.8	70.6	82.3	81.2	..
France	155.8	417.2	501.1	507.3	521.3	536.1	545.7	553.9	561.8	569.1	571.5	569.2	564.4	..
Grèce	11.6	34.8	43.3	46.2	49.4	53.4	53.1	53.9	57.9	58.8	59.4	60.2	62.9	..
Hongrie	15.0	28.4	35.4	37.2	37.8	35.2	36.4	36.2	34.1	33.7	35.8	35.9	39.9	..
Irlande	6.3	14.2	19.7	20.9	21.8	23.7	24.6	24.8	24.9	25.2	25.6	27.7	27.4	..
Islande	1.6	4.5	5.6	6.3	7.2	7.7	8.0	8.4	8.5	8.6	8.7	9.9	12.0	..
Italie	123.9	213.1	246.5	253.7	259.3	269.9	271.9	277.5	286.3	295.8	296.8	307.7	308.8	..
Japon	382.9	835.5	1 004.3	1 010.0	1 027.9	1 048.6	1 029.8	1 048.4	1 037.5	1 067.2	1 088.4	1 090.5	1 144.2	1 271.4
Luxembourg	1.3	0.6	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	2.8	2.8	3.4	3.4	3.5	3.2	..
Mexique	31.0	124.1	180.9	181.2	189.9	203.6	209.1	214.6	217.8	224.1	242.0	249.6	257.2	..
Norvège	63.5	121.6	110.7	116.1	122.3	139.6	119.2	130.3	106.8	110.2	137.2	121.3	136.6	..
Nouvelle-Zélande	15.5	32.3	35.9	36.3	38.2	39.2	39.4	41.1	41.2	42.9	43.1	43.5	43.9	..
Pays-Bas	44.9	71.9	86.6	91.2	86.9	89.7	93.8	96.1	96.8	100.8	100.2	98.4	103.4	..
Pologne	69.5	134.4	140.9	140.8	140.0	143.2	143.7	142.5	150.0	152.6	155.4	160.8	158.7	..
Portugal	7.9	28.4	34.1	38.9	42.9	43.4	46.2	45.7	46.5	44.8	46.2	48.6	47.1	..
République tchèque	36.4	62.3	64.2	64.6	64.2	72.9	74.2	76.0	82.8	83.8	81.9	83.7	87.8	..
République slovaque	10.9	25.5	25.1	25.7	28.1	30.8	31.9	32.2	31.0	30.5	31.4	31.3	27.5	..
Royaume-Uni	255.8	317.8	349.2	361.1	365.3	374.4	382.4	384.6	395.5	391.2	395.5	394.5	393.6	..
Suède	66.5	146.0	149.2	158.8	154.8	145.2	161.6	146.7	135.4	151.7	158.4	143.3	148.7	..
Suisse	31.2	55.0	62.0	62.3	68.7	66.1	71.1	65.5	65.4	63.9	57.8	62.1	66.5	..
Turquie	9.8	57.5	103.3	111.0	116.4	124.9	122.7	129.4	140.6	150.7	162.0	176.3	191.2	..
Total UE27	..	2 567.3	2 825.4	2 886.6	2 914.2	2 996.8	3 077.1	3 099.1	3 187.4	3 252.6	3 273.9	3 323.1	..	4 157.6
Total OCDE	3 820.7	7 568.4	8 833.2	9 042.8	9 243.4	9 618.4	9 485.8	9 772.7	9 869.5	10 115.0	10 385.7	10 459.8	10 726.3	13 418.0
Afrique du Sud	54.6	165.4	207.7	203.0	200.4	207.8	208.2	215.7	232.3	242.5	242.9	251.9	..	..
Brésil	51.6	222.8	308.1	321.9	334.8	349.2	327.9	345.7	364.9	387.5	402.9	419.3	..	..
Chine	138.4	621.2	1 134.7	1 166.6	1 239.8	1 356.2	1 472.4	1 641.4	1 908.5	2 201.0	2 499.6	2 864.2	..	8 241.4
Fédération de Russie	..	1 082.2	833.2	826.2	845.3	876.5	889.3	889.3	914.3	929.9	951.2	993.9	..	1 445.5
Inde	66.4	289.4	465.8	496.9	537.4	562.2	581.0	598.4	635.2	667.6	699.2	744.1	..	2 645.1
Indonésie	2.4	33.3	76.5	77.3	84.3	92.6	101.6	108.2	112.9	120.2	127.4	133.1	..	..
Monde	5 245.7	11 810.9	13 937.5	14 279.0	14 685.4	15 380.3	15 478.2	16 083.3	16 681.3	17 449.9	18 229.3	18 930.4	..	33 264.6

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/542273577711>

## Production d'électricité mondiale par type d'énergie

Terawatts heure (TWh)

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536312870056>

## ÉNERGIE NUCLÉAIRE

En 2007, l'énergie nucléaire a assuré 21 % de la production totale d'électricité de la zone OCDE, avec toutefois des variations importantes suivant les pays. Au total, 17 sur les 30 pays membres de l'OCDE exploitent aujourd'hui cette énergie, dont huit pour produire un tiers, voire plus, de leur électricité. Pris ensemble, les pays de l'OCDE représentent aux alentours de 85 % de l'énergie nucléaire mondiale. Quatorze économies non membres de l'OCDE se partagent le reste de la production.

### Définition

Le tableau présente la production électronucléaire nette en térawattheures (TWh) de chaque pays membre de l'OCDE. Sont indiqués les pourcentages de la production nette totale d'électricité qui reviennent au nucléaire, pour chaque pays et

pour l'ensemble de l'OCDE. Ces chiffres sont reportés sur le graphique.

Le nombre de centrales nucléaires en service ou en construction à la date du 31 octobre 2008 est également donné.

### Comparabilité

Certaines statistiques sur la production sont provisoires et donc susceptibles d'être modifiées. Les données sur le Japon se rapportent à l'année budgétaire. Le nombre de centrales connectées au réseau inclut deux tranches au Canada et une au Japon qui sont en arrêt prolongé.

### Tendances à long terme

Après une forte croissance dans les années 70 et 80, l'énergie nucléaire a connu une période de stagnation. Au cours des 20 dernières années, les commandes de centrales nucléaires se comptent sur les doigts de la main, et les seuls pays membres de l'OCDE à avoir mis en service des centrales nucléaires depuis 2000 sont la Corée, le Japon et la République tchèque.

On a assisté, toutefois, ces dernières années à la prise de conscience des possibilités d'exploiter l'énergie nucléaire pour réduire les gaz à effet de serre mais aussi pour diversifier les sources d'énergie et renforcer la sécurité d'approvisionnement. D'où un regain d'intérêt pour la construction de centrales dans plusieurs pays. La puissance nucléaire installée devrait donc croître plus vigoureusement au cours des 10 à 20 années qui viennent et au-delà. Cette croissance s'observera surtout dans les pays non membres de l'OCDE – notamment la Chine, l'Inde et la Russie qui ont mis en chantier plusieurs tranches – bien que certains pays membres de l'OCDE, à savoir la Corée, les États-Unis et le Japon, prévoient également d'augmenter substantiellement leur puissance nucléaire installée. D'autres pays encore envisagent de construire quelques centrales nucléaires.

Des prévisions récentes indiquent que la puissance nucléaire installée dans le monde pourrait passer de 372 GWe (gigawatts électriques) en 2007 (dont 310 GWe dans les pays de l'OCDE) à près de 470 GWe en 2020. Dans ce scénario, la puissance installée pourrait atteindre 600 GWe d'ici 2030 et 1 400 GWe en 2050, portant la contribution du nucléaire à la production mondiale d'électricité de 16 % aujourd'hui à près de 22 % en 2050. Toutefois, le scénario pessimiste de l'AEN prévoit une puissance installée avoisinant 400 GWe seulement en 2030 et 580 GWe en 2050. Ce scénario tient compte des incertitudes qui subsistent concernant les possibilités de construire et d'exploiter avec succès la prochaine génération de centrales nucléaires, l'acceptation publique et politique de l'énergie nucléaire et le niveau de développement des autres sources d'énergie peu productrices de carbone.

### Source

- Données pour les pays non membres fournies par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).
- AEN (2008), *Données sur l'énergie nucléaire* : Édition 2008, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- AEN (2008), *Perspectives de l'énergie nucléaire 2008*, OCDE, Paris.
- AIE (2008), *World Energy Outlook 2008*, AIE, Paris.
- AEN et AIEA (2008), *Uranium 2007: Ressources, production et demande*, OCDE, Paris.
- AEN (2007), *Ressources, production et demande de l'uranium : Un bilan de quarante ans : Rétrospective du Livre rouge*, OCDE, Paris.
- AEN (2007), *Innovation dans la technologie nucléaire*, OCDE, Paris.

#### Sites Internet


- Agence pour l'énergie nucléaire, [www.nea.fr](http://www.nea.fr).

## Production d'énergie nucléaire et centrales nucléaires

Année 2007

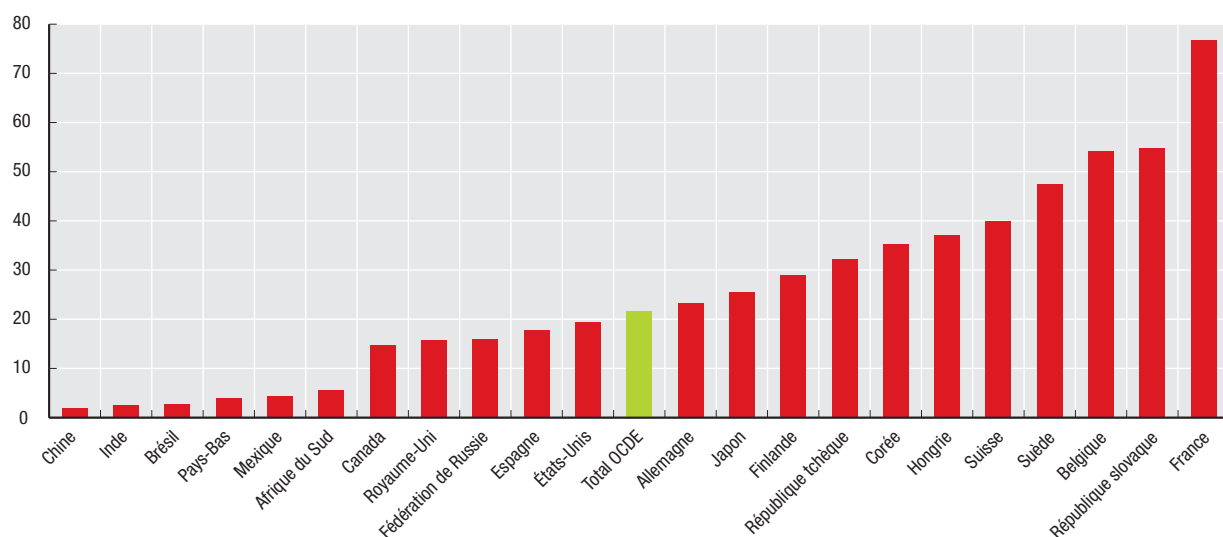
Nombre, au 31 octobre 2008

	Terawatts heure net	En pourcentage de la production totale d'électricité	Centrales connectées au réseau	Centrales en construction
Allemagne	133.2	23.2	17	–
Australie	–	–	–	–
Autriche	–	–	–	–
Belgique	45.9	54.1	7	–
Canada	88.6	14.7	20	–
Corée	136.3	35.2	20	6
Danemark	–	–	–	–
Espagne	53.4	17.8	8	–
États-Unis	806.0	19.4	104	1
Finlande	22.5	29.0	4	1
France	418.6	76.8	59	1
Grèce	–	–	–	–
Hongrie	13.8	37.2	4	–
Irlande	–	–	–	–
Islande	–	–	–	–
Italie	–	–	–	–
Japon	251.6	25.6	56	2
Luxembourg	–	–	–	–
Mexique	10.4	4.4	2	–
Norvège	–	–	–	–
Nouvelle-Zélande	–	–	–	–
Pays-Bas	4.0	4.0	1	–
Pologne	–	–	–	–
Portugal	–	–	–	–
République slovaque	14.1	54.9	5	2
République tchèque	26.2	32.2	6	–
Royaume-Uni	57.3	15.7	19	–
Suède	64.3	47.4	10	–
Suisse	26.3	39.9	5	–
Turquie	–	–	–	–
Total UE27	888.6	28.2	146	6
Total OCDE	2 172.5	21.6	347	13
Afrique du Sud	12.6	5.5	2	–
Brésil	12.4	2.8	2	–
Chine	62.6	1.9	11	6
Fédération de Russie	147.8	16.0	31	8
Inde	15.9	2.5	17	6
Indonésie	–	–	–	–

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/542451087418>

## Production d'électricité nucléaire

En pourcentage de la production totale d'électricité, 2007

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536366223458>

## CONTRIBUTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les gouvernements sont de plus en plus nombreux à accorder une place de choix à la promotion du développement durable et à la lutte contre le changement climatique dans leurs politiques énergétiques. Avec la croissance de la consommation d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre sont grimpées en flèche et leur concentration dans l'atmosphère s'est accrue. Pour réduire ces émissions, une solution consiste à remplacer les combustibles fossiles par des énergies renouvelables.

### Définition

Le tableau indique la part des énergies renouvelables dans les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) des pays de l'OCDE. Les énergies renouvelables comprennent l'équivalent en énergie primaire de l'électricité produite par l'hydraulique (hors stations de pompage), la géothermie, le solaire, l'éolien, l'énergie marémotrice et l'énergie de la houle. Elles recouvrent aussi la biomasse solide, la bio-essence, le biodiesel et les autres biocarburants liquides, le biogaz, les déchets industriels et les déchets urbains. La biomasse, est par définition, toute matière végétale utilisée directement comme combustible ou transformée en combustibles (charbon de bois, par exemple) ou en électricité et/ou chaleur. Elle inclut le bois, les déchets végétaux (dont les déchets de bois et les cultures énergétiques), l'éthanol, les matières/déchets d'origine animale et les lessives sulfiteuses. Les déchets urbains

comprennent les déchets des secteurs résidentiel et tertiaire et des services publics collectés par les autorités municipales pour élimination dans une installation centralisée et pour la production de chaleur et/ou d'électricité. Les prévisions fournies dans le tableau sont celles qui ressortent du scénario de référence présenté dans *World Energy Outlook*.

### Comparabilité

Les données sur la biomasse et les déchets reposent souvent sur des enquêtes de portée limitée ou sur d'autres informations incomplètes. Elles ne donnent donc qu'une impression approximative des tendances et ne sont pas véritablement comparables d'un pays à l'autre. Parfois, des catégories entières de combustibles végétaux sont omises par manque d'information.

### Tendances à long terme

Dans les pays de l'OCDE, les approvisionnements totaux en énergies renouvelables ont augmenté au rythme de 2.3 % par an entre 1971 et 2007 contre 1.4 % dans le cas des approvisionnements totaux en énergie primaire. La croissance annuelle de l'hydraulique (1.0 %) est inférieure à celle d'autres énergies renouvelables comme la géothermie (5.8 %) et les énergies renouvelables thermiques et les déchets (2.8 %). Comme leur niveau était très bas en 1971, le solaire et l'éolien sont les énergies renouvelables qui ont enregistré la plus forte croissance dans les pays de l'OCDE, surtout lorsque les gouvernements ont mené une politique en faveur de leur développement.

Pour l'ensemble de la zone OCDE, la contribution des énergies renouvelables aux approvisionnements énergétiques est passée de 4.8 % en 1971 à 6.7 % en 2007. Toutefois, les disparités entre pays sont considérables. En haut de la fourchette, la part des énergies renouvelables atteignait 76 % en Islande et 50 % en Norvège. À l'autre extrême, elle ne dépassait pas 3 % de l'offre en Irlande, au Japon, en Corée, au Luxembourg et au Royaume-Uni.

En général, la part des énergies renouvelables dans les approvisionnements énergétiques des pays non membres de l'OCDE est supérieure à celle des pays de l'OCDE. En 2006, les énergies renouvelables représentaient 43 % de l'approvisionnement au Brésil, 33 % en Indonésie, 30 % en Inde, 14 % en Chine, 11 % en Afrique du Sud et 3 % en Fédération de Russie.

### Source

- AIE (2008), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *World Energy Outlook 2008*, AIE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- AIE (2008), *Energy Technology Perspectives: Scenarios and Strategies to 2050*, AIE, Paris.
- AIE (2006), *Renewable Energy RD D Priorities: Insights from IEA Technology Programme*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Renewables for Heating and Cooling*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Deploying Renewables: Principles for Effective Policies*, AIE, Paris.
- OCDE (2009), *Politiques de soutien des biocarburants : Une Évaluation économique*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- AIE (2008), *Renewables Information 2008*, AIE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

#### Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, [www.iea.org](http://www.iea.org).

**Contribution des renouvelables à l’approvisionnement en énergie**

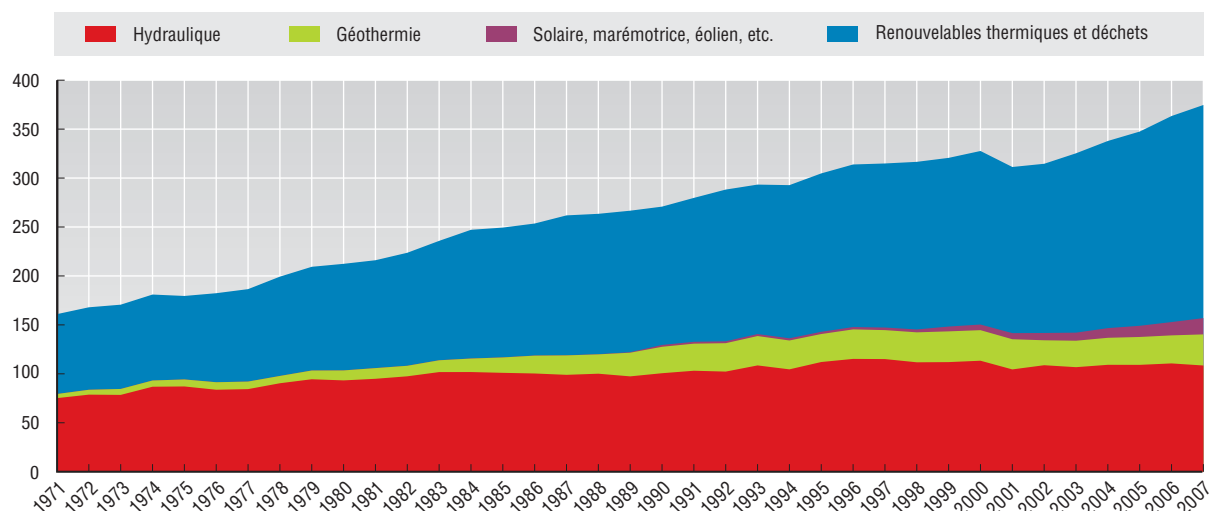
En pourcentage de l’approvisionnement total de l’énergie primaire

	1971	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2030
Allemagne	1.2	1.8	2.5	2.8	2.8	3.1	3.4	3.8	4.1	4.8	5.1	6.1	7.2	..
Australie	8.7	6.0	6.4	6.0	6.0	5.9	6.1	6.2	5.9	5.9	5.5	5.3	6.0	..
Autriche	10.9	20.7	21.5	21.2	23.5	23.5	22.6	22.4	19.8	21.2	21.2	22.7	23.2	..
Belgique	-	2.6	4.3	4.4	4.6	4.8	5.0	4.8	5.0	5.2	5.5	6.0	6.3	..
Canada	15.2	16.1	16.8	16.4	16.8	16.8	15.9	16.8	15.6	15.5	15.9	16.1	16.5	..
Corée	0.6	1.4	0.7	0.9	0.8	0.9	1.0	0.9	1.1	1.1	1.2	1.3	1.4	..
Danemark	1.7	6.6	8.4	8.8	9.7	11.0	11.5	12.5	13.4	15.1	16.6	15.6	16.8	..
Espagne	6.4	6.9	6.4	6.2	5.3	5.7	6.5	5.4	6.9	6.3	5.9	6.5	7.2	..
États-Unis	3.7	5.2	5.2	5.1	4.9	4.8	4.3	4.3	4.6	4.6	4.7	5.0	5.0	11.0
Finlande	27.2	19.1	21.2	22.5	22.5	24.5	23.0	22.7	21.7	23.3	23.4	23.1	23.2	..
France	8.5	7.2	7.1	7.0	7.3	7.0	6.9	6.3	6.4	6.3	6.1	6.3	6.9	..
Grèce	7.4	4.9	5.5	5.2	5.6	5.3	4.7	4.9	5.2	5.2	5.4	5.8	5.2	..
Hongrie	2.9	1.7	2.0	1.9	1.9	2.1	2.0	3.5	3.5	3.7	4.4	4.7	5.1	..
Irlande	0.6	1.6	1.4	1.7	1.6	1.6	1.5	1.7	1.5	1.9	2.4	2.7	2.9	..
Islande	42.9	64.8	66.7	67.3	71.1	71.5	73.1	72.6	72.8	71.9	72.9	75.3	75.5	..
Italie	5.5	4.5	5.4	5.5	6.0	6.0	6.2	5.9	6.2	7.0	6.6	7.2	7.2	..
Japon	2.7	3.5	3.4	3.4	3.3	3.3	3.2	3.2	3.5	3.4	3.2	3.4	3.1	6.7
Luxembourg	-	0.8	1.5	1.5	1.4	1.4	1.6	1.3	1.4	1.5	1.7	1.7	2.6	..
Mexique	16.6	11.2	10.7	10.4	10.5	10.6	10.1	9.5	9.5	9.7	9.7	9.4	9.3	..
Norvège	40.2	53.5	43.6	44.1	44.7	51.8	44.3	50.1	38.5	36.7	39.4	44.7	50.4	..
Nouvelle-Zélande	31.0	34.7	28.6	30.9	31.1	31.5	29.5	28.6	28.3	30.1	30.4	30.0	31.0	..
Pays-Bas	-	1.4	2.1	2.2	2.3	2.4	2.5	2.7	2.6	2.9	3.5	3.7	3.6	..
Pologne	1.6	2.4	4.3	4.6	4.5	4.7	5.0	5.2	5.1	5.2	5.3	5.7	5.4	..
Portugal	18.9	19.0	17.4	16.0	13.5	15.2	16.1	13.8	16.8	14.7	13.3	17.1	18.0	..
République tchèque	0.2	0.2	1.7	1.7	2.4	2.0	2.1	2.5	3.7	4.1	4.3	4.5	4.9	..
République slovaque	2.4	1.5	3.9	4.0	4.4	4.6	4.4	4.2	3.6	4.2	4.6	4.7	5.4	..
Royaume-Uni	0.1	0.5	0.9	1.0	1.0	1.0	1.2	1.4	1.5	1.7	1.9	2.0	2.3	..
Suède	20.4	24.7	27.1	27.6	26.9	31.2	28.4	25.8	25.0	25.5	29.3	29.0	30.0	..
Suisse	15.0	14.3	16.2	16.1	18.1	17.5	18.2	16.8	17.2	17.6	17.7	17.2	19.9	..
Turquie	31.0	18.2	15.8	15.9	15.1	13.2	13.2	13.4	12.8	13.2	11.9	11.0	9.6	..
Total UE27	..	4.5	5.7	5.8	5.9	6.1	6.2	6.1	6.3	6.7	6.8	7.3	..	16.1
Total OCDE	4.8	6.0	6.2	6.2	6.2	6.2	5.9	5.9	6.0	6.1	6.3	6.6	6.7	12.6
Afrique du Sud	10.4	11.5	11.2	11.2	11.3	11.4	11.9	12.6	11.3	10.3	10.8	10.8	..	..
Brésil	56.4	46.7	40.7	40.1	39.9	38.9	37.4	39.2	41.8	42.1	42.7	43.0	..	..
Chine	40.0	24.5	20.6	20.9	21.1	21.2	21.8	20.4	18.1	16.0	15.2	14.2	..	9.4
Fédération de Russie	..	3.0	3.4	3.3	3.5	3.4	3.5	3.4	3.1	3.5	3.4	3.4	..	5.0
Inde	62.5	43.6	35.9	35.6	34.1	33.8	33.8	33.1	32.8	31.6	31.1	30.1	..	17.2
Indonésie	75.9	45.3	36.6	35.1	36.4	36.3	35.8	35.3	34.9	33.5	32.8	32.9	..	..
Monde	13.2	12.8	13.2	13.2	13.3	13.2	13.2	13.1	13.0	12.8	12.8	12.9	..	14.3

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/54251717367>

**Approvisionnement en énergies renouvelables dans les pays de l’OCDE**

Millions de tonnes d’équivalent pétrole (Mtep)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536367415815>



## PRODUCTION D'ÉNERGIE

La production d'énergie est fonction des ressources naturelles nationales et des incitations économiques offertes pour les exploiter. Les pays tiennent également compte de la sécurité énergétique et de la protection de l'environnement lorsqu'ils fixent les quantités et les formes d'énergie à produire.

### Définition

La production désigne les quantités de combustibles extraites du sous-sol, après élimination des matières inertes ou des impuretés qu'elles contenaient (par exemple le soufre dans le gaz naturel). Pour les énergies non fossiles, notamment l'énergie nucléaire, l'hydraulique et le solaire, l'équivalent énergétique primaire est calculé en appliquant la méthode du contenu énergétique.

### Comparabilité

En règle générale, les données sur la production d'énergie sont de grande qualité. Dans certains cas, les informations proviennent de sources secondaires ou sont des estimations de l'AIE.

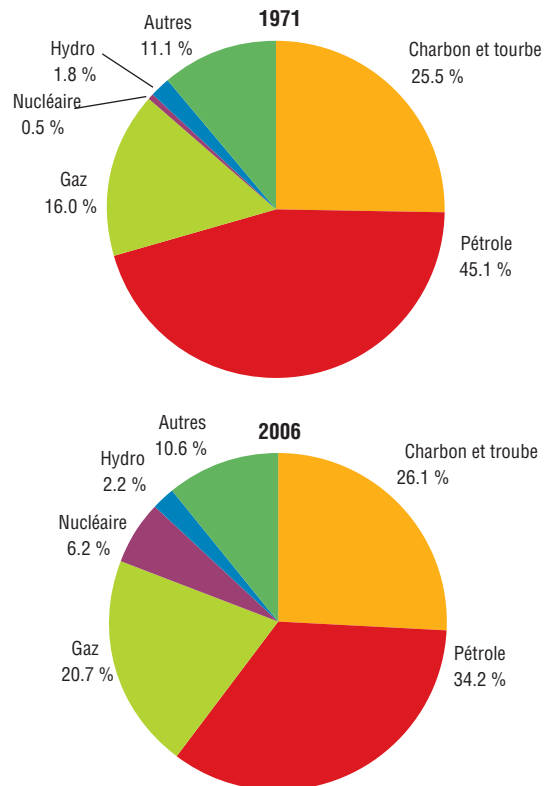
### Tendances à long terme

La production mondiale d'énergie a augmenté de 2.1 % par an entre 1971 et 2006, année où elle a atteint 11 796 millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep). La zone de l'OCDE était la principale région productrice d'énergie en 2006, sa part de la production mondiale se chiffrant à 33 %. La Chine a assuré 15 % de la production énergétique mondiale, les États-Unis 14 %, le Moyen-Orient 13 % et la Fédération de Russie 10 %. Depuis 1971, les parts de la zone de l'OCDE, du Moyen-Orient et de l'ex-URSS ont diminué, tandis que celles de l'Amérique latine et de l'ensemble des pays non européens de l'OCDE sont restées stables. En revanche, la contribution de la Chine (comme du reste de l'Asie) à la production d'énergie croît de façon spectaculaire depuis 1971. En 2005, ce pays a même ravi aux États-Unis la place de premier producteur d'énergie.

Le paysage énergétique a substantiellement changé entre 1971 et 2006. L'énergie nucléaire, progressant au rythme annuel moyen de 7.5 % depuis 1971, a vu sa contribution à la production passer de 0.5 % à 6.2 %. Au cours des 35 dernières années, les énergies renouvelables ont elles aussi connu une croissance vigoureuse, mais comme elles étaient parties de très bas, le pourcentage de la production totale qu'elles assurent reste faible. La part du gaz naturel dans la production totale s'est également accrue, passant de 16.0 % en 1971 à 20.7 % en 2006, faisant tomber de 45.1 % à 34.2 % celle du pétrole. Quant à la production de charbon et de tourbe, sa contribution a légèrement progressé pour atteindre 26.1 %.

### Production totale d'énergie par produit

En pourcentage de la production totale d'énergie



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536405705437>

### Source

- AIE (2008), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- AIE (2009), *Lessons learned from the Energy Policies of IEA Countries*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Natural Gas Market Review 2008: Optimising investments and ensuring security in a high-priced environment*, AIE, Paris.
- AEN (2007), *Ressources, production et demande de l'uranium : Un bilan de quarante ans : Rétrospective du Livre rouge*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

#### Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, [www.iea.org](http://www.iea.org).

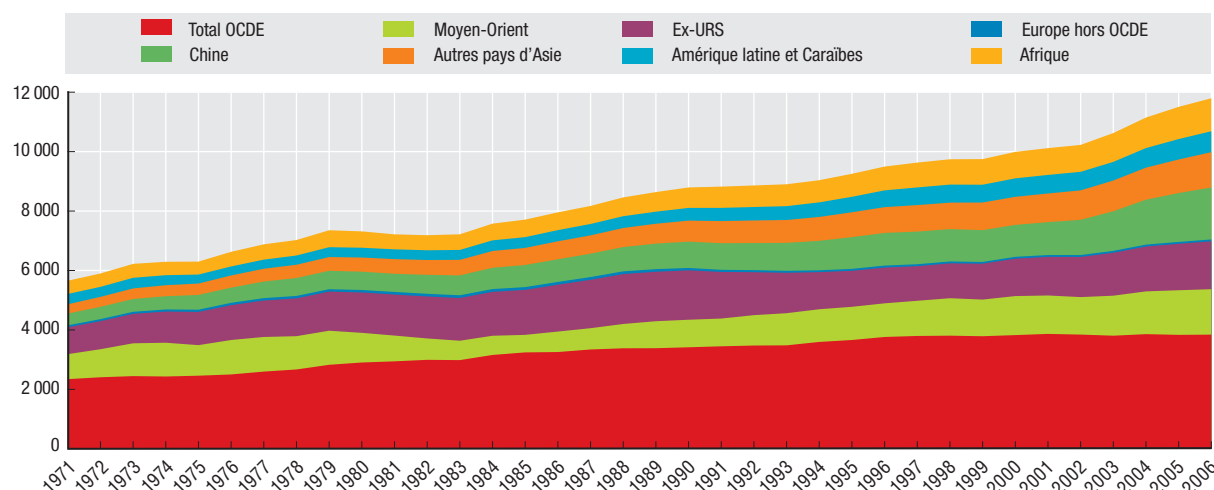


**Production totale d'énergie**  
Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)

	1971	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	175.2	186.2	143.3	143.6	136.0	137.2	135.3	134.7	134.5	135.5	137.6	135.3	136.8	132.8
Australie	53.9	157.5	189.8	201.1	216.5	213.6	233.6	249.2	254.1	253.5	258.5	268.2	267.8	287.7
Autriche	7.4	8.1	8.6	8.7	8.9	9.7	9.8	9.8	10.0	9.7	10.0	9.6	9.9	10.1
Belgique	6.8	13.6	13.8	15.0	14.8	15.7	15.6	15.2	15.2	15.4	15.5	15.6	15.5	15.9
Canada	155.8	273.7	358.3	364.9	365.5	364.5	372.5	376.9	383.9	385.9	397.5	402.1	411.7	415.5
Corée	6.4	22.6	22.5	23.7	27.1	30.6	32.6	33.2	34.8	37.9	38.3	42.9	43.7	42.5
Danemark	0.3	10.1	17.7	20.2	20.4	23.8	27.7	27.1	28.6	28.5	31.1	31.4	29.6	26.9
Espagne	10.4	34.6	32.7	31.7	32.3	30.7	31.7	33.5	31.8	33.0	32.6	30.1	31.4	30.7
États-Unis	1 436.4	1 649.4	1 685.5	1 683.7	1 696.9	1 678.5	1 675.3	1 697.3	1 664.6	1 633.5	1 644.4	1 629.9	1 654.2	1 674.1
Finlande	5.0	12.1	13.6	15.0	13.6	15.4	15.1	15.0	16.0	15.9	15.7	16.5	18.0	16.2
France	47.6	112.4	132.3	129.5	126.5	128.4	132.1	132.9	134.9	136.4	137.4	137.1	137.0	134.9
Grèce	2.1	9.2	9.1	9.6	9.8	9.5	10.0	10.0	10.2	9.9	10.3	10.3	10.0	9.8
Hongrie	11.8	14.3	13.1	12.8	12.0	11.5	11.3	10.9	11.2	10.4	10.2	10.3	10.3	10.1
Irlande	1.4	3.5	3.5	2.9	2.5	2.5	2.2	1.8	1.5	1.8	1.9	1.6	1.6	1.4
Islande	0.4	1.4	1.6	1.7	1.8	2.2	2.3	2.5	2.5	2.5	2.5	2.6	3.3	3.3
Italie	19.5	25.3	30.3	30.4	30.3	29.2	28.2	26.9	27.5	27.8	28.4	27.8	27.4	26.5
Japon	35.8	75.2	101.7	106.2	109.1	104.5	105.8	104.8	96.9	84.0	95.0	99.9	101.1	89.3
Luxembourg	-	-	-	-	0.1	-	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Mexique	43.4	193.4	212.0	222.0	227.3	223.0	225.9	230.2	229.9	242.3	253.6	259.2	256.0	250.9
Norvège	6.0	119.1	207.1	212.6	205.7	209.4	226.4	223.9	232.6	233.1	236.9	232.3	222.9	211.0
Nouvelle-Zélande	3.4	12.0	14.0	14.8	13.8	14.5	15.0	14.9	14.5	13.1	12.9	12.6	13.1	14.3
Pays-Bas	37.3	60.5	74.0	65.8	63.0	59.0	57.2	61.0	60.4	58.4	67.7	61.9	60.8	61.3
Pologne	99.2	99.4	99.0	100.0	87.6	83.9	79.6	80.3	80.2	79.9	78.8	78.6	77.9	73.9
Portugal	1.4	3.4	3.8	3.7	3.7	3.4	3.8	4.1	3.6	4.3	3.9	3.6	4.3	4.6
République tchèque	39.9	40.1	32.5	32.9	30.8	28.1	29.9	30.6	30.7	33.4	34.5	32.9	33.4	33.3
République slovaque	2.7	5.3	5.0	4.9	5.0	5.5	6.3	6.7	6.8	6.6	6.5	6.6	6.6	6.0
Royaume-Uni	109.8	208.0	268.9	268.3	271.9	281.6	272.4	262.3	258.3	246.6	225.6	205.2	186.6	176.5
Suède	7.4	29.7	32.0	32.4	34.0	33.2	30.5	33.9	31.8	30.9	34.3	34.7	32.8	32.9
Suisse	2.9	9.7	10.3	10.8	11.0	11.5	11.5	12.0	11.6	11.8	11.8	10.9	12.1	12.7
Turquie	13.8	25.8	27.1	28.0	29.1	27.5	25.9	24.4	24.1	23.6	24.1	23.9	26.3	27.3
Total UE27	..	940.3	989.0	981.3	954.7	956.4	947.8	947.2	946.0	937.8	934.5	900.8	881.4	..
Total OCDE	2 343.7	3 415.7	3 763.2	3 796.8	3 807.0	3 788.1	3 825.6	3 865.9	3 843.0	3 805.9	3 857.7	3 833.9	3 842.3	3 832.4
Afrique du Sud	37.8	114.5	135.0	143.4	145.0	145.0	145.6	144.9	143.8	153.5	157.5	158.8	158.7	..
Brésil	49.0	103.7	118.0	126.1	133.3	141.7	148.3	152.3	167.6	178.3	182.8	195.0	206.7	..
Chine	394.1	886.3	1 097.7	1 098.3	1 089.4	1 069.8	1 074.0	1 105.7	1 185.2	1 333.2	1 511.7	1 643.9	1 749.3	..
Fédération de Russie	..	1 280.3	953.0	921.6	928.4	950.5	966.5	996.1	1 034.5	1 106.9	1 158.4	1 197.1	1 220.0	..
Inde	141.5	291.1	341.2	351.6	350.3	357.4	364.3	372.3	381.4	394.3	407.4	420.3	435.6	..
Indonésie	72.8	170.0	224.9	230.2	223.6	242.7	235.6	241.7	246.3	256.5	263.2	276.7	307.7	..
Monde	5 654.6	8 795.2	9 495.9	9 630.2	9 742.8	9 748.3	9 989.6	10 116.8	10 225.3	10 622.6	11 145.5	11 507.2	11 795.8	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/542520733582>

**Production totale d'énergie par région**  
Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536402684302>

## PRODUCTION DE PÉTROLE

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont des régions exceptionnellement riches en ressources énergétiques : leur sous-sol renferme 66 % des réserves mondiales prouvées de pétrole fin 2006. En regard de ces réserves, la production pétrolière y est aujourd'hui relativement faible, et il sera essentiel, pour répondre aux besoins énergétiques mondiaux des prochaines décennies, d'intensifier leur exploitation.

### Définition

La production de pétrole brut correspond aux quantités de pétrole extraites du sous-sol, après élimination des matières inertes ou des impuretés qu'il contenait. Cette production comprend le pétrole brut, les liquides de gaz naturel (LGN) et les additifs. Le pétrole brut est une huile minérale constituée d'un mélange d'hydrocarbures d'origine naturelle. Sa couleur va du jaune au noir, sa densité et sa viscosité sont variables. Les LGN sont des hydrocarbures liquides ou liquéfiés obtenus pendant le traitement, la purification et la stabilisation du gaz naturel. Les additifs (notamment, le MTBE ou le plomb tétraéthyle) sont des substances autres que des hydrocarbures qui sont ajoutées ou mélangées à un produit afin d'en modifier les propriétés, par exemple d'en améliorer ses propriétés de combustion.

On entend par production des raffineries la production de produits pétroliers raffinés des raffineries de pétrole.

### Comparabilité

En règle générale, les données sur la production de pétrole sont de grande qualité. Dans certains cas, les informations proviennent de sources secondaires ou sont des estimations de l'AIE.

### Tendances à long terme

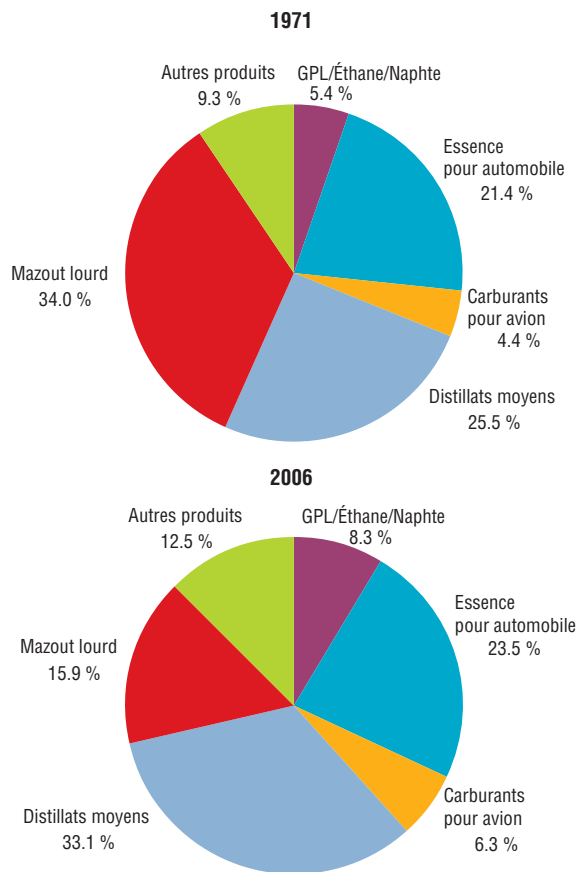
La production mondiale de pétrole brut a progressé de 58 % durant les 36 années comprises entre 1971 et 2007. En 2007, la production a atteint 3 937 millions de tonnes, soit environ 82 millions de barils par jour. La croissance n'a pas été constante au cours de la période considérée, la production ayant chuté à la suite des deux chocs pétroliers.

En 2007, la contribution de la région du Moyen-Orient à la production de pétrole s'établissait à 31 % du total mondial. Néanmoins, la production et la contribution de cette région ont sensiblement varié au cours de la période considérée, passant de 33 % en 1971 à moins de 19 % en 1985. La zone de l'OCDE, qui grâce à l'augmentation de sa production s'était placée au même rang que le Moyen-Orient dans les années 80 et 90, a vu cependant sa part de la production pétrolière se réduire à 23 % en 2006.

La production de produits pétroliers raffinés a considérablement évolué entre 1971 et 2006. Dans la gamme de ces produits, la part du fioul lourd est tombée de 34 % en 1971 à 16 % en 2006, tandis que celle des distillats moyens a augmenté, pour passer de 25 à 33 % au cours de la même période.

### Proportion des produits raffinés par produit

En pourcentage de la production de produits raffinés



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536436221205>

### Source

- AIE (2008), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Données sur le pétrole*, AIE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- AIE (2009), *Lessons learned from the Energy Policies of IEA Countries*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Oil Supply Security: Emergency Response of IEA Countries 2007*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

#### Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie, [www.iea.org](http://www.iea.org).

**Production de pétrole brut**

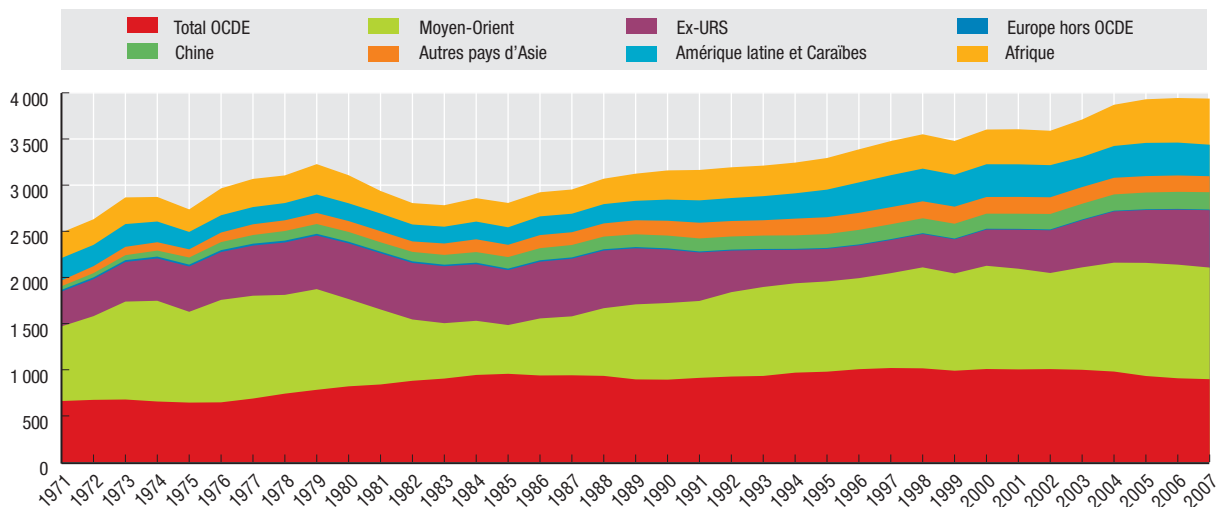
Millions de tonnes

	1971	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	7.6	5.3	3.7	3.7	3.8	3.8	4.3	4.3	4.6	4.8	4.9	5.2	5.2	5.2
Australie	14.3	27.5	26.4	26.7	29.4	23.7	32.1	33.1	31.3	29.1	26.2	22.9	21.9	24.2
Autriche	2.6	1.2	1.0	1.0	1.0	1.1	1.1	1.0	1.0	1.0	1.1	1.0	1.0	1.0
Canada	70.6	91.6	113.5	119.0	124.7	119.9	124.8	126.6	132.9	140.4	145.4	143.5	151.3	157.1
Corée	-	-	-	0.5	0.4	0.4	0.7	0.6	0.5	0.5	0.4	0.5	0.6	0.6
Danemark	-	6.0	10.1	11.1	11.4	14.5	17.8	16.9	18.1	18.1	19.3	18.5	16.8	15.2
Espagne	0.1	1.1	0.5	0.4	0.5	0.3	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2	0.1	0.1
États-Unis	527.7	413.3	382.5	380.9	369.8	354.2	353.0	349.9	348.1	338.4	325.9	310.0	304.4	310.3
Finlande	-	-	-	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2
France	2.5	3.5	2.6	2.3	2.1	2.0	1.9	1.6	1.5	1.4	1.4	1.2	1.1	1.0
Grèce	-	0.8	0.5	0.5	0.3	-	0.3	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Hongrie	2.0	2.3	2.1	2.0	1.8	1.8	1.7	1.5	1.6	1.6	1.6	1.4	1.3	1.2
Italie	1.3	4.7	5.7	6.1	5.8	5.2	4.8	4.2	5.8	5.9	5.7	6.4	6.3	6.4
Japon	0.8	0.5	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7
Mexique	25.4	151.1	160.4	169.0	171.9	166.9	169.3	175.5	178.3	189.3	191.4	187.6	183.2	172.9
Norvège	0.3	82.1	156.8	156.5	149.8	149.4	161.0	162.5	157.7	153.6	152.6	141.0	130.2	116.5
Nouvelle-Zélande	-	1.9	2.2	2.8	2.3	2.0	1.8	1.8	1.6	1.2	1.1	1.0	1.0	2.0
Pays-Bas	1.7	4.0	3.1	2.9	2.7	2.5	2.4	2.3	3.1	3.1	2.9	2.3	2.0	3.1
Pologne	0.4	0.2	0.4	0.4	0.4	0.5	0.7	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9	0.8	0.7
République tchèque	-	0.2	0.2	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.6	0.6	0.4	0.4
République slovaque	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	0.2	91.6	130.1	128.4	132.5	137.2	126.4	116.8	116.1	106.2	95.5	84.7	76.6	76.8
Turquie	3.5	3.7	3.5	3.4	3.2	2.9	2.8	2.5	2.4	2.4	2.3	2.3	2.2	2.2
Total UE27	..	129.0	167.4	166.4	170.1	176.2	168.7	157.3	161.5	151.5	140.4	128.9	118.0	..
Total OCDE	661.1	892.7	1 006.2	1 018.8	1 015.2	989.4	1 008.0	1 003.6	1 007.1	999.6	980.4	932.2	907.4	897.7
Afrique du Sud	-	-	0.4	0.8	0.9	0.8	1.0	0.8	1.0	0.7	1.7	1.7	1.5	8.8
Bésil	8.4	32.4	40.3	43.7	50.6	57.2	64.3	67.4	75.6	77.9	77.5	85.5	90.8	92.0
Chine	39.4	138.3	157.3	160.7	161.2	160.2	163.1	164.1	167.1	169.7	175.9	181.4	184.9	187.6
Fédération de Russie	..	523.7	305.1	303.9	301.4	303.2	321.7	345.8	377.2	418.6	456.3	466.4	475.8	487.2
Inde	7.3	34.6	36.2	37.4	36.4	36.4	36.4	36.2	37.4	37.7	38.3	36.3	38.1	39.1
Indonésie	44.1	73.2	79.1	78.9	75.5	74.7	69.9	68.3	62.8	59.4	54.9	51.4	48.5	46.1
Monde	2 487.1	3 159.4	3 387.5	3 477.4	3 550.9	3 478.2	3 602.2	3 605.4	3 588.9	3 711.0	3 870.6	3 930.0	3 943.9	3 937.4

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/542561180874>

**Production de pétrole brut par région**

Millions de tonnes



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536436022827>

## PRIX DU PÉTROLE

Outre les fluctuations habituelles de l'offre et de la demande, un certain nombre de facteurs, notamment d'ordre géopolitique, influent sur le prix du pétrole brut dont on tire les produits pétroliers (par exemple l'essence). Une partie des réserves les moins coûteuses se trouvent dans des régions du monde qui ne sont pas exemptes de risques. Il n'y a pas qu'un seul prix du pétrole brut, mais plusieurs : les cours mondiaux sont fixés par rapport à trois bruts de référence faisant l'objet d'échanges sur le marché (le West Texas Intermediate [WTI], le Brent et le Dubaï), à des niveaux supérieurs ou inférieurs.

### Définition

Les prix d'importation du pétrole brut sont tirés du *Crude Oil Import Register*. Les données sont recueillies en fonction du type de brut et les prix moyens s'obtiennent en divisant la

valeur par le volume enregistré par les administrations des douanes pour chaque position tarifaire. Les valeurs sont consignées à la date de l'importation et tiennent compte du coût, de l'assurance et du fret (CAF), mais non des droits d'importation.

Le prix spot nominal au comptant du pétrole brut indiqué pour les années 1985 à 2006 est celui du Dubaï, tandis que pour les années 1970 à 1984, il s'agit de celui de l'Arabian Light. On a calculé le prix réel à l'aide du déflateur du PIB aux prix du marché et en prenant 1970 comme nouvelle année de référence (1970 = 100).

### Comparabilité

Les prix moyens d'importation du pétrole brut sont fonction de la qualité du brut importé. Les pétroles bruts de grande qualité, tels ceux extraits dans le secteur des Forties au Royaume-Uni ou le gisement d'Oseberg en Norvège ainsi que le brut léger vénézuélien, se vendront plus cher que les bruts de qualité inférieure, par exemple le brut lourd canadien ou le pétrole extra-lourd du Venezuela. Le prix moyen mensuel dépend du panachage de pétroles bruts importés chaque mois dans un pays donné.

### Tendances à long terme

L'embargo pétrolier imposé par les pays arabes en 1973 a eu un impact considérable sur les cours; le prix de l'Arabian Light s'est en effet envolé, passant de 1.84 USD/baril en 1972 à 10.77 USD/baril en 1974.

Après 1973, le premier pic s'est produit à la suite de la révolution iranienne en 1981, année où les prix ont approché le niveau inégalé jusqu'alors de 40 USD. Après cette crise, les prix ont amorcé une baisse progressive, puis accusé une chute brutale en 1986, lorsque l'Arabie Saoudite a fortement accru sa production pétrolière.

La première crise du Golfe, en 1990, a déclenché une nouvelle flambée des prix. En 1997, les cours du pétrole brut ont commencé à diminuer sous l'effet de la crise financière en Asie.

Les prix sont repartis à la hausse en 1999, en réaction aux réductions des quotas de production visées par l'OPEP et aux tensions sur les stocks. Malgré le fléchissement intervenu en 2001 et 2002, la perspective de la guerre en Irak a poussé sensiblement les prix à la hausse, qui ont dépassé les 30 USD au premier trimestre de 2003 et sont restés élevés dans les derniers mois de l'année 2003 ainsi qu'en 2004. Les prix du pétrole brut ont augmenté très fortement fin août 2005, après les ravages provoqués par l'ouragan Katrina sur la côte est du golfe du Mexique aux États-Unis. Ils ont poursuivi leur escalade en 2006, dépassant en moyenne de 24 % les cours de l'année précédente, car la demande de pétrole des économies émergentes, en particulier de la Chine, mettait à rude épreuve l'équilibre de l'offre et de la demande. En 2007, la hausse des cours a continué; le prix du Dubaï a atteint 88.82 USD par baril au début du mois de novembre et celui du WTI s'est envolé à 96.50 USD par baril.

Depuis, les cours du pétrole n'ont cessé d'augmenter régulièrement sur des marchés tendus. L'envolée de la demande des économies émergentes, au premier rang desquelles la Chine, en est l'une des principales raisons. Au début de l'année 2008, les prix ont franchi le seuil symbolique des 100 USD/baril puis atteint un nouveau sommet à un peu moins de 150 USD/baril au mois de juillet, la même année. Toutefois, après ces niveaux records, ils sont retombés à 40 USD/baril lorsque, sous l'effet du renchérissement et de l'amorce de la crise financière mondiale, la demande s'est effondrée.

### Source

- AIE (2008), *Energy Prices and Taxes*, AIE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- AIE (2006), *China's Power Sector Reforms*, AIE, Paris.
- AIE (2006), *Optimising Russian Natural Gas: Reform and Climate Policy*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Natural Gas Market Review 2007: Security in a Globalising Market to 2015*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2008), *World Energy Outlook 2008*, AIE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Energy Prices and Taxes*.

#### Sites Internet


- Agence internationale de l'énergie, [www.iea.org](http://www.iea.org).



## Prix du pétrole brut à l'importation

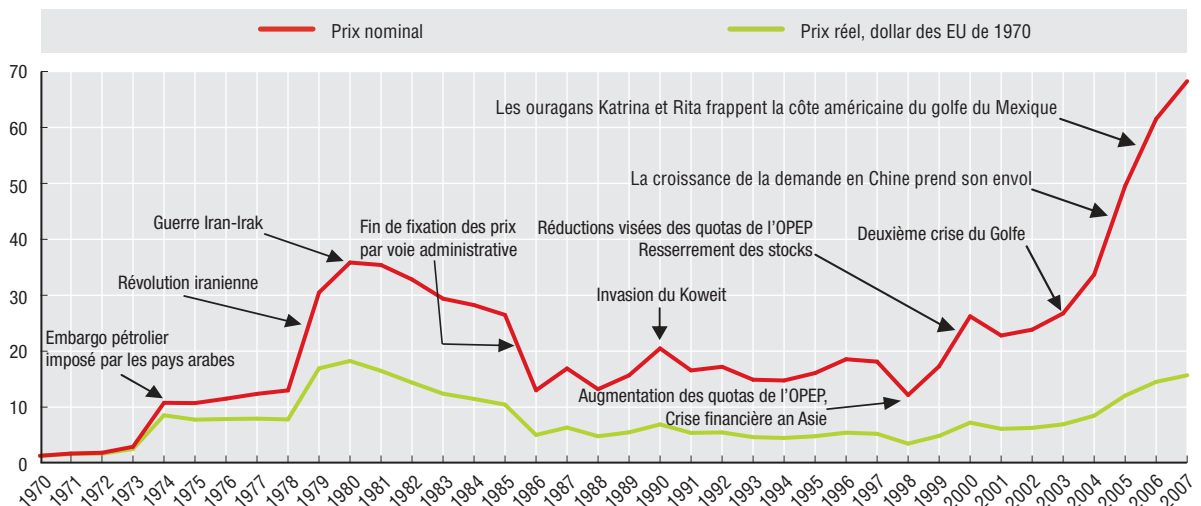

Dollars des EU par baril, valeur unitaire moyenne, CAF

	1976	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	13.27	23.17	20.68	19.01	12.48	17.51	28.09	24.15	24.40	28.44	36.65	52.30	63.29	71.60
Australie	..	24.21	21.81	21.78	14.60	18.38	30.79	26.61	25.80	31.24	40.93	56.71	66.71	77.13
Autriche	12.85	24.58	22.06	21.31	14.34	17.54	29.39	25.32	24.64	29.59	38.21	53.15	64.44	71.86
Belgique	12.64	21.11	20.53	18.65	11.97	17.33	27.87	24.20	24.35	27.72	35.35	50.06	61.06	70.35
Canada	..	24.15	21.26	20.59	13.15	17.85	29.10	24.87	24.97	29.53	38.13	52.37	64.33	70.04
Corée	..	..	20.11	20.34	13.72	16.91	28.22	24.87	24.12	28.80	36.15	50.19	62.82	70.01
Danemark	12.98	23.18	21.25	20.15	13.49	17.71	29.66	24.82	24.88	29.68	38.78	54.40	66.92	74.94
Espagne	12.54	21.88	20.45	18.34	11.80	16.99	27.16	23.32	23.95	28.13	36.03	50.54	60.99	68.66
États-Unis	13.48	21.07	20.16	18.34	12.02	17.06	27.54	22.07	23.52	27.66	35.86	48.82	59.15	66.75
Finlande	..	..	21.69	19.44	12.80	18.31	28.13	23.49	24.51	27.72	36.09	51.12	63.37	70.48
France	..	..	20.82	18.99	12.43	17.45	28.18	24.13	24.63	28.87	37.61	52.74	63.69	72.22
Grèce	12.13	22.42	20.08	18.45	11.66	16.64	26.95	23.22	24.08	27.17	34.53	50.33	60.97	69.93
Hongrie	..	..	19.32	16.74	10.77	16.05	26.22	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	..	25.55	21.19	19.99	13.55	17.14	29.88	25.31	25.52	29.66	39.24	55.24	66.38	74.16
Italie	12.41	23.23	20.53	18.88	12.21	17.10	27.77	23.87	24.34	28.58	36.60	51.33	62.50	70.20
Japon	12.59	22.64	20.55	20.55	13.68	17.38	28.72	25.01	24.96	29.26	36.59	51.57	64.03	70.09
Norvège	..	18.46	21.62	16.71	12.23	17.46	28.91	23.43	24.46	30.41	39.20	53.08	58.83	70.16
Nouvelle-Zélande	..	21.97	21.86	21.65	14.63	18.16	29.95	26.14	25.89	31.00	41.71	56.07	67.36	73.84
Pays-Bas	13.06	21.83	20.39	18.37	11.98	16.97	27.59	23.48	23.99	27.67	35.02	50.00	61.47	68.74
Portugal	12.14	22.75	20.35	18.95	12.21	17.38	28.20	24.02	24.27	28.72	37.89	51.94	62.77	70.23
République tchèque	..	..	..	..	..	..	26.59	23.74	23.37	28.13	34.82	51.28	62.05	68.54
Royaume-Uni	12.57	22.92	21.08	19.32	12.64	18.01	28.45	24.45	24.58	29.13	37.75	53.79	65.00	73.80
Suède	13.22	23.02	20.86	18.90	12.61	17.68	28.13	24.03	23.86	28.60	36.47	51.78	62.50	70.13
Suisse	13.87	24.23	21.71	20.50	13.38	18.35	29.53	25.04	25.34	30.26	38.73	55.81	66.76	74.92
Turquie	..	23.11	20.25	18.79	11.99	16.07	26.61	22.98	23.57	27.05	34.90	50.65	61.48	68.59

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/542563683338>

## Prix au comptant du pétrole brut

Dollars des EU par baril

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536440778182>





## **TRAVAIL**

### **EMPLOI**

TAUX D'EMPLOI PAR SEXE  
TAUX D'EMPLOI PAR GROUPE D'ÂGE  
EMPLOI À TEMPS PARTIEL  
EMPLOI NON SALARIÉ

### **CHÔMAGE**

TAUX DE CHÔMAGE  
CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE  
VARIATIONS RÉGIONALES DU CHÔMAGE

### **RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL ET DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL**

RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL  
DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL



## TAUX D'EMPLOI PAR SEXE

Les taux d'emploi représentent le pourcentage de personnes en âge de travailler qui occupent un emploi, ventilé selon le sexe. Sur le court terme, ces taux sont sensibles au cycle économique, mais à plus long terme, ils sont davantage influencés par les politiques publiques en matière d'enseignement supérieur et de garantie de ressources, et par les mesures qui facilitent l'emploi des femmes.

Les taux d'emploi des hommes et des femmes diffèrent aussi bien d'un pays à l'autre que d'une période à l'autre au sein d'un même pays. Sont indiqués ici les taux d'emploi total et ceux des hommes et des femmes considérés séparément.

### Définition

Les taux d'emploi sont obtenus en divisant le nombre d'actifs occupés par la population en âge de travailler. Pour calculer le taux d'emploi, on subdivise la population d'âge actif en deux groupes – les personnes qui sont pourvues d'un emploi et celles qui n'en ont pas. L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices de l'OIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête. Les personnes sans emploi, ou inoccupées, sont celles qui ne travaillent pas mais qui cherchent un emploi, ainsi que les étudiants et tous ceux qui se sont retirés du marché du travail pour une raison ou pour une autre, par exemple parce qu'ils sont invalides ou parce qu'ils doivent s'occuper de jeunes enfants ou de parents âgés.

### Tendances à long terme

Sur la période 1994-2007, les taux d'emploi total (hommes et femmes confondus) ont diminué dans 17 pays membres et augmenté dans les 13 autres. Des baisses particulièrement sensibles ont été observées au Luxembourg, en République tchèque, en Turquie, en Hongrie, en Corée et en République slovaque, et des hausses particulièrement importantes au contraire en Islande, en Irlande, en Espagne et en Finlande. L'évolution des taux d'emploi est très différente pour les hommes et pour les femmes. Ainsi, au cours de la période considérée, l'emploi masculin a quelque peu diminué dans 6 pays dans la dernière période de trois ans, le plus nettement en Corée, au Royaume-Uni et au Luxembourg. L'emploi féminin a en revanche progressé dans tous les pays membres à l'exception du Royaume-Uni, où il a légèrement fléchi. C'est en Pologne, en République slovaque, en Allemagne et en Autriche que la progression a été la plus nette.

Malgré des écarts encore importants dans de nombreux pays, cette évolution montre clairement que les taux d'emploi des femmes et des hommes suivent actuellement des trajectoires convergentes.

On considère généralement comme étant en âge de travailler les personnes âgées de 15 à 64 ans, et, dans certains pays, de 16 à 64 ans.

### Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer l'emploi, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement en Islande et en Turquie. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi sont influencés par les changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais il y a de fortes chances pour que les taux d'emploi soient relativement cohérents dans le temps.

### Source

- OCDE (2008), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Pour les pays non membres : sources nationales.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Durand, M., J. Simon et C. Webb (1992), *OECD's Indicators of International Trade and Competitiveness*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 120, OCDE, Paris.
- Jeaumotte, F. (2003), *Female Labour Force Participation*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 376, OCDE, Paris.
- OCDE (2002-2007), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille*, série, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Statistiques de l'emploi.

#### Sites Internet

- Base de données OCDE des statistiques de la population active : [www.oecd.org/statistics/labour](http://www.oecd.org/statistics/labour).
- Putting More Women to Work: A Colloquium on Employment, Child Care and Taxes, [www.oecd.org/employment/colloquium/women](http://www.oecd.org/employment/colloquium/women).

## Taux d'emploi : total

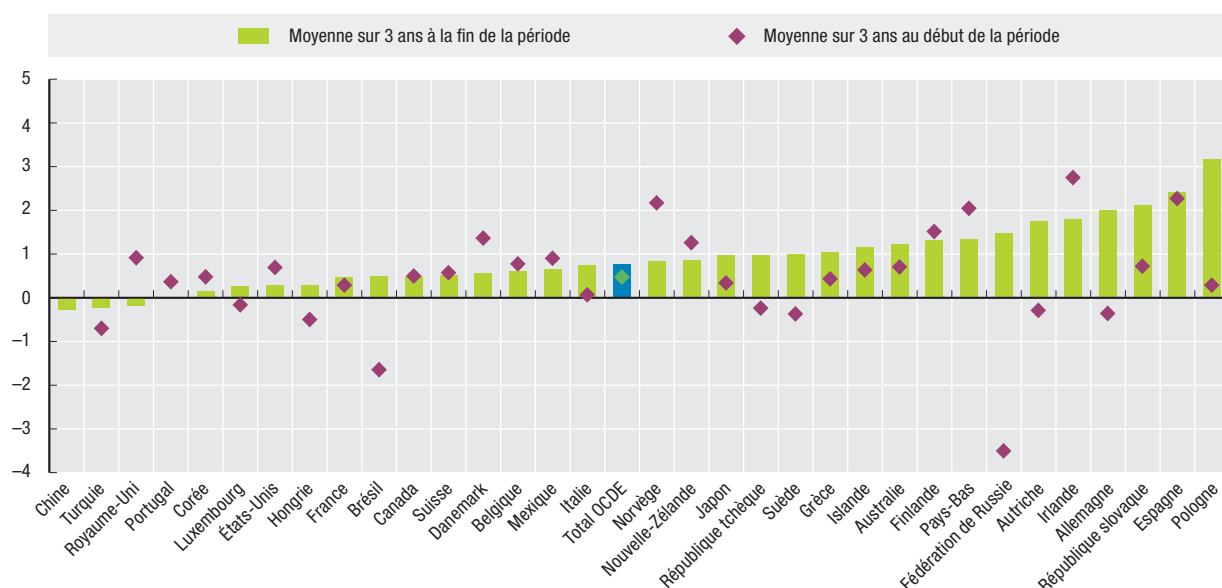
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler (15 à 64 ans)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	64.5	64.6	64.3	63.8	64.7	65.2	65.6	65.8	65.3	64.6	65.0	65.5	67.2	69.0
Australie	66.0	67.7	67.6	67.4	67.9	68.4	69.3	69.0	69.4	70.0	70.3	71.6	72.2	72.9
Autriche	68.4	68.7	67.8	67.8	67.8	68.4	68.3	68.2	68.8	68.9	67.8	68.6	70.2	71.4
Belgique	55.7	56.3	56.3	57.0	57.3	58.9	60.9	59.7	59.7	59.3	60.5	61.0	60.4	61.6
Canada	67.0	67.5	67.3	68.0	68.9	70.0	70.9	70.8	71.4	72.2	72.5	72.5	72.9	73.6
Corée	62.8	63.5	63.7	63.7	59.2	59.6	61.5	62.1	63.3	63.0	63.6	63.7	63.8	63.9
Danemark	72.4	73.9	74.0	75.4	75.3	76.5	76.4	75.9	76.4	75.1	76.0	75.5	76.9	77.3
Espagne	47.4	48.3	49.3	50.7	52.4	55.0	57.4	58.8	59.5	60.7	62.0	64.3	65.7	66.6
États-Unis	72.0	72.5	72.9	73.5	73.8	73.9	74.1	73.1	71.9	71.2	71.2	71.5	72.0	71.8
Finlande	60.7	61.9	62.8	63.5	64.8	66.6	67.5	68.3	68.3	67.9	67.8	68.5	69.6	70.5
France	58.4	59.1	59.2	58.9	59.4	59.8	61.1	62.0	62.2	63.3	63.1	63.2	63.3	64.0
Grèce	54.1	54.5	54.9	54.8	55.6	55.4	55.9	55.6	57.7	58.9	59.6	60.3	61.0	61.5
Hongrie	53.5	52.9	52.7	52.7	53.8	55.7	56.0	56.2	56.2	57.0	56.8	56.9	57.3	57.3
Irlande	51.9	54.1	55.0	56.3	59.6	62.5	64.5	65.0	65.0	64.9	65.4	67.1	68.2	69.0
Islande	78.5	80.5	80.4	80.0	82.2	84.2	84.6	84.6	82.8	84.1	82.8	84.4	85.3	85.7
Italie	51.5	51.2	51.4	51.6	52.2	52.9	53.9	54.9	55.6	56.2	57.4	57.5	58.4	58.7
Japon	69.3	69.2	69.5	70.0	69.5	68.9	68.9	68.8	68.2	68.4	68.7	69.3	70.0	70.7
Luxembourg	60.2	58.5	59.1	59.9	60.2	61.6	62.7	63.0	63.6	62.2	62.5	63.6	63.6	63.0
Mexique	58.7	57.2	58.1	60.3	60.4	60.4	60.1	59.4	59.3	58.8	59.9	59.6	61.0	61.1
Norvège	72.2	73.5	75.3	77.0	78.3	78.0	77.9	77.5	77.1	75.8	75.6	75.2	76.3	77.5
Nouvelle-Zélande	68.0	70.1	71.1	70.6	69.6	70.1	70.7	71.8	72.4	72.5	73.5	74.6	75.2	75.4
Pays-Bas	63.9	65.1	66.0	67.9	69.5	70.8	72.1	72.5	72.4	71.8	71.2	71.1	72.4	74.1
Pologne	58.3	58.1	58.4	58.8	58.9	57.5	55.0	53.5	51.7	51.4	51.9	53.0	54.5	57.0
Portugal	64.0	63.2	63.6	64.7	66.8	67.4	68.3	68.6	68.1	67.1	67.8	67.5	67.9	67.8
République tchèque	69.2	69.4	69.3	68.7	67.5	65.9	65.2	65.3	65.7	64.9	64.2	64.8	65.3	66.1
République slovaque	59.8	60.2	61.9	61.1	60.5	58.1	56.8	56.9	56.9	57.7	57.0	57.7	59.4	60.7
Royaume-Uni	68.7	69.2	69.7	70.6	71.0	71.5	72.2	72.5	72.3	72.6	72.7	72.6	72.5	72.3
Suède	71.5	72.2	71.6	70.7	71.5	72.9	74.2	75.2	74.9	74.3	73.5	73.9	74.5	75.7
Suisse	75.6	76.4	77.0	76.9	78.0	78.4	78.4	79.2	78.9	77.9	77.4	77.2	77.9	78.6
Turquie	52.4	52.4	52.5	51.3	51.4	50.8	48.9	47.8	46.7	45.5	46.1	45.9	45.9	45.8
Total UE27	..	..	..	..	..	..	62.1	62.5	62.4	62.7	62.8	63.6	64.5	65.4
Total OCDE	64.1	64.2	64.5	65.0	65.1	65.3	65.6	65.4	65.0	64.8	65.2	65.5	66.2	66.7
Brésil	..	67.7	65.1	65.3	64.4	64.6	..	64.3	65.4	65.0	66.4	67.0	67.4	67.4
Chine	..	..	..	..	..	..	..	75.6	74.9	74.5	74.2	74.0	73.8	73.6
Fédération de Russie	..	59.0	57.7	54.9	53.0	56.8	58.5	58.4	59.8	59.5	60.3	61.1	61.4	63.0

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/542584785574>

## Taux d'emploi : total

Croissance annuelle moyenne en pourcentage

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536450631648>



**Taux d'emploi : hommes**

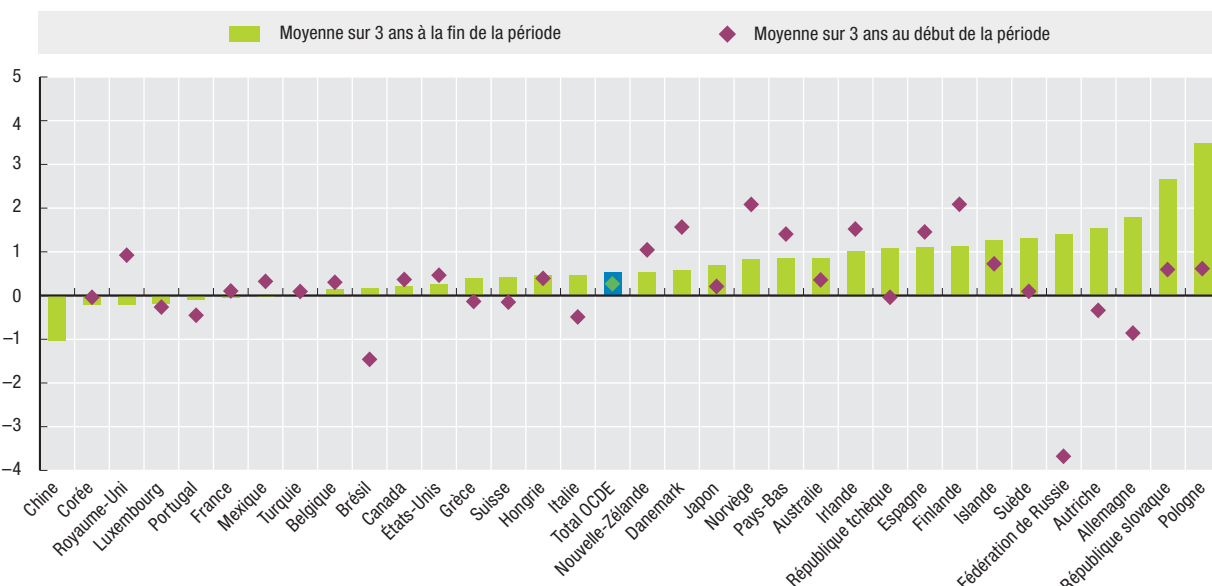
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler (15 à 64 ans), femmes

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	74.0	73.7	72.8	72.1	72.9	72.8	72.9	72.8	71.7	70.4	70.8	71.4	72.8	74.7
Australie	75.0	76.4	76.3	75.8	76.2	76.6	77.1	76.4	76.8	77.1	77.6	78.5	78.8	79.6
Autriche	78.0	78.6	77.4	77.2	77.0	77.5	77.3	76.6	76.4	76.4	74.9	75.4	76.9	78.4
Belgique	66.5	66.9	66.8	67.1	67.0	67.5	69.8	68.5	68.1	67.1	67.9	67.7	67.0	68.2
Canada	73.0	73.4	73.2	73.8	74.3	75.4	76.2	75.7	75.9	76.4	76.7	76.7	76.8	77.2
Corée	76.3	76.8	76.7	76.2	71.3	71.3	73.1	73.5	74.9	75.0	75.2	75.0	74.6	74.7
Danemark	77.6	80.7	80.5	81.3	80.2	81.2	80.7	80.2	80.2	79.7	79.9	80.1	80.6	81.3
Espagne	63.3	64.0	64.7	66.1	68.3	70.8	72.7	73.8	73.9	74.5	74.9	76.4	77.3	77.4
États-Unis	79.0	79.5	79.7	80.1	80.5	80.5	80.6	79.4	78.0	76.9	77.2	77.6	78.1	77.8
Finlande	62.6	64.8	66.0	66.6	68.2	69.6	70.5	71.2	70.4	70.1	70.0	70.5	71.8	72.4
France	66.1	66.7	66.8	66.3	66.6	66.8	68.1	69.0	68.6	69.1	68.7	68.6	68.4	68.6
Grèce	72.2	72.2	72.6	71.9	71.6	70.9	71.3	70.9	72.5	73.5	74.0	74.5	74.6	74.9
Hongrie	59.6	60.2	60.2	60.3	60.6	62.6	62.7	63.0	62.9	63.4	63.1	63.1	63.8	64.0
Irlande	64.8	66.7	66.6	67.8	71.0	73.5	75.6	76.0	74.9	74.6	75.1	76.2	77.4	77.4
Islande	82.4	84.0	84.3	84.2	86.0	88.2	88.2	88.0	85.7	86.8	86.2	87.4	88.7	89.5
Italie	67.8	67.0	66.9	66.8	67.1	67.6	68.2	68.7	69.2	69.7	69.7	69.7	70.5	70.7
Japon	81.9	81.9	82.1	82.4	81.7	81.0	80.9	80.5	79.9	79.8	80.0	80.4	81.0	81.7
Luxembourg	74.9	74.3	74.4	74.3	74.6	74.4	75.0	74.9	75.5	73.3	72.8	73.3	72.6	72.4
Mexique	82.9	79.9	81.4	83.7	83.5	83.7	82.8	82.3	81.6	80.8	81.0	80.2	81.6	80.9
Norvège	76.8	78.1	80.0	81.7	82.8	82.1	81.7	81.0	80.2	78.7	78.4	78.3	79.5	80.4
Nouvelle-Zélande	76.2	78.6	79.0	78.6	77.3	77.4	78.2	79.1	79.8	79.4	80.8	81.5	82.1	82.1
Pays-Bas	74.9	76.0	76.8	78.1	79.6	80.3	81.2	81.1	80.7	79.3	78.0	77.4	78.7	80.0
Pologne	64.9	64.7	65.2	66.1	65.8	63.6	61.2	59.2	57.0	56.7	57.4	59.0	60.9	63.6
Portugal	73.5	72.1	72.0	72.5	75.6	75.6	76.3	76.5	75.7	73.9	74.1	73.4	73.9	73.9
République tchèque	77.5	77.9	78.1	77.4	76.3	74.3	73.6	73.6	74.2	73.4	72.4	73.3	73.7	74.8
République slovaque	67.2	67.6	69.2	68.4	67.8	64.3	62.2	62.1	62.5	63.4	63.2	64.6	67.0	68.4
Royaume-Uni	75.3	76.1	76.3	77.4	78.0	78.3	78.9	79.1	78.6	78.9	78.9	78.8	78.4	78.4
Suède	72.2	73.5	73.2	72.4	73.6	74.8	76.2	76.9	76.4	75.7	75.0	75.9	76.8	78.0
Suisse	86.3	87.3	86.8	85.9	87.2	87.1	87.3	87.6	86.2	85.1	84.5	83.9	84.7	85.6
Turquie	74.6	74.6	74.9	74.8	74.3	72.7	71.7	69.3	66.9	65.9	67.9	68.2	68.0	67.9
Total UE27	..	..	..	..	..	..	70.7	70.8	70.4	70.4	70.2	70.8	71.7	72.5
Total OCDE	75.4	75.4	75.6	76.0	76.0	76.0	76.2	75.7	75.0	74.6	74.8	75.1	75.7	76.0
Brésil	..	83.1	80.8	80.7	79.5	78.8	..	78.2	78.7	77.9	79.3	79.4	79.6	79.7
Chine	..	..	..	..	..	..	..	81.6	81.2	81.1	81.8	81.4	79.5	79.3
Fédération de Russie	..	65.7	64.2	60.9	58.7	62.1	63.8	63.5	64.5	64.1	64.9	65.7	65.7	67.7

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/542604872158>

**Taux d'emploi : hommes**

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536467325285>

## Taux d'emploi : femmes

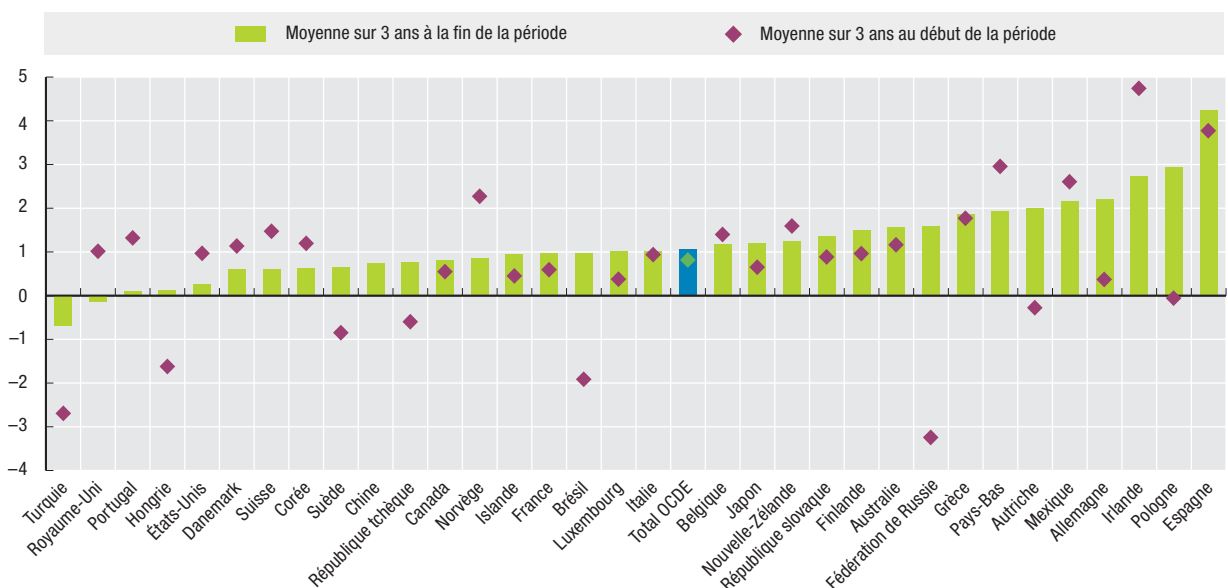
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler (15 à 64 ans), femmes

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	54.7	55.3	55.5	55.3	56.3	57.4	58.1	58.7	58.8	58.7	59.2	59.6	61.4	63.2
Australie	56.9	59.0	58.9	58.9	59.6	60.0	61.4	61.7	62.1	62.9	63.1	64.7	65.5	66.1
Autriche	58.9	58.9	58.3	58.4	58.5	59.4	59.4	59.9	61.2	61.6	60.7	62.0	63.5	64.4
Belgique	44.8	45.4	45.6	46.7	47.5	50.2	51.9	50.7	51.1	51.4	53.0	54.1	53.6	54.9
Canada	61.1	61.6	61.5	62.1	63.5	64.6	65.6	65.9	67.0	67.9	68.4	68.3	69.0	70.1
Corée	49.8	50.5	51.1	51.6	47.3	48.1	50.0	50.9	52.0	51.1	52.2	52.5	53.1	53.2
Danemark	67.1	67.0	67.4	69.4	70.3	71.6	72.1	71.4	72.6	70.5	72.0	70.8	73.2	73.3
Espagne	31.5	32.5	33.8	35.2	36.5	39.1	42.0	43.8	44.9	46.8	49.0	51.9	54.0	55.5
États-Unis	65.2	65.8	66.3	67.1	67.4	67.6	67.8	67.1	66.1	65.7	65.4	65.6	66.1	65.9
Finlande	58.7	59.0	59.5	60.4	61.3	63.6	64.5	65.4	66.1	65.7	65.5	66.5	67.3	68.5
France	50.8	51.6	51.8	51.7	52.4	53.0	54.3	55.2	55.8	57.6	57.7	58.0	58.2	59.4
Grèce	37.1	38.0	38.5	39.1	40.3	40.7	41.3	41.2	43.1	44.5	45.5	46.2	47.5	48.1
Hongrie	47.8	45.9	45.5	45.5	47.3	49.0	49.6	49.8	49.8	50.9	50.7	51.0	51.2	50.9
Irlande	38.9	41.5	43.3	44.7	48.2	51.3	53.3	54.0	55.0	55.2	55.6	57.9	58.7	60.3
Islande	74.6	76.8	76.5	75.6	78.3	80.2	81.0	81.1	79.8	81.2	79.4	81.2	81.6	81.7
Italie	35.4	35.4	36.0	36.4	37.3	38.3	39.6	41.1	42.0	42.7	45.2	45.3	46.3	46.6
Japon	56.5	56.4	56.8	57.6	57.2	56.7	56.7	57.0	56.5	56.8	57.4	58.1	58.8	59.5
Luxembourg	44.9	42.2	43.6	45.4	45.6	48.5	50.0	50.8	51.5	50.9	51.9	53.7	54.6	53.5
Mexique	36.2	36.0	36.8	39.1	39.3	39.1	39.6	39.0	39.5	39.1	40.9	41.6	42.9	43.6
Norvège	67.5	68.8	70.4	72.2	73.6	73.8	74.0	73.8	73.9	72.7	72.7	72.0	73.1	74.6
Nouvelle-Zélande	59.9	61.7	63.4	62.8	62.1	63.0	63.5	64.8	65.3	65.7	66.5	68.0	68.4	69.0
Pays-Bas	52.6	53.9	54.9	57.4	59.1	61.1	62.7	63.7	64.0	64.2	64.3	64.8	66.0	68.1
Pologne	51.9	51.8	51.8	51.8	52.2	51.6	48.9	47.8	46.4	46.2	46.4	47.0	48.2	50.6
Portugal	55.0	54.8	55.6	57.2	58.3	59.5	60.5	61.0	60.8	60.6	61.7	61.7	62.0	61.9
République tchèque	61.0	61.0	60.6	59.9	58.7	57.4	56.9	57.0	57.1	56.3	56.0	56.3	56.8	57.3
République slovaque	52.6	53.0	54.6	54.0	53.5	52.1	51.5	51.8	51.4	52.2	50.9	50.9	51.9	53.0
Royaume-Uni	62.1	62.5	63.3	64.0	64.2	65.0	65.6	66.0	66.3	66.4	66.6	66.7	66.8	66.3
Suède	70.7	70.9	69.9	68.9	69.4	70.9	72.2	73.5	73.4	72.8	71.8	71.8	72.1	73.2
Suisse	64.9	65.6	67.1	67.8	68.8	69.6	69.4	70.7	71.5	70.7	70.3	70.4	71.1	71.6
Turquie	30.4	30.2	30.3	28.0	28.5	28.9	26.2	26.3	26.6	25.2	24.3	23.7	23.8	23.8
Total UE27	..	..	..	..	..	..	53.6	54.3	54.5	55.0	55.4	56.3	57.3	58.3
Total OCDE	52.9	53.2	53.6	54.2	54.4	54.9	55.2	55.3	55.3	55.3	55.7	56.1	56.9	57.5
Brésil	..	53.1	50.3	50.7	50.1	51.3	..	51.3	52.9	52.9	54.3	55.3	55.9	55.9
Chine	..	..	..	..	..	..	..	69.4	68.5	67.8	66.5	66.6	68.2	68.0
Fédération de Russie	..	52.9	51.9	49.5	47.9	52.0	53.8	53.9	55.5	55.3	56.1	57.0	57.6	58.8

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/542628842588>

## Taux d'emploi : femmes

Croissance annuelle moyenne en pourcentage

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536488372372>

## TAUX D'EMPLOI PAR GROUPE D'ÂGE

Les taux d'emploi, dans ce chapitre, indiquent le pourcentage de personnes en âge de travailler qui occupent un emploi, réparties en trois groupes d'âge : les jeunes qui viennent d'entrer sur le marché du travail, les travailleurs d'âge très actif et ceux qui approchent de la retraite.

Dans ces différents groupes, les taux d'emploi sont très sensibles aux politiques publiques concernant l'enseignement supérieur, les systèmes de pension et l'âge de la retraite.

### Définition

Pour calculer le taux d'emploi d'un groupe d'âge donné, on subdivise tout d'abord ce groupe entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, puis on rapporte le nombre des actifs occupés à l'effectif total du groupe pour obtenir une proportion en pourcentage.

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices de l'OIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une

heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête. Les personnes sans emploi, ou inoccupées, sont celles qui ne travaillent pas mais qui cherchent un emploi, ainsi que les étudiants et tous ceux qui se sont eux-mêmes retirés du marché du travail pour une raison ou une autre, par exemple parce qu'ils sont invalides ou parce qu'ils doivent s'occuper de jeunes enfants ou de parents âgés.

### Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer l'emploi, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement en Islande et en Turquie. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi sont influencés par les changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais il y a de fortes chances pour que les taux d'emploi soient relativement cohérents dans le temps.

### Tendances à long terme

En règle générale, les taux d'emploi des personnes d'âge très actif – 25 à 54 ans – sont à peu près identiques dans l'ensemble de la zone OCDE, où ils ont atteint en 2007 des niveaux compris entre 70 et 90 % dans tous les pays sauf la Turquie. Ils varient beaucoup en revanche pour les jeunes, allant de moins de 25 % en Hongrie, au Luxembourg, en Grèce et en Italie, à plus de 60 % en Islande, au Danemark, aux Pays-Bas, en Australie et en Suisse, toujours en 2007. Les taux d'emploi des travailleurs âgés sont également très disparates d'un pays à l'autre, avec près de 70 % d'actifs occupés dans ce groupe en 2007 en Islande, en Nouvelle-Zélande et en Suède, mais moins de 30 % en Turquie et en Pologne.

Sur la période 1998-2007, les taux d'emploi des jeunes ont légèrement fléchi dans l'ensemble de la zone OCDE, les baisses les plus marquées s'étant produites en République tchèque et en Hongrie. Cela tient en partie aux mesures qu'ont adoptées les gouvernements pour encourager les jeunes à rehausser leur niveau de qualification. Dans le groupe des personnes d'âge très actif – 25 à 54 ans –, les taux d'emploi ont progressé dans l'ensemble de la zone OCDE, mais ils ont sensiblement baissé en Turquie, aux États-Unis et en République slovaque, tandis qu'ils augmentaient au contraire nettement en Espagne, en Irlande et en Italie. Les travailleurs les plus âgés ont dans l'ensemble connu une situation particulièrement favorable, notamment en Finlande, aux Pays-Bas, en Hongrie et en Nouvelle-Zélande, où leurs taux d'emploi ont le plus progressé.

### Source

- OCDE (2008), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Pour les pays non membres : sources nationales.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Burniaux, J.-M., R. Duval et F. Jaumotte (2004), *Coping with Ageing*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 371, OCDE, Paris.
- OCDE (2000), *De la formation initiale à la vie active : Faciliter les transitions*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Viellissement et politiques de l'emploi*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.


#### Sites Internet

- Réunion NERO sur le marché du travail, Paris, 25 juin 2004, [www.oecd.org/eco/nero](http://www.oecd.org/eco/nero).
- OCDE, Viellissement et politiques de l'emploi, [www.oecd.org/els/employment/olderworkers](http://www.oecd.org/els/employment/olderworkers).
- Statistiques sur l'emploi de l'OCDE, [www.oecd.org/els/emploi/donnees](http://www.oecd.org/els/emploi/donnees).
- Des emplois pour les jeunes, projet de l'OCDE, [www.oecd.org/els/emploi/jeunes](http://www.oecd.org/els/emploi/jeunes).
- Base de données OCDE des statistiques de la population active : [www.oecd.org/statistics/labour](http://www.oecd.org/statistics/labour).
- Youth Employment Summit, [www.yesweb.org](http://www.yesweb.org).

## Taux d'emploi pour la classe d'âge 15-24

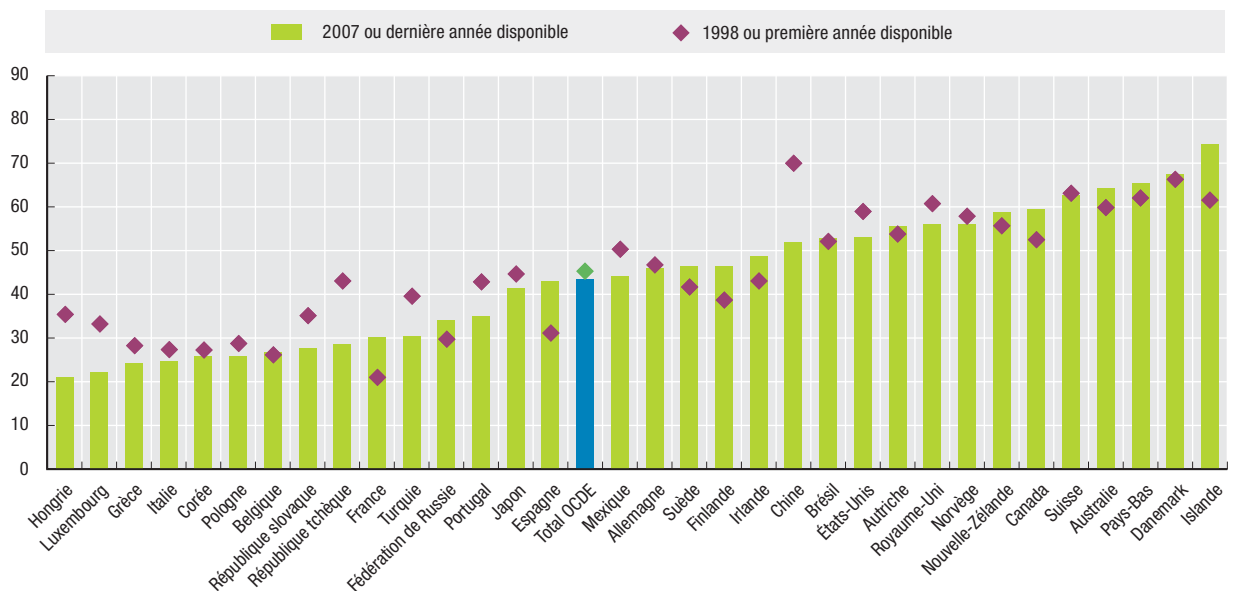
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	51.4	49.1	47.0	45.8	46.7	47.1	47.2	47.0	44.8	42.4	41.9	42.6	44.0	45.9
Australie	58.6	60.8	60.5	58.9	59.9	61.0	62.1	61.2	61.1	61.8	62.4	63.6	63.9	64.2
Autriche	59.2	57.2	55.6	54.7	53.8	53.8	52.8	51.6	51.7	51.1	51.9	53.1	54.0	55.5
Belgique	27.5	26.6	26.1	25.2	26.0	25.5	30.3	28.5	28.5	27.1	28.1	26.6	26.2	26.8
Canada	53.8	53.8	52.7	51.5	52.5	54.5	56.3	56.3	57.5	58.3	58.0	57.8	58.7	59.5
Corée	34.5	34.6	33.7	32.2	27.1	27.6	29.4	30.1	31.5	30.8	31.2	29.9	27.2	25.7
Danemark	62.1	65.9	66.0	68.2	66.4	66.0	67.1	61.7	64.0	59.4	61.3	62.0	63.7	67.4
Espagne	28.3	28.6	28.3	29.4	31.0	34.4	36.3	37.1	36.6	36.8	38.4	41.9	43.3	42.9
États-Unis	58.1	58.3	57.6	58.0	59.0	59.0	59.7	57.7	55.7	53.9	53.9	53.9	54.2	53.1
Finlande	31.9	33.4	34.5	37.1	38.6	41.8	42.9	43.5	42.4	41.4	41.3	42.1	44.1	46.4
France	22.0	21.8	21.3	19.9	20.8	20.7	23.2	24.3	24.1	29.7	29.3	29.3	28.9	30.1
Grèce	26.7	26.5	25.4	24.5	28.1	26.8	26.9	26.0	26.8	26.2	27.4	25.3	24.5	24.2
Hongrie	30.8	31.3	30.4	31.3	35.3	35.7	32.5	30.7	28.5	26.7	23.6	21.8	21.7	21.0
Irlande	33.5	37.3	36.4	38.3	43.0	46.4	48.2	47.0	44.8	45.2	44.7	46.4	48.4	48.8
Islande	51.7	54.9	54.8	55.7	61.6	65.1	68.2	66.8	59.4	68.1	66.3	71.6	72.9	74.3
Italie	28.3	27.3	26.9	27.0	27.2	27.3	27.8	27.4	26.7	26.0	27.2	25.5	25.5	24.7
Japon	45.0	44.7	45.0	45.3	44.6	42.9	42.7	42.0	41.0	40.3	40.0	40.9	41.4	41.4
Luxembourg	42.8	38.2	36.9	34.7	33.1	31.7	31.8	32.3	32.3	27.0	23.3	24.9	23.3	22.1
Mexique	50.3	48.2	48.2	49.2	50.3	50.3	48.9	47.2	45.4	44.1	44.3	43.7	44.8	44.2
Norvège	48.4	49.2	52.3	55.1	57.9	57.8	58.1	56.5	56.9	55.3	54.4	52.9	55.8	56.0
Nouvelle-Zélande	56.5	59.4	59.5	58.2	55.7	54.6	54.6	55.8	56.6	56.3	56.8	56.9	58.8	58.7
Pays-Bas	55.4	56.3	58.1	60.9	62.1	65.4	66.5	66.8	66.7	64.9	63.2	61.9	63.9	65.4
Pologne	28.0	27.3	27.9	28.8	28.6	24.3	24.5	22.1	20.0	19.6	20.0	20.9	24.0	25.8
Portugal	40.5	37.6	37.1	39.2	42.8	42.6	42.0	42.7	41.9	38.4	36.9	36.1	35.8	34.9
République tchèque	47.5	46.6	45.8	44.2	43.0	40.1	38.3	36.1	33.7	31.4	28.5	27.3	27.7	28.5
République slovaque	34.4	34.8	36.8	36.4	35.0	31.0	29.0	27.9	27.2	27.6	26.5	25.6	25.7	27.6
Royaume-Uni	58.8	59.0	60.2	60.8	60.8	60.8	61.5	61.0	60.9	59.7	60.1	58.6	57.3	55.9
Suède	41.3	42.5	40.3	39.7	41.6	43.8	46.1	47.8	46.5	45.1	42.8	42.5	44.0	46.3
Suisse	60.3	60.1	63.3	62.9	63.2	64.8	65.1	63.9	65.4	63.5	61.9	59.9	63.3	62.6
Turquie	43.0	41.0	42.0	40.3	39.5	39.7	37.0	35.3	33.0	30.5	31.6	31.2	30.8	30.4
Total UE27	..	..	..	..	..	..	37.0	37.3	36.7	36.1	35.7	36.1	36.6	37.4
Total OCDE	45.7	45.1	44.9	45.0	45.4	45.4	45.6	44.8	43.7	42.8	43.1	43.1	43.5	43.5
Brésil	..	57.7	54.7	54.0	52.1	51.7	..	50.8	51.7	50.8	52.4	52.7	52.6	52.9
Chine	..	..	..	..	..	..	..	70.1	65.7	61.5	57.1	55.7	52.8	51.9
Fédération de Russie	..	41.0	38.0	33.0	29.6	34.4	34.6	33.5	34.2	32.7	32.5	32.9	32.5	34.1

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/542713300423>

## Taux d'emploi pour la classe d'âge 15-24

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536533802664>

**Taux d'emploi pour la classe d'âge 25-54**

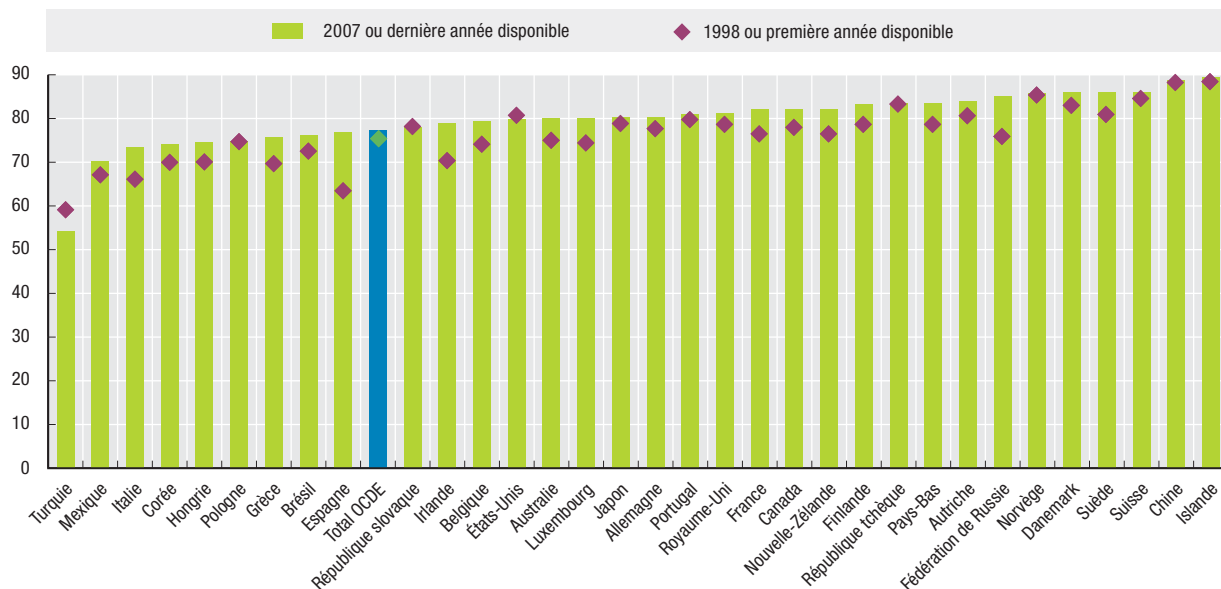
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	76.2	76.8	76.8	76.7	78.0	78.7	79.3	79.3	78.8	78.2	78.1	77.4	78.8	80.3
Australie	73.6	75.2	74.9	74.9	75.3	75.5	76.3	76.3	76.7	77.2	77.4	78.8	79.2	80.0
Autriche	79.8	80.6	80.3	80.8	81.0	82.0	82.5	82.7	83.5	84.0	82.6	82.6	83.5	84.0
Belgique	73.1	73.8	73.9	74.6	74.4	76.4	77.9	76.6	76.6	76.1	77.3	78.3	78.2	79.3
Canada	75.5	76.2	76.2	77.3	78.3	79.2	79.9	79.8	80.3	80.8	81.3	81.3	81.6	82.2
Corée	73.6	74.2	74.7	74.8	70.2	70.3	72.2	72.6	73.4	73.1	73.4	73.4	73.9	74.0
Danemark	80.5	81.7	82.2	82.8	83.4	84.4	84.3	84.5	84.7	83.5	84.0	83.9	85.5	86.1
Espagne	58.4	59.5	60.6	62.0	63.6	66.1	68.4	69.5	70.1	71.3	72.7	74.4	75.8	76.8
États-Unis	79.2	79.7	80.2	80.9	81.1	81.4	81.5	80.5	79.3	78.8	79.0	79.3	79.8	79.9
Finlande	74.9	76.1	76.9	77.5	79.0	80.4	80.9	81.5	81.6	81.1	81.0	81.7	82.5	83.3
France	76.3	77.0	76.9	76.4	76.8	77.0	78.3	79.3	79.4	80.4	80.5	80.7	81.2	82.1
Grèce	68.6	68.8	69.5	69.7	69.9	70.0	70.2	70.4	71.9	73.1	73.7	74.3	75.3	75.7
Hongrie	71.7	70.7	70.4	70.2	70.3	72.3	73.0	73.1	73.0	73.7	73.6	73.7	74.2	74.6
Irlande	62.7	64.7	66.3	67.4	70.6	73.2	75.3	76.4	76.4	75.7	76.5	77.8	78.2	78.8
Islande	87.5	89.1	89.3	88.2	88.9	90.9	90.6	90.7	90.0	89.2	88.0	88.2	89.1	89.4
Italie	65.8	65.5	65.7	65.8	66.3	67.1	68.0	69.2	70.1	70.8	72.1	72.2	73.3	73.5
Japon	79.5	79.3	79.6	79.9	79.2	78.7	78.6	78.6	78.0	78.3	78.6	79.0	79.6	80.2
Luxembourg	73.5	71.9	73.2	74.4	74.7	76.7	78.2	78.7	79.1	77.8	79.3	80.7	81.0	80.1
Mexique	65.0	63.7	65.2	67.6	67.3	66.9	67.4	67.1	67.6	67.3	68.7	68.8	69.9	70.3
Norvège	81.3	82.4	83.7	85.0	85.8	85.5	85.3	85.1	84.4	82.9	83.1	83.2	84.4	85.8
Nouvelle-Zélande	76.2	77.6	78.4	77.8	76.8	77.6	78.6	79.3	79.6	79.8	80.8	82.0	82.1	82.2
Pays-Bas	73.7	75.0	75.5	77.3	79.0	79.9	81.0	81.6	81.2	81.1	80.6	80.9	82.0	83.6
Pologne	73.8	74.2	74.6	74.7	75.0	73.7	70.9	69.3	67.5	67.6	68.3	69.5	71.8	74.9
Portugal	78.7	78.7	78.7	79.3	80.1	80.6	81.8	82.2	81.5	81.0	81.1	80.8	81.3	81.0
République tchèque	86.3	86.3	85.8	85.0	83.7	81.9	81.6	82.1	82.5	81.7	81.4	82.0	82.5	83.5
République slovaque	78.4	78.7	80.3	79.3	78.5	76.1	74.7	74.8	75.1	76.0	74.7	75.3	77.2	78.0
Royaume-Uni	76.5	77.1	77.4	78.3	79.0	79.6	80.2	80.5	80.3	80.7	80.7	81.1	81.2	81.3
Suède	81.9	82.6	81.8	80.7	81.3	82.5	83.8	84.6	84.2	83.5	82.9	83.9	84.7	86.1
Suisse	83.2	84.2	83.6	83.4	85.0	85.1	85.4	86.0	86.0	84.8	84.7	85.1	85.2	86.1
Turquie	59.8	60.5	60.1	59.0	59.2	58.2	56.7	55.5	54.6	54.0	54.1	54.1	54.2	54.2
Total UE27	..	..	..	..	..	..	76.0	76.3	76.1	76.4	76.6	77.2	78.2	79.1
Total OCDE	74.5	74.8	75.1	75.5	75.6	75.7	76.0	75.8	75.4	75.3	75.6	75.9	76.6	77.2
Brésil	..	75.0	72.8	73.3	72.8	73.2	..	73.1	74.2	74.0	75.4	75.9	76.3	76.1
Chine	..	..	..	..	..	..	..	88.7	87.7	86.6	85.6	85.2	88.0	88.7
Fédération de Russie	..	81.1	80.7	77.9	76.2	77.9	80.2	80.7	81.8	81.4	82.2	82.9	83.1	85.1

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/542733658134>

**Taux d'emploi pour la classe d'âge 25-54**

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536566040214>



### Taux d'emploi pour la classe d'âge 55-64

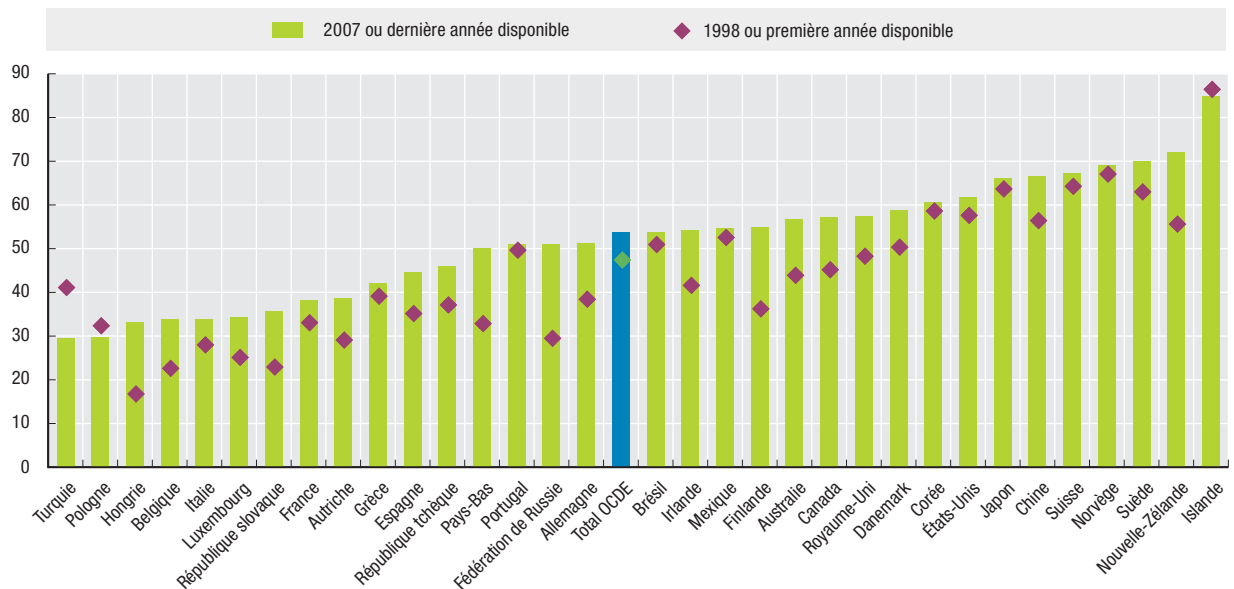
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge


	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	35.9	37.4	38.0	38.3	38.4	37.8	37.6	37.9	38.6	39.0	41.8	45.5	48.1	51.3
Australie	40.5	41.7	42.4	42.7	43.9	44.3	46.2	46.7	48.7	50.5	52.0	53.7	55.6	56.7
Autriche	28.4	30.2	29.1	28.5	29.0	29.7	28.3	28.2	29.2	30.3	28.8	31.8	35.5	38.6
Belgique	22.4	23.3	21.8	22.0	22.5	24.7	25.0	25.2	25.8	28.1	30.1	32.1	30.4	33.8
Canada	43.6	43.2	43.5	44.4	45.2	46.8	48.1	48.2	50.1	53.0	53.9	54.8	55.6	57.1
Corée	62.9	63.6	63.2	63.8	58.7	58.2	57.8	58.3	59.5	57.8	58.5	58.7	59.3	60.6
Danemark	50.2	49.3	47.5	51.4	50.4	54.2	54.6	56.5	57.3	60.7	61.8	59.8	60.9	58.7
Espagne	32.7	32.4	33.2	34.1	35.1	35.1	37.0	39.2	39.7	40.8	41.3	43.1	44.1	44.6
États-Unis	54.4	55.1	55.9	57.2	57.7	57.7	57.8	58.6	59.5	59.9	59.9	60.8	61.8	61.8
Finlande	33.5	34.4	35.6	35.7	36.2	39.2	42.3	45.9	47.8	49.9	51.0	52.6	54.5	55.0
France	33.4	33.5	33.5	33.6	33.0	34.2	34.3	36.5	39.3	37.0	37.6	38.7	38.1	38.3
Grèce	39.5	40.5	40.7	40.7	39.1	38.4	39.0	38.0	38.9	41.0	39.4	41.6	42.4	42.1
Hongrie	17.0	17.1	17.4	17.3	16.6	19.4	21.9	23.5	25.6	29.0	31.1	33.0	33.6	33.1
Irlande	39.5	39.4	40.3	40.2	41.6	43.8	45.2	46.6	47.9	49.2	49.5	51.7	53.4	54.1
Islande	84.7	85.1	83.8	83.7	86.7	85.9	84.2	85.6	87.2	83.3	82.0	84.8	84.9	84.9
Italie	29.4	28.4	28.7	28.0	27.9	27.6	27.7	28.0	28.9	30.3	30.5	31.4	32.5	33.8
Japon	63.7	63.7	63.6	64.2	63.8	63.4	62.8	62.0	61.6	62.1	63.0	63.9	64.7	66.1
Luxembourg	23.2	24.0	22.6	23.7	25.0	26.3	27.2	24.8	27.9	30.3	30.4	31.7	33.2	34.3
Mexique	52.4	50.0	51.3	54.5	52.6	54.1	51.7	51.1	52.2	52.9	53.8	52.6	55.0	54.7
Norvège	61.6	63.1	64.6	66.0	67.2	67.3	67.1	67.4	68.4	68.6	68.0	67.6	67.4	69.0
Nouvelle-Zélande	47.3	50.4	53.9	54.5	55.7	56.9	57.2	60.7	63.4	64.3	67.2	69.7	70.4	72.0
Pays-Bas	29.0	29.4	30.3	31.3	32.8	34.9	37.6	39.2	42.7	42.9	44.2	44.9	46.9	50.1
Pologne	34.4	33.8	33.0	33.6	32.3	32.5	28.4	29.0	27.9	28.6	28.0	29.1	28.1	29.7
Portugal	45.9	44.6	46.2	47.1	49.7	50.4	50.8	50.0	50.9	51.1	50.3	50.5	50.1	50.9
République tchèque	32.3	34.8	37.3	38.3	37.1	37.5	36.3	37.1	40.8	42.3	42.6	44.6	45.2	46.0
République slovaque	21.3	21.7	22.8	21.4	22.8	22.3	21.3	22.3	22.9	24.6	26.8	30.4	33.2	35.7
Royaume-Uni	47.4	47.5	47.8	48.5	48.3	49.4	50.4	52.1	53.1	55.4	56.2	56.7	57.4	57.4
Suède	61.9	62.0	63.4	62.7	63.1	64.0	65.1	67.0	68.4	69.0	69.5	69.6	69.8	70.1
Suisse	61.1	61.7	63.3	63.9	64.4	64.6	63.3	67.3	64.6	65.7	65.2	65.1	65.7	67.2
Turquie	40.8	41.7	41.6	40.5	41.1	39.3	36.4	35.9	35.3	32.7	33.1	30.8	30.1	29.4
Total UE27	..	..	..	..	..	..	36.8	37.5	38.2	39.9	40.5	42.3	43.5	44.7
Total OCDE	46.1	46.4	46.9	47.6	47.6	47.9	47.9	48.4	49.4	50.0	50.8	51.9	52.8	53.7
Brésil	..	53.3	50.7	51.1	51.0	52.2	..	51.2	52.7	52.1	52.5	54.0	54.0	53.7
Chine	..	..	..	..	..	..	..	56.5	55.9	54.5	52.6	58.3	64.5	66.5
Fédération de Russie	..	33.7	32.6	31.6	29.4	34.8	34.8	31.9	35.2	37.8	40.4	44.6	47.4	51.1

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/542741851847>

### Taux d'emploi pour la classe d'âge 55-64

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536602188711>

## EMPLOI À TEMPS PARTIEL

Le travail à temps partiel a largement contribué à la croissance de l'emploi total dans beaucoup de pays de l'OCDE entre 1994 et 2007, jouant en particulier un rôle important pour certains groupes souvent sous-représentés dans la population active, tels que les femmes, les jeunes et, à un moindre degré, les travailleurs âgés.

Des enquêtes récentes réalisées dans un grand nombre de pays de l'OCDE montrent que pour la plupart des personnes concernées, le temps partiel est un choix. Dans les pays où le travail à temps partiel est peu développé, il pourrait donc être intéressant de prendre des mesures pour l'encourager afin d'accroître l'emploi. Les femmes qui élèvent de jeunes enfants en bénéficieraient tout particulièrement.

### Définition

On considère comme employées à temps partiel les personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine dans leur emploi principal. Le travail à temps partiel concerne aussi bien les salariés que les non-salariés.

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices de l'OIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête. Les taux indiqués ici représentent le nombre de personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine en pourcentage du nombre d'actifs occupés.

### Tendances à long terme

Dans l'ensemble de la zone OCDE, le taux d'emploi à temps partiel s'est accru de 3.5 points entre 1998 et 2007. Les taux d'emploi à temps partiel ont augmenté considérablement – de plus de 5 points – aux Pays-Bas, en Autriche et en Allemagne, tandis qu'ils reculaient – de plus d'1 point – dans plusieurs pays, notamment en Islande, en Pologne, en France et en Grèce.

Le graphique met en évidence de fortes disparités entre les pays en matière d'emploi à temps partiel en 2007. Aux Pays-Bas et en Suisse, plus de 25 % de l'effectif total des actifs occupés travaillaient à temps partiel, contre moins de 10 % en République slovaque, en Hongrie, en République tchèque, en Grèce, en Turquie, en Corée et au Portugal. En 2007, la fréquence de l'emploi à temps partiel s'établissait au-dessus de 15 % en moyenne pour l'ensemble de la zone OCDE, et trois points de pourcentage au-dessus dans les pays de l'Union européenne à 27.

### Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer l'emploi, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement en Islande et en Turquie. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi sont influencés par les changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais il y a de fortes chances pour que les taux d'emploi soient relativement cohérents dans le temps.

### Source

- OCDE (2008), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Pour les pays non membres : sources nationales.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (1999), *La mise en œuvre de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi : Évaluation des performances et des politiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2002-2007), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille*, série, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2007), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.


#### Sites Internet

- Statistiques sur l'emploi de l'OCDE, [www.oecd.org/els/emploi/donnees](http://www.oecd.org/els/emploi/donnees).
- Base de données OCDE des statistiques de la population active : [www.oecd.org/statistics/labour](http://www.oecd.org/statistics/labour).
- Base de données OCDE de la productivité, [www.oecd.org/statistics/productivity](http://www.oecd.org/statistics/productivity).

## Fréquence de l'emploi à temps partiel

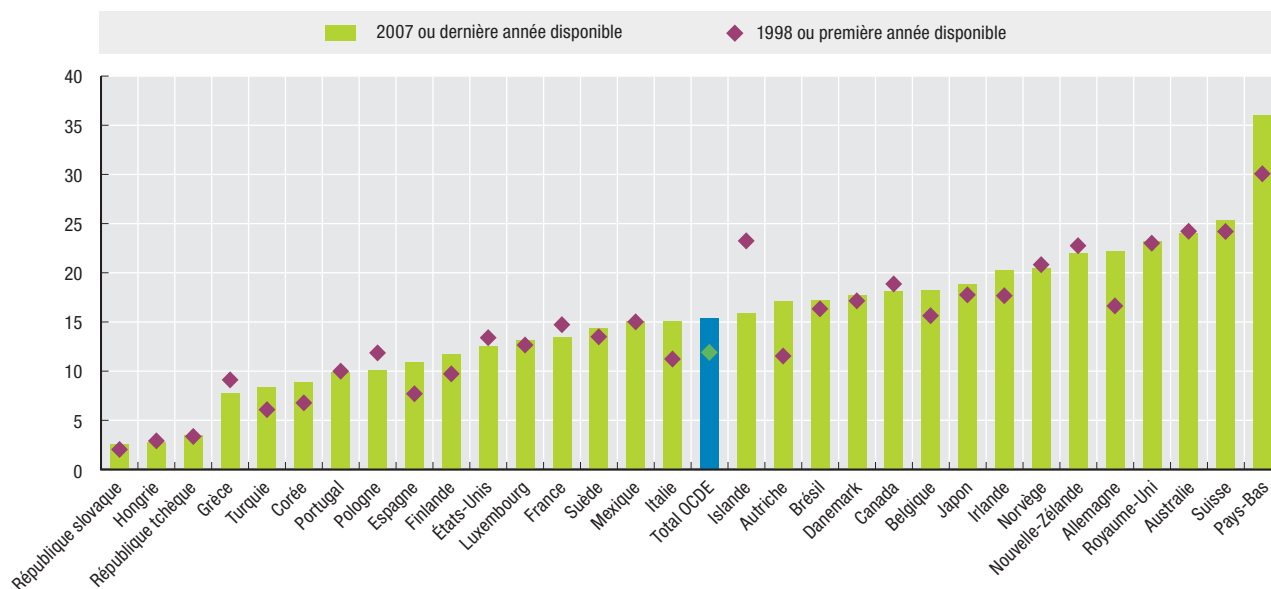

En pourcentage de l'emploi total

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	13.5	14.2	14.9	15.8	16.6	17.1	17.6	18.3	18.8	19.6	20.1	21.8	22.0	22.2
Australie	..	..	..	..	..	..	..	24.2	24.3	24.7	23.8	24.5	24.4	24.1
Autriche	..	11.1	10.9	10.8	11.5	12.3	12.2	12.4	13.6	13.5	15.4	16.0	17.3	17.2
Belgique	14.6	14.6	14.8	15.0	15.6	19.9	19.0	17.0	17.9	18.0	18.9	18.5	19.3	18.3
Canada	18.9	18.8	19.1	19.1	18.8	18.4	18.1	18.1	18.8	18.9	18.5	18.3	18.1	18.2
Corée	4.5	4.3	4.3	5.0	6.7	7.7	7.0	7.3	7.6	7.7	8.4	9.0	8.8	8.9
Danemark	17.3	16.9	16.6	17.2	17.1	15.3	16.1	14.7	16.0	15.7	17.3	17.6	18.1	17.7
Espagne	6.4	7.0	7.5	7.9	7.7	7.8	7.7	7.8	7.7	8.0	8.5	11.3	11.1	10.9
États-Unis	14.2	14.0	13.9	13.5	13.4	13.3	12.6	12.8	13.1	13.2	13.2	12.8	12.6	12.6
Finlande	8.9	8.7	8.5	9.3	9.7	9.9	10.4	10.5	11.0	11.3	11.3	11.2	11.4	11.7
France	13.8	14.2	14.0	14.8	14.7	14.6	14.2	13.8	13.8	12.9	13.3	13.4	13.3	13.4
Grèce	7.8	7.8	8.0	8.3	9.1	8.0	5.5	4.9	5.6	5.6	6.0	6.1	7.5	7.8
Hongrie	..	2.8	2.7	2.9	2.9	3.2	2.9	2.5	2.6	3.2	3.3	3.2	2.7	2.8
Irlande	13.5	14.3	14.2	15.0	17.6	17.9	18.1	17.9	18.6	19.3	19.3	19.6	19.9	20.3
Islande	22.6	22.5	20.9	22.4	23.2	21.2	20.4	20.4	20.1	16.0	16.6	16.4	16.0	15.9
Italie	10.0	10.5	10.5	11.3	11.2	11.8	12.2	12.2	11.9	12.0	14.8	14.6	14.9	15.1
Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	17.7	18.2	18.1	18.3	18.0	18.9
Luxembourg	10.7	11.3	10.4	11.0	12.6	12.1	12.4	13.3	12.5	13.3	13.2	13.9	12.7	13.1
Mexique	..	16.6	14.9	15.5	15.0	13.7	13.5	13.7	13.5	13.4	15.1	..	..	..
Norvège	21.5	21.4	21.6	21.0	20.8	20.7	20.2	20.1	20.6	21.0	21.1	20.8	21.1	20.4
Nouvelle-Zélande	21.0	20.9	21.9	22.3	22.7	23.0	22.2	22.4	22.6	22.3	22.0	21.7	21.3	22.0
Pays-Bas	28.9	29.4	29.3	29.1	30.0	30.4	32.1	33.0	33.9	34.6	35.0	35.7	35.5	36.1
Pologne	..	..	..	11.9	11.8	14.0	12.8	11.6	11.7	11.5	12.0	11.7	10.8	10.1
Portugal	9.5	8.6	9.2	10.2	10.0	9.4	9.4	9.2	9.7	10.0	9.6	9.8	9.3	10.0
République tchèque	3.6	3.4	3.4	3.4	3.3	3.4	3.2	3.2	2.9	3.2	3.1	3.3	3.3	3.5
République slovaque	2.7	2.3	2.1	2.0	2.0	1.8	1.9	1.9	1.6	2.3	2.8	2.6	2.5	2.6
Royaume-Uni	22.4	22.3	22.9	22.9	23.0	22.9	23.0	22.7	23.3	23.7	24.0	23.5	23.4	23.3
Suède	15.8	15.1	14.8	14.2	13.5	14.5	14.0	13.9	13.8	14.1	14.4	13.5	13.4	14.4
Suisse	23.2	22.9	23.7	24.0	24.2	24.8	24.4	24.8	24.8	25.1	24.9	25.1	25.5	25.4
Turquie	8.8	6.4	5.5	6.1	6.0	7.7	9.4	6.2	6.6	6.0	6.6	5.8	7.9	8.4
Total UE27	..	..	..	..	..	..	16.4	16.3	16.2	16.6	17.2	17.8	18.1	18.2
Total OCDE	11.3	11.6	11.5	11.8	11.9	12.1	11.9	12.1	14.6	14.7	15.1	15.3	15.2	15.4
Brésil	..	16.2	15.3	15.9	16.3	16.9	..	16.0	17.0	17.1	17.3	17.9	18.0	17.2

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/542744551031>

## Fréquence de l'emploi à temps partiel

En pourcentage de l'emploi total

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536605373762>

## EMPLOI NON SALARIÉ

L'emploi non salarié peut être perçu soit comme une stratégie de survie pour ceux qui ne peuvent pas trouver d'autres moyens de percevoir un revenu, soit comme le signe d'une volonté d'entreprendre et de travailler pour son propre compte. Les taux d'emploi non salarié présentés ici reflètent ces différentes motivations.

### Définition

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices de l'OIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête.

Les travailleurs non salariés comprennent les employeurs, les personnes établies à leur compte, les membres des coopératives de production et les aides familiaux non rémunérés. Ces derniers sont des personnes qui, sans être salariées, c'est-à-dire sans être pourvues d'un contrat formel leur garantissant le versement d'un revenu de montant fixe à intervalles réguliers, participent aux travaux

d'une entreprise dont elles partagent le revenu; la catégorie des aides familiaux non rémunérés est particulièrement importante dans le secteur agricole et dans le commerce de détail. À noter que toutes les personnes qui travaillent dans une entreprise constituée en société, y compris les dirigeants, sont considérées comme des salariés.

Les taux indiqués ici représentent le pourcentage de non-salariés dans l'emploi civil total, c'est-à-dire l'emploi total moins les membres des forces armées.

### Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer l'emploi, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement en Islande et en Turquie. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi sont influencés par les changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais il y a de fortes chances pour que les taux d'emploi soient relativement cohérents dans le temps.

Il est à noter que la composition de l'emploi non salarié selon les quatre catégories susmentionnées varie considérablement entre les pays. Ainsi, dans les pays qui comptent un assez grand nombre de petites exploitations agricoles, comme le Brésil, le Mexique et la Turquie, les aides familiaux non rémunérés sont également plus nombreux.

### Tendances à long terme

En 2007, les taux d'emploi non salarié global (hommes et femmes confondus) allaient de moins de 9 % au Luxembourg, aux États-Unis, en Norvège et au Danemark à plus de 30 % en Corée, au Mexique, au Brésil, en Grèce, en Turquie et en Chine. Il est intéressant de constater que 60 % de l'emploi non salarié relève du secteur agricole en Turquie, les taux correspondants étant de 30 % en Grèce, 25 % au Mexique et 20 % en Corée. C'est en général dans les pays à faible revenu par habitant que l'emploi non salarié atteint ses niveaux les plus élevés, mais avec un taux de 26.4 %, l'Italie constitue à cet égard une exception remarquable. L'Irlande et l'Espagne sont deux autres pays qui affichent à la fois un revenu élevé par habitant et un fort taux d'emploi non salarié.

Sur la période 1995-2007, l'emploi non salarié a reculé dans la plupart des pays, mais il a légèrement progressé en Allemagne et davantage en République tchèque et en République slovaque, partant il est vrai dans ces deux derniers cas d'un niveau peu élevé. Il a au contraire chuté plus sensiblement en Turquie, en Grèce, au Mexique, à partir d'un niveau de départ haut.

Les niveaux et les variations de l'emploi non salarié total masquent des différences importantes entre les hommes et les femmes. Dans plus de la moitié des pays membres, plus de 18 % des hommes pourvus d'un emploi étaient des non-salariés en 2007; le pourcentage correspondant pour les femmes était inférieur à 10 %.

L'évolution de l'emploi non salarié fait également apparaître des divergences. Chez les hommes, l'emploi non salarié a augmenté de façon assez significative en Autriche, en République slovaque, en Suède et en Irlande, alors qu'il cédait de plus d'un point de pourcentage en Islande, en Pologne et en Turquie. Chez les femmes, l'emploi non salarié a enregistré une progression assez sensible seulement en Autriche et en Suisse, partant il est vrai d'un niveau peu élevé, et a baissé de plus d'un point en Corée et en Turquie, à partir de niveaux historiquement hauts.

### Source

- OCDE (2008), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.
- Pour les pays non membres : sources nationales.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2000), « La renaissance partielle de l'emploi indépendant », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, chapitre 5, OCDE, Paris, p. 165-213.
- OCDE (2005), *Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat* – Édition 2005, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.


#### Sites Internet

- OCDE, Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales, [www.oecd.org/els](http://www.oecd.org/els).
- OCDE, Entrepreneuriat au niveau local, [www.oecd.org/tds/leed/entrepreneurship](http://www.oecd.org/tds/leed/entrepreneurship).

## Taux de travail indépendant : total

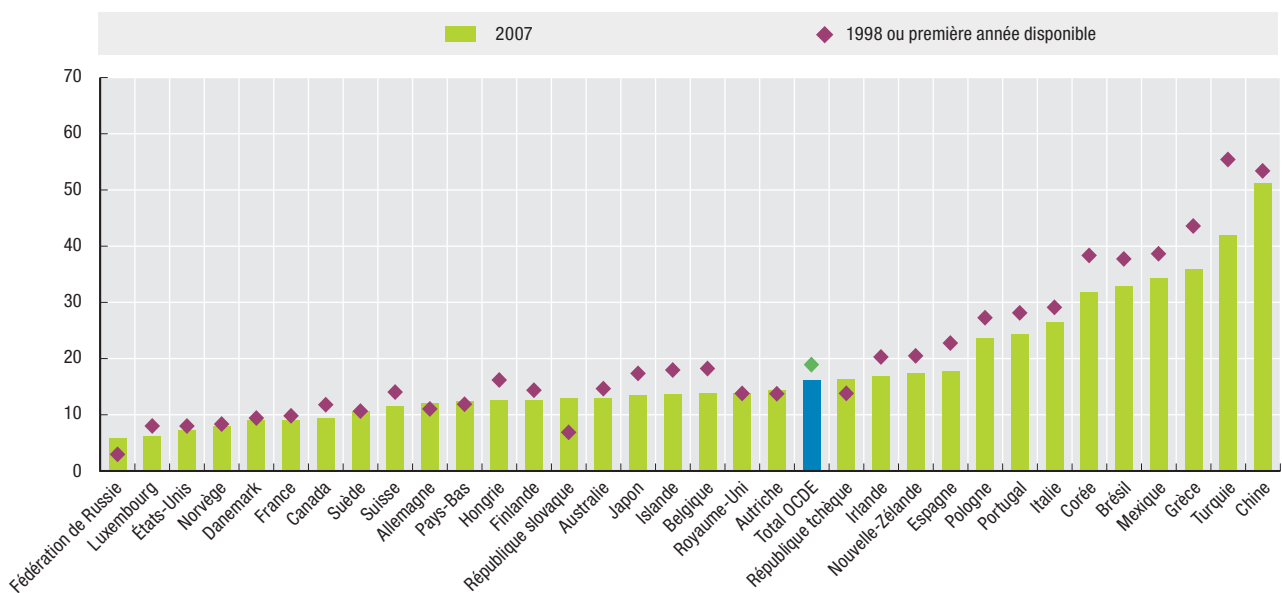
En pourcentage de l'emploi civil total

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	10.6	10.7	10.8	10.9	11.0	10.8	11.0	11.1	11.2	11.4	12.1	12.4	12.2	12.0
Australie	15.9	15.4	14.8	15.1	14.6	14.5	14.1	13.8	13.9	13.4	13.2	12.9	12.9	12.9
Autriche	13.8	14.4	14.0	13.6	13.7	13.4	13.1	13.2	13.1	12.8	12.8	13.3	13.6	14.4
Belgique	18.9	18.8	18.8	18.6	18.2	17.3	14.0	14.1	14.1	14.1	14.1	13.8	13.8	13.8
Canada	10.7	10.6	11.1	11.4	11.7	11.3	10.6	9.9	9.8	9.8	9.5	9.4	9.1	9.3
Corée	37.1	36.8	36.7	36.8	38.3	37.6	36.8	36.7	36.0	34.9	34.0	33.6	32.8	31.8
Danemark	10.0	9.6	9.5	9.1	9.4	9.1	8.7	8.9	9.0	8.8	8.7	8.7	8.9	8.9
Espagne	25.8	25.2	24.7	23.5	22.7	21.3	20.2	19.8	19.0	18.3	18.1	18.2	17.9	17.7
États-Unis	8.8	8.5	8.4	8.2	7.9	7.7	7.4	7.4	7.2	7.6	7.6	7.5	7.4	7.2
Finlande	16.3	15.6	15.3	14.9	14.3	14.0	13.7	13.0	12.9	12.9	12.8	12.7	12.9	12.6
France	11.3	10.8	10.4	10.1	9.8	9.5	9.2	8.9	8.8	8.8	8.9	9.0	9.0	9.0
Grèce	46.7	46.1	45.7	45.2	43.6	42.2	41.9	39.9	39.3	39.0	36.6	36.4	36.3	35.9
Hongrie	17.8	18.0	18.1	17.4	16.1	15.7	15.2	14.5	13.9	13.5	14.3	13.8	12.8	12.5
Irlande	22.8	22.2	20.8	20.8	20.2	19.2	18.9	18.1	18.1	17.7	18.0	17.4	16.3	16.8
Islande	18.4	19.7	18.2	17.7	17.9	17.7	18.0	16.9	16.6	13.9	14.1	14.2	14.7	13.7
Italie	29.0	29.3	29.3	29.1	29.1	28.6	28.5	28.2	27.7	27.5	28.4	27.0	26.7	26.4
Japon	18.6	18.3	17.7	17.5	17.3	17.2	16.6	15.9	15.4	15.1	14.9	14.7	13.8	13.4
Luxembourg	8.4	8.4	8.3	8.2	8.0	7.7	7.4	7.1	6.9	6.8	6.7	6.5	6.3	6.1
Mexique	43.7	41.2	40.1	40.9	38.6	38.0	36.0	36.4	36.8	36.6	36.5	35.5	34.5	34.3
Norvège	9.7	9.3	8.7	8.2	8.3	7.8	7.4	7.2	7.1	7.3	7.4	7.4	8.5	8.0
Nouvelle-Zélande	21.1	20.9	20.9	20.0	20.4	21.2	20.7	19.9	19.4	19.4	19.2	18.5	17.7	17.3
Pays-Bas	12.3	12.4	12.5	12.6	11.8	11.3	11.2	11.6	11.7	11.4	12.1	12.4	12.4	12.4
Pologne	30.9	29.7	29.5	28.3	27.2	26.9	27.4	28.0	28.1	27.3	26.7	25.8	24.4	23.5
Portugal	27.6	27.9	28.6	28.9	28.1	27.0	26.1	26.8	26.6	26.7	25.9	25.1	24.1	24.2
République tchèque	10.6	12.0	12.2	12.4	13.8	14.5	15.2	15.2	16.1	17.3	16.9	16.1	16.2	16.2
République slovaque	6.3	6.5	6.4	6.3	6.8	7.7	7.9	8.4	8.6	9.7	12.0	12.6	12.6	12.9
Royaume-Uni	15.7	15.6	14.9	14.5	13.7	13.2	12.8	12.8	12.7	13.2	13.6	13.4	13.5	13.8
Suède	11.1	11.2	11.0	10.8	10.6	10.6	10.3	10.0	9.8	9.6	9.9	9.8	10.0	10.6
Suisse	12.7	12.8	13.4	13.9	14.0	14.0	13.2	13.0	12.5	12.0	11.4	11.2	11.1	11.5
Turquie	59.1	58.5	57.2	55.4	55.4	55.0	51.4	52.8	50.2	49.4	49.2	45.8	43.5	41.9
Total UE27	..	17.9	17.8	17.6	17.2	16.9	16.7	16.6	16.5	16.6	16.4	16.3	16.0	15.9
Total OCDE	19.8	19.4	19.2	19.0	18.6	18.3	17.6	17.5	17.3	17.2	17.3	16.9	16.5	16.1
Brésil	..	38.6	37.0	37.8	37.7	38.5	..	35.6	35.7	35.6	34.9	34.9	34.0	32.9
Chine	..	..	..	..	..	..	..	53.4	51.8	48.8	45.8	48.2	52.0	51.2
Fédération de Russie	..	1.9	2.1	2.9	2.9	8.0	7.6	6.0	5.9	5.7	5.8	6.1	6.0	5.7

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/542746080432>

## Taux de travail indépendant : total

En pourcentage de l'emploi civil total


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536633027413>



### Taux de travail indépendant : hommes

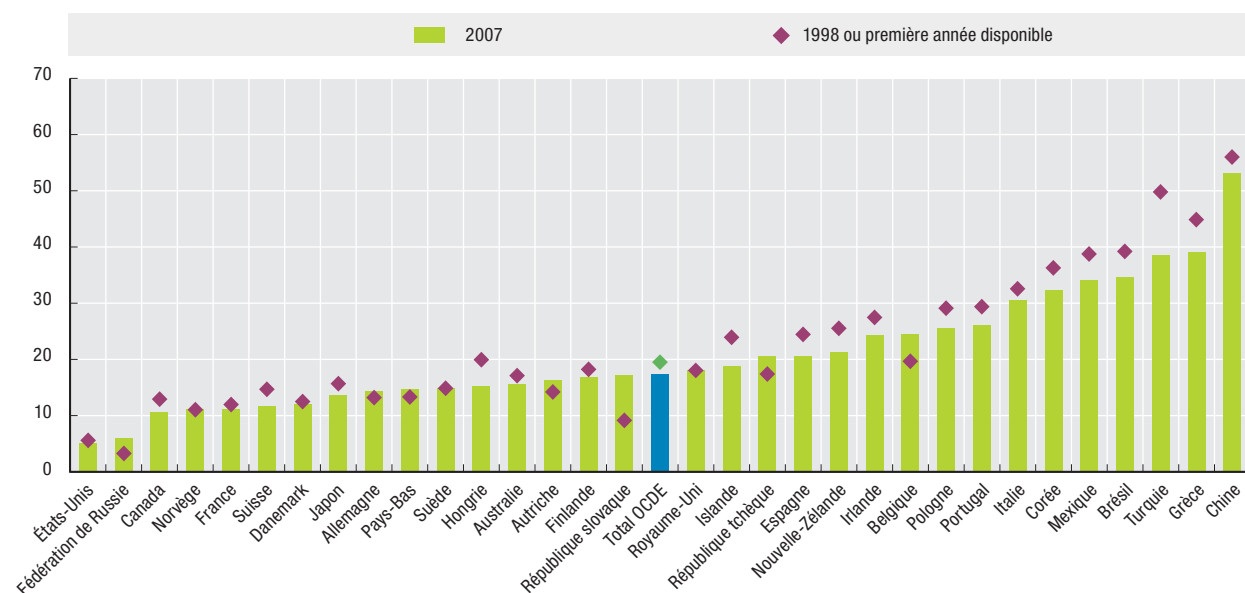
En pourcentage de l'emploi civil total

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	12.3	12.5	12.7	13.0	13.1	13.2	13.4	13.4	13.6	14.0	14.9	14.9	14.7	14.4
Australie	18.3	17.9	17.2	17.4	17.1	17.1	16.7	16.6	16.6	16.2	15.9	15.5	15.5	15.5
Autriche	..	-	14.1	14.0	14.2	14.0	13.9	14.1	14.2	14.0	14.8	15.3	15.4	16.2
Belgique	19.6	19.7	19.9	19.9	19.6	18.2	24.2	24.4	24.6	24.8	24.9	24.5	24.5	24.5
Canada	12.0	11.8	12.2	12.5	12.9	12.5	11.7	11.2	10.8	11.0	10.8	10.5	10.2	10.5
Corée	34.7	34.3	34.4	34.7	36.3	36.1	35.7	36.0	35.7	35.3	34.4	34.0	33.2	32.3
Danemark	..	12.4	12.4	..	12.4	12.2	11.7	12.4	12.5	11.9	11.9	11.6	11.7	12.0
Espagne	26.9	26.2	26.1	25.3	24.4	23.2	22.2	21.9	21.3	20.7	20.5	20.8	20.7	20.6
États-Unis	6.0	5.9	5.9	5.8	5.5	5.4	5.3	5.3	5.2	5.4	5.3	5.1	5.1	5.1
Finlande	21.1	20.2	19.7	19.0	18.2	18.1	17.8	16.8	16.7	16.7	16.7	16.7	17.1	16.8
France	13.3	12.9	12.6	12.3	11.9	11.6	11.3	11.0	10.9	10.9	11.0	11.2	11.2	11.2
Grèce	47.6	47.4	46.9	46.8	44.9	43.8	43.7	42.1	41.4	41.0	39.4	39.1	39.1	39.0
Hongrie	21.9	22.1	22.6	21.5	19.9	19.5	19.2	18.1	17.3	17.1	17.9	17.3	16.0	15.3
Irlande	30.3	29.9	28.2	28.1	27.4	26.1	25.8	25.2	25.6	25.0	25.3	24.7	23.3	24.2
Islande	25.6	27.6	23.9	23.2	23.9	23.7	24.0	23.1	23.6	19.2	19.3	20.1	20.8	18.8
Italie	31.6	32.3	32.5	32.4	32.5	32.1	32.3	32.2	31.7	31.5	32.4	31.2	30.8	30.6
Japon	16.4	16.1	15.8	15.9	15.6	15.8	15.5	15.0	14.8	14.7	14.7	14.5	13.9	13.6
Mexique	44.2	41.6	40.6	40.8	38.7	38.1	36.4	36.9	36.9	36.5	36.2	35.7	34.4	34.1
Norvège	12.8	12.1	11.4	10.9	11.0	10.3	9.8	9.4	9.7	10.1	10.3	10.2	11.7	11.1
Nouvelle-Zélande	25.7	25.4	25.8	24.9	25.5	26.4	25.9	24.9	24.5	24.6	24.0	23.0	22.0	21.2
Pays-Bas	-	13.7	13.8	14.0	13.3	12.7	12.6	12.9	13.4	13.6	14.1	14.6	14.6	14.6
Pologne	32.4	31.4	31.1	30.0	29.1	29.2	29.5	29.9	30.4	29.8	28.9	27.9	26.6	25.5
Portugal	28.9	29.9	30.3	30.0	29.3	28.2	27.5	28.4	28.1	28.3	27.8	26.7	25.5	26.0
République tchèque	13.7	15.1	15.7	15.9	17.3	18.4	19.1	19.1	20.3	21.7	21.5	20.4	20.3	20.5
République slovaque	8.6	8.7	8.7	8.4	9.1	10.4	10.8	11.3	11.8	13.0	16.0	17.2	16.7	17.2
Royaume-Uni	20.6	20.6	19.6	19.1	18.0	17.7	16.7	17.0	17.0	17.6	18.3	17.6	17.7	18.0
Suède	15.7	15.7	15.6	15.3	14.8	14.8	14.5	14.1	14.0	13.9	14.3	14.0	14.2	14.9
Suisse	12.5	13.3	14.0	14.1	14.6	14.6	13.9	13.7	13.0	12.4	11.9	11.7	11.5	11.7
Turquie	52.7	52.1	50.5	49.8	49.8	48.9	46.5	47.5	45.1	44.5	45.0	42.2	40.1	38.5
Total UE27	..	20.8	20.0	19.8	19.6	19.2	19.1	19.1	19.2	19.6	19.4	19.3	19.0	18.9
Total OCDE	20.3	19.9	19.9	19.9	19.5	19.2	18.7	18.7	18.5	18.5	18.6	18.1	17.7	17.4
Brésil	..	38.8	38.2	39.0	39.2	40.0	..	37.4	37.2	37.4	36.7	36.2	35.5	34.6
Chine	..	..	..	..	..	..	..	56.0	54.5	51.2	48.8	51.1	54.1	53.1
Fédération de Russie	..	2.3	2.5	3.2	3.2	7.5	7.3	5.8	5.8	5.8	6.0	6.3	6.2	6.0

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/542846316582>

### Taux de travail indépendant : hommes

En pourcentage de l'emploi civil total




StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536634105547>

## Taux de travail indépendant : femmes

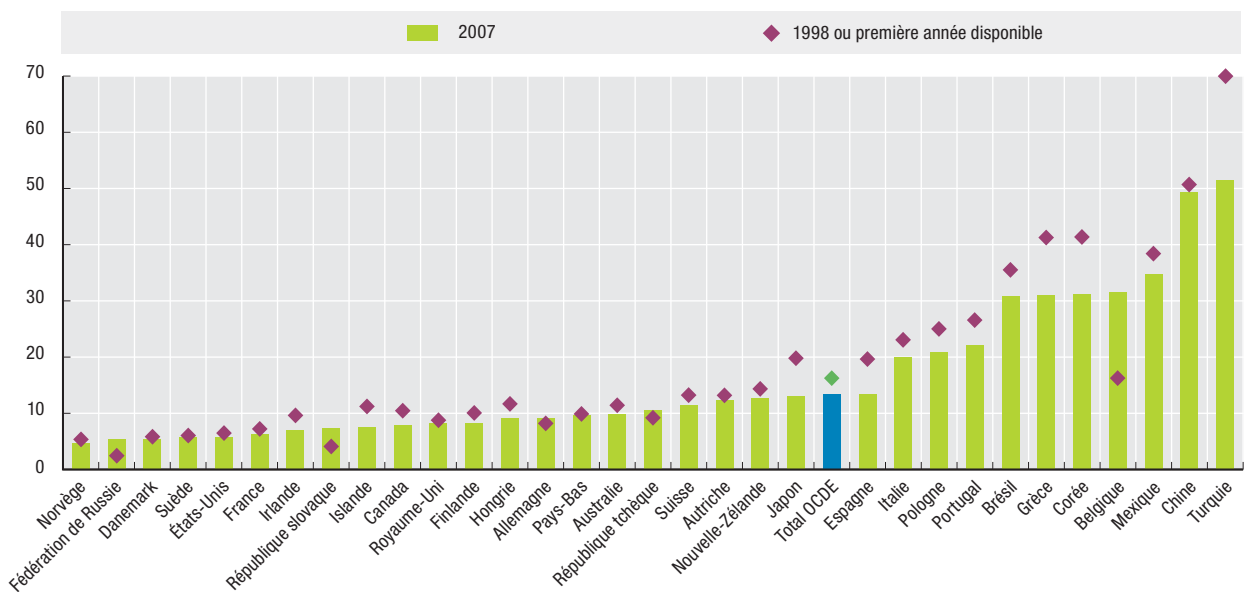
En pourcentage de l'emploi civil total

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	8.3	8.3	8.1	8.1	8.2	7.8	7.9	8.3	8.2	8.4	8.8	9.4	9.3	9.2
Australie	12.6	12.1	11.6	12.2	11.4	11.1	10.7	10.3	10.4	10.0	9.9	9.8	9.8	9.8
Autriche	..	-	13.8	13.2	13.1	12.6	12.2	12.1	11.8	11.3	10.3	10.9	11.3	12.3
Belgique	17.7	17.6	17.4	16.9	16.2	16.0	33.1	33.6	33.3	32.9	32.4	31.6	31.6	31.6
Canada	9.2	9.1	9.7	10.2	10.4	9.8	9.2	8.4	8.5	8.4	8.0	8.1	7.9	8.0
Corée	40.7	40.4	40.1	39.8	41.4	39.7	38.4	37.6	36.5	34.5	33.4	32.9	32.3	31.2
Danemark	..	6.3	6.1	..	5.8	5.6	5.5	4.9	5.2	5.3	5.2	5.3	5.8	5.5
Espagne	23.6	23.2	21.9	20.2	19.6	17.8	16.6	16.2	15.1	14.5	14.3	14.5	13.8	13.5
États-Unis	7.1	6.9	6.9	6.7	6.4	6.2	6.1	6.1	5.9	6.1	6.1	5.9	6.0	5.8
Finlande	11.1	10.5	10.5	10.2	10.0	9.5	9.2	8.9	8.7	8.8	8.5	8.5	8.4	8.2
France	8.7	8.2	7.8	7.5	7.2	6.9	6.7	6.4	6.4	6.4	6.4	6.3	6.3	6.3
Grèce	45.2	43.8	43.7	42.4	41.3	39.3	38.9	36.1	35.7	35.6	32.1	32.0	32.1	31.1
Hongrie	13.0	13.0	12.7	12.4	11.6	11.1	10.5	10.2	10.0	9.2	10.1	9.9	9.1	9.2
Irlande	10.1	9.7	9.6	9.5	9.6	9.2	9.0	8.0	7.8	7.9	7.9	7.5	6.7	7.1
Islande	10.4	10.6	11.5	11.4	11.2	10.8	11.0	9.7	8.7	8.0	8.3	7.4	7.6	7.6
Italie	24.2	23.8	23.6	23.2	23.0	22.6	22.0	21.6	21.2	21.1	22.2	20.6	20.5	20.0
Japon	22.0	21.5	20.4	19.9	19.8	19.3	18.3	17.2	16.3	15.8	15.3	14.9	13.7	13.1
Mexique	42.6	40.5	38.9	41.3	38.4	37.8	35.3	35.6	36.7	36.7	37.1	35.3	34.6	34.8
Norvège	5.8	6.1	5.7	5.1	5.3	5.0	4.8	4.7	4.2	4.3	4.3	4.5	4.9	4.7
Nouvelle-Zélande	15.3	15.3	14.9	14.1	14.3	15.0	14.7	14.0	13.3	13.2	13.6	13.4	12.5	12.7
Pays-Bas	-	10.7	10.6	10.7	9.8	9.4	9.4	9.8	9.5	8.6	9.6	9.7	9.7	9.7
Pologne	29.2	27.7	27.5	26.3	25.0	24.1	24.8	25.7	25.4	24.3	24.1	23.1	21.8	20.9
Portugal	26.0	25.5	26.5	27.5	26.6	25.6	24.4	24.9	24.7	24.8	23.5	23.3	22.4	22.1
République tchèque	6.7	8.0	7.9	8.0	9.2	9.6	10.2	10.2	10.7	11.5	10.9	10.4	10.9	10.5
République slovaque	3.4	3.8	3.5	3.8	4.0	4.4	4.7	4.9	4.7	5.9	7.1	7.0	7.3	7.3
Royaume-Uni	9.8	9.6	9.3	9.1	8.7	8.0	8.3	7.8	7.8	8.2	8.3	7.8	8.0	8.2
Suède	6.3	6.4	6.0	5.9	6.0	6.1	5.7	5.6	5.3	5.1	5.1	5.3	5.4	5.8
Suisse	13.0	12.0	12.6	13.5	13.2	13.2	12.4	12.0	11.7	11.4	10.7	10.6	10.7	11.4
Turquie	74.6	74.0	73.6	70.0	69.9	70.0	64.7	66.8	63.0	61.9	60.7	56.2	53.3	51.5
Total UE27	..	13.8	14.8	14.5	14.1	13.7	13.5	13.3	12.9	12.9	12.6	12.5	12.2	12.1
Total OCDE	17.4	17.0	16.8	16.7	16.2	15.8	15.0	14.9	14.7	14.4	14.4	14.0	13.6	13.4
Brésil	..	38.4	35.3	36.1	35.5	36.3	..	33.0	33.5	33.1	32.5	33.1	31.8	30.8
Chine	..	..	..	..	..	..	..	50.7	49.1	46.3	42.7	45.4	49.9	49.3
Fédération de Russie	..	1.4	1.6	2.5	2.4	8.5	8.0	6.1	5.9	5.5	5.6	6.0	5.7	5.4

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/542847266333>

## Taux de travail indépendant : femmes

En pourcentage de l'emploi civil total

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536635115142>

## TAUX DE CHÔMAGE

La plupart des pays de l'OCDE publient des taux de chômage calculés sur la base du nombre de personnes inscrites dans les registres publics des demandeurs d'emploi. Comme ces données sont disponibles peu de temps après la fin du mois ou du trimestre auquel elles se réfèrent, elles sont en effet couramment utilisées comme des chiffres de « référence » du chômage dans de nombreux pays. Cependant, les règles d'inscription au chômage ne sont pas les mêmes dans tous les pays et les statistiques établies d'après cette source ne sont donc pas comparables au plan international. Les taux de chômage indiqués ici ont été calculés conformément aux lignes directrices du BIT et aux définitions qu'elles proposent pour le chômage et la population active.

### Définition

Les chômeurs sont ceux qui déclarent ne pas avoir d'emploi, être disponibles pour travailler et avoir pris des dispositions pour chercher activement du travail au cours des quatre dernières semaines de référence. Les lignes directrices de l'OIT énumèrent les dispositions en question, qui comprennent notamment : réponses à des avis de vacance de poste, démarches sur les lieux de travail tels qu'usines ou chantiers de construction, publication de petites annonces dans les journaux et inscription auprès de bureaux de placement.

### Tendances à long terme

Dans les pays de l'OCDE, les taux de chômage ont augmenté au début des années 90, mais se sont repliés depuis lors. Le recul a été particulièrement marqué en Australie, en Finlande, en Irlande, en Nouvelle-Zélande et en Espagne.

Les différences observées entre les taux de chômage des hommes et des femmes ne dénotent aucune tendance particulière. Le chômage est généralement plus élevé chez les femmes que chez les hommes, mais la situation inverse a pu être observée ces dernières années dans plusieurs pays – Canada, Allemagne, Irlande, Japon, Corée, Norvège, Royaume-Uni et États-Unis. Cela tient peut-être en partie au fait que, en situation de chômage, les femmes ont plus tendance que les hommes à se retirer du marché du travail dans ces pays.

En ce qui concerne le chômage total sur la période 2005-2007, les pays se classent en trois groupes : un premier groupe où les taux sont inférieurs à 4.5 % (Islande, Corée, Norvège, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Suisse, Japon, Danemark et Luxembourg), un groupe intermédiaire où les taux sont compris entre 4.5 et 9 %, et un groupe où les taux de chômage sont en moyenne égaux ou supérieurs à 9 % (Grèce, Allemagne, Turquie, Pologne et République slovaque).

Le taux de chômage représente le nombre de chômeurs en pourcentage de la population active, celle-ci étant composée de tous les actifs occupant un emploi (personnes ayant travaillé au moins une heure au cours de la semaine précédant l'enquête) et des chômeurs.

Quand le chômage est élevé, certaines personnes se découragent et cessent de chercher du travail. Elles sont alors exclues de la population active, ainsi le taux de chômage diminue, ou arrête d'augmenter, même si ça ne reflète pas une amélioration du marché du travail.

### Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer le chômage, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement dans quelques pays. En outre, il est probable que les niveaux de chômage sont influencés par les changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais il y a de fortes chances pour que les taux de chômage soient relativement cohérents dans le temps.

### Source

- OCDE (2008), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- Pour les pays non membres : sources nationales.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2007), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Édition 2006, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Statistiques de l'emploi.


#### Sites Internet

- Statistiques sur l'emploi de l'OCDE, [www.oecd.org/els/emploi/donnees](http://www.oecd.org/els/emploi/donnees).
- OCDE Politiques de l'emploi, [www.oecd.org/els/emploi](http://www.oecd.org/els/emploi).
- Base de données OCDE des statistiques de la population active : [www.oecd.org/statistics/labour](http://www.oecd.org/statistics/labour).

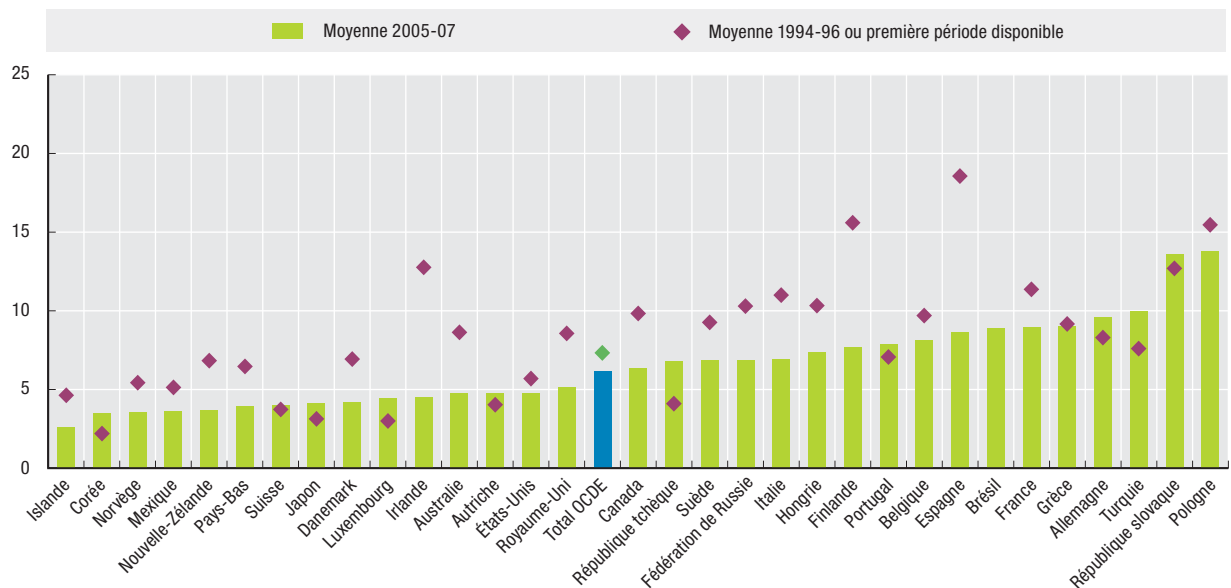
**Taux de chômage : total**

En pourcentage de la population active civile

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	8.2	8.0	8.7	9.4	9.0	8.3	7.5	7.6	8.4	9.3	9.8	10.6	9.8	8.4
Australie	9.5	8.2	8.2	8.3	7.7	6.9	6.3	6.7	6.4	5.9	5.4	5.1	4.8	4.4
Autriche	3.8	3.9	4.4	4.4	4.5	3.9	3.7	3.6	4.2	4.3	4.9	5.2	4.7	4.4
Belgique	9.8	9.7	9.6	9.2	9.3	8.5	6.9	6.6	7.5	8.2	8.4	8.5	8.3	7.5
Canada	10.4	9.5	9.6	9.1	8.3	7.6	6.8	7.2	7.7	7.6	7.2	6.8	6.3	6.0
Corée	2.5	2.1	2.0	2.6	7.0	6.6	4.4	4.0	3.3	3.6	3.7	3.7	3.5	3.2
Danemark	7.7	6.8	6.3	5.2	4.9	5.1	4.3	4.5	4.6	5.4	5.5	4.8	3.9	3.8
Espagne	19.5	18.4	17.8	16.7	15.0	12.5	11.1	10.4	11.1	11.1	10.6	9.2	8.5	8.3
États-Unis	6.1	5.6	5.4	4.9	4.5	4.2	4.0	4.7	5.8	6.0	5.5	5.1	4.6	4.6
Finlande	16.8	15.1	14.9	12.7	11.4	10.3	9.6	9.1	9.1	9.1	8.9	8.4	7.7	6.9
France	11.6	11.0	11.5	11.4	11.0	10.4	9.0	8.3	8.6	9.0	9.3	9.3	9.2	8.3
Grèce	8.8	9.0	9.7	9.6	11.1	12.0	11.3	10.7	10.3	9.7	10.5	9.9	8.9	8.3
Hongrie	11.0	10.4	9.6	9.0	8.4	6.9	6.4	5.7	5.8	5.9	6.1	7.2	7.5	7.4
Irlande	14.4	12.3	11.6	9.9	7.6	5.7	4.3	4.0	4.5	4.7	4.5	4.4	4.5	4.7
Islande	5.3	4.9	3.7	3.9	2.7	2.0	2.3	2.3	3.3	3.4	3.1	2.6	2.9	2.3
Italie	10.6	11.2	11.2	11.2	11.4	11.0	10.1	9.1	8.7	8.5	8.1	7.7	6.8	6.2
Japon	2.9	3.1	3.4	3.4	4.1	4.7	4.7	5.0	5.4	5.3	4.7	4.4	4.1	3.9
Luxembourg	3.2	2.9	2.9	2.7	2.7	2.4	2.3	1.9	2.6	3.8	4.9	4.6	4.6	4.2
Mexique	3.7	6.2	5.5	3.7	3.2	2.5	2.5	2.8	3.0	3.4	3.9	3.6	3.6	3.7
Norvège	6.0	5.5	4.8	4.0	3.2	3.2	3.4	3.6	3.9	4.5	4.4	4.6	3.5	2.6
Nouvelle-Zélande	8.1	6.3	6.1	6.6	7.4	6.8	6.0	5.3	5.2	4.6	3.9	3.7	3.8	3.6
Pays-Bas	6.8	6.6	6.0	4.9	3.8	3.2	2.8	2.2	2.8	3.7	4.6	4.7	3.9	3.2
Pologne	16.9	15.4	14.1	10.9	10.2	13.4	16.2	18.3	20.0	19.7	19.0	17.8	13.9	9.6
Portugal	6.8	7.2	7.2	6.7	5.0	4.5	4.0	4.0	5.1	6.4	6.8	7.7	7.8	8.1
République tchèque	4.3	4.1	3.9	4.8	6.4	8.6	8.7	8.0	7.3	7.8	8.3	7.9	7.2	5.3
République slovaque	13.7	13.1	11.3	11.9	12.7	16.3	18.8	19.3	18.7	17.6	18.2	16.3	13.4	11.1
Royaume-Uni	9.3	8.5	7.9	6.8	6.1	5.9	5.4	5.0	5.1	5.0	4.7	4.8	5.4	5.3
Suède	9.4	8.8	9.6	9.9	8.2	6.7	5.6	4.9	5.0	5.6	6.3	7.3	7.0	6.2
Suisse	3.8	3.5	3.9	4.2	3.5	3.0	2.6	2.6	3.2	4.3	4.4	4.4	4.0	3.6
Turquie	8.6	7.6	6.6	6.8	6.9	7.7	6.5	8.4	10.3	10.5	10.3	10.2	9.9	9.8
Total UE27	...	...	...	...	...	...	8.7	8.5	8.9	9.0	9.0	8.9	8.2	7.1
Total OCDE	7.6	7.2	7.2	6.9	6.8	6.7	6.2	6.4	6.9	7.1	6.9	6.7	6.1	5.6
Brésil	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	9.2	9.6	8.7	8.3
Fédération de Russie	...	9.4	9.7	11.8	13.3	13.0	10.6	9.0	7.9	8.2	7.8	7.2	7.2	6.1

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/54284772743>**Taux de chômage : total**

En pourcentage de la population active civile

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536641403626>

**Taux de chômage : hommes**

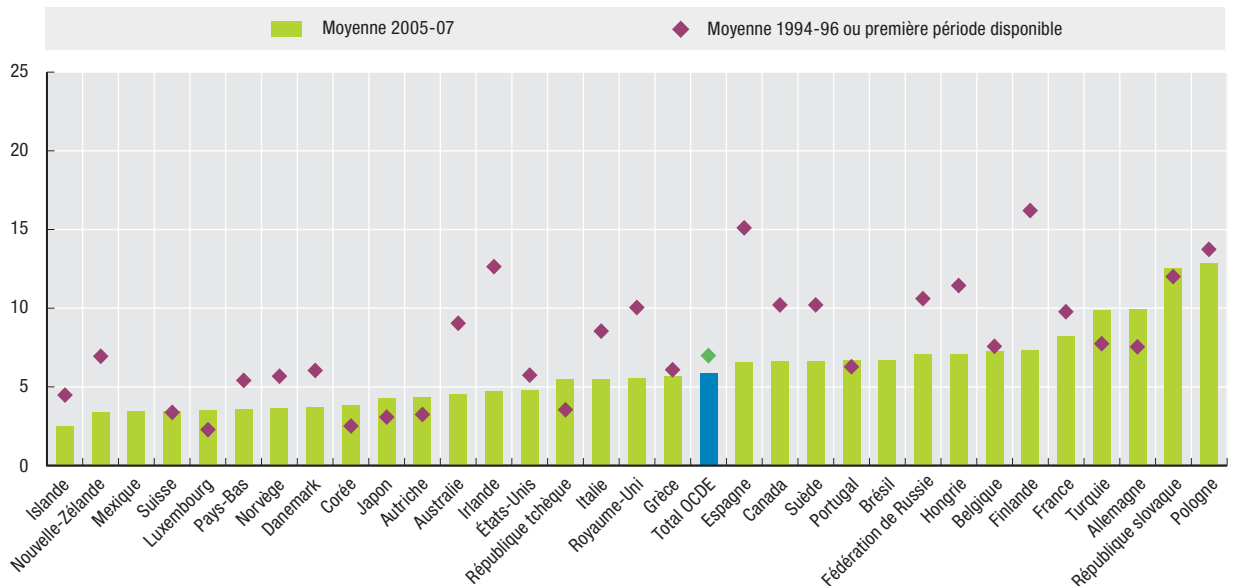
En pourcentage de la population active civile

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	7.2	7.2	8.2	9.0	8.8	8.1	7.5	7.8	8.8	9.9	10.3	11.2	10.2	8.5
Australie	9.9	8.7	8.5	8.6	8.1	7.2	6.5	7.1	6.6	5.9	5.3	4.9	4.7	4.1
Autriche	3.0	3.1	3.6	3.6	3.8	3.3	3.1	3.1	4.0	4.0	4.4	4.9	4.3	3.9
Belgique	7.7	7.6	7.4	7.3	7.6	7.1	5.6	5.9	6.7	7.7	7.5	7.7	7.4	6.7
Canada	10.9	9.8	9.9	9.3	8.5	7.8	6.9	7.5	8.1	7.9	7.5	7.0	6.5	6.4
Corée	2.8	2.3	2.4	2.8	7.8	7.4	5.0	4.5	3.7	3.8	3.9	4.0	3.8	3.7
Danemark	7.1	5.7	5.3	4.5	3.9	4.5	4.0	4.1	4.3	4.9	5.1	4.4	3.4	3.4
Espagne	16.2	14.8	14.3	13.1	11.2	9.0	7.9	7.5	8.1	8.2	8.0	7.1	6.3	6.4
États-Unis	6.2	5.6	5.4	4.9	4.4	4.1	3.9	4.8	5.9	6.3	5.6	5.1	4.6	4.7
Finlande	18.4	15.2	15.0	12.3	10.9	9.7	8.7	8.7	9.1	9.3	8.8	8.2	7.4	6.5
France	10.0	9.3	10.0	10.0	9.5	8.9	7.5	7.0	7.7	8.1	8.4	8.4	8.5	7.8
Grèce	6.0	6.2	6.0	6.3	7.3	8.0	7.4	7.2	6.8	6.2	6.6	6.2	5.6	5.2
Hongrie	12.3	11.8	10.2	9.7	9.0	7.4	7.0	6.3	6.1	6.1	6.1	7.0	7.2	7.1
Irlande	14.2	12.2	11.5	9.9	7.7	5.7	4.3	4.1	4.8	5.0	4.9	4.6	4.6	5.0
Islande	5.2	4.8	3.4	3.3	2.2	1.4	1.8	2.1	3.6	3.6	3.2	2.6	2.7	2.3
Italie	8.3	8.6	8.7	8.7	8.8	8.5	7.9	7.1	6.7	6.5	6.4	6.2	5.4	4.9
Japon	2.8	3.1	3.3	3.4	4.2	4.8	4.9	5.2	5.5	5.5	4.9	4.6	4.3	3.9
Luxembourg	2.6	2.0	2.2	2.0	1.9	1.8	1.8	1.6	2.0	3.0	3.6	3.6	3.6	3.4
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	2.4	2.6	2.9	3.3	3.4	3.4	3.5
Norvège	6.6	5.7	4.7	3.9	3.1	3.3	3.6	3.7	4.1	4.9	4.9	4.8	3.6	2.6
Nouvelle-Zélande	8.5	6.2	6.1	6.6	7.5	7.0	6.1	5.3	5.0	4.3	3.5	3.4	3.5	3.3
Pays-Bas	6.0	5.5	4.7	3.7	3.0	2.3	2.2	1.8	2.5	3.5	4.4	4.4	3.5	2.8
Pologne	15.1	13.8	12.3	9.1	8.5	11.8	14.4	16.9	19.2	19.0	18.2	16.6	13.0	9.0
Portugal	6.0	6.4	6.4	6.0	4.0	3.9	3.2	3.2	4.2	5.5	6.0	6.8	6.6	6.7
République tchèque	3.7	3.5	3.4	4.0	5.0	7.2	7.3	6.7	6.0	6.2	7.1	6.5	5.8	4.2
République slovaque	13.3	12.5	10.2	11.1	12.2	16.3	18.9	19.8	18.7	17.5	17.4	15.5	12.3	9.9
Royaume-Uni	11.0	9.9	9.2	7.7	6.8	6.5	5.9	5.5	5.7	5.5	5.1	5.2	5.8	5.6
Suède	10.8	9.7	10.1	10.2	8.4	6.6	5.9	5.2	5.3	6.0	6.5	7.3	6.8	5.9
Suisse	3.4	3.0	3.7	4.2	3.1	2.6	2.2	2.0	3.0	4.0	4.0	3.9	3.4	3.0
Turquie	8.8	7.8	6.6	6.5	6.9	7.7	6.6	8.7	10.7	10.7	10.5	10.2	9.7	9.7
Total UE27	..	..	..	..	..	..	7.8	7.7	8.3	8.4	8.5	8.3	7.6	6.6
Total OCDE	7.3	6.8	6.8	6.4	6.4	6.2	5.8	6.1	6.7	6.9	6.7	6.4	5.9	5.4
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.0	7.3	6.6	6.2
Fédération de Russie	..	9.7	10.0	12.1	13.5	13.2	10.8	9.3	8.1	8.5	8.0	7.3	7.5	6.4

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543002577158>

**Taux de chômage : hommes**

En pourcentage de la population active civile



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536650635250>



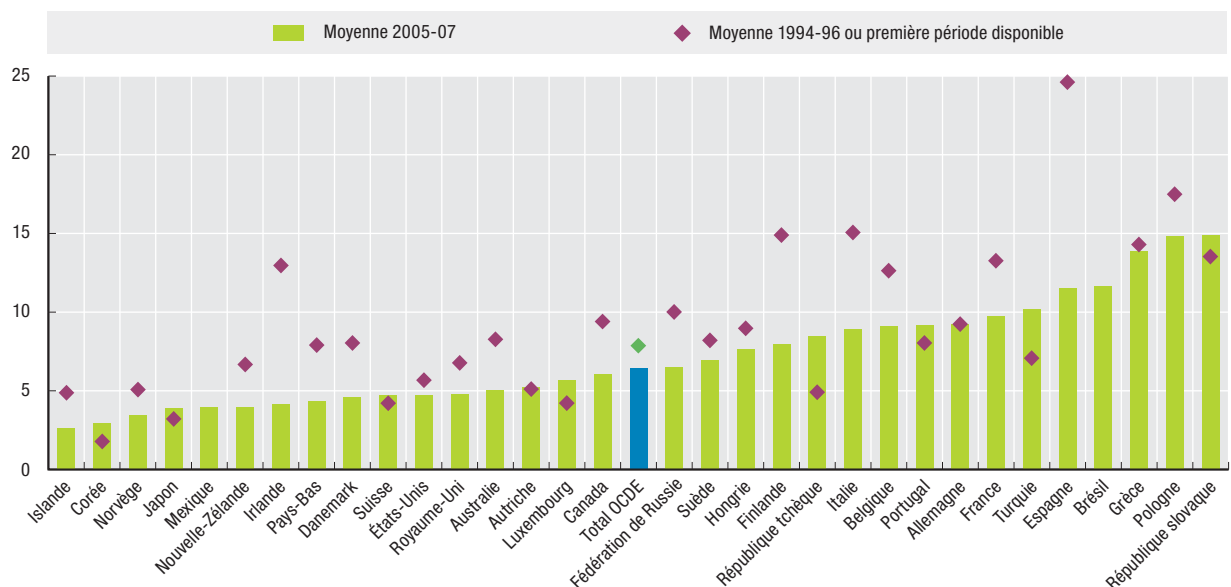

**Taux de chômage : femmes**

En pourcentage de la population active civile

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	9.5	9.0	9.2	9.8	9.3	8.5	7.6	7.4	7.9	8.7	9.1	10.0	9.4	8.3
Australie	9.0	7.9	7.9	8.1	7.5	6.8	6.2	6.5	6.2	6.0	5.6	5.2	5.0	4.9
Autriche	5.0	5.0	5.3	5.4	5.4	4.7	4.3	4.2	4.4	4.7	5.4	5.5	5.3	5.0
Belgique	12.7	12.7	12.5	11.9	11.6	10.2	8.5	7.6	8.6	8.9	9.5	9.5	9.4	8.5
Canada	9.8	9.1	9.3	8.9	8.0	7.3	6.7	6.9	7.1	7.2	6.9	6.5	6.1	5.6
Corée	2.0	1.7	1.6	2.3	5.7	5.3	3.6	3.3	2.7	3.3	3.4	3.4	2.9	2.6
Danemark	8.5	8.1	7.5	6.2	6.0	5.7	4.8	5.0	5.0	6.1	6.0	5.3	4.5	4.1
Espagne	25.4	24.7	23.8	22.6	21.1	18.1	16.1	14.8	15.7	15.3	14.3	12.2	11.5	10.9
États-Unis	6.0	5.6	5.4	5.0	4.6	4.3	4.1	4.7	5.6	5.7	5.4	5.1	4.6	4.5
Finlande	14.9	15.0	14.8	13.0	11.9	10.8	10.6	9.7	9.1	8.9	9.0	8.6	8.1	7.2
France	13.5	13.0	13.3	13.2	12.8	12.1	10.8	9.9	9.8	10.0	10.3	10.2	10.1	8.9
Grèce	13.7	13.8	15.4	14.8	17.0	18.2	17.1	16.1	15.7	15.0	16.2	15.3	13.6	12.8
Hongrie	9.4	8.7	8.8	8.1	7.8	6.3	5.6	5.0	5.4	5.6	6.1	7.4	7.8	7.7
Irlande	14.6	12.5	11.8	9.9	7.3	5.6	4.1	3.8	4.1	4.3	4.1	4.0	4.2	4.2
Islande	5.6	4.9	4.1	4.5	3.2	2.6	2.9	2.5	2.9	3.1	2.9	2.6	3.1	2.3
Italie	14.6	15.4	15.2	15.3	15.4	14.8	13.6	12.2	11.5	11.4	10.6	10.0	8.8	7.9
Japon	3.0	3.2	3.4	3.4	4.0	4.5	4.5	4.7	5.1	4.9	4.4	4.2	3.9	3.7
Luxembourg	4.1	4.3	4.2	3.9	4.0	3.3	3.0	2.4	3.5	4.9	6.8	6.0	6.0	5.1
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	3.6	3.7	4.3	5.1	4.0	3.9	4.1
Norvège	5.3	5.1	4.8	4.2	3.2	3.0	3.2	3.5	3.6	4.0	4.0	4.4	3.4	2.5
Nouvelle-Zélande	7.6	6.3	6.1	6.6	7.4	6.5	5.8	5.3	5.3	5.0	4.4	4.0	4.1	3.9
Pays-Bas	7.9	8.1	7.7	6.6	5.0	4.4	3.6	2.9	3.1	3.9	4.9	5.0	4.4	3.7
Pologne	19.0	17.3	16.2	13.0	12.2	15.2	18.2	19.9	20.9	20.5	20.0	19.2	14.9	10.4
Portugal	7.8	8.1	8.2	7.6	6.2	5.2	5.0	5.0	6.1	7.3	7.7	8.7	9.1	9.7
République tchèque	5.2	4.8	4.7	5.9	8.0	10.3	10.3	9.7	9.1	9.9	9.9	9.8	8.9	6.8
République slovaque	14.1	13.8	12.7	12.8	13.2	16.4	18.6	18.7	18.7	17.8	19.2	17.3	14.7	12.7
Royaume-Uni	7.3	6.7	6.3	5.8	5.3	5.1	4.8	4.4	4.5	4.3	4.3	4.3	5.0	5.0
Suède	7.8	7.8	9.0	9.5	8.0	6.8	5.3	4.5	4.6	5.2	6.1	7.3	7.1	6.4
Suisse	4.4	4.0	4.2	4.1	4.0	3.5	3.2	3.4	3.5	4.6	4.9	5.1	4.7	4.4
Turquie	8.0	7.3	5.9	7.7	6.8	7.6	6.3	7.5	9.4	10.1	9.7	10.1	10.3	10.2
Total UE27	..	..	..	..	..	..	9.8	9.4	9.7	9.7	9.8	9.6	8.9	7.8
Total OCDE	8.1	7.8	7.7	7.5	7.4	7.2	6.7	6.8	7.2	7.3	7.2	7.0	6.5	5.9
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	11.9	12.5	11.3	11.1
Fédération de Russie	..	9.2	9.3	11.5	13.0	12.9	10.4	8.6	7.6	8.0	7.5	7.0	6.8	5.8

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543010081278>**Taux de chômage : femmes**

En pourcentage de la population active civile

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536662250514>

## CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE

Le chômage de longue durée est, de toute évidence, un problème particulièrement préoccupant pour les pouvoirs publics. Sans même parler du stress que cette situation implique pour les chômeurs et leurs familles, des taux élevés de chômage de longue durée témoignent d'un mauvais fonctionnement du marché du travail et, dans les pays où les indemnités de chômage sont généreuses, ils font peser une très lourde charge sur les finances publiques.

### Définition

Selon la définition convenue, le chômage de longue durée recense les personnes qui sont au chômage soit depuis 6 mois ou plus, soit, comme c'est le cas ici, depuis 12 mois ou plus. Les rapports calculés ici montrent la proportion de ces personnes au chômage à long terme parmi la totalité des chômeurs.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la définition du chômage reprend les lignes directrices de l'OIT. Le chômage est généralement mesuré à l'aide d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. Les chômeurs sont les personnes qui déclarent ne pas avoir travaillé contre rémunération, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine précédant l'enquête, qui sont disponibles pour travailler et qui ont activement cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes. Les lignes directrices de l'OIT précisent ce qu'il faut entendre par recherche active d'emploi.

### Tendances à long terme

En 2007, les taux de chômage de longue durée oscillaient entre 10 % ou moins en Corée, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, au Canada, en Islande, en Norvège et aux États-Unis, et 50 % ou plus en Belgique, en Grèce, en République tchèque, en Allemagne et en République slovaque. Le chômage de longue durée est généralement plus modéré dans les pays qui ont enregistré des taux de croissance économique relativement élevés ces dernières années. Cette situation s'expliquerait apparemment par un lien de causalité réciproque : il est en effet plus facile de trouver du travail dans une économie en pleine expansion et cette expansion peut elle-même être plus rapide en rendant le chômage moins attrayant.

Sur la période 1998-2007, le chômage de longue durée est resté relativement stable et a même quelque peu cédé du terrain dans l'ensemble de la zone OCDE, mais il a fortement progressé dans plusieurs pays tandis qu'il reculait dans des proportions comparables dans d'autres. Ainsi, le taux de chômage de longue durée a plus que triplé au Mexique, en partant, il est vrai, d'un niveau très bas et en restant inférieur à 3 % en 2007. En revanche, depuis 1998, la proportion de chômeurs de longue durée a diminué de plus de moitié en Nouvelle-Zélande, en Suède, en Corée et en Islande.

### Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer le chômage, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement en Islande et en Turquie. En outre, il est probable que les niveaux de chômage sont influencés par les changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais il y a de fortes chances pour que les taux de chômage soient relativement cohérents dans le temps.

Lorsque l'on compare les taux de chômage de longue durée, il importe de garder à l'esprit les différences institutionnelles entre les pays. Ces taux sont généralement plus élevés dans les pays où le chômage est indemnisé de façon relativement généreuse et sur de longues périodes. Dans les pays où les indemnités de chômage sont assez faibles et ne durent pas longtemps, les chômeurs sont sans doute plus vite amenés à revoir à la baisse leurs prétentions salariales ou à accepter des emplois qui, pour une raison ou une autre, leur paraissent moins intéressants que ceux qu'ils occupaient précédemment.

### Source

- OCDE (2008), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.
- Pour les pays non membres : sources nationales.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2002), « Le chômage de longue durée : tenants et aboutissants », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, chapitre 4, OCDE, Paris, p. 203-264.
- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.


#### Sites Internet

- Statistiques sur l'emploi de l'OCDE, [www.oecd.org/els/emploi/donnees](http://www.oecd.org/els/emploi/donnees).
- Perspectives de l'emploi de l'OCDE, [www.oecd.org/els/employmentoutlook](http://www.oecd.org/els/employmentoutlook).
- Base de données OCDE des statistiques de la population active : [www.oecd.org/statistics/labour](http://www.oecd.org/statistics/labour).

## Chômage de longue durée

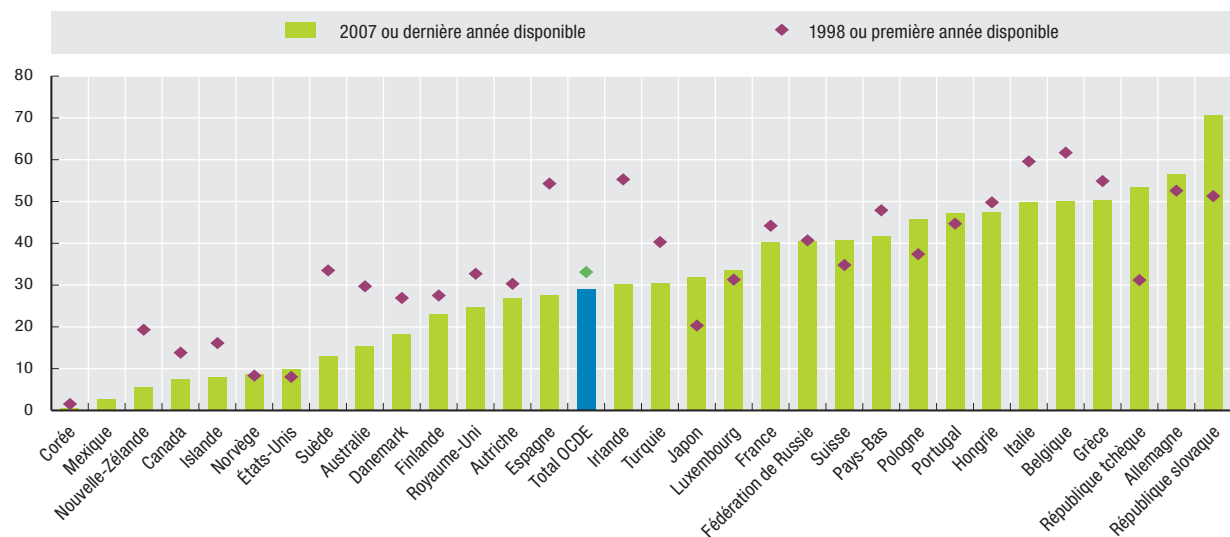

Personnes sans emploi depuis 12 mois ou plus en pourcentage du nombre de chômeurs total

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	44.3	48.7	47.8	50.1	52.6	51.7	51.5	50.4	47.9	50.0	51.8	54.1	57.3	56.6
Australie	36.1	32.0	28.5	31.2	29.7	28.3	25.5	22.0	22.3	21.3	20.5	17.7	17.8	15.5
Autriche	18.4	29.1	24.9	27.5	30.3	29.2	25.8	23.3	19.2	24.5	27.6	25.3	27.3	26.8
Belgique	58.3	62.4	61.3	60.5	61.7	60.5	56.3	51.7	49.6	46.3	49.6	51.6	55.6	50.0
Canada	17.9	16.8	16.8	16.1	13.8	11.7	11.2	9.5	9.6	10.0	9.5	9.6	8.7	7.5
Corée	5.4	4.4	3.8	2.6	1.5	3.8	2.3	2.3	2.5	0.6	1.1	0.8	1.1	0.6
Danemark	32.1	27.9	26.5	27.2	26.9	20.5	20.0	22.2	19.7	19.9	22.6	25.9	20.4	18.2
Espagne	56.2	57.1	55.9	55.7	54.3	51.2	47.6	44.0	40.2	39.8	37.7	32.6	29.5	27.6
États-Unis	12.2	9.7	9.5	8.7	8.0	6.8	6.0	6.1	8.5	11.8	12.7	11.8	10.0	10.0
Finlande	..	37.6	34.5	29.8	27.5	29.6	29.0	26.2	24.4	24.7	23.4	24.9	24.8	23.0
France	38.5	42.5	39.6	41.4	44.2	40.4	42.6	37.6	33.8	41.0	40.9	41.4	42.2	40.4
Grèce	50.5	51.4	56.7	55.7	54.9	55.3	56.4	52.8	52.7	56.3	54.8	53.7	55.6	50.3
Hongrie	41.3	50.6	54.4	51.3	49.8	49.5	49.0	46.6	44.8	42.2	45.1	46.1	46.1	47.5
Irlande	64.3	61.6	59.5	57.0	..	55.3	..	33.1	29.4	35.5	34.3	34.3	34.3	30.3
Islande	15.1	16.8	19.8	16.3	16.1	11.7	11.8	12.5	11.1	8.1	11.2	13.3	7.3	8.0
Italie	61.5	63.6	65.6	66.3	59.6	61.4	61.3	63.4	59.2	58.2	49.7	52.2	52.9	49.9
Japon	17.5	18.1	19.3	21.8	20.3	22.4	25.5	26.6	30.8	33.5	33.7	33.3	33.0	32.0
Luxembourg	29.6	23.2	27.6	34.6	31.3	32.3	22.4	28.4	27.4	24.7	21.0	26.4	29.5	33.5
Mexique	..	1.5	2.2	1.8	0.8	1.5	1.2	1.0	0.9	0.9	1.1	2.3	2.5	2.7
Norvège	28.8	24.2	14.2	12.4	8.3	7.1	5.3	5.5	6.4	6.4	9.2	9.5	14.5	8.8
Nouvelle-Zélande	32.7	25.7	20.8	19.3	19.3	20.9	19.3	16.7	14.5	13.5	11.7	9.4	7.1	5.7
Pays-Bas	49.4	46.8	50.0	49.1	47.9	43.5	..	..	26.7	29.2	32.5	40.1	45.2	41.7
Pologne	40.4	40.0	39.0	38.0	37.4	34.8	37.9	43.1	48.4	49.7	47.9	52.2	50.4	45.9
Portugal	43.4	50.9	53.1	55.6	44.7	41.2	42.9	38.1	35.5	32.8	43.2	48.6	51.8	47.3
République tchèque	22.3	31.2	31.3	30.5	31.2	37.1	48.8	52.7	50.7	49.9	51.8	53.6	55.2	53.4
République slovaque	42.6	54.1	52.6	51.6	51.3	47.7	54.6	53.7	59.8	61.1	60.6	68.1	73.1	70.8
Royaume-Uni	45.4	43.6	39.8	38.6	32.7	29.6	28.0	27.8	22.9	22.8	21.4	22.4	22.1	24.7
Suède	25.7	27.8	30.1	33.4	33.5	30.1	26.4	22.3	21.0	17.8	18.9	..	..	13.0
Suisse	29.0	33.6	25.6	28.2	34.8	39.6	29.0	29.9	21.8	26.1	33.5	39.0	39.1	40.8
Turquie	45.9	36.4	44.3	41.6	40.3	28.2	21.1	21.3	29.4	24.4	39.2	39.6	35.8	30.4
Total UE27	..	..	..	..	..	..	46.1	45.8	45.3	45.8	46.1	45.9	45.5	42.7
Total OCDE	35.5	34.0	34.2	35.0	33.1	31.7	31.4	29.5	29.4	30.7	31.7	32.8	32.1	29.1
Fédération de Russie	..	29.7	32.6	38.2	40.7	47.0	46.2	39.2	39.2	37.6	39.0	38.5	41.7	40.6

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543025087648>

## Chômage de longue durée

Personnes sans emploi depuis 12 mois ou plus en pourcentage du nombre de chômeurs total

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536670854016>

## VARIATIONS RÉGIONALES DU CHÔMAGE

Les taux de chômage varient sensiblement d'un pays de l'OCDE à l'autre mais les différences, importantes au niveau international, masquent des différences plus marquées encore entre régions. En 2006, les écarts entre régions en termes de taux de chômage étaient de plus de 10 points de pourcentage dans un tiers des pays de l'OCDE.

### Définition

Sont considérées comme étant au chômage les personnes qui indiquent qu'elles sont sans travail, qu'elles sont disponibles pour travailler et qu'elles ont entrepris des démarches actives pour trouver un emploi au cours des quatre semaines précédant l'enquête. Les Lignes directrices de l'OIT spécifient quelles sont les démarches qui comptent comme démarches actives pour trouver un emploi : il s'agit, par exemple, de répondre à une offre d'emploi, de se rendre dans une entreprise, sur un site de construction ou sur un autre lieu de travail, de mettre une annonce dans la presse ou de s'inscrire auprès d'un bureau de l'emploi.

Le taux de chômage est défini comme le nombre de personnes au chômage en pourcentage de la population active, celle-ci étant composée des chômeurs et des personnes ayant un emploi.

Lorsque le chômage est élevé, certaines personnes peuvent se décourager et cesser de chercher du travail. Elles cessent alors d'être prises en compte dans le taux de chômage qui

peut baisser, ou cesser d'augmenter, alors même qu'il n'y a pas d'amélioration sous-jacente du marché du travail.

Le coefficient de Gini donne une image fidèle des disparités régionales. Il rend compte non seulement des régions où le taux de chômage est le plus élevé et le plus faible, mais aussi des différences entre toutes les régions. Le coefficient de Gini peut prendre une valeur entre 0 et 1. Plus il prend une valeur élevée, plus les disparités régionales sont importantes. Les disparités régionales tendent à être sous-estimées lorsque les régions sont de vaste dimension.

Le taux de chômage des jeunes est défini comme le nombre de chômeurs âgés de 15 à 24 ans en pourcentage de la population active dans ce même groupe d'âge.

### Comparabilité

Comme pour les autres statistiques régionales, la comparabilité des taux de chômage est affectée par les différences concernant le sens qui est donné au mot région et par les différences dans la géographie des zones rurales et urbaines (voir Population régionale), à l'intérieur des pays et entre pays.

### En bref

Dans un tiers des pays de l'OCDE, l'écart entre les régions où le chômage est le plus élevé et celles où il est le plus bas est supérieur à 10 points. En 2006, le Canada, l'Allemagne, la République slovaque et l'Espagne comptaient des régions où le taux de chômage ne dépassait pas 5 % et d'autres où il pouvait être supérieur à 20 %. L'Islande, l'Italie et la Belgique sont les pays qui présentaient les plus fortes disparités en termes de chômage d'après le coefficient de Gini. En Suède, en Irlande, en Nouvelle-Zélande et en Grèce, les taux de chômage régionaux révélaient une configuration moins disparate. Les taux de chômage ont généralement fléchi entre 1999 et 2006. Au cours de la même période, la contraction du taux de chômage national qu'ont connue l'Espagne et l'Italie s'est accompagnée d'une réduction des disparités régionales d'après le coefficient de Gini. Le recul du chômage a été sans effet sur les disparités régionales en Grèce et en Nouvelle-Zélande, alors qu'il a eu pour conséquence de les accentuer en République slovaque et en Corée.

Le chômage des jeunes (chômeurs âgés de 15 à 24 ans) fait apparaître d'importantes disparités d'une région à l'autre au sein d'un même pays. La République slovaque, la Belgique et l'Italie sont les pays où les inégalités régionales sont le plus accentuées. Dans près de la moitié des pays considérés, la variation régionale du taux de chômage des jeunes est supérieure à 15 points.

### Source

- OCDE (2009), *Panorama des régions de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2001), *Perspectives territoriales de l'OCDE*, Édition 2001, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Geographic Concentration and Territorial Disparity in OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Local Governance and the Drivers of Growth*, OCDE, Paris.
- Oliveira Martins J., F. Gonand, P. Antolin, C. de la Maisonnette et K.-Y. Yoo (2005), *The Impact of Ageing on Demand, Factor Markets and Growth*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 420, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

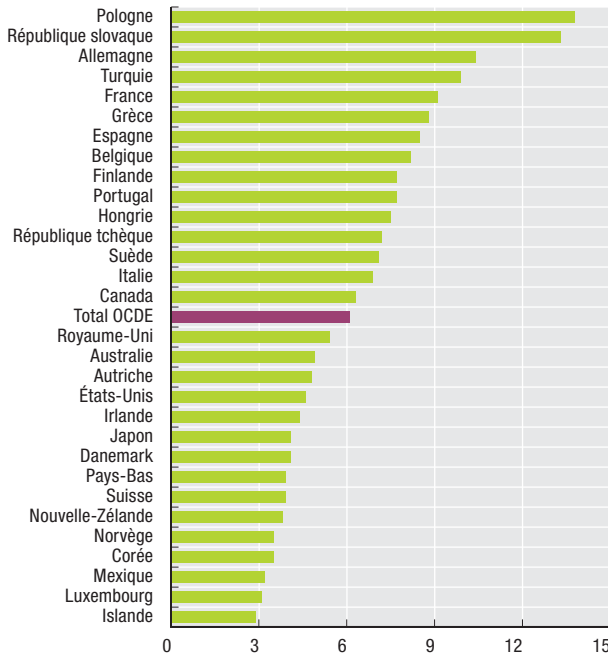
- OCDE, *Base de données régionales*.

#### Sites Internet

- OECD eXplorer, [www.OECD.org/gov/developpementregional](http://www.OECD.org/gov/developpementregional).
- Territorial grids, [www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators](http://www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators).

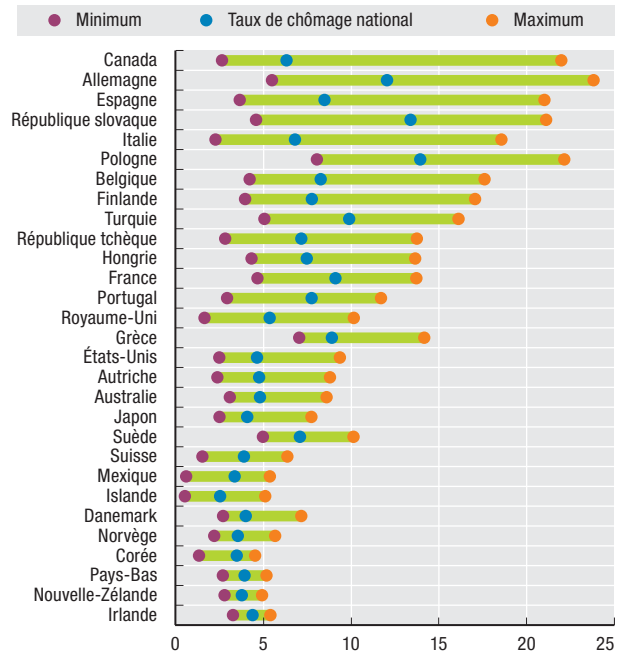
### Taux de chômage national

En pourcentage de la population active, 2006



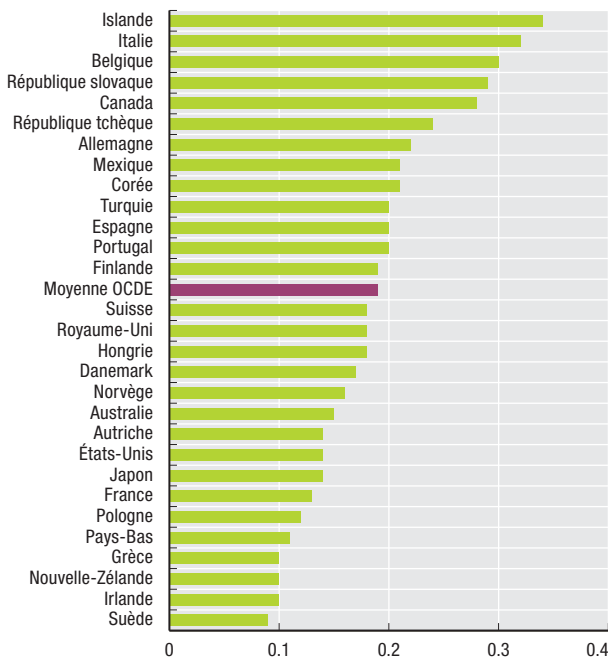
### Disparités régionales du taux de chômage

Pourcentage, 2006



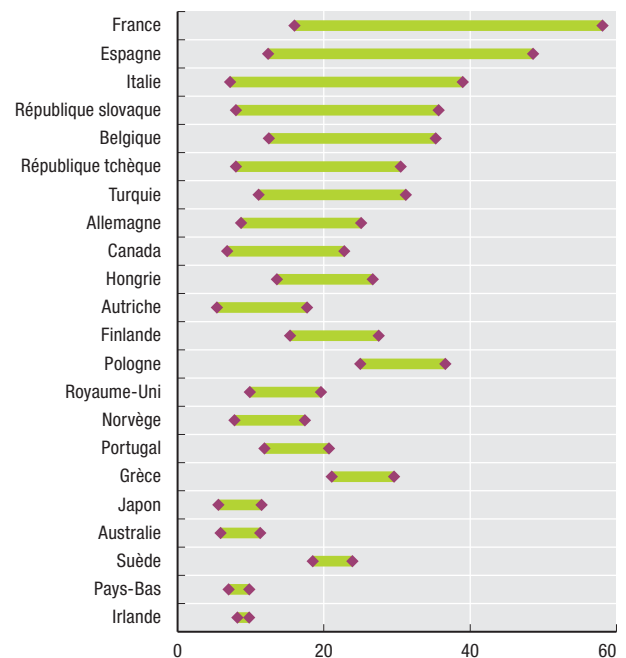
### Indice de Gini des disparités régionales du taux de chômage

Année 2006



### Disparités régionales du taux de chômage des jeunes

Pourcentage, 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536674321543>



## RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL

La rémunération du travail par unité de main-d'œuvre est la rémunération moyenne perçue par les salariés des entreprises, soit par heure de travail, soit en base annuelle par salarié. Les coûts unitaires de main-d'œuvre représentent la relation entre la productivité et le coût de la main-d'œuvre par unité produite. Les taux de croissance annuelle basés sur les chiffres en monnaie nationale indiquent des variations relatives de la rémunération du travail entre les pays au fil du temps. En les corrigeant de la parité de pouvoir d'achat (PPA), on convertit les chiffres de tous les pays en une monnaie commune, ce qui permet de faire des comparaisons significatives des niveaux entre les pays. Les chiffres nationaux peuvent s'interpréter comme la quantité de biens et services équivalents que permettrait de procurer la rémunération perçue pour le travail effectué. Les données présentées ici découlent du Système des coûts unitaires de la main-d'œuvre de l'OCDE et des indicateurs associés, qui calcule des indicateurs annuels et trimestriels de ces coûts et des indicateurs associés (rémunération du travail par unité de main-d'œuvre, productivité du travail) selon une méthode spécifique permettant d'obtenir des données comparables pour tous les pays de l'OCDE.

### Définition

La rémunération du travail par unité de main-d'œuvre est définie comme la rémunération des salariés divisée par le nombre total des heures travaillées par les salariés des entreprises ou, si on ne connaît pas le nombre d'heures travaillées, par le nombre total de salariés. Les coûts unitaires

de main-d'œuvre mesurent le coût moyen de la main-d'œuvre par unité produite. Ils sont obtenus en rapportant le coût total de la main-d'œuvre à la production réelle, ou encore, le coût horaire moyen de la main-d'œuvre à la productivité de la main-d'œuvre (production horaire).

### Comparabilité

Le maximum a été fait pour assurer la comparabilité des données d'un pays à l'autre. La source première est la base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux, dans laquelle les données sont compilées de la même façon pour tous les pays conformément au Système de comptabilité nationale 1993. Par conséquent, les comparaisons internationales de la rémunération du travail par salarié ou par heure de travail en dollars des EU basés sur les PPA peuvent être utilisées pour une analyse statique (comparaison des niveaux entre pays à un moment donné) tandis que pour comparer les évolutions dans le temps, ce sont les taux de croissance basés sur les séries en monnaie nationale qui sont valables. Dans l'idéal, il vaut mieux établir les comparaisons internationales sur la base des séries de la rémunération du travail par heure travaillée convertie en dollars des EU à l'aide des PPA, car la comparabilité des niveaux entre les pays pour les séries par salarié peut être faussée par les différences d'un pays à l'autre des proportions de salariés qui travaillent à plein temps et à temps partiel.

Cependant, même si ce sont les heures de travail (et non le nombre de salariés) qui sont utilisées, il faut garder à l'esprit qu'aucun ajustement n'est fait en fonction des écarts de qualification pour ces heures de travail. Les différences qui apparaissent lorsque que l'on compare la rémunération moyenne entre les pays reflètent donc aussi les différences de qualification des personnes employées.

### Tendances à long terme

Au niveau de l'ensemble de l'économie, sur la base des données sur la rémunération horaire du travail calculées à l'aide des PPA, il ressort que, depuis au moins 5 ans, c'est aux États-Unis que les salariés sont le mieux rémunérés pour leur travail, suivis de près par les Pays-Bas et la Norvège. C'est toutefois en République tchèque et en République slovaque que la rémunération horaire du travail en PPA augmente le plus vite. Le même schéma peut être observé dans ces pays pour la rémunération du travail par unité de main-d'œuvre au niveau de l'ensemble de l'économie (mesurée en monnaie nationale), la Hongrie, le Mexique et la Turquie se détachant du lot pour cette série.

La croissance annuelle des coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur des entreprises fait apparaître des trajectoires divergentes pour les pays membres de l'OCDE au cours des dix dernières années. Elle a été très faible (voire négative) dans un certain nombre de pays, dont le Japon, l'Allemagne, la Corée et la Finlande. À l'autre extrême, un groupe de pays a vu la croissance annuelle de ses coûts de main-d'œuvre dépasser 5 % sur la période considérée, la Turquie, le Mexique et la Hongrie indiquant que la croissance de la rémunération moyenne par salarié excédait la croissance de la productivité du travail, ce qui peut être une source de tensions sur les prix à la production.

### Source

- Principaux indicateurs économiques.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Compendium de l'OCDE sur les indicateurs de productivité.
- OCDE (2007), *Maladie, invalidité et travail : surmonter les obstacles* (Vol. 2): Australie, Espagne, Luxembourg et Royaume-Uni, OCDE, Paris.


#### Publications statistiques

- OCDE (2008), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

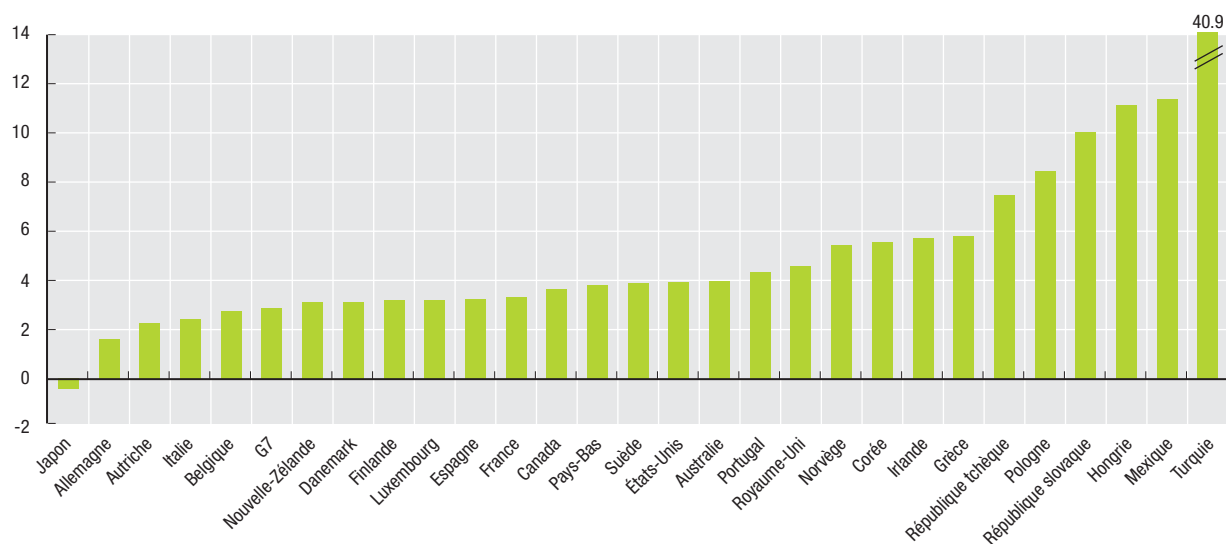

**Rémunération du travail par unité de main-d'œuvre, économie totale**

Croissance annuelle en pourcentage

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	3.2	4.7	2.7	1.6	1.3	2.0	3.3	2.4	2.1	2.0	0.1	0.6	1.2	1.0
Australie	1.5	4.3	5.5	3.6	3.1	3.1	3.9	5.0	3.1	4.3	4.4	4.7	4.4	..
Autriche	4.1	4.3	1.0	-	2.1	2.3	2.0	1.1	2.3	1.4	1.3	3.4	3.6	3.1
Belgique	4.4	1.4	1.4	3.4	1.4	3.5	2.0	3.6	3.8	1.7	1.9	2.1	3.3	3.7
Canada	-0.1	1.6	1.5	5.2	2.9	2.3	5.3	3.1	2.2	3.1	2.7	4.7	4.8	..
Corée	12.6	14.7	12.9	6.5	8.4	0.1	2.4	7.4	6.3	9.6	4.8	5.5	3.8	6.4
Danemark	3.8	3.6	4.9	1.6	3.1	2.9	3.0	3.7	4.5	3.9	3.1	3.3	3.1	2.2
Espagne	3.7	3.7	3.9	2.1	1.6	1.9	2.8	3.9	3.5	3.7	3.1	4.1	4.0	4.7
États-Unis	2.8	3.3	3.2	3.8	5.9	4.9	5.2	2.6	2.7	3.1	4.1	3.7	3.7	3.7
Finlande	3.4	4.1	2.6	1.6	4.5	2.2	3.7	4.7	1.8	2.8	3.6	3.8	2.9	3.5
France	1.7	3.5	1.7	2.3	2.3	2.4	5.1	3.1	6.0	3.1	1.5	3.2	4.4	..
Grèce	..	..	10.3	16.1	4.2	4.1	5.5	3.5	12.4	5.4	5.5	3.7	-1.5	..
Hongrie	..	..	20.6	19.1	13.9	4.0	15.9	17.5	12.7	11.1	11.3	7.1	4.9	6.2
Irlande	..	..	4.4	5.0	4.8	4.5	8.0	7.5	5.0	5.7	5.3	6.4	4.6	6.0
Italie	4.0	4.1	4.8	4.9	-2.5	2.1	2.2	4.1	2.9	2.9	2.8	3.7	2.1	1.5
Japon	1.4	1.6	0.6	1.5	-0.1	-1.1	0.4	-0.5	-1.6	-1.4	-1.3	-0.1	0.1	..
Luxembourg	3.9	1.3	1.9	2.6	0.9	4.0	5.3	3.5	3.1	1.1	3.7	3.7	3.1	4.3
Mexique	..	..	20.8	20.5	23.7	16.7	19.7	12.1	3.0	9.6	3.7	1.9	5.3	..
Norvège	3.2	4.6	4.7	5.2	7.1	5.5	6.1	7.6	5.4	4.8	2.8	4.2	5.7	5.5
Nouvelle-Zélande	2.3	1.6	2.9	3.7	-0.6	-0.6	3.3	4.2	3.9	4.6	4.6	3.1	4.9	..
Pays-Bas	2.1	1.2	1.7	2.8	4.6	4.2	5.1	5.3	5.3	3.8	3.7	1.7	2.5	2.8
Pologne	40.4	34.0	27.3	20.9	15.9	12.1	11.7	10.4	1.4	3.2	3.9	3.6	4.3	7.3
Portugal	..	..	6.1	6.0	5.5	5.2	6.4	4.0	3.6	3.5	2.6	4.7	2.1	..
République tchèque	..	..	16.9	8.5	8.2	5.9	6.2	13.7	9.1	9.1	4.7	4.0	6.1	6.8
République slovaque	..	..	15.2	16.9	11.4	6.5	13.1	5.8	13.3	12.3	7.8	7.4	6.5	..
Royaume-Uni	3.1	3.6	3.4	4.1	6.8	4.7	5.4	4.9	3.7	4.7	4.1	3.8	4.6	3.6
Suède	3.6	2.4	6.3	4.6	2.6	0.8	8.5	5.7	4.5	4.3	2.4	3.4	2.3	3.9
Turquie	53.9	66.9	93.4	101.8	74.2	74.8	44.9	43.6	37.8	27.9	16.5	6.2	10.4	..
Zone euro	3.0	3.2	2.8	0.1	0.7	2.6	2.5	2.6	2.6	2.3	2.1	1.9	2.2	2.5
Total UE27	..	..	4.8	4.3	3.1	3.3	4.5	4.3	4.0	3.5	2.7	3.1	3.3	3.3
G7	2.5	3.1	2.6	3.1	3.4	3.0	4.0	2.4	2.2	2.3	2.5	2.8	2.9	..

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543102365846>
**Rémunération du travail par unité de main-d'œuvre, économie totale**


Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1996-2007 ou dernière période disponible


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536718282201>

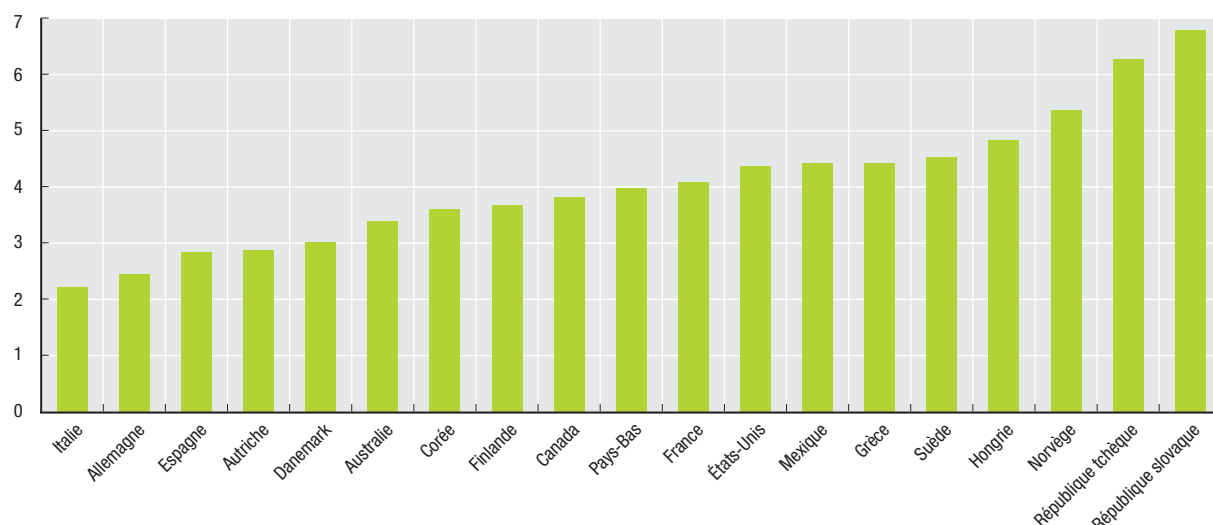
**Rémunération du travail par heure, économie totale**

Dollars des EU calculés à l'aide des PPA

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	19.5	20.6	21.3	21.7	22.0	22.9	23.6	24.4	25.0	26.0	26.5	27.0	27.5	27.8
Australie	13.8	14.4	15.2	15.8	16.2	16.9	17.4	18.0	18.3	18.6	19.7	20.3	21.2	..
Autriche	19.4	20.3	20.5	20.6	21.3	22.0	22.9	22.7	23.6	24.3	24.8	25.7	26.9	28.0
Canada	15.0	15.3	15.6	16.5	16.9	17.3	18.1	18.7	18.8	19.5	20.2	21.3	22.7	..
Corée	7.4	8.1	8.8	9.0	9.2	9.1	9.0	9.4	9.7	10.5	11.0	11.7	12.2	13.0
Danemark	16.4	17.0	17.9	18.3	19.0	19.4	20.0	20.2	21.4	21.4	22.4	22.9	24.1	24.8
Espagne	..	15.7	16.1	16.5	16.8	17.1	17.6	18.4	19.3	19.4	19.5	20.2	21.0	21.9
États-Unis	19.5	19.9	20.5	21.2	22.5	23.4	24.9	25.8	26.8	28.0	29.1	30.3	31.5	32.8
Finlande	14.0	14.7	15.2	15.5	16.2	16.7	17.5	18.0	18.5	18.9	20.1	20.9	21.8	22.6
France	18.4	19.3	19.7	20.5	21.1	22.0	23.7	25.2	26.9	26.4	27.0	28.2	29.4	..
Grèce	..	9.0	9.4	10.5	10.4	10.7	11.3	12.0	13.9	13.8	14.4	14.8	14.5	..
Hongrie	..	7.2	7.2	7.5	7.6	7.3	7.8	8.7	9.5	10.1	10.8	11.4	11.9	12.1
Italie	17.2	17.2	17.6	18.5	18.2	18.5	18.9	19.5	19.5	20.1	20.6	21.3	21.9	22.4
Mexique	..	3.9	3.7	3.9	4.1	4.2	4.7	5.0	5.0	5.3	5.3	5.5	5.7	..
Norvège	15.7	16.4	17.5	18.2	19.1	20.0	21.0	22.4	23.8	25.2	26.3	27.4	29.2	31.1
Pays-Bas	..	20.0	20.5	20.9	22.0	22.9	24.5	25.4	26.8	26.9	28.5	29.3	30.3	31.5
République tchèque	..	5.9	6.5	6.6	6.6	7.0	7.4	8.6	9.1	10.1	10.5	11.1	11.8	12.7
République slovaque	..	4.9	5.5	6.3	6.7	6.6	7.0	7.5	8.4	8.7	9.0	9.9	10.6	..
Suède	14.7	15.0	16.1	16.8	17.3	17.7	19.7	20.4	21.3	22.2	23.3	24.1	24.9	26.2

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543117607868>
**Rémunération du travail par heure, économie totale**

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1996-2007 ou dernière période disponible


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536748608541>

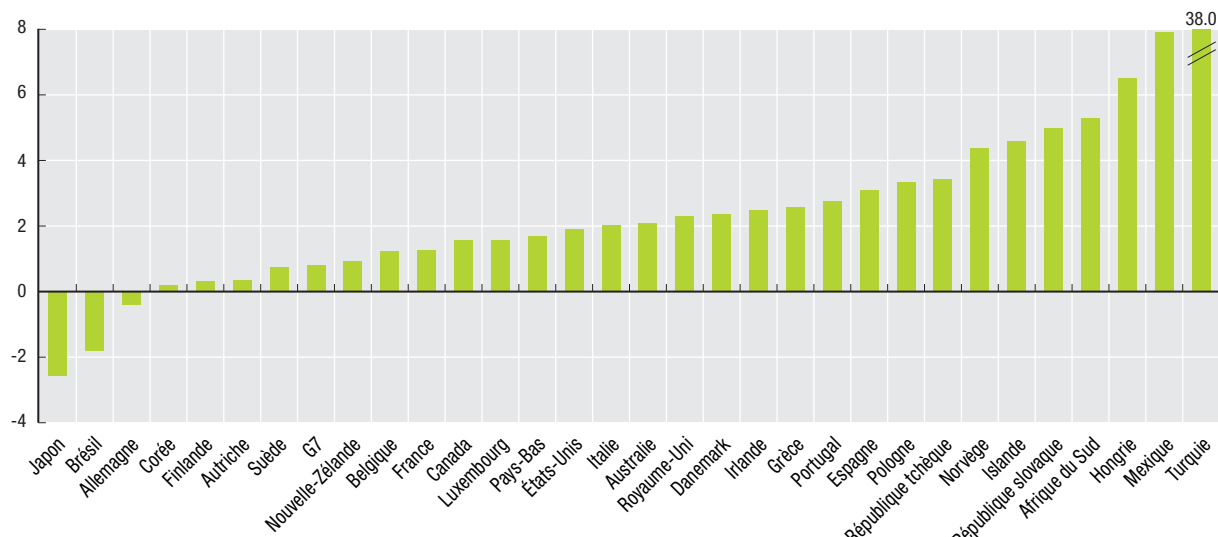

**Coûts unitaires de la main-d'œuvre, secteur marchand**

Croissance annuelle en pourcentage

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	0.0	2.0	0.7	-1.6	0.0	0.5	0.1	0.3	0.4	0.4	-1.5	-1.2	-1.7	0.0
Australie	1.3	3.7	1.0	0.7	0.0	1.2	3.9	0.5	0.6	2.3	4.7	3.8	3.4	..
Autriche	0.8	-0.3	-0.2	-0.3	0.2	0.0	-0.8	0.8	0.5	1.3	-0.8	1.0	0.8	1.1
Belgique	0.2	-0.2	1.0	-0.2	1.1	2.2	0.8	3.8	1.2	-0.3	-0.2	0.9	1.6	2.8
Canada	-2.0	1.1	2.2	2.2	1.7	-0.4	1.6	2.9	-0.1	2.4	2.3	..	..	..
Corée	7.0	8.8	6.8	-0.3	1.0	-5.0	-2.0	3.8	0.6	5.8	-0.5	-0.1	-1.2	0.4
Danemark	-2.9	1.0	2.7	1.1	3.9	0.3	-0.4	4.6	3.8	1.6	0.0	3.5	2.7	5.1
Espagne	1.4	1.7	4.3	4.0	2.6	2.3	4.0	3.4	3.0	3.1	2.3	3.5	3.6	2.2
États-Unis	0.1	2.5	1.8	2.4	3.6	1.6	4.4	1.4	-2.0	-0.5	1.8	1.8	3.3	3.5
Finlande	-3.6	3.4	-0.5	-0.6	1.0	0.2	-0.2	2.8	0.1	0.2	-1.1	1.9	-1.5	0.7
France	-0.7	0.6	1.5	0.4	-0.5	0.3	1.3	2.1	2.7	1.1	1.6	1.5	2.1	..
Grèce	..	..	8.4	8.2	5.4	1.7	0.3	-4.3	8.3	-0.2	-1.5	4.2	4.5	..
Hongrie	10.5	19.2	20.7	13.8	9.9	1.9	12.0	9.8	5.9	5.4	7.4	3.2	-0.4	3.7
Irlande	2.0	-3.4	-0.5	-0.1	5.9	1.3	4.0	2.1	-2.5	2.3	2.9	6.4	3.3	1.9
Islande	1.0	5.0	3.1	2.4	7.4	6.4	5.3	4.8	7.3	-1.4	2.5	6.9	..	..
Italie	-1.1	1.1	5.1	2.5	-0.6	2.3	-0.8	2.2	3.8	4.6	1.5	3.2	1.8	2.0
Japon	0.2	-1.5	-2.3	-0.5	-0.3	-3.2	-2.5	-2.1	-4.1	-4.5	-4.3	-3.2	-0.8	..
Luxembourg	1.0	0.8	3.1	-0.7	-0.9	1.8	3.1	6.2	1.2	0.3	1.0	1.4	0.4	3.8
Mexique	5.9	22.1	21.9	18.7	15.4	13.6	9.6	8.3	6.3	1.9	1.8	3.1	2.0	..
Norvège	-1.8	1.0	0.5	3.2	8.4	5.3	1.5	3.1	3.2	0.2	1.2	4.3	8.8	9.4
Nouvelle-Zélande	2.9	1.1	3.4	1.9	0.6	-4.3	-0.2	3.4	1.2	4.2	..	..	..	..
Pays-Bas	-0.6	0.5	1.3	1.4	2.3	1.3	2.1	4.3	4.0	1.4	-0.4	-1.0	1.1	2.3
Pologne	30.1	25.0	23.8	17.1	14.2	3.6	3.0	8.0	-4.6	-2.8	-3.1	0.1	0.2	..
Portugal	3.5	-0.7	3.5	3.3	4.6	3.1	2.5	1.9	3.5	2.6	0.7	3.5	2.0	..
République tchèque	15.3	12.0	12.2	11.6	8.8	1.4	2.4	6.2	5.0	3.8	0.5	-1.8	-1.0	1.8
République slovaque	19.8	8.6	9.2	12.7	2.8	5.4	15.2	1.4	5.0	3.7	3.1	3.6	-1.8	..
Royaume-Uni	-3.4	1.9	0.6	2.1	4.3	1.8	2.8	3.5	2.2	2.3	1.2	1.9	2.1	1.1
Suède	-0.5	-1.1	4.4	0.4	0.9	-2.0	4.4	6.0	-1.1	-1.0	-2.4	-0.3	-1.3	4.9
Turquie	68.2	55.1	95.9	91.9	69.9	91.1	45.8	43.8	31.3	18.6	10.9	4.7	6.2	..
Zone euro	-0.2	1.2	1.7	-1.9	-0.1	1.6	0.7	1.8	2.1	1.6	0.5	0.9	0.9	1.4
Total UE27	..	..	3.5	2.1	2.2	1.4	2.4	3.2	2.3	1.9	0.7	1.7	1.2	1.8
G7	-0.4	1.3	1.0	1.2	1.9	0.5	2.0	1.0	-1.0	-0.3	0.4	0.7	1.8	..
Afrique du Sud	5.8	8.0	5.3	5.9	9.5	6.0	4.2	3.5	5.1	5.8	3.4	4.4	5.2	5.3
Brésil	..	..	-25.6	-13.0	-3.4	-1.4	8.7	-3.5	-0.6	3.9	-7.8	2.4	-1.6	..

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543202530022>
**Coûts unitaires de la main-d'œuvre, secteur marchand**

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1996-2007 ou dernière période disponible


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536822205851>

## DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL

Dans certains pays de l'OCDE, les pouvoirs publics ont pris des mesures pour permettre aux parents de mieux concilier vie professionnelle et vie de famille. Certaines de ces mesures tendent à réduire la durée du travail, notamment l'allongement des congés payés annuels, les congés de maternité ou parentaux, les possibilités de travail à temps partiel ou, moins fréquemment, la réduction de la durée hebdomadaire du travail.

### Définition

La moyenne des heures travaillées correspond au nombre total d'heures travaillées au cours de l'année divisé par le nombre moyen de personnes occupées.

Le nombre de personnes occupées est généralement déterminé à partir d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages; conformément aux définitions de l'OIT, les travailleurs occupés sont les personnes de 15 ans ou plus qui indiquent avoir occupé un emploi rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédente.

La plupart des pays estiment aussi la durée effective du travail par des enquêtes auprès des ménages. Les autres enquêtent auprès des établissements, des sources administratives ou de plusieurs sources à la fois. Les estimations tiennent compte des heures normales de travail à temps plein et à temps partiel, des heures supplémentaires (rémunérées ou non), du temps consacré à d'autres activités professionnelles et des périodes chômées correspondant aux jours fériés, aux congés payés annuels,

aux absences pour maladie et congé de maternité, aux grèves et conflits du travail et aux périodes d'inactivité imputables à des conditions météorologiques défavorables, à des difficultés économiques et à plusieurs autres raisons de moindre importance.

### Comparabilité

Les statisticiens nationaux et le Secrétariat de l'OCDE veillent à ce que les données soient aussi comparables que possible, mais celles-ci proviennent d'un certain nombre de sources différentes dont la fiabilité est inégale. Par exemple, pour plusieurs pays de l'UE, les estimations sont réalisées par le Secrétariat de l'OCDE à partir des résultats de l'enquête communautaire sur les forces de travail réalisées au printemps. Ces résultats reflètent une seule observation annuelle et les données de l'enquête doivent être complétées par d'autres sources, notamment pour les jours fériés et les congés payés. Dans les autres pays, la durée annuelle du travail est indiquée par les bureaux statistiques nationaux et les estimations sont établies à partir des meilleures sources disponibles. Les données d'un pays sont comparables sur une période donnée, mais il est encore délicat de comparer les données de plusieurs pays sur une année donnée, en raison de l'hétérogénéité de leurs sources et d'autres incertitudes concernant leur comparabilité internationale.

Les données couvrent les salariés et les travailleurs indépendants ainsi que l'emploi à temps plein et l'emploi à temps partiel.

### Tendances à long terme

Dans la grande majorité des pays de l'OCDE, la durée du travail a diminué entre 1994 et 2007. Cependant, dans la plupart des pays, cette diminution a été modérée par rapport à ce qu'elle avait été les décennies précédentes, et le recul de la durée moyenne du travail entre ces deux années est peut-être à imputer partiellement à des effets conjoncturels temporaires. La durée annuelle moyenne du travail par personne occupée est tombée de 1 837 heures en 1994 à 1 768 heures en 2007, ce qui équivaut à une réduction du temps de travail de plus d'une semaine et demie de 40 heures. Le tableau révèle que la durée du travail a reculé dans une majorité de pays; elle a augmenté uniquement en Belgique (dans de faibles proportions), au Danemark, en Grèce, au Mexique et en Turquie. C'est en Corée, en Irlande, au Luxembourg, en France, en Allemagne, au Japon, au Portugal et en République slovaque que la réduction a été la plus notable.

Bien que toute comparaison entre pays appelle à la prudence, il ressort du tableau et du graphique que la durée effective du travail est nettement supérieure à la moyenne de la zone OCDE en République tchèque, en Grèce, en Hongrie, en Corée et en Pologne et qu'elle est relativement faible en France, en Allemagne, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Norvège et en Suède.

### Source

- OCDE (2008), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Durand, M., J. Martin et A. Saint-Martin (2004), « La semaine de 35 heures : Portrait d'une exception française », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 244, novembre 2004, OCDE, Paris.
- Evans, J., D. Lippoldt et P. Marianna (2001), *Trends in Working Hours in OECD Countries*, Politique du marché du travail et politique sociale – Documents hors série, n° 45, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2004), « Les différentes facettes du temps de travail », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE – Édition 2004*, chapitre 1, voir aussi annexe I.A1, OCDE, Paris.

#### Sites Internet

- Statistiques sur l'emploi de l'OCDE, [www.oecd.org/els/emploi/donnees](http://www.oecd.org/els/emploi/donnees).
- Base de données OCDE des statistiques de la population active : [www.oecd.org/statistics/labour](http://www.oecd.org/statistics/labour).



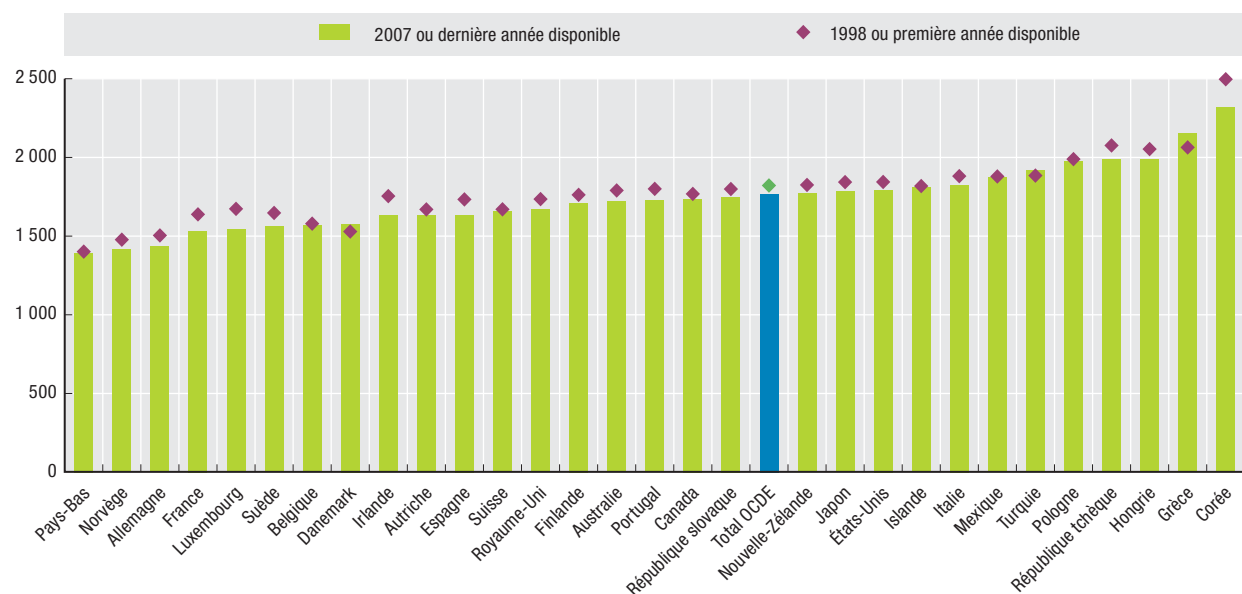

**Durée moyenne effective du travail**

Heures par an par actif occupé

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	1 547	1 534	1 518	1 509	1 503	1 492	1 473	1 458	1 445	1 439	1 442	1 435	1 433	1 433
Australie	1 807	1 803	1 799	1 795	1 789	1 787	1 785	1 755	1 740	1 737	1 747	1 732	1 723	1 722
Autriche	..	1 654	1 659	1 666	1 668	1 656	1 658	1 657	1 652	1 658	1 663	1 652	1 644	1 630
Belgique	1 554	1 580	1 554	1 567	1 578	1 581	1 554	1 577	1 579	1 575	1 549	1 565	1 571	1 566
Canada	1 762	1 761	1 774	1 767	1 767	1 769	1 768	1 762	1 744	1 734	1 753	1 738	1 738	1 736
Corée	2 651	2 658	2 648	2 592	2 496	2 502	2 520	2 506	2 465	2 434	2 404	2 364	2 357	2 316
Danemark	1 494	1 499	1 494	1 512	1 528	1 539	1 554	1 562	1 556	1 552	1 556	1 556	1 562	1 577
Espagne	1 733	1 733	1 729	1 728	1 732	1 732	1 731	1 727	1 721	1 706	1 690	1 668	1 653	1 635
États-Unis	1 833	1 840	1 832	1 842	1 843	1 844	1 832	1 811	1 807	1 797	1 799	1 795	1 797	1 794
Finlande	1 775	1 776	1 775	1 771	1 761	1 765	1 750	1 734	1 728	1 720	1 724	1 718	1 714	1 710
France	1 675	1 651	1 655	1 649	1 637	1 630	1 591	1 579	1 537	1 533	1 561	1 559	1 541	1 533
Grèce	2 133	2 123	2 098	2 065	2 063	2 107	2 121	2 123	2 106	2 116	2 064	2 081	2 150	..
Hongrie	2 032	2 039	2 034	2 060	2 052	2 067	2 061	2 019	2 026	1 997	1 996	1 994	1 989	1 986
Irlande	1 883	1 875	1 882	1 832	1 753	1 725	1 719	1 709	1 695	1 671	1 668	1 654	1 640	1 630
Islande	1 813	1 832	1 860	1 839	1 817	1 873	1 885	1 847	1 812	1 807	1 810	1 794	1 795	1 807
Italie	1 857	1 859	1 873	1 863	1 880	1 876	1 861	1 843	1 831	1 826	1 826	1 819	1 814	1 824
Japon	1 898	1 884	1 892	1 865	1 842	1 810	1 821	1 809	1 798	1 799	1 787	1 775	1 784	1 785
Luxembourg	1 709	1 719	1 691	1 678	1 672	1 669	1 662	1 646	1 634	1 630	1 586	1 570	1 604	1 542
Mexique	..	1 857	1 902	1 927	1 878	1 922	1 888	1 864	1 888	1 857	1 849	1 909	1 883	1 871
Norvège	1 505	1 488	1 483	1 478	1 476	1 473	1 455	1 429	1 414	1 399	1 417	1 420	1 414	1 417
Nouvelle-Zélande	1 849	1 842	1 833	1 821	1 824	1 838	1 830	1 817	1 817	1 813	1 827	1 810	1 787	1 771
Pays-Bas	1 411	1 391	1 421	1 414	1 400	1 381	1 372	1 372	1 348	1 363	1 362	1 375	1 391	1 392
Pologne	..	..	..	..	..	..	1 988	1 974	1 979	1 984	1 983	1 994	1 985	1 976
Portugal	1 838	1 897	1 848	1 812	1 799	1 812	1 765	1 769	1 767	1 742	1 763	1 752	1 758	1 728
République tchèque	2 043	2 064	2 066	2 067	2 075	2 088	2 092	2 000	1 980	1 972	1 986	2 002	1 997	1 985
République slovaque	1 854	1 879	1 840	1 834	1 798	1 808	1 811	1 799	1 746	1 673	1 708	1 741	1 749	..
Royaume-Uni	1 740	1 743	1 742	1 740	1 734	1 723	1 711	1 714	1 696	1 677	1 672	1 676	1 669	1 670
Suède	1 608	1 609	1 613	1 675	1 646	1 613	1 574	1 527	1 534	1 559	1 575	1 607	1 576	1 562
Suisse	1 725	1 702	1 674	1 662	1 669	1 690	1 685	1 646	1 629	1 639	1 669	1 669	1 657	..
Turquie	1 886	1 876	1 892	1 878	1 884	1 925	1 937	1 942	1 943	1 943	1 918	1 918	..	..
Total OCDE	1 837	1 837	1 839	1 834	1 820	1 819	1 810	1 795	1 787	1 777	1 776	1 775	1 773	1 768

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543226600873>
**Durée moyenne effective du travail**

Heures par an par actif occupé


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/536836453771>





## SCIENCE ET TECHNOLOGIES

### RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

INVESTISSEMENT DANS LE SAVOIR

CHERCHEURS

BREVETS

### TIC

TAILLE DU SECTEUR DES TIC

INVESTISSEMENT DANS LES TIC

PROFESSIONS ET QUALIFICATIONS DANS LE SECTEUR DES TIC

ACCÈS DES MÉNAGES À L'ORDINATEUR ET À L'INTERNET

### COMMUNICATIONS

EXPORTATIONS DE BIENS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATIONS

ACCÈS AU SERVICE TÉLÉPHONIQUE

## DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les dépenses de recherche et développement (R-D) illustrent les efforts déployés par les pouvoirs publics et le secteur privé pour obtenir un avantage concurrentiel dans les domaines scientifiques et technologiques. En 2006, la R-D représentait 2.3 % du PIB de l'ensemble de la zone OCDE.

### Définition

La R-D englobe les travaux de création entrepris de façon systématique pour accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications. Le terme « R-D » recouvre trois activités : la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental. La recherche fondamentale consiste en des travaux expérimentaux ou théoriques entrepris principalement en vue d'acquérir de nouvelles connaissances sur les fondements des phénomènes et des faits observables, sans envisager une application ou une utilisation particulière. La recherche appliquée consiste également en des travaux originaux entrepris en vue d'acquérir des connaissances nouvelles. Cependant, elle est surtout dirigée vers un but ou un objectif pratique déterminé. Le développement expérimental consiste en des travaux systématiques basés sur des connaissances existantes obtenues par la recherche et/ou l'expérience pratique, en vue de lancer la fabrication de nouveaux matériaux, produits ou dispositifs, d'établir de nouveaux procédés, systèmes et services ou d'améliorer considérablement ceux qui existent déjà.

Le principal agrégat utilisé pour les comparaisons internationales est la dépense intérieure de R-D (DIRD), qui est la dépense totale, courante et en capital, afférente aux travaux de R-D exécutés par les entreprises, instituts de recherche, laboratoires universitaires et publics, etc. résidents. Elle ne comprend pas les dépenses de R-D consacrées à des travaux financés par des sociétés se situant à l'intérieur du pays mais menés dans d'autres pays.

### Tendances à long terme

Depuis 2000, la dépense de R-D rapportée au PIB (intensité de R-D) a augmenté au Japon (3.4 % en 2006) et a diminué légèrement aux États-Unis (2.7 % en 2007). Dans l'UE, elle est restée relativement stable (1.8 % en 2006).

En 2006-07, la Corée, la Finlande, le Japon et la Suède étaient les seuls pays de l'OCDE dont le ratio R-D/PIB dépassait 3 %, soit largement plus que la moyenne de l'OCDE (2.3 %). Depuis le milieu des années 90, les dépenses de R-D (en termes réels) augmentent le plus rapidement en Islande et en Turquie, qui affichent toutes les deux des taux moyens de croissance annuelle supérieurs à 10 %.

Les dépenses de R-D pour la Chine augmentent plus vite que le PIB, d'où une croissance rapide de l'intensité de R-D, qui est passée de 0.9 % en 2000 à 1.5 % en 2007.

### Comparabilité

Les données de R-D présentées ici ont été calculées selon les lignes directrices du *Manuel de Frascati*. Il convient cependant de noter que pendant la période considérée, plusieurs pays ont amélioré la couverture de leurs enquêtes sur les activités de R-D dans le secteur des services (États-Unis, Japon, Norvège et Pays-Bas) et dans l'enseignement supérieur (Espagne, États-Unis, Finlande, Grèce, Japon, et Pays-Bas). Certaines des modifications indiquées dans le tableau prendront en compte ces améliorations méthodologiques ainsi que l'évolution sous-jacente des dépenses de R-D.

Pour la Corée, les sciences sociales et les humanités ne sont pas prises en compte dans les données sur la R-D. Pour les États-Unis, les dépenses en capital sont exclues.

Les données pour le Brésil et l'Inde ne suivent pas complètement les lignes directrices du *Manuel de Frascati*, et sont calculées à partir des sources nationales. Les données du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud sont sous-estimées, ainsi que celles de la Chine avant 2000.

### Source

- OCDE (2008), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Panorama économique du secteur spatial*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE 2008*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2007), *Statistiques de l'OCDE de la science, de la technologie et de la R-D sur CD-ROM*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2003), *Manuel de Frascati 2002 : Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental*, OCDE, Paris.

#### Sites Internet

- OCDE, science, technologie et industrie, [www.oecd.org/sti](http://www.oecd.org/sti).



## Dépense intérieure brute de recherche et développement

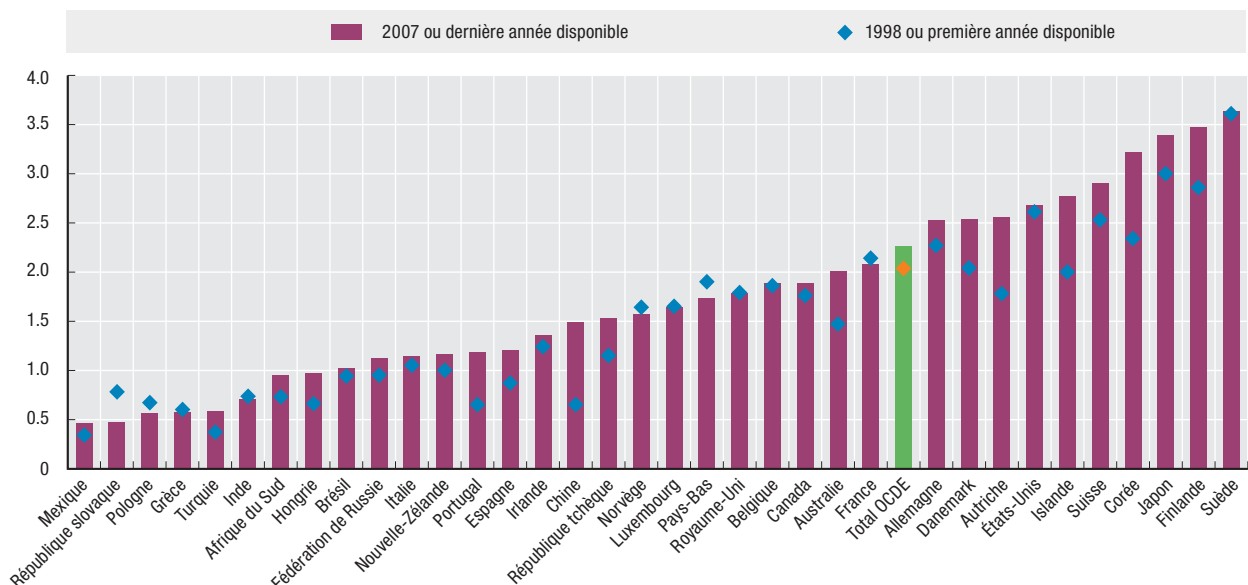
En pourcentage du PIB

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	2.18	2.19	2.19	2.24	2.27	2.40	2.45	2.46	2.49	2.52	2.49	2.48	2.54	2.53
Australie	1.53	..	1.61	..	1.47	..	1.51	..	1.69	..	1.78	..	2.01	..
Autriche	1.51	1.55	1.60	1.70	1.78	1.90	1.94	2.07	2.14	2.26	2.26	2.44	2.46	2.56
Belgique	1.65	1.67	1.77	1.83	1.86	1.94	1.97	2.08	1.94	1.88	1.87	1.84	1.88	1.89
Canada	1.73	1.70	1.65	1.66	1.76	1.80	1.91	2.09	2.04	2.03	2.05	2.01	1.94	1.89
Corée	2.32	2.37	2.42	2.48	2.34	2.25	2.39	2.59	2.53	2.63	2.85	2.98	3.22	..
Danemark	..	1.82	1.84	1.92	2.04	2.18	..	2.39	2.51	2.58	2.48	2.45	2.46	2.54
Espagne	0.79	0.79	0.81	0.80	0.87	0.86	0.91	0.91	0.99	1.05	1.06	1.12	1.20	..
États-Unis	2.42	2.51	2.55	2.58	2.61	2.66	2.75	2.76	2.66	2.66	2.59	2.62	2.66	2.68
Finlande	2.28	2.26	2.52	2.70	2.86	3.16	3.34	3.30	3.36	3.43	3.45	3.48	3.45	3.47
France	2.32	2.29	2.27	2.19	2.14	2.16	2.15	2.20	2.23	2.17	2.15	2.10	2.10	2.08
Grèce	..	0.43	..	0.45	..	0.60	..	0.58	..	0.57	0.55	0.58	0.57	0.57
Hongrie	0.87	0.71	0.63	0.70	0.66	0.67	0.78	0.92	1.00	0.93	0.88	0.94	1.00	0.97
Irlande	1.25	1.26	1.30	1.27	1.24	1.18	1.12	1.10	1.10	1.17	1.24	1.26	1.32	1.36
Islande	1.37	1.53	..	1.83	2.00	2.30	2.67	2.95	2.95	2.82	..	2.77	..	..
Italie	1.02	0.97	0.99	1.03	1.05	1.02	1.05	1.09	1.13	1.11	1.10	1.09	1.14	..
Japon	2.60	2.71	2.81	2.87	3.00	3.02	3.04	3.12	3.17	3.20	3.17	3.32	3.39	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	1.65	..	..	1.66	1.63	1.57	1.66	1.64
Mexique	0.27	0.28	0.28	0.31	0.34	0.39	0.34	0.36	0.40	0.40	0.43	0.46	..	..
Norvège	..	1.69	..	1.63	..	1.64	..	1.59	1.66	1.71	1.59	1.52	1.52	1.57
Nouvelle-Zélande	..	0.95	..	1.09	..	1.00	..	1.14	..	1.19	..	1.16	..	..
Pays-Bas	1.95	1.97	1.98	1.99	1.90	1.96	1.82	1.80	1.72	1.76	1.78	1.74	1.73	1.73
Pologne	0.70	0.63	0.65	0.65	0.67	0.69	0.64	0.62	0.56	0.54	0.56	0.57	0.56	..
Portugal	0.56	0.54	0.57	0.59	0.65	0.71	0.76	0.80	0.76	0.74	0.77	0.81	1.00	1.18
République tchèque	..	0.95	0.97	1.08	1.15	1.14	1.21	1.20	1.20	1.25	1.25	1.41	1.55	1.53
République slovaque	0.89	0.92	0.90	1.07	0.78	0.65	0.65	0.63	0.57	0.58	0.51	0.51	0.49	0.47
Royaume-Uni	2.00	1.94	1.86	1.80	1.79	1.86	1.85	1.82	1.82	1.78	1.71	1.76	1.78	..
Suède	..	3.26	..	3.48	..	3.61	..	4.17	..	3.85	3.62	3.80	3.74	3.63
Suisse	..	..	2.65	..	..	..	2.53	..	..	..	2.90	..	..	..
Turquie	0.27	0.28	0.34	0.37	0.37	0.47	0.48	0.54	0.53	0.48	0.52	0.59	0.58	..
Total UE27	..	1.67	1.66	1.67	1.67	1.72	1.74	1.76	1.77	1.76	1.73	1.74	1.77	..
Total OCDE	2.04	2.06	2.08	2.10	2.13	2.17	2.21	2.25	2.22	2.22	2.19	2.23	2.26	..
Afrique du Sud	..	..	..	0.60	..	..	..	0.73	..	0.80	0.86	0.92	0.95	..
Brésil	0.85	0.80	0.72	..	..	..	0.94	0.96	0.91	0.88	0.83	0.97	1.02	..
Chine	0.64	0.57	0.57	0.64	0.65	0.76	0.90	0.95	1.07	1.13	1.23	1.33	1.42	1.49
Fédération de Russie	0.84	0.85	0.97	1.04	0.95	1.00	1.05	1.18	1.25	1.28	1.15	1.07	1.07	1.12
Inde	0.65	0.63	0.65	0.72	0.73	0.76	0.78	0.76	0.75	0.74	0.71	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/543322161221>

## Dépense intérieure brute de recherche et développement

En pourcentage du PIB

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536842640445>



## INVESTISSEMENT DANS LE SAVOIR

L'« investissement dans le savoir » est un indicateur synthétique conçu pour comparer les dépenses que les pays membres consacrent à leur « base de connaissances » en vue d'en tirer des avantages ultérieurs.

### Définition

L'investissement dans le savoir est la somme des dépenses consacrées à la R-D, à l'ensemble du secteur de l'enseignement supérieur (secteurs public et privé) et aux logiciels. En additionnant simplement les trois éléments, on s'exposerait à surestimer l'investissement dans le savoir en raison des chevauchements qui existent entre eux (R-D et logiciels, R-D et éducation, logiciels et éducation). C'est pourquoi les données indiquées ici ont été ajustées afin d'exclure ces chevauchements.

Il est à noter que le terme « investissement » utilisé ici a une signification plus large que celle qu'il a habituellement en statistiques économiques. Il comprend aussi bien les dépenses courantes, telles que l'éducation et la R-D, que les dépenses en capital, telles que l'achat de logiciels et la construction de bâtiments scolaires.

### Comparabilité

L'OCDE est la source des données relatives à la R-D, à l'éducation et aux logiciels. Les années précédentes, l'élément logiciels était estimé à partir de données de source privée. Mais l'OCDE a récemment mis au point une base de données sur les services tirés du capital qui comprend des données relatives aux investissements en logiciels. Ce sont ces données que nous utilisons ici, et les chiffres sont différents de ceux des années précédentes.

À noter que dans le tableau, le Total OCDE exclut l'Australie, l'Autriche et la Grèce parmi le groupe des pays présentés; le Total UE15 exclut la Grèce.

### Tendances à long terme

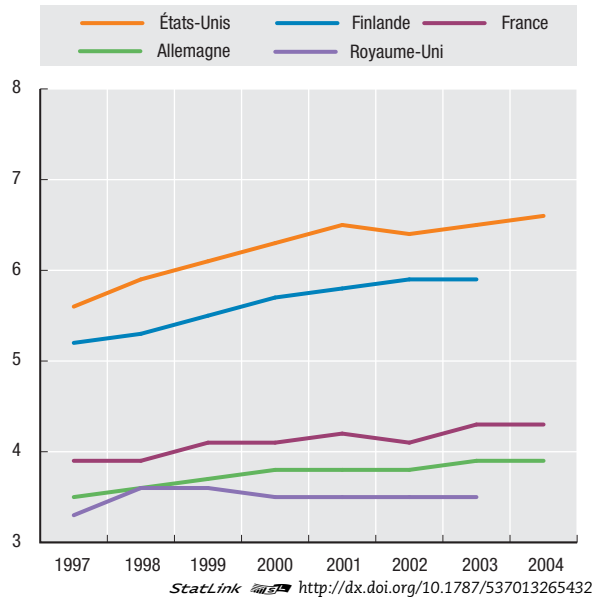
En 2004, l'investissement dans le savoir a atteint 4.9 % du PIB dans la zone OCDE. Il dépasse la moyenne OCDE aux États-Unis (6.6 %), en Suède (6.4 %), en Finlande (5.9 %), au Japon (5.3 %) et au Danemark (5.1 %). Au contraire, il est inférieur à 2.5 % en Irlande et en Italie et inférieur à 2 % du PIB au Portugal et en Grèce.

La plupart des pays de l'OCDE augmentent leur investissement dans le savoir. Pour tous les pays présentés, sauf l'Irlande, le ratio investissement dans le savoir/PIB est plus élevé en 2004 (ou 2003) qu'en 1997. De plus, l'augmentation est plus rapide aux États-Unis et au Japon que dans les pays européens pour lesquels les données sont disponibles.

Pour le Japon, la Suède, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, la hausse des dépenses de logiciels est la principale source d'augmentation des investissements dans le savoir. Aux États-Unis et en Belgique, c'est l'enseignement supérieur. Au Danemark, en Finlande, au Canada, en Espagne, en Allemagne, au Portugal, en Grèce, en Australie et en Autriche, c'est la R-D.

### Investissement dans le savoir pour une sélection de pays

En pourcentage du PIB



### Source

- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Ahmad, N. (2003), *Measuring Investment in Software*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2003/6, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Innovation and Knowledge-Intensive Service Activities*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Panorama économique du secteur spatial*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2008), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Statistiques de l'OCDE de la science, de la technologie et de la R-D sur CD-ROM*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Kahn, M. (2001), « Investment in Knowledge », *STI Review* n° 27, OCDE, Paris.
- Kahn, M. (2005), *Estimating the level of Investment in Knowledge across OECD Countries, Intellectual Capital for Community – Nations, Regions, and Cities*, Elsevier Butterworth-Heinemann, Amsterdam; Boston.

#### Sites Internet

- OCDE, Mesurer la science et la technologie, [www.oecd.org/sti/measuring-scitech](http://www.oecd.org/sti/measuring-scitech).
- Tableau de bord de l'OCDE de la science, de la technologie et de l'industrie, [www.sourceoecd.org/scoreboard](http://www.sourceoecd.org/scoreboard).

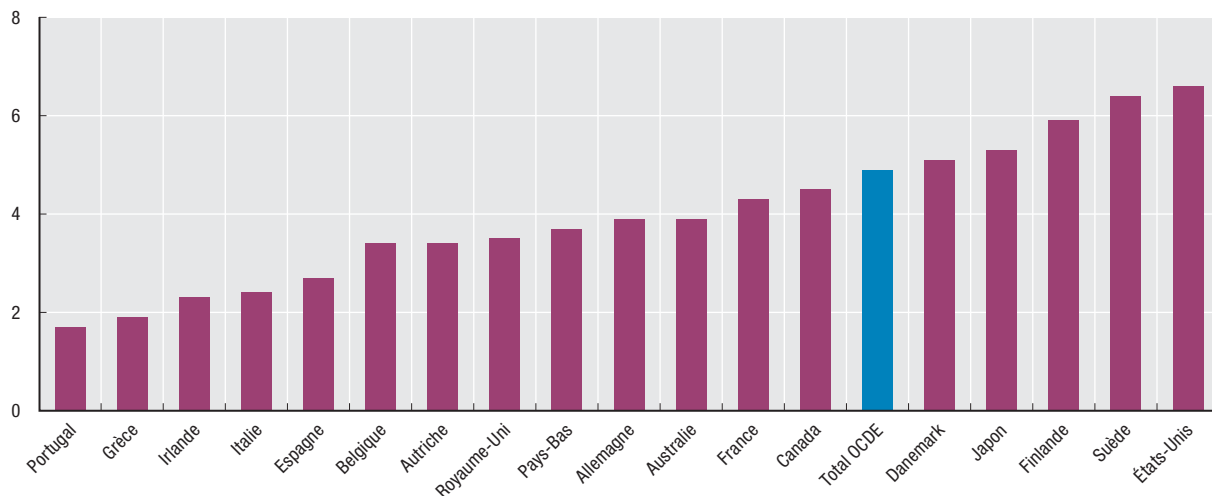
**Investissement dans le savoir**

En pourcentage du PIB

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	3.5	3.6	3.7	3.8	3.8	3.8	3.9	3.9
Australie	..	3.6	..	3.9	..	4.0	3.9	3.9
Autriche	..	3.1	..	..	..	3.3	3.4	..
Belgique	..	2.6	3.5	3.6	3.8	3.5	3.4	..
Canada	3.9	4.0	4.6	4.6	4.9	..	4.5	4.5
Danemark	3.8	4.5	4.7	4.7	5.1	5.3	5.1	..
Espagne	2.2	2.3	2.4	2.5	2.6	2.6	2.7	2.7
États-Unis	5.6	5.9	6.1	6.3	6.5	6.4	6.5	6.6
Finlande	5.2	5.3	5.5	5.7	5.8	5.9	5.9	..
France	3.9	3.9	4.1	4.1	4.2	4.1	4.3	4.3
Grèce	1.7	..	1.7	..	1.9	..	1.9	..
Irlande	2.6	2.5	2.6	2.6	2.5	2.3	2.3	..
Italie	2.0	2.1	2.2	2.2	2.4	2.4	2.4	..
Japon	4.1	4.4	4.5	4.6	4.8	4.9	5.1	5.3
Pays-Bas	3.5	3.6	3.9	3.7	3.8	3.6	3.7	..
Portugal	1.5	1.6	1.7	1.8	1.8	1.7	1.7	..
Royaume-Uni	3.3	3.6	3.6	3.5	3.5	3.5	3.5	..
Suède	5.6	..	6.2	..	6.9	..	6.4	..
Total OCDE	4.2	..	4.7	..	4.9	..	4.9	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/543330538232>**Investissement dans le savoir**

En pourcentage du PIB, 2004 ou dernière année disponible

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/536863143258>

## CHERCHEURS

Les chercheurs constituent l'élément central du système de recherche-développement. En 2005, on dénombrait environ 3.9 millions de personnes engagées dans des activités de R-D dans la zone OCDE, dont environ les deux tiers dans le secteur des entreprises.

### Définition

Les chercheurs sont des spécialistes engagés dans la conception et la création de nouveaux savoirs, produits, processus, méthodes et systèmes, mais aussi associés directement à la gestion de projets. Ils exercent leur activité dans le domaine civil ou militaire, le secteur public, les universités, les instituts de recherche, ainsi que dans le secteur des entreprises.

### Comparabilité

Le nombre de chercheurs est exprimé en personnel équivalent plein-temps (EPT) pour la R-D (une personne ne travaillant qu'à mi-temps à des activités de R-D comptera pour 0.5 année-personne) et comprend le personnel engagé dans des activités de R-D au cours d'une année. Les données ont été calculées selon la méthodologie du *Manuel de Frascati*, mais la comparabilité est dans une certaine mesure influencée par les améliorations apportées au champ des enquêtes nationales de R-D et les efforts déployés par les pays pour améliorer la comparabilité internationale de leurs données.

Pour le Royaume-Uni et les États-Unis, le nombre total de chercheurs commençant respectivement en 1999 et 2000 est une estimation faite par l'OCDE. Pour les États-Unis les données postérieures à 1985 excluent le personnel militaire.

Les données concernant le Brésil et l'Inde ne sont pas totalement conformes aux lignes directrices du *Manuel de Frascati*, et ont été calculées à partir de sources nationales. Les données relatives à l'Afrique du Sud et au Brésil sont sous-estimées; il en va de même pour celles de la Chine jusqu'à l'année 2000 incluse.

### Tendances à long terme

En 2005, on dénombrait dans la zone OCDE environ 7.3 chercheurs pour 1 000 actifs, contre 5.9 en 1995.

Le nombre de chercheurs a augmenté régulièrement au cours des deux dernières décennies. Parmi les grandes régions de l'OCDE, c'est le Japon qui compte le plus grand nombre de chercheurs dans la population active, devant les États-Unis et l'Union européenne.

La Finlande, l'Islande, le Japon et la Nouvelle-Zélande affichent les plus gros effectifs de chercheurs pour 1 000 actifs. Les effectifs sont également importants au Danemark, en Suède, en Norvège et aux États-Unis. Parmi les pays de l'OCDE, ils sont faibles au Mexique et en Turquie.

Parmi les grands pays non membres de l'OCDE, la progression du nombre de chercheurs a été constante en Chine, même si son taux de 1.8 en 2007 restait très inférieur à la moyenne de l'OCDE. Celui de la Fédération de Russie recule depuis 1994, mais était encore proche de 6.7 chercheurs pour 1 000 actifs en 2007.

### Source

- OCDE (2008), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2007), *Statistiques de l'OCDE de la science, de la technologie et de la R-D sur CD-ROM*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2003), *Manuel de Frascati 2002 : Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental*, OCDE, Paris.

#### Sites Internet

- OCDE, Mesurer la science et la technologie, [www.oecd.org/sti/measuring-scitech](http://www.oecd.org/sti/measuring-scitech).
- OCDE, Science, Technologie et Industrie, [www.oecd.org/sti](http://www.oecd.org/sti).
- Tableau de bord de l'OCDE de la science, de la technologie et de l'industrie, [www.sourceoecd.org/scoreboard](http://www.sourceoecd.org/scoreboard).



## Chercheurs

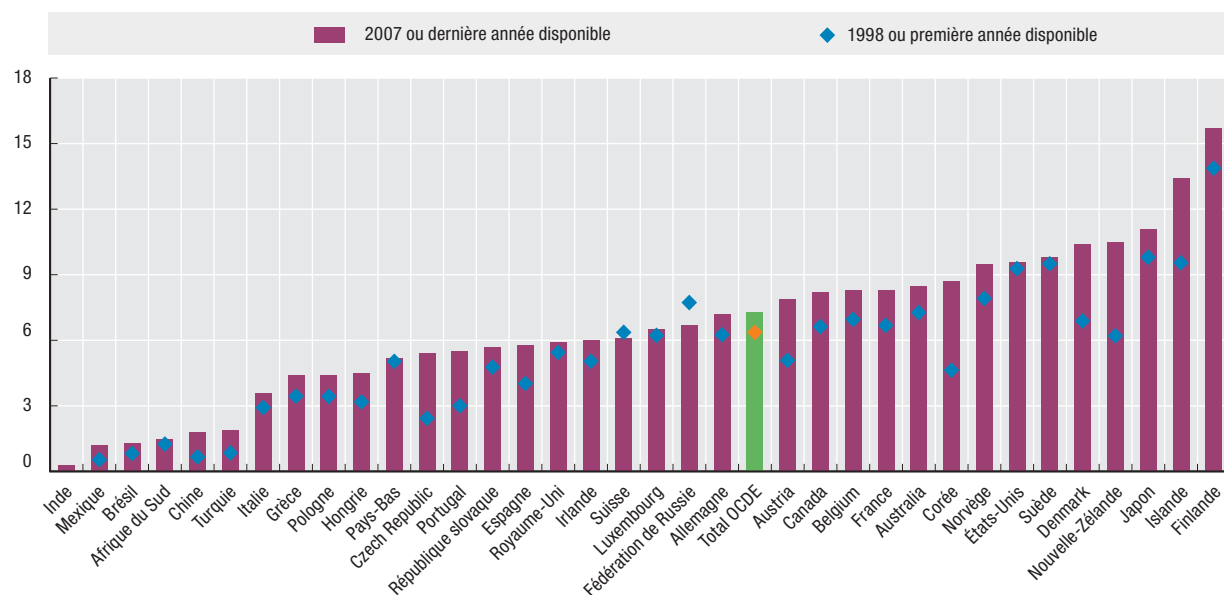
Pour 1 000 actifs occupés, équivalent temps plein

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	..	6.2	6.1	6.3	6.3	6.6	6.6	6.7	6.8	6.9	7.0	7.0	7.2	7.2
Australie	7.0	..	7.3	..	7.3	..	7.3	..	7.8	..	8.4	..	8.5	..
Autriche	..	..	..	..	5.1	..	..	..	6.4	..	6.8	7.3	7.5	7.9
Belgique	5.9	6.0	6.5	6.7	7.0	7.4	7.5	7.8	7.4	7.5	7.8	7.9	8.2	8.3
Canada	6.4	6.4	6.6	6.7	6.6	6.7	7.2	7.5	7.4	7.7	7.9	8.2	..	..
Corée	..	4.9	4.8	4.8	4.7	4.9	5.1	6.3	6.4	6.8	6.9	7.9	8.7	..
Danemark	..	6.1	6.3	6.5	..	6.9	..	7.0	9.2	9.0	9.6	10.2	10.3	10.4
Espagne	3.6	3.5	3.7	3.8	4.0	3.9	4.7	4.7	4.8	5.2	5.5	5.7	5.8	..
États-Unis	..	8.1	..	8.8	..	9.3	9.3	9.5	9.7	10.2	9.8	9.6	..	..
Finlande	..	8.2	..	12.3	13.9	14.5	15.2	15.8	16.4	17.7	17.3	16.5	16.6	15.7
France	6.6	6.7	6.8	6.8	6.7	6.8	7.1	7.2	7.5	7.7	8.1	8.1	8.3	..
Grèce	..	2.4	..	2.7	..	3.5	..	3.4	..	3.5	..	4.3	4.3	4.4
Hongrie	3.1	2.9	2.9	3.1	3.2	3.3	3.8	3.8	3.9	3.9	3.8	4.1	4.5	4.5
Irlande	4.3	4.5	4.8	5.0	5.1	4.9	5.0	5.1	5.3	5.5	5.9	5.9	6.0	..
Islande	6.1	7.6	..	9.4	9.6	10.3	..	11.7	..	12.2	..	13.4	..	..
Italie	3.5	3.5	3.5	3.0	2.9	2.9	2.9	2.9	3.0	2.9	3.0	3.4	3.6	..
Japon	8.1	8.3	9.2	9.3	9.8	10.0	9.9	10.4	10.1	10.6	10.6	11.0	11.1	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	6.2	..	..	6.7	6.8	7.2	6.4	6.5
Mexique	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	..	..	..	0.9	1.1	1.2	..	..
Norvège	..	7.5	..	7.9	..	7.9	..	8.6	..	9.1	9.1	9.2	9.5	..
Nouvelle-Zélande	..	4.7	..	6.2	..	6.2	..	9.1	..	10.4	..	10.5	..	..
Pays-Bas	4.9	4.8	4.9	5.1	5.1	5.1	5.2	5.5	4.6	4.5	5.1	4.9	5.6	5.2
Pologne	3.1	3.3	3.4	3.5	3.5	3.5	3.5	3.7	3.8	4.5	4.7	4.7	4.4	..
Portugal	2.3	2.6	2.7	2.9	3.0	3.2	3.3	3.5	3.7	4.0	4.0	4.1	4.8	5.5
République tchèque	..	2.3	2.5	2.4	2.5	2.7	2.8	3.0	3.0	3.2	3.3	4.8	5.2	5.4
République slovaque	4.9	4.6	4.6	4.7	4.8	4.5	4.9	4.7	4.5	4.7	5.2	5.2	5.5	5.7
Royaume-Uni	4.9	5.2	5.1	5.1	5.5	5.6	5.4	5.6	5.8	5.9	5.7	5.8	5.9	..
Suède	..	8.2	..	9.1	..	9.5	..	10.5	..	11.0	11.3	12.7	12.6	9.8
Suisse	..	..	5.6	..	..	..	6.4	..	..	..	6.1	..	..	..
Turquie	0.7	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	1.1	1.1	1.1	1.5	1.6	1.8	1.9	..
Total UE27	..	4.8	4.9	4.9	5.0	5.1	5.2	5.3	5.5	5.6	5.8	6.0	6.1	..
Total OCDE	5.9	5.9	6.1	6.2	6.4	6.6	6.6	6.8	6.9	7.2	7.2	7.3	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	1.3	..	1.2	1.5	1.4	1.5	..
Brésil	..	0.7	..	..	..	..	0.8	0.9	0.9	1.0	1.0	1.3	1.3	..
Chine	0.8	0.8	0.8	0.8	0.7	0.7	1.0	1.0	1.1	1.2	1.2	1.5	1.6	1.8
Fédération de Russie	9.1	9.2	8.5	8.2	7.7	7.8	7.8	7.9	7.5	7.4	7.1	6.8	6.7	6.7
Inde	..	..	..	..	..	..	0.3	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/543380077334>

## Chercheurs

Pour 1 000 actifs occupés, équivalent temps plein

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/537051456705>

## BREVETS

Les indicateurs fondés sur les brevets fournissent une mesure du résultat des activités de R-D d'un pays, c'est-à-dire de ses inventions. La méthodologie utilisée pour comptabiliser les brevets peut influencer sur les résultats. Les comptages simples des brevets déposés auprès d'un office national de brevets présentent diverses limites, notamment une faible comparabilité internationale (avantage au pays d'accueil pour les demandes de brevets) et une hétérogénéité élevée des valeurs des brevets. L'OCDE a mis au point des familles de brevets triadiques, qui ont pour but de saisir exclusivement toutes les inventions importantes et qui sont comparables au plan international.

### Définition

Une famille de brevets se définit comme un ensemble de brevets déposés dans divers pays (ou offices de brevets) pour protéger une même invention. Les familles de brevets triadiques sont un ensemble de brevets déposés auprès de trois des principaux offices de propriété intellectuelle, à savoir l'Office européen des brevets (OEB), l'Office japonais des brevets (JPO) et le United States Patent and Trademark Office (USPTO).

Les comptages des familles de brevets triadiques sont attribués au pays de résidence de l'inventeur, et se réfèrent à la date à laquelle le brevet a été enregistré pour la première fois.

### Tendances à long terme

Le début du XXI<sup>e</sup> siècle a été marqué par un ralentissement du rythme de croissance des dépôts de brevets, qui n'a progressé que de 1.5 % par an en moyenne, après avoir enregistré une hausse régulière de 6 % par an en moyenne pendant la seconde moitié des années 90. Les États-Unis, l'Union européenne et le Japon ont affiché la même tendance, avec toutefois un ralentissement plus marqué pour le Japon après 2000.

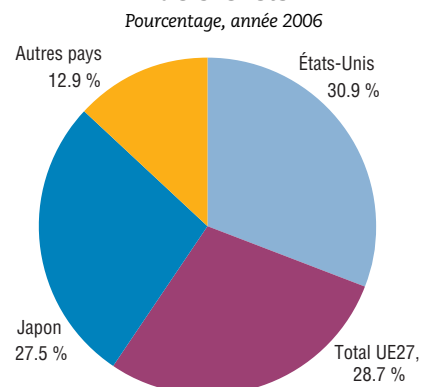
Quelque 52 000 familles de brevets triadiques ont été enregistrées dans le monde en 2006, une forte augmentation par rapport à 35 000 en 1995. Les États-Unis détenaient 31 % des familles de brevets, soit une perte de près de 3 points de pourcentage par rapport à leur niveau de 1995 (34 %); la proportion relative des familles de brevets originaires d'Europe a aussi eu tendance à diminuer, perdant plus de 4 points entre 1995 et 2006 (28.7 % en 2006). La croissance la plus remarquable s'observe dans les pays d'Asie : la part du Japon en familles de brevets triadiques a gagné un point de pourcentage, pour atteindre 27.5 % en 2006, et celle de la Corée s'établissait à 5.4 % en 2006, contre moins d'1 % en 1995. La Chine et l'Inde affichent elles aussi une forte croissance à cet égard.

Si l'on rapporte le nombre de familles de brevets triadiques à la population, la Suisse, le Japon, la Suède et l'Allemagne occupent les quatre premiers rangs des pays les plus innovants en 2006. Les ratios de l'Autriche, du Danemark, de la Finlande, de la Corée, des Pays-Bas et des États-Unis se situent au-dessus de la moyenne OCDE (42). La Suisse a le nombre le plus élevé de familles de brevets par million d'habitants (1159), suivi du Japon (111). En taille, la Chine compte moins de 0.4 famille de brevets par million d'habitants.

### Comparabilité

Le concept de familles de brevets triadiques a été élaboré afin d'améliorer la comparabilité internationale et la qualité des indicateurs fondés sur les brevets. En effet, seuls les brevets déposés dans le même groupe de pays sont pris en compte dans la famille : l'avantage au pays d'accueil et l'influence de la situation géographique sont par conséquent éliminés. En outre, les brevets inclus dans la famille ont généralement une valeur plus élevée : les titulaires de brevets ne consentent à supporter les coûts et les délais nécessaires pour étendre la protection de leur invention à d'autres pays que s'ils estiment que cette démarche en vaut la peine.

### Part des pays dans les familles triadiques de brevets



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/537113343565>

### Source

- Compendium statistique sur les brevets 2008.
- OCDE, Base de données sur les brevets.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2008), *Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE 2008*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Politique environnementale, innovation technologique et dépôts de brevets*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Dermis, H. et M. Khan (2004), *Triadic Patent Families Methodology*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2004/2, OCDE, Paris.
- Maraut, S., H. Dermis, C. Webb, V. Spiezia et D. Guellec (2008), *The OECD REGPAT database: A Presentation*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2008/2, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Manuel de l'OCDE sur les statistiques des brevets*, OCDE, Paris.

#### Sites Internet


- OCDE, Droits de propriété intellectuelle, [www.oecd.org/sti/ipr](http://www.oecd.org/sti/ipr).
- OCDE, Travaux sur les brevets, [www.oecd.org/sti/ipr-statistics](http://www.oecd.org/sti/ipr-statistics).



## Familles triadiques de brevets

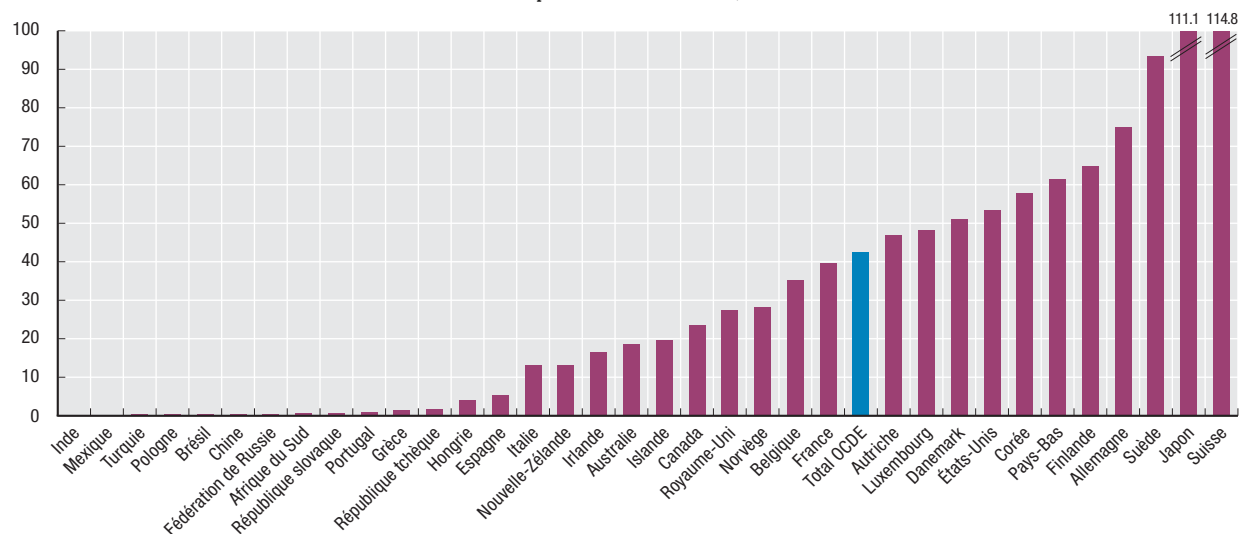

Nombre

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	4 042	4 398	4 849	5 508	5 680	6 119	6 214	6 213	5 792	5 633	5 867	6 079	6 132	6 171
Australie	196	234	231	233	275	298	324	349	349	372	376	385	386	390
Autriche	175	209	221	213	258	269	251	283	263	317	331	343	350	388
Belgique	339	352	373	362	432	393	404	367	339	346	319	379	368	372
Canada	292	357	387	427	527	532	552	537	538	617	635	706	751	767
Corée	164	209	322	322	387	462	604	752	935	1 245	1 729	2 324	2 628	2 785
Danemark	159	177	189	226	216	269	246	240	230	236	248	256	264	277
Espagne	70	87	82	91	109	126	131	156	169	166	171	205	230	236
États-Unis	10 663	11 089	12 146	12 931	13 914	14 402	14 868	14 475	14 236	14 807	14 960	15 540	15 688	15 942
Finlande	252	345	316	356	454	440	454	373	347	279	304	314	319	341
France	1 721	1 903	1 971	2 147	2 205	2 272	2 391	2 332	2 370	2 398	2 462	2 500	2 468	2 499
Grèce	3	4	2	13	9	10	10	8	6	8	10	9	14	15
Hongrie	25	21	25	25	32	18	37	36	33	29	43	40	38	41
Irlande	19	31	31	28	38	38	72	43	54	51	58	68	64	70
Islande	1	3	6	7	4	6	7	10	3	8	5	2	6	6
Italie	626	619	617	701	737	671	651	691	735	701	716	750	764	767
Japon	8 306	8 273	9 576	10 608	11 109	11 336	12 940	14 943	13 622	13 376	14 174	14 950	13 987	14 187
Luxembourg	13	8	13	16	16	21	22	18	23	14	18	24	21	23
Mexique	6	5	12	10	9	9	11	7	11	10	16	14	18	17
Norvège	73	85	87	75	102	94	110	113	92	113	100	110	130	131
Nouvelle-Zélande	14	24	21	32	39	50	50	57	44	63	69	59	53	54
Pays-Bas	596	677	753	805	835	850	947	1 056	1 238	1 095	1 041	1 079	1 027	1 005
Pologne	12	4	5	11	9	4	9	8	9	14	13	12	13	13
Portugal	4	2	3	4	7	4	6	4	6	6	7	6	10	10
République tchèque	8	5	3	11	11	16	9	9	14	16	16	16	15	17
République slovaque	2	1	2	1	5	3	2	2	2	3	4	3	4	4
Royaume-Uni	1 429	1 531	1 561	1 659	1 639	1 773	1 729	1 703	1 666	1 669	1 670	1 669	1 654	1 663
Suède	528	665	751	914	979	849	903	697	679	706	690	747	791	847
Suisse	707	723	760	816	821	795	801	842	819	816	843	839	850	856
Turquie	2	2	2	4	3	7	5	5	9	8	8	12	20	22
Total UE27	10 034	11 049	11 779	13 109	13 686	14 163	14 505	14 259	14 001	13 713	14 026	14 533	14 587	14 795
Total OCDE	30 446	32 046	35 314	38 557	40 861	42 134	44 759	46 331	44 636	45 118	46 902	49 439	49 064	49 914
Afrique du Sud	32	21	25	29	34	35	31	35	24	28	30	33	31	30
Brésil	22	12	17	18	29	29	31	33	47	44	51	51	56	65
Chine	16	17	21	23	43	47	62	84	114	178	252	290	384	484
Fédération de Russie	34	51	60	58	69	94	60	69	56	48	51	55	64	63
Inde	8	6	11	14	22	34	40	45	85	106	120	122	133	136
Indonésie	2	-	-	-	2	3	2	3	2	1	-	-	-	-
Monde	30 794	32 414	35 731	39 098	41 515	42 878	45 507	47 162	45 565	46 120	48 093	50 727	50 569	51 579

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543388161231>

## Familles triadiques de brevets

Nombre par millions d'habitants, 2006

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/53706622566>

## TAILLE DU SECTEUR DES TIC

Depuis plus d'une décennie, les technologies de l'information et des communications (TIC) sont au cœur des mutations économiques. Les industries productrices de TIC jouent un rôle important, notamment en contribuant à des progrès technologiques rapides et à la croissance de la productivité.

### Définition

En 1998, les pays de l'OCDE sont parvenus à un consensus sur une définition par branche d'activité du secteur des TIC fondée sur la Révision 3 de la Classification internationale type, par industrie (CITI Rév. 3). Les principes sur lesquels repose cette définition sont exposés ci-après.

Pour les industries manufacturières, les produits d'une industrie doivent être destinés à remplir la fonction de traitement et de communication d'informations, notamment par transmission et affichage, doivent utiliser le traitement électronique pour la détection, la mesure et/ou l'enregistrement de phénomènes physiques ou le contrôle d'un processus physique.

Pour les industries de services, les produits d'une industrie doivent être destinés à permettre la fonction de traitement de l'information et de communication par des moyens électroniques.

### Comparabilité

L'existence d'une définition largement acceptée du secteur des TIC est une première étape vers la possibilité de faire des comparaisons entre périodes et entre pays. Toutefois, la définition n'est pas encore utilisée de façon systématique, et les données fournies par les pays membres ont été combinées avec différentes autres sources pour estimer des chiffres agrégés du secteur des TIC qui soient compatibles avec les totaux des comptes nationaux. C'est pourquoi les statistiques présentées ici peuvent différer des chiffres contenus dans les rapports nationaux et les publications précédentes de l'OCDE.

### Tendances à long terme

Entre 1995 et 2006, la part des services TIC a connu la croissance la plus forte en Finlande, en Irlande, en République tchèque et aux Pays-Bas. En 2006, la part des industries manufacturières des TIC dans la valeur ajoutée du secteur manufacturier était, en Corée, de 21 %. Elle variait de 2.3 à 21 % dans les pays de l'OCDE, avec une moyenne de 7.2 % pour les 23 pays de l'OCDE au sujet desquels des données sont disponibles.

C'est en Grèce, en Hongrie, en Corée, au Portugal et en République tchèque que la part du secteur des services de télécommunications dans la valeur ajoutée des services aux entreprises est la plus importante, tandis que c'est en Irlande, en Suède, en France et en Autriche qu'elle est la moindre.

### Source

- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2003), *Les TIC et la croissance économique : Panorama des industries, des entreprises et des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Guide to Measuring the Information Society*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *OECD Reviews of Risk Management Policies – Norway: Information Security*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Études de l'OCDE sur l'administration électronique*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE : 2008*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2004), *Comprendre la croissance économique : Analyse au niveau macroéconomique, au niveau sectoriel et au niveau de l'entreprise*, OCDE, Paris.

#### Sites Internet

- Indicateurs clés des TIC de l'OCDE, [www.ocde.org/sti/indicateurstic](http://www.ocde.org/sti/indicateurstic).
- OCDE, Science, technologie et industrie, [www.oecd.org/sti](http://www.oecd.org/sti).
- OCDE, Politique des télécommunications et d'Internet, [www.oecd.org/sti/telecom](http://www.oecd.org/sti/telecom).



## Part des TIC dans la valeur ajoutée

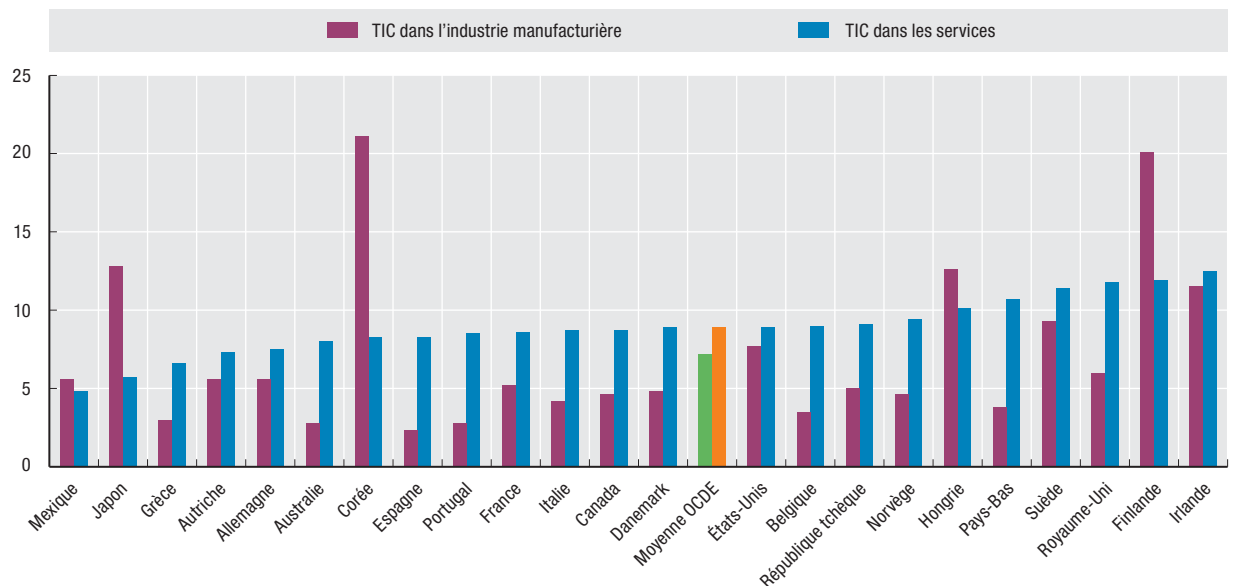
Année 2006

	Part des TIC dans l'industrie manufacturière en pourcentage de la valeur ajoutée totale dans l'industrie manufacturière		Part des TIC dans les services en pourcentage de la valeur ajoutée totale dans les services aux entreprises		
	Produits liés aux TIC	Évolution entre 1995-2006, pourcentage	Services de télécommunication	Autres services liés aux TIC	Évolution entre 1995-2006, pourcentage
Allemagne	5.6	1.0	3.0	4.5	-0.6
Australie	2.8	-0.3	4.1	3.9	-1.0
Autriche	5.6	-1.6	2.9	4.4	0.4
Belgique	3.5	-0.6	4.0	5.0	2.3
Canada	4.6	-1.6	4.1	4.6	1.3
Corée	21.1	5.1	5.6	2.7	1.6
Danemark	4.8	0.4	2.9	6.0	1.5
Espagne	2.3	-1.5	4.3	4.0	1.1
États-Unis	7.7	-2.6	4.7	4.2	0.3
Finlande	20.1	11.4	5.0	6.8	4.1
France	5.2	-1.1	2.8	5.8	0.3
Grèce	3.0	1.2	6.0	0.6	0.8
Hongrie	12.6	7.8	5.8	4.3	2.8
Irlande	11.5	-2.7	2.6	9.9	4.1
Italie	4.2	-	3.5	5.2	2.2
Japon	12.8	0.2	3.3	2.4	1.1
Mexique	5.6	0.4	3.6	1.2	0.7
Norvège	4.6	0.2	3.5	6.0	2.5
Pays-Bas	3.8	-2.4	3.7	7.0	3.2
Portugal	2.8	-1.0	5.5	3.0	0.7
République tchèque	5.0	2.2	5.3	3.8	3.2
Royaume-Uni	6.0	-2.3	3.9	7.9	2.1
Suède	9.3	1.7	2.7	8.8	2.7
Moyenne OCDE	7.2	0.3	4.0	4.9	1.6

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/543440167040>

## Part des TIC dans la valeur ajoutée

En pourcentage de la valeur ajoutée totale dans l'industrie manufacturière et part de la valeur ajoutée totale dans les services aux entreprises, 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/537135867673>

## INVESTISSEMENT DANS LES TIC

L'investissement en capital physique joue un rôle important dans la croissance. Il sert à augmenter et à renouveler le stock de capital et permet d'intégrer les nouvelles technologies dans le processus de production. Les technologies de l'information et des communications (TIC) ont été le secteur d'investissement le plus dynamique de ces dernières années.

### Définition

L'investissement est défini conformément au Système des comptes nationaux de 1993. Il recouvre l'acquisition d'équipements et de logiciels utilisés dans la production depuis plus d'un an. Les TIC comportent trois éléments : matériel des technologies de l'information (ordinateurs et matériel connexe), équipements de communication et logiciels. Ces derniers comprennent l'acquisition de logiciels standard, de logiciels sur mesure et les logiciels développés pour compte propre.

Les parts de l'investissement présentées dans le tableau et le graphique sont des pourcentages de la formation brute de capital fixe de chaque pays, hors construction résidentielle.

### Comparabilité

Pour évaluer la contribution des TIC à la croissance et aux performances économiques, il est indispensable de disposer d'une mesure correcte de l'investissement dans les TIC, à la fois en termes nominaux et en termes de volume. La disponibilité des données et la mesure de l'investissement dans les TIC d'après le Système des comptes nationaux de 1993 varient considérablement selon les pays de l'OCDE, surtout en ce qui concerne la mesure de l'investissement dans les logiciels, les méthodes de déflation utilisées, la ventilation par secteur institutionnel et la période de couverture des données.

Dans les comptes nationaux, les dépenses en produits TIC sont considérées comme un investissement uniquement si les produits peuvent être physiquement isolés (autrement dit, les TIC sous forme d'équipement sont considérées non plus comme investissement mais comme consommation intermédiaire). Cela signifie que les investissements en TIC peuvent être sous-estimés et que la marge de la sous-estimation peut varier selon

### Tendances à long terme

La part des TIC dans l'ensemble de l'investissement non résidentiel a doublé, et dans certains cas même quadruplé, entre 1980 et 2000, mais elle a ensuite commencé à diminuer après l'éclatement de la bulle point-com. En 2007, elle était particulièrement importante aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Suède, aux Pays-Bas et au Danemark.

Les logiciels sont le secteur où les investissements dans les TIC ont connu la croissance la plus rapide. Dans de nombreux pays, la part de ce secteur dans l'investissement non résidentiel a été multipliée plusieurs fois entre 1980 et 2006. C'est aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Suède, en Finlande, au Danemark et en France que la part des logiciels dans l'investissement total est la plus importante en 2007.

Ces dernières années, les logiciels ont représenté au moins 50 % des investissements totaux dans les TIC en Finlande, en France, en Suède, au Danemark, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Les équipements de communication étaient le segment d'investissement le plus important des TIC au Portugal et en Grèce. Le matériel des TI, en Belgique, en Australie et en Irlande.

le traitement de la consommation intermédiaire et de l'investissement dans les comptes de chaque pays. En particulier, le traitement des dépenses de logiciels comme investissement dans les comptes nationaux n'est que très récent, et les méthodologies utilisées varient encore selon les pays. Les difficultés pour mesurer les investissements en logiciel sont aussi liées aux modalités d'acquisition (location et licence, ou intégration au disque dur). De plus, les logiciels sont souvent développés pour compte propre. Pour tenter de résoudre les problèmes spécifiques liés aux logiciels dans les comptes nationaux, un groupe de travail conjoint OCDE-UE sur la mesure des logiciels dans les comptes nationaux a formulé des recommandations concernant la capitalisation des logiciels, qui sont mis en œuvre par les pays membres de l'OCDE.

Il est à noter que les composants des TIC qui sont incorporés dans d'autres produits, tels que les véhicules automobiles ou les machines-outils, sont pris en compte dans la valeur de ces autres produits et sont donc exclus des investissements dans les TIC tels qu'ils sont définis ici.

### Source

- OCDE, Base de données de la productivité.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2003), *Les TIC et la croissance économique : Panorama des industries, des entreprises et des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les perspectives des communications de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Broadband Growth and Policies in OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE : 2008*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2008), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Base de données STAN pour l'analyse de l'industrie sur CD-Rom*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Ahmad, N. (2003), *Measuring Investment in Software*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2003/6, OCDE, Paris.
- Lequillier, F. et al. (2003), *Report of the OECD Task Force on Software Measurement in the National Accounts*, Documents de travail de la Direction des statistiques, n° 2003/1, OCDE, Paris.
- Schreyer, P., P.-E. Bignon et J. Dupont (2003), *OECD Capital Services Estimates*, Documents de travail de la Direction des statistiques, n° 2003/6, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Les statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle – base de données en ligne.*

#### Sites Internet

- Compendium statistique sur les brevets 2007, [www.oecd.org/sti/ipr-statistics](http://www.oecd.org/sti/ipr-statistics).
- Base de données OCDE de la productivité, [www.oecd.org/statistics/productivity](http://www.oecd.org/statistics/productivity).



## Part de l'investissement dans les TIC dans la formation brute de capital fixe non résidentiel

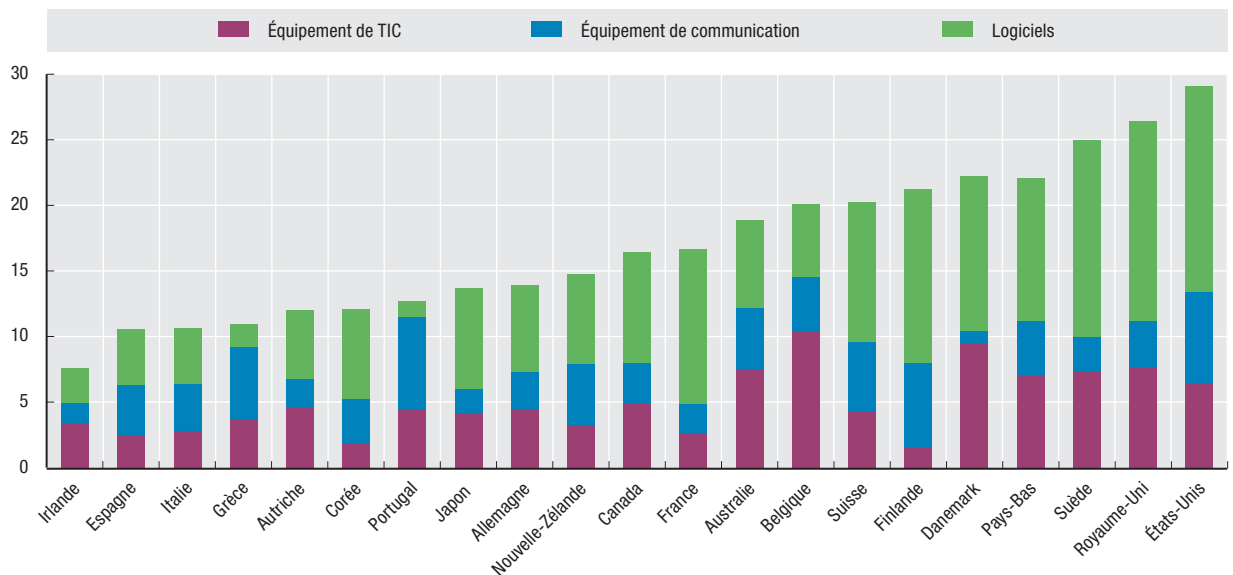
En pourcentage de la formation brute de capital fixe non résidentiel, économie totale

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	13.0	13.3	14.1	14.5	15.3	16.6	17.5	17.8	17.0	15.3	14.8	15.1	15.3	13.8
Australie	18.8	19.1	19.9	21.1	21.0	22.6	26.0	24.7	24.2	22.9	21.4	18.9	..	..
Autriche	10.8	11.3	10.8	11.2	12.6	13.5	13.4	14.0	14.5	13.1	12.4	11.9	..	..
Belgique	16.9	18.0	18.4	19.4	21.5	21.7	24.2	23.3	20.3	19.9	20.1	..	..	..
Canada	16.4	16.8	18.0	17.5	18.8	19.9	20.6	20.2	19.2	18.8	18.5	17.3	16.6	16.4
Corée	8.2	9.0	10.6	11.8	13.3	14.9	17.0	15.1	13.9	11.8	11.8	12.2	..	..
Danemark	21.3	19.7	18.5	19.8	19.5	21.6	19.9	19.2	22.0	22.0	22.0	22.1	..	..
Espagne	12.9	12.5	14.6	14.5	14.7	14.9	14.7	13.7	12.3	11.1	11.2	10.9	10.5	..
États-Unis	23.8	24.7	25.6	27.1	27.6	29.8	31.7	30.4	29.4	29.1	28.5	26.9	26.4	29.1
Finlande	18.2	19.9	17.5	17.5	18.7	19.4	19.5	17.9	18.5	20.1	19.2	21.2	..	..
France	13.1	13.9	15.5	17.5	18.7	19.9	19.2	20.5	19.2	18.5	17.6	17.4	16.9	16.7
Grèce	11.7	10.0	10.9	11.0	12.4	11.7	12.8	14.3	11.5	10.8	..	..	..	..
Irlande	8.1	10.3	11.1	9.4	10.8	9.9	10.0	9.8	8.5	7.7	8.1	7.5	7.7	..
Italie	12.7	12.2	12.8	13.9	13.3	13.0	13.8	12.9	11.6	10.8	10.6	10.5	10.7	..
Japon	9.6	10.8	12.6	12.1	12.0	13.0	15.0	15.1	14.8	14.8	14.6	14.3	13.8	..
Nouvelle-Zélande	14.4	13.9	13.6	14.6	17.8	16.8	19.7	17.1	15.2	15.0	14.3	14.2	14.7	..
Pays-Bas	16.3	15.6	16.1	17.7	18.7	18.9	19.7	19.9	19.1	20.0	21.4	22.1	..	..
Portugal	11.4	12.2	12.2	12.0	13.0	13.4	12.4	13.1	11.9	13.6	12.9	12.7	..	..
Royaume-Uni	20.2	22.3	24.3	23.3	24.9	26.7	29.3	28.5	27.0	24.9	25.8	26.4	..	..
Suède	24.7	24.1	23.3	24.8	27.1	28.7	31.3	28.7	26.3	24.7	24.3	25.6	25.0	..
Suisse	16.9	15.7	16.2	17.9	18.0	19.1	18.9	19.3	20.7	20.7	21.9	21.0	20.3	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/543461717414>

## Part de l'investissement dans les TIC dans la formation brute de capital fixe non résidentiel

En pourcentage de la formation brute totale de capital fixe non résidentiel, économie totale, 2007 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/537137303402>



## PROFESSIONS ET QUALIFICATIONS DANS LE SECTEUR DES TIC

Deux mesures de l'emploi dans les TIC ont été mises au point. La première est une mesure étroite, qui regroupe les spécialistes des TIC dont la fonction est en prise directe avec les TIC, comme les ingénieurs logiciels. La seconde renvoie à une réalité plus générale, où les TIC sont utilisés régulièrement dans le cadre de l'activité professionnelle, mais n'en constituent pas l'essence-même.

### Définition

Les indicateurs utilisés dans cette section se fondent sur les trois définitions suivantes :

1. Les spécialistes des TIC, qui sont en mesure d'élaborer et de faire fonctionner des systèmes fondés sur les TIC, et d'en assurer la maintenance. Les TIC occupent une place centrale dans leur travail.
2. Les utilisateurs avancés : il s'agit d'utilisateurs capables d'utiliser efficacement des outils logiciels sophistiqués, souvent développés pour un secteur spécifique. Les TIC ne sont pas pour ces utilisateurs une fin mais un moyen.
3. Les utilisateurs de base : ce sont des utilisateurs compétents d'outils génériques (tels que Word®, Excel®, Outlook®, PowerPoint®) qu'il est impératif de maîtriser dans la vie professionnelle. Pour cette catégorie d'utilisateurs également, les TIC sont un outil, et non l'essentiel de leur activité.

Dans la présente section, la première catégorie correspond à une mesure étroite de l'emploi qualifié dans les TIC, et la somme de l'ensemble des trois catégories à la mesure plus générale décrite précédemment.

### Tendances à long terme

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les spécialistes des TIC ont représenté en 2007 environ 3-4 % de l'emploi total. Ce pourcentage a régulièrement augmenté ces dernières années dans la plupart des pays, malgré la relative stagnation de la part des TIC dans l'emploi du secteur des entreprises. Même si ces données ne sont pas directement comparables, les discordances entre les deux suggèrent qu'un processus de spécialisation des professions est à l'œuvre, dans la mesure où les compétences requises en TIC sont de plus en plus élevées. Ces compétences sont utilisées en partie dans le secteur des TIC au fur et à mesure qu'il se restructure autour d'activités et de produits plus avancés, et en partie dans l'économie en général hors TIC du fait que ces compétences spécialisées sont indispensables à la production de produits des TIC dans d'autres branches (logiciels dans le secteur bancaire, par exemple). La proportion de spécialistes des TIC dans les effectifs totaux a fléchi uniquement en France, en Irlande et au Portugal. Les professions qui utilisent les TIC (y compris les spécialistes) représentent plus de 20 % de l'emploi total dans la plupart des pays. Sont inclus par exemple dans ces professions les scientifiques et les ingénieurs, ainsi que les employés de bureau, mais pas les enseignants et les médecins spécialistes pour lesquels l'utilisation des TIC n'est généralement pas essentielle à l'activité. Les tendances observées révèlent un tableau contrasté, la part des professions utilisant les TIC étant en recul dans les pays anglophones (Australie, Canada et États-Unis) ou inchangée (Royaume-Uni) sur la période 1995-2007, alors qu'elle a considérablement augmenté dans d'autres pays (Danemark, Finlande, Suède, Irlande et Autriche).

### Comparabilité

Les données concernant les pays de l'UE s'appuient sur la CITP-88 (Classification internationale type des professions), mais les données relatives aux pays hors UE renvoient à des systèmes nationaux de classification. La classification et la sélection des professions n'ont pas été harmonisées à l'échelle internationale étant donné qu'il n'existe pas de classification officielle permettant un recoupement. En outre, les classifications nationales sont plus détaillées. Une même démarche logique a été appliquée à chacun des systèmes nationaux de classification afin de recenser les professions à inclure dans les définitions large et étroite de l'emploi qualifié dans les TIC.

Il n'en reste pas moins que le niveau des indicateurs n'est pas directement comparable d'un pays à l'autre. En outre, l'utilisation des TIC dans le cadre d'une profession est variable, tant au sein d'un même pays que d'un pays à l'autre, même lorsque la classification de référence est identique. Pour l'Europe, les données tirées de l'Enquête européenne sur les forces de travail sont fondées sur la CITP-88 à trois chiffres. Pour les États-Unis, les données sur l'emploi par profession proviennent de la Current Population Survey (CPS), enquête mensuelle sur la population active. Cependant, le système de classification du Census (recensement) de 1990 ayant été remplacé par un système dérivé de la Standard Occupational Classification (SOC) en janvier 2003, les données de 2007 sont des estimations. Pour le Canada, les données sur la population active se fondent sur la classification type des professions (CTP-91). Les données relatives à l'Australie renvoient à l'Australian Standard Classification of Occupations (ASCO), classification à quatre chiffres. Enfin, pour le Japon, l'enquête sur la population active ne répertorie qu'un petit nombre de professions, par rapport au niveau de détail des classifications des professions d'autres pays.

### Source

- OCDE (2004), *Perspectives des technologies de l'information 2004*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE 2006*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE : 2008*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Van Welsum, D., and G. Vickery (2005), *New perspectives on ICT skills and employment*, DSTI Information Economy Working Paper, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- *Guide to Measuring the Information Society*, OECD, Paris.


#### Sites Internet

- Indicateurs clés des TIC de l'OCDE, [www.ocde.org/sti/indicateurstic](http://www.ocde.org/sti/indicateurstic).
- OCDE, Science, technologie et industrie, [www.oecd.org/sti](http://www.oecd.org/sti).

## Part des professions liées aux TIC dans l'économie totale

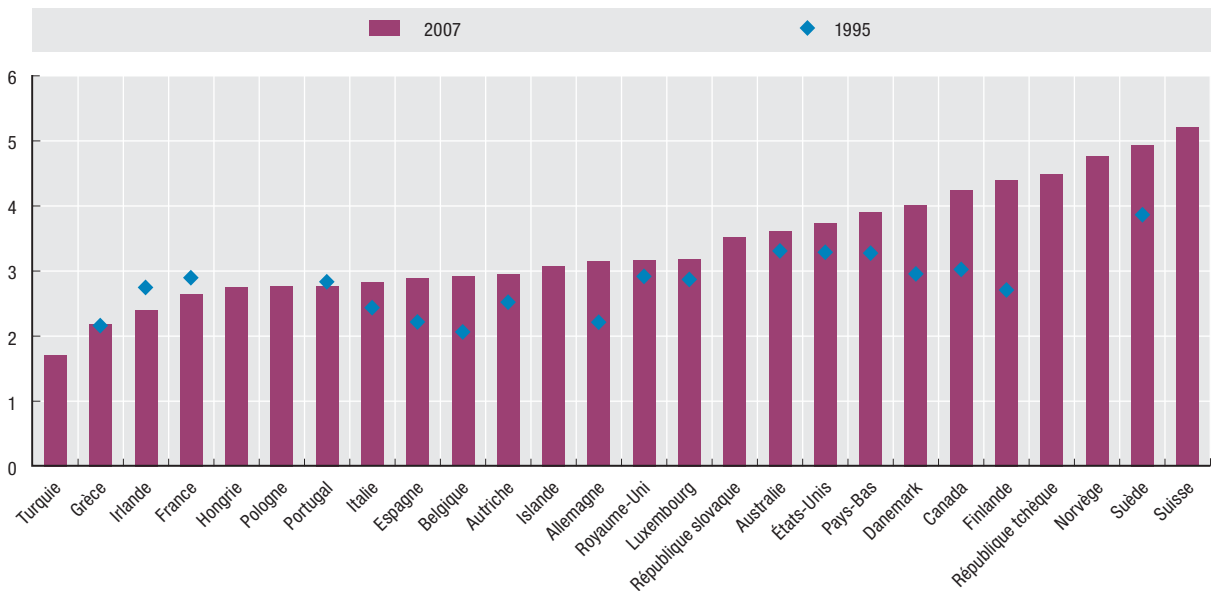

En pourcentage de l'emploi total

	Définition étroite		Définition large	
	1995	2007	1995	2007
Allemagne	2.2	3.1	20.4	21.6
Australie	3.3	3.6	21.1	20.8
Autriche	2.5	3.0	15.1	20.5
Belgique	2.1	2.9	18.7	21.7
Canada	3.0	4.2	20.6	20.5
Danemark	3.0	4.0	20.4	27.2
Espagne	2.2	2.9	15.8	18.6
États-Unis	3.3	3.7	21.2	20.2
Finlande	2.7	4.4	20.0	24.9
France	2.9	2.6	18.6	20.1
Grèce	2.2	2.2	10.3	14.9
Hongrie	..	2.7	..	22.6
Irlande	2.8	2.4	14.5	20.9
Islande	..	3.1	..	22.5
Italie	2.4	2.8	20.9	22.2
Luxembourg	2.9	3.2	23.0	30.6
Norvège	..	4.8	..	23.8
Pays-Bas	3.3	3.9	23.0	23.4
Pologne	..	2.8	..	17.9
Portugal	2.8	2.8	16.4	14.3
République slovaque	..	3.5	..	19.1
République tchèque	..	4.5	..	22.4
Royaume-Uni	2.9	3.2	27.8	28.0
Suède	3.9	4.9	20.4	24.6
Suisse	..	5.2	..	23.0
Turquie	..	1.7	..	11.8

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543461725577>

## Part des professions liées aux TIC dans l'économie totale, définition étroite

En pourcentage de l'emploi total

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537148603274>

## ACCÈS DES MÉNAGES À L'ORDINATEUR ET À L'INTERNET

Les ordinateurs sont de plus en plus présents dans les ménages des pays de l'OCDE où les taux de pénétration sont élevés, mais également dans ceux qui accusaient du retard à cet égard.

### Définition

Le tableau indique le nombre de ménages ayant déclaré disposer d'au moins un ordinateur personnel en état de fonctionner. La deuxième partie du tableau montre le pourcentage de ménages ayant déclaré avoir accès à l'Internet. Dans presque tous les cas, il s'agit d'un accès à partir d'un ordinateur personnel (accès commuté, ADSL ou câble haut débit).

### Comparabilité

En très peu de temps, les bureaux de statistiques nationaux ont considérablement progressé dans la fourniture d'indicateurs sur l'utilisation des technologies de l'information et des communications. Dans une optique internationale, le principal inconvénient des statistiques officielles sur l'utilisation des TIC est que celles-ci reposent encore sur des normes différentes et qu'elles mesurent des comportements qui évoluent rapidement, à des moments différents. La plupart des pays utilisent des enquêtes existantes concernant par exemple la population active, l'emploi du temps, les dépenses des ménages ou les enquêtes sociales générales. D'autres ont recours à des enquêtes spéciales.

Un autre aspect important du point de vue de la comparabilité internationale est le choix du ménage ou de l'individu comme unité statistique. Les enquêtes auprès des

ménages fournissent en général des informations à la fois sur le ménage et sur les personnes qui le composent. Les données sur les personnes renseignent en général sur le nombre d'individus ayant accès à une technologie, sur ceux qui l'utilisent, sur le lieu à partir duquel ils l'utilisent et sur la finalité de l'utilisation.

Les statistiques sur l'utilisation des TIC par les ménages peuvent soulever des problèmes de comparabilité au plan international en raison de différences structurelles dans la composition des ménages. Par ailleurs, les statistiques sur les individus peuvent utiliser des groupes d'âge différents; or, l'âge est un déterminant important de l'utilisation des TIC. Les indicateurs fondés sur le ménage ou fondés sur l'individu produisent des chiffres différents aussi bien en ce qui concerne les niveaux que les taux de croissance. Ces différences compliquent les comparaisons internationales et risquent de fausser les comparaisons fondées sur un indicateur unique d'accès à l'Internet ou de son utilisation, dans la mesure où le classement des pays change selon l'indicateur utilisé.

L'OCDE s'est attaquée aux problèmes de comparabilité au plan international en élaborant un questionnaire type sur l'utilisation des TIC par les ménages/individus. Ce questionnaire type, qui se veut d'utilisation flexible, se compose de modules consacrés à différents sujets, ce qui permet de l'étoffer en fonction de l'évolution des technologies reflétant les pratiques des utilisateurs et les préoccupations des pouvoirs publics. Le questionnaire type sur l'accès et l'utilisation des TIC par les ménages et les individus est disponible sur le site internet de l'OCDE.

### Tendances à long terme

Les taux de pénétration sont les plus élevés en Islande, aux Pays-Bas, au Japon, au Danemark, en Suède, en Norvège et en Corée, où au moins 80 % des ménages avaient accès à un ordinateur à domicile en 2007. En revanche, la proportion est inférieure à 50 % en Turquie, au Mexique, en Grèce, en République tchèque et au Portugal. Entre 2001 et 2007, la part des ménages ayant accès à un ordinateur à domicile a connu une augmentation particulièrement rapide en France, au Japon, au Royaume-Uni et en Allemagne.

La situation des ménages ayant accès à l'Internet est similaire. En Corée, en Islande, aux Pays-Bas, en Suède, au Danemark et en Norvège, plus de 75 % des ménages avaient accès à l'Internet en 2007, contre moins d'un quart au Mexique et au Brésil la même année.

### Source

- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2008), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE : 2008*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Perspectives des communications de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques


- Eurostat (2005), Eurostat community survey on ICT usage in households and by individuals, mai 2005, Eurostat, Luxembourg.

#### Sites Internet

- OCDE, Science, technologie et industrie, [www.oecd.org/sti](http://www.oecd.org/sti).
- OCDE, Politique des télécommunications et d'Internet, [www.oecd.org/sti/telecom](http://www.oecd.org/sti/telecom).

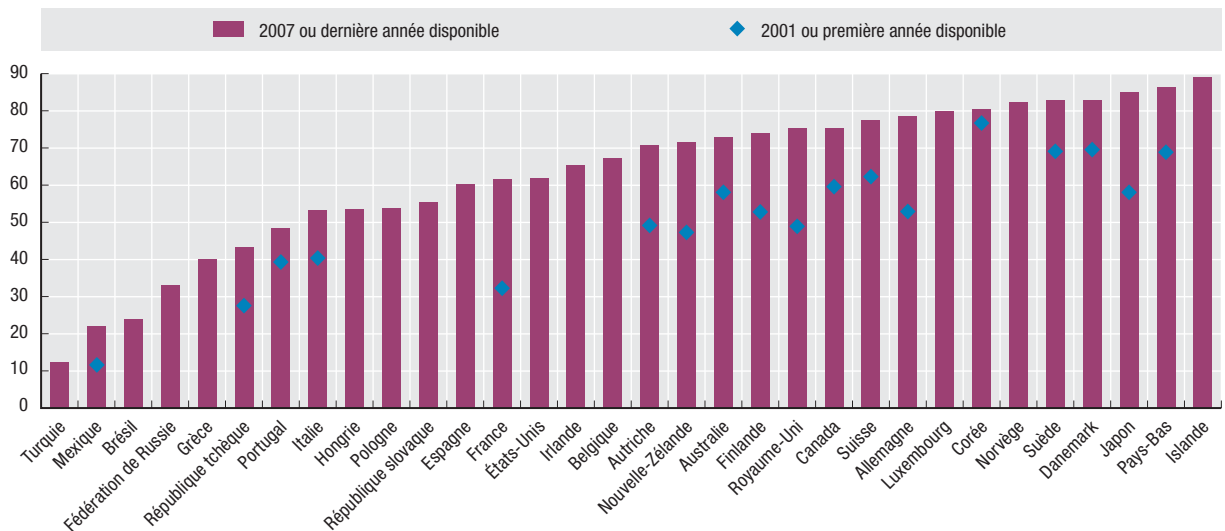

## Ménages ayant accès à un ordinateur et à l'Internet

	Pourcentage des ménages ayant accès à un ordinateur							Pourcentage des ménages ayant accès à l'Internet						
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	53.0	61.0	65.2	68.7	69.9	76.9	78.6	36.0	46.1	54.1	60.0	61.6	67.1	70.7
Australie	58.0	61.0	66.0	67.0	70.0	73.0	..	42.0	46.0	53.0	56.0	60.0	64.0	..
Autriche	..	49.2	50.8	58.6	63.1	67.1	70.7	..	33.5	37.4	44.6	46.7	52.3	59.6
Belgique	..	..	..	..	..	57.5	67.2	..	..	..	..	50.2	54.0	60.2
Canada	59.9	64.1	66.6	68.7	72.0	75.4	..	49.9	54.5	56.9	59.8	64.3	68.1	..
Corée	76.9	78.6	77.9	77.8	78.9	79.6	80.4	63.2	70.2	68.8	86.0	92.7	94.0	94.1
Danemark	69.6	72.2	78.5	79.3	83.8	85.0	83.0	59.0	55.6	64.2	69.4	74.9	78.7	78.1
Espagne	..	..	47.1	52.1	54.6	57.2	60.4	..	..	27.5	33.6	35.5	39.1	44.6
Finlande	52.9	54.5	57.4	57.0	64.0	71.1	74.0	39.5	44.3	47.4	50.9	54.1	64.7	68.8
France	32.4	36.6	45.7	49.8	..	56.4	61.6	18.1	23.0	31.0	33.6	..	40.9	49.2
Grèce	..	25.3	28.7	29.0	32.6	36.7	40.2	..	12.2	16.3	16.5	21.7	23.1	25.4
Hongrie	..	..	..	31.9	42.3	49.6	53.5	..	..	..	14.2	22.1	32.3	38.4
Irlande	..	..	42.2	46.3	54.9	58.6	65.5	..	..	35.6	39.7	47.2	50.0	57.3
Islande	..	..	..	85.7	89.3	84.6	89.1	..	..	..	80.6	84.4	83.0	83.7
Italie	..	39.9	47.7	47.4	45.7	51.6	53.4	..	33.7	32.1	34.1	38.6	40.0	43.4
Japon	58.0	71.7	78.2	77.5	80.5	74.1	85.0	..	48.8	53.6	55.8	57.0	60.5	62.1
Luxembourg	..	52.6	58.0	67.3	74.5	77.3	80.0	..	39.9	45.4	58.6	64.6	70.2	74.6
Mexique	11.6	15.2	..	18.0	18.6	20.6	22.1	6.2	7.5	..	8.7	9.0	10.1	12.0
Norvège	..	..	71.2	71.5	74.2	75.4	82.4	..	..	60.5	60.1	64.0	68.8	77.6
Nouvelle-Zélande	47.0	..	..	..	..	71.6	..	37.4	..	..	..	..	64.5	..
Pays-Bas	..	69.0	70.8	..	77.9	80.0	86.3	..	58.0	60.5	..	78.3	80.3	82.9
Pologne	..	..	..	36.1	40.1	45.4	53.7	..	..	..	26.0	30.4	35.9	41.0
Portugal	39.0	26.8	38.3	41.3	42.5	45.6	48.3	18.0	15.1	21.7	26.2	31.5	35.2	39.6
République tchèque	..	27.8	23.8	..	30.0	39.0	43.4	..	..	14.8	19.4	19.1	29.3	35.1
République slovaque	..	..	..	39.0	46.7	50.1	55.4	..	..	..	23.3	23.0	26.6	46.1
Royaume-Uni	49.0	57.9	63.2	65.3	70.0	71.5	75.4	40.0	49.7	55.1	55.9	60.2	62.6	66.7
Suède	69.2	..	..	..	79.7	82.5	82.9	53.3	..	..	..	72.5	77.4	78.5
Suisse	62.2	65.4	68.9	70.6	76.5	77.4	..	..	..	..	61.0	..	70.5	..
Turquie	..	..	..	10.2	12.2	..	..	..	..	..	7.0	7.7	..	..
États-Unis	56.2	..	61.8	..	..	..	..	50.3	..	54.6	..	..	..	61.7
Total UE27	..	..	..	51.0	58.0	60.0	..	..	..	..	40.0	48.0	49.0	54.0
Brésil	..	..	..	16.3	16.9	19.6	24.0	..	..	..	12.2	12.9	14.5	17.0
Fédération de Russie	..	..	..	20.0	26.0	33.0	..	..	..	..	27.3	25.0	28.5	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543480632240>

## Ménages ayant accès à un ordinateur

En pourcentage de tous les ménages

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537160311288>

## EXPORTATIONS DE BIENS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATIONS

La croissance des échanges enregistrée au cours des dix dernières années est attribuable dans une large mesure aux exportations des produits du secteur des TIC, lesquelles ont progressé plus rapidement que les exportations manufacturières totales, et ce dans tous les pays de l'OCDE. Tel a été le cas, en particulier, des exportations de haute technologie.

### Définition

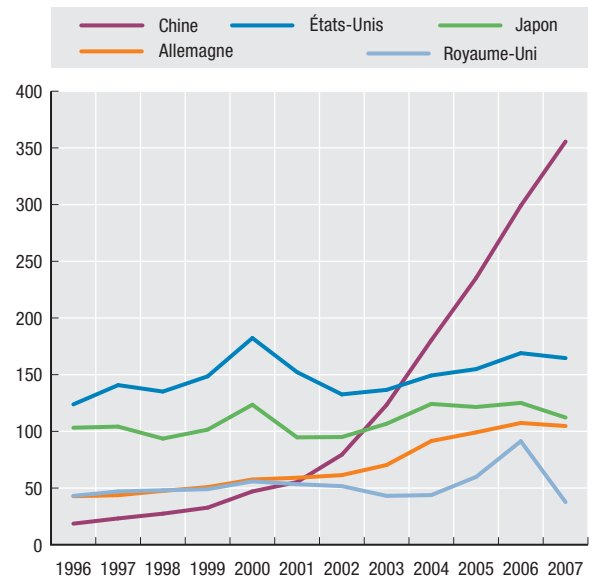
L'OCDE a élaboré, d'après la Classification centrale des produits (CPC) et le Système harmonisé (SH) une définition par produit du secteur des TIC, qui comprend les grandes catégories suivantes : matériel de télécommunication, ordinateurs et périphériques, composants électroniques, matériel audio et vidéo, et autres produits des TIC.

### Comparabilité

Les données qui figurent dans ce tableau proviennent des statistiques du commerce international, qui sont établies selon des normes convenues à l'échelle internationale et dont on estime en général qu'elles offrent une bonne comparabilité.

### Exportations d'équipement lié aux TIC

Milliards de dollars des EU



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/537247214455>

### Tendances à long terme

La croissance des exportations des TIC a été particulièrement forte pour les pays qui partaient d'un niveau faible en 1996 – Hongrie, République slovaque, République tchèque, Chine, Pologne et Islande.

À la fin de la période, les pays de l'OCDE pourraient être classés en trois groupes : l'un constitué des États-Unis, du Japon, de l'Allemagne, de la Corée, des Pays-Bas et du Mexique, avec de fortes exportations de biens TIC, un groupe intermédiaire composé du Royaume-Uni, de la France, de l'Irlande, de la Hongrie, du Canada et de la République tchèque, et un dernier groupe de pays affichant des exportations de TIC relativement faibles. La croissance des exportations de TIC a été régulière dans presque tous les pays de l'OCDE.

Par comparaison, la Chine a enregistré une poussée spectaculaire de ses exportations de produits TIC, qui ont progressé, en valeur, entre 1996 et 2007, de 31 % par an en moyenne et qui dépassent, depuis 2004, celles des États-Unis.

### Source

- ITCS, Statistiques du commerce international par produit.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2008), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE : 2008*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Perspectives des communications de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Guide to Measuring the Information Society, OCDE, Paris, [www.oecd.org/dataoecd/41/12/36177203.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/41/12/36177203.pdf).

#### Sites Internet

- Indicateurs clés des TIC de l'OCDE, [www.oecd.org/sti/indicateurstic](http://www.oecd.org/sti/indicateurstic).



## Exportations d'équipement lié aux TIC

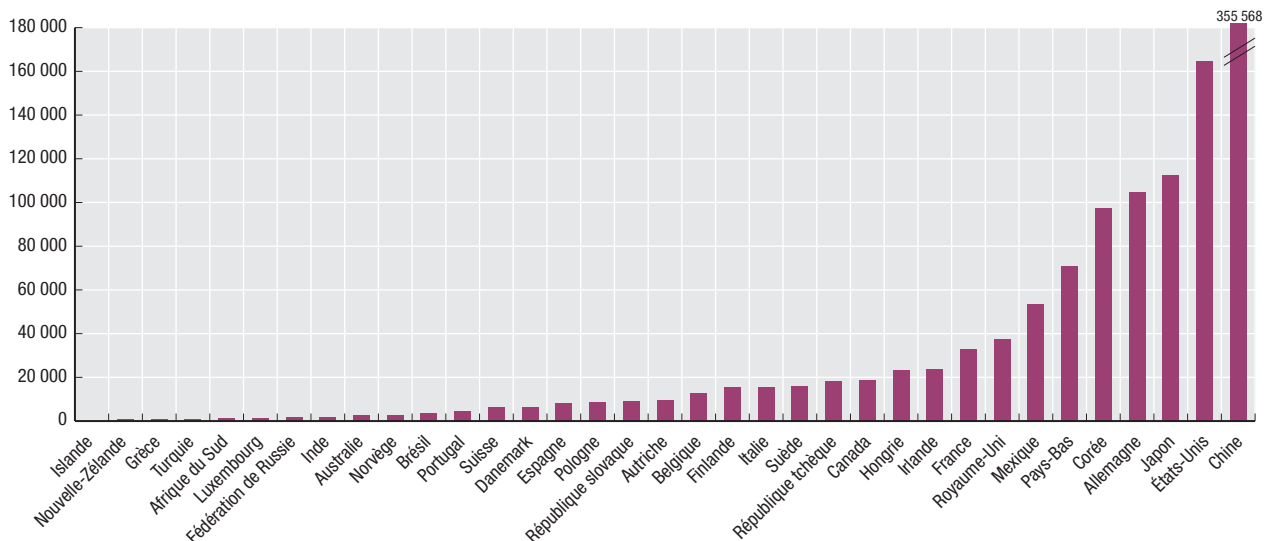
Millions de dollars des EU

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	42 812	43 700	47 517	50 793	57 452	59 083	61 433	70 349	91 452	99 127	107 388	104 716
Australie	2 180	2 282	1 873	1 830	2 068	1 983	1 762	1 948	2 128	2 262	2 238	2 454
Autriche	3 270	3 568	4 074	4 111	5 018	5 237	5 846	6 627	7 861	8 134	8 465	9 602
Belgique	8 272	8 696	9 563	9 548	11 431	12 209	10 561	12 488	13 579	14 620	13 655	12 815
Canada	13 875	14 913	14 573	15 728	22 626	15 011	12 018	12 015	14 236	16 613	18 048	18 463
Corée	34 316	36 248	33 906	45 061	61 525	46 793	55 021	66 545	86 099	87 163	88 544	97 371
Danemark	3 154	..	3 862	4 016	4 167	4 061	5 434	5 136	5 819	7 102	6 531	6 247
Espagne	4 969	5 115	5 683	6 055	6 137	6 161	5 897	7 615	8 218	8 280	8 547	8 194
États-Unis	123 802	140 814	135 108	148 465	182 262	152 150	132 614	136 631	149 273	154 917	169 027	164 623
Finlande	5 935	6 920	8 656	9 343	11 555	9 414	9 789	11 085	11 563	14 557	14 640	15 409
France	25 892	28 155	32 257	32 084	35 689	30 457	27 827	28 211	32 565	33 182	38 120	32 790
Grèce	182	219	257	315	481	384	381	455	586	525	700	700
Hongrie	663	3 294	4 761	5 943	7 776	7 510	8 938	11 967	16 983	17 277	19 353	23 194
Irlande	13 265	16 224	18 637	23 644	26 341	29 734	27 258	22 565	23 673	24 933	24 360	23 532
Islande	..	3	4	5	12	9	13	17	18	25	16	17
Italie	13 047	11 711	11 890	11 777	12 811	12 829	11 422	12 547	14 661	15 162	15 377	15 552
Japon	103 213	104 239	93 612	101 473	123 548	94 696	95 015	106 655	124 242	121 474	125 089	112 199
Luxembourg	..	..	..	1 102	1 114	1 552	1 300	1 103	1 229	1 390	1 143	1 143
Mexique	16 422	20 369	24 678	30 432	38 267	38 055	36 270	35 906	41 336	43 870	53 462	53 343
Norvège	1 301	1 432	1 513	1 502	1 430	1 528	1 349	1 471	1 670	1 858	2 172	2 688
Nouvelle-Zélande	232	290	299	280	286	273	314	365	464	494	509	569
Pays-Bas	24 899	31 926	31 584	35 396	41 218	34 543	31 593	45 505	58 305	64 748	70 049	70 621
Pologne	648	917	1 295	1 242	1 424	1 738	2 154	2 652	3 341	4 123	6 124	8 587
Portugal	1 371	1 357	1 465	1 781	1 893	2 065	2 012	2 716	2 899	3 184	3 907	4 300
République tchèque	894	..	1 513	1 339	2 128	3 201	4 790	5 922	9 104	9 778	13 498	17 946
République slovaque	..	310	386	409	464	574	624	1 032	1 896	3 200	5 518	8 779
Royaume-Uni	43 116	47 039	48 019	48 964	55 865	53 396	51 868	43 052	43 848	59 755	91 282	37 560
Suède	11 407	12 513	13 224	13 720	16 579	9 353	10 251	11 374	14 816	15 818	16 475	15 980
Suisse	4 143	3 919	4 090	4 337	4 712	4 301	3 730	4 237	4 947	5 690	5 512	6 194
Turquie	496	647	1 043	924	1 103	1 188	1 714	2 125	3 096	3 395	1 718	954
Total OCDE	503 774	546 821	555 341	611 620	737 379	639 486	619 197	670 317	789 906	842 658	931 465	876 539
Afrique du Sud	..	394	467	525	521	545	493	615	761	798	955	1 142
Brésil	..	1 176	1 190	1 479	2 513	2 640	2 420	2 332	2 290	4 038	4 396	3 380
Chine	18 584	23 194	27 419	32 663	46 996	55 305	79 377	123 303	180 422	235 167	298 993	355 568
Fédération de Russie	..	917	609	755	799	1 009	942	896	1 137	1 157	1 519	1 680
Inde	659	545	317	444	714	880	939	1 262	1 205	1 424	1 742	1 877

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543508048263>

## Exportations d'équipement lié aux TIC

Million de dollars des EU, 2007

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537166557176>

## ACCÈS AU SERVICE TÉLÉPHONIQUE

Le nombre de connexions téléphoniques – plus précisément le nombre de voies d'accès aux télécommunications fixes et mobiles – a considérablement augmenté dans les pays de l'OCDE. Cette progression est associée à l'utilisation croissante de l'Internet et, surtout ces dernières années, à la popularité toujours plus grande de la téléphonie mobile.

### Définition

Pour les pays de l'OCDE et la Chine, le total de voies d'accès correspond au total des lignes fixes (lignes d'accès standard analogiques et lignes RNIS), plus le nombre de DSL, d'abonnements au modem câble et d'abonnements au téléphone mobile. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Inde et la Fédération de Russie, c'est le total des lignes téléphoniques principales en service, des lignes RNIS, des abonnements DSL et modem câble et des abonnements au téléphone mobile cellulaire.

### Tendances à long terme

L'accès aux réseaux de télécommunications continue de progresser dans tous les pays membres de l'OCDE. À la fin de l'année 2007, le nombre total de voies de télécommunications fixes et mobiles dépassait 1.85 milliard, soit une progression de 6 % par rapport à 2006 et une progression annuelle moyenne de plus de 8.5 % par an depuis 1997.

La croissance ne se manifeste pas sur toutes les plates-formes. Le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile cellulaire continue d'augmenter. En 2007, on a dénombré 102 millions d'abonnés mobiles supplémentaires. En revanche, certains segments du marché des connexions fixes ont continué à fléchir. Le nombre de lignes d'accès fixes ne cesse de baisser depuis 2001 et ce mouvement va sans doute se poursuivre dans les années à venir.

En 2007, dans tous les pays de l'OCDE sauf un, le Mexique, on dénombrait plus d'une voie d'accès aux télécommunications par habitant, dans 26 pays, plus d'une et demie par habitant et dans trois, plus de deux par habitant – Grèce, Italie et Luxembourg.

Parmi les cinq pays non membres de l'OCDE présentés ici, c'est en Chine que la croissance a été la plus spectaculaire. Le nombre de voies d'accès pour 100 habitants y est passé de moins de une en 1991 à 73 en 2007.

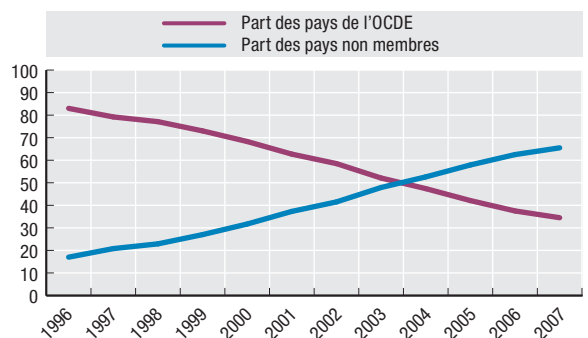
La libéralisation croissante, et par conséquent l'utilisation des cartes prépayées sur les marchés compétitifs, a favorisé le développement des communications mobiles aussi bien dans les pays de l'OCDE que dans les pays non membres. Entre 1997 et 2007, la part des abonnés des services mobiles des pays de l'OCDE dans le total mondial est tombée de 79 à 34 %.

### Comparabilité

Pour les pays de l'OCDE, les données sont recueillies en fonction de définitions convenues et offrent une très bonne comparabilité. Les données concernant les cinq grands pays non membres de l'OCDE ont été recueillies en partie en suivant les définitions de l'OCDE et en partie fournies par l'Union internationale des télécommunications (UIT). La définition utilisée par l'UIT est légèrement plus étroite que celle retenue par l'OCDE, bien que les données dont on dispose pour les deux groupes de pays puissent être considérées comme étant généralement comparables.

### Abonnés aux téléphones portables

Part des pays de l'OCDE et des autres dans le total mondial, 1996-2007



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/537334644648>

### Source

- UIT (2008), *World Telecommunications Indicators Database*.
- OCDE (2009), *Perspectives des communications de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2007), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE : 2008*, OCDE, Paris.


#### Sites Internet

- OCDE, Politique des télécommunications et d'Internet, [www.oecd.org/sti/telecom](http://www.oecd.org/sti/telecom).
- Indicateurs clés des TIC de l'OCDE, [www.oecd.org/sti/indicateurstic](http://www.oecd.org/sti/indicateurstic).

## Voies d'accès

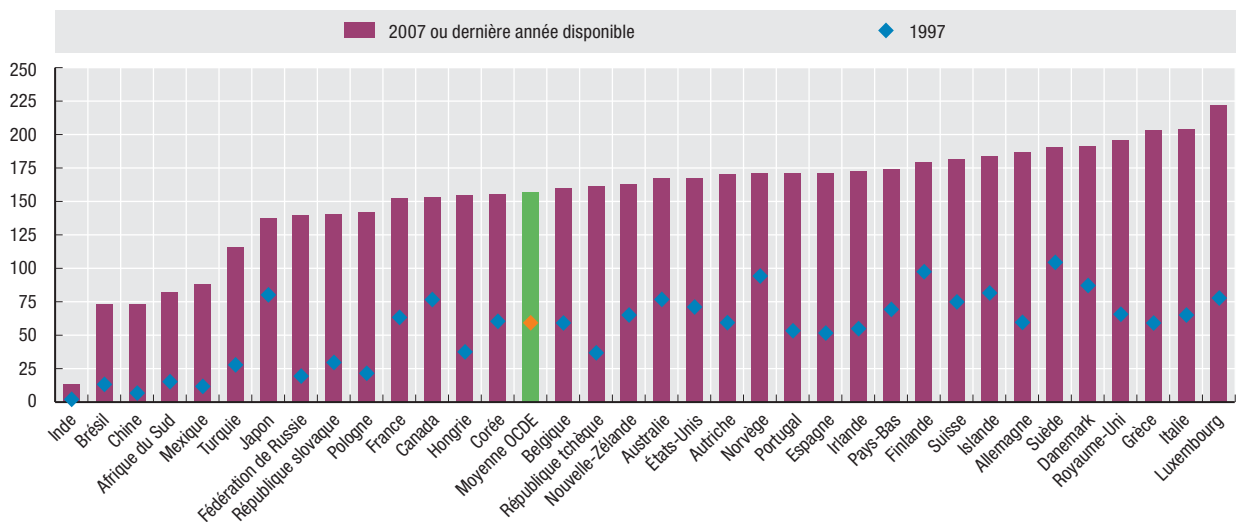
Nombre de voies d'accès aux télécommunications de base pour 100 habitants

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	52.6	53.7	57.0	59.6	66.3	77.4	107.2	118.7	123.6	131.7	145.9	156.4	168.5	187.0
Australie	55.5	62.3	72.9	76.8	81.1	86.5	96.1	110.7	120.6	129.6	138.8	147.8	160.1	167.3
Autriche	49.8	51.6	54.0	59.4	72.2	97.7	120.2	126.1	128.3	133.7	145.7	152.2	162.8	170.4
Belgique	46.1	48.3	51.8	59.1	63.6	76.5	100.0	121.0	128.3	135.7	143.3	150.5	152.6	159.5
Canada	65.9	57.1	72.5	76.7	82.5	86.5	96.7	106.9	111.7	122.3	129.3	138.3	145.9	153.1
Corée	41.7	45.6	50.8	60.4	75.1	98.3	113.1	126.7	136.4	134.9	140.8	143.4	150.6	155.0
Danemark	69.8	77.2	86.9	87.2	96.8	109.4	124.4	137.6	148.7	156.5	166.9	174.6	184.1	190.8
Espagne	38.4	40.7	46.9	51.6	59.2	80.3	103.7	116.8	126.8	136.1	140.4	154.8	163.8	171.1
États-Unis	65.9	70.9	65.6	71.1	76.4	82.6	115.6	121.7	131.2	135.2	143.7	154.4	163.8	167.5
Finlande	54.4	55.5	84.8	97.5	112.6	121.7	131.7	141.2	148.9	153.0	158.0	168.3	173.0	179.2
France	55.0	57.8	57.8	63.3	70.4	84.4	97.9	109.3	112.4	119.3	127.4	136.1	142.7	152.0
Grèce	48.4	51.1	54.7	59.1	70.1	87.6	107.1	125.8	137.3	145.1	151.1	163.3	177.4	202.9
Hongrie	18.8	24.1	30.6	37.5	44.1	51.2	65.3	82.9	100.9	112.5	121.5	128.3	142.3	154.8
Irlande	36.8	40.1	46.5	54.9	68.2	86.9	96.3	114.8	123.0	129.2	137.7	148.7	161.4	172.7
Islande	64.0	67.2	74.6	81.6	96.8	120.3	134.4	141.6	154.0	163.4	168.1	179.5	182.4	183.3
Italie	47.1	50.7	55.3	65.1	79.8	96.7	117.5	133.8	137.8	147.3	158.8	174.6	188.7	203.5
Japon	51.6	58.5	71.2	80.2	87.0	94.1	102.0	109.3	117.3	125.0	130.9	134.8	136.6	137.1
Luxembourg	58.5	62.7	70.9	77.8	83.8	98.4	125.7	155.0	163.4	177.2	202.8	222.6	223.9	222.1
Mexique	10.1	10.5	10.7	11.7	13.9	19.2	26.9	35.8	40.8	46.0	55.9	66.0	76.2	88.2
Norvège	68.8	78.6	85.4	94.3	102.6	114.6	125.8	132.7	138.4	145.7	158.5	164.7	168.2	170.6
Nouvelle-Zélande	53.0	56.7	58.8	65.1	79.1	86.0	102.2	108.5	111.6	112.8	123.1	138.0	147.6	162.7
Pays-Bas	53.0	55.5	59.0	69.3	70.8	95.8	122.1	125.3	128.7	139.9	162.4	161.5	170.3	174.1
Pologne	13.1	15.0	17.5	21.5	26.9	34.8	46.2	58.0	67.7	77.2	93.3	107.3	130.9	141.9
Portugal	36.5	39.2	43.8	53.3	68.8	84.2	102.3	114.7	126.7	135.2	142.5	152.7	160.6	170.7
République tchèque	21.1	19.0	29.3	36.8	45.7	55.9	80.3	104.0	117.8	127.8	137.2	147.5	147.6	161.1
République slovaque	18.9	21.1	23.7	29.6	37.2	43.0	55.4	68.8	80.4	92.6	103.6	108.8	116.5	140.0
Royaume-Uni	54.3	58.6	63.0	65.7	76.0	94.7	114.2	130.3	138.4	145.9	161.2	175.4	185.8	195.3
Suède	83.7	91.0	96.8	104.5	115.2	126.7	139.0	150.0	159.5	169.7	170.7	176.8	183.0	190.2
Suisse	67.1	69.6	68.0	74.9	83.0	100.6	122.9	132.1	140.7	150.2	155.4	165.7	176.8	181.1
Turquie	22.5	23.7	24.1	27.8	32.3	40.2	49.6	54.4	60.7	66.4	75.7	89.0	101.8	115.9
Moyenne OCDE	48.0	51.6	53.8	59.3	66.2	76.7	96.2	106.0	113.5	127.7	129.2	139.1	148.5	156.7
Afrique du Sud	10.3	11.1	12.4	15.2	19.3	24.1	29.6	34.5	40.2	46.6	54.9	82.2	..	..
Brésil	8.2	9.2	10.9	13.2	16.4	23.7	31.6	38.3	42.2	48.5	61.7	73.0	..	..
Chine	2.4	3.7	5.0	6.7	8.9	12.0	11.4	25.4	32.5	20.9	49.4	58.5	65.9	73.0
Fédération de Russie	16.2	16.9	17.6	19.4	20.3	22.0	24.1	28.0	36.4	49.7	77.7	111.3	139.6	139.6
Inde	1.1	1.3	1.6	2.0	2.4	2.9	3.6	4.4	5.3	6.6	8.7	12.9	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543537103661>

## Voies d'accès

Nombre de voies d'accès aux télécommunications de base pour 100 habitants

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537275627647>





## ENVIRONNEMENT

### EAU ET RESSOURCES NATURELLES

CONSOMMATION D'EAU

PÊCHERIES

### AIR ET SOLS

ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub> DUES À LA COMBUSTION D'ÉNERGIE

DÉCHETS MUNICIPAUX



## CONSOMMATION D'EAU

Les ressources en eau douce ont une grande importance pour l'environnement et l'économie. Leur répartition varie beaucoup entre pays et à l'intérieur d'un même pays. Dans les régions arides, elles sont parfois si limitées que la demande ne peut être satisfaite que grâce à des prélèvements incompatibles, du point de vue quantitatif, avec une exploitation durable.

Les prélèvements d'eau, en particulier ceux destinés à l'approvisionnement public, à l'irrigation, à la production industrielle et au refroidissement des centrales électriques, exercent une forte pression sur les ressources avec des incidences importantes sur la quantité et la qualité des ressources en eau. Les principales préoccupations sont liées à l'utilisation inefficace de l'eau, et à ses conséquences environnementales et socio-économiques : réduction du débit des cours d'eau, pénuries, salinisation des eaux douces dans les zones côtières, problèmes de santé humaine, recul des zones humides, désertification et limitation de la production alimentaire.

### Définition

Il y a prélèvement dès lors que de l'eau douce est extraite d'une source souterraine ou de surface, de manière permanente ou temporaire, et transportée à son lieu d'usage. Si l'eau est restituée à une source de surface, le prélèvement de cette même eau par un utilisateur situé en aval est compté à nouveau dans le calcul des prélèvements totaux.

L'eau d'exhaure et l'eau de drainage sont incluses dans le calcul des prélèvements. L'eau utilisée pour la production d'électricité correspond à une exploitation *in situ* et n'est pas prise en compte.

### Comparabilité

Il convient de garder à l'esprit que les définitions et les méthodes d'estimation employées par les pays membres peuvent varier considérablement et peuvent changer au cours du temps. En général, la disponibilité et la qualité des données sont meilleures en ce qui concerne les prélèvements pour l'approvisionnement public, qui représentent à peu près 15 % de la totalité de l'eau prélevée dans les pays membres de l'OCDE.

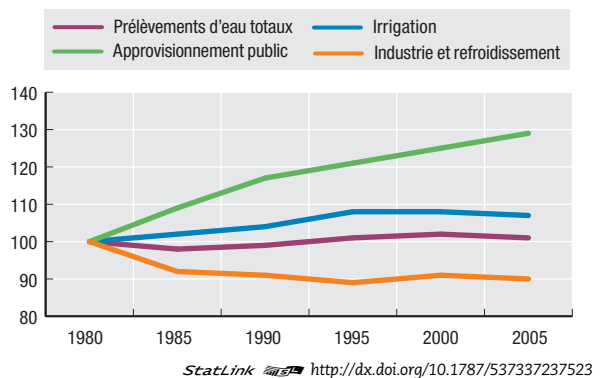
### Tendances à long terme

La plupart des pays de l'OCDE ont augmenté leurs prélèvements dans les années 60 et 70 pour répondre à la demande des secteurs agriculture et énergie. Depuis les années 80, certains pays ont stabilisé leurs prélèvements grâce à des techniques d'irrigation plus efficaces, au déclin d'industries grandes consommatrices d'eau (mines et sidérurgie, par exemple), au développement des technologies de production propres et à la réduction des fuites au niveau des conduites. Plus récemment, cette stabilisation reflète pour une part les conséquences des sécheresses alors que la croissance démographique continue d'entraîner une augmentation de l'approvisionnement public.

Au niveau mondial, on estime que la demande en eau a augmenté deux fois plus vite que la population au cours du siècle passé, l'agriculture étant le plus grand consommateur.

### Prélèvements d'eau dans les pays de l'OCDE

Année 1980 = 100



### Source

- OCDE (2005), *Données OCDE sur l'environnement : Compendium 2004*, mises à jour du questionnaire OCDE/Eurostat sur l'état de l'environnement de 2004, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Regards sur l'environnement : Les indicateurs de l'environnement de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE, OMS (2003), *Assessing Microbial Safety of Drinking Water: Improving Approaches and Methods*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Problèmes sociaux liés à la distribution et à la tarification de l'eau*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Water: Performance and Challenges in OECD Countries*, *OECD Environmental Performance Reviews*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *China in the Global Economy – Environment, Water Resources and Agricultural Policies: Lessons from China and OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Améliorer la gestion de l'eau : L'expérience récente de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Financing Water and Environment Infrastructure: The Case of Eastern Europe, the Caucasus and Central Asia*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *OECD Trade Policy Studies: Liberalisation and Universal Access to Basic Services: Telecommunications, Water and Sanitation, Financial Services, and Electricity*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Water and Agriculture: Sustainability, Markets and Policies*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Enseignement supérieur : internationalisation et commerce*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *OECD Sustainable Development Studies: Conducting Sustainability Assessments*, OCDE, Paris.

#### Sites Internet

- OCDE, Indicateurs environnementaux, [www.oecd.org/env/indicators](http://www.oecd.org/env/indicators).
- OCDE, Réforme du secteur de distribution et d'assainissement de l'eau, [www.oecd.org/env/water](http://www.oecd.org/env/water).

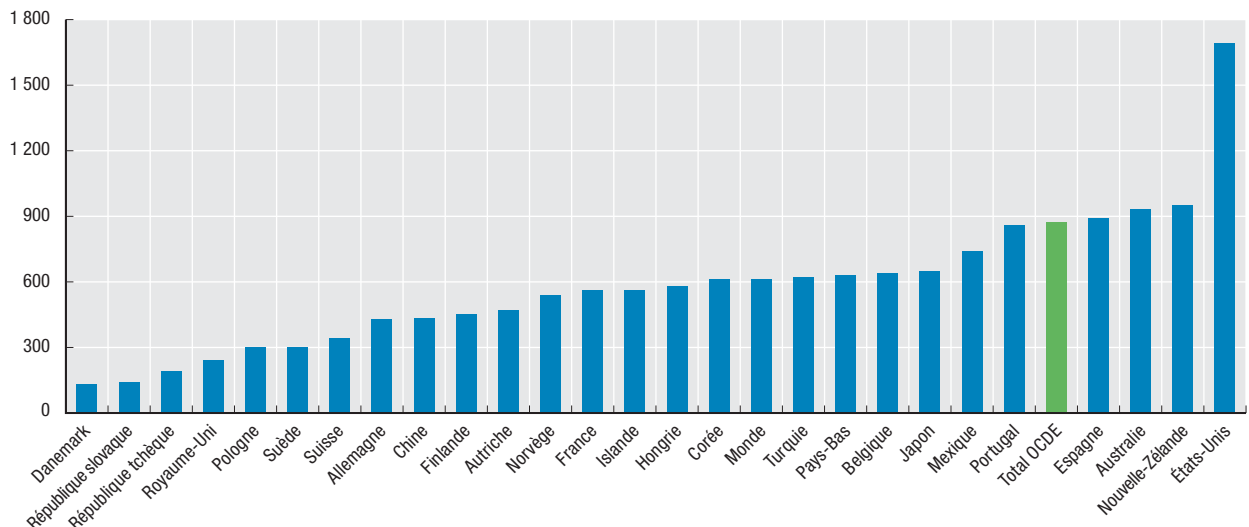


## Prélèvements d'eau

	Prélèvements bruts totaux Millions m <sup>3</sup>						Prélèvements par habitant m <sup>3</sup> /habitant
	1980	1985	1990	1995	2000	2006 ou dernière année disponible	2006 ou dernière année disponible
Allemagne	42 206	41 216	47 873	43 374	40 590	35 557	430
Australie	10 900	14 600	..	24 071	21 703	18 767	930
Autriche	3 342	3 580	3 807	3 449	3 668	3 816	470
Belgique	..	..	..	8 221	7 538	6 654	640
Canada	37 594	42 383	45 096	42 214	..	..	..
Corée	17 510	18 580	20 570	23 670	26 020	29 163	610
Danemark	1 205	..	1 261	887	726	680	130
Espagne	39 920	46 250	36 900	33 288	37 071	38 158	890
États-Unis	517 720	467 335	468 620	470 514	476 800	..	1 690
Finlande	3 700	4 000	2 347	2 586	2 346	2 319	450
France	30 972	34 887	39 323	40 671	32 715	33 715	560
Grèce	5 040	5 496	7 030	8 695	..	..	..
Hongrie	4 805	6 267	6 293	5 976	6 621	5 818	580
Irlande	1 070	..	..	1 176	..	..	..
Islande	108	112	167	165	163	165	560
Italie	..	..	..	..	41 982	..	..
Japon	85 991	87 209	88 906	88 881	86 972	83 538	650
Luxembourg	..	67	59	57	60	..	..
Mexique	56 003	..	..	73 672	70 428	77 322	740
Norvège	..	2 025	..	2 420	2 348	2 476	540
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	2 512	3 926	950
Pays-Bas	9 198	9 349	7 984	6 507	8 915	10 325	630
Pologne	15 131	16 409	15 164	12 924	11 994	11 522	300
Portugal	10 500	..	8 600	10 849	8 808	..	860
République tchèque	3 622	3 679	3 623	2 743	1 918	1 936	190
République slovaque	2 232	2 061	2 116	1 386	1 171	763	140
Royaume-Uni	13 514	11 533	12 052	12 117	15 022	12 990	240
Suède	4 106	2 970	2 968	2 725	2 688	2 676	300
Suisse	2 589	2 646	2 665	2 571	2 564	2 507	340
Turquie	16 200	19 400	28 073	33 482	43 650	44 849	620
Total OCDE	991 800	974 200	985 500	995 800	1 009 100	1 008 000	870
Chine	..	..	..	..	..	563 298	432
Monde	..	..	..	..	..	3 830 000	610

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/543545326540>

## Prélèvements d'eau

 m<sup>3</sup> par habitant, 2006 ou dernière année disponible

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/537335008410>

## PÊCHERIES

La pêche contribue de façon notable à la durabilité des revenus, aux possibilités d'emploi et aux apports globaux de protéines. Mais d'un autre côté, la surpêche de certaines espèces dans certaines régions fait peser une menace d'épuisement sur les stocks. Dans certains pays, notamment deux pays de l'OCDE au moins – le Japon et l'Islande –, le poisson est la principale source de protéines.

### Définition

Les chiffres concernent les quantités de poissons marins débarquées, et de poissons et crustacés provenant des eaux continentales et élevés en réservoirs d'eau douce et d'eau de mer. Les prises de poissons marins pour chaque pays comprennent les poissons débarqués dans les ports étrangers et nationaux. Le tableau distingue les catégories pêche maritime et aquaculture en raison de leurs systèmes de production et leurs taux de croissance qui diffèrent.

### Comparabilité

Les séries chronologiques présentées sont relativement complètes et cohérentes d'une année sur l'autre, mais certaines variations temporelles peuvent refléter des modifications des systèmes de notification nationaux. Dans un cas, les chiffres indiqués sont des estimations du Secrétariat de l'OCDE.

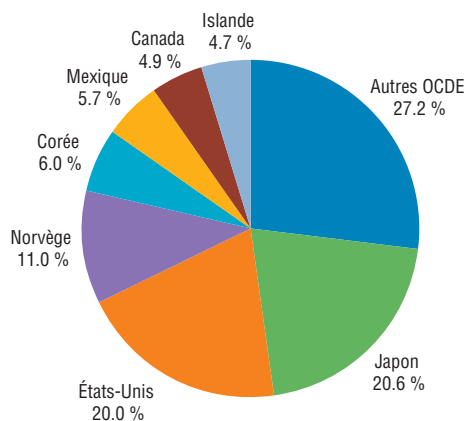
### Tendances à long terme

Selon les données de la FAO, la production totale de la pêche maritime mondiale a atteint 83 millions de tonnes en 2006, dont 22 millions à mettre au compte des pays de l'OCDE. Le Japon, les États-Unis, la Norvège et la Corée étaient les premiers contributeurs et représentaient 59 % de la production totale de l'OCDE. Malgré cela, la pêche maritime totale des pays de l'OCDE a continué dans l'ensemble de diminuer, essentiellement du fait de la surpêche et de la baisse des quotas. En conséquence, la contribution relative des pays de l'OCDE dans la production totale de pêche maritime a reculé, passant de 26 %, en 1995, à moins de 20 %, en 2006. Le Danemark, la Pologne, la Corée, le Japon et la Grèce ont enregistré une forte baisse de leur pêche maritime au cours des dix dernières années.

La production aquacole totale de l'OCDE s'est accrue d'en moyenne 1.5 % par an entre 1995 et 2006. Au niveau mondial, la croissance du secteur aquacole a dépassé 8 % par an depuis 1970; selon les statistiques de la FAO, la production mondiale totale en 2006 s'élevait à 67 millions de tonnes. Environ 5 millions de tonnes étaient à mettre au compte de l'aquaculture des pays de l'OCDE. Le Japon, la Corée, la Norvège et les États-Unis figurent parmi les grands pays producteurs de la zone OCDE. L'aquaculture représentait 19 % de la production totale de pêcheries de l'OCDE en 2006, et 45 % de la production mondiale.

### Débarquements des produits de la pêche dans les ports domestiques et étrangers

En pourcentage de l'OCDE total, 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/537410384574>

### Source

- OCDE (2007), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE : Vol. 2 – Statistiques nationales, 2002-2004*, Édition 2006, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE et FAO (2008), *Globalisation and Fisheries – Proceedings of an OECD-FAO Workshop*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *La libéralisation du secteur de la pêche : Sa portée et ses effets*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Coûts de gestion des pêcheries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Fish Piracy: Combating Illegal, Unreported and Unregulated Fishing*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Pourquoi la pêche pirate perdure : Les ressorts économiques de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les aides financières au secteur de la pêche : Leurs répercussions sur le développement durable*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *The Development Dimension – Fishing for Coherence: Proceedings of the Workshop on Policy Coherence for Development in Fisheries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les mécanismes du marché au service de la pêche : Comment faciliter leur utilisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Structural Change in Fisheries: Dealing with the Human Dimension*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Réduction de la capacité de pêche : Bonnes pratiques en matière de plans de sortie de flotte*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2006), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE : Volume 1 : Politiques et statistiques de base*, Édition 2005, OCDE, Paris.


#### Sites Internet

- OCDE, Pêcheries, [www.oecd.org/agr/peche](http://www.oecd.org/agr/peche).

## Pêche en mer et production de l'aquaculture

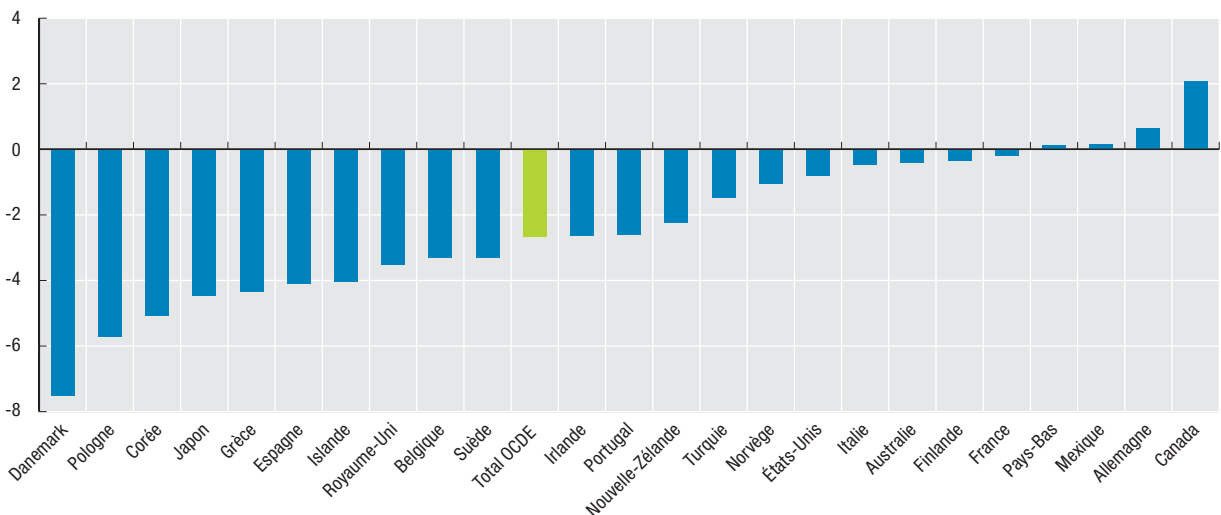
Milliers de tonnes

	Débarquements des produits de la pêche dans les ports domestiques et étrangers							Aquaculture						
	1995	2000	2002	2003	2004	2005	2006	1995	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	241	194	182	222	223	246	259	40	45	50	64	57	57	45
Australie	201	185	187	215	231	237	192	24	37	44	44	51	48	54
Autriche	..	..	..	..	..	..	..	4	..	..	..	..	..	..
Belgique	29	27	26	24	24	22	20	2	2	2	..	..	..	..
Canada	854	1 008	1 042	1 088	1 452	1 020	1 070	66	127	177	157	145	145	171
Corée	2 322	2 090	1 867	1 831	1 752	1 829	1 311	1 017	667	794	844	938	1 057	1 280
Danemark	2 025	1 524	1 433	1 028	1 090	913	857	45	44	37	38	43	39	38
Espagne	1 075	1 002	747	774	687	717	677	224	312	328	313	362	273	273
États-Unis	4 783	4 245	4 407	4 402	4 492	3 641	4 374	413	373	393	420	408	408	360
Finlande	106	92	95	76	89	77	102	17	15	15	13	13	14	13
France	616	682	690	695	663	606	602	281	267	250	240	244	244	238
Grèce	153	93	94	90	91	90	94	33	88	101	102	98	110	113
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	9	..	..	..	..	..	..
Irlande	379	291	281	195	306	282	282	27	41	53	63	59	61	87
Islande	1 603	1 930	2 132	1 981	1 730	1 669	1 018	4	4	3	6	8	8	10
Italie	301	387	304	312	288	268	286	225	228	260	192	233	234	242
Japon	7 450	5 092	4 495	4 743	4 515	4 466	4 511	1 390	1 292	1 385	1 306	1 261	1 257	1 224
Mexique	1 222	1 193	1 295	1 303	1 246	1 246	1 244	158	46	71	70	80	80	123
Norvège	2 701	2 894	2 923	2 702	2 671	2 546	2 402	278	492	554	584	637	657	712
Nouvelle-Zélande	567	536	512	688	633	633	442	69	87	76	87	94	105	108
Pays-Bas	463	404	467	391	379	413	469	84	92	92	..	52	68	42
Pologne	241	200	204	160	174	136	126	25	32	33	32	35	36	35
Portugal	242	172	181	182	163	157	181	5	8	8	8	7	7	8
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	19	19	19	20	19	20	20
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	1	1	1	1	1	2
Royaume-Uni	912	748	685	575	654	670	614	92	144	150	212	202	152	157
Suède	379	341	284	281	262	248	262	8	6	6	7	7	7	9
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	1	..	..	..	..	..	..
Turquie	577	461	523	463	505	380	489	22	79	61	79	94	118	129
Total UE27	8 054	6 794	6 339	5 901	5 874	5 632	5 315	1 184	1 402	1 277	1 347	1 332	1 272	..
Total OCDE	29 442	25 791	25 056	24 421	24 320	22 512	21 884	4 582	4 548	4 963	4 902	5 148	5 206	5 385
Fédération de Russie	..	4 289	3 456	3 426	3 174	..	..	..	205	268	289	302	..	..

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543548876143>

## Débarquements des produits de la pêche dans les ports domestiques et étrangers

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1995-2006 ou dernière période disponible


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537354482566>

## ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub> DUES À LA COMBUSTION D'ÉNERGIE

Le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) constitue la majeure partie des « gaz à effet de serre ». L'ajout de gaz à effet de serre d'origine anthropique à l'atmosphère perturbe l'équilibre radiatif de la Terre. Cela entraîne une élévation de la température à la surface du globe et, par voie de conséquence, a des répercussions sur le climat, le niveau des océans et l'agriculture mondiale.

### Définition

Le tableau présente les émissions de CO<sub>2</sub> résultant de la combustion de pétrole, de charbon et de gaz à des fins énergétiques. La combustion du bois, l'incinération des déchets et certaines activités industrielles (fabrication du ciment, par exemple) provoquent elles aussi des émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, mais celles-ci sont relativement peu importantes en proportion du total et elles ne sont pas comprises dans ces statistiques. Les Lignes directrices du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre (version révisée 1996) donnent des explications techniques plus complètes sur la mesure des émissions de CO<sub>2</sub> estimées dans ce tableau. Les prévisions fournies dans le

tableau sont celles qui ressortent du scénario de référence présenté dans *World Energy Outlook*.

### Comparabilité

Ces estimations des émissions sont sensibles à la qualité des données sur l'énergie à partir desquelles elles sont établies. Par exemple, certains pays, membres ou non de l'OCDE, ont des difficultés à reporter des informations sur les soutages et définissent ceux-ci, à tort, comme étant des carburants utilisés à l'étranger par leurs propres navires et aéronefs. Dès lors que les émissions dues aux soutages ne figurent pas dans les totaux nationaux, la comparaison entre pays devient difficile. Mais, comme les estimations sont réalisées au moyen d'une méthode normalisée et de facteurs d'émission identiques pour tous les pays, de manière générale, la comparabilité entre les pays est assez satisfaisante.

### Tendances à long terme

Depuis 1971, les émissions mondiales de dioxyde de carbone ont augmenté de 99 %, soit une moyenne de 2.0 % par an, et l'on estime une augmentation d'encore 45 % à horizon 2030, soit une moyenne de 1.6 % par an. En 1971, 66 % du total étaient imputables aux pays qui sont membres de l'OCDE aujourd'hui. En raison de l'augmentation rapide des émissions du monde en développement, la part imputable à l'OCDE était descendue à 46 % en 2006, mais on prévoit que celle-ci diminue à 32 % d'ici 2032. De loin, c'est en Asie que les hausses observées dans les pays non membres ont été les plus fortes : les émissions de la Chine ont augmenté de 5.7 % par an entre 1971 et 2006. L'utilisation du charbon en Chine a accru les émissions de CO<sub>2</sub> de 4.8 milliards de tonnes au cours de ces trente-cinq années.

Les émissions de CO<sub>2</sub> de l'OCDE affichent une baisse importante à deux reprises, à la suite des chocs pétroliers du milieu des années 70 et du début des années 80. Les émissions des économies en transition ont diminué au cours de la dernière décennie, ce qui a contribué à compenser les augmentations enregistrées dans la zone de l'OCDE entre 1990 et aujourd'hui. Cependant, les émissions mondiales n'en ont pas été stabilisées pour autant, car celles des pays en développement ont progressé.

La ventilation des données révèle des variations substantielles entre les différents secteurs. Entre 1971 et 2006, la part combinée d'électricité et de production de chaleur et les transports est passée de la moitié aux deux tiers des émissions totales.

La part des différents combustibles fossiles dans les émissions totales a légèrement évolué au cours de la période. Ainsi, le charbon continue de représenter à peu près 40 % des émissions, comme au début des années 70. Le gaz naturel est quant à lui passé de 15 % en 1971 à 19 % en 2006, et le pétrole de 49 % à 39 %. Les substitutions entre combustibles et l'utilisation croissante des sources d'énergie non fossiles ont réduit le ratio CO<sub>2</sub>/approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) de 6 % sur les trente-quatre dernières années.

### Source

- AIE (2008), *Émissions de CO<sub>2</sub> dues à la combustion d'énergie* : Édition 2008, AIE, Paris.
- AIE (2008), *World Energy Outlook 2008*, AIE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- CEMT (2007), *Transports et émissions de CO<sub>2</sub> : Quels progrès ?*, CEMT, Paris.
- AIE (2008), *Energy Technology Perspectives: Scenarios and Strategies to 2050*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Climate Policy Uncertainty and Investment Risk*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Energy Security and Climate Policy – Assessing Interactions*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Legal Aspects of Storing CO<sub>2</sub>: Update and Recommendations*, AIE, Paris.
- AIE (2007), *Tracking Industrial Energy Efficiency and CO<sub>2</sub> Emissions*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *CO<sub>2</sub> Capture and Storage: A Key Carbon Abatement Option 2008*, AIE, Paris.
- OCDE (2007), *Changements climatiques dans les Alpes européennes : Adapter le tourisme d'hiver et la gestion des risques naturels*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Space Technologies and Climate Change*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- AIE (2008), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2008), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OMM, PNUE, OCDE, AIE (1996), *Lignes directrices du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre – version révisée 1996*, GIEC/OCDE/AIE, Paris.

#### Bases de données en ligne


- *Émissions de CO<sub>2</sub> dues à la combustion d'énergie*.



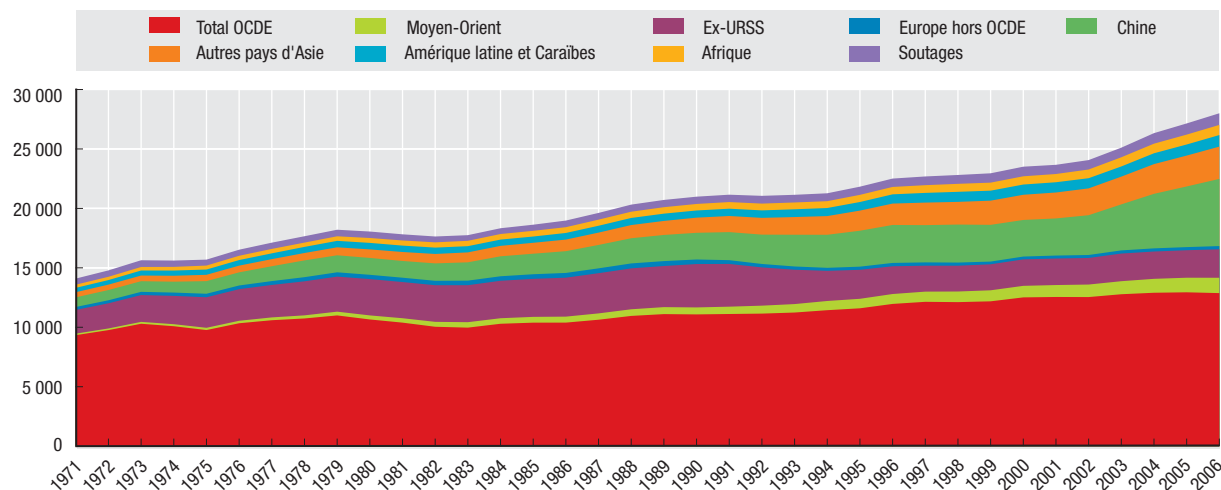

Émissions de CO<sub>2</sub> dues à la combustion d'énergie

Millions de tonnes

	1971	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2030
Allemagne	979	950	898	867	860	829	827	845	833	842	843	811	823	..
Australie	144	260	296	303	323	332	339	351	360	361	370	387	394	..
Autriche	49	57	63	62	63	62	62	66	68	74	74	75	73	..
Belgique	117	110	128	126	129	125	127	128	119	127	124	120	117	..
Canada	339	432	480	497	500	511	533	526	534	554	550	556	539	..
Corée	52	229	393	418	361	395	431	449	457	459	479	469	476	..
Danemark	55	50	71	61	57	54	50	51	51	56	51	47	55	..
Espagne	120	206	223	241	249	269	284	285	302	310	327	339	328	..
États-Unis	4 291	4 863	5 299	5 477	5 475	5 501	5 693	5 673	5 614	5 689	5 772	5 785	5 697	5 804
Fédération de Russie	..	2 180	1 555	1 444	1 438	1 474	1 514	1 514	1 505	1 540	1 524	1 531	1 587	2 004
Finlande	40	54	62	60	57	56	54	59	62	72	67	55	67	..
France	432	352	368	362	385	376	376	384	376	384	384	387	377	..
Grèce	25	70	76	77	80	80	87	90	90	94	93	95	94	..
Hongrie	62	69	59	58	58	58	55	56	55	58	57	57	56	..
Irlande	22	31	34	35	38	39	41	43	43	42	42	43	45	..
Islande	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	..
Italie	293	398	406	410	421	421	425	427	434	452	450	454	448	..
Japon	759	1 071	1 172	1 169	1 138	1 177	1 192	1 178	1 214	1 223	1 222	1 228	1 213	1 064
Luxembourg	15	10	8	8	7	7	8	8	9	10	11	11	11	..
Mexique	97	293	316	329	349	342	357	356	362	371	374	402	416	..
Norvège	24	28	33	35	37	38	34	33	33	35	36	37	37	..
Nouvelle-Zélande	14	21	26	29	29	31	32	34	35	36	36	36	37	..
Pays-Bas	130	157	178	173	174	169	173	179	179	184	185	183	178	..
Pologne	287	344	347	337	314	304	292	291	280	291	295	294	306	..
Portugal	14	39	47	49	53	60	59	59	63	58	60	63	56	..
République slovaque	39	57	41	41	40	39	37	38	38	38	37	38	37	..
République tchèque	151	155	125	124	117	111	122	122	117	121	122	120	121	..
Royaume-Uni	623	553	538	516	520	517	526	539	524	536	536	535	536	..
Suède	82	53	63	57	58	57	53	52	54	55	54	50	48	..
Suisse	39	41	42	41	43	43	42	43	41	43	44	44	44	..
Total UE27	..	4 063	3 974	3 889	3 887	3 818	3 842	3 916	3 886	4 005	4 010	3 979	3 983	3 755
Total OCDE	9 337	11 083	11 964	12 141	12 115	12 183	12 514	12 549	12 541	12 779	12 904	12 942	12 874	13 166
Afrique du Sud	174	255	286	299	310	291	299	284	295	321	338	330	342	..
Brésil	91	193	257	274	283	293	303	312	311	304	321	327	332	..
Chine	800	2 211	3 161	3 101	3 156	3 046	3 038	3 084	3 309	3 830	4 547	5 060	5 607	11 706
Inde	199	589	826	870	878	942	977	986	1 017	1 043	1 114	1 161	1 250	3 293
Indonésie	25	140	209	235	232	253	265	282	291	299	316	331	335	..
Turquie	41	127	169	177	178	177	201	182	192	202	207	216	240	..
Monde	14 095	20 988	22 509	22 686	22 813	22 953	23 509	23 666	24 065	25 108	26 332	27 146	28 003	40 553

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543556343271>Émissions de CO<sub>2</sub> dues à la combustion d'énergie par région

Millions de tonnes

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537418588611>

## DÉCHETS MUNICIPAUX

La quantité de déchets municipaux produite dans un pays est fonction du taux d'urbanisation, des types et des modes de consommation, des revenus des ménages et des modes de vie. Bien que les déchets municipaux ne constituent qu'une partie de la totalité des déchets produits, leur gestion et leur traitement absorbent souvent plus du tiers des efforts financiers consentis par le secteur public pour lutter contre la pollution.

Les principales préoccupations environnementales sont liées aux répercussions potentielles d'une gestion inadaptée des déchets sur la santé humaine et sur l'environnement (contamination des sols et de l'eau, qualité de l'air, utilisation des terres et paysages).

Les quantités exprimées en kilogrammes de déchets municipaux par habitant, soit « l'intensité de production de déchets », sont un indicateur général de la pression potentielle sur l'environnement. Il convient de les compléter avec des informations sur les pratiques et les coûts de gestion des déchets, ainsi que sur les niveaux et modes de consommation.

### Définition

Les déchets municipaux sont les déchets collectés et traités par ou pour les municipalités. Ils comprennent les déchets des ménages, y compris les encombrants, les déchets assimilés produits par les activités commerciales, les bureaux, les institutions et les petites entreprises, les déchets d'entretien des jardins et des espaces verts, les déchets d'entretien de la voirie, le contenu des poubelles publiques et les déchets des marchés. La définition exclut les déchets issus de l'assainissement des eaux usées municipales, ainsi que les déchets municipaux de construction et de démolition.

### Tendances à long terme

En augmentation depuis 1980, la quantité de déchets municipaux produite dans la zone de l'OCDE a dépassé 619 millions de tonnes en 2006 (580 kg par habitant). L'intensité de production (kilogrammes par habitant) a progressé plus lentement que les dépenses de consommation finale privée et que le PIB, avec un net ralentissement depuis quelques années.

La quantité de déchets municipaux est également fonction des pratiques nationales de gestion des déchets. Seuls quelques pays ont réussi à réduire la quantité de déchets solides qui doit être éliminée. Dans la plupart des pays pour lesquels des données sont disponibles, l'augmentation de la richesse matérielle, associée à la croissance économique et à l'évolution des modes de consommation, tend à provoquer une hausse de la production de déchets par habitant.

### Comparabilité

La définition des déchets municipaux et les méthodes d'enquête employées varient d'un pays à l'autre. On trouvera des notes détaillées dans le fichier excel accessible via Statlink.

Les principaux problèmes tiennent à la prise en compte des déchets de type ménager produits par les activités commerciales, ainsi que des collectes sélectives réalisées par des entreprises privées.

Les données sur le Canada et la Nouvelle-Zélande portent uniquement sur les déchets des ménages.

Les données sur la Chine ne comprennent pas les déchets produits dans les zones rurales.

Le total OCDE ne comprend pas la République tchèque, la Hongrie, la Corée, la Pologne et la République slovaque. La valeur par habitant couvre tous les pays de l'OCDE.

Le total de l'UE27 renvoie aux données fournies par Eurostat.

### Source

- OCDE (2005), *Données OCDE sur l'environnement : Compendium 2004*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Regards sur l'environnement : Les indicateurs de l'environnement de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *Addressing the Economics of Waste*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Economic Aspects of Extended Producer Responsibility*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Toward Waste Prevention Performance Indicators*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Enseignement supérieur : internationalisation et commerce*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *OECD Sustainable Development Studies: Conducting Sustainability Assessments*, OCDE, Paris.

#### Sites Internet

- OCDE, Indicateurs environnementaux, [www.ocde.org/env/indicators](http://www.ocde.org/env/indicators).
- OCDE, Prévention de la production de déchets et gestion des déchets, [www.ocde.org/env/waste](http://www.ocde.org/env/waste).



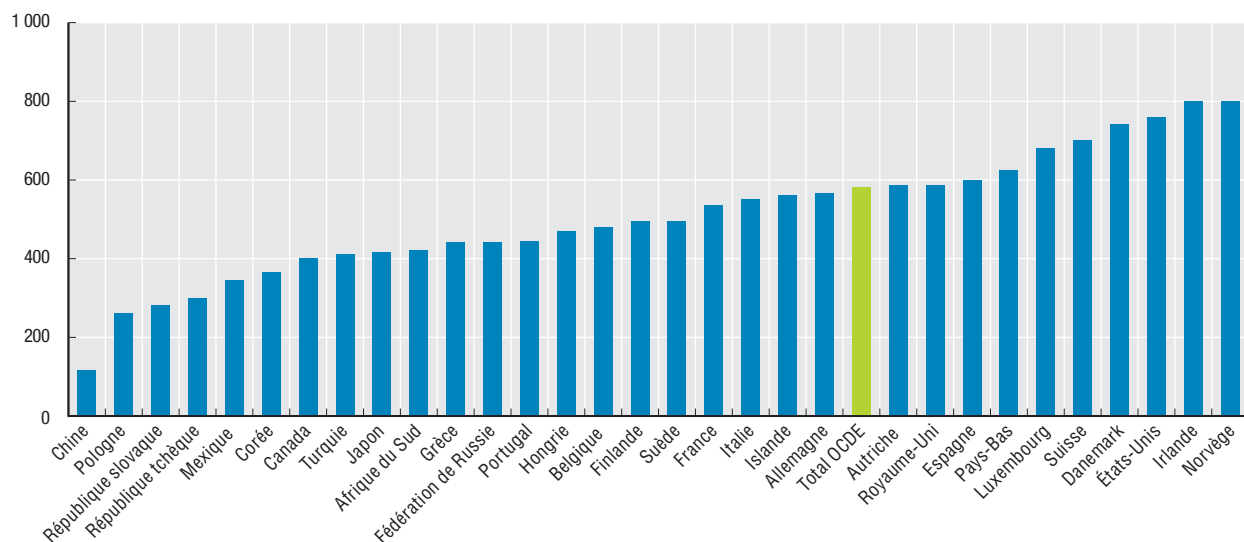
## Production de déchets municipaux

	Montants totaux produits Milliers de tonnes						Intensité de production kg/habitant
	1980	1985	1990	1995	2000	2006 ou dernière année disponible	2006 ou dernière année disponible
Allemagne	..	..	49 860	50 894	52 810	46 425	565
Australie	10 000	..	12 000	..	13 200	..	..
Autriche	..	..	3 200	3 480	4 260	4 850	585
Belgique	2 760	3 055	3 440	4 585	4 860	5 070	480
Canada	..	..	8 925	7 030	11 280	12 980	400
Corée	..	20 990	30 650	17 440	16 950	17 665	365
Danemark	2 050	2 430	..	2 960	3 550	4 020	740
Espagne	..	..	..	18 730	24 730	26 520	600
États-Unis	137 570	149 190	186 170	193 870	216 150	228 020	760
Finlande	..	..	..	2 110	2 600	2 600	495
France	..	..	26 220	28 250	31 230	33 880	535
Grèce	2 500	3 000	3 000	3 200	4 450	4 930	440
Hongrie	..	..	5 500	4 750	4 550	4 710	470
Irlande	640	1 100	..	1 850	2 280	3 385	800
Islande	..	..	..	114	130	170	560
Italie	14 040	15 000	20 000	25 780	28 960	32 508	550
Japon	43 940	42 095	50 260	52 220	54 830	52 730	415
Luxembourg	128	131	224	240	285	320	680
Mexique	..	..	21 060	30 510	30 730	36 135	345
Norvège	1 700	1 970	2 000	2 720	2 755	3 680	800
Nouvelle-Zélande	880	..	1 140	1 430	1 540	..	..
Pays-Bas	7 050	6 930	7 430	8 470	9 770	10 170	625
Pologne	10 055	11 090	11 100	10 985	12 230	9 880	260
Portugal	1 980	2 350	3 000	3 855	4 530	4 690	445
République slovaque	..	1 900	1 600	1 620	1 710	1 525	280
République tchèque	..	2 600	..	3 200	3 435	3 040	300
Royaume-Uni	..	..	27 100	28 900	33 955	35 480	585
Suède	2 510	2 650	3 200	3 555	3 795	4 500	495
Suisse	2 790	3 400	4 100	4 200	4 730	5 230	700
Turquie	12 000	18 000	22 315	27 235	30 620	30 080	410
Total UE27	..	..	..	226 516	252 482	254 964	517
Total OCDE	377 176	405 268	488 861	527 433	589 699	619 430	580
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	20 000	420
Brésil	..	..	..	..	58 000	..	..
Chine	..	..	67 670	106 710	118 190	154 145	115
Fédération de Russie	22 000	24 800	28 000	50 000	51 850	63 075	440
Inde	..	..	..	..	108 000	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/543571383548>

## Production de déchets municipaux

kg par habitant, 2006 ou dernière année disponible

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/537435847521>





# ÉDUCATION

## RÉSULTATS

ÉVALUATION INTERNATIONALE DES ÉLÈVES  
ÉVOLUTION DES TAUX D'OBTENTION D'UN DIPLÔME ET TAUX  
D'ENTRÉE DANS L'ENSEIGNEMENT TERTIAIRE  
NIVEAU DE FORMATION SUPÉRIEURE

## DÉPENSES D'ÉDUCATION

ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'ÉDUCATION  
REVENUS RELATIFS DES DIPLÔMÉS  
DÉPENSES PUBLIQUES ET PRIVÉES DANS L'ÉDUCATION TERTIAIRE  
DÉPENSES AU TITRE DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT



## ÉVALUATION INTERNATIONALE DES ÉLÈVES

Avec quelle efficacité les systèmes scolaires dotent-ils les jeunes des connaissances et des compétences nécessaires pour leur vie d'adulte et pour continuer à apprendre au-delà de l'école ? Le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) évalue les savoirs et savoir-faire que les jeunes ont acquis à l'âge de 15 ans, c'est-à-dire vers la fin de la scolarité obligatoire, en sciences, en mathématiques et en compréhension de l'écrit.

L'enquête PISA 2006 expose également l'attitude des élèves à l'égard des sciences et de l'environnement, leur intérêt pour les sciences, et dans quelle mesure ils sont conscients des perspectives futures que leurs compétences scientifiques peuvent leur ouvrir, ainsi que les possibilités et les conditions d'apprentissage des sciences offertes par les établissements.

### Définition

L'enquête PISA couvre les sciences, les mathématiques et la compréhension de l'écrit. Le cycle d'évaluation 2006 du PISA prévoyait des tests d'une durée totale de trois heures et demie en sciences, de deux heures en mathématiques, et d'une heure en compréhension de l'écrit. Chaque élève devait consacrer deux heures aux tests.

La culture scientifique est la capacité d'utiliser des connaissances scientifiques pour identifier les questions auxquelles la science peut apporter une réponse, acquérir de nouvelles connaissances, expliquer des phénomènes

scientifiques et tirer des conclusions fondées sur des faits à propos de questions à caractère scientifique.

La culture mathématique est l'aptitude à définir et à comprendre le rôle que les mathématiques jouent dans le monde, à porter des jugements fondés et à utiliser et à s'engager dans des activités mathématiques en fonction des exigences de la vie de chacun en tant que citoyen constructif, impliqué et réfléchi.

La compréhension de l'écrit est la capacité de comprendre, d'utiliser et d'interpréter des textes écrits en vue de réaliser ses objectifs, de développer ses connaissances et son potentiel et de prendre une part active dans la société.

### Comparabilité

Des experts éminents des pays participants formulent des avis sur la portée et la nature des évaluations et les décisions finales à cet égard sont prises par les gouvernements des pays de l'OCDE. Des ressources et des efforts considérables sont mis en œuvre pour rendre compte des diversités culturelles et linguistiques et pour les concilier dans les matériels d'évaluation, et des mécanismes stricts d'assurance qualité sont appliqués au stade de la traduction, de l'échantillonnage et de la collecte de données.

Plus de 400 000 élèves de 15 ans dans 57 pays participants ont été évalués dans le cadre du cycle 2006 du PISA. Les résultats étant fondés sur des échantillons aléatoires, les erreurs types sont calculées et indiquées dans les tableaux.

### En bref

Le graphique « Résultats du PISA 2006 : culture scientifique » montre les résultats en science en termes de différence avec le score moyen de l'OCDE (500). Comme pour le PISA 2003, la Finlande se place au premier rang dans cette catégorie. Pour la Hongrie, la Suède, la Pologne, le Danemark et la France, les résultats scientifiques ne sont pas très différents de la moyenne OCDE. Le tableau « Résultats moyens et différences entre les sexes sur l'échelle de culture scientifique du PISA 2006 » présente aussi les résultats en science par sexe. En moyenne, dans l'OCDE, les garçons sont légèrement plus forts que les filles; les résultats sont nettement meilleurs pour les garçons au Danemark, au Luxembourg, au Mexique, aux Pays-Bas, en Suisse et au Royaume-Uni, tandis qu'ils sont nettement meilleurs pour les filles en Grèce et en Turquie.

Les résultats en mathématiques et en compréhension de l'écrit sont présentés dans les graphiques suivants. Dans ces disciplines, la Finlande et la Corée sont en compétition pour la première place. L'Allemagne, la Suède, l'Irlande, la France, le Royaume-Uni et la Pologne tournent autour de la moyenne OCDE en mathématiques. Les autres pays sont nettement au-dessus ou en dessous de la moyenne OCDE et sont signalés en vert. En compréhension de l'écrit, le Japon, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Danemark, l'Autriche et la France sont proches de la moyenne OCDE. De même que pour les mathématiques, les pays très éloignés de la moyenne OCDE sont mis en évidence.

En mathématiques, les filles restent en retard dans de nombreux pays, avec en moyenne 11 points de moins que les garçons. En revanche, en compréhension de l'écrit, on observe des différences au profit des filles dans de nombreux pays. Dans les pays de l'OCDE, les filles ont en moyenne 38 points d'avance sur les garçons.

### Source

- OCDE (2001), *PISA Connaissances et compétences : des atouts pour la vie – premiers résultats de PISA 2000*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *PISA Apprendre aujourd'hui, réussir demain Premiers résultats de PISA 2003*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *PISA 2006 : Les compétences en sciences, un atout pour réussir : Volume 1, Analyse des résultats*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2003), *PISA Literacy Skills for the World of Tomorrow – Further Results from PISA 2000*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *PISA Résoudre des problèmes, un atout pour réussir : Premières évaluations des compétences transdisciplinaires issues de PISA 2003*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Are Students Ready for a Technology-Rich World? What PISA Studies Tell Us*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Where Immigrant Students Succeed: A Comparative Review of Performance and Engagement in PISA 2003*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Encouraging Student Interest in Science and Technology Studies*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2006), *Compétences en sciences, lecture et mathématiques : Le cadre d'évaluation de PISA 2006*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Base de données PISA de l'OCDE.

#### Sites Internet

- Site Internet de PISA, [www.pisa.oecd.org](http://www.pisa.oecd.org).

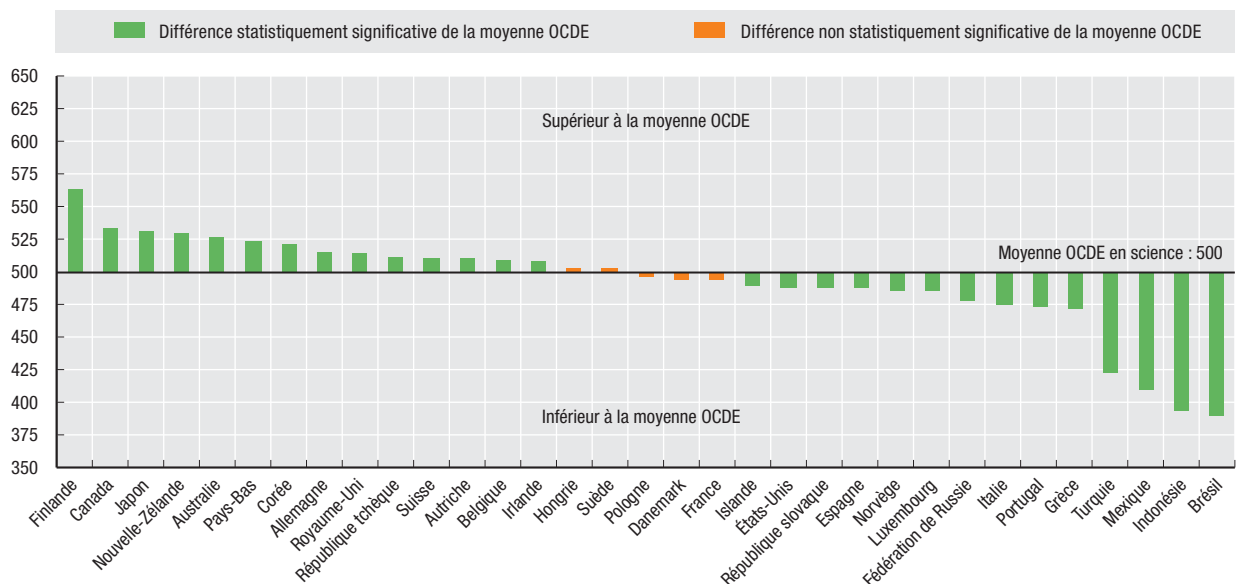
## Résultats et différences par sexe du PISA 2006 : culture scientifique

	Tous les étudiants		Hommes		Femmes		Différence (hommes – femmes)	
	Moyenne	Erreur-type	Moyenne	Erreur-type	Moyenne	Erreur-type	Différence	Erreur-type
Allemagne	516	3.8	519	4.6	512	3.8	7	3.7
Australie	527	2.3	527	3.2	527	2.7	0	3.8
Autriche	511	3.9	515	4.2	507	4.9	8	4.9
Belgique	510	2.5	511	3.3	510	3.2	1	4.1
Canada	534	2.0	536	2.5	532	2.1	4	2.2
Corée	522	3.4	521	4.8	523	3.9	-2	5.5
Danemark	496	3.1	500	3.6	491	3.4	9	3.2
Espagne	488	2.6	491	2.9	486	2.7	4	2.4
États-Unis	489	4.2	489	5.1	489	4.0	1	3.5
Finlande	563	2.0	562	2.6	565	2.4	-3	2.9
France	495	3.4	497	4.3	494	3.6	3	4.0
Grèce	473	3.2	468	4.5	479	3.4	-11	4.7
Hongrie	504	2.7	507	3.3	501	3.5	6	4.2
Irlande	508	3.2	508	4.3	509	3.3	0	4.3
Islande	491	1.6	488	2.6	494	2.1	-6	3.4
Italie	475	2.0	477	2.8	474	2.5	3	3.5
Japon	531	3.4	533	4.9	530	5.1	3	7.4
Luxembourg	486	1.1	491	1.8	482	1.8	9	2.9
Mexique	410	2.7	413	3.2	406	2.6	7	2.2
Norvège	487	3.1	484	3.8	489	3.2	-4	3.4
Nouvelle-Zélande	530	2.7	528	3.9	532	3.6	-4	5.2
Pays-Bas	525	2.7	528	3.2	521	3.1	7	3.0
Pologne	498	2.3	500	2.7	496	2.6	3	2.5
Portugal	474	3.0	477	3.7	472	3.2	5	3.3
République slovaque	488	2.6	491	3.9	485	3.0	6	4.7
République tchèque	513	3.5	515	4.2	510	4.8	5	5.6
Royaume-Uni	515	2.3	520	3.0	510	2.8	10	3.4
Suède	503	2.4	504	2.7	503	2.9	1	3.0
Suisse	512	3.2	514	3.3	509	3.6	6	2.7
Turquie	424	3.8	418	4.6	430	4.1	-12	4.1
Moyenne OCDE	500	0.5	501	0.7	499	0.6	2	0.7
Total OCDE	491	1.2	492	1.4	490	1.3	3	1.3
Brésil	390	2.8	395	3.2	386	2.9	9	2.3
Fédération de Russie	479	3.7	481	4.1	478	3.7	3	2.7
Indonésie	393	5.7	399	8.2	387	3.7	12	6.3

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543580488454>

## Résultats du PISA 2006 : culture scientifique

Résultats moyens

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537478811217>

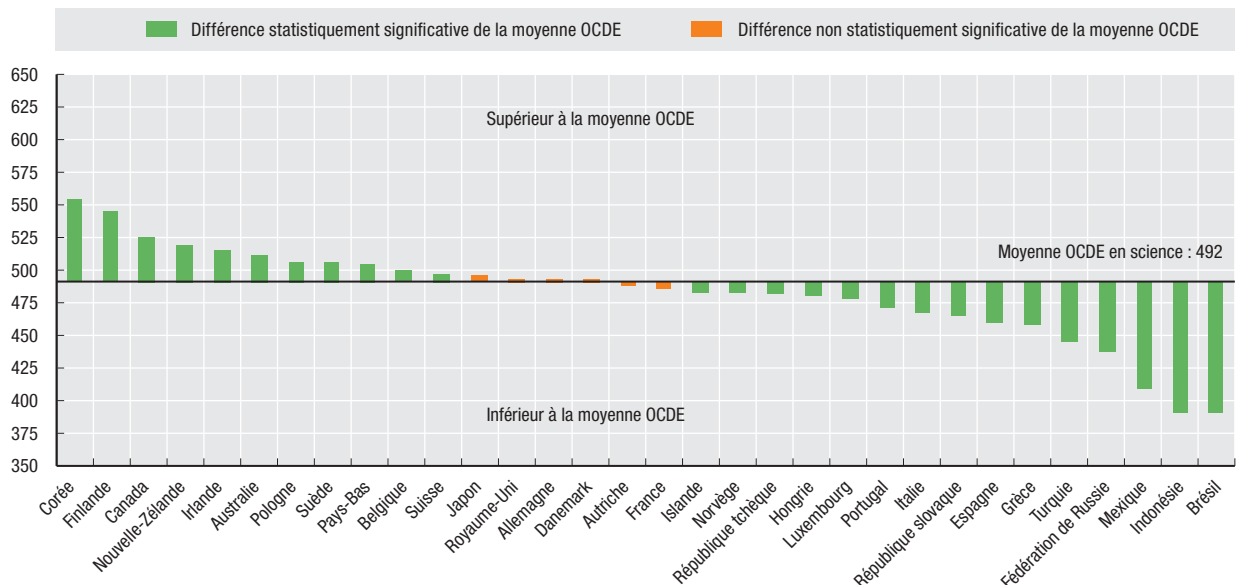
## Résultats et différences par sexe du PISA 2006 : compréhension de l'écrit

	Ensemble des élèves		Hommes		Femmes		Différence (hommes – femmes)	
	Moyenne	Erreur-type	Moyenne	Erreur-type	Moyenne	Erreur-type	Différence	Erreur-type
Allemagne	495	4.4	475	5.3	517	4.4	-42	3.9
Australie	513	2.1	495	3.0	532	2.2	-37	3.6
Autriche	490	4.1	468	4.9	513	5.5	-45	6.0
Belgique	501	3.0	482	4.1	522	3.5	-40	4.8
Canada	527	2.4	511	2.8	543	2.5	-32	2.3
Corée	556	3.8	539	4.6	574	4.5	-35	5.9
Danemark	494	3.2	480	3.6	509	3.5	-30	3.2
Espagne	461	2.2	443	2.6	479	2.3	-35	2.1
Finlande	547	2.1	521	2.7	572	2.3	-51	2.8
France	488	4.1	470	5.2	505	3.9	-35	4.4
Grèce	460	4.0	432	5.7	488	3.5	-57	5.6
Hongrie	482	3.3	463	3.7	503	3.9	-40	4.1
Irlande	517	3.5	500	4.5	534	3.8	-34	4.9
Islande	484	1.9	460	2.8	509	2.3	-48	3.3
Italie	469	2.4	448	3.4	489	2.8	-41	4.0
Japon	498	3.6	483	5.4	513	5.2	-31	7.7
Luxembourg	479	1.3	464	2.0	495	2.1	-32	3.2
Mexique	410	3.1	393	3.5	427	3.0	-34	2.5
Norvège	484	3.2	462	3.8	508	3.3	-46	3.3
Nouvelle-Zélande	521	3.0	502	3.6	539	3.6	-37	4.6
Pays-Bas	507	2.9	495	3.7	519	3.0	-24	3.4
Pologne	508	2.8	487	3.4	528	2.8	-40	2.9
Portugal	472	3.6	455	4.4	488	3.5	-33	3.7
République slovaque	466	3.1	446	4.2	488	3.8	-42	5.4
République tchèque	483	4.2	463	5.0	509	5.4	-46	6.2
Royaume-Uni	495	2.3	480	3.0	510	2.6	-29	3.5
Suède	507	3.4	488	4.0	528	3.5	-40	3.2
Suisse	499	3.1	484	3.2	515	3.3	-31	2.6
Turquie	447	4.2	427	5.1	471	4.3	-44	4.3
Moyenne OCDE	492	0.6	473	0.7	511	0.7	-38	0.8
Total OCDE	484	1.0	466	1.2	502	1.3	-36	1.4
Brésil	393	3.7	376	4.3	408	3.7	-32	3.0
Fédération de Russie	440	4.3	420	4.8	458	4.3	-38	3.2
Indonésie	393	5.9	384	8.7	402	4.2	-18	6.3

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543602884856>


## Résultats du PISA 2006 : compréhension de l'écrit

Résultats moyens

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537517853458>

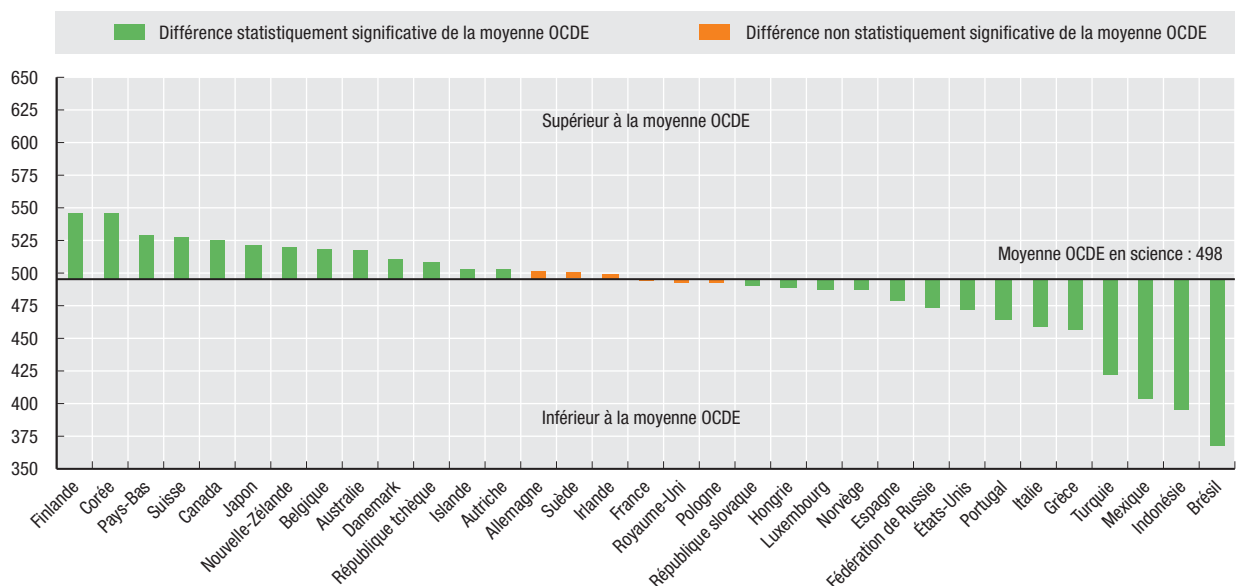
## Résultats et différences par sexe du PISA 2006 : culture mathématique

	Ensemble des élèves		Hommes		Femmes		Différence (hommes – femmes)	
	Moyenne	Erreur-type	Moyenne	Erreur-type	Moyenne	Erreur-type	Différence	Erreur-type
Allemagne	504	3.9	513	4.6	494	3.9	20	3.7
Australie	520	2.2	527	3.2	513	2.4	14	3.4
Autriche	505	3.7	517	4.4	494	4.1	23	4.7
Belgique	520	3.0	524	4.1	517	3.4	7	4.8
Canada	527	2.0	534	2.4	520	2.0	14	1.9
Corée	547	3.8	552	5.3	543	4.5	9	6.3
Danemark	513	2.6	518	2.9	508	3.0	10	2.8
Espagne	480	2.3	484	2.6	476	2.6	9	2.2
États-Unis	474	4.0	479	4.6	470	3.9	9	2.9
Finlande	548	2.3	554	2.7	543	2.6	12	2.6
France	496	3.2	499	4.0	492	3.3	6	3.7
Grèce	459	3.0	462	4.3	457	3.0	5	4.5
Hongrie	491	2.9	496	3.5	486	3.7	10	4.3
Irlande	501	2.8	507	3.7	496	3.2	11	4.1
Islande	506	1.8	503	2.6	508	2.2	-4	3.2
Italie	462	2.3	470	2.9	453	2.7	17	3.4
Japon	523	3.3	533	4.8	513	4.9	20	7.2
Luxembourg	490	1.1	498	1.7	482	1.8	17	2.8
Mexique	406	2.9	410	3.4	401	3.1	9	2.6
Norvège	490	2.6	493	3.3	487	2.8	6	3.1
Nouvelle-Zélande	522	2.4	527	3.1	517	3.6	11	4.7
Pays-Bas	531	2.6	537	3.1	524	2.8	13	2.8
Pologne	495	2.4	500	2.8	491	2.7	9	2.6
Portugal	466	3.1	474	3.7	459	3.2	15	3.3
République slovaque	492	2.8	499	3.7	485	3.5	14	4.6
République tchèque	510	3.6	514	4.2	504	4.8	11	5.6
Royaume-Uni	495	2.1	504	2.6	487	2.6	17	2.9
Suède	502	2.4	505	2.7	500	3.0	5	2.9
Suisse	530	3.2	536	3.3	523	3.6	13	2.7
Turquie	424	4.9	427	5.6	421	5.1	6	4.6
Moyenne OCDE	498	0.5	503	0.7	492	0.6	11	0.7
Total OCDE	484	1.2	489	1.3	478	1.3	12	1.2
Brésil	370	2.9	380	3.4	361	3.0	19	2.8
Fédération de Russie	476	3.9	479	4.6	473	3.9	6	3.3
Indonésie	391	5.6	399	8.3	382	4.0	17	7.3

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543628340368>

## Résultats du PISA 2006 : culture mathématique

Résultats moyens

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537521338885>

## ÉVOLUTION DES TAUX D'OBTENTION D'UN DIPLÔME ET TAUX D'ENTRÉE DANS L'ENSEIGNEMENT TERTIAIRE

L'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires devient la norme dans la plupart des pays de l'OCDE aujourd'hui. Par ailleurs, les élèves dans leur majorité sont diplômés de filières d'enseignement secondaire du deuxième cycle donnant accès aux études supérieures, d'où un accroissement des inscriptions à ce niveau. Les pays affichant des taux élevés de réussite dans le supérieur sont également ceux qui ont le plus de chances de se doter d'une population active hautement qualifiée ou de la conserver.

### Définition

Les indicateurs de ce chapitre montrent :

- les taux de réussite actuels dans l'enseignement supérieur, autrement dit le pourcentage de la cohorte ayant l'âge théorique de suivre des études supérieures, qui suit et achève avec succès une formation à ce niveau (cet indicateur porte uniquement sur l'obtention d'un premier diplôme).
- et le pourcentage de jeunes d'une cohorte donnée qui suivront différents types de formation supérieure au cours de leur vie.

### Tendances à long terme

Au vu des tendances actuelles en matière de taux de réussite, 37 % en moyenne des personnes ayant l'âge théorique d'obtention d'un diplôme ont achevé une formation supérieure de type A en 2006 dans les 25 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données comparables. Ce pourcentage varie de 20 % ou moins en Turquie et en Grèce, à plus de 45 % en Pologne, en Finlande, en Nouvelle-Zélande, en Australie et en Islande. Ces taux de réussite sont en général plus élevés dans les pays où la durée des formations est plus courte.

En moyenne dans les pays de l'OCDE, le taux de diplômés ayant suivi une formation de type A a augmenté de 15 points de pourcentage en l'espace de onze ans. Dans la quasi-totalité des pays pour lesquels des données comparables existent, ces taux de réussite ont augmenté entre 1995 et 2006, souvent de façon très sensible. L'une des plus fortes progressions a été enregistrée en Italie où ce taux a doublé entre 2000 et 2006, pour atteindre 39 %.

Si l'évolution actuelle des taux d'accès se poursuit, on estime que 56 % des jeunes adultes des pays de l'OCDE suivront une formation supérieure de type A au cours de leur vie. En Australie, en Islande, en Pologne, en Finlande, en Suède et en Nouvelle-Zélande, au moins 70 % des jeunes adultes suivent des formations de type A. Les États-Unis affichent un taux d'accès de 64 %, mais les chiffres englobent les cursus de type A et de type B. En moyenne, dans l'ensemble des pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données comparables, la part des jeunes adultes admis aujourd'hui dans des formations de type A a progressé de 8 points de pourcentage par rapport à 2000, et de 18 points de pourcentage par rapport à 1995. Les taux d'accès dans des cursus de type A ont progressé de plus de 15 points de pourcentage entre 2000 et 2006 en Slovaquie, en République tchèque, en Australie, en Grèce et en Italie.

L'enseignement supérieur couvre un large éventail de filières, mais, considéré globalement, il sert d'indicateur du rythme auquel les pays produisent des connaissances de haut niveau. Un diplôme universitaire classique sanctionne l'achèvement d'une formation supérieure de type A; les formations de type B sont en général plus courtes, ont souvent une finalité professionnelle et donnent d'ordinaire directement accès au marché du travail. Cet indicateur éclaire également sur l'efficacité interne des systèmes d'enseignement supérieur.

### Comparabilité

Les taux de réussite à l'issue d'un premier cursus d'enseignement supérieur de type A correspondent à des taux nets et représentent la somme des taux de réussite à chaque âge. Les taux bruts sont présentés pour les pays qui ne peuvent pas fournir des données aussi détaillées. Pour calculer les taux de réussite bruts, les pays déterminent l'âge auquel, en règle générale, le premier diplôme est obtenu.

Les taux d'accès dans les programmes de type A correspondent à la somme de taux nets d'accès pour tous les âges. Le taux net d'accès d'un âge donné est obtenu en divisant le nombre des premières admissions dans chaque type de formation supérieure par l'effectif total dans le groupe d'âge correspondant. La somme des taux nets d'accès est obtenue par addition des taux nets d'accès pour chaque âge.

Les données relatives à l'évolution tendancielle des taux de réussite et d'accès dans l'enseignement supérieur pour les années 1995, 2000-2004 s'appuient sur une enquête spéciale effectuée dans les pays de l'OCDE et dans quatre des six économies partenaires en janvier 2007. Les données portant sur les années 2005 et 2006 sont fondées sur la collecte de données UNESCO/OCDE/Eurostat sur les statistiques de l'éducation.

### Source

- OCDE (2007), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2008), *Les grandes mutations qui transforment l'éducation – Édition 2008*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts, normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris.
- Institut statistique de l'UNESCO, OCDE et Eurostat (2008), *UOE Data Collection – 2008 Data Collection on Education Systems: Definitions, Explanations and Instructions*, OCDE, Paris.

#### Sites Internet

- *Regards sur l'éducation de l'OCDE*, [www.oecd.org/edu/eag2008](http://www.oecd.org/edu/eag2008).




### Taux d'obtention d'un diplôme (enseignement tertiaire de type-A)

Pourcentage de diplômés de l'enseignement tertiaire de type A  
sur la population ayant l'âge d'obtention de ce diplôme

### Taux d'accès (enseignement tertiaire de type-A)

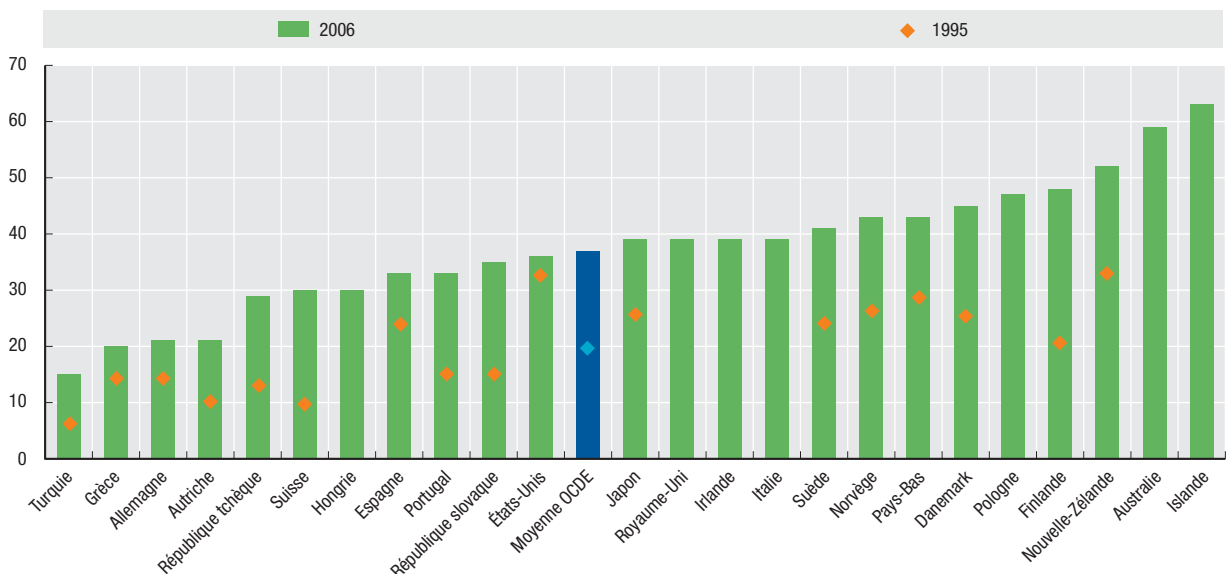
Somme des taux nets d'accès par âge


	Âge type d'obtention du diplôme	Taux d'obtention d'un diplôme					Taux d'accès				
		1995	2000	2002	2004	2006	1995	2000	2002	2004	2006
Allemagne	24-27	14	18	18	19	21	26	30	35	37	35
Australie	20-25	..	36	46	47	59	..	59	77	70	84
Autriche	22-26	10	15	18	20	21	27	34	31	37	40
Belgique	22-24	..	..	..	..	..	..	..	33	34	35
Canada	22-25	..	28	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	21	..	..	..	..	..	41	45	46	49	59
Danemark	24	25	37	41	44	45	40	52	53	55	59
Espagne	20-22	24	30	32	33	33	..	47	49	44	43
États-Unis	22	33	34	32	33	36	..	43	64	63	64
Finlande	25-29	20	41	49	47	48	39	71	71	73	76
Grèce	22-24	14	15	18	24	20	15	30	33	35	49
Hongrie	23-24	..	..	..	29	30	..	64	62	68	66
Irlande	21-25	..	30	32	39	39	..	32	39	44	40
Islande	24-25	..	33	41	51	63	..	66	72	79	78
Italie	23-25	..	19	25	36	39	..	39	50	55	55
Japon	22, 24	25	29	33	35	39	31	40	42	42	45
Mexique	23	..	..	..	..	..	..	27	35	30	31
Norvège	22-25	26	37	38	45	43	59	67	75	72	67
Nouvelle-Zélande	21-22	33	50	46	50	52	83	95	101	86	72
Pays-Bas	21-23	29	35	37	40	43	44	53	54	56	58
Pologne	23-25	..	34	43	45	47	36	65	71	71	78
Portugal	22-24	15	23	30	32	33	..	..	..	..	53
République slovaque	23-24	15	..	23	28	35	28	37	43	47	68
République tchèque	23-25	13	14	15	20	29	..	25	30	38	50
Royaume-Uni	20-25	..	37	37	39	39	..	47	48	52	57
Suède	25	24	28	32	37	41	57	67	75	79	76
Suisse	24-26	9	12	21	26	30	17	29	35	38	38
Turquie	22-24	6	9	10	11	15	18	21	23	26	31
Moyenne OCDE		20	28	31	35	37	37	47	52	53	56
Brésil	21-24	..	10	13	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	19-24	..	..	..	..	..	..	..	..	..	65

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543647311567>

### Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire de type A

Pourcentage de diplômés de l'enseignement tertiaire de type A sur la population ayant l'âge d'obtention de ce diplôme



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537572781005>

## NIVEAU DE FORMATION SUPÉRIEURE

La proportion des adultes ayant atteint un niveau de formation supérieur est un indicateur clé de l'efficacité avec laquelle les pays peuvent tirer parti des progrès scientifiques et technologiques. Les écarts dans ce domaine entre les jeunes générations et leurs aînés représentent un indicateur de la progression des niveaux de formation supérieurs.

### Définition

Pour chaque groupe d'âge retenu, les personnes ayant atteint un niveau de formation supérieur sont indiquées en pourcentage de l'ensemble de ce groupe d'âge. Les filières de l'enseignement supérieur englobent les programmes « de type A », qui sont fondés dans une large mesure sur la théorie et destinés à offrir des qualifications suffisantes pour être admis à suivre des programmes de recherche de pointe ou à exercer une profession exigeant de hautes compétences, ainsi que les programmes « de type B », qui sont classés au même niveau de compétence que les programmes de type A mais qui ont une finalité professionnelle plus précise et donnent directement accès au marché du travail. Les profils des niveaux de formation supérieurs sont établis à partir du pourcentage de la population âgée de 25 à 64 ans qui a atteint ce niveau d'enseignement.

### Tendances à long terme

Les pays de l'OCDE ont enregistré une forte hausse de la proportion des adultes ayant atteint un niveau de formation supérieur au cours des dernières décennies. Si l'on considère le groupe des 25-64 ans en 2006, 15 pays se situent dans une fourchette de 10 points, avec 25 à 35 % de personnes ayant atteint un niveau de formation supérieur. Trois pays membres affichent des résultats tout à fait remarquables : le Canada, le Japon et les États-Unis. À l'inverse, deux pays membres, l'Italie et la Turquie, se situent sensiblement en dessous du pourcentage moyen, puisque moins de 13 % de leur population ont un diplôme d'enseignement supérieur.

Parmi les plus jeunes, c'est-à-dire le groupe des 25-34 ans, le nombre de personnes ayant atteint un niveau de formation supérieur est passé, entre 1997 et 2006, de 25 à 33 % en moyenne dans la zone OCDE. Dans trois pays de l'OCDE, le Canada, le Japon, et la Corée, plus de 50 % de ce groupe d'âge ont obtenu un diplôme d'enseignement supérieur en 2006.

La comparaison des niveaux actuels de formation atteints par les cohortes plus jeunes et plus âgées donne une indication des tendances à long terme. Par exemple, la comparaison des niveaux de formation atteints par les 25-34 ans et les 55-64 ans révèle que la Corée a enregistré au cours des 30 dernières années une progression de plus de 40 points de pourcentage du nombre de personnes ayant atteint un niveau de formation supérieur, environ 30 points de plus que l'augmentation de la moyenne OCDE au cours de la même période. En revanche, quelques pays de l'OCDE n'affichent qu'un accroissement marginal (États-Unis) ou même décroissent (Allemagne) dans le même temps.

### Comparabilité

On a utilisé la Classification internationale type de l'éducation (CITE-97) pour désigner les niveaux d'enseignement d'une façon comparable entre les pays. Voir le *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation* pour une description des programmes et des niveaux de formation définis dans la CITE-97, accompagnée de tables de correspondance des programmes nationaux.

### Source

- OCDE (2008), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Blöndal S., S. Field et N. Girouard (2002), *Investment in Human Capital Through Post-Compulsory Education and Training: Selected Efficiency and Equity Aspects*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 333, OCDE, Paris.
- Blöndal, S., S. Field et N. Girouard (2002), « L'investissement en capital humain : rôle de l'enseignement secondaire du deuxième cycle et de l'enseignement supérieur », *Revue économique de l'OCDE*, n° 34, 2002/1, OCDE, Paris.
- Hansson, B. (2007), *Effects of Tertiary Expansion: Crowding-out effects and labour market matches for the higher educated*, Documents de travail de l'OCDE en éducation, n° 10, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Examens des politiques nationales d'éducation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Les grandes mutations qui transforment l'éducation – Édition 2008*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris.


#### Sites Internet

- OCDE, Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI), [www.oecd.org/edu/ceri](http://www.oecd.org/edu/ceri).
- Regards sur l'éducation de l'OCDE, [www.oecd.org/edu/eag2008](http://www.oecd.org/edu/eag2008).

## Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 25-64 ans

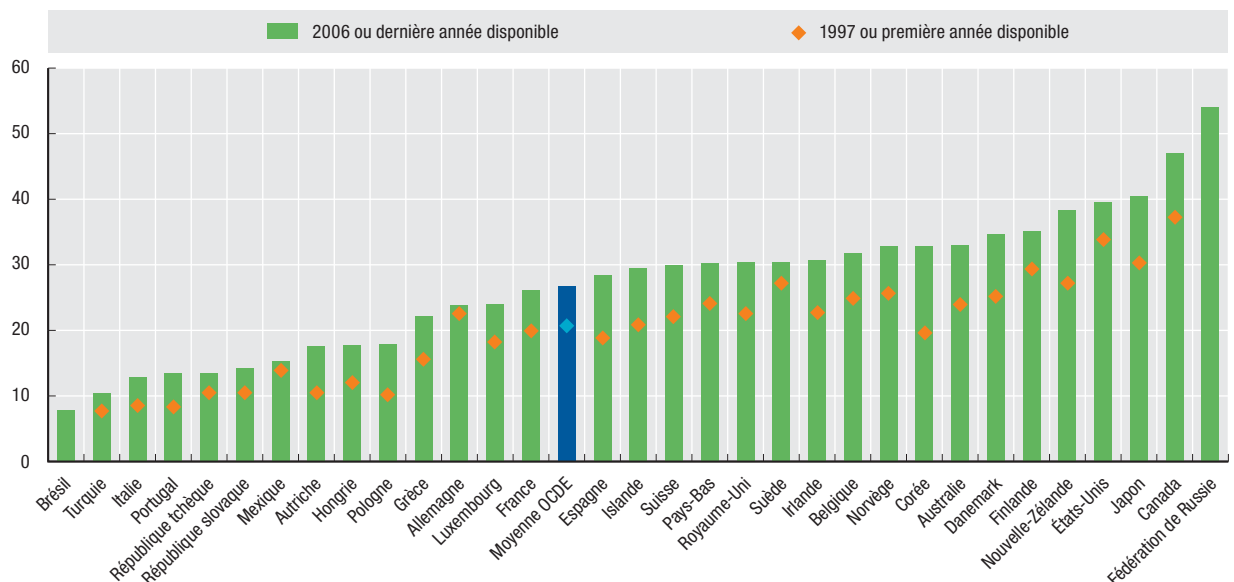

En pourcentage de la population de cette classe d'âge

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	22.6	23.0	22.9	23.5	23.2	23.4	24.0	24.9	24.6	23.9
Australie	24.3	25.4	26.7	27.5	29.0	30.8	31.3	30.8	31.7	33.0
Autriche	10.6	10.9	10.9	13.9	14.1	14.5	14.5	18.3	17.8	17.6
Belgique	25.1	25.3	26.7	27.1	27.6	28.1	29.0	30.4	31.0	31.8
Canada	37.3	38.1	39.2	40.0	41.6	42.6	44.0	44.6	46.1	47.0
Corée	19.8	22.5	23.1	23.9	25.0	26.0	29.5	30.5	31.6	32.9
Danemark	..	25.4	26.5	26.2	28.4	29.6	31.9	32.9	33.5	34.7
Espagne	18.6	19.7	21.0	22.6	23.6	24.4	25.2	26.4	28.2	28.5
États-Unis	34.1	34.9	35.8	36.5	37.3	38.1	38.4	39.1	39.0	39.5
Finlande	29.4	30.2	31.3	32.0	32.3	32.6	33.3	34.2	34.6	35.1
France	20.0	20.6	21.5	22.0	23.0	24.0	23.9	24.5	25.4	26.2
Grèce	15.5	16.8	17.4	17.5	17.9	18.6	19.2	21.2	21.3	22.2
Hongrie	12.2	13.2	13.5	14.0	14.0	14.2	15.4	16.7	17.1	17.7
Irlande	22.8	21.1	20.5	18.5	23.6	24.8	26.3	27.8	29.1	30.8
Islande	20.9	21.0	22.4	23.2	24.6	25.6	28.9	29.1	30.5	29.5
Italie	..	8.6	9.3	9.4	10.0	10.4	10.5	11.6	12.2	12.9
Japon	30.5	30.6	31.8	33.6	34.1	36.6	37.4	38.7	39.9	40.5
Luxembourg	..	..	18.3	18.3	18.1	18.6	14.3	23.7	26.5	24.0
Mexique	13.8	13.6	13.4	14.6	15.0	15.3	15.4	16.4	14.9	15.4
Norvège	25.8	27.4	27.5	28.4	30.2	31.0	31.0	31.8	32.7	32.9
Nouvelle-Zélande	27.5	28.1	29.0	29.2	29.3	30.8	32.3	35.6	39.4	38.3
Pays-Bas	..	24.2	22.6	23.4	23.2	25.0	27.5	29.5	30.1	30.2
Pologne	10.2	10.9	11.3	11.4	11.9	12.6	14.2	15.7	16.9	17.9
Portugal	..	8.3	8.7	8.9	9.1	9.3	10.8	12.5	12.8	13.5
République tchèque	10.6	10.4	10.8	11.0	11.1	11.9	12.0	12.3	13.1	13.5
République slovaque	10.5	10.3	10.1	10.4	10.9	11.0	11.8	12.4	13.7	14.2
Royaume-Uni	22.7	23.7	24.8	25.7	26.1	26.9	28.0	29.2	29.6	30.5
Suède	27.5	28.0	28.7	30.1	31.6	32.6	33.4	34.5	29.6	30.5
Suisse	22.2	22.9	23.6	24.2	25.4	25.4	26.9	28.1	28.8	29.9
Turquie	7.6	7.5	8.1	8.3	8.4	9.1	9.7	9.1	9.7	10.4
Moyenne OCDE	20.8	20.7	21.2	21.8	22.7	23.4	24.3	25.4	26.0	26.8
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	7.8	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	54.0	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543722580131>

## Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 25-64 ans


En pourcentage de la population de cette classe d'âge

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537653060506>

## Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 25-34 ans

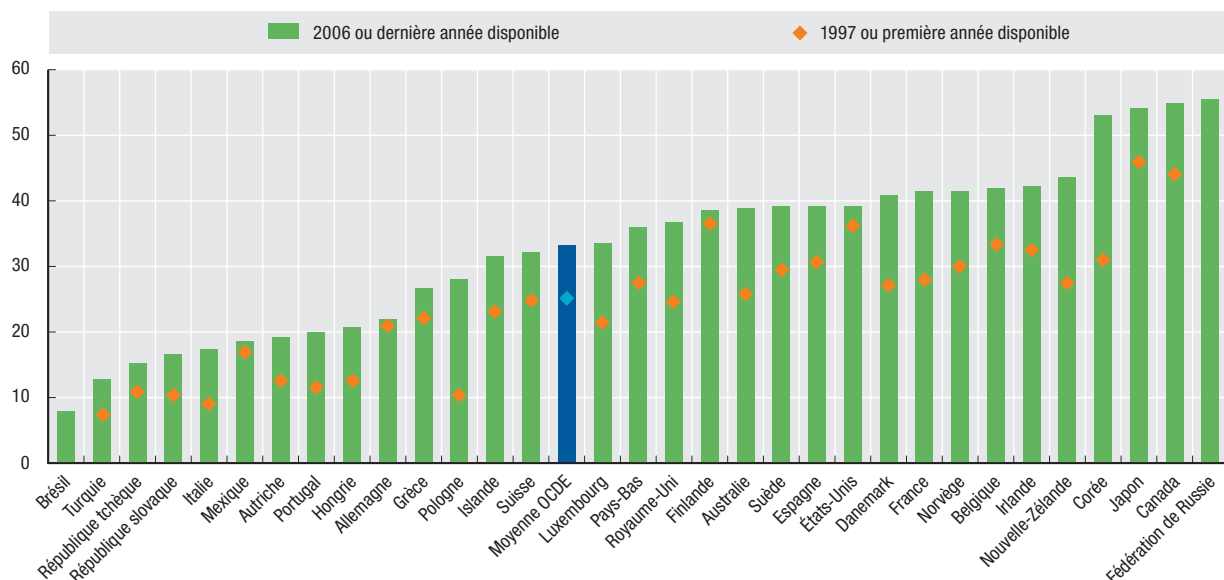

En pourcentage de la population de cette classe d'âge

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	21.0	21.5	21.5	22.3	21.8	21.7	21.8	22.9	22.5	22.0
Australie	25.7	28.1	29.0	31.4	33.5	35.8	36.3	36.2	38.1	38.8
Autriche	12.4	12.5	12.7	15.0	14.3	14.8	15.4	20.3	19.7	19.2
Belgique	33.1	33.8	34.4	36.0	37.5	37.6	38.9	40.7	40.6	41.9
Canada	44.1	45.5	46.8	48.3	50.5	51.2	52.8	53.3	53.8	54.8
Corée	30.9	33.8	34.8	36.9	39.2	41.2	46.6	49.1	51.0	53.0
Danemark	..	26.8	28.6	28.9	31.1	32.3	35.1	37.6	39.8	40.8
Espagne	30.3	32.0	33.5	34.1	35.5	36.7	37.5	38.1	39.7	39.2
États-Unis	35.7	36.2	37.4	38.1	39.1	39.3	38.7	39.0	39.2	39.2
Finlande	36.4	36.0	37.4	37.6	38.2	39.2	37.9	38.2	37.5	38.5
France	27.8	29.6	30.9	32.4	34.2	36.1	37.9	38.4	39.8	41.4
Grèce	22.3	23.7	23.9	23.6	23.3	23.4	23.7	25.3	25.4	26.7
Hongrie	12.4	13.9	13.7	14.7	14.8	15.0	16.8	18.9	19.6	20.7
Irlande	32.5	29.5	28.1	25.2	33.4	35.2	37.1	39.6	40.6	42.2
Islande	23.0	24.2	27.6	27.8	26.5	28.1	32.8	33.3	35.8	31.5
Italie	..	9.0	10.0	10.4	11.8	12.5	12.7	14.8	16.1	17.3
Japon	45.8	46.1	45.8	47.8	48.5	51.0	51.6	52.6	53.2	54.1
Luxembourg	..	..	21.2	22.9	23.4	22.6	18.8	32.4	37.0	33.5
Mexique	16.7	16.7	16.3	17.5	18.1	18.6	18.9	19.5	18.2	18.6
Norvège	29.9	32.8	34.7	34.9	37.9	39.7	39.8	39.2	40.9	41.5
Nouvelle-Zélande	27.5	27.8	28.4	29.3	30.2	31.6	34.6	39.5	44.0	43.6
Pays-Bas	..	27.5	25.1	26.6	26.5	28.3	32.1	34.5	35.4	36.0
Pologne	10.3	11.8	12.3	14.2	15.2	16.8	20.4	23.2	25.5	28.0
Portugal	..	11.5	12.2	13.0	14.0	15.0	16.3	18.6	19.1	20.0
République tchèque	10.9	10.5	10.9	11.2	11.3	12.3	12.1	13.0	14.2	15.2
République slovaque	10.4	11.3	11.1	11.2	11.9	11.9	13.2	14.3	16.3	16.6
Royaume-Uni	24.7	25.9	27.3	28.6	29.5	31.2	33.1	34.9	35.0	36.7
Suède	29.3	30.7	31.7	33.6	36.9	39.2	40.4	42.3	37.3	39.1
Suisse	24.7	25.0	25.9	25.6	25.6	26.7	29.2	30.4	31.0	32.2
Turquie	7.3	7.8	8.7	8.9	9.1	10.5	11.4	10.8	11.8	12.8
Moyenne OCDE	24.9	24.8	25.3	26.2	27.4	28.4	29.8	31.3	32.2	33.2
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	7.9	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	55.5	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543727046273>

## Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 25-34 ans


En pourcentage de la population de cette classe d'âge

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537653652078>

## Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 55-64 ans

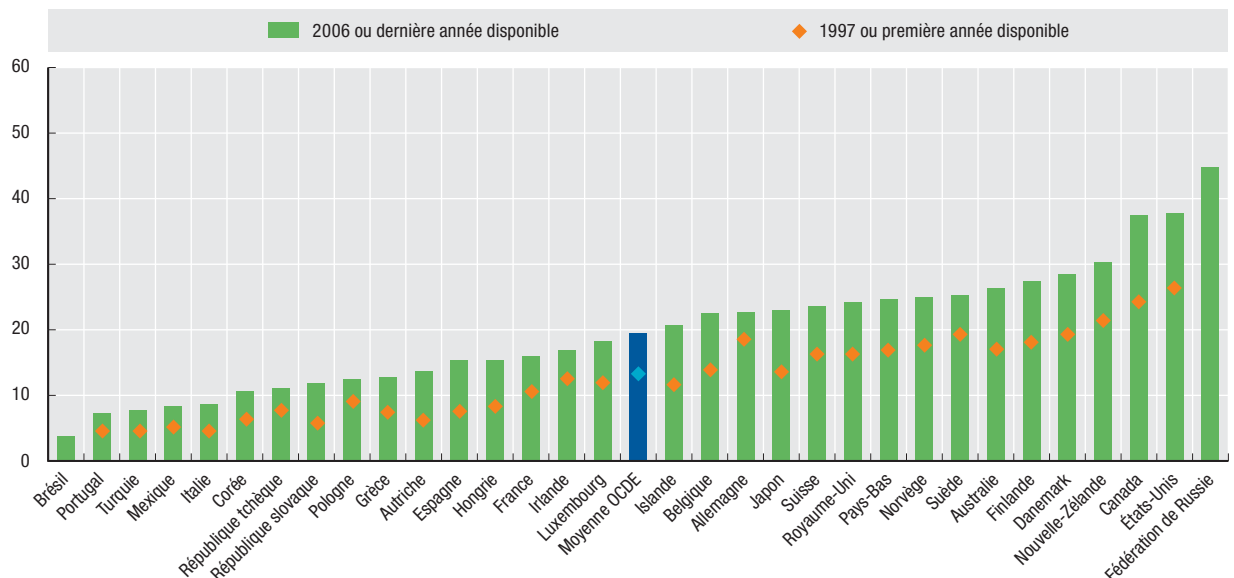
En pourcentage de la population de cette classe d'âge

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	18.4	19.3	19.4	20.2	20.2	20.6	21.6	22.8	22.9	22.7
Australie	17.1	17.0	17.5	19.1	21.1	22.5	23.3	23.0	23.8	26.3
Autriche	6.3	6.5	6.5	9.9	10.6	11.0	11.3	14.8	14.0	13.7
Belgique	13.7	13.8	15.7	16.8	17.1	18.2	18.9	20.0	21.9	22.5
Canada	24.3	25.7	27.4	28.3	30.1	32.1	33.8	34.5	36.3	37.4
Corée	6.5	8.3	8.5	8.6	8.9	9.1	9.5	9.7	10.0	10.6
Danemark	..	19.3	19.0	18.9	22.2	24.2	25.9	26.8	27.3	28.5
Espagne	7.6	8.1	8.7	9.7	10.3	10.5	11.0	12.4	14.5	15.3
États-Unis	26.2	27.2	28.0	29.7	30.6	33.2	34.7	36.2	36.9	37.7
Finlande	17.9	19.3	20.7	22.7	23.4	23.4	25.0	25.7	26.5	27.3
France	10.5	11.2	12.4	13.3	14.1	15.2	14.0	14.8	16.1	16.0
Grèce	7.5	7.8	8.1	8.3	8.8	10.1	11.2	12.2	11.9	12.7
Hongrie	8.5	10.2	11.2	11.8	11.5	12.6	13.8	14.4	14.6	15.4
Irlande	12.5	11.4	12.6	11.5	13.5	14.3	14.6	15.4	16.7	16.9
Islande	11.6	10.8	11.3	13.5	14.8	16.9	16.5	18.4	20.5	20.7
Italie	..	4.8	5.5	5.5	6.2	6.7	6.9	7.4	8.0	8.6
Japon	13.7	13.2	14.3	15.2	15.1	18.0	19.2	20.6	21.7	22.9
Luxembourg	..	..	12.0	13.0	13.5	14.4	10.2	15.8	18.6	18.2
Mexique	5.3	4.8	5.6	7.0	7.2	7.3	7.7	8.5	8.0	8.3
Norvège	17.5	18.9	18.8	20.4	21.5	21.7	21.7	23.2	24.0	24.9
Nouvelle-Zélande	21.4	22.6	23.6	23.0	22.0	25.0	25.9	29.1	32.0	30.3
Pays-Bas	..	16.9	16.9	17.7	17.4	19.6	21.9	24.0	24.4	24.6
Pologne	9.1	9.9	10.4	9.9	10.2	10.5	11.1	12.2	12.7	12.5
Portugal	..	4.7	4.5	4.7	4.9	4.6	5.6	6.7	7.4	7.3
République tchèque	7.9	8.5	9.4	9.1	9.3	10.6	10.3	10.2	10.7	11.1
République slovaque	6.1	6.7	6.9	7.8	8.6	8.6	8.9	9.3	10.5	11.8
Royaume-Uni	16.3	17.2	18.5	18.9	19.1	19.8	20.8	22.7	23.8	24.1
Suède	19.3	19.9	21.3	23.0	24.4	25.2	26.3	27.3	24.9	25.2
Suisse	16.5	18.0	17.8	18.3	20.2	21.3	22.0	22.1	22.1	23.5
Turquie	4.6	4.5	5.3	5.9	5.9	6.3	7.3	6.6	7.2	7.7
Moyenne OCDE	13.1	13.3	13.9	14.7	15.4	16.4	17.0	18.2	19.0	19.5
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	3.7	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	44.8	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543741054287>

## Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 55-64 ans

En pourcentage de la population de cette classe d'âge

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537657633882>



## ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'ÉDUCATION

Les décideurs doivent concilier la nécessité d'améliorer la qualité des services éducatifs et le souci d'élargir l'accès aux études, notamment dans l'enseignement supérieur. L'étude comparative de l'évolution des dépenses unitaires d'éducation montre que, dans de nombreux pays de l'OCDE, l'augmentation des effectifs, en particulier dans l'enseignement supérieur, n'est pas toujours allée de pair avec une modification des investissements dans l'éducation.

### Définition

Cet indicateur présente les dépenses publiques et privées au titre des établissements d'enseignement en fonction du nombre d'étudiants en équivalents temps plein inscrits dans ces établissements. Les subventions publiques destinées à financer les frais de subsistance des étudiants ont été exclues de cet indicateur afin d'assurer la comparabilité des données entre pays.

Les dépenses unitaires sont obtenues en divisant les dépenses totales au titre des établissements d'enseignement par le nombre d'étudiants en équivalents temps plein. Ne sont pris en compte que les établissements d'enseignement et les programmes d'études pour lesquels des données sur les effectifs et les dépenses sont disponibles.

### Tendances à long terme

En 2005, les dépenses d'enseignement supérieur par étudiant s'élevaient en moyenne, dans les pays de l'OCDE, à 11 512 USD sur la base des PPA. Cette moyenne occulte de grandes différences en matière de dépenses d'éducation à ce niveau, celles-ci allant de moins de 6 000 USD par étudiant dans deux pays (la Pologne et la République tchèque) à plus de 21 000 USD en Suisse et aux États-Unis. Les pays de l'OCDE où la plupart des activités de recherche et de développement sont menées par des établissements d'enseignement supérieur ont tendance à afficher des niveaux plus élevés de dépenses par étudiant que les pays où ces activités sont en grande partie réalisées par d'autres institutions publiques ou par l'industrie.

En moyenne, s'agissant des pays pour lesquels des données sont disponibles, les dépenses par étudiant ont augmenté de 11 % en valeur réelle entre 2000 et 2004. Malgré cette progression moyenne, ces dépenses ont cependant diminué dans certains pays, où elles n'ont pu suivre la progression de la population étudiante : la Belgique, le Brésil, l'Allemagne, la Hongrie, l'Irlande, les Pays-Bas et la Suède ont enregistré un recul des dépenses d'enseignement supérieur par étudiant entre 2000 et 2005. Dans tous ces pays à l'exception de la Belgique et de l'Allemagne, cette baisse est essentiellement due à une hausse rapide (10 % ou plus) des inscriptions dans le supérieur. Dans l'ensemble, 7 des 10 pays où la population étudiante a progressé de plus de 20 % entre 2000 et 2005 (République tchèque, Grèce, Islande, Mexique, Pologne, République slovaque et Suisse) ont augmenté leurs dépenses d'enseignement supérieur dans les mêmes proportions ou davantage au cours de cette période.

### Comparabilité

Les dépenses exprimées en monnaie nationale pour 2005 sont converties en USD sur la base des PPA. Le taux de change PPA est préféré au taux de change du marché, car celui-ci subit l'influence de nombreux facteurs (taux d'intérêt, politiques commerciales, prévisions de croissance économique, etc.) sans grand rapport avec le pouvoir d'achat relatif des monnaies dans les différents pays.

L'évolution des dépenses unitaires au titre des établissements d'enseignement repose sur des données concernant 1995 et 2005. Les chiffres de 1995 proviennent d'une étude spéciale mise à jour en 2007. Les pays de l'OCDE ont été invités à rassembler les données de 1995 en tenant compte des définitions et du champ couvert par le programme conjoint de collecte de données UNESCO-OCDE-Eurostat concernant l'éducation. Toutes les données sur les dépenses ont été ajustées en fonction du niveau des prix de 2005 sur la base du déflateur des prix du PIB.

### Source

- OCDE (2008), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus Publications analytiques

- OCDE (2005), *Enseignement supérieur : internationalisation et commerce*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Qualité et reconnaissance des diplômes de l'enseignement supérieur : Un défi international*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Analyse des politiques d'éducation : Regards sur l'enseignement supérieur*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Examens des politiques nationales d'éducation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Les grandes mutations qui transforment l'éducation – Édition 2008*, OCDE, Paris.

### Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts, normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris.
- Institut statistique de l'UNESCO, OCDE et Eurostat (2007), *UOE Data Collection – 2007 Data Collection on Education Systems: Definitions, Explanations and Instructions*, OCDE, Paris.

### Sites Internet

- Regards sur l'éducation de l'OCDE, [www.oecd.org/edu/eag2008](http://www.oecd.org/edu/eag2008).

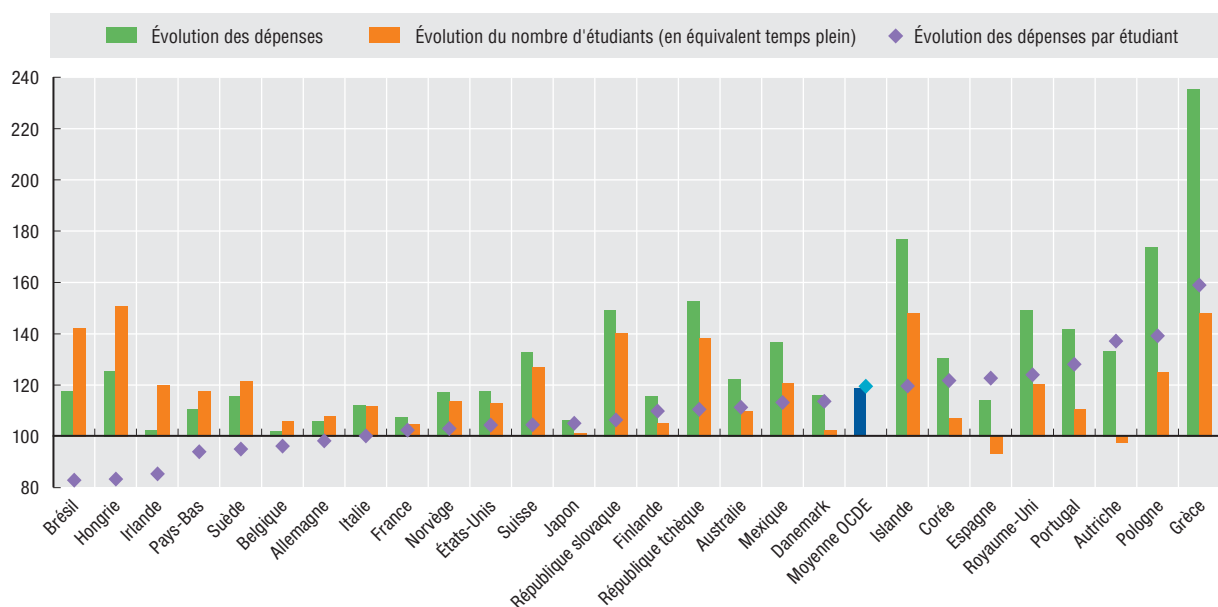
### Dépenses unitaires au titre des établissements d'enseignement pour tous les services et évolution des dépenses par rapport à différents facteurs


	Enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire						Enseignement tertiaire							
	Dépenses par étudiant prix constants de 2000 (dollars des EU)	Indice de variation, année 2000 = 100						Dépenses par étudiant prix constants de 2000 (dollars des EU)	Indice de variation, année 2000 = 100					
		Dépenses		Nombre d'étudiants		Dépenses par étudiant			Dépenses		Nombre d'étudiants		Dépenses par étudiant	
2005	1995	2005	1995	2005	1995	2005	2005	1995	2005	1995	2005	1995	2005	
Allemagne	7 039	94	99	97	98	97	102	12 446	95	106	104	108	91	98
Australie	7 142	74	113	94	103	79	109	14 579	91	122	83	110	110	111
Autriche	9 436	94	103	..	99	..	104	14 775	98	133	91	97	108	137
Belgique	7 306	..	107	..	112	..	96	11 960	..	102	..	106	..	96
Canada	7 837	106	116	..	101	..	115	20 156	75	117	..	..	..	..
Corée	5 638	..	149	107	98	..	152	7 606	..	130	68	107	..	122
Danemark	8 997	84	116	96	105	87	110	14 959	91	116	96	102	95	114
Espagne	6 411	99	108	119	94	84	115	10 089	72	114	100	93	72	123
États-Unis	9 769	80	108	87	109	100	129	24 370	70	118	92	113	77	104
Finlande	6 610	89	123	93	105	96	117	12 285	90	116	89	105	101	110
France	7 456	90	101	..	98	..	103	10 995	91	107	..	105	..	102
Grèce	5 493	64	128	107	99	60	129	6 130	66	236	68	148	97	159
Hongrie	4 027	100	147	105	93	95	158	6 244	74	126	58	151	128	83
Irlande	6 411	83	152	105	103	79	147	10 468	57	102	86	120	66	85
Islande	8 815	..	140	99	106	..	133	9 474	..	177	79	148	..	120
Italie	7 410	103	107	102	101	101	105	8 026	79	112	101	112	79	100
Japon	7 343	98	101	113	92	86	110	12 326	88	106	99	101	88	105
Luxembourg	15 930	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	2 025	81	125	93	106	87	118	6 402	77	137	77	121	101	113
Norvège	9 975	94	113	89	106	107	106	15 552	107	117	100	114	106	103
Nouvelle-Zélande	5 659	71	108	..	..	..	..	10 262	105	118	..	..	..	..
Pays-Bas	7 045	84	120	98	103	86	116	13 883	94	111	99	118	95	94
Pologne	3 165	70	112	110	88	64	128	5 593	59	174	55	125	107	139
Portugal	5 646	76	102	105	90	72	113	8 787	73	142	77	111	96	128
République slovaque	2 740	96	136	105	93	91	147	5 783	81	149	72	140	112	106
République tchèque	4 098	116	130	107	93	109	139	6 649	101	153	64	138	159	111
Royaume-Uni	6 888	87	140	..	..	..	..	13 506	98	149	89	118	110	126
Suède	7 861	81	113	86	102	94	112	15 946	81	116	83	121	98	95
Suisse	10 721	101	110	95	102	107	108	21 734	74	133	95	127	78	105
Moyenne OCDE	7 065	89	119	100	100	89	119	11 512	83	130	84	118	99	111
Bésil	1 287	82	141	85	102	96	139	9 994	78	118	79	142	98	83
Fédération de Russie	1 754	..	154	..	..	..	..	3 421	..	228	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543814127784>

### Variations dans les dépenses d'éducation tertiaire au titre des établissements d'enseignement

Année 2000 = 100, 2005



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537663801107>

## REVENUS RELATIFS DES DIPLÔMÉS

Les revenus relatifs des diplômés de l'enseignement supérieur représentent un indicateur clé des retombées financières des études. Le niveau auquel les barèmes de salaire des pays rémunèrent l'investissement dans les études supérieures peut aussi refléter des différences en termes d'offre de programmes éducatifs à divers niveaux (ou des difficultés d'accès à ces programmes).

### Définition

Les revenus relatifs des diplômés du supérieur sont indiqués en pourcentage de ceux des diplômés de l'enseignement secondaire ou postsecondaire non supérieur. L'enseignement supérieur comprend à la fois des programmes « de type A », essentiellement axés sur un enseignement théorique et conçus pour préparer à la recherche de haut niveau ou à des professions exigeant des compétences de haut niveau, et des programmes « de type B », à finalité professionnelle plus spécifique, qui préparent à entrer directement dans la vie active. Les profils de revenus relatifs sont fondés sur les salaires de la population de 25 à 64 ans.

### Tendances à long terme

Dans tous les pays, les diplômés de l'enseignement supérieur gagnent sensiblement plus que ceux qui n'ont qu'un diplôme de fin d'études secondaires et postsecondaires non supérieurs. Pour la population de 25 à 64 ans, l'avantage financier que procurent des études supérieures est particulièrement élevé en République tchèque, en Irlande, en Hongrie, en Pologne, au Portugal et aux États-Unis pour les femmes comme pour les hommes; en Finlande, en Italie et en Allemagne, les hommes ont un avantage salarial substantiel; en Corée et au Royaume-Uni, les femmes ayant fait des études supérieures gagnent sensiblement plus que celles qui ont le niveau du deuxième cycle du secondaire ou du postsecondaire non supérieur. En moyenne, dans l'ensemble des pays pour lesquels des données existent, l'avantage salarial moyen des diplômés de l'enseignement supérieur dépasse 50 % pour les hommes comme pour les femmes par rapport à ceux qui n'ont qu'un diplôme du deuxième cycle du secondaire ou du postsecondaire non supérieur.

Les tendances des revenus relatifs donnent une indication quant à l'offre et à la demande de diplômés du supérieur dans les différents pays. Une hausse de l'avantage salarial peut être considérée comme le signe d'une insuffisance de l'offre de diplômés de l'enseignement supérieur sur le marché du travail, tandis qu'une baisse pourrait correspondre à un excédent de cette offre. Une comparaison des tendances dans les pays pour lesquels les données sont disponibles pour 1997 ou 1998 et 2005 ou 2006 semble indiquer dans la plupart d'entre eux que la demande de diplômés de l'enseignement supérieur dépasse encore l'offre. On observe des hausses sensibles de cet avantage en Allemagne, en Hongrie, en Irlande et en Italie, aussi bien pour les hommes que pour les femmes.

### Comparabilité

Les niveaux d'éducation répondent aux définitions de la Classification internationale type de l'éducation (CITE-97). Pour une description des programmes d'enseignement, des niveaux d'études et de leur répartition pour chaque pays, voir le *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation*.

L'année est la période de référence des données relatives aux revenus pour l'Autriche, le Canada, la République tchèque, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, l'Italie, la Corée, le Luxembourg, la Norvège, le Portugal, l'Espagne, la Suède, la Turquie et les États-Unis. La durée de la période de référence est d'une semaine pour l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni; d'un mois pour la Belgique, la France, l'Allemagne, la Hongrie, la Pologne et la Suisse. Les revenus s'entendent avant impôt, à l'exception de la Belgique, de la Corée et de la Turquie, où ils s'entendent nets impôt. Les données concernant les revenus tirés d'un emploi à temps partiel sont exclues pour la République tchèque, la Hongrie, le Luxembourg et la Pologne, et celles relatives au travail en année partielle sont exclues pour la Hongrie, le Luxembourg et la Pologne.

### Source

- OCDE (2008), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Hansson, B. (2007), *Effects of Tertiary Expansion: Crowding-out effects and labour market matches for the higher educated*, Documents de travail de l'OCDE en éducation, n° 10, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *La gestion de la dette publique et les marchés des valeurs d'État au XXI<sup>e</sup> siècle*, OCDE, Paris.
- Oliveira Martins, J. et al. (2007), *The Policy Determinants of Investment in Tertiary Education*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 576, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris.


#### Sites Internet

- *Regards sur l'éducation* de l'OCDE, [www.oecd.org/edu/eag2008](http://www.oecd.org/edu/eag2008).

## Évolution des revenus des diplômés de l'enseignement tertiaire pour le groupe d'âge 25-64 ans

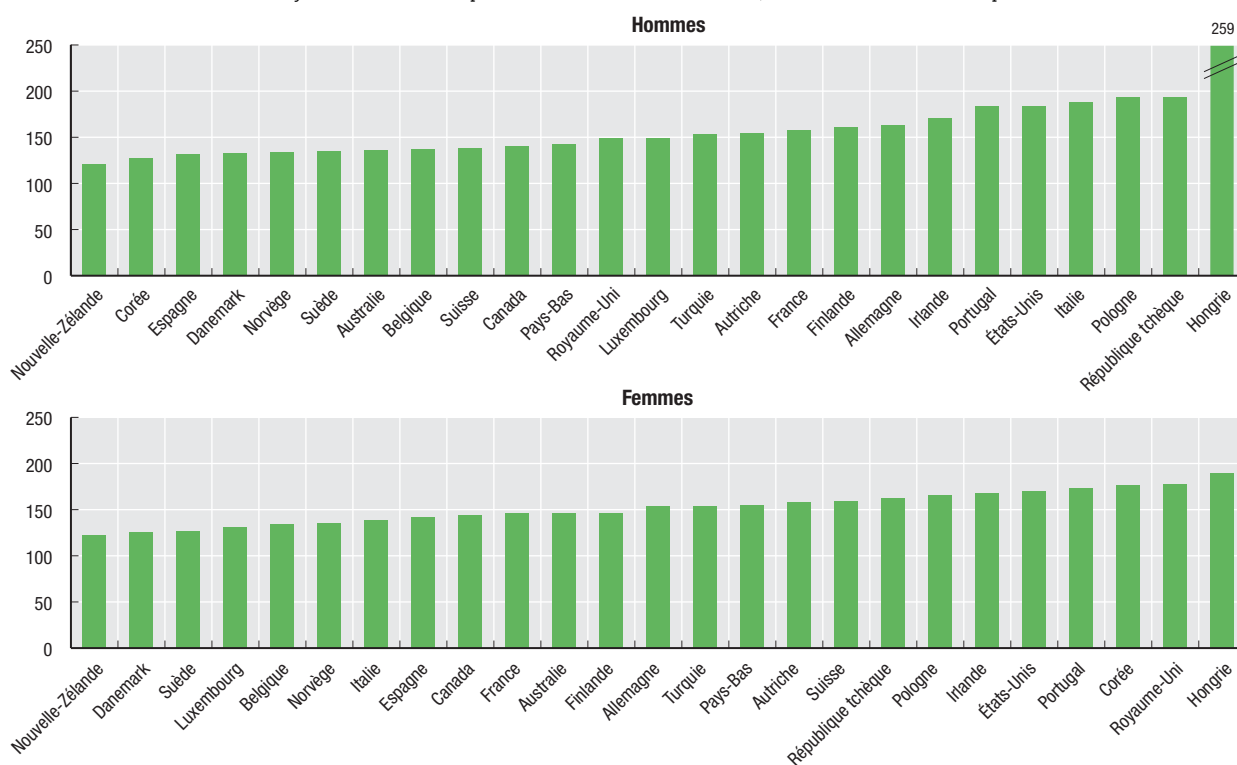
Deuxième cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire = 100

	Hommes							Femmes						
	1998	2000	2002	2003	2004	2005	2006	1998	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	126	141	140	150	149	151	163	128	137	137	145	148	151	153
Australie	..	..	..	..	..	136	..	..	..	..	..	..	146	..
Autriche	..	..	..	..	..	149	155	..	..	..	..	..	156	158
Belgique	..	128	132	132	137	137	..	..	132	139	132	134	134	..
Canada	143	151	143	143	140	140	..	147	145	141	144	144	144	..
Corée	132	..	..	127	..	..	..	141	..	..	176	..	..	..
Danemark	132	..	131	134	133	133	..	124	..	123	127	126	126	..
Espagne	152	..	..	..	132	..	..	137	..	..	..	141	..	..
États-Unis	176	178	178	177	179	183	183	163	164	165	167	166	167	170
Finlande	159	..	163	160	161	..	..	143	..	146	146	146	..	..
France	159	..	160	151	154	152	157	145	..	148	146	145	142	146
Hongrie	218	232	245	255	253	253	259	159	164	176	192	190	188	189
Irlande	131	138	141	..	171	..	..	145	163	153	..	168	..	..
Italie	138	143	162	..	188	..	..	115	137	147	..	138	..	..
Luxembourg	..	..	149	..	..	..	..	..	..	131	..	..	..	..
Norvège	133	..	138	129	140	134	..	136	..	140	130	142	135	..
Nouvelle-Zélande	137	130	..	132	136	140	120	129	136	..	132	133	135	123
Pays-Bas	..	..	143	..	..	..	..	..	..	155	..	..	..	..
Pologne	..	..	..	..	179	..	194	..	..	..	..	151	..	165
Portugal	178	..	..	..	182	183	..	171	..	..	..	177	173	..
République tchèque	178	..	..	..	193	190	194	170	..	..	..	160	161	163
Royaume-Uni	149	147	..	151	150	142	149	173	183	..	180	178	180	177
Suède	136	..	139	137	135	135	..	125	..	129	128	127	126	..
Suisse	135	139	136	136	142	140	138	145	150	151	153	160	149	159
Turquie	..	..	..	..	139	153	..	..	..	..	..	164	154	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543823314178>

## Revenus relatifs des diplômés de l'enseignement tertiaire pour le groupe d'âge 25-64 ans

Deuxième cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire = 100, 2006 ou dernière année disponible



## DÉPENSES PUBLIQUES ET PRIVÉES DANS L'ÉDUCATION TERTIAIRE

La question du partage des coûts entre les acteurs du système éducatif et la société dans son ensemble est au cœur des débats dans de nombreux pays. Elle se pose avec une acuité particulière dans l'éducation préprimaire et dans l'enseignement supérieur, qui donnent moins souvent lieu à un financement public intégral ou quasi intégral. Face à l'apparition de nouveaux groupes de clients et à un éventail plus large de programmes éducatifs, proposés par des prestataires toujours plus nombreux, les pouvoirs publics établissent de nouveaux partenariats afin de mobiliser les ressources nécessaires et partager plus équitablement les coûts et les avantages.

### Définition

Les pouvoirs publics peuvent allouer directement des fonds aux établissements d'enseignement ou les utiliser pour allouer des subventions à des entités privées à des fins d'enseignement.

### Tendances à long terme

Les établissements d'enseignement sont toujours financés principalement par des fonds publics : 86 % de l'ensemble des fonds destinés aux établissements d'enseignement dans les pays de l'OCDE proviennent directement de sources publiques. Dans l'enseignement supérieur, la part des financements publics s'élevait à 73 % environ dans l'OCDE en 2005. La part des dépenses consacrées à l'enseignement supérieur prise en charge par les particuliers, les entreprises et d'autres sources privées, y compris des versements privés subventionnés, représentait moins de 5 % au Danemark, en Finlande et en Grèce, mais plus de 40 % en Australie, au Canada, au Japon, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis, et plus de 75 % en Corée.

Cependant, la proportion des financements privés dans l'enseignement supérieur, déjà importante, continue d'augmenter. En moyenne, dans les 18 pays de l'OCDE pour lesquels des données tendanciennes sont disponibles, le pourcentage des fonds publics dans l'enseignement supérieur est passé de 79 % en 1995 à 73 % en 2005. Dans plus de la moitié des pays pour lesquels on dispose de données comparables pour 1995 et 2005, la part des dépenses privées a augmenté de 3 points de pourcentage ou plus. Cette hausse dépasse 9 points de pourcentage en Australie, en Italie, au Portugal, en Slovaquie et au Royaume-Uni. Seules la République tchèque et l'Irlande – et, dans une moindre mesure, l'Espagne – enregistrent une baisse notable du pourcentage des fonds privés alloués aux établissements d'enseignement supérieur.

Dans l'enseignement supérieur, les hausses des dépenses privées affectées aux établissements sont généralement allées de pair (en valeur réelle) avec celles des dépenses publiques, de même que pour tous les niveaux d'études réunis. Les investissements publics dans l'enseignement supérieur se sont accrues dans l'ensemble des pays de l'OCDE pour lesquels des données existent entre 2000 et 2005. En particulier, dans huit des onze pays de l'OCDE enregistrant les plus fortes hausses des dépenses publiques dans le supérieur, les droits d'inscription sont nuls ou peu élevés dans les établissements et le taux de diplômés du supérieur est relativement faible. À l'inverse, en Corée, au Royaume-Uni et aux États-Unis, où les dépenses publiques ont également augmenté sensiblement, les financements privés dans le supérieur sont plus importants.

Toutes les dépenses consacrées aux biens et services éducatifs ne relèvent pas des établissements d'enseignement. Par exemple, les familles peuvent acheter des manuels et matériels scolaires dans le commerce, ou recourir aux services de professeurs particuliers. Au niveau de l'enseignement supérieur, les frais de subsistance et le manque à gagner des étudiants peuvent aussi représenter une part importante du coût des études. Toutes ces dépenses consenties en dehors des établissements, même si elles sont subventionnées avec des fonds publics, sont exclues de cet indicateur.

### Comparabilité

Le choix de la définition assez vaste des établissements d'enseignement donnée ci-dessus est dicté par le souci de prendre en compte les dépenses consacrées à des services similaires fournis dans certains pays de l'OCDE par des écoles et des universités et, dans d'autres, par des structures autres que les établissements d'enseignement, et de permettre leur comparaison. En outre, afin de garantir la comparabilité des données dans le temps, les chiffres relatifs aux dépenses pour 1995 et 2000 ont été obtenus au moyen d'une étude spéciale mise à jour en 2007 dans le cadre de laquelle les dépenses de 1995 et 2000 ont été ajustées en fonction des méthodes et définitions employées lors de la collecte de données en cours.

### Source

- OCDE (2008), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2006), *L'école de demain – Repenser l'enseignement : Des scénarios pour agir*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Petite enfance, grands défis II : Éducation et structures d'accueil*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Élèves présentant des déficiences, des difficultés et des désavantages sociaux : Politiques, statistiques et indicateurs – Édition 2007*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts, normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris.
- Institut statistique de l'UNESCO, OCDE et Eurostat (2008), *UOE Data Collection – 2008 Data Collection on Education Systems: Definitions, Explanations and Instructions*, OCDE, Paris.

#### Sites Internet

- Regards sur l'éducation de l'OCDE, [www.oecd.org/edu/eag2008](http://www.oecd.org/edu/eag2008).



## Tendances des proportions relatives des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement de l'éducation tertiaire

Pourcentage

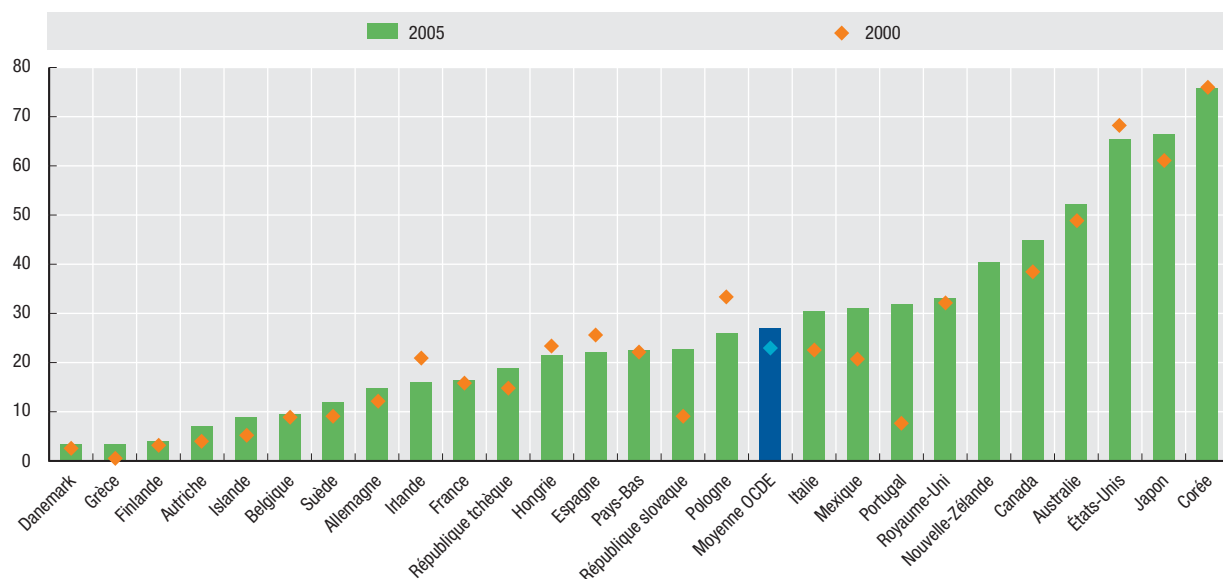

Année 2000 = 100

	Part des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement							Indice de variation des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement						
	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	89.2	88.2	..	..	..	..	85.3	96	100	..	..	..	..	102
Australie	64.8	51.0	51.3	48.7	48.0	47.2	47.8	115	100	103	105	107	111	115
Autriche	96.1	96.3	94.6	91.6	92.7	93.7	92.9	97	100	112	103	109	119	129
Belgique	..	91.5	89.5	86.1	86.7	90.4	90.6	..	100	99	98	97	99	101
Canada	56.6	61.0	58.6	56.4	..	55.1	..	69	100	102	98	..	105	..
Corée	..	23.3	15.9	14.9	23.2	21.0	24.3	..	100	74	68	127	109	136
Danemark	99.4	97.6	97.8	97.9	96.7	96.7	96.7	93	100	117	123	113	120	115
Espagne	74.4	74.4	75.5	76.3	76.9	75.9	77.9	72	100	107	111	117	119	119
États-Unis	37.4	31.1	38.1	39.5	38.3	35.4	34.7	85	100	110	119	130	131	132
Finlande	97.8	97.2	96.5	96.3	96.4	96.3	96.1	91	100	100	104	108	114	114
France	85.3	84.4	83.8	83.8	83.8	83.8	83.6	93	100	101	103	104	105	106
Grèce	..	99.7	99.6	99.6	97.9	97.9	96.7	63	100	136	154	194	196	228
Hongrie	80.3	76.7	77.6	78.7	78.5	79.0	78.5	78	100	109	124	140	122	129
Irlande	69.7	79.2	84.7	85.8	83.8	82.6	84.0	50	100	100	103	98	102	109
Islande	..	94.9	95.0	95.6	88.7	90.9	91.2	..	100	105	127	133	153	170
Italie	82.9	77.5	77.8	78.6	72.1	69.4	69.6	85	100	107	111	100	101	100
Japon	35.1	38.5	36.3	35.3	36.6	36.6	33.7	80	100	94	94	101	102	93
Mexique	77.4	79.4	70.4	71.0	69.1	68.9	69.0	75	100	84	119	113	113	119
Norvège	93.7	96.3	..	96.3	96.7	..	..	107	100	105	117	122	124	117
Nouvelle-Zélande	..	..	..	62.5	61.5	60.8	59.7	105	100	105	111	116	112	118
Pays-Bas	80.6	78.2	78.2	78.8	78.6	77.6	77.6	97	100	103	105	105	107	110
Pologne	..	66.6	66.9	69.7	69.0	72.9	74.0	89	100	117	148	151	180	193
Portugal	96.5	92.5	92.3	91.3	91.5	86.0	68.1	76	100	107	99	109	89	101
République slovaque	95.4	91.2	93.3	85.2	86.2	81.3	77.3	85	100	109	111	126	150	127
République tchèque	71.5	85.4	85.3	87.5	83.3	84.7	81.2	86	100	108	122	138	145	147
Royaume-Uni	80.0	67.7	71.0	72.0	70.2	69.6	66.9	116	100	113	123	122	123	148
Suède	93.6	91.3	91.0	90.0	89.0	88.4	88.2	84	100	102	107	111	113	111
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	74	100	112	124	131	131	133
Turquie	96.3	95.4	94.6	90.1	95.2	90.0	..	56	100	95	106	113	106	..
Moyenne OCDE	78.7	77.1	77.5	77.0	76.0	74.9	73.0	86	100	107	115	121	124	128
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	78.1	100	100	102	109	101	118
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	100	120	143	171	175	228

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/543832584383>

## Part des dépenses privées au titre des établissements d'enseignement de l'éducation tertiaire

Pourcentage

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537714563870>

## DÉPENSES AU TITRE DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

Les dépenses d'éducation sont un investissement qui peut favoriser la croissance économique, améliorer la productivité, contribuer à l'épanouissement personnel et au développement social et réduire les inégalités au sein de la société. La part des ressources financières totales qui est consacrée à l'éducation est le résultat d'un choix fondamental fait dans chaque pays par les gouvernements, les entreprises, les étudiants et leurs familles.

### Définition

Cet indicateur porte sur les dépenses au titre des établissements scolaires, des universités et autres établissements publics et privés jouant un rôle dans la fourniture ou l'accompagnement des services éducatifs. Les dépenses au titre des établissements ne se limitent pas à celles qui sont affectées aux services d'enseignement proprement dits mais englobent également les dépenses publiques et privées allouées aux services auxiliaires destinés aux élèves/étudiants et à leur famille, lorsque ces services sont assurés par l'intermédiaire des établissements d'enseignement. Dans le supérieur, les dépenses de recherche et développement peuvent elles aussi être considérables et sont comptabilisées dans cet indicateur pour autant que les recherches soient effectuées par des établissements d'enseignement.

### En bref

En 2005, si l'on tient compte des sources de financement à la fois publiques et privées, les pays de l'OCDE dans leur ensemble ont affecté 6.1 % de leur PIB collectif aux établissements d'enseignement au niveau préprimaire, primaire, secondaire et supérieur. Les dépenses les plus élevées au titre des établissements d'enseignement s'observent en Corée, au Danemark, aux États-Unis et en Islande, où les dépenses publiques et privées à ce titre représentent au moins 7 % du PIB, puis au Mexique et en Nouvelle-Zélande où ces dépenses entrent pour plus de 6.5 % du PIB. Parmi les 30 pays pour lesquels on dispose de données, neuf affectent moins de 5 % de leur PIB aux établissements d'enseignement; en Grèce et dans la Fédération de Russie, cette proportion est respectivement de 4.2 et 3.8 %.

Près d'un tiers de l'ensemble des dépenses des pays de l'OCDE au titre des établissements d'enseignement est affecté à l'enseignement supérieur. À ce niveau, les filières proposées aux étudiants, la durée des cursus et l'organisation de l'enseignement varient considérablement dans la zone de l'OCDE selon les pays, ce qui se traduit par des différences sensibles dans les dépenses allouées à l'enseignement supérieur. D'un côté, le Canada, la Corée et les États-Unis affectent entre 2.4 et 2.9 % de leur PIB aux établissements d'enseignement supérieur. La Corée et les États-Unis sont également les pays où la proportion des dépenses privées au titre de l'enseignement supérieur est la plus élevée. De l'autre, la part du PIB affectée aux établissements d'enseignement supérieur en Belgique, en France, en Islande, au Mexique, au Portugal, au Royaume-Uni et en Suisse est inférieure à la moyenne de l'OCDE; ces pays figurent parmi ceux de l'OCDE où la proportion du PIB allouée à l'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire non supérieur dépasse la moyenne de l'OCDE.

En principe, les dépenses publiques comprennent les subventions publiques aux ménages au titre des établissements d'enseignement et les dépenses directes affectées aux établissements d'enseignement émanant de sources internationales, et par conséquent les dépenses privées sont nettes des subventions publiques imputables aux établissements d'enseignement. Toutefois, sont exclues, les subventions publiques au titre des dépenses d'éducation effectuées en dehors des établissements d'enseignement (manuels achetés par les familles, le tutorat privé mis en place pour les élèves/étudiants, les frais de subsistance des étudiants/des élèves). Dans l'enseignement supérieur, les frais de subsistance et le manque à gagner des étudiants peuvent également représenter une part non négligeable du coût de l'éducation.

### Comparabilité

La définition générale des établissements présentée plus haut permet de considérer sur une base comparable les dépenses au titre des services qui dans certains pays de l'OCDE sont assurés par les établissements scolaires et les universités et dans d'autres par des organisations autres que les établissements scolaires.

### Source

- OCDE (2008), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2006), *L'école de demain – Repenser l'enseignement : Des scénarios pour agir*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Petite enfance, grands défis II : Éducation et structures d'accueil*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Élèves présentant des déficiences, des difficultés et des désavantages sociaux: Politiques, statistiques et indicateurs – Édition 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Les grandes mutations qui transforment l'éducation – Édition 2008*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts normes, définitions et classifications*, OCDE, Paris.
- Institut statistique de l'UNESCO, OCDE et Eurostat (2008), *UOE Data Collection – 2008 Data Collection on Education Systems: Definitions, Explanations and Instructions*, OCDE, Paris.


#### Sites Internet

- Regards sur l'éducation de l'OCDE, [www.oecd.org/edu/eag2008](http://www.oecd.org/edu/eag2008).

## Dépenses au titre des établissements d'enseignement

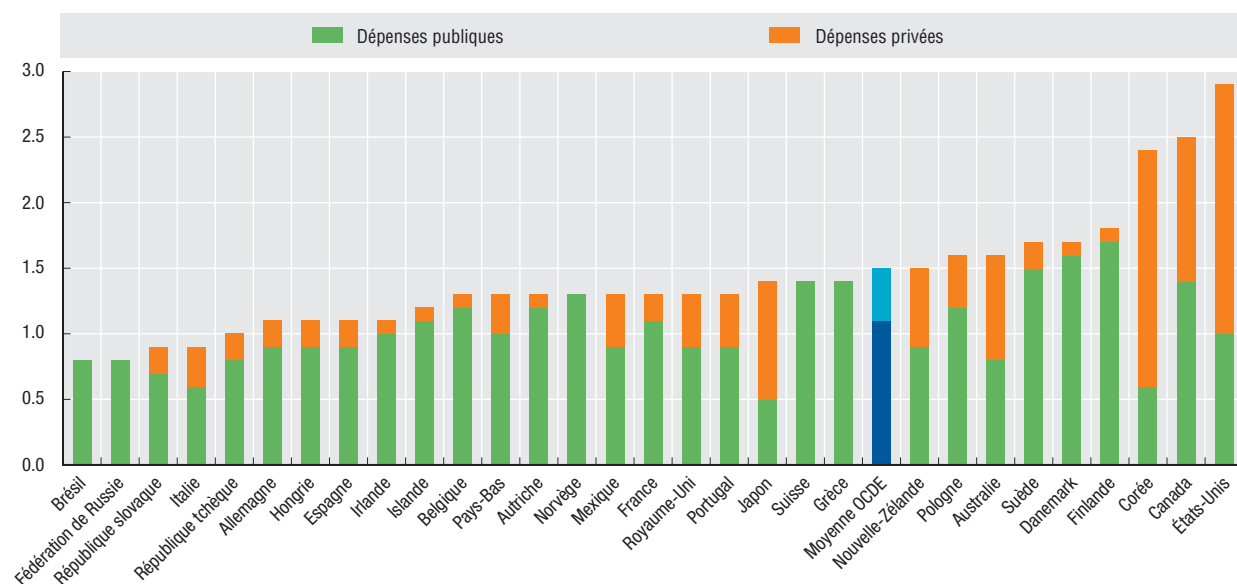

En pourcentage du PIB, 2005

	Niveaux primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire			Enseignement du niveau tertiaire			Tous les niveaux d'éducation		
	Publiques	Privées	Totales	Publiques	Privées	Totales	Publiques	Privées	Totales
Allemagne	2.8	0.6	3.4	0.9	0.2	1.1	4.2	0.9	5.1
Australie	3.4	0.7	4.1	0.8	0.8	1.6	4.3	1.5	5.8
Autriche	3.5	0.2	3.7	1.2	0.1	1.3	5.2	0.4	5.5
Belgique	3.9	0.2	4.1	1.2	0.1	1.2	5.8	0.2	6.0
Canada	3.2	0.4	3.6	1.4	1.1	2.6	4.7	1.5	6.2
Corée	3.4	0.9	4.3	0.6	1.8	2.4	4.3	2.9	7.2
Danemark	4.4	0.1	4.5	1.6	0.1	1.7	6.8	0.6	7.4
Espagne	2.7	0.2	2.9	0.9	0.2	1.1	4.1	0.5	4.6
États-Unis	3.5	0.3	3.8	1.0	1.9	2.9	4.8	2.3	7.1
Finlande	3.8	..	3.9	1.7	0.1	1.7	5.9	0.1	6.0
France	3.8	0.2	4.0	1.1	0.2	1.3	5.6	0.5	6.0
Grèce	2.5	0.2	2.7	1.4	..	1.5	4.0	0.3	4.2
Hongrie	3.3	0.2	3.4	0.9	0.2	1.1	5.1	0.5	5.6
Irlande	3.3	0.1	3.4	1.0	0.1	1.2	4.3	0.3	4.6
Islande	5.2	0.2	5.4	1.1	0.1	1.2	7.2	0.7	8.0
Italie	3.2	0.1	3.3	0.6	0.3	0.9	4.3	0.4	4.7
Japon	2.6	0.3	2.9	0.5	0.9	1.4	3.4	1.5	4.9
Luxembourg	3.7	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	3.7	0.7	4.4	0.9	0.4	1.3	5.3	1.2	6.5
Norvège	3.8	..	..	1.3	..	..	5.7	..	..
Nouvelle-Zélande	4.0	0.7	4.7	0.9	0.6	1.5	5.2	1.4	6.7
Pays-Bas	3.3	0.1	3.4	1.0	0.3	1.3	4.6	0.4	5.0
Pologne	3.7	0.1	3.7	1.2	0.4	1.6	5.4	0.6	5.9
Portugal	3.8	..	3.8	0.9	0.4	1.4	5.3	0.4	5.7
République slovaque	2.5	0.4	2.9	0.7	0.2	0.9	3.7	0.7	4.4
République tchèque	2.7	0.3	3.0	0.8	0.2	1.0	4.1	0.6	4.6
Royaume-Uni	3.8	0.8	4.6	0.9	0.4	1.3	5.0	1.2	6.2
Suède	4.2	..	4.2	1.5	0.2	1.6	6.2	0.2	6.4
Suisse	3.9	0.5	4.4	1.4	..	..	5.6	..	..
Moyenne OCDE	3.5	0.3	3.8	1.1	0.4	1.5	5.0	0.8	5.8
Total OCDE	3.3	0.4	3.7	0.9	1.0	2.0	4.6	1.5	6.1
Brésil	3.3	..	..	0.8	..	..	4.4	..	..
Fédération de Russie	1.9	..	..	0.8	..	..	3.8	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544004708745>

## Dépenses au titre des établissements d'enseignement dans l'enseignement tertiaire

En pourcentage du PIB, 2005

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537761757078>







## **FINANCES PUBLIQUES**

### **DÉFICITS ET DETTE PUBLICS**

DÉFICITS PUBLICS

DETTE PUBLIQUE

### **DÉPENSES PUBLIQUES**

DÉPENSES DE SANTÉ

DÉPENSES SOCIALES

DÉPENSES DE MAINTIEN DE L'ORDRE ET DE DÉFENSE

### **SOUTIENS ET AIDE**

ESTIMATIONS DU SOUTIEN À L'AGRICULTURE

CONCOURS PUBLICS À LA PÊCHE

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

### **FISCALITÉ**

RECETTES FISCALES TOTALES

IMPÔTS APPLICABLES AU SALARIÉ MOYEN



## DÉFICITS PUBLICS

Les déficits (ou les excédents) des administrations publiques sont généralement estimés à l'aide des chiffres relatifs au besoin de financement (ou à la capacité de financement) du secteur des administrations publiques qui figurent dans les comptes nationaux. Alors que la plupart des pays de l'OCDE affichaient des déficits entre 1991 et 2005, la moitié d'entre eux ont enregistré un excédent en 2007. Les déficits publics doivent être financés par emprunt auprès des agents économiques résidents ou à l'étranger.

### Définition

Le besoin/la capacité de financement des administrations publiques est le solde des comptes non financiers (selon le Système de comptabilité nationale de 1993). Il correspond aussi à la différence entre le total des recettes et le total des dépenses des administrations publiques, y compris les dépenses en capital (en particulier la formation brute de capital fixe). Les principales recettes des administrations publiques sont les rentrées d'impôts, les cotisations sociales, les dividendes et les autres revenus de la propriété. Leurs principaux postes de dépenses résident dans la rémunération des fonctionnaires, les prestations sociales, les intérêts payés au titre de la dette publique, les subventions et la formation brute de capital fixe. Un chiffre négatif représente un déficit.

Les données figurant dans le tableau ont été établies dans l'optique des comptes nationaux, de sorte que ces chiffres

peuvent différer de ceux notifiés à la Commission européenne dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs (PDE) pour certains pays de l'UE et pour certaines années.

### Comparabilité

Les données figurant dans le tableau sont fondées sur le Système de comptabilité nationale de 1993 ou sur le Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC) de 1995, de sorte que tous les pays utilisent un ensemble commun de définitions. Dans plusieurs pays de l'OCDE, les comptes de 2000, 2001 ou 2002 ont été affectés par la vente de licences de téléphonie mobile, qui a été enregistrée dans les comptes nationaux comme une dépense négative (la vente d'un actif) et a donc réduit d'autant le déficit. Pour assurer la cohérence de ces statistiques avec les chiffres officiels des comptes nationaux, des opérations ponctuelles de grande ampleur précédemment exclues ont été réintégrées dans les données (pour l'Allemagne et les Pays-Bas en 1995, et pour le Japon en 1998).

Les données relatives au Brésil sont calculées comme le total des créances sur les administrations publiques, à partir des statistiques sur la situation monétaire.

### Tendances à long terme

Les déficits publics sont sensibles au cycle économique ainsi qu'aux politiques fiscales et de dépenses publiques. Pour l'ensemble de la zone OCDE, les déficits en pourcentage du PIB ont atteint un point culminant en 1993, mais ils ont ensuite diminué régulièrement au cours des six années suivantes (exception faite de la forte augmentation ponctuelle observée au Japon en 1998) et se sont transformés en excédent (capacité de financement) au sommet du cycle économique en 2000. Les soldes budgétaires n'ont ensuite cessé de se dégrader, si bien que le ratio déficit/PIB atteignait un niveau élevé en 2003 dans la plupart des grands pays membres, à savoir en Allemagne, aux États-Unis, en France, au Royaume-Uni et, surtout, au Japon. Entre 2004 et 2006, le déficit exprimé en pourcentage du PIB a diminué dans la plupart des pays, à l'exception de la Hongrie, de l'Italie, du Portugal et de la République slovaque. En 2007, la majorité des pays ont amélioré leur situation budgétaire. Néanmoins, en Belgique, aux États-Unis, en France, en Grèce, au Japon et au Royaume-Uni, les déficits se sont creusés.

À l'approche de la création de l'Union économique et monétaire, les pays de l'UE qui devaient adopter l'euro ont mené des politiques budgétaires visant à alléger les déficits publics. Des politiques de réduction du déficit ont aussi été mises en œuvre, avec succès, dans plusieurs autres pays, notamment en Nouvelle-Zélande depuis 1994, et en Australie, au Danemark, en Finlande et en Suède depuis 1998. La Corée est le seul pays qui ait enregistré des soldes budgétaires positifs tout au long de la période considérée, même si la Norvège a dégagé un excédent la plupart des années depuis 1990.

### Source

- OCDE (2008), *Perspectives économiques de l'OCDE* : novembre n° 84 – Volume 2008-2, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2008), *Revue économique de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2008), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2008), *OECD Glossary of Statistical Terms*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Comptes nationaux annuels*.
- Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

#### Sites Internet

- OCDE, Sources et méthodes des Perspectives économiques, [www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).

## Besoin/capacité de financement des administrations publiques

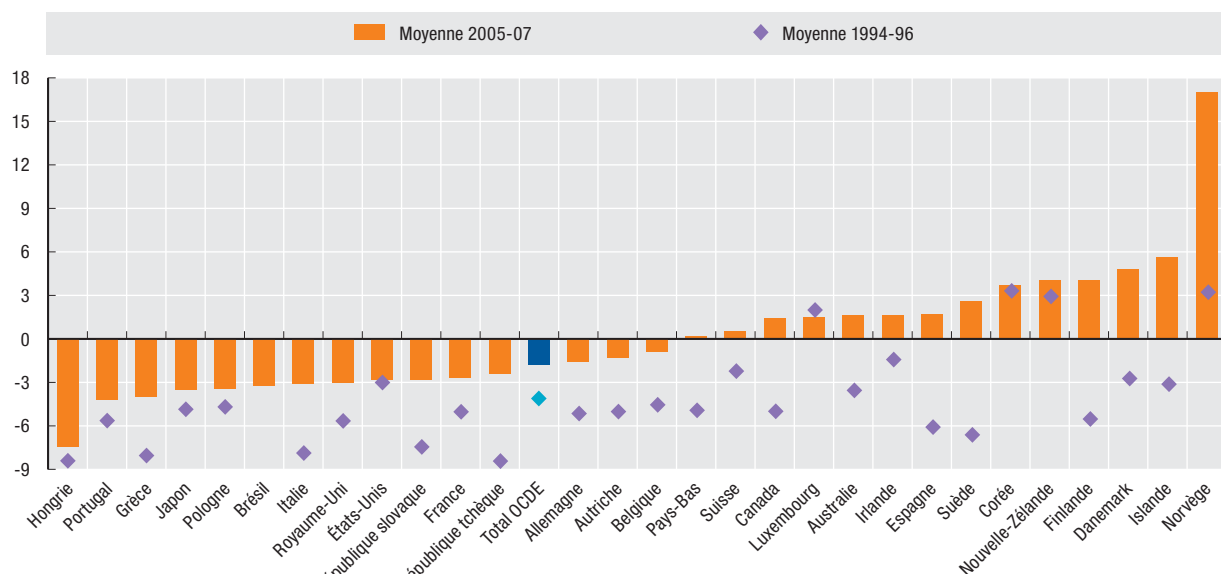

En pourcentage du PIB

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	-2.3	-9.7	-3.3	-2.6	-2.2	-1.5	1.3	-2.8	-3.6	-4.0	-3.8	-3.3	-1.5	0.1
Australie	-4.5	-3.7	-2.4	-0.7	1.6	2.0	0.9	-0.1	1.3	1.8	1.1	1.5	1.5	1.6
Autriche	-4.9	-5.9	-4.1	-1.9	-2.5	-2.4	-1.9	-0.2	-0.9	-1.6	-4.5	-1.6	-1.7	-0.5
Belgique	-5.1	-4.5	-4.0	-2.2	-0.9	-0.6	0.0	0.4	-0.1	-0.1	-0.3	-2.7	0.3	-0.3
Canada	-6.7	-5.3	-2.8	0.2	0.1	1.6	2.9	0.7	-0.1	-0.1	0.9	1.5	1.3	1.4
Corée	2.9	3.8	3.4	3.3	1.6	2.7	5.4	4.6	5.4	0.4	2.5	3.0	3.6	4.5
Danemark	-3.3	-2.9	-1.9	-0.5	0.0	1.4	2.3	1.2	0.2	-0.1	1.9	5.1	5.0	4.4
Espagne	-6.8	-6.5	-4.9	-3.4	-3.2	-1.4	-1.0	-0.7	-0.5	-0.2	-0.4	1.0	2.0	2.2
États-Unis	-3.6	-3.1	-2.2	-0.8	0.4	0.9	1.6	-0.4	-3.8	-4.8	-4.4	-3.3	-2.2	-2.9
Finlande	-6.7	-6.2	-3.5	-1.2	1.7	1.6	6.9	5.0	4.2	2.4	2.2	2.7	4.0	5.3
France	-5.5	-5.5	-4.0	-3.3	-2.6	-1.8	-1.5	-1.6	-3.2	-4.1	-3.6	-3.0	-2.4	-2.7
Grèce	-8.3	-9.1	-6.6	-5.9	-3.8	-3.1	-3.7	-4.4	-4.8	-5.8	-7.4	-5.2	-3.1	-3.7
Hongrie	-11.4	-7.7	-6.0	-7.4	-8.4	-5.3	-2.9	-4.1	-9.0	-7.2	-6.4	-7.8	-9.3	-5.0
Irlande	-2.0	-2.1	-0.1	1.4	2.3	2.6	4.7	1.0	-0.3	0.5	1.4	1.7	3.0	0.2
Islande	-4.7	-3.0	-1.6	0.0	-0.4	1.1	1.7	-0.7	-2.6	-2.8	0.0	4.9	6.3	5.5
Italie	-9.1	-7.4	-7.0	-2.7	-3.1	-1.8	-0.9	-3.1	-3.0	-3.5	-3.6	-4.4	-3.4	-1.5
Japon	-4.2	-5.1	-5.1	-4.0	-11.2	-7.4	-7.6	-6.3	-8.0	-7.9	-6.2	-6.7	-1.4	-2.4
Luxembourg	2.5	2.4	1.2	3.7	3.3	3.4	6.0	6.1	2.1	0.5	-1.2	-0.1	1.3	3.2
Norvège	0.3	3.2	6.3	7.6	3.3	6.0	15.4	13.3	9.2	7.3	11.1	15.1	18.5	17.4
Nouvelle-Zélande	3.1	2.9	2.9	1.7	0.1	-0.2	1.6	2.1	3.2	3.8	4.3	4.5	3.7	3.7
Pays-Bas	-3.5	-9.2	-1.9	-1.2	-0.9	0.4	2.0	-0.3	-2.1	-3.2	-1.8	-0.3	0.6	0.3
Pologne	..	-4.4	-4.9	-4.6	-4.3	-2.3	-3.0	-5.1	-5.0	-6.3	-5.7	-4.3	-3.8	-2.0
Portugal	-7.2	-5.0	-4.5	-3.5	-3.4	-2.8	-3.0	-4.3	-2.9	-3.0	-3.4	-6.1	-3.9	-2.7
République tchèque	..	-13.4	-3.3	-3.8	-5.0	-3.7	-3.7	-5.7	-6.8	-6.6	-2.9	-3.6	-2.7	-1.0
République slovaque	-8.8	-3.4	-9.9	-6.3	-5.3	-7.4	-12.3	-6.5	-8.2	-2.7	-2.3	-2.8	-3.5	-2.0
Royaume-Uni	-6.8	-5.8	-4.2	-2.2	-0.1	0.9	3.7	0.6	-2.0	-3.7	-3.7	-3.3	-2.7	-2.8
Suède	-9.1	-7.3	-3.3	-1.6	1.2	1.2	3.7	1.7	-1.4	-1.2	0.6	2.1	2.2	3.5
Suisse	-2.8	-2.0	-1.8	-2.8	-1.9	-0.5	0.1	-0.1	-1.2	-1.7	-1.8	-0.7	1.0	1.3
Zone euro	-4.9	-7.6	-4.3	-2.7	-2.3	-1.4	0.0	-1.8	-2.6	-3.1	-3.0	-2.5	-1.3	-0.6
Total OCDE	-4.2	-4.8	-3.2	-1.8	-2.0	-0.8	0.2	-1.3	-3.3	-4.0	-3.4	-2.8	-1.3	-1.4
Brésil	..	..	..	..	-6.5	-5.2	-3.8	-3.9	-4.6	-5.9	-3.4	-3.7	-3.5	-2.4

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544013122721>

## Besoin/capacité de financement des administrations publiques

En pourcentage du PIB

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537775822542>

## DETTE PUBLIQUE

Il existe deux indicateurs classiques de l'ampleur de la dette publique : les engagements financiers bruts et les engagements financiers nets, ces derniers étant égaux aux engagements financiers bruts diminués des actifs financiers. Les engagements financiers bruts exprimés en pourcentage du PIB constituent le ratio d'endettement public le plus couramment utilisé, et c'est celui qui est présenté ici.

### Définition

Pour la plupart des pays, les engagements financiers bruts désignent les dettes (à court et à long terme) de toutes les institutions entrant dans le secteur des administrations publiques, telles qu'elles sont définies dans le Système de comptabilité nationale (SCN) de 1993 ou dans le Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC) de 1995. Cette définition diffère de la définition de la dette appliquée dans le cadre du traité de Maastricht, principalement sur deux points. En premier lieu, la dette brute au sens du traité de Maastricht n'inclut pas les crédits commerciaux et avances, ni les actions et les réserves techniques d'assurance. En second lieu, les obligations d'État sont évaluées à leur valeur nominale selon la définition de Maastricht, mais à la valeur du marché ou à leur prix d'émission augmenté des intérêts courus selon les règles du SCN. Les États-Unis et le Canada évaluent également les obligations d'État à leur valeur nominale.

En principe, les dettes au sein des différents niveaux d'administration et entre ces niveaux sont consolidées; un prêt d'un niveau d'administration à un autre représente à la fois un actif et un passif d'un montant équivalent pour les administrations publiques considérées dans leur ensemble, de sorte qu'il s'annule (par « consolidation ») pour le secteur des administrations publiques.

### Tendances à long terme

Entre 1990 et 1996, les engagements financiers bruts des administrations publiques ont augmenté dans la plupart des pays. Depuis lors, la dette publique diminue en pourcentage du PIB dans bon nombre des 28 pays figurant dans le tableau. Il existe cependant des exceptions : les ratios d'endettement public ont continué de croître très rapidement au Japon et en Corée, et de manière importante en Allemagne, en France, en Grèce et au Portugal. Le ratio d'endettement public de la Corée a augmenté de plus de 8 % par an de 1990 à 2007, mais à partir d'un taux initial très bas, si bien qu'en 2007, ce ratio était encore un des plus bas de la zone OCDE.

En 2007, les ratios d'endettement public ont diminué dans tous les pays de l'OCDE sauf en Corée, aux États-Unis, en République tchèque et au Royaume-Uni. Le ratio d'endettement public demeurait cependant supérieur à 100 % en Grèce, en Italie et au Japon, et avoisinait 90 % en Belgique. La plupart des pays se situaient dans une fourchette de 40 % à 70 %, tandis que deux pays – l'Australie et le Luxembourg – affichaient des ratios d'endettement inférieurs à 20 %.

### Comparabilité

La comparabilité des données peut être compromise de deux manières. Premièrement, des différences nationales concernant l'application des définitions du SCN/SEC peuvent affecter la comparabilité des statistiques de la dette publique entre pays. Deuxièmement, des modifications concernant l'application des définitions du SCN/SEC peuvent altérer la comparabilité des données relatives à un même pays dans le temps.

Dans le cas du Brésil, les statistiques de la dette n'incluent pas les titres d'État détenus par la banque centrale mais intègrent ses opérations de pension.

### Source

- OCDE (2008), *Perspectives économiques de l'OCDE* : novembre n° 84 – Volume 2008-2, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2003), *La gestion de la dette publique et les marchés des valeurs d'État au XXI<sup>e</sup> siècle*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Credit Risk and Credit Access in Asia*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Revue économique de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2008), *Dettes de l'administration centrale*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2008), *OECD Glossary of Statistical Terms*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Comptes nationaux annuels*.
- Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.


#### Sites Internet

- OCDE, Sources et méthodes des Perspectives économiques, [www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).

## Engagements financiers bruts des administrations publiques

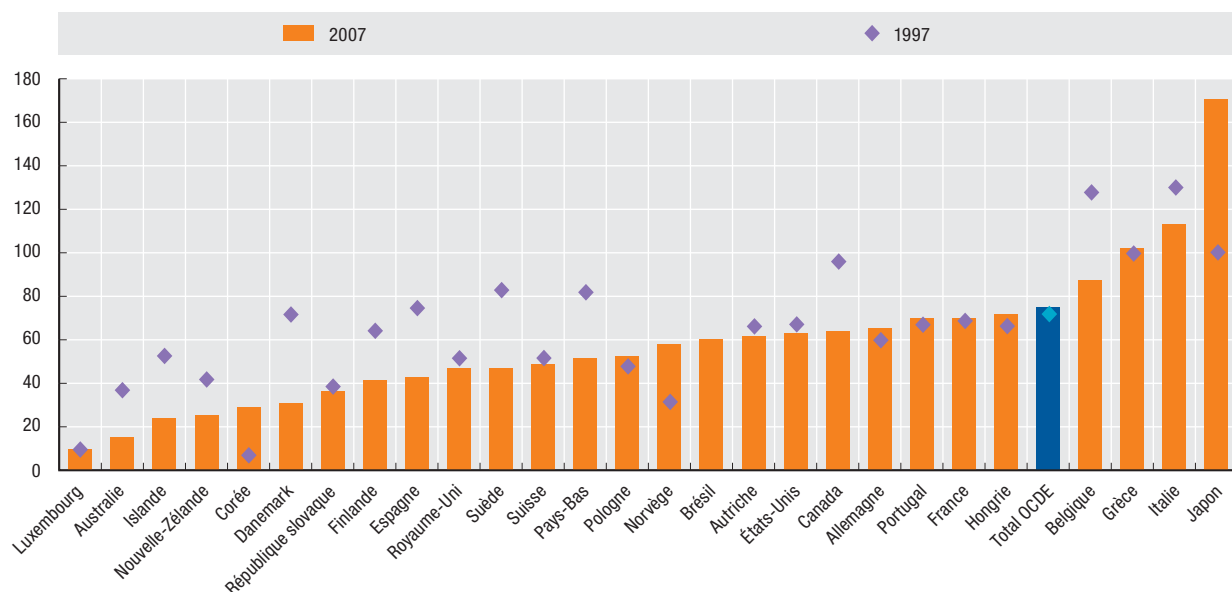

En pourcentage du PIB

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	46.5	55.7	58.8	60.3	62.2	61.5	60.4	59.7	62.1	65.3	68.7	71.1	69.4	65.5
Australie	40.1	41.9	39.1	37.4	32.3	28.0	25.0	22.2	20.1	18.8	17.0	16.7	16.1	15.4
Autriche	65.3	69.8	70.2	66.6	68.4	71.2	71.0	72.0	73.2	71.3	70.8	70.3	65.9	61.9
Belgique	137.7	135.3	133.4	128.0	122.9	119.5	113.5	111.8	108.3	103.5	98.6	95.7	91.2	87.6
Canada	98.0	101.6	101.7	96.3	95.2	91.4	82.1	82.7	80.6	76.6	72.6	71.1	68.0	64.1
Corée	5.2	5.5	5.9	7.5	13.1	15.6	16.3	17.4	16.6	18.4	22.6	24.7	27.6	28.9
Danemark	78.9	79.3	76.6	72.1	69.7	64.1	57.1	55.0	55.4	53.6	50.1	42.3	37.4	31.0
Espagne	64.3	69.3	76.0	75.0	75.3	69.4	66.5	61.9	60.2	55.3	53.4	50.8	46.6	42.7
États-Unis	71.1	70.7	70.0	67.6	64.5	61.0	55.2	55.2	57.6	60.9	61.9	62.3	61.7	62.9
Finlande	60.9	65.2	65.9	64.6	60.9	54.7	52.4	49.8	49.5	51.3	51.4	48.4	44.8	41.5
France	60.2	63.0	66.7	69.1	70.7	67.1	65.9	64.4	67.4	71.5	74.1	76.0	71.5	70.1
Grèce	..	101.2	103.1	100.0	97.6	101.1	114.9	117.9	116.3	112.5	114.4	112.3	105.8	102.3
Hongrie	91.8	88.5	76.1	66.7	64.9	66.2	60.1	59.7	61.0	61.4	65.3	68.7	71.9	72.0
Irlande	..	..	..	..	62.2	51.3	40.1	37.4	35.2	34.1	32.7	32.6	28.8	27.9
Islande	55.7	58.9	56.3	53.1	47.9	43.4	41.0	45.9	42.1	40.8	34.5	25.4	30.1	24.0
Italie	120.9	122.5	128.9	130.3	132.6	126.4	121.6	120.8	119.4	116.8	117.3	119.9	117.1	113.2
Japon	79.4	86.7	94.0	100.5	113.2	127.0	135.4	143.7	152.3	158.0	165.5	175.3	171.9	170.6
Luxembourg	..	9.5	10.1	10.2	11.1	10.0	9.3	8.2	8.5	7.9	8.5	7.6	10.4	9.9
Norvège	37.3	40.9	36.5	32.0	30.8	30.8	34.0	32.9	40.5	49.3	52.7	49.1	60.9	57.9
Nouvelle-Zélande	57.4	51.3	44.9	42.3	42.2	39.6	37.4	35.4	33.5	31.4	28.6	27.5	27.1	25.3
Pays-Bas	86.7	89.6	88.1	82.2	80.8	71.6	63.9	59.4	60.3	61.4	61.9	60.5	54.2	51.7
Pologne	..	51.6	51.4	48.3	43.8	46.6	45.4	43.8	55.0	55.3	54.6	56.4	55.9	52.5
Portugal	..	68.8	68.4	67.4	65.2	62.0	61.1	62.6	66.1	67.2	69.5	73.0	72.0	70.1
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	33.1	34.9	34.7	34.9	34.7	38.4
République slovaque	..	38.2	37.7	39.0	41.2	53.5	57.6	57.2	50.3	48.3	47.3	38.7	34.7	36.5
Royaume-Uni	46.8	51.6	51.2	52.0	52.5	47.4	45.1	40.4	40.8	41.2	43.5	46.1	46.0	46.9
Suède	82.5	81.0	84.4	83.2	82.5	73.7	64.7	63.4	60.5	59.8	59.5	59.7	52.5	47.0
Suisse	45.5	47.7	50.1	52.1	54.9	51.9	52.5	51.3	57.2	57.0	57.9	56.5	50.6	48.6
Zone euro	69.1	72.4	77.5	79.6	80.3	78.5	75.3	73.9	74.2	75.1	75.9	77.0	74.7	71.4
Total OCDE	68.2	70.0	72.0	72.3	72.9	72.2	69.5	69.8	71.7	74.0	75.6	77.4	76.0	75.0
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	57.3	60.3

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544023448651>

## Engagements financiers bruts des administrations publiques

En pourcentage du PIB

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537825212141>

## DÉPENSES DE SANTÉ

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les dépenses de santé représentent une part élevée et croissante des dépenses publiques et privées. Leur poids relatif en pourcentage du PIB est très variable d'un pays à l'autre, ce qui tient à divers facteurs liés aux mécanismes du marché et d'ordre social, ainsi qu'à la diversité des modes de financement et d'organisation des systèmes de santé nationaux.

### Tendances à long terme

En 2006, les dépenses de santé des pays de l'OCDE représentaient en moyenne 9 % de leur PIB. Toutefois, cette proportion variait considérablement d'un pays à l'autre, allant de 6 % environ en Turquie, en Pologne et au Mexique à plus de 15 % du PIB aux États-Unis. Le nombre de pays qui consacraient plus de 10 % de leur PIB aux biens et services de santé s'établissait à sept en 2006, contre quatre en 2000 et un seulement, les États-Unis, en 1990. S'agissant des dépenses publiques mesurées en pourcentage du PIB, l'écart entre les pays situés aux deux extrémités de la chaîne correspondait à un rapport de un à trois. Ainsi, en 2006, les dépenses publiques de santé ont représenté 8.8 % du PIB en France, alors qu'au Mexique, où les dépenses privées jouent un rôle prédominant dans le financement des soins de santé, le financement public de la santé s'est limité à 2.9 % du PIB.

Le rapport des dépenses de santé au PIB est resté stable en moyenne pour l'ensemble des pays de l'OCDE au cours des dernières années. Dans plusieurs pays, les dépenses de santé en proportion du PIB ont en fait diminué légèrement entre 2005 et 2006. Globalement, cette évolution a marqué une pause dans la tendance à la hausse observée sur le long terme, le poids relatif moyen des dépenses de santé dans les pays de l'OCDE ayant nettement progressé par rapport à 1980, où il s'établissait à 6.6 % du PIB.

En 2006, les dépenses de santé moyennes des pays de l'OCDE ont augmenté en termes réels d'un peu plus de 3 %, enregistrant leur taux de croissance le plus faible depuis 1997. Entre 2000 et 2003, les dépenses de santé ont augmenté rapidement dans de nombreux pays de l'OCDE, enregistrant un taux de croissance annuel moyen de 6.2 % au cours de cette période. Néanmoins, depuis 2003, cette croissance s'est ralentie pour s'établir à 3.6 % par an en moyenne.

Il existe une relation positive entre le PIB par habitant et les dépenses de santé par habitant dans les pays de l'OCDE. Cette relation est plus forte parmi les pays de l'OCDE à faible PIB par habitant, que parmi les pays ayant un PIB par habitant plus élevé. On constate par ailleurs des différences substantielles en termes de dépenses de santé entre des pays ayant des niveaux similaires de PIB par habitant. Ainsi, les dépenses de santé par habitant du Japon représentent moins de 75 % de celles de l'Allemagne.

D'après les prévisions de l'OCDE, suivant le type de scénario retenu, les dépenses de santé et de soins de longue durée pourraient connaître une augmentation comprise entre 3.5 et plus de 6 points de PIB en moyenne dans la zone OCDE entre 2005 et 2050 (sachant que la part de cette hausse imputable aux soins de santé serait de 2 à 4 points de PIB). Pour les soins de santé, l'effet du vieillissement de la population sur les dépenses devrait s'accroître au fil du temps, mais cet effet est modéré comparé à l'impact des facteurs non démographiques (tels que la progression des revenus et la diffusion de nouveaux traitements et produits médicaux).

### Définition

Les dépenses totales de santé représentent la consommation finale de biens et services de santé (c'est-à-dire les dépenses de santé courantes), augmentée des dépenses d'investissement dans les infrastructures sanitaires. Elles comprennent les dépenses de source tant publique que privée (y compris celles des ménages) consacrées aux biens et services médicaux, aux programmes de santé publique et de prévention, et à l'administration. Les dépenses liées à la santé, notamment celles consacrées à la formation, à la recherche et à la santé environnementale, ne sont en revanche pas prises en compte.

### Comparabilité

Les pays de l'OCDE ont des stades variables de présentation de leurs dépenses totales de santé selon les catégories proposées dans le manuel de l'OCDE intitulé *Système de comptes de la santé*. Cela signifie que les données présentées sont comparables à des degrés divers. La comparabilité des données sur les dépenses de santé s'est améliorée au cours des dernières années. Toutefois, certaines limitations subsistent (même entre pays dont les dépenses totales sont relativement comparables), car la collecte des données est liée aux fichiers administratifs actuels des systèmes de financement. Ainsi, des pratiques différentes concernant l'inclusion des soins de longue durée dans les dépenses sociales ou de santé influent de manière considérable sur la comparabilité des données.

La taille du PIB d'un pays, et donc le rapport entre ses dépenses totales de santé et son produit intérieur brut, peut être affectée par les bénéfices non distribués des sociétés étrangères opérant dans ce pays. Tel est notamment le cas pour des pays comme l'Irlande.

### Source

- OCDE (2008), *Éco-Santé OCDE 2008*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Le projet de l'OCDE sur la santé : L'assurance-maladie privée dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Technologies de la santé et prise de décision*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Maladie, invalidité et travail : surmonter les obstacles (Vol. 1): Norvège, Pologne, Suisse*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), « Les déterminants des dépenses publiques de santé et de soins de longue durée : une méthode de projection intégrée », *Revue économique de l'OCDE*, n° 43, Volume 2006/2, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Income Disparities in China: An OECD Perspective*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2007), *Panorama de la santé 2007: Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2000), *Système de comptes de la santé*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne


- OCDE *Éco-Santé*.



## Dépenses de santé publiques et totales

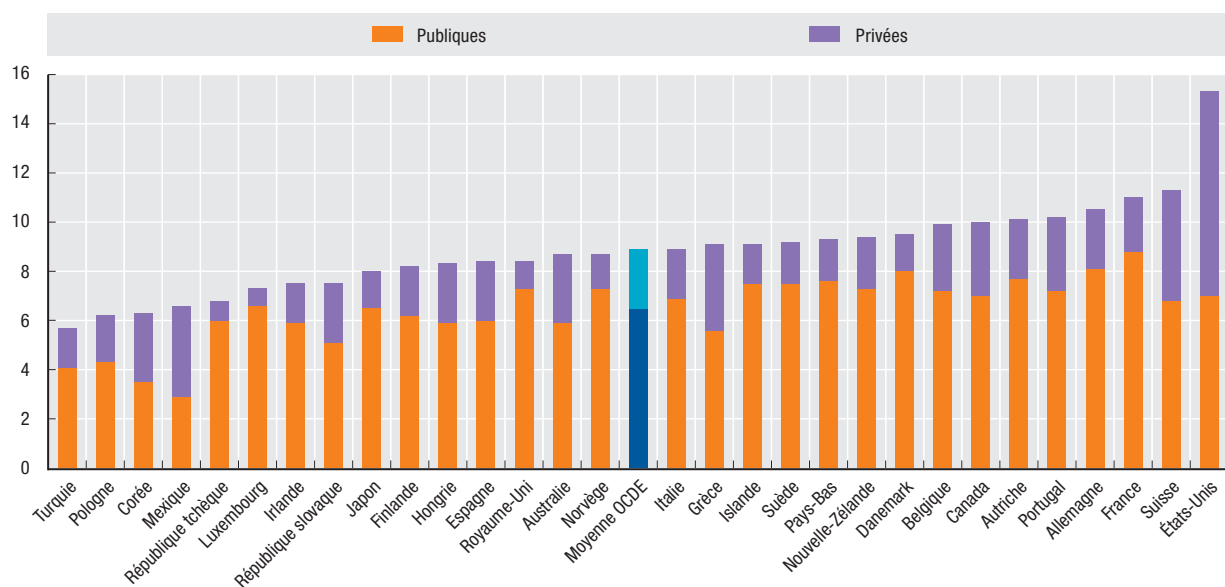

En pourcentage du PIB

	Dépenses publiques de santé							Dépenses totales de santé						
	1980	1990	2000	2003	2004	2005	2006	1980	1990	2000	2003	2004	2005	2006
Allemagne	6.6	6.3	8.2	8.5	8.1	8.2	8.1	8.4	8.3	10.3	10.8	10.6	10.7	10.6
Australie	3.9	4.6	5.5	5.7	5.9	5.9	5.9	6.3	6.9	8.3	8.6	8.8	8.8	8.7
Autriche	5.1	6.1	7.5	7.7	7.8	7.9	7.7	7.5	8.4	9.9	10.2	10.3	10.3	10.1
Belgique	..	5.7	6.1	7.1	7.4	7.4	7.2	..	..	8.1	10.0	10.2	10.1	9.9
Canada	5.3	6.6	6.2	6.9	6.9	6.9	7.0	7.0	8.9	8.8	9.8	9.8	9.9	10.0
Corée	0.8	1.6	2.2	2.8	2.9	3.2	3.5	3.4	4.0	4.5	5.4	5.4	5.9	6.4
Danemark	7.9	6.9	6.8	7.8	7.9	7.9	8.0	8.6	8.2	8.1	9.3	9.5	9.5	9.5
Espagne	4.2	5.1	5.2	5.7	5.8	5.8	6.0	5.3	6.5	7.2	8.1	8.2	8.3	8.4
États-Unis	3.6	4.7	5.8	6.7	6.8	6.9	7.0	8.7	11.9	13.2	15.1	15.2	15.2	15.3
Finlande	5.0	6.2	5.1	5.9	6.0	6.2	6.2	6.3	7.7	7.0	8.0	8.1	8.3	8.2
France	5.6	6.4	8.0	8.7	8.8	8.9	8.8	7.0	8.4	10.1	10.9	11.0	11.1	11.0
Grèce	3.3	3.5	4.7	5.4	5.1	5.6	5.6	5.9	6.6	7.8	8.5	8.3	9.0	9.1
Hongrie	..	6.3	4.9	6.0	5.8	6.0	5.9	..	7.0	6.9	8.4	8.2	8.5	8.3
Irlande	6.8	4.4	4.6	5.6	5.9	6.5	5.9	8.3	6.1	6.3	7.3	7.5	8.2	7.5
Islande	5.5	6.8	7.7	8.5	8.0	7.7	7.5	6.3	7.8	9.5	10.4	9.9	9.4	9.1
Italie	..	6.1	5.8	6.2	6.6	6.8	6.9	..	7.7	8.1	8.3	8.7	8.9	9.0
Japon	4.7	4.6	6.2	6.6	6.6	6.7	6.5	6.5	6.0	7.7	8.1	8.0	8.2	8.1
Luxembourg	4.8	5.0	5.2	6.8	7.3	7.0	6.6	5.2	5.4	5.8	7.6	8.1	7.8	7.3
Mexique	..	2.0	2.6	2.8	3.0	2.9	2.9	..	4.8	5.6	6.3	6.5	6.4	6.6
Norvège	5.9	6.3	6.9	8.4	8.1	7.6	7.3	7.0	7.6	8.4	10.0	9.7	9.1	8.7
Nouvelle-Zélande	5.2	5.7	6.0	6.3	6.6	6.9	7.3	5.9	6.9	7.7	8.0	8.5	8.9	9.3
Pays-Bas	5.1	5.4	5.0	5.8	5.8	6.0	7.6	7.0	7.5	7.6	8.9	9.1	9.2	9.3
Pologne	..	4.4	3.9	4.4	4.3	4.3	4.3	..	4.8	5.5	6.2	6.2	6.2	6.2
Portugal	3.4	3.8	6.4	7.1	7.2	7.3	7.2	5.3	5.9	8.8	9.7	10.0	10.2	10.2
République slovaque	..	..	4.9	5.2	5.3	5.3	5.1	..	..	5.5	5.9	7.2	7.1	7.4
République tchèque	..	4.6	5.9	6.7	6.4	6.3	6.0	..	4.7	6.5	7.4	7.2	7.1	6.8
Royaume-Uni	5.0	5.0	5.8	6.6	6.9	7.1	7.3	5.6	6.0	7.2	7.7	8.0	8.2	8.4
Suède	8.2	7.4	7.0	7.8	7.6	7.5	7.5	8.9	8.2	8.2	9.4	9.2	9.2	9.2
Suisse	..	4.3	5.7	6.7	6.7	6.8	6.8	7.3	8.2	10.3	11.4	11.4	11.4	11.3
Turquie	1.0	2.2	3.1	4.3	4.3	4.1	..	3.3	3.6	4.9	6.0	5.9	5.7	..
Moyenne OCDE	4.8	5.2	5.6	6.4	6.4	6.5	6.5	6.4	7.3	8.1	8.9	8.8	8.9	9.0

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544027018621>

## Dépenses de santé

En pourcentage du PIB, 2006 ou dernière année disponible

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537826662388>

## DÉPENSES SOCIALES

Les dépenses sociales exprimées en pourcentage du PIB sont un indicateur de la mesure dans laquelle les pouvoirs publics assument la responsabilité du soutien du niveau de vie des groupes défavorisés ou vulnérables.

### Définition

Les dépenses sociales publiques comprennent les prestations en espèces, les biens et services fournis directement (prestations « en nature »), et les allègements fiscaux accordés à des fins sociales. Pour être considérées comme « sociales »,

### Tendances à long terme

En 2005, les dépenses sociales publiques représentaient en moyenne 21 % du PIB. On observait cependant de fortes différences d'un pays à l'autre. Ainsi, le poids relatif de ces dépenses était d'environ 29 % du PIB en Suède et en France, contre 7 % au Mexique et en Corée.

Les dépenses sociales publiques brutes ont par ailleurs sensiblement évolué au fil du temps. Le poids relatif moyen de ces dépenses dans 28 pays de l'OCDE est en effet passé de 16 % du PIB environ en 1980 à 18 % en 1990, puis 21 % en 2005. Les situations varient selon les pays de l'OCDE, mais en moyenne, les ratios dépenses sociales publiques/PIB ont enregistré les hausses les plus marquées au début des années 80, au début des années 90, puis de nouveau au début de ce millénaire, le ratio moyen dépenses publiques/PIB ayant progressé d'1 point de PIB au début des années 2000. Entre ces moments charnières au début de chaque décennie, les ratios dépenses/PIB n'ont guère varié; au cours des années 80, le ratio moyen dépenses sociales publiques/PIB de la zone OCDE a fluctué juste en deçà de 20 %, tandis que pendant les années 90, il a eu tendance à diminuer après le repli de l'activité économique du début des années 90, tout en se maintenant aux alentours de 20 % du PIB.

Il est utile de ventiler les dépenses en fonction de leur finalité sociale, afin de mieux analyser l'évolution et l'orientation des politiques. D'une manière générale, les trois principales catégories de transferts sociaux sont les pensions de retraite et de réversion (7 % du PIB en moyenne), les dépenses de santé (6 %) et les transferts de revenus à la population en âge de travailler (4 %). Les dépenses publiques au titre des autres services sociaux ne dépassent 5 % du PIB que dans les pays nordiques, où la contribution des pouvoirs publics à la fourniture des services destinés aux personnes âgées, aux handicapés et aux familles est la plus importante.

Les aides publiques aux familles avec enfants représentent 2 % du PIB en moyenne, mais cette proportion a augmenté dans la plupart des pays depuis 1980. Les aides aux familles excèdent 3 % du PIB dans les pays nordiques ainsi qu'en France, au Luxembourg et au Royaume-Uni, ces pays possédant les systèmes publics les plus étoffés d'allocations pour enfant à charge, de congés payés et de garde d'enfants. De plus, les pouvoirs publics peuvent également aider les familles par le biais du système fiscal; à titre d'exemple, on mentionnera le « quotient familial » en France et le « fractionnement des revenus » en Allemagne.

On compte autant de pays dans lesquels les dépenses d'assurances sociales liées à l'incapacité de travailler (prestations d'invalidité, de maladie et d'accident du travail) ont diminué que de pays où elles ont augmenté depuis 1980. Des baisses particulièrement importantes ont été constatées en Belgique et aux Pays-Bas.

les prestations doivent viser un ou plusieurs objectifs sociaux. Les prestations peuvent être ciblées sur les ménages à faible revenu, mais elles peuvent aussi concerner les personnes âgées, les handicapés, les personnes malades, les chômeurs ou les jeunes. Les programmes relatifs à la fourniture de prestations sociales doivent se caractériser par : a) une redistribution des ressources entre les ménages, ou b) une participation obligatoire. Les prestations sociales sont considérées comme publiques lorsque les administrations publiques (c'est-à-dire l'administration centrale, les administrations d'États fédérés et les administrations locales, ainsi que les administrations de sécurité sociale) contrôlent les flux financiers correspondants. Les dépenses présentées ici se réfèrent uniquement aux prestations sociales publiques et excluent les prestations similaires fournies par des organisations caritatives privées.

### Comparabilité

Les dépenses sociales publiques brutes (avant impôt) rapportées au PIB constituent l'indicateur d'aide sociale le plus couramment utilisé aux fins de comparaisons internationales. Il soulève des problèmes de mesure, notamment en ce qui concerne les dépenses des niveaux d'administration inférieurs, qui peuvent être sous-estimées dans certains pays. Comme indiqué précédemment, les prestations sociales similaires fournies par des organisations caritatives privées ne sont pas prises en compte.

### Source

- Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Adema, W. et M. Ladaïque (2005), *Net Social Expenditure, 2005 Edition: More Comprehensive Measures of Social Support*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 29, OCDE, Paris.
- OCDE (2002-2007), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Transformer le handicap en capacité : Promouvoir le travail et la sécurité des revenus des personnes handicapées*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Maladie, invalidité et travail : surmonter les obstacles (vol. 1) : Norvège, Pologne, Suisse*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Petite enfance, grands défis II : Éducation et structures d'accueil*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Maladie, invalidité et travail : surmonter les obstacles (vol. 2) : Australie, Espagne, Luxembourg et Royaume-Uni*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Panorama de la société 2008 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Maladie, invalidité et travail : surmonter les obstacles (vol. 3) : Danemark, Finlande, Irlande et Pays-Bas*, OCDE, Paris.


### Sites Internet

- OCDE, Statistiques sur la protection sociale, [www.oecd.org/statistics/social](http://www.oecd.org/statistics/social).

## Dépenses sociales publiques

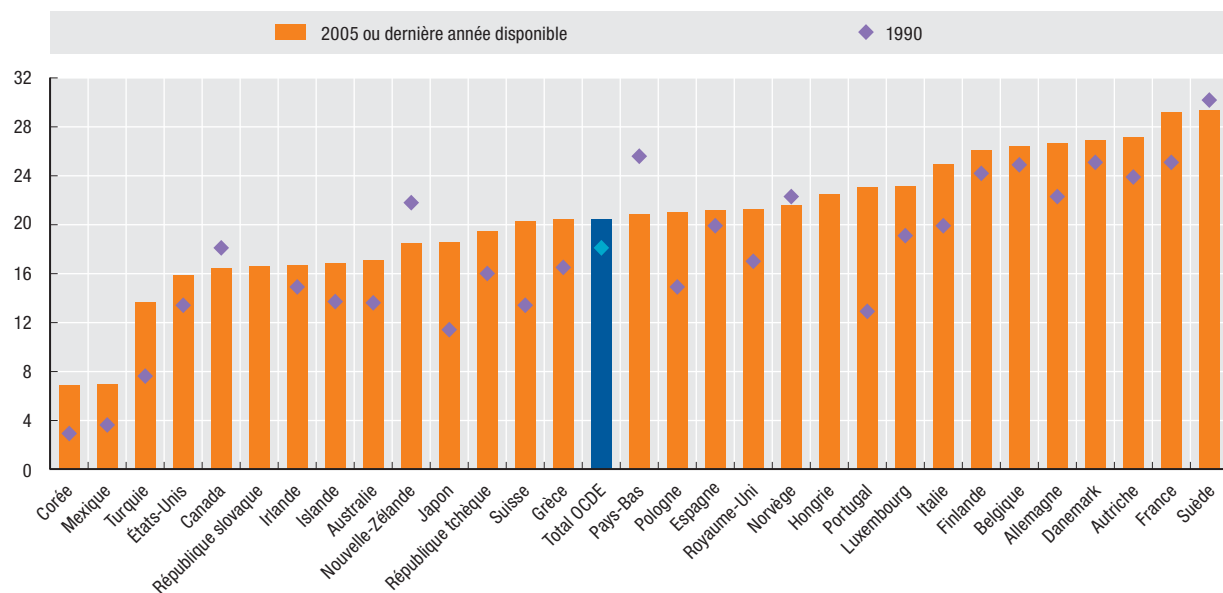

En pourcentage du PIB

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	22.3	26.5	27.1	26.4	26.3	26.3	26.2	26.3	27.0	27.3	26.7	26.7
Australie	13.6	16.6	16.6	16.4	17.1	17.0	17.8	17.3	17.5	17.8	17.7	17.1
Autriche	23.9	26.5	26.6	26.7	26.6	26.9	26.4	26.6	27.0	27.5	27.3	27.2
Belgique	24.9	26.2	26.8	25.7	26.1	26.0	25.3	25.8	26.2	26.5	26.6	26.4
Canada	18.1	18.9	18.1	17.4	17.8	16.7	16.5	17.0	17.1	17.2	16.6	16.5
Corée	2.9	3.3	3.5	3.8	5.2	6.3	5.0	5.4	5.3	5.6	6.3	6.9
Danemark	25.1	28.9	28.2	27.2	26.5	26.4	25.6	25.9	26.6	27.6	27.5	26.9
Espagne	19.9	21.4	21.3	20.7	20.6	20.3	20.3	20.0	20.4	21.0	21.2	21.2
États-Unis	13.4	15.3	15.1	14.9	14.7	14.5	14.5	15.1	15.9	16.2	16.1	15.9
Finlande	24.2	30.9	30.8	28.5	26.3	25.7	24.3	24.2	25.0	25.8	26.0	26.1
France	25.1	28.6	28.9	28.7	28.9	29.0	27.9	27.9	28.6	29.0	29.1	29.2
Grèce	16.5	17.3	17.9	17.9	18.6	19.2	19.2	20.6	20.0	19.9	19.9	20.5
Hongrie	..	..	..	..	..	21.1	20.0	20.2	21.4	22.2	21.7	22.5
Irlande	14.9	15.7	14.8	14.0	13.0	14.1	13.6	14.4	15.3	15.8	16.2	16.7
Islande	13.7	15.2	14.9	14.6	14.8	15.4	15.3	15.3	16.9	18.2	17.9	16.9
Italie	19.9	19.9	22.0	22.7	22.9	23.3	23.3	23.5	24.0	24.4	24.7	25.0
Japon	11.4	14.3	14.6	14.7	15.5	16.1	16.5	17.4	17.8	18.1	18.2	18.6
Luxembourg	19.1	20.8	20.9	21.2	20.9	20.4	19.7	20.8	22.0	23.4	23.9	23.2
Mexique	3.6	4.7	4.4	4.5	5.0	5.7	5.8	5.9	6.3	6.8	6.7	7.0
Norvège	22.3	23.3	22.5	22.0	23.6	23.6	21.3	22.2	23.6	24.5	23.2	21.6
Nouvelle-Zélande	21.8	18.9	18.8	19.8	20.3	19.6	19.4	18.6	18.7	18.2	18.0	18.5
Pays-Bas	25.6	23.8	22.6	21.8	21.4	20.5	19.8	19.7	20.5	21.2	21.1	20.9
Pologne	14.9	22.6	22.8	22.2	21.4	21.6	20.5	21.9	22.3	22.3	21.4	21.0
Portugal	12.9	17.0	17.6	17.5	17.9	18.3	19.6	19.9	21.3	22.9	23.1	..
République slovaque	..	18.6	18.2	17.9	18.0	18.5	17.9	17.6	17.7	17.1	16.5	16.6
République tchèque	16.0	18.2	18.1	18.8	19.1	19.5	19.8	19.8	20.6	20.7	19.7	19.5
Royaume-Uni	17.0	20.2	19.9	19.0	19.4	19.1	19.2	20.1	20.0	20.5	21.1	21.3
Suède	30.2	32.1	31.7	30.5	30.3	29.8	28.5	28.9	29.5	30.3	29.8	29.4
Suisse	13.4	17.5	18.0	18.7	18.8	18.6	17.9	18.4	19.2	20.3	20.3	20.3
Turquie	7.6	7.5	9.7	10.8	11.1	13.2	..	..	..	..	..	13.7
Total OCDE	18.1	19.9	20.0	19.7	19.8	19.7	19.3	19.7	20.2	20.7	20.6	20.5

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544036521217>

## Dépenses sociales publiques

En pourcentage du PIB

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537860231647>

## DÉPENSES DE MAINTIEN DE L'ORDRE ET DE DÉFENSE

Deux des tâches essentielles qui incombent à un gouvernement consistent à protéger l'État contre les agressions extérieures et à maintenir l'ordre public à l'intérieur de ses frontières.

### Définition

Le tableau ci-contre est fondé sur les comptes nationaux, et les données sont conformes aux définitions du Système de comptabilité nationale de 1993. Les données couvrent toutes les dépenses, aussi bien courantes qu'en capital.

Le maintien de l'ordre englobe les forces de police, les services de renseignements, les prisons et autres établissements pénitentiaires, le système judiciaire, et les ministères de l'Intérieur. Il convient de noter que les chiffres présentés ici ne comprennent pas les coûts des dispositifs de sécurité rendus obligatoires par les pouvoirs publics dans les aéroports, dans les ports et aux autres points de passage des frontières. Bien entendu, ils n'englobent pas non plus le coût des mesures de sécurité relatives aux centres commerciaux, aux matchs de football, aux concerts et autres rassemblements publics, qui ont assurément augmenté ces dernières années.

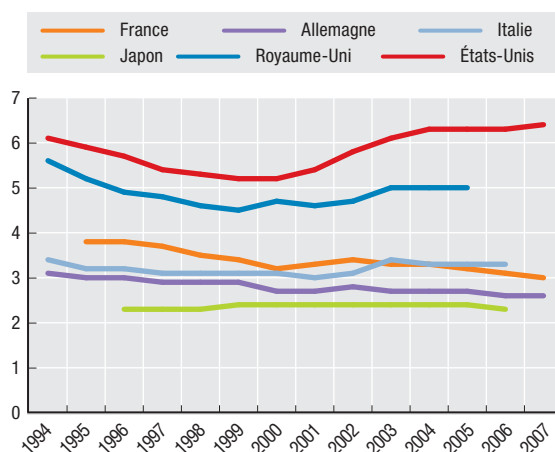
### Comparabilité

Les données sont tirées des comptes nationaux et ont été regroupées suivant la Classification des fonctions des administrations publiques (CFAP). D'une manière générale, les données sont globalement comparables. Néanmoins, dans le cas du Japon, les dépenses de maintien de l'ordre et de défense se rapportent à l'exercice budgétaire, tandis que les statistiques du PIB sont établies par année civile.

Par ailleurs, les données relatives à la Nouvelle-Zélande se rapportent à l'exercice budgétaire.

### Dépenses de maintien de l'ordre et de défense

En pourcentage du PIB



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/538001347317>

### Tendances à long terme

Dans le total, les poids relatifs des deux composantes – à savoir le maintien de l'ordre et la défense – diffèrent sensiblement selon les pays, la part des dépenses de défense étant élevée aux États-Unis, en Grèce, en Corée, en Norvège et au Danemark, tandis que ce sont au contraire les dépenses de maintien de l'ordre qui pèsent lourdement dans la balance en Islande, au Luxembourg et en Irlande. Généralement, pour la plupart des pays figurant dans le tableau, les dépenses de maintien de l'ordre étaient plus importantes à la fin de la période considérée que les dépenses de défense, et le ratio entre ces deux catégories avait augmenté dans la plupart des pays au cours de cette période.

En 2006 – dernière année pour laquelle la plupart des pays sont en mesure de fournir des données – les pays affichant les dépenses globales, exprimées en pourcentage du PIB, les plus élevées étaient les États-Unis, qui ont enregistré une hausse sensible par rapport à 1996, et le Royaume-Uni, tandis que le Luxembourg, l'Islande et l'Irlande se trouvaient à l'autre extrémité de la chaîne. Dans la majorité des pays, le poids relatif de ces dépenses en pourcentage du PIB est en recul depuis 1996, cette baisse étant particulièrement importante en Norvège, en Suède, en République tchèque, en Irlande et en France.

### Source

- OCDE (2008), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus Publications analytiques

- OCDE (2004), *L'économie de la sécurité*, OCDE, Paris.

### Publications méthodologiques

- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations Unies, Genève, paragraphe XVIII.9, <http://unstats.un.org/unsd/sna1993>.

### Bases de données en ligne

- Comptes nationaux annuels*.

## Dépenses de maintien de l'ordre et de défense

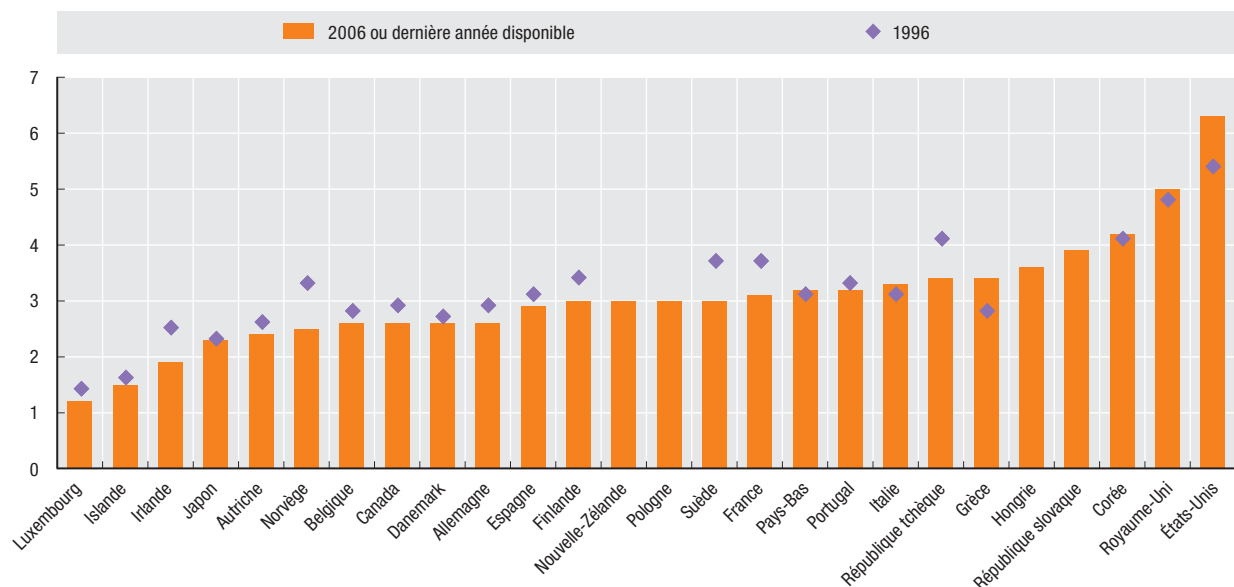

En pourcentage du PIB

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	3.1	3.0	3.0	2.9	2.9	2.9	2.7	2.7	2.8	2.7	2.7	2.7	2.6	2.6
Autriche	..	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.5	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.3
Belgique	3.0	2.9	2.9	2.8	2.8	2.8	2.7	2.8	2.9	2.9	2.8	2.7	2.6	..
Canada	3.4	3.3	3.2	2.9	3.0	2.9	2.7	2.8	2.7	2.7	2.6	2.6	2.6	..
Corée	..	4.1	4.2	4.1	4.2	4.0	3.9	3.8	3.8	3.8	3.8	4.1	4.2	..
Danemark	2.9	2.8	2.7	2.7	2.7	2.6	2.5	2.6	2.6	2.6	2.6	2.5	2.6	2.6
Espagne	..	3.4	3.2	3.1	3.0	3.0	2.9	3.0	3.0	2.9	2.9	2.9	2.9	..
États-Unis	6.1	5.9	5.7	5.4	5.3	5.2	5.2	5.4	5.8	6.1	6.3	6.3	6.3	6.4
Finlande	3.7	3.5	3.6	3.4	3.2	3.0	2.9	2.8	2.7	2.9	3.1	3.2	3.0	..
France	..	3.8	3.8	3.7	3.5	3.4	3.2	3.3	3.4	3.3	3.3	3.2	3.1	3.0
Grèce	..	2.2	2.5	2.8	2.9	3.8	4.7	4.5	4.7	4.2	4.0	3.6	3.4	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	3.2	3.8	3.5	3.4	3.4	3.6	..
Irlande	3.0	2.7	2.6	2.5	2.5	2.2	2.1	2.2	2.0	1.9	2.0	1.8	1.9	..
Islande	..	..	..	1.6	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.6	1.5	1.5	1.5	..
Italie	3.4	3.2	3.2	3.1	3.1	3.1	3.1	3.0	3.1	3.4	3.3	3.3	3.3	..
Japon	..	..	2.3	2.3	2.3	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.3	..
Luxembourg	1.3	1.3	1.3	1.4	1.3	1.1	1.1	1.2	1.3	1.3	1.3	1.3	1.2	1.2
Norvège	..	..	3.4	3.3	3.4	3.3	2.9	2.9	3.2	3.1	2.9	2.5	2.5	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2.9	2.7	3.0	..	..
Pays-Bas	..	3.3	3.3	3.1	3.0	3.1	3.0	3.1	3.2	3.3	3.2	3.2	3.2	3.2
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	2.8	2.9	2.6	2.8	3.0	..
Portugal	..	3.3	3.4	3.3	3.3	3.2	3.3	3.2	3.3	3.4	3.4	3.4	3.2	..
République tchèque	..	4.5	4.1	4.1	3.7	4.0	4.1	3.8	3.7	4.2	3.5	3.9	3.4	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3.7	2.3	3.7	3.9	..
Royaume-Uni	5.6	5.2	4.9	4.8	4.6	4.5	4.7	4.6	4.7	5.0	5.0	5.0	..	..
Suède	..	3.8	3.9	3.7	3.7	3.8	3.6	3.5	3.5	3.4	3.2	3.1	3.0	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544045214367>

## Dépenses de maintien de l'ordre et de défense

En pourcentage du PIB

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537876651863>



## ESTIMATIONS DU SOUTIEN À L'AGRICULTURE

Au milieu des années 80, alors que démarraient les négociations du cycle d'Uruguay sur le commerce agricole, l'OCDE a entrepris de mesurer et de codifier le soutien dont bénéficie le secteur agricole du fait des politiques agricoles. Ce travail a abouti à l'élaboration de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), un indicateur global recalculé périodiquement pour l'ensemble des 30 pays membres de l'OCDE – l'Union européenne (UE) étant considérée comme une seule entité – et certaines économies non membres. Cet indicateur englobe les transferts budgétaires financés par les contribuables, mais aussi l'impôt implicite que font peser sur les consommateurs les mesures agricoles qui portent les prix à un niveau supérieur à celui qui prévaudrait en leur absence (mesures aux frontières et prix administrés). L'ESP est validée par les pays membres de l'OCDE, et considérée par beaucoup comme le seul indicateur existant qui permette de procéder à des comparaisons entre pays.

### Définition

L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) de l'OCDE est un indicateur de la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, au départ de l'exploitation, découlant des mesures de soutien à l'agriculture, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles. Elle peut prendre la forme d'un montant total, mais elle est le plus souvent exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes (ESP en pourcentage). C'est cette mesure que l'on utilise ici.

### Comparabilité

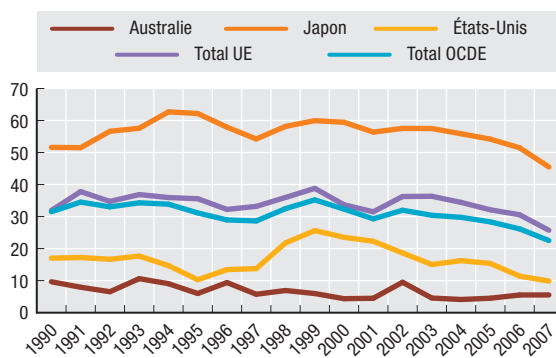
Des efforts permanents sont déployés, dans le cadre de la préparation du rapport annuel *Suivi et évaluation*, pour que les

politiques de l'ensemble des pays de l'OCDE soient traitées de manière cohérente et exhaustive. Chaque année, les estimations provisoires obtenues sont soumises à l'examen et à l'approbation des représentants des pays membres de l'OCDE, de même que toutes les modifications apportées à la méthodologie utilisée. L'ESP en pourcentage est l'indicateur le plus approprié et le plus utilisé pour comparer les niveaux de soutien entre pays, produits et périodes.

Le tableau n'inclut pas les données relatives à chacun des États membres de l'Union européenne (UE). L'Autriche, la Finlande et la Suède sont inclus dans l'UE15 depuis 1995. La Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque, ainsi que les pays de l'UE qui ne sont pas membres de l'OCDE, sont inclus dans l'UE25 pour la période 2004-06, et dans l'UE27 depuis 2007. Le « Total OCDE » inclut la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque sur l'ensemble de la période considérée, mais exclut les pays appartenant à l'UE qui ne sont pas membres de l'OCDE.

### Estimation du soutien aux producteurs agricoles pour certains pays

En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/538024440752>

### Tendances à long terme

Les écarts entre les niveaux de soutien constatés dans les pays de l'OCDE sont importants et se creusent. L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes varie de quasiment zéro à 61 %. Ces disparités reflètent, entre autres, l'hétérogénéité des objectifs poursuivis par les pouvoirs publics, le recours à des moyens d'action différents au fil du temps, et le rythme et la portée variables des réformes de la politique agricole. Sur le long terme, le niveau du soutien apporté aux producteurs a diminué dans la plupart des pays membres de l'OCDE. Ainsi, l'ESP moyenne en pourcentage était plus basse sur la période 2005-07 qu'entre 1986 et 1988 (26 % contre 37 %) et elle a diminué dans la plupart des pays. Les modalités selon lesquelles le soutien aux producteurs est dispensé ont également changé quelque peu. Les formes d'aide connues pour exercer les effets de distorsion les plus prononcés sur la production et les échanges sont moins prédominantes que par le passé, puisque leur poids relatif est passé de plus de 86 % du soutien total au cours de la période 1986-88 à 59 % entre 2005 et 2007.

S'agissant des économies émergentes pour lesquelles l'OCDE calcule également l'ESP en pourcentage, cet indicateur était sensiblement inférieur à la moyenne de l'OCDE et variait de 6 % en Afrique du Sud et au Brésil à 14 % en Fédération de Russie sur la période 2005-07. L'évolution du niveau de soutien aux producteurs est variable suivant les économies. Tandis qu'il a diminué en Afrique du Sud et en Fédération de Russie, le niveau du soutien aux producteurs a augmenté au Brésil et en Chine depuis le milieu des années 90.

### Source

- OCDE (2008), *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2008*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Politiques agricoles des économies émergentes 2009 : Suivi et évaluation*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2008), *Agricultural Policy Design and Implementation : A synthesis*, OCDE, Paris.
- OCDE, FAO (2008), *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2008-2017*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Politiques de soutien des biocarburants : Une évaluation économique*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Performance de l'agriculture de l'OCDE en matière d'environnement depuis 1990 : Indicateurs environnementaux pour l'agriculture, volume 4*, OCDE, Paris.


#### Publications méthodologiques

- OCDE (2008), *OECD's Producer Support Estimate and Related Indicators of Agricultural Support: Concepts, Calculations, Interpretation and Use (The PSE Manual)*, OCDE, Paris.

### Estimation du soutien aux producteurs agricoles par pays

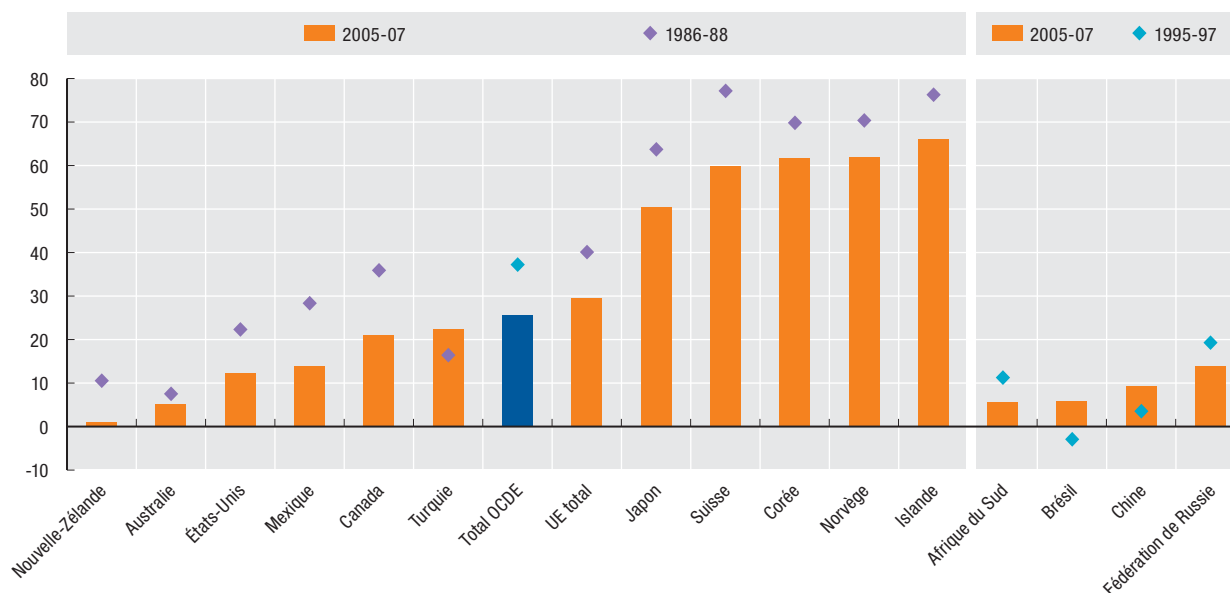
En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	9.0	6.0	9.4	5.7	6.9	6.0	4.3	4.5	9.5	4.5	4.1	4.5	5.5	5.5
Canada	20.5	19.5	16.1	14.3	17.0	18.0	19.1	16.0	22.2	25.0	20.6	22.0	22.7	18.4
Corée	73.0	72.0	64.2	63.0	56.5	65.4	66.3	60.7	64.6	61.1	62.2	62.3	63.3	59.8
États-Unis	14.7	10.3	13.4	13.7	21.8	25.6	23.5	22.3	18.6	15.0	16.2	15.4	11.4	9.9
Islande	62.1	61.8	60.4	59.4	70.7	71.1	62.7	58.8	65.9	66.4	66.4	69.6	67.7	60.6
Japon	62.7	62.2	57.9	54.2	58.2	60.0	59.4	56.4	57.5	57.5	55.9	54.2	51.5	45.5
Mexique	22.5	-4.9	5.5	14.5	17.7	17.4	22.5	18.4	27.6	19.1	11.3	12.9	14.8	13.6
Norvège	69.5	65.0	66.8	69.0	71.2	71.9	65.9	66.4	75.6	72.0	67.3	67.4	65.4	53.3
Nouvelle-Zélande	1.3	1.5	1.0	1.1	1.0	0.9	0.5	0.7	0.4	0.9	0.8	1.4	1.0	0.7
Suisse	72.9	64.8	69.1	69.7	71.8	75.9	69.1	68.2	72.6	70.1	67.7	67.7	62.3	49.8
Turquie	14.1	13.0	16.0	24.9	26.5	22.4	20.2	3.5	21.7	28.4	26.1	25.3	20.3	21.5
Total UE	35.9	35.6	32.2	33.2	36.0	38.8	33.7	31.5	36.3	36.3	34.4	32.1	30.6	25.7
Total OCDE	33.9	31.1	28.9	28.6	32.5	35.2	32.3	29.3	32.0	30.4	29.8	28.3	26.1	22.5
Afrique du Sud	10.8	14.7	7.6	10.8	10.7	8.2	5.2	3.9	11.0	7.1	7.7	6.5	7.5	3.3
Brésil	..	-7.7	-0.1	-1.8	6.8	1.3	5.8	4.2	5.7	5.9	4.6	6.3	6.1	5.0
Chine	0.7	6.2	1.8	1.8	1.5	-2.4	3.4	5.9	8.8	10.1	7.2	7.8	11.0	8.6
Fédération de Russie	-4.1	13.2	17.7	26.4	18.6	-0.7	4.6	9.2	14.6	20.9	21.9	13.3	17.5	10.8

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544063776103>

### Estimation du soutien aux producteurs agricoles par pays

En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538001603742>

## CONCOURS PUBLICS À LA PÊCHE

Les captures des pêches maritimes diminuent en raison de la surexploitation des lieux de pêche, ainsi que des mesures nationales et internationales adoptées pour préserver les ressources halieutiques qui subsistent. Particulièrement sensible dans l'hémisphère Nord, ce phénomène amène les pouvoirs publics de nombreux pays membres de l'OCDE à apporter un soutien financier au secteur halieutique, pour alléger le fardeau de l'ajustement nécessaire.

### Définition

Cette série chronologique relative aux « transferts financiers publics » (TFP) constitue un indicateur du soutien financier dont bénéficie le secteur de la pêche. Les TFP recouvrent les transferts directs destinés à accroître les revenus des intéressés (paiements directs), les transferts destinés à réduire les coûts d'exploitation, et les dépenses au titre des services généraux fournis au secteur de la pêche. Ces services généraux comprennent essentiellement les activités de protection des zones marines et de gestion des pêches, mais aussi les prévisions météorologiques par zone et les systèmes de navigation et de surveillance par satellite conçus à l'intention des flottilles de pêche.

### Comparabilité

Les données sont relativement complètes et cohérentes dans le temps, mais certaines variations d'une année à l'autre doivent être interprétées avec prudence, car elles peuvent refléter des modifications des systèmes statistiques nationaux. Il convient également de noter que les chiffres concernant les services généraux fournis par les pouvoirs publics peuvent englober des dépenses d'équipement importantes et ponctuelles. Par ailleurs, certains types de TFP (telles que les dépenses de surveillance maritime) peuvent relever d'autres organismes que les services des pêches (ainsi, dans certains pays, la surveillance maritime est assurée par la marine), si bien que

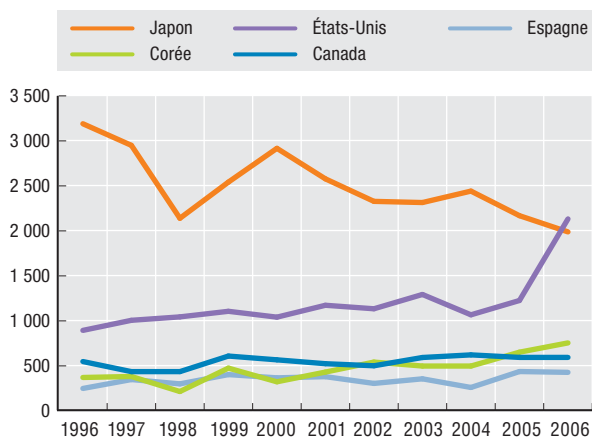
### Tendances à long terme

Si les transferts totaux au secteur halieutique dans les pays de l'OCDE ont atteint un pic de 7 milliards de dollars des EU en 2006 (d'après les données préliminaires disponibles), leur montant a fluctué aux alentours de 6 milliards de dollars au cours de la dernière décennie. Le pic de 2006 tient, entre autres, à une modification des modalités suivant lesquelles les États-Unis comptabilisent leurs dépenses de surveillance et de police des pêches. Au cours des dix dernières années, les TFP ont représenté environ 18 % de la valeur des captures de pêche totales. Les États-Unis et le Japon sont les deux pays dont les dépenses ont été les plus élevées, puisqu'elles ont représenté respectivement 30 % et 27 % du total des transferts de la zone OCDE en 2006. D'après les données relatives aux dix dernières années, les TFP correspondent essentiellement à la gestion des pêches, à la recherche et à la police des pêches (38 % des TFP totaux dans les pays de l'OCDE) et aux dépenses d'infrastructure (39 %). Le reste recouvre les programmes de désarmement des navires (7 %), les aides au revenu (5 %), les accords d'accès (3%), la construction et la modernisation des navires (3 %), ainsi que les autres transferts destinés à réduire les coûts, paiements directs et dépenses au titre des services généraux (5 %).

les données correspondantes sont susceptibles de faire défaut. Certains chiffres, notamment pour les années les plus récentes, sont de nature provisoire.

### Pêche : transferts financiers publics pour certains pays

Millions de dollars des EU



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/538077265507>

### Source

- OCDE (2007), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE* : Vol. 2 – Statistiques nationales, 2002-2004, Édition 2006, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Cox, A. (2003), *OECD Work on Defining and Measuring Subsidies in Fisheries*, OCDE, Paris.
- Cox, A. (2004), *Subsidies and Deep-Sea Fisheries Management: Policy Issues and Challenges*, OCDE, Paris.
- Cox, A. et C. Schmidt (2003), *Subsidies in the OECD Fisheries Sector: A Review of Recent Analysis and Future Directions*, document préparé pour le FAO Expert Consultation on Identifying, Assessing and Reporting on Subsidies in the Fishing Industry, Rome, 3-6 décembre 2002.
- OCDE (2000), *Pour des pêcheries responsables : Implications économiques et politiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Environmentally Harmful Subsidies: Challenges for Reform*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *OECD Sustainable Development Studies – Subsidy Reform and Sustainable Development: Economic, Environmental and Social Aspects*, OCDE, Paris.
- OCDE et FAO (2008), *Globalisation and Fisheries – Proceedings of an OECD-FAO Workshop*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les aides financières au secteur de la pêche : Leurs répercussions sur le développement durable*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Structural Change in Fisheries: Dealing with the Human Dimension*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Réduction de la capacité de pêche : Bonnes pratiques en matière de plans de sortie de flotte*, OCDE, Paris.

#### Sites Internet

- OCDE, Pêcheries, [www.oecd.org/agr/peche](http://www.oecd.org/agr/peche).

## Pêche : transferts financiers publics

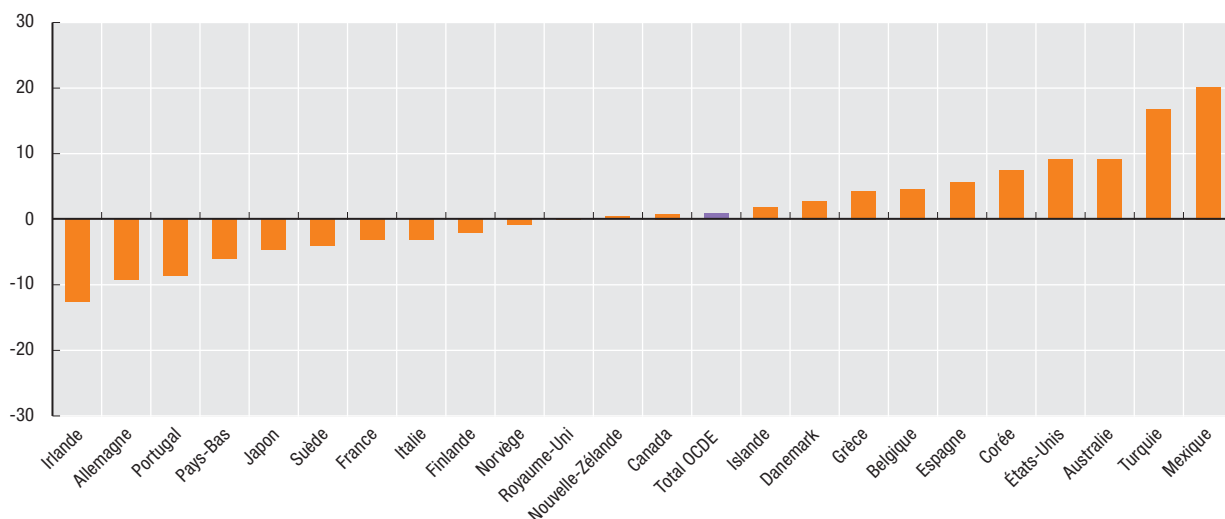

Milliers de dollars des EU

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	81 567	63 215	16 488	31 276	29 834	28 988	28 208	33 890	18 326	30 928	30 741
Australie	37 391	41 230	..	..	82 272	75 902	78 038	95 558	95 560	46 299	89 991
Belgique	4 970	4 949	..	4 473	6 849	2 830	1 607	1 668	6 328	8 613	7 757
Canada	545 301	433 309	..	606 443	564 497	521 355	497 771	589 975	618 787	591 000	591 000
Corée	367 793	378 994	211 927	471 556	320 449	428 313	538 695	495 280	495 280	649 387	752 153
Danemark	85 771	82 030	90 507	27 765	16 316	..	68 769	37 659	28 505	58 108	113 213
Espagne	246 473	344 581	296 642	399 604	364 096	376 614	301 926	353 290	256 569	433 786	425 361
États-Unis	891 160	1 002 580	1 041 000	1 103 100	1 037 710	1 169 590	1 130 810	1 290 440	1 064 400	1 222 500	2 128 807
Finlande	28 978	26 198	26 888	19 236	13 908	16 510	16 025	20 231	19 397	24 817	23 399
France	158 203	140 807	..	71 665	166 147	141 786	155 283	179 740	236 811	126 194	113 779
Grèce	52 308	46 958	26 908	43 030	87 315	86 957	88 334	119 045	35 500	61 013	79 586
Irlande	112 673	98 880	..	143 184	..	..	63 632	64 960	21 448	22 144	29 430
Islande	43 770	38 678	36 954	39 763	41 978	28 310	28 955	48 348	55 705	64 326	52 447
Italie	162 625	91 811	..	200 470	217 679	231 680	159 630	149 270	170 055	119 239	119 239
Japon	3 186 363	2 945 785	2 135 946	2 537 536	2 913 149	2 574 086	2 323 601	2 310 744	2 437 934	2 165 198	1 985 074
Mexique	14 201	16 808	..	..	..	..	..	177 000	114 000	84 973	89 074
Norvège	172 694	163 437	153 046	180 962	104 564	99 465	156 340	139 200	142 315	149 521	159 516
Nouvelle-Zélande	37 241	40 397	29 412	29 630	27 273	15 126	18 981	38 325	50 134	32 197	38 566
Pays-Bas	39 927	35 849	..	..	1 389	12 779	12 443	6 569	5 218	13 685	21 349
Portugal	71 847	65 077	..	28 674	25 578	25 066	24 899	26 930	26 930	32 769	29 340
Royaume-Uni	115 359	128 066	90 833	75 968	81 394	73 738	..	82 691	87 487	103 150	114 659
Suède	62 320	53 452	26 960	31 053	25 186	22 505	24 753	30 650	34 422	36 603	41 533
Turquie	28 665	15 114	..	1 277	26 372	17 721	16 167	16 300	59 500	98 072	133 882
Total OCDE	6 547 600	6 258 205	4 183 511	6 046 665	6 153 955	5 949 321	5 734 867	6 307 763	6 080 611	6 174 521	7 169 896

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544068602375>

## Pêche : transferts financiers publics

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1996-2006 ou dernière période disponible

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538051105732>

## AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

La promotion du développement économique et social des pays non membres est un objectif essentiel de l'OCDE depuis sa création. La part de revenu national qu'un pays consacre à l'aide publique au développement (APD) est généralement considérée comme un indicateur de son attachement au développement international, et les Nations Unies ont depuis longtemps déjà assigné pour objectif aux pays développés d'affecter 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'APD. Les tableaux figurant dans cette section rendent compte de la part de leur RNB que les différents pays consacrent à l'APD, ainsi que de la répartition géographique des apports d'APD bilatérale.

### Définition

Par aide publique au développement, on entend l'aide fournie par les États aux pays en développement en vue d'y favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie. Les prêts et crédits accordés à des fins militaires en sont exclus. L'aide peut emprunter la voie bilatérale, autrement dit être fournie directement par un donneur à un bénéficiaire, ou être fournie par l'intermédiaire d'une institution multilatérale de développement, comme les Nations Unies ou la Banque mondiale.

L'aide peut prendre la forme de dons, de prêts assortis de conditions de faveur ou d'apports d'assistance technique. Sont considérés comme assortis de conditions de faveur les prêts comportant un élément de libéralité d'au moins 25 %. L'APD est généralement mesurée en termes nets, ce qui signifie que les remboursements de prêts sont déduits des apports bruts d'aide au développement. Les données relatives à la répartition géographique de l'aide présentées ici sont toutefois exprimées en valeur brute, afin de rendre compte de l'ampleur des nouveaux apports consentis au cours de la période considérée.

L'OCDE tient une liste de pays et territoires en développement, et seule l'aide qui leur est destinée est comptabilisée dans l'APD. Cette liste, qui est régulièrement mise à jour, compte actuellement plus de 150 pays ou territoires qui avaient un

revenu par habitant inférieur à 10 066 dollars des EU en 2004 (à titre de comparaison, le revenu moyen par habitant des pays de l'OCDE atteignait plus de 35 000 dollars des EU la même année). Il est à noter que, sur les 30 pays membres de l'OCDE, seuls les 22 recensés dans le tableau sont membres du Comité d'aide au développement (CAD), dont fait également partie la Commission européenne.

### Comparabilité

Les statistiques sur l'APD sont établies sur la base d'un ensemble de directives mises au point par le CAD, et les statistiques de chaque pays font l'objet, à intervalles réguliers, d'un examen de la part des autres membres du CAD. Des données relatives à la Grèce ne sont disponibles que depuis 1996, ce pays ayant rejoint le CAD en 1999. De 1990 à 1992 inclus, les remises de dettes accordées au titre de créances non issues de l'APD pouvaient être déclarées en tant que composantes de l'APD d'un pays, mais elles étaient exclues du « Total CAD ».

### Source

- Statistiques du Comité d'aide au développement.

### Pour en savoir plus Publications analytiques

- OCDE (2008), *Revue de l'OCDE sur le développement : Coopération pour le développement – Rapport 2007 – Efforts et politiques des membres du Comité d'aide au développement Volume 9-1*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *OECD Journal on Development Volume 9 Issue 2: Measuring Human Rights and Democratic Governance: Experiences and Lessons from Metagora*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Ressources naturelles et croissance pro-pauvres : Enjeux économiques et politiques, Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Gouvernance, fiscalité et responsabilité : enjeux et pratiques, Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Enquête 2008 de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris : Rendre l'aide plus efficace d'ici 2010, Pour une meilleure aide au développement* : OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Efficacité de l'aide : Rapport d'étape sur la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, Pour une meilleure aide au développement*, OCDE, Paris.

### Publications statistiques

- OCDE (2009), *Statistiques du développement international sur CD-Rom*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement 2009 : Versements, Engagements, Indicateurs par pays*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Panorama de l'aide au développement 2008 : Statistiques par région*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Système de notification des pays créanciers 2008 : Activités d'aide dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement*, OCDE, Paris.

### Bases de données en ligne

- Statistiques du développement international.

### Sites Internet

- Statistiques du Comité d'aide au développement, [www.oecd.org/dac/stats](http://www.oecd.org/dac/stats).
- OCDE, Calcul de l'élément don des prêts d'aide, [www.oecd.org/dataoecd/15/0/31738575.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/15/0/31738575.pdf).

### Tendances à long terme

Le « Total CAD » montré dans ce graphique est la moyenne pondérée du volume total de l'APD consentie par les membres du CAD en pourcentage de leur RNB cumulé. Ce rapport a atteint 0,28 % en 2007. La moyenne non pondérée mesurant « l'effort moyen par pays » était de 0,45 % en 2007. La tendance à la baisse, depuis 1990, sur laquelle s'inscrivaient les deux moyennes a pris fin en 1999 et elle s'est ensuite inversée, les membres du CAD ayant accru leur aide conformément aux engagements souscrits à la Conférence internationale sur le financement du développement organisée à Monterrey en 2002.

Les rapports APD/RNB sont tombés à leur plus bas niveau en 1997; ils ont cependant recommencé à augmenter en 2002, pour atteindre un pic en 2005, à la suite de mesures d'allègement de la dette. L'année 2006 a été marquée par la première baisse de l'APD en termes réels depuis 1997, bien que son niveau eût été le plus haut enregistré jusqu'alors, exception faite de 2005.


L'APD a de nouveau reculé en 2007 (de -8,5 % en termes réels), les opérations massives d'allègement de la dette décidées dans le cadre du Club de Paris en faveur de l'Irak et du Nigeria ayant déjà été en grande partie menées à bien. D'autres types d'aides devraient s'accroître dans l'avenir, compte tenu des récents engagements pris par les donateurs en termes d'augmentation de leur soutien financier.



## Aide publique au développement nette

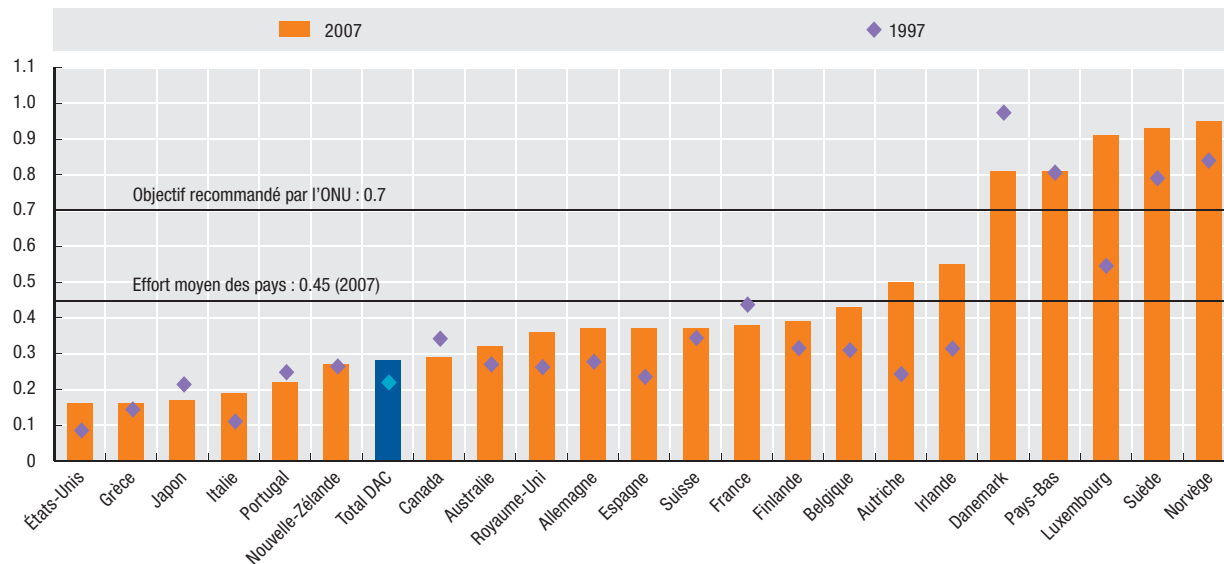

En pourcentage du revenu national brut

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	0.33	0.31	0.32	0.28	0.26	0.26	0.27	0.27	0.27	0.28	0.28	0.36	0.36	0.37
Australie	0.34	0.34	0.27	0.27	0.27	0.26	0.27	0.25	0.26	0.25	0.25	0.25	0.30	0.32
Autriche	0.17	0.27	0.23	0.24	0.22	0.24	0.23	0.34	0.26	0.20	0.23	0.52	0.47	0.50
Belgique	0.32	0.38	0.34	0.31	0.35	0.30	0.36	0.37	0.43	0.60	0.41	0.53	0.50	0.43
Canada	0.43	0.38	0.32	0.34	0.30	0.28	0.25	0.22	0.28	0.24	0.27	0.34	0.29	0.29
Danemark	1.03	0.96	1.04	0.97	0.99	1.01	1.06	1.03	0.96	0.84	0.85	0.81	0.80	0.81
Espagne	0.28	0.24	0.22	0.24	0.24	0.23	0.22	0.30	0.26	0.23	0.24	0.27	0.32	0.37
États-Unis	0.14	0.10	0.12	0.09	0.10	0.10	0.10	0.11	0.13	0.15	0.17	0.23	0.18	0.16
Finlande	0.31	0.31	0.33	0.32	0.31	0.33	0.31	0.32	0.35	0.35	0.37	0.46	0.40	0.39
France	0.62	0.55	0.48	0.44	0.38	0.38	0.30	0.31	0.37	0.40	0.41	0.47	0.47	0.38
Grèce	..	..	0.15	0.14	0.15	0.15	0.20	0.17	0.21	0.21	0.16	0.17	0.17	0.16
Irlande	0.25	0.29	0.31	0.31	0.30	0.31	0.29	0.33	0.40	0.39	0.39	0.42	0.54	0.55
Italie	0.27	0.15	0.20	0.11	0.20	0.15	0.13	0.15	0.20	0.17	0.15	0.29	0.20	0.19
Japon	0.29	0.27	0.20	0.21	0.27	0.27	0.28	0.23	0.23	0.20	0.19	0.28	0.25	0.17
Luxembourg	0.40	0.36	0.44	0.55	0.65	0.66	0.72	0.77	0.78	0.86	0.79	0.79	0.90	0.91
Norvège	1.05	0.86	0.83	0.84	0.89	0.88	0.76	0.80	0.89	0.92	0.87	0.94	0.89	0.95
Nouvelle-Zélande	0.24	0.23	0.21	0.26	0.27	0.27	0.25	0.25	0.22	0.23	0.23	0.27	0.27	0.27
Pays-Bas	0.76	0.81	0.81	0.81	0.80	0.79	0.84	0.82	0.81	0.80	0.73	0.82	0.81	0.81
Portugal	0.34	0.25	0.21	0.25	0.24	0.26	0.26	0.25	0.27	0.22	0.63	0.21	0.21	0.22
Royaume-Uni	0.31	0.29	0.27	0.26	0.27	0.24	0.32	0.32	0.31	0.34	0.36	0.47	0.51	0.36
Suède	0.96	0.77	0.84	0.79	0.72	0.70	0.80	0.77	0.84	0.79	0.78	0.94	1.02	0.93
Suisse	0.36	0.34	0.34	0.34	0.32	0.35	0.34	0.34	0.33	0.37	0.40	0.44	0.39	0.37
Total DAC	0.29	0.26	0.25	0.22	0.23	0.22	0.22	0.22	0.23	0.25	0.26	0.33	0.31	0.28
dont : Membres de l'UE	0.41	0.37	0.37	0.33	0.33	0.31	0.32	0.33	0.35	0.35	0.35	0.44	0.43	0.39

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544138607251>

## Aide publique au développement nette

En pourcentage du revenu national brut

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538078760207>

## Répartition de l'aide publique brute au développement des pays du CAD par groupe de revenus et par région

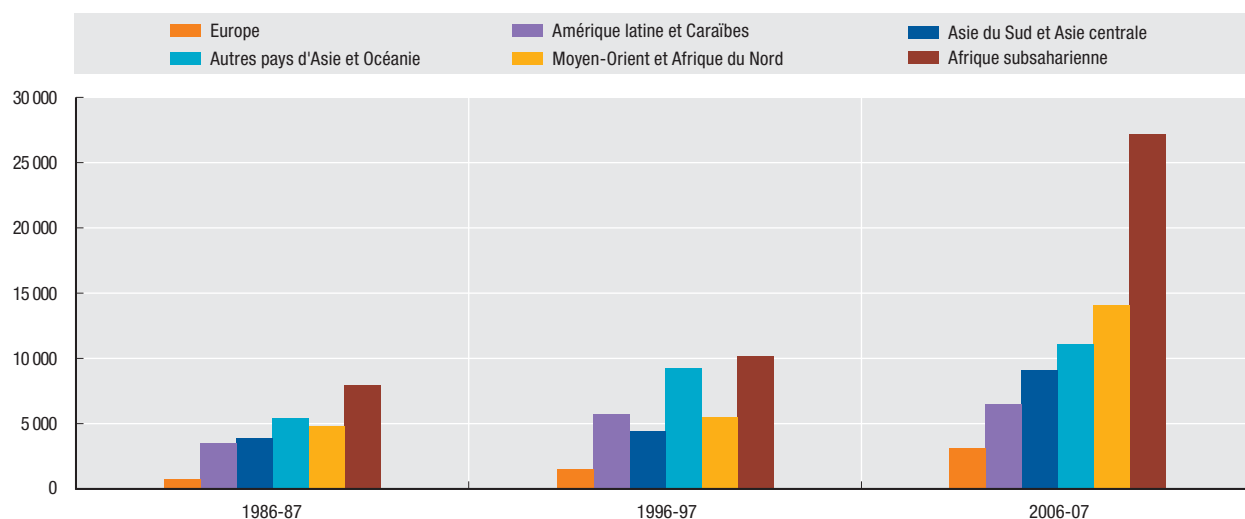
Million de dollars des EU, moyennes sur 2 ans


	1986-87	1996-97	2006-07
<b>Répartition de l'APD bilatérale par groupe de revenu</b>			
Pays les moins avancés	7 566	8 466	19 459
Autres pays à faible revenu	3 877	6 383	16 402
Pays à revenu intermédiaire tranche inférieure	8 882	14 216	27 226
Pays à revenu intermédiaire tranche supérieure	1 928	2 643	3 652
Pays en développement plus avancés	2 931	2 495	..
Non alloué	4 739	9 010	20 163
<b>Répartition de l'APD bilatérale par région</b>			
Afrique subsaharienne	7 954	10 128	27 187
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4 790	5 484	14 028
Asie du Sud et Asie centrale	3 866	4 387	9 097
Autres pays d'Asie et Océanie	5 435	9 229	11 050
Europe	734	1 490	3 121
Amérique latine et Caraïbes	3 452	5 738	6 439
Non spécifié	3 691	6 757	15 981
APD bilatérale	29 922	43 213	86 903
APD multilatérale	11 171	16 321	29 510
ADP totale	41 093	59 534	116 413

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544155576323>

## Répartition de l'aide publique brute au développement des pays du CAD par région

Millions de dollars des EU, moyennes sur 2 ans




StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538134177866>

## Bénéficiaires principaux de l'aide publique au développement bilatérale brute totale des pays du CAD

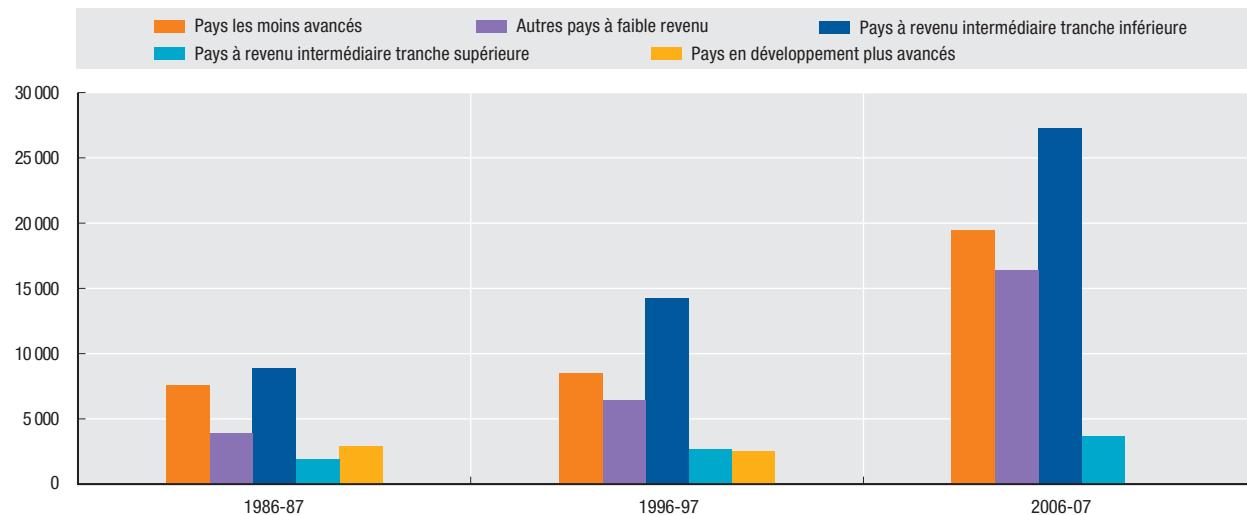

Moyennes sur 2 ans

	1986-87			1996-97			2006-07	
	Million de dollars des EU	En pourcentage de l'APD total		Million de dollars des EU	En pourcentage de l'APD total		Million de dollars des EU	En pourcentage de l'APD total
Israël	1 681	4.1	Egypte	1 795	3.0	Irak	8 752	7.5
Égypte	1 653	4.0	Chine	1 783	3.0	Nigeria	6 488	5.6
Inde	1 356	3.3	Indonésie	1 761	3.0	Afghanistan	2 699	2.3
Indonésie	1 232	3.0	Inde	1 616	2.7	Chine	2 411	2.1
Bangladesh	888	2.2	Israël	1 213	2.0	Indonésie	2 245	1.9
Philippines	875	2.1	Philippines	1 058	1.8	Cameroun	1 836	1.6
Chine	805	2.0	Thaïlande	919	1.5	Inde	1 732	1.5
Pakistan	687	1.7	Bangladesh	767	1.3	Soudan	1 595	1.4
Tanzanie	665	1.6	Mozambique	613	1.0	Viêtnam	1 568	1.3
Thaïlande	490	1.2	Pakistan	605	1.0	Tanzanie	1 415	1.2
Turquie	468	1.1	Tanzanie	598	1.0	Congo, Rép. dém.	1 152	1.0
Soudan	460	1.1	Viêtnam	590	1.0	Pakistan	1 142	1.0
Kenya	441	1.1	Bosnie-Herzégovine	561	0.9	Éthiopie	1 138	1.0
Mozambique	430	1.0	Bolivie	552	0.9	Égypte	1 131	1.0
Sri Lanka	389	0.9	Nicaragua	538	0.9	Philippines	1 115	1.0
APD bilatérale	29 922	72.8	APD bilatérale	43 213	72.6	APD bilatérale	86 903	74.7
APD multilatérale	11 171	27.2	APD multilatérale	16 321	27.4	APD multilatérale	29 510	25.3
ADP totale	41 093	100.0	ADP totale	59 534	100.0	ADP totale	116 413	100.0

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544165482108>

## Répartition de l'aide publique brute au développement des pays du CAD par groupe de revenus

Million de dollars des EU, moyennes sur 2 ans

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538157626047>

## RECETTES FISCALES TOTALES

Les recettes fiscales totales en pourcentage du PIB indiquent la part de la production d'un pays qui est prélevée par l'État sous forme d'impôts. Elles peuvent donc être considérées comme un indicateur du degré de contrôle exercé par l'État sur les ressources de l'économie. Les impôts sur les revenus et les bénéfices, exprimés en pourcentage du PIB, correspondent aux ressources collectées directement par l'État sur les revenus des particuliers et des sociétés. Les impôts sur les biens et services, exprimés en pourcentage du PIB, correspondent aux ressources que l'État collecte auprès des particuliers lorsqu'ils dépensent leurs revenus pour consommer des biens et des services.

### Définition

Les impôts sont définis comme des paiements obligatoires, sans contrepartie, versés aux administrations publiques. Ils sont sans contrepartie en ce sens que les prestations fournies par l'État aux contribuables ne sont normalement pas proportionnelles à leurs paiements.

Les impôts sur les revenus et les bénéfices sont des impôts prélevés sur les revenus ou les bénéfices nets (c'est-à-dire les revenus bruts diminués des déductions fiscales autorisées) des particuliers et des entreprises. Ils comprennent également les impôts prélevés sur les gains en capital des particuliers et des entreprises et sur les gains provenant de jeux.

Les impôts sur les biens et services sont tous les impôts prélevés sur la production, l'extraction, la vente, le transfert, la location ou la livraison de biens et la prestation de services, ou sur l'utilisation de biens ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités. Il s'agit essentiellement de taxes sur la valeur ajoutée et de taxes sur les ventes.

On notera que la somme des impôts sur les biens et services et des impôts sur les revenus et les bénéfices n'est pas égale aux recettes fiscales totales, celles-ci comprenant également les paiements effectués par les employeurs et les salariés dans le cadre des systèmes obligatoires de sécurité sociale, ainsi que les impôts sur les salaires, les impôts liés à la propriété et au transfert de biens, et d'autres impôts.

### Tendances à long terme

Les recettes fiscales totales exprimées en pourcentage du PIB ont connu une légère tendance à la hausse dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE au cours des années 90. Toutefois, en 2000, cette tendance à la hausse a pris fin, et depuis 2001, la moyenne des recettes fiscales de l'ensemble des pays de l'OCDE mesurées en pourcentage du PIB s'est stabilisée.

Le poids relatif moyen des recettes d'impôts sur les revenus et les bénéfices en proportion du PIB dans la zone OCDE a évolué à la hausse au cours de la seconde moitié des années 90, pour atteindre un pic en 2000, avant de refluer légèrement.

En moyenne, le pourcentage du PIB que représentent les recettes d'impôts sur les biens et services dans la zone OCDE est remarquablement stable depuis 1994.

### Comparabilité

Les données sont collectées de manière à être aussi comparables que possible entre pays. Les représentants des pays ont approuvé la définition de chaque catégorie d'impôts et les modalités selon lesquelles il convient de les mesurer dans tous les pays de l'OCDE. Il leur incombe donc de veiller à ce que les données transmises soient conformes à ces règles. Celles-ci sont exposées dans le « Guide d'interprétation de l'OCDE » qui figure à la fin de chaque édition des *Statistiques des recettes publiques*.

### Source

- OCDE (2008), *Statistiques des recettes publiques 1965-2007* – Édition 2008, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *La politique fiscale dans les pays de l'OCDE : Évolutions et réformes récentes*, Études de la politique fiscale de l'OCDE, n° 9, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Tendances des impôts sur la consommation : TVA/TPS et droits d'accise taux, tendances et questions d'administration*, Édition 2005, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Études de politique fiscale de l'OCDE – n° 15 Tax-Preferred Saving Accounts: (version française)*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *L'économie politique des taxes liées à l'environnement*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Consumption Tax Trends: VAT/GST and Excise Rates, Trends and Administration Issues*, 2008, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *PISA Literacy Skills for the World of Tomorrow – Further Results from PISA 2000*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2008), *Les impôts sur les salaires 2006-2007*, Édition 2007 : OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Modèle de convention fiscale électronique (eMTC), [www.sourceoecd.org/reference/modeltax](http://www.sourceoecd.org/reference/modeltax).
- OCDE (1992-2008), *Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune* Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune, actualisée chaque année, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune* Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune, Version abrégée, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Statistiques des recettes publiques des pays membres de l'OCDE.
- Statistiques des impôts sur les salaires.


#### Sites Internet

- Centre de politique et d'administration de l'OCDE, [www.oecd.org/ctp](http://www.oecd.org/ctp).
- Administration fiscale dans les pays de l'OCDE : Comparative Information Series (2004), [www.oecd.org/ctp/ta](http://www.oecd.org/ctp/ta).

## Recettes fiscales totales

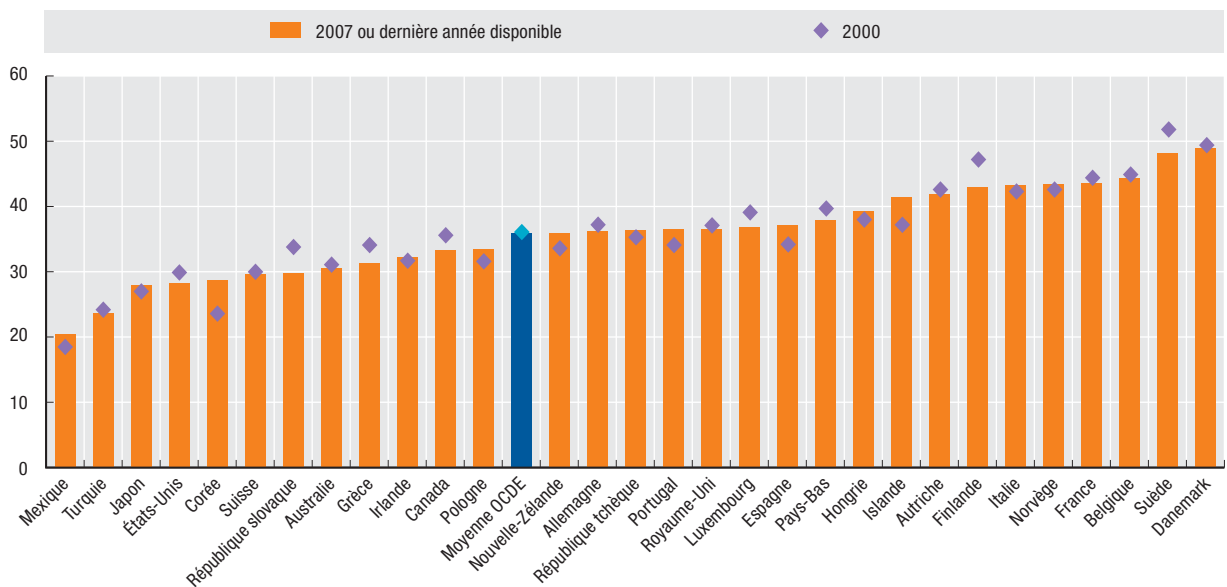
En pourcentage du PIB

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	37.2	37.2	36.5	36.2	36.4	37.1	37.2	36.1	35.4	35.5	34.8	34.8	35.6	36.2
Australie	28.0	28.8	29.4	29.2	30.0	30.5	31.1	29.6	30.5	30.6	31.1	30.8	30.6	..
Autriche	41.7	41.2	42.5	43.9	44.0	43.6	42.6	44.6	43.6	43.3	42.8	42.1	41.7	41.9
Belgique	43.6	43.6	44.0	44.5	45.2	45.2	44.9	44.9	45.0	44.6	44.8	44.8	44.5	44.4
Canada	35.2	35.6	35.9	36.7	36.7	36.4	35.6	34.8	33.7	33.7	33.7	33.4	33.3	33.3
Corée	19.4	19.4	20.0	21.0	21.1	21.5	23.6	24.1	24.4	25.3	24.6	25.5	26.8	28.7
Danemark	48.7	48.8	49.2	48.9	49.3	50.1	49.4	48.4	47.8	48.0	49.0	50.7	49.1	48.9
Espagne	32.9	32.1	31.9	32.9	33.2	34.1	34.2	33.8	34.2	34.2	34.6	35.8	36.6	37.2
États-Unis	27.5	27.9	28.3	28.7	29.3	29.4	29.9	28.8	26.5	25.9	26.1	27.3	28.0	28.3
Finlande	46.9	45.7	47.0	46.3	46.1	45.8	47.2	44.6	44.6	44.0	43.4	43.9	43.5	43.0
France	42.8	42.9	44.1	44.4	44.2	45.1	44.4	44.0	43.4	43.2	43.5	43.9	44.2	43.6
Grèce	27.9	28.9	35.9	30.3	32.0	32.9	34.1	33.0	33.3	32.2	31.2	31.3	31.3	..
Hongrie	43.3	41.3	39.6	38.0	37.8	38.1	38.0	38.0	37.8	37.5	37.6	37.2	37.1	39.3
Irlande	35.1	32.5	32.4	31.7	31.3	31.4	31.7	29.5	28.2	28.7	30.1	30.6	31.9	32.2
Islande	30.6	31.2	32.3	32.2	34.5	36.9	37.2	35.4	35.3	36.7	38.0	40.7	41.5	41.4
Italie	40.2	40.1	41.8	43.2	41.7	42.5	42.3	42.0	41.4	41.8	41.0	40.9	42.1	43.3
Japon	26.3	26.8	26.8	27.2	26.8	26.3	27.0	27.3	26.2	25.7	26.3	27.4	27.9	..
Luxembourg	36.8	37.1	37.6	39.3	39.4	38.3	39.1	39.7	39.3	38.3	37.3	37.8	35.9	36.9
Mexique	17.2	16.7	16.7	17.5	16.6	17.3	18.5	18.8	18.1	19.0	19.0	19.9	20.6	20.5
Norvège	40.8	40.9	40.8	41.5	42.4	42.7	42.6	42.9	43.1	42.3	43.3	43.5	43.9	43.4
Nouvelle-Zélande	36.5	36.6	34.8	35.0	33.4	33.4	33.6	33.0	34.4	34.2	35.3	37.5	36.7	36.0
Pays-Bas	43.0	41.5	40.9	40.9	39.1	40.1	39.7	38.2	37.5	36.9	37.3	38.8	39.3	38.0
Pologne	36.9	36.2	36.1	35.2	34.6	32.4	31.6	33.5	36.3	32.9	32.3	32.9	33.5	..
Portugal	30.1	31.7	32.6	32.7	32.9	33.9	34.1	33.8	34.5	34.7	33.9	34.7	35.7	36.6
République tchèque	38.9	37.5	36.0	36.3	34.9	35.8	35.3	35.6	36.3	37.3	37.8	37.5	36.9	36.4
République slovaque	..	..	..	..	36.5	35.0	33.8	33.0	33.0	33.4	31.8	31.8	29.8	29.8
Royaume-Uni	33.4	34.5	34.4	34.9	36.0	36.4	37.1	36.8	35.2	35.0	35.4	36.3	37.1	36.6
Suède	46.3	47.5	49.4	50.6	51.0	51.4	51.8	49.8	47.9	48.3	48.7	49.5	49.1	48.2
Suisse	27.0	27.7	28.1	27.6	28.5	28.7	30.0	29.5	29.9	29.2	28.8	29.2	29.6	29.7
Turquie	16.5	16.8	18.9	20.7	21.1	23.1	24.2	26.1	24.6	25.9	24.1	24.3	24.5	23.7
Moyenne OCDE	34.9	34.8	35.3	35.4	35.5	35.9	36.1	35.7	35.4	35.3	35.2	35.8	35.9	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544176163465>

## Recettes fiscales totales

En pourcentage du PIB


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538248761026>



## Impôts sur le revenu et les profits

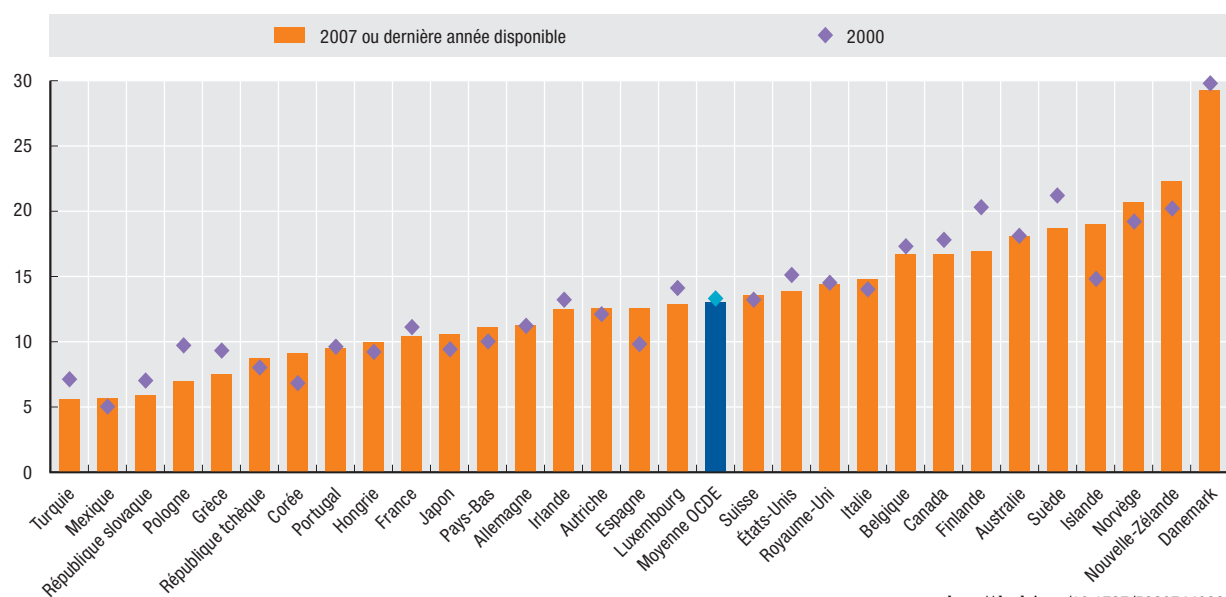

En pourcentage du PIB

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	11.0	11.3	10.5	10.2	10.7	11.1	11.2	10.4	9.9	9.7	9.5	9.8	10.8	11.3
Australie	15.2	15.9	16.6	16.5	17.7	18.3	18.1	16.7	17.2	17.3	18.2	18.2	18.1	..
Autriche	10.3	10.8	11.8	12.6	12.8	12.4	12.1	13.9	12.9	12.7	12.5	11.9	12.0	12.6
Belgique	16.0	16.6	16.6	17.0	17.5	17.1	17.3	17.5	17.3	16.9	16.9	17.2	16.8	16.7
Canada	15.8	16.5	16.9	17.9	17.7	18.1	17.8	16.7	15.4	15.4	15.7	15.9	16.2	16.7
Corée	5.9	6.2	6.0	5.5	6.4	5.3	6.8	6.4	6.2	7.1	6.9	7.5	7.9	9.1
Danemark	30.0	30.1	30.2	29.8	29.4	29.6	29.8	28.7	28.5	28.8	29.6	31.1	29.5	29.3
Espagne	9.3	9.4	9.2	9.8	9.4	9.6	9.8	9.7	10.1	9.8	9.9	10.6	11.4	12.6
États-Unis	12.3	12.8	13.5	14.0	14.4	14.6	15.1	14.1	11.7	11.2	11.4	12.7	13.5	13.9
Finlande	16.4	16.5	18.2	17.7	18.1	17.8	20.3	18.2	18.1	17.0	16.8	16.8	16.6	16.9
France	7.0	7.0	7.4	8.1	10.2	10.8	11.1	11.2	10.4	10.0	10.2	10.3	10.7	10.4
Grèce	6.0	6.4	6.4	6.8	8.1	8.4	9.3	8.0	8.0	7.4	7.5	7.9	7.5	..
Hongrie	9.1	8.6	8.7	8.3	8.4	8.9	9.2	9.7	10.0	9.3	8.9	8.8	9.1	10.0
Irlande	14.1	12.7	13.2	13.1	12.9	13.1	13.2	12.2	11.1	11.3	11.9	11.7	12.7	12.5
Islande	10.2	10.6	11.3	11.5	13.0	14.2	14.8	15.3	15.3	16.0	16.1	17.6	18.3	19.0
Italie	14.0	14.2	14.5	15.3	13.6	14.4	14.0	14.3	13.4	12.9	12.9	12.9	14.0	14.8
Japon	10.3	10.3	10.2	10.1	9.0	8.4	9.4	9.1	8.0	7.9	8.4	9.3	9.9	10.6
Luxembourg	13.9	14.6	14.9	15.6	15.1	13.9	14.1	14.3	14.4	13.9	12.4	13.0	12.5	12.9
Mexique	5.2	4.1	4.0	4.6	4.7	5.0	5.0	5.2	5.2	5.0	4.7	4.8	5.2	5.7
Norvège	14.2	14.3	14.8	15.7	15.7	16.0	19.2	19.3	18.8	18.5	20.1	21.4	22.0	20.7
Nouvelle-Zélande	22.3	22.4	20.7	20.9	19.4	19.4	20.2	19.5	20.5	20.4	21.6	23.6	22.8	22.3
Pays-Bas	12.0	10.9	11.1	10.7	10.3	10.2	10.0	10.1	10.2	9.4	9.2	10.8	10.7	11.1
Pologne	11.3	11.1	10.6	10.4	10.2	9.9	9.7	9.5	9.6	6.0	5.9	6.4	7.0	..
Portugal	7.9	7.9	8.6	8.7	8.5	9.1	9.6	9.1	8.9	8.4	8.3	8.2	8.5	9.5
République tchèque	9.7	9.4	8.1	8.7	8.1	8.3	8.0	8.6	9.0	9.5	9.5	9.1	9.0	8.7
République slovaque	..	..	..	..	8.5	8.5	7.0	7.0	6.6	6.8	5.7	5.7	5.8	5.9
Royaume-Uni	12.0	12.7	12.6	12.9	14.0	14.0	14.5	14.6	13.4	12.8	13.0	13.9	14.7	14.4
Suède	19.7	18.6	19.3	19.9	19.9	20.8	21.2	18.9	17.1	17.8	18.6	19.4	19.4	18.7
Suisse	12.5	11.9	12.3	11.9	12.5	12.0	13.2	12.4	12.9	12.5	12.5	13.0	13.5	13.6
Turquie	4.9	4.8	5.0	5.7	7.0	7.3	7.1	7.5	6.1	6.1	5.3	5.3	5.3	5.6
Moyenne OCDE	12.4	12.4	12.5	12.8	12.8	12.9	13.3	12.9	12.5	12.3	12.3	12.8	13.0	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544200010233>

## Impôts sur le revenu et les profits

En pourcentage du PIB

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538274408848>

## Impôts sur les biens et les services

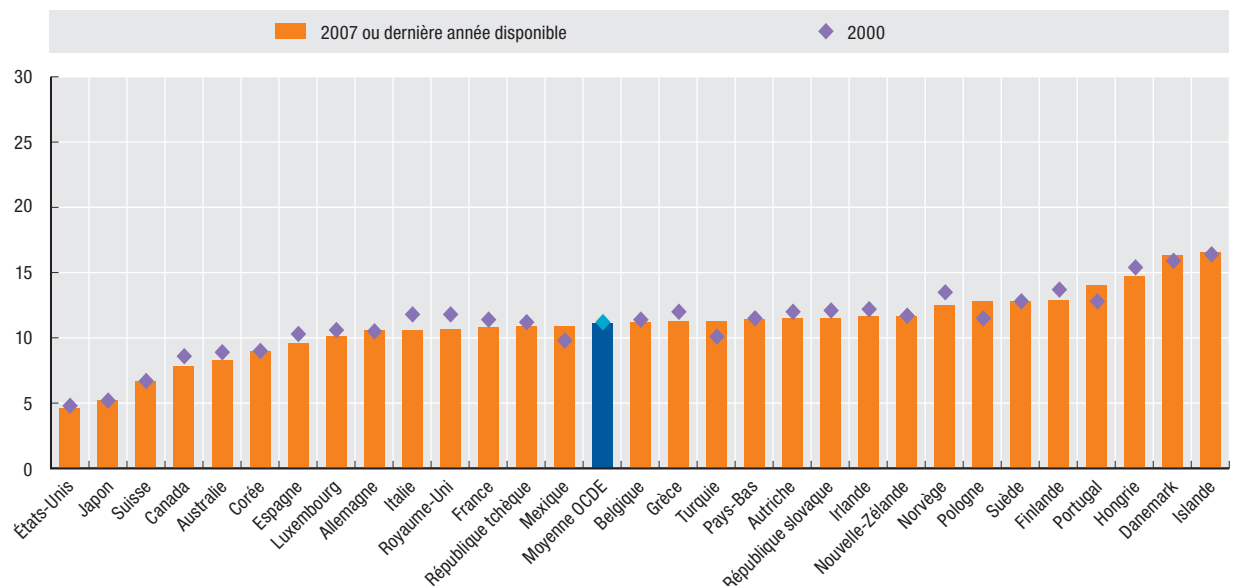
En pourcentage du PIB

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	10.7	10.4	10.3	10.1	10.0	10.4	10.5	10.4	10.3	10.4	10.1	10.1	10.1	10.6
Australie	8.2	8.4	8.2	8.0	8.2	8.0	8.9	8.9	9.2	9.1	8.9	8.6	8.3	..
Autriche	12.9	11.5	11.9	12.4	12.3	12.4	12.0	12.1	12.3	12.2	12.1	12.0	11.5	11.5
Belgique	11.4	11.2	11.5	11.7	11.1	11.5	11.4	11.0	11.1	11.0	11.2	11.3	11.4	11.2
Canada	9.2	9.0	9.0	9.0	9.1	8.8	8.6	8.8	8.9	8.9	8.7	8.5	8.1	7.8
Corée	8.4	8.4	8.8	9.0	8.0	8.6	9.0	9.5	9.5	9.4	8.9	8.8	8.7	9.0
Danemark	15.5	15.7	16.1	16.1	16.4	16.5	15.9	15.9	16.0	15.8	16.0	16.3	16.3	16.3
Espagne	9.3	9.2	9.3	9.5	9.8	10.2	10.3	9.9	9.8	9.9	9.9	10.0	9.9	9.6
États-Unis	5.1	5.0	4.9	4.9	4.9	4.8	4.8	4.7	4.7	4.7	4.8	4.8	4.7	4.6
Finlande	14.4	13.8	13.9	14.5	14.1	14.2	13.7	13.2	13.5	14.1	13.8	13.8	13.5	12.9
France	11.6	11.7	12.2	12.0	11.9	12.0	11.4	11.1	11.1	11.0	11.1	11.1	10.9	10.8
Grèce	12.1	11.9	12.2	12.3	12.0	12.2	12.0	12.5	12.2	11.5	11.1	10.8	11.3	..
Hongrie	16.0	16.8	16.1	14.9	14.7	15.3	15.4	14.7	14.2	14.8	15.3	14.8	14.2	14.7
Irlande	13.7	13.2	13.0	12.6	12.2	12.1	12.2	11.0	11.1	11.0	11.4	11.6	11.6	11.7
Islande	15.0	15.2	15.6	15.3	15.9	17.0	16.4	14.3	14.4	15.1	16.0	17.1	17.6	16.6
Italie	11.4	10.9	10.8	11.2	11.5	11.7	11.8	11.2	11.2	10.7	10.8	10.8	10.8	10.6
Japon	4.2	4.2	4.3	4.7	5.3	5.4	5.2	5.3	5.3	5.2	5.3	5.3	5.2	5.2
Luxembourg	10.2	9.9	9.8	10.4	10.5	10.4	10.6	10.5	10.6	10.5	11.2	10.9	10.0	10.1
Mexique	8.1	9.0	9.3	9.4	8.3	8.6	9.8	9.7	8.9	10.0	10.5	11.3	11.6	10.9
Norvège	15.7	15.8	15.5	15.4	15.8	15.6	13.5	13.3	13.3	12.9	12.7	12.1	12.0	12.5
Nouvelle-Zélande	12.3	12.2	12.2	12.2	12.1	12.1	11.7	11.8	12.1	12.1	11.9	12.0	12.0	11.7
Pays-Bas	11.3	11.3	11.6	11.3	11.3	11.7	11.5	11.8	11.6	11.7	11.9	12.3	12.0	11.4
Pologne	13.2	12.8	12.9	12.0	11.9	12.1	11.5	11.2	12.3	12.5	12.4	12.6	12.8	..
Portugal	13.5	12.9	13.2	12.8	13.1	13.3	12.8	12.9	13.2	13.3	13.3	13.9	14.5	14.0
République tchèque	13.0	12.1	11.8	11.3	10.8	11.5	11.2	10.8	10.8	11.1	11.8	11.7	11.1	10.9
République slovaque	..	..	..	..	12.5	11.9	12.1	11.0	11.2	12.1	12.3	12.7	11.5	11.5
Royaume-Uni	11.8	12.2	12.2	12.1	11.9	12.0	11.8	11.5	11.4	11.4	11.3	11.0	10.8	10.7
Suède	11.9	13.2	12.8	12.8	12.7	12.6	12.8	12.7	12.9	12.9	12.7	12.9	12.8	12.8
Suisse	5.3	6.1	6.0	6.0	6.2	6.6	6.7	6.8	6.8	6.8	6.8	6.9	6.8	6.7
Turquie	6.1	6.3	7.2	7.7	7.6	8.3	10.1	10.5	11.5	12.8	11.5	12.0	11.9	11.3
Moyenne OCDE	11.1	11.0	11.1	11.1	11.1	11.3	11.2	11.0	11.0	11.2	11.2	11.3	11.1	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544203635154>

## Impôts sur les biens et les services

En pourcentage du PIB

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538337231323>

## IMPÔTS APPLICABLES AU SALARIÉ MOYEN

Cette série sur les « Impôts applicables au salarié moyen » mesure le rapport entre le montant des impôts payés par un travailleur salarié moyen célibataire et les coûts de main-d'œuvre totaux qu'il représente pour son employeur. Ce « coin fiscal » permet donc d'évaluer l'ampleur de l'effet dissuasif exercé par le système fiscal en matière d'emploi.

### Définition

Les impôts intégrés dans cet indicateur sont les impôts sur le revenu des personnes physiques ainsi que les cotisations salariales et patronales de sécurité sociale. Les impôts sur les salaires sont également pris en compte pour les rares pays où il en existe. Le montant d'impôts payé pour l'emploi d'un salarié moyen est exprimé en pourcentage des coûts de main-d'œuvre qu'il représente (à savoir le salaire brut augmenté des cotisations patronales de sécurité sociale et des impôts sur les salaires).

On entend par salarié moyen une personne dont la rémunération est égale au revenu moyen des salariés du pays concerné qui travaillent à temps complet dans les secteurs C à K de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI). Le salarié moyen est réputé vivre seul, ce qui signifie qu'il ou elle ne bénéficie d'aucun allègement fiscal au titre d'un conjoint, d'un concubin ou d'un enfant à charge.

### Comparabilité

Les catégories d'impôts prises en compte dans cet indicateur sont totalement comparables d'un pays à l'autre, dans la mesure où elles correspondent à des définitions communes acceptées par tous les pays de l'OCDE et publiées dans les Statistiques des recettes publiques.

Les niveaux de revenu des salariés diffèrent d'un pays à l'autre, mais ils sont tous égaux au revenu moyen des salariés

qui travaillent à temps complet dans les secteurs C à K de la CITI. Par conséquent, ils peuvent être considérés comme des niveaux de revenus correspondant à des types d'activités comparables dans les différents pays.

Les informations sur le niveau de revenu du salarié moyen sont fournies par les ministères des Finances de tous les pays de l'OCDE, et sont fondées sur des enquêtes statistiques nationales. Le montant des impôts versés par un salarié célibataire est calculé en appliquant la législation fiscale du pays concerné. Par conséquent, les mesures du « coin fiscal » obtenues résultent d'un exercice de modélisation, plutôt que de l'observation directe des impôts effectivement payés.

### Source

- OCDE (2008), *Les impôts sur les salaires 2006-2007*, Édition 2007 : OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Immervoll, H. (2004), *Average and Marginal Effective Tax Rates Facing Workers in the EU: A Micro-Level Analysis of Levels, Distributions and Driving Factors*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 19, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Études de politique fiscale de l'OCDE – n° 15 Tax-Preferred Saving Accounts (version française)*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Études de politique fiscale de l'OCDE – n° 11 : La taxation des options de souscription ou d'achat d'actions destinées aux salariés*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Prestations et salaires : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2008), *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2009*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Statistiques des recettes publiques 1965-2007 – Édition 2008*, OCDE, Paris.

#### Sites Internet

- OCDE, Prestations et salaires, [www.oecd.org/els/social/workingincentives](http://www.oecd.org/els/social/workingincentives).
- Centre de politique et d'administration de l'OCDE, [www.oecd.org/ctp](http://www.oecd.org/ctp).
- Analyse des politiques fiscales de l'OCDE, [www.oecd.org/ctp/tpa](http://www.oecd.org/ctp/tpa).


### Tendances à long terme

En moyenne, les impôts applicables au salarié moyen ont légèrement diminué depuis 2000 pour l'ensemble de la zone OCDE. Toutefois, il existe d'importantes différences entre les pays. Treize des 30 pays membres de l'OCDE ont enregistré une hausse globale des impôts applicables au salarié moyen depuis 2000. Les pays où cette augmentation a été la plus forte comprenaient le Japon, la Grèce et la Corée. Parmi les 17 pays où les impôts applicables au salarié moyen ont globalement diminué, les baisses les plus marquées ont été observées en Finlande, en Irlande et en Suède.

## Impôts applicables au salarié moyen

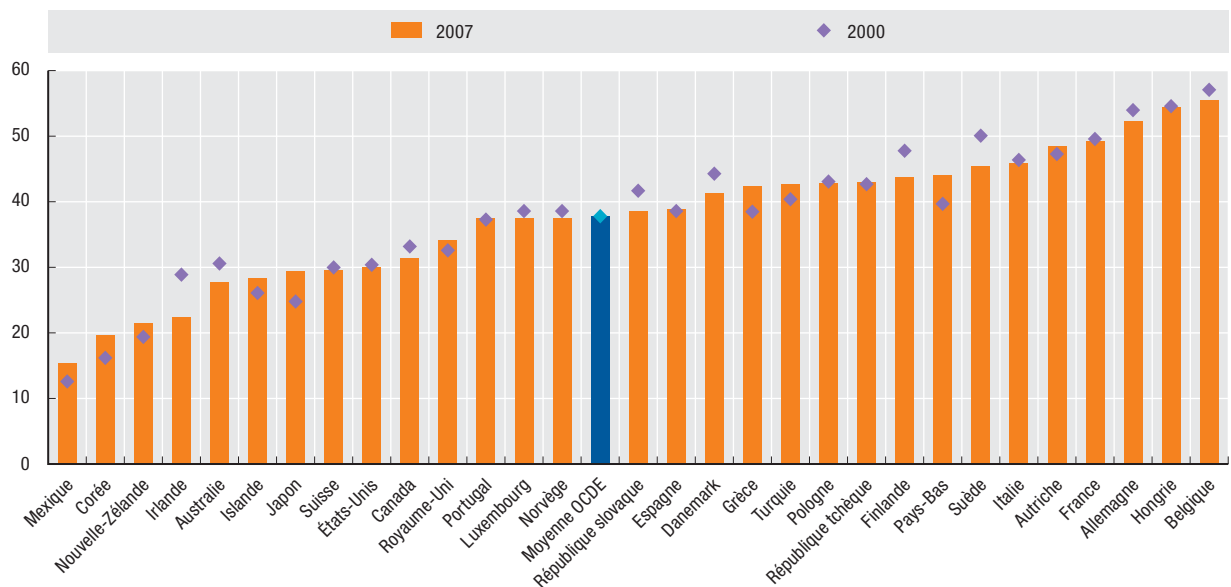
En pourcentage des coûts de main-d'œuvre

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	54.0	53.0	53.5	54.2	53.2	53.1	53.3	52.2
Australie	30.6	27.3	27.7	28.0	28.0	28.3	28.3	27.7
Autriche	47.3	46.9	47.1	47.4	48.1	48.0	48.3	48.5
Belgique	57.1	56.7	56.3	55.7	55.4	55.5	55.5	55.5
Canada	33.2	32.0	32.1	32.0	32.0	31.9	31.9	31.3
Corée	16.2	16.4	16.1	16.3	17.2	17.3	18.2	19.6
Danemark	44.3	43.6	42.6	42.6	41.3	41.1	41.3	41.3
Espagne	38.6	38.8	39.1	38.5	38.7	38.9	39.1	38.9
États-Unis	30.4	30.3	30.1	29.9	29.8	29.7	29.9	30.0
Finlande	47.8	46.4	45.9	45.0	44.5	44.6	44.1	43.7
France	49.6	49.8	49.8	49.8	49.9	50.0	50.2	49.2
Grèce	38.5	38.2	39.0	37.9	40.0	40.5	41.9	42.3
Hongrie	54.6	55.8	53.7	50.8	51.8	51.1	51.9	54.4
Irlande	28.9	25.8	24.5	24.2	24.0	23.5	23.0	22.3
Islande	26.1	26.9	28.4	29.2	29.4	29.6	29.5	28.3
Italie	46.4	46.0	46.0	45.0	45.4	45.4	45.5	45.9
Japon	24.8	24.9	30.5	27.4	27.3	27.7	28.8	29.3
Luxembourg	38.6	37.0	34.2	34.7	35.1	35.9	36.6	37.5
Mexique	12.6	13.2	15.8	16.8	15.3	14.7	15.0	15.3
Norvège	38.6	39.2	38.6	38.1	38.1	37.2	37.4	37.5
Nouvelle-Zélande	19.4	19.4	19.5	19.7	20.0	20.4	21.1	21.5
Pays-Bas	39.7	37.2	37.4	37.1	38.8	38.7	44.4	44.0
Pologne	43.1	42.8	42.7	43.0	43.2	43.4	43.7	42.8
Portugal	37.3	36.4	36.6	36.8	37.8	37.3	37.4	37.4
République tchèque	42.7	42.6	42.9	43.2	43.5	43.8	42.6	42.9
République slovaque	41.7	42.7	42.5	42.9	42.5	38.3	38.5	38.5
Royaume-Uni	32.6	32.2	32.3	33.8	33.9	34.0	34.0	34.1
Suède	50.1	49.1	47.8	48.2	48.4	48.1	47.8	45.4
Suisse	30.0	30.1	30.1	29.7	29.4	29.5	29.5	29.6
Turquie	40.4	43.6	42.5	42.2	42.8	42.8	42.7	42.7
Moyenne OCDE	37.8	37.5	37.5	37.3	37.5	37.3	37.7	37.7

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544212780653>

## Impôts applicables au salarié moyen

En pourcentage des coûts de main-d'œuvre

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538364151820>









## QUALITÉ DE VIE

### SANTÉ

ESPÉRANCE DE VIE  
MORTALITÉ INFANTILE  
SANTÉ MENTALE  
OBÉSITÉ

### SOCIÉTÉ

SUICIDES  
BIEN-ÊTRE SUBJECTIF  
BÉNÉVOLAT ET SOUTIEN SOCIAL  
INACTIVITÉ DES JEUNES

### LOISIRS

TEMPS DE LOISIRS  
LOISIRS ET CULTURE  
TOURISME – NUITÉES

### SÉCURITÉ

TAUX DE VICTIMATION  
VÉHICULES ROUTIERS AUTOMOBILES  
ET ACCIDENTS MORTELS DE LA ROUTE

## ESPÉRANCE DE VIE

L'espérance de vie à la naissance demeure l'un des indicateurs de l'état de santé les plus fréquemment cités.

Les gains d'espérance de vie enregistrés dans les pays de l'OCDE au cours des dernières décennies, qui reflètent les réductions prononcées des taux de mortalité, peuvent être attribués à plusieurs facteurs, dont l'augmentation du niveau de vie, l'amélioration des habitudes de vie et l'élévation du niveau d'instruction, ainsi qu'un accès plus large à des soins de santé de qualité. D'autres facteurs tels que l'amélioration de la nutrition, de l'hygiène et du logement ont également joué un rôle, en particulier dans les pays dont l'économie est en voie de développement.

Il est difficile d'évaluer la contribution relative des nombreux facteurs médicaux et non médicaux qui peuvent influencer sur les variations de l'espérance de vie dans le temps et d'un pays à l'autre. Un revenu national élevé (mesuré d'après le PIB par habitant) va généralement de pair avec une grande espérance de vie à la naissance dans l'ensemble des pays de l'OCDE, mais la relation est moins marquée dans le cas des niveaux supérieurs de l'échelle des revenus.

### Tendances à long terme

À travers les pays de l'OCDE, l'espérance de vie à la naissance en moyenne pour l'ensemble de la population a atteint 79 ans en 2006, soit plus de dix ans de plus qu'en 1960. Dans un tiers des pays de l'OCDE, l'espérance de vie a dépassé 80 ans en 2006. Le pays à l'espérance de vie la plus élevée est le Japon, avec une espérance de vie, femmes et hommes confondus, de 82,4 ans. À l'autre extrémité, l'espérance de vie la plus basse dans les pays de l'OCDE revient à la Turquie, suivie de la Hongrie. Cependant, tandis que l'espérance de vie en Hongrie n'a progressé que très modestement depuis 1960, elle a sensiblement augmenté en Turquie, qui rattrape rapidement la moyenne OCDE.

L'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes était en moyenne de 5,6 ans dans l'ensemble des pays de l'OCDE en 2006, et celle-ci atteignait 76,1 ans pour les hommes et 81,7 ans pour les femmes. Cet écart s'est accru en moyenne d'une demi-année dans tous les pays entre 1960 et 2006. Mais ce chiffre masque des différences d'évolution entre les décennies du début de la période et celles de la fin. Ainsi, alors que l'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes s'est fortement creusé dans un grand nombre de pays au cours des années 60 et 70, il s'est réduit durant les vingt-cinq dernières années, les gains d'espérance de vie ayant été plus importants pour les hommes que pour les femmes dans la plupart des pays de l'OCDE. Cette diminution de l'écart d'espérance de vie entre les sexes a été imputée au moins en partie au rapprochement des comportements à risque des hommes et des femmes, comme le tabagisme, qui s'est accompagné d'une réduction sensible des taux de mortalité due à des maladies cardio-vasculaires chez les hommes.

### Définition

L'espérance de vie correspond au nombre moyen d'années qu'une personne peut espérer vivre, calculé d'après un ensemble donné de taux de mortalité par âge. Toutefois, les taux effectifs de mortalité par âge d'une génération particulière ne peuvent être connus à l'avance. Si les taux de mortalité par âge diminuent (comme on l'a vu au cours des dernières décennies dans les pays de l'OCDE), la longévité réelle sera plus grande que l'espérance de vie calculée d'après les taux de mortalité actuels.

### Comparabilité

Chaque pays calcule l'espérance de vie de sa population à l'aide de méthodes qui peuvent être assez diverses. Ces différences peuvent influencer sur la comparabilité des estimations communiquées par les pays sur l'espérance de vie car, selon la méthode utilisée, ces estimations peuvent varier d'une fraction d'année.

### Source

- OCDE (2008), *Éco-Santé OCDE 2008*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2002), *Être à la hauteur : Mesurer et améliorer la performance des systèmes de santé dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *A Disease-based Comparison of Health Systems: What is Best and at what Cost?*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Maladie, invalidité et travail : surmonter les obstacles (Vol. 1) : Norvège, Pologne, Suisse*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2007), *Panorama de la santé 2007 : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Édition 2006, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- OCDE, *Éco-Santé*.

#### Sites Internet

- Données sur la santé de l'OCDE, [www.oecd.org/health/healthdata](http://www.oecd.org/health/healthdata).

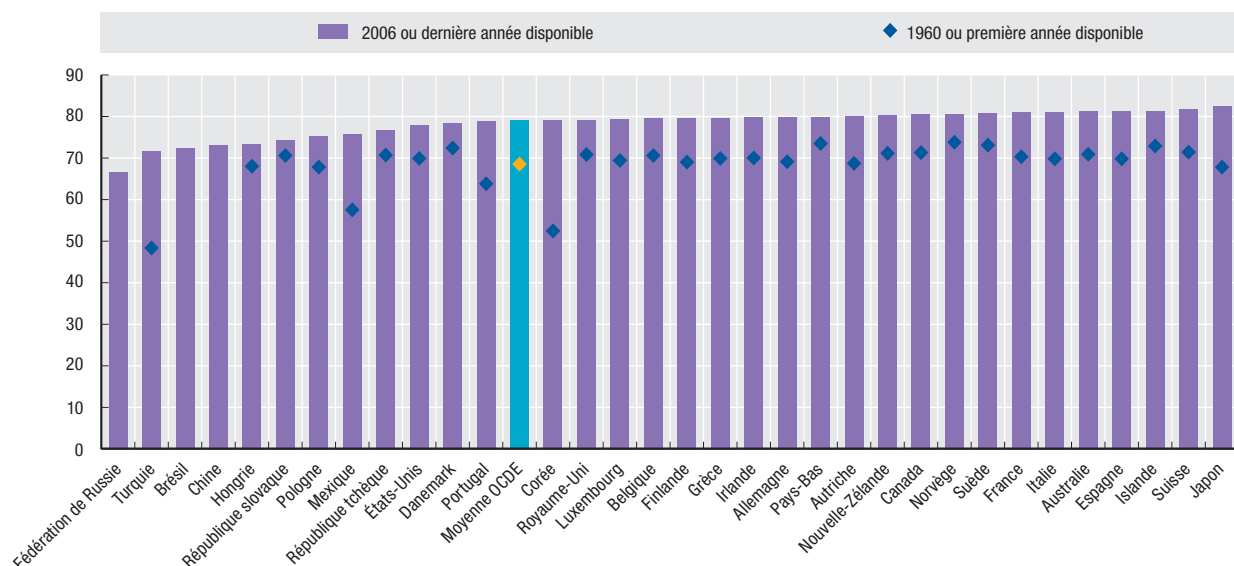

**Espérance de vie à la naissance : total**

Nombre d'années

	1960	1970	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	69.1	70.6	72.9	75.3	76.6	78.2	78.5	78.5	78.6	79.2	79.4	79.8
Australie	70.9	70.8	74.6	77.0	77.9	79.3	79.7	80.0	80.3	80.6	80.9	81.1
Autriche	68.7	70.0	72.6	75.5	76.6	78.1	78.6	78.8	78.8	79.3	79.5	79.9
Belgique	70.6	71.0	73.3	76.1	77.0	77.8	78.1	78.2	78.2	78.9	79.1	79.5
Canada	71.3	72.9	75.3	77.6	78.1	79.3	79.6	79.7	79.9	80.2	80.4	..
Corée	52.4	62.2	65.9	71.4	73.5	76.0	76.4	77.0	77.4	78.0	78.5	79.1
Danemark	72.4	73.3	74.3	74.9	75.3	76.9	77.0	77.1	77.4	77.8	78.3	78.4
Espagne	69.8	72.0	75.4	77.0	78.1	79.4	79.7	79.8	79.7	80.3	80.4	81.1
États-Unis	69.9	70.9	73.7	75.3	75.7	76.8	77.1	77.2	77.5	77.8	77.8	..
Finlande	69.0	70.8	73.4	75.0	76.6	77.7	78.2	78.3	78.5	79.0	79.1	79.5
France	70.3	72.2	74.3	76.9	77.9	79.2	79.3	79.4	79.3	80.3	80.2	80.9
Grèce	69.9	72.0	74.5	77.1	77.7	78.0	78.5	78.7	78.9	79.1	79.3	79.6
Hongrie	68.0	69.2	69.1	69.4	69.9	71.7	72.3	72.6	72.6	72.8	72.8	73.2
Irlande	70.0	71.2	72.9	74.9	75.6	76.6	77.2	77.9	78.4	78.9	79.5	79.7
Islande	72.9	74.3	76.7	78.0	78.0	80.1	80.2	80.6	81.2	81.0	81.2	81.2
Italie	69.8	72.0	74.0	77.2	78.4	80.0	80.2	80.3	80.0	80.9	80.9	..
Japon	67.8	72.0	76.1	78.9	79.6	81.2	81.5	81.8	81.9	82.1	82.0	82.4
Luxembourg	69.4	70.3	72.5	75.6	76.8	78.0	77.9	78.1	77.8	79.1	79.5	79.4
Mexique	57.5	60.9	67.2	71.2	72.7	74.1	74.4	74.6	74.9	75.2	75.5	75.7
Norvège	73.8	74.4	75.9	76.7	77.9	78.8	78.9	79.0	79.6	80.1	80.3	80.6
Nouvelle-Zélande	71.1	71.5	73.2	75.5	76.8	78.4	78.7	79.0	79.2	79.6	79.9	80.2
Pays-Bas	73.5	73.7	75.9	77.0	77.5	78.0	78.3	78.4	78.6	79.2	79.4	79.8
Pologne	67.8	70.0	70.2	70.7	72.0	73.9	74.3	74.6	74.7	75.0	75.1	75.3
Portugal	63.8	66.6	71.4	74.1	75.4	76.7	77.0	77.2	77.4	78.3	78.1	78.9
République tchèque	70.7	69.6	70.5	71.6	73.3	75.1	75.4	75.4	75.3	75.9	76.1	76.7
République slovaque	70.6	69.8	70.6	71.0	72.4	73.3	73.6	73.8	73.9	74.1	74.0	74.3
Royaume-Uni	70.8	71.9	73.2	75.7	76.7	77.9	78.2	78.3	78.4	78.9	79.1	..
Suède	73.1	74.7	75.8	77.6	78.8	79.7	79.9	79.9	80.2	80.6	80.6	80.8
Suisse	71.4	73.1	75.7	77.5	78.7	79.9	80.4	80.6	80.6	81.2	81.4	81.7
Turquie	48.3	54.2	58.1	66.1	67.9	70.5	70.6	70.8	71.0	71.2	71.4	71.6
Moyenne OCDE	68.5	70.3	72.6	74.9	76.0	77.4	77.7	77.9	78.0	78.5	78.7	79.0
Brésil	..	..	62.7	66.6	68.6	70.5	70.8	71.1	71.4	71.7	72.0	72.3
Chine	..	..	..	68.6	..	71.4	..	..	..	..	73.0	..
Fédération de Russie	..	..	67.5	69.2	64.5	65.3	65.2	65.0	64.9	65.3	65.3	66.6

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/544223472072>
**Espérance de vie à la naissance : total**


Nombre d'années


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/538382241346>

**Espérance de vie à la naissance : hommes**

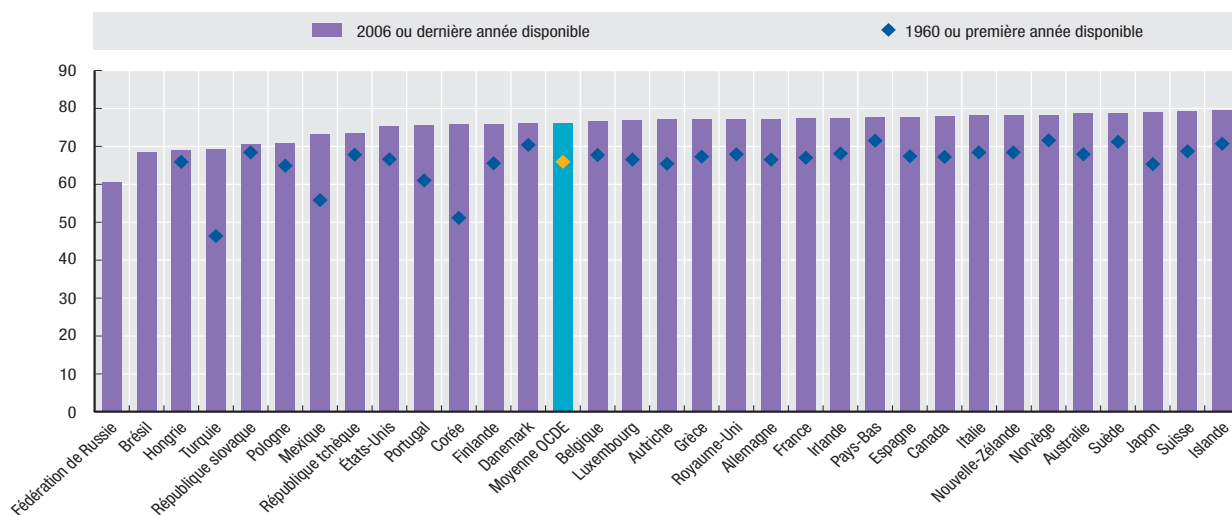
Nombre d'années


	1960	1970	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	66.5	67.5	69.6	72.0	73.3	75.1	75.6	75.7	75.8	76.5	76.7	77.2
Australie	67.9	67.4	71.0	73.9	75.0	76.6	77.0	77.4	77.8	78.1	78.5	78.7
Autriche	65.4	66.5	69.0	72.2	73.3	75.1	75.6	75.8	75.9	76.4	76.7	77.1
Belgique	67.7	67.8	69.9	72.7	73.5	74.6	75.0	75.1	75.3	76.0	76.2	76.6
Canada	68.4	69.3	71.7	74.4	75.1	76.7	77.0	77.2	77.4	77.8	78.0	..
Corée	51.1	58.7	61.8	67.3	69.6	72.3	72.8	73.4	73.9	74.5	75.1	75.7
Danemark	70.4	70.7	71.2	72.0	72.7	74.5	74.7	74.8	75.0	75.4	76.0	76.1
Espagne	67.4	69.2	72.3	73.4	74.4	75.8	76.2	76.3	76.3	76.9	77.0	77.7
États-Unis	66.6	67.1	70.0	71.8	72.5	74.1	74.4	74.5	74.8	75.2	75.2	..
Finlande	65.5	66.5	69.2	71.0	72.8	74.2	74.6	74.9	75.1	75.4	75.6	75.9
France	67.0	68.4	70.2	72.8	73.9	75.3	75.5	75.7	75.8	76.7	76.7	77.3
Grèce	67.3	70.1	72.2	74.6	75.0	75.5	75.9	76.2	76.5	76.6	76.8	77.1
Hongrie	65.9	66.3	65.5	65.1	65.3	67.4	68.1	68.4	68.4	68.6	68.6	69.0
Irlande	68.1	68.8	70.1	72.1	72.8	74.0	74.5	75.2	75.9	76.4	77.3	77.3
Islande	70.7	71.2	73.7	75.4	75.9	78.4	78.1	78.7	79.7	79.2	79.2	79.4
Italie	67.2	69.0	70.6	73.9	75.1	77.0	77.2	77.4	77.1	77.9	78.1	..
Japon	65.3	69.3	73.4	75.9	76.4	77.7	78.1	78.3	78.4	78.6	78.6	79.0
Luxembourg	66.5	67.1	69.1	72.4	73.0	74.6	75.1	74.6	74.8	75.9	76.7	76.8
Mexique	55.8	58.5	64.1	68.3	70.0	71.6	71.9	72.1	72.4	72.7	73.0	73.2
Norvège	71.6	71.2	72.4	73.4	74.8	76.0	76.2	76.4	77.1	77.6	77.8	78.2
Nouvelle-Zélande	68.4	68.4	70.1	72.5	74.1	75.9	76.3	76.7	77.0	77.5	77.9	78.1
Pays-Bas	71.5	70.8	72.5	73.8	74.6	75.5	75.8	76.0	76.2	76.9	77.2	77.6
Pologne	64.9	66.6	66.0	66.2	67.6	69.7	70.2	70.4	70.5	70.7	70.8	70.9
Portugal	61.0	63.6	67.9	70.6	71.7	73.2	73.5	73.8	74.2	75.0	74.9	75.5
République tchèque	67.8	66.1	66.9	67.6	69.7	71.7	72.1	72.1	72.0	72.6	72.9	73.5
République slovaque	68.4	66.7	66.8	66.6	68.4	69.1	69.5	69.8	69.9	70.3	70.1	70.4
Royaume-Uni	67.9	68.7	70.2	72.9	74.0	75.5	75.8	76.0	76.2	76.8	77.1	..
Suède	71.2	72.2	72.8	74.8	76.2	77.4	77.6	77.7	77.9	78.4	78.4	78.7
Suisse	68.7	70.0	72.3	74.0	75.4	77.0	77.5	77.9	78.0	78.6	78.7	79.2
Turquie	46.3	52.0	55.8	63.8	65.6	68.1	68.2	68.4	68.6	68.8	68.9	69.1
Moyenne OCDE	65.9	67.2	69.3	71.6	72.7	74.3	74.7	74.9	75.1	75.6	75.8	76.1
Brésil	..	..	59.6	62.8	64.8	66.7	67.0	67.3	67.6	67.9	68.1	68.4
Fédération de Russie	..	..	61.5	63.7	58.1	59.0	58.9	58.7	58.6	58.9	58.9	60.4

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544240158677>

**Espérance de vie à la naissance : hommes**

Nombre d'années




StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538443824282>

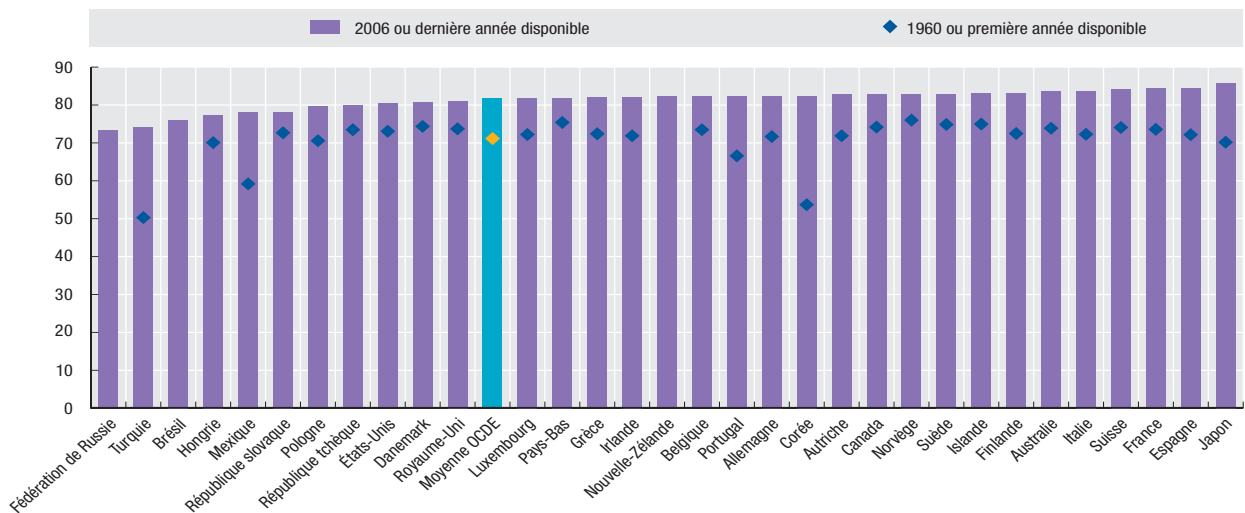

**Espérance de vie à la naissance : femmes**

Nombre d'années

	1960	1970	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	71.7	73.6	76.2	78.5	79.9	81.2	81.4	81.3	81.3	81.9	82.0	82.4
Australie	73.9	74.2	78.1	80.1	80.8	82.0	82.4	82.6	82.8	83.0	83.3	83.5
Autriche	71.9	73.4	76.1	78.8	79.9	81.1	81.5	81.7	81.6	82.1	82.2	82.7
Belgique	73.5	74.2	76.7	79.5	80.4	81.0	81.2	81.2	81.1	81.8	81.9	82.3
Canada	74.2	76.4	78.9	80.8	81.1	81.9	82.1	82.1	82.4	82.6	82.7	..
Corée	53.7	65.6	70.0	75.5	77.4	79.6	80.0	80.5	80.8	81.4	81.9	82.4
Danemark	74.4	75.9	77.3	77.8	77.9	79.2	79.3	79.4	79.8	80.2	80.5	80.7
Espagne	72.2	74.8	78.4	80.6	81.8	82.9	83.2	83.2	83.0	83.7	83.7	84.4
États-Unis	73.1	74.7	77.4	78.8	78.9	79.5	79.8	79.9	80.1	80.4	80.4	..
Finlande	72.5	75.0	77.6	79.0	80.4	81.2	81.7	81.6	81.9	82.5	82.5	83.1
France	73.6	75.9	78.4	80.9	81.8	83.0	83.0	83.0	82.7	83.8	83.7	84.4
Grèce	72.4	73.8	76.8	79.5	80.3	80.5	81.0	81.1	81.3	81.5	81.7	82.0
Hongrie	70.1	72.1	72.7	73.7	74.5	75.9	76.4	76.7	76.7	76.9	76.9	77.4
Irlande	71.9	73.5	75.6	77.7	78.3	79.2	79.9	80.5	80.8	81.4	81.7	82.1
Islande	75.0	77.3	79.7	80.5	80.0	81.8	82.2	82.5	82.7	82.7	83.1	83.0
Italie	72.3	74.9	77.4	80.4	81.6	82.9	83.2	83.2	82.8	83.8	83.7	..
Japon	70.2	74.7	78.8	81.9	82.9	84.6	84.9	85.2	85.3	85.6	85.5	85.8
Luxembourg	72.2	73.4	75.9	78.7	80.6	81.3	80.7	81.5	80.8	82.3	82.3	81.9
Mexique	59.2	63.2	70.2	74.1	75.3	76.5	76.8	77.1	77.4	77.6	77.9	78.1
Norvège	76.0	77.5	79.3	79.9	80.9	81.5	81.6	81.6	82.1	82.6	82.7	82.9
Nouvelle-Zélande	73.8	74.5	76.2	78.4	79.5	80.8	81.1	81.2	81.3	81.7	81.9	82.2
Pays-Bas	75.4	76.5	79.2	80.1	80.4	80.5	80.7	80.7	80.9	81.4	81.6	81.9
Pologne	70.6	73.3	74.4	75.2	76.4	78.0	78.3	78.7	78.8	79.2	79.4	79.6
Portugal	66.6	69.6	74.9	77.5	79.0	80.2	80.5	80.6	80.6	81.5	81.3	82.3
République tchèque	73.5	73.1	74.0	75.5	76.8	78.5	78.6	78.7	78.6	79.2	79.2	79.9
République slovaque	72.7	72.9	74.3	75.4	76.3	77.4	77.7	77.7	77.8	77.8	77.9	78.2
Royaume-Uni	73.7	75.0	76.2	78.5	79.3	80.3	80.5	80.6	80.5	81.0	81.1	..
Suède	74.9	77.1	78.8	80.4	81.4	82.0	82.1	82.1	82.5	82.7	82.8	82.9
Suisse	74.1	76.2	79.0	80.9	81.9	82.8	83.2	83.2	83.2	83.8	84.0	84.2
Turquie	50.3	56.3	60.3	68.3	70.2	72.8	73.0	73.2	73.4	73.6	73.8	74.0
Moyenne OCDE	71.0	73.3	76.0	78.2	79.2	80.3	80.6	80.8	80.8	81.3	81.4	81.7
Brésil	..	..	65.7	70.4	72.3	74.3	74.6	74.9	75.2	75.5	75.8	76.1
Fédération de Russie	..	..	73.0	74.3	71.6	72.3	72.2	71.9	71.8	72.3	72.4	73.2

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544284347660>
**Espérance de vie à la naissance : femmes**

Nombre d'années


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538511484418>



## MORTALITÉ INFANTILE

Un grand nombre d'études ont utilisé les taux de mortalité infantile comme des données de santé permettant d'examiner l'effet de divers déterminants médicaux et non médicaux de la santé. Le taux de mortalité infantile, qui représente la proportion de décès de bébés de moins d'un an, témoigne de l'incidence de la situation matérielle et sociale sur la santé des mères et des nouveaux-nés, ainsi que de l'efficacité des systèmes de santé. Le fait que des pays où les dépenses de santé sont élevées n'enregistrent pas nécessairement une faible mortalité infantile a conduit à penser qu'il n'était pas indispensable d'accroître ces dépenses pour obtenir de meilleurs résultats dans ce domaine. Il ressort d'un ensemble d'études que de nombreux facteurs autres que la qualité et l'efficacité du système de santé, comme les inégalités de revenu, le milieu social, les habitudes de vie des individus et les mentalités, avaient une influence sur les taux de mortalité infantile.

### Définition

Le taux de mortalité infantile est le nombre de décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 naissances vivantes. La mortalité néonatale recouvre les décès d'enfants de moins de 28 jours.

### Tendances à long terme

Tous les pays de l'OCDE ont accompli des progrès remarquables dans la réduction du taux de mortalité infantile depuis 1970, époque à laquelle la moyenne était de près de 30 décès pour 1 000 naissances vivantes. En 2006, la moyenne OCDE s'était établie à moins de 5,2 décès pour 1 000 naissances vivantes, ce qui représente une baisse de plus de 80 % depuis 1970. Le Portugal, qui avait le taux de mortalité infantile le plus élevé d'Europe, a vu ce dernier diminuer de plus de 90 % depuis 1970 pour se ranger parmi les plus bas des pays de l'OCDE en 2006. On relève aussi une forte baisse des taux de mortalité infantile en Corée. En revanche, la réduction des taux de mortalité infantile a été plus lente aux États-Unis.

Environ deux tiers des décès qui se produisent au cours de la première année de vie sont des décès néonataux (qui surviennent au cours des quatre premières semaines de vie). Les malformations congénitales, les naissances prématurées, et d'autres problèmes qui apparaissent pendant la grossesse, sont les principaux facteurs de mortalité néonatale dans les pays développés. Étant donné que les femmes sont de plus en plus nombreuses à différer leur maternité et que les naissances multiples liées au traitement de la stérilité augmentent, le nombre de naissances prématurées tend à s'accroître. Dans certains pays à revenu élevé, cette évolution a contribué à une stabilisation de la tendance à la baisse des taux de mortalité infantile au cours de ces dernières années. En ce qui concerne les décès qui surviennent plus d'un mois après la naissance (mortalité postnéonatale), les causes sont généralement plus variées, les plus fréquentes étant la mort subite du nourrisson, les anomalies congénitales, les infections et les accidents.

### Comparabilité

Les écarts entre pays concernant les taux de mortalité infantile et néonatale peuvent être dus dans une certaine mesure aux pratiques différentes qu'ils suivent pour enregistrer les enfants prématurés (qui peuvent ainsi être comptabilisés parmi les naissances vivantes ou les morts foetales). Dans plusieurs pays, tels que les États-Unis, le Canada, le Japon et les pays nordiques, les grands prématurés, qui ont relativement peu de chances de survie, sont enregistrés comme des naissances vivantes, ce qui accroît les taux de mortalité par rapport aux pays qui ne le font pas.

### Source

- OCDE (2008), *Éco-Santé OCDE 2008*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants – études thématiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Études de l'OCDE sur les politiques de santé : les personnels de santé dans les pays de l'OCDE : Comment répondre à la crise imminente*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2006), *Economic Valuation of Environmental Health Risks to Children*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Panorama de la santé 2007 : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- OCDE, *Éco-Santé*.

#### Sites Internet

- Données sur la santé de l'OCDE, [www.oecd.org/health/healthdata](http://www.oecd.org/health/healthdata).

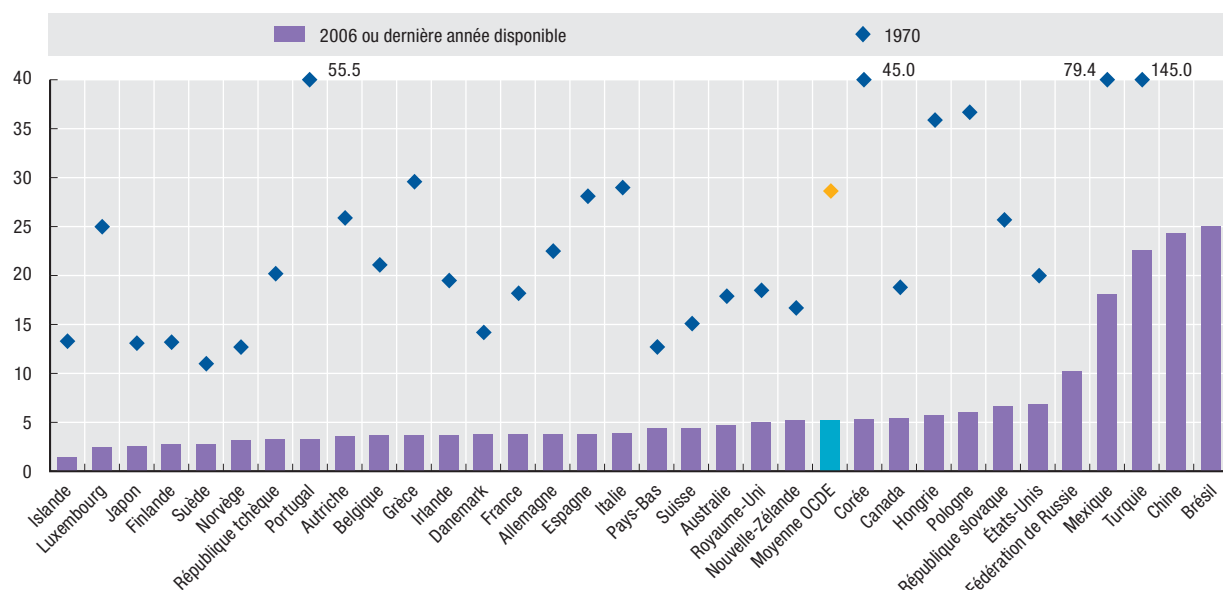

**Mortalité infantile**

Morts pour 1 000 naissances vivantes

	1970	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	22.5	12.4	7.0	5.3	4.4	4.3	4.2	4.2	4.1	3.9	3.8
Australie	17.9	10.7	8.2	5.7	5.2	5.3	5.0	4.8	4.7	5.0	4.7
Autriche	25.9	14.3	7.8	5.4	4.8	4.8	4.1	4.5	4.5	4.2	3.6
Belgique	21.1	12.1	6.5	5.9	4.8	4.5	4.4	4.3	4.3	3.7	..
Canada	18.8	10.4	6.8	6.1	5.3	5.2	5.4	5.3	5.3	5.4	..
Corée	45.0	17.0	10.0	7.7	6.2	..	5.3	..	..	..	..
Danemark	14.2	8.4	7.5	5.1	5.3	4.9	4.4	4.4	4.4	4.4	3.8
Espagne	28.1	12.3	7.6	5.5	4.4	4.1	4.1	3.9	4.0	3.8	3.8
États-Unis	20.0	12.6	9.2	7.6	6.9	6.8	7.0	6.9	6.8	6.9	..
Finlande	13.2	7.6	5.6	3.9	3.8	3.2	3.0	3.1	3.3	3.0	2.8
France	18.2	10.0	7.3	4.9	4.5	4.6	4.2	4.2	4.0	3.8	3.8
Grèce	29.6	17.9	9.7	8.1	5.4	5.1	5.1	4.0	4.1	3.8	3.7
Hongrie	35.9	23.2	14.8	10.7	9.2	8.1	7.2	7.3	6.6	6.2	5.7
Irlande	19.5	11.1	8.2	6.4	6.2	5.7	5.0	5.3	4.6	4.0	3.7
Islande	13.3	7.8	5.8	6.0	3.0	2.7	2.3	2.4	2.8	2.3	1.4
Italie	29.0	14.6	8.2	6.2	4.5	4.6	4.3	3.9	3.9	..	..
Japon	13.1	7.5	4.6	4.3	3.2	3.1	3.0	3.0	2.8	2.8	2.6
Luxembourg	25.0	11.4	7.3	5.5	5.1	5.9	5.1	4.9	3.9	2.6	2.5
Mexique	79.4	51.0	36.2	27.6	23.3	22.4	21.4	20.5	19.7	18.8	18.1
Norvège	12.7	8.1	6.9	4.0	3.8	3.9	3.5	3.4	3.2	3.1	3.2
Nouvelle-Zélande	16.7	13.0	8.4	6.7	6.3	5.6	6.2	5.4	5.9	5.0	5.2
Pays-Bas	12.7	8.6	7.1	5.5	5.1	5.4	5.0	4.8	4.4	4.9	4.4
Pologne	36.7	25.5	19.3	13.6	8.1	7.7	7.5	7.0	6.8	6.4	6.0
Portugal	55.5	24.2	11.0	7.5	5.5	5.0	5.0	4.1	3.8	3.5	3.3
République tchèque	20.2	16.9	10.8	7.7	4.1	4.0	4.1	3.9	3.7	3.4	3.3
République slovaque	25.7	20.9	12.0	11.0	8.6	6.2	7.6	7.9	6.8	7.2	6.6
Royaume-Uni	18.5	12.1	7.9	6.2	5.6	5.5	5.2	5.2	5.1	5.1	5.0
Suède	11.0	6.9	6.0	4.1	3.4	3.7	3.3	3.1	3.1	2.4	2.8
Suisse	15.1	9.1	6.8	5.0	4.9	5.0	5.0	4.3	4.2	4.2	4.4
Turquie	145.0	117.5	55.4	43.0	28.9	27.8	26.7	28.7	24.6	23.6	22.6
Moyenne OCDE	28.1	17.9	11.0	8.4	6.7	6.4	6.1	6.0	5.7	5.4	5.2
Brésil	..	69.1	47.0	37.9	30.1	29.2	28.4	27.5	26.6	25.8	25.0
Chine	..	..	32.9	..	28.4	..	..	..	..	24.3	..
Fédération de Russie	..	22.1	17.4	18.1	15.3	14.6	13.3	12.4	11.6	11.0	10.2

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/544372178375>
**Mortalité infantile**

Morts pour 1 000 naissances vivantes


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/538513502878>

## SANTÉ MENTALE

Les troubles mentaux constituent une lourde charge pour ceux qui en souffrent comme pour le public en général. Le coût économique des problèmes de santé mentale – y compris le traitement et le coût indirect en perte de productivité et en jours de congé maladie – est estimé à plus de 2 % du PIB au Royaume-Uni et à un peu moins au Canada.

### Définition

Le premier ensemble de données utilisé ici est tiré d'enquêtes épidémiologiques à grande échelle s'inscrivant dans le cadre de l'initiative lancée par l'OMS autour de l'Enquête sur la santé mentale dans le monde (ESM). Ces enquêtes ont été menées entre 2002 et 2005 dans dix pays de l'OCDE. Elles s'appuient sur un outil de diagnostic commun pour mesurer l'occurrence des divers types de troubles et déterminer leur nature et leur intensité, ainsi que le traitement prescrit. Sont étudiés en particulier les troubles anxieux, les troubles de l'humeur, les troubles liés à la maîtrise des pulsions ainsi que les troubles liés à l'alcool et à l'utilisation de drogues. Les troubles sont classés en trois catégories : graves, modérés ou légers.

Le deuxième corpus de données provient de l'Enquête européenne sur la qualité de la vie (EQLS), menée en 2007 par la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. Les données sont obtenues à

### En bref

Les problèmes de santé mentale sont courants. La proportion de personnes ayant déclaré avoir connu une forme quelconque de trouble mental au cours de l'année précédente allait de 9 % en Italie, au Japon, en Espagne et en Allemagne, à 12-15 % en Belgique, au Mexique et au Pays-Bas, pour atteindre 18 % en France et 26 % aux États-Unis. Le pourcentage de personnes ayant déclaré avoir été atteint d'un trouble mental au cours de leur vie est plus élevé, la fourchette se situant entre 18 % en Italie et au Japon, et environ 40 %, voire plus, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis.

Dans l'ensemble des pays, les troubles les plus fréquents sont à imputer à l'anxiété, les troubles de l'humeur arrivant en deuxième place. Les plus rares sont ceux qui ont trait à la maîtrise des pulsions et à l'utilisation de substances. Une bonne partie des troubles mentaux sont classés comme légers, mais près de 5 % de la population des pays étudiés font état de troubles modérés, et 3 % rapportent des troubles graves – la prévalence de ces derniers se rapprochant de 10 % aux États-Unis.

La plupart des troubles de la santé mentale ne font pas l'objet de traitement. La proportion des troubles qui est traitée varie entre 8 % en Italie et 26 % aux États-Unis. Si la proportion de cas traités est supérieure pour les troubles graves et modérés (48 % et 31 % respectivement), beaucoup de cas graves restent sans traitement.

Parmi les 21 pays européens, l'indice de santé mentale affiche un niveau relativement bas en Turquie et, dans une moindre mesure, en Italie et en Pologne. Il met au contraire en évidence une bonne santé mentale en Norvège, devant les Pays-Bas, l'Irlande et le Danemark. Les écarts sont relativement faibles entre les pays qui se situent vers le milieu de la distribution pour cet indice.

partir des réponses à la question suivante : Veuillez indiquer pour chacune des phrases ci-après laquelle se rapproche le plus de la manière dont vous vous êtes senti au cours des deux dernières semaines : Je me suis senti joyeux et de bonne humeur; je me suis senti calme et détendu; je me suis senti actif et vigoureux; je me suis réveillé en ayant le sentiment d'être frais et dispos; ma vie quotidienne a été pleine d'expériences intéressantes (tout le temps, la plupart du temps, plus de la moitié du temps, moins de la moitié du temps, une partie du temps, jamais). Le score total sur toutes les déclarations est multiplié par 4 pour obtenir un score d'une valeur maximale de 100.

### Comparabilité

Les données tirées de l'ESM couvrent des personnes âgées de 18 ans et plus dans la plupart des pays à l'exception de la Nouvelle-Zélande (16 ans et plus), du Japon (18 ans et plus) et du Mexique (18 à 65 ans). La taille des échantillons oscille entre 2 000 personnes (Pays-Bas) et 13 000 (Nouvelle-Zélande), et les taux de réponse entre 50 % (Belgique) et 80 % (Nouvelle-Zélande). Il s'agit d'échantillons représentatifs de la population nationale dans la plupart des pays, mais qui renvoient au Mexique à l'ensemble des zones urbaines et au Japon à quatre grandes zones métropolitaines. Les enquêtes européennes n'évaluent pas les troubles bipolaires et les abus de substances, ce qui limite la comparabilité des données.

L'Enquête européenne sur la qualité de la vie couvre un plus grand nombre de pays européens, et la Turquie. L'indice obtenu se fonde sur des auto-déclarations qui permettent de recenser les symptômes de type dépressif. C'est pourquoi les classements établis à partir de cette enquête ne sont pas comparables avec les données de l'ESM.

### Source

- OCDE (2008), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2008*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Panorama de la société 2008 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Kessler R.C. et al. (2007), « Lifetime prevalence and age-of-onset distributions of mental disorders in the World Health Organisation World Mental Health Survey Initiative », *World Psychiatry*, Vol. 6, octobre.
- WHO World Mental Health Survey Consortium (2007), « Prevalence, Severity, and Unmet need for Treatment of Mental Disorders in the World Health Organisation World Mental Health Surveys », *American Medical Association*, Vol. 291, 21 juin.

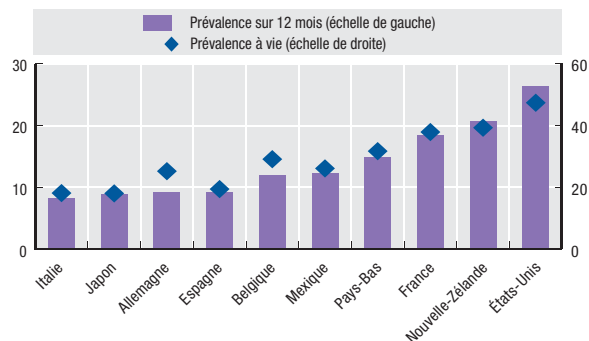
#### Sites Internet

- Deuxième enquête européenne sur la qualité de vie – Premiers résultats (2008), European Foundation, [www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef0852\\_fr.htm](http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef0852_fr.htm).



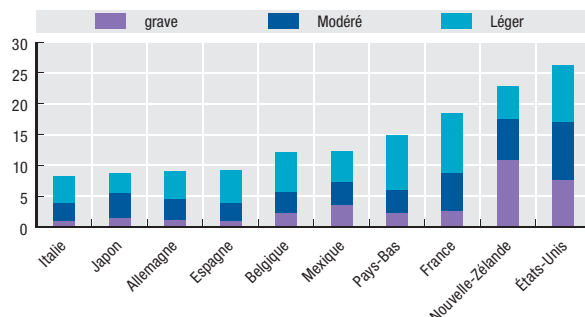
### Prévalence des problèmes de santé mentale

En pourcentage de la population totale, 2003 ou dernière année disponible



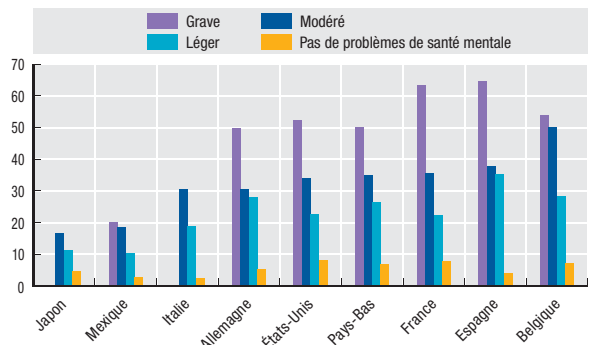
### Prévalence sur 12 mois par catégorie

En pourcentage de la population totale, 2003 ou dernière année disponible



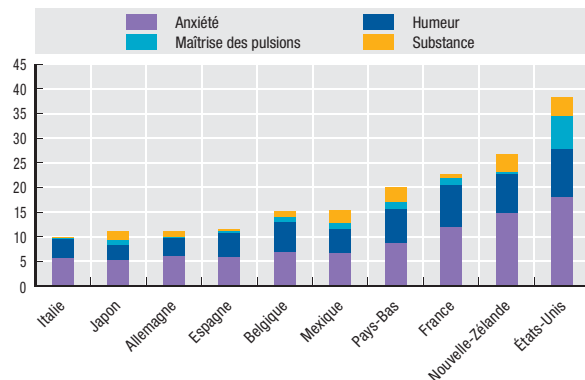
### Part des personnes recevant un traitement

En pourcentage des personnes ayant différentes formes de problème de santé mentale, 2003 ou dernière année disponible



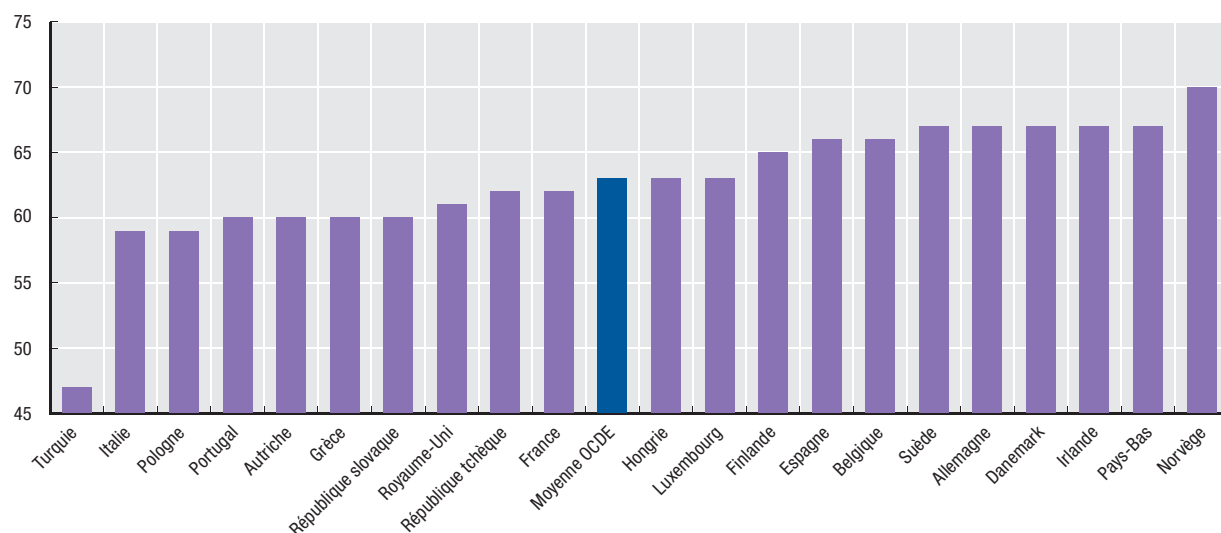
### Prévalence sur 12 mois par trouble

En pourcentage du total des troubles mentaux, 2003 ou dernière année disponible



### Indice de la santé mentale

Moyennes en pourcentage, 2007



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/538536332624>

## OBÉSITÉ

L'obésité constitue un facteur de risque connu pour de nombreux problèmes de santé, dont l'hypertension, l'excès de cholestérol, le diabète, les maladies cardiovasculaires, les problèmes respiratoires (asthme), les maladies musculosquelettiques (arthrite), et certaines formes de cancer. Au niveau individuel, l'obésité peut avoir plusieurs causes, dont un apport calorique excessif, le manque d'activité physique, une prédisposition génétique et des troubles du système endocrinien.

L'obésité est associée à une augmentation du risque de contracter une maladie chronique, et donc susceptible d'entraîner un important surcroît de dépenses pour les soins de santé requis.

### Définition

Pour évaluer la surcharge pondérale et déterminer s'il y a obésité, on se sert le plus souvent de l'indice de masse corporelle (IMC), chiffre représentant le rapport du poids d'un individu à sa taille (poids/taille<sup>2</sup>, le poids étant exprimé en kilogrammes et la taille en mètres). Selon la classification actuelle de l'OMS, un adulte est en surpoids lorsque son IMC se situe entre 25 et 30, et il est obèse si son IMC est supérieur à 30.

### Tendances à long terme

La moitié ou plus de la population adulte est aujourd'hui considérée comme en surpoids ou obèse dans pas moins de 11 pays de l'OCDE : Mexique, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Australie, Grèce, Luxembourg, Hongrie, République tchèque, République slovaque et Espagne. À titre de comparaison, les taux de surpoids et d'obésité sont beaucoup plus bas dans les deux pays asiatiques de l'OCDE (Japon et Corée) et dans certains pays d'Europe (France et Suisse), encore qu'ils progressent aussi dans ces pays. S'agissant uniquement de l'obésité, sa prévalence chez les adultes va de 4 % au Japon et en Corée à plus de 30 % aux États-Unis et au Mexique.

L'évaluation systématique de l'obésité au fil du temps montre que le taux d'obésité a plus que doublé au cours des vingt dernières années aux États-Unis, et qu'il a été presque multiplié par trois en Australie et a plus que triplé au Royaume-Uni. Il a aussi fortement augmenté dans un grand nombre de pays d'Europe occidentale durant la dernière décennie.

Dans tous les pays, il y a plus d'hommes en surcharge pondérale que de femmes, mais, dans presque la moitié des pays de l'OCDE, il y a plus de femmes obèses que d'hommes. Si l'on prend en compte la surcharge pondérale et l'obésité ensemble, le taux des femmes dépasse celui des hommes dans seulement deux pays – le Mexique et la Turquie.

### Comparabilité

La classification fondée sur l'IMC n'est pas nécessairement adaptée à tous les groupes ethniques, qui peuvent être exposés à des risques équivalents avec un IMC plus bas (comme les Asiatiques) ou plus élevé. Le seuil pour les adultes ne convient pas non plus pour déterminer s'il y a surpoids ou obésité chez les enfants.

Pour la plupart des pays, les données sur l'obésité sont recueillies au moyen d'enquêtes sur la santé effectuées à travers des entretiens auprès de la population. Font exception l'Australie, la République tchèque (2005), le Japon, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et les États-Unis, pour lesquels les données proviennent d'examen de santé au cours desquels le poids et la taille des personnes sont réellement mesurés. Cette différence de méthode de collecte des données limite sensiblement la comparabilité de ces dernières. Les estimations fondées sur les examens de santé sont généralement plus élevées et plus fiables que celles qui ont été établies d'après les informations fournies lors des entretiens sur l'état de santé.

### Source

- OCDE (2008), *Éco-Santé OCDE 2008*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants – études thématiques*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2007), *Panorama de la santé 2007 : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- OCDE, *Éco-Santé*.

#### Sites Internet


- Données sur la santé de l'OCDE, [www.oecd.org/health/healthdata](http://www.oecd.org/health/healthdata).
- Séance sur l'obésité et la santé au Forum 2004 de l'OCDE, [www.oecd.org/forum2004](http://www.oecd.org/forum2004).



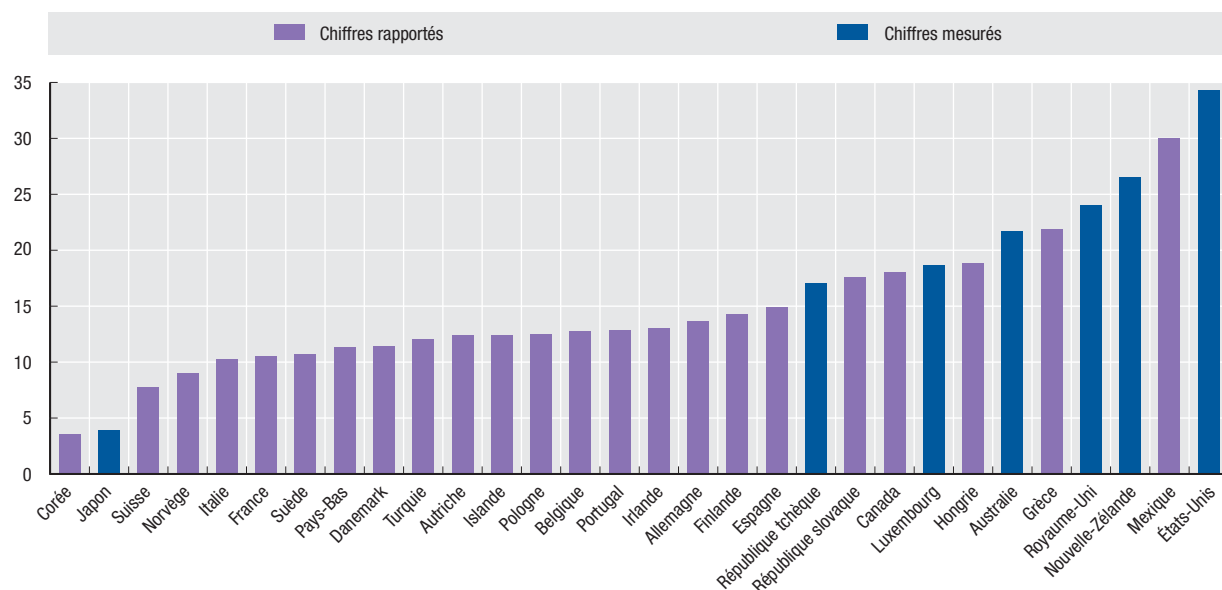
**Population en surpoids et obèse âgée de 15 ans ou plus**

En pourcentage de la population âgée de 15 ans ou plus, 2006 ou dernière année disponible

	Femmes			Hommes			Total		
	En surpoids	Obèse	En surpoids ou obèse	En surpoids	Obèse	En surpoids ou obèse	En surpoids	Obèse	En surpoids ou obèse
Allemagne	28.7	12.8	41.5	43.5	14.4	57.9	36.0	13.6	49.6
Australie	28.2	21.4	49.6	45.3	21.9	67.2	36.7	21.7	58.4
Autriche	29.9	12.7	42.6	44.9	12.0	56.9	35.3	12.4	47.7
Belgique	24.4	13.4	37.8	38.7	11.9	50.6	31.4	12.7	44.1
Canada	24.7	19.0	43.7	39.3	17.0	56.3	31.9	18.0	49.9
Corée	23.7	3.3	27.0	30.3	3.7	34.0	27.0	3.5	30.5
Danemark	26.4	11.8	38.2	40.9	11.0	51.9	33.2	11.4	44.6
Espagne	28.6	14.7	43.4	43.6	15.1	58.6	36.2	14.9	51.1
États-Unis	26.2	35.3	61.5	40.0	33.3	73.3	33.0	34.3	67.3
Finlande	27.2	14.1	41.3	40.9	14.6	55.5	33.4	14.3	47.7
France	21.2	10.4	31.6	32.0	10.5	42.5	26.5	10.5	37.0
Grèce	29.9	18.2	48.1	41.1	26.0	67.1	35.2	21.9	57.1
Hongrie	29.8	18.0	47.8	38.7	19.6	58.3	34.0	18.8	52.8
Irlande	25.0	12.0	37.0	41.0	14.0	55.0	34.0	13.0	47.0
Islande	28.0	12.4	40.4	44.6	12.4	57.0	35.9	12.4	48.3
Italie	26.8	10.0	36.7	43.8	10.4	54.2	35.0	10.2	45.1
Japon	17.7	4.3	22.0	25.2	3.4	28.6	21.0	3.9	24.9
Luxembourg	25.4	18.5	43.9	41.1	18.8	59.9	34.6	18.6	53.3
Mexique	37.4	34.5	71.9	42.5	24.2	66.7	39.5	30.0	69.5
Norvège	26.0	8.0	34.0	43.0	9.0	52.0	34.0	9.0	43.0
Nouvelle-Zélande	28.9	25.6	54.5	42.2	24.4	66.6	35.5	25.0	60.5
Pays-Bas	29.2	12.7	41.9	41.3	9.8	51.1	35.2	11.3	46.5
Pologne	26.6	12.5	39.1	39.5	12.6	52.1	32.8	12.5	45.3
Portugal	31.8	14.0	45.8	42.3	11.4	53.7	36.8	12.8	49.6
République tchèque	29.0	17.0	46.0	42.0	18.0	60.0	35.0	17.0	52.0
République slovaque	28.0	18.0	46.0	45.9	16.8	62.7	34.0	17.6	51.6
Royaume-Uni	31.9	24.2	56.1	43.4	23.7	67.1	38.0	24.0	62.0
Suède	25.9	10.3	36.2	40.7	11.1	51.8	33.3	10.7	44.0
Suisse	21.8	7.5	29.3	37.5	7.9	45.4	29.4	7.7	37.1
Turquie	28.9	14.5	43.4	33.6	9.7	43.3	31.6	12.0	43.4

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544411055451>
**Population obèse âgée de 15 ans ou plus**

En pourcentage de la population âgée de 15 ans ou plus, 2006 ou dernière année disponible


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538537864717>

## SUICIDES

Le suicide est souvent considéré comme une manifestation extrême de la dépression et d'une médiocre qualité de vie. De par son caractère extrême, le suicide peut être vu comme la partie émergée de l'iceberg, avec des variations intertemporelles des taux de suicide et des variations entre pays, révélateur de l'ampleur du problème plus général que constitue la pathologie dépressive.

### Définition

Les données relatives aux taux de suicide sont établies à partir des registres officiels où sont consignées les causes de décès, conformément aux conventions internationales issues de la Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé (ICD). Les taux présentés ici sont normalisés et utilisent la structure démographique de la zone OCDE de 1980, afin d'éliminer les variations de la pyramide des âges d'un pays à l'autre et d'une époque à une autre. Le taux de suicide est exprimé en nombre de décès pour 100 000 personnes.

### En bref

Globalement, les taux de suicide ont augmenté dans les années 70 pour atteindre un pic au début des années 80. Le Japon et l'Irlande font exception. Au Japon, le taux de suicide est aujourd'hui légèrement plus faible qu'en 1960, mais demeure relativement élevé (environ 20 décès pour 100 000 personnes) depuis 1997. L'Irlande a vu son taux de suicide augmenter fortement et continuellement jusqu'en 2000, pour fléchir modérément mais régulièrement depuis.

Les taux de suicide ont régressé aussi bien chez les hommes que chez les femmes, sans que l'écart entre les sexes ne change beaucoup. Le suicide reste un phénomène majoritairement masculin. On compte en moyenne un suicide de femme pour environ 3 suicides d'hommes. L'écart entre les sexes est plus marqué au Mexique, en Pologne et en République slovaque, et moindre en Corée, aux Pays-Bas et en Norvège. Cet écart est également moins patent pour les cohortes jeunes.

Parmi les pays de l'OCDE, on ne constate pas de relation systématique entre le taux de suicide et le PIB par habitant, même si l'on observe une faible corrélation négative entre le taux de suicide et des évaluations subjectives de la qualité de vie (comme l'illustre la section relative au « Bien-être subjectif »).

### Comparabilité

Malgré l'existence de l'ICD, les données relatives au suicide posent des problèmes de comparabilité. Les procédures utilisées par les différents pays pour déclarer le suicide comme cause de décès sont variables et les procédures ont parfois évolué au fil du temps. En outre, le nombre de décès par suicide peut être sous-estimé en raison du tabou qui entoure ce phénomène dans la société. Cette norme socioculturelle peut varier d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre.

Les études qui mesurent la fiabilité des statistiques relatives au suicide suggèrent que les sources d'erreurs sont aléatoires. Elles n'ont donc qu'une incidence limitée lorsque l'on compare les taux entre pays, entre groupes démographiques ou entre périodes (Sainsbury et Jenkins, 1982).

Les données relatives à la satisfaction à l'égard de l'existence sont fondées sur le Gallup World Survey. En ce qui concerne la comparabilité de ces données, voir « Bien-être subjectif ».

### Source

- Gallup World Survey.
- Comptes nationaux annuels.
- OCDE (2007), *Panorama de la santé 2007 : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

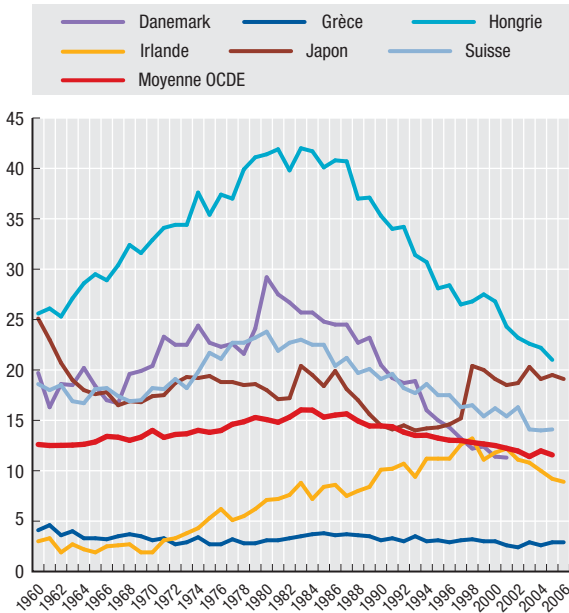
#### Publications analytiques

- Sainsbury P. et J.S. Jenkins (1982), « The accuracy of officially reported suicide statistics for purposes of epidemiological research », *Journal of Epidemiology and Community Health*, 36: 43-48.



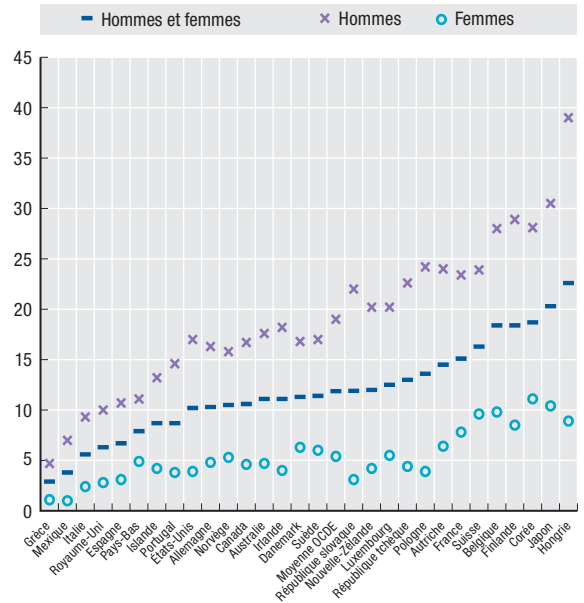
### Taux de suicide

Pour 100 000 personnes



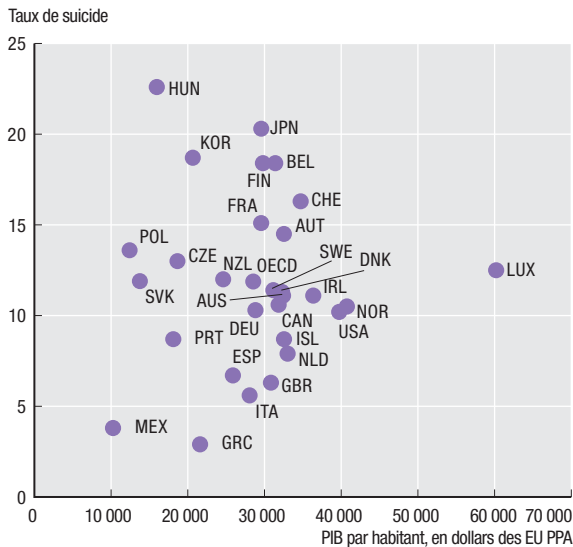
### Taux de suicide par genre

Pour 100 000 personnes, 2004 ou dernière année disponible



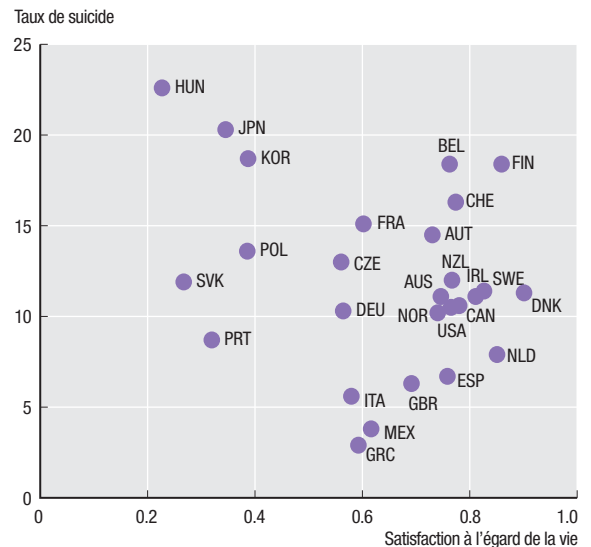
### Taux de suicide et PIB par habitant

2004 ou dernière année disponible



### Taux de suicide et satisfaction à l'égard de la vie

Taux de suicide (2004 ou dernière année disponible) et satisfaction à l'égard de la vie (2008 ou dernière année disponible)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/538607287057>

## BIEN-ÊTRE SUBJECTIF

Le bien-être subjectif renvoie à la notion de satisfaction à l'égard de la vie, à la présence d'expériences ou de sentiments positifs et à l'absence d'expériences ou de sentiments négatifs. Chacun de ces trois éléments, qui constitue une composante distincte du bien-être subjectif, est soumis à toute une série de déterminants.

### Définition

Les mesures de la satisfaction à l'égard de l'existence sont le reflet d'une évaluation cognitive donnée par chaque personne de sa vie en général, aujourd'hui et dans cinq ans. Les mesures présentées ici se fondent sur une échelle de qualité de vie en fonction de laquelle les personnes interrogées doivent attribuer une note à leur existence allant du moins bon (0) au meilleur (10), et renvoient à la proportion des répondants qui attribuent à leur existence (actuelle et à venir) une note de 7 ou plus.

La mesure des expériences et sentiments positifs et négatifs fait référence aux personnes qui déclarent avoir vécu six différentes formes d'expériences positives et négatives durant la journée précédente. Sont présentés également deux indices composites d'expériences positives et négatives, calculés au niveau des réponses individuelles. Pour chaque personne, les six items sont codés de sorte que les réponses positives reçoivent la note 1 et les réponses négatives (y compris les réponses « je ne sais pas » ou les « refus de répondre ») la note 0; pour ces données

individuelles, un indice est calculé si on peut dénombrer au moins 5 scores validés sur 6. L'indice composite de chaque personne consiste en la moyenne des items validés multipliée par 100, et le score au niveau national figurant dans le tableau est la moyenne de toutes les notations individuelles pour lesquelles un indice a été calculé.

Les parts de la population sont calculées en pourcentage de l'ensemble des répondants, à l'exclusion de ceux qui ont refusé de répondre ou qui ne savaient pas quoi répondre aux diverses questions de l'enquête.

### Comparabilité

Les données utilisées ici sont tirées de la 4<sup>e</sup> vague de la World Values Survey et renvoient à 2008 ou auparavant. Le Gallup World Poll, sondage conduit dans environ 140 pays, s'appuie sur un questionnaire commun, traduit dans les principales langues de chaque pays. À quelques exceptions près, tous les échantillons sont basés sur la probabilité et représentatifs de la population résidente âgée de 15 ans et plus de l'ensemble d'un pays (y compris les zones rurales).

Même si ces caractéristiques assurent une bonne comparabilité des données d'un pays à l'autre, les résultats peuvent être sujets à des erreurs d'échantillonnage et des erreurs hors échantillonnage. La taille des échantillons est limitée à un millier de personnes environ dans chaque pays.

### En bref

En moyenne, environ 60 % des habitants des pays de l'OCDE font état d'une satisfaction élevée, la proportion étant légèrement supérieure pour l'avenir à horizon de cinq ans. Parmi les pays de l'OCDE, la proportion de scores de satisfaction élevés varie entre 85 % ou plus aux Pays-Bas, en Finlande et au Danemark, et moins de 30 % en Turquie, en Hongrie et en République slovaque. Le degré de satisfaction est moindre dans les pays non membres de l'OCDE, mais les réponses dénotent généralement plus d'optimisme quant à l'avenir. La satisfaction à l'égard de la vie actuelle est de l'ordre de 20 % ou moins en Indonésie, en Chine, en Inde et en Afrique du Sud, mais plus élevée au Brésil.

S'agissant des expériences positives, près de 90 % de la population de la zone OCDE déclarent avoir été traités avec respect, ou avoir éprouvé du plaisir à faire quelque chose la veille, une proportion bien moindre affirmant avoir appris quelque chose, ou être fier de quelque chose qu'ils avaient accompli. Parmi les expériences négatives, environ un tiers de la population de la zone OCDE rapportent s'être inquiétés le jour précédent, tandis qu'environ 10 % déclarent s'être sentis déprimés. Pour ce qui concerne les pays de l'OCDE, « l'indice d'expériences positives » composite, c'est au Canada qu'il est le plus élevé et aux Pays-Bas qu'il est le plus faible; s'agissant de « l'indice d'expériences négatives », c'est aux Pays-Bas qu'il est le plus haut et au Danemark qu'il est le plus bas. La corrélation internationale entre les indices d'expériences positives et d'expériences négatives est de - 98 %.

### Source

- Gallup World Survey.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Income, Health and Well-Being Around the Worlds: Evidence from the Gallup World Poll, *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 22, n° 2, printemps.

**Personnes déclarant diverses expériences positives et négatives**

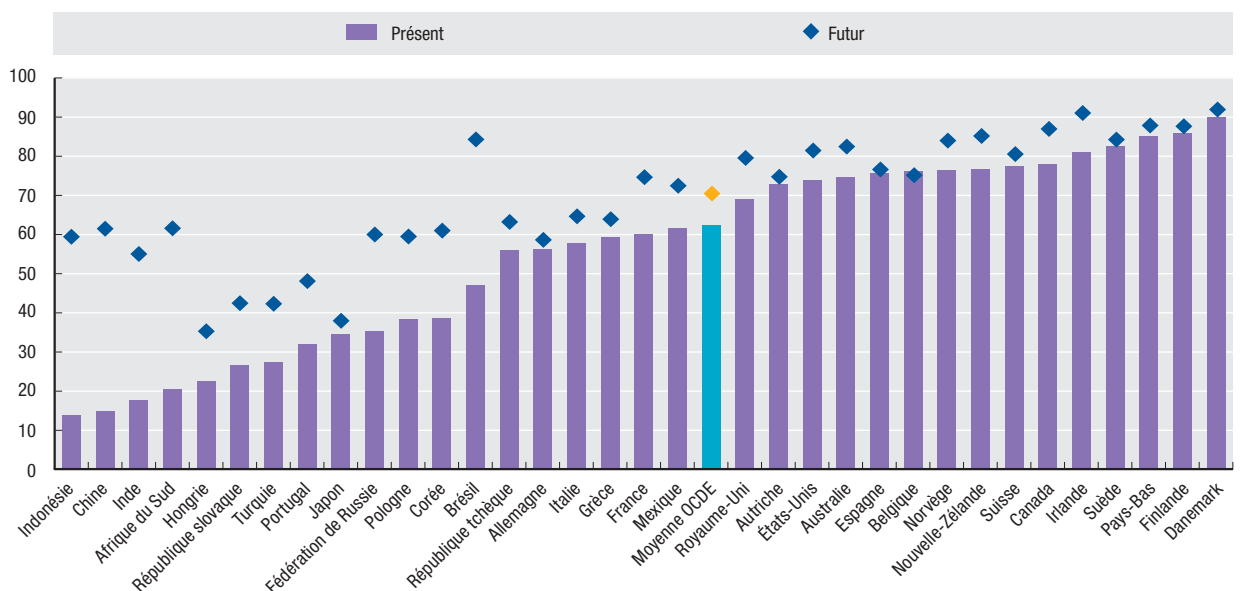
2008 ou dernière année disponible

	Expériences positives						Indice des expériences positives	Expériences négatives						Indice des expériences négatives
	En pourcentage des répondants							En pourcentage des répondants						
	Bien reposé	Traité avec respect	Libre de la gestion de son temps	Fier de quelque chose que vous avez accompli	Avoir appris ou fait quelque chose d'intéressant	Plaisir		Douleur	Inquiétude	Tristesse	Ennui	Dépression	Colère	
Allemagne	63.8	92.6	61.7	56.2	47.7	73.1	18.1	20.7	29.3	23.0	13.7	4.9	17.0	66.6
Australie	65.8	90.6	70.7	73.7	58.9	83.2	74.3	23.0	30.6	17.3	20.3	8.2	17.6	22.1
Autriche	73.5	93.8	78.3	63.8	52.7	84.4	75.1	21.2	23.5	16.5	11.6	5.8	12.3	18.2
Belgique	70.6	92.5	82.9	60.6	50.1	79.1	73.7	28.1	33.3	18.6	11.5	8.6	20.7	23.8
Canada	71.1	92.3	75.8	78.6	63.8	90.6	80.5	24.4	32.3	14.3	22.4	7.3	14.0	21.3
Corée	66.7	66.6	78.8	62.3	44.7	65.0	23.1	21.6	38.0	13.6	29.7	20.1	16.6	61.5
Danemark	66.3	96.0	71.9	62.6	61.4	88.8	76.8	21.0	23.7	12.2	12.3	2.9	13.3	15.1
Espagne	73.7	96.4	84.7	69.5	49.9	63.2	72.3	27.9	35.5	21.6	20.8	10.0	20.8	24.0
États-Unis	68.5	92.4	71.4	74.2	62.0	89.0	78.4	24.8	33.7	17.9	29.8	10.3	16.4	24.6
Finlande	69.8	93.2	74.0	61.8	57.6	73.2	72.8	17.7	29.1	9.9	18.1	6.5	4.4	15.3
France	60.3	95.1	78.5	49.9	52.8	77.0	22.6	27.9	31.3	19.7	16.0	5.4	35.5	68.5
Grèce	60.1	89.1	63.0	45.0	41.5	77.1	21.0	23.2	34.1	16.0	29.1	7.7	16.3	63.0
Hongrie	51.5	87.9	68.6	61.2	39.8	77.1	21.3	27.6	34.5	20.6	10.1	21.7	14.2	62.6
Irlande	75.2	95.5	80.6	75.2	53.1	86.8	78.6	14.3	19.9	13.7	21.6	6.1	10.7	15.6
Italie	61.1	93.1	79.7	63.0	51.8	71.5	24.5	23.2	45.8	26.3	23.7	10.6	18.9	67.4
Japon	73.8	57.6	85.3	46.9	55.6	71.8	68.8	23.0	31.8	16.4	21.8	24.3	17.7	24.6
Mexique	78.9	91.1	74.6	70.0	64.6	82.7	79.6	26.3	32.3	19.4	30.8	12.4	8.8	20.8
Norvège	67.8	93.5	66.8	58.6	63.4	88.1	..	19.8	29.1	16.7	22.2	7.7	13.4	19.5
Nouvelle-Zélande	66.3	91.1	70.5	76.4	70.9	84.6	77.8	23.5	31.4	18.0	24.0	8.8	20.2	23.6
Pays-Bas	74.0	95.1	67.6	65.1	50.9	84.9	16.6	19.9	37.0	17.6	9.5	6.3	9.4	73.6
Pologne	62.1	93.2	70.6	63.1	47.5	76.8	19.1	16.2	28.6	19.6	22.3	5.9	23.0	65.9
Portugal	73.2	96.6	75.5	57.2	51.5	64.8	..	31.9	57.6	31.3	16.2	20.5	11.3	29.3
République slovaque	59.2	82.3	60.2	54.6	38.6	74.9	..	24.1	39.3	22.9	16.8	12.6	30.8	25.5
République tchèque	59.8	74.0	54.6	52.2	50.8	77.9	21.4	20.9	33.9	18.8	14.9	13.0	30.9	59.5
Royaume-Uni	62.5	90.0	75.6	59.1	56.7	82.4	73.5	24.8	26.8	20.9	27.1	11.2	17.9	22.6
Suède	64.1	94.1	70.0	66.5	61.6	86.8	76.4	22.9	15.9	12.0	19.0	4.4	12.4	15.8
Suisse	69.8	94.4	70.1	60.3	57.5	86.1	..	26.2	32.1	17.9	14.2	4.2	13.8	19.8
Turquie	69.9	74.2	61.2	60.9	33.6	49.9	56.5	18.5	32.6	31.7	60.3	15.1	39.2	28.1
Moyenne OCDE	67.1	89.1	72.3	62.4	53.3	78.2	54.3	23.0	32.3	18.7	21.1	10.1	17.8	35.6
Afrique du Sud	71.4	79.7	70.6	56.0	50.0	68.3	20.6	21.2	28.6	19.6	22.0	18.3	14.9	67.0
Brésil	66.2	94.3	82.7	75.3	60.6	84.6	23.2	27.4	48.1	25.4	13.9	8.4	16.2	77.7
Chine	79.3	86.6	82.9	35.5	35.0	84.4	17.7	13.1	24.5	8.5	21.4	8.8	14.5	64.8
Fédération de Russie	60.2	87.8	63.6	46.2	41.1	67.4	17.9	19.9	22.6	18.0	18.7	13.1	10.2	54.6
Inde	59.0	76.1	53.6	33.0	40.8	71.2	59.1	27.2	32.4	23.3	21.5	25.8	21.7	25.9
Indonésie	83.1	89.7	69.9	69.8	47.8	74.5	72.4	17.4	29.5	19.4	31.8	2.5	22.8	16.4

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/544524513718>

**Personnes déclarant que leur vie est globalement hautement satisfaisante**

En pourcentage des répondants, 2008 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/538608771301>



## BÉNÉVOLAT ET SOUTIEN SOCIAL

Les stratégies d'adaptation auxquelles recourent les individus ou les ménages lorsqu'ils se trouvent confrontés à la détresse sociale dépendent non seulement des politiques publiques mises en œuvre, mais aussi des initiatives émanant de la société civile et des diverses formes de soutien informel. Deux des éléments les plus importants dans cette perspective sont le bénévolat et le soutien social.

### Définition

Le nouveau Guide des institutions à but non lucratif dans le cadre du Système de comptabilité nationale (SCN), fruit de la collaboration entre le Centre d'études sur la société civile de l'Université John Hopkins et la Division de statistique de l'ONU, offre un outil d'évaluation du bénévolat. Ce Guide recommande aux pays de produire régulièrement un « compte satellite » du secteur des institutions à but non lucratif, de façon à en dresser un tableau complet reflétant sa taille et son mode de fonctionnement. Jusqu'ici, huit pays de l'OCDE ont mis en application ce guide, les données renvoyant à une année entre 1999 et 2004, et quatre autres pays se sont engagés à le faire dans l'avenir.

Au-delà des informations détaillées que permettent de recueillir ces guides, des données sur l'ampleur du bénévolat et du soutien social sont disponibles pour un plus

grand nombre de pays par le biais des réponses aux sondages réalisés auprès des ménages. Les données présentées ici sont tirées du Gallup World Poll. Les données relatives au bénévolat renvoient aux deux questions suivantes : « Avez-vous fait un don à une organisation au cours du mois dernier ? » et « Avez-vous eu une activité bénévole auprès d'une organisation au cours du mois dernier ? ». Quant aux données relatives au soutien social issues du même sondage, elles se réfèrent aux questions : « En cas de difficulté, avez-vous des parents ou des amis fiables qui pourraient vous aider au moment où vous en auriez besoin ? » et « Avez-vous aidé un étranger ou un inconnu ayant besoin d'aide au cours du mois dernier ? ». Les pourcentages sont établis sur la base de l'ensemble des répondants, à l'exclusion de ceux qui ont refusé de répondre ou ne savaient pas quelle réponse apporter aux diverses questions.

### Comparabilité

Les données issues des comptes satellites correspondant aux institutions à but non lucratif s'appuient sur des définitions et des classifications comparables d'un pays à l'autre; la qualité des estimations dépend toutefois de la nature de l'information utilisée pour établir ces comptes, qui est variable d'un pays à l'autre.

Le Gallup World Poll, sondage conduit dans environ 140 pays, s'appuie sur un questionnaire commun, traduit dans les principales langues de chaque pays. À quelques exceptions près, tous les échantillons sont basés sur la probabilité et représentatifs de la population résidente âgée de 15 ans et plus de l'ensemble d'un pays (y compris les zones rurales). Même si ces caractéristiques assurent une bonne comparabilité des données d'un pays à l'autre, des d'erreurs d'échantillonnage et des erreurs hors échantillonnage peuvent biaiser les résultats. Dans chaque pays, la taille des échantillons est limitée à un millier de personnes environ.

### En bref

Dans les huit pays de l'OCDE qui mettent en application le Guide des Nations Unies, le secteur sans but lucratif (y compris les bénévoles) compte pour environ 5 % du PIB, ce pourcentage variant entre un peu plus d'1 % en République tchèque et plus de 7 % au Canada et aux États-Unis. Ces pourcentages sont bien plus élevés que ceux que l'on attribue habituellement aux « institutions sans but lucratif au service des ménages » dans les comptes économiques. L'essentiel de l'activité des institutions sans but lucratif est concentré dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des services sociaux, qui ensemble représentent plus de 60 % de leur valeur ajoutée. Les activités culturelles et récréatives, conjuguées à d'autres activités, comptent pour les 40 % restants, bien que les écarts soient notables d'un pays à un autre.

En moyenne, 47 % des répondants des pays de l'OCDE avaient fait un don à une organisation le mois précédent et 24 % avaient donné de leur temps dans le cadre d'une activité bénévole. Le bénévolat est plus fréquent aux Pays-Bas et dans les pays anglophones qu'au Mexique, en Turquie et dans plusieurs pays d'Europe méridionale et orientale, où son ampleur est nettement moindre.

Le soutien social est très élevé dans l'ensemble des pays de l'OCDE, où 91 % des personnes interrogées ont répondu qu'elles pouvaient compter sur quelqu'un en cas de nécessité, la proportion étant bien inférieure en Turquie et, dans une moindre mesure, en Corée et au Japon. Les pays de l'OCDE qui forment le peloton de tête pour le pourcentage de personnes ayant déclaré avoir aidé un étranger sont également ceux qui obtiennent des scores élevés en termes de bénévolat. Il existe une forte corrélation entre le fait de pouvoir compter sur quelqu'un dans son entourage et le bien-être subjectif, que ce soit dans les pays membres de l'OCDE ou dans les économies non membres (Helliwell, 2008).

### Source

- Gallup World Survey.
- Measuring Civil Society and Volunteering, Initial Findings from Implementation of the UN Handbook on Nonprofit Institutions, Johns Hopkins Center for Civil Society Studies.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- John F. Helliwell (2008), *Life Satisfaction and Quality of Development*, Working paper n° 14507, National Bureau of Economic Research, Cambridge, United States.


#### Sites Internet

- The Comparative Nonprofit Sector Project, [www.jhu.edu/cnp/](http://www.jhu.edu/cnp/).
- The UN Nonprofit Handbook Project, [www.jhu.edu/ccss/unhandbook/handbookdraft.html](http://www.jhu.edu/ccss/unhandbook/handbookdraft.html).

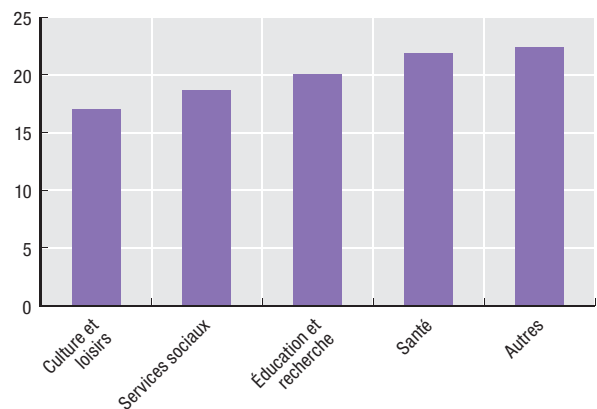
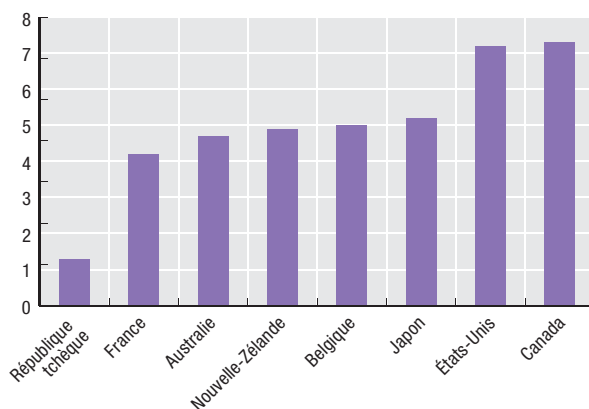
**Personne déclarant une activité bénévole ou de soutien social**

En pourcentage des répondants, 2008 ou dernière année disponible

	Bénévolat		Soutien social	
	Don d'argent	Don de votre temps	Vous pouvez compter sur quelqu'un	Vous avez aidé un étranger
Allemagne	56.3	22.7	92.6	47.9
Australie	69.9	37.9	94.7	64.6
Autriche	69.7	30.3	93.5	58.8
Belgique	40.5	24.0	92.3	46.0
Canada	65.6	38.1	93.9	66.0
Corée	30.9	21.3	82.7	41.6
Danemark	67.7	19.7	95.4	45.6
Espagne	23.4	14.8	94.8	46.0
États-Unis	66.3	41.9	95.3	65.5
Finlande	42.7	27.9	95.1	42.1
France	51.5	28.5	94.4	38.2
Grèce	19.0	7.4	80.8	34.2
Hongrie	19.2	6.3	93.1	38.8
Irlande	73.0	35.0	98.3	58.7
Italie	50.7	21.1	91.2	33.8
Japon	25.6	24.7	85.7	22.7
Mexique	20.2	10.3	87.6	41.3
Norvège	52.4	38.9	95.9	48.9
Nouvelle-Zélande	67.7	41.5	94.4	64.1
Pays-Bas	74.9	37.1	94.4	49.4
Pologne	29.3	10.4	91.3	36.5
Portugal	18.9	11.9	90.5	38.4
République slovaque	29.3	12.9	95.4	31.4
République tchèque	31.0	18.2	90.0	38.3
Royaume-Uni	72.2	28.7	95.4	58.5
Suède	52.4	12.4	92.3	47.6
Suisse	70.7	34.1	95.1	61.5
Turquie	14.6	7.5	64.5	35.7
Moyenne OCDE	46.6	23.8	91.4	46.5
Afrique du Sud	14.3	12.8	78.8	51.3
Brésil	29.1	16.9	88.6	52.9
Chine	8.2	3.9	81.1	40.5
Fédération de Russie	4.6	20.3	88.2	35.2
Inde	14.3	12.8	68.4	31.6
Indonésie	43.1	23.1	67.5	25.6

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544563886858>
**Production du secteur à but non-lucratif pour une sélection de pays**

En pourcentage du PIB, 2007

 En pourcentage de la production du secteur à but non-lucratif  
moyenne des pays sélectionnés, 2007

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538638471325>

## INACTIVITÉ DES JEUNES

Lorsque les jeunes n'ont pas d'emploi et ne sont pas non plus scolarisés, il y a de bonnes raisons de s'inquiéter pour leur bien-être actuel et pour leur avenir. Compte tenu de l'importance grandissante que revêt le bagage scolaire pour s'insérer avec succès dans la vie active, il est difficile aux personnes qui sont sorties de l'école sans diplôme suffisant d'accéder à un emploi ouvrant des perspectives professionnelles intéressantes. La proportion de jeunes qui n'ont pas d'emploi et ne sont pas non plus scolarisés est un indicateur de l'effectif des individus susceptibles de devenir plus tard des « exclus », personnes dont le revenu se situe au niveau du seuil de pauvreté ou au-dessous et qui ne possèdent pas les compétences nécessaires pour améliorer leur situation matérielle.

### Définition

L'indicateur considéré représente la proportion de jeunes âgés de 15 à 19 ans qui ne sont pas scolarisés, ne suivent pas de formation et n'ont pas d'emploi, dans la population totale des jeunes de ce groupe d'âge. Les jeunes scolarisés comprennent aussi bien ceux qui étudient à temps partiel que ceux qui le font à temps plein, mais ne comprennent pas ceux qui suivent un enseignement non formel ou

participent à des activités d'enseignement de très courte durée. La notion d'emploi est définie conformément aux Lignes directrices de l'OIT et s'applique à toutes les personnes qui ont travaillé pour obtenir un gain monétaire pendant au moins une heure au cours de la semaine ayant précédé l'enquête.

### Comparabilité

Des définitions types sont fournies aussi bien pour « être scolarisé » que pour « avoir un emploi » et les pays s'efforcent de les appliquer correctement. Le principal problème de comparabilité tient au fait que, dans certains pays, les jeunes qui effectuent leur service militaire obligatoire ne sont comptabilisés ni parmi ceux qui exercent un emploi, ni parmi les personnes scolarisées; ils sont par conséquent compris dans le numérateur du rapport, alors que l'on pourrait logiquement considérer qu'ils sont à la fois en formation et en train d'exercer un emploi. Cependant, dans les pays où la conscription existe toujours, la durée du service militaire est assez courte et la réaffectation des appelés à la catégorie emploi/éducation ne modifierait pas beaucoup les chiffres présentés ici.

### Tendances à long terme

En moyenne, dans l'ensemble des pays pour lesquels des données sont disponibles, environ 6.7 % des adolescents et des adolescentes n'étaient ni à l'école ni au travail en 2006. Il existe d'importantes différences entre les pays : aux Pays-Bas, en Finlande, en Norvège et en Pologne, moins de 4 % des adolescentes étaient dans cette situation, et aux Pays-Bas, en Norvège et en Pologne, moins de 4% des adolescents n'étaient ni à l'école ni au travail. La situation est bien pire en Italie où cette proportion dépasse 10 % et en Turquie (2005) où plus de 20% ne sont ni à l'école ni au travail.

Dans l'ensemble de la zone de l'OCDE a été observée une diminution des pourcentages d'adolescents qui n'ont pas d'emploi ni ne sont scolarisés, mais cette baisse a été particulièrement marquée dans le cas des filles. L'amélioration de la situation du marché du travail en général, et le fait que les jeunes, et en particulier les filles, sont scolarisés plus longtemps qu'il y a dix ans, explique en partie cette évolution.

Plusieurs caractéristiques des marchés du travail et des systèmes de formation influent sur la facilité avec laquelle se fait le passage de l'école à la vie active. Les travaux réalisés sur le sujet par l'OCDE ont montré que, dans les pays nordiques et les pays anglophones, cette transition s'effectuait plus aisément que dans les pays de l'Europe continentale et méridionale. Outre le gaspillage de capital humain et le risque de marginalisation sur le marché du travail, une insertion tardive dans la vie professionnelle aura pour effet d'amener beaucoup de jeunes à vivre plus longtemps avec leurs parents et de différer ainsi la formation de familles indépendantes, ce qui accentuera encore la baisse de la fécondité.

### Source

- OCDE (2007), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2000), *De la formation initiale à la vie active : Faciliter les transitions*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Édition 2006, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Des emplois pour les jeunes*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.


#### Sites Internet

- Regards sur l'éducation de l'OCDE, [www.oecd.org/edu/eag2007](http://www.oecd.org/edu/eag2007).
- Youth Employment Summit, [www.yesweb.org](http://www.yesweb.org).

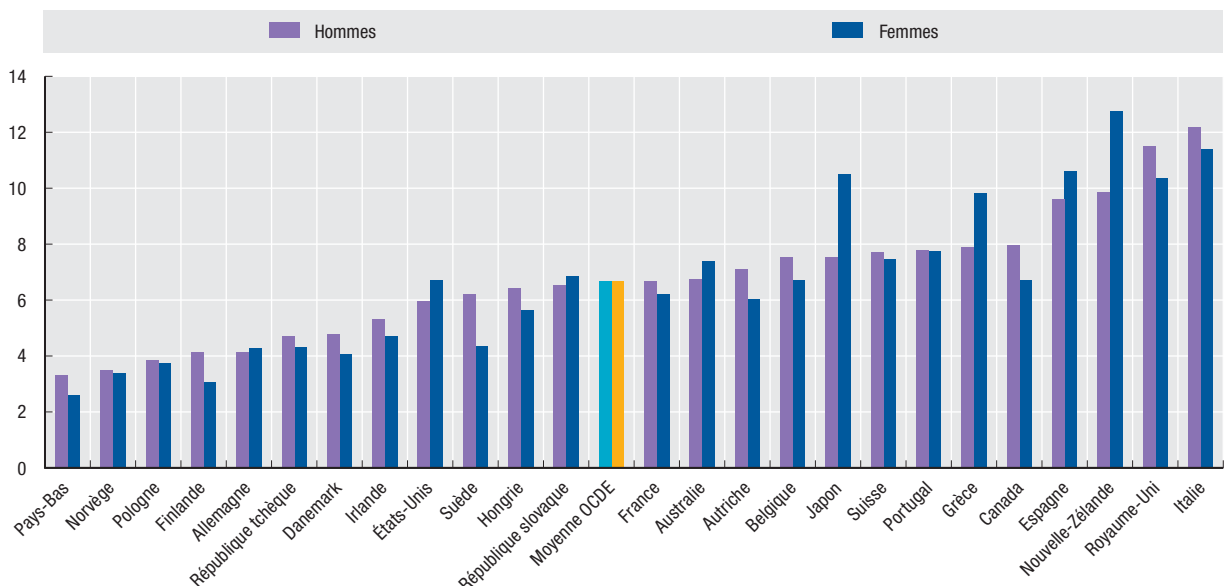
**Jeunes entre 15 et 19 ans non scolarisés et sans emploi**

En pourcentage de la population dans cette classe d'âge

	Hommes							Femmes						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	5.2	4.9	4.3	4.7	3.5	3.8	4.1	6.3	5.3	5.1	4.8	3.7	5.0	4.3
Australie	6.4	7.9	6.9	6.4	7.6	7.1	6.7	7.3	7.2	7.2	7.2	7.4	7.7	7.4
Autriche	..	..	8.1	5.8	7.2	7.6	7.1	..	..	4.4	5.4	7.5	6.2	6.0
Belgique	6.7	6.0	7.3	6.9	5.8	5.9	7.5	6.3	6.4	6.4	7.4	3.9	6.6	6.7
Canada	8.7	8.1	8.7	8.9	9.8	7.3	8.0	7.7	6.5	7.2	7.3	7.6	6.8	6.7
Danemark	1.9	4.7	2.4	3.3	1.9	3.5	4.8	3.6	2.7	2.4	1.7	2.3	5.2	4.1
Espagne	7.7	6.6	6.9	7.3	7.3	10.3	9.6	8.2	7.3	7.5	7.4	7.9	11.4	10.6
États-Unis	6.8	6.9	6.4	..	6.5	5.9	6.0	7.3	8.0	7.5	..	7.3	6.3	6.7
Finlande	..	..	..	6.5	5.4	5.6	4.1	..	..	..	6.0	6.4	4.9	3.0
France	3.4	3.4	3.7	5.4	5.7	6.4	6.7	3.2	3.5	3.2	4.7	4.5	5.5	6.2
Grèce	6.9	5.6	5.2	9.0	8.7	9.5	7.9	11.2	9.7	7.5	10.1	11.3	10.0	9.8
Hongrie	8.6	8.8	8.3	6.6	6.6	6.3	6.4	8.6	7.8	7.8	6.9	5.8	6.5	5.6
Irlande	4.5	4.3	5.2	5.4	5.2	4.9	5.3	4.3	3.9	4.5	5.1	4.6	4.0	4.7
Italie	12.2	12.1	10.8	9.1	11.1	10.9	12.2	14.1	13.0	10.3	9.4	10.9	11.4	11.4
Japon	7.3	6.5	8.3	9.0	8.1	7.6	7.5	10.3	10.5	10.6	10.7	10.4	9.9	10.5
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	4.4	..	..	4.3	..	4.0	..	..
Mexique	7.6	7.2	7.4	8.1	7.6	..	..	29.0	28.2	27.4	27.8	26.3	..	..
Norvège	..	..	..	..	..	..	3.5	..	..	..	..	..	..	3.4
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	8.4	9.9	..	..	..	..	..	8.6	12.7
Pays-Bas	3.8	2.9	4.0	4.7	3.5	3.8	3.3	3.6	4.4	3.7	4.1	3.4	3.8	2.6
Pologne	5.0	6.2	3.5	3.8	3.0	2.2	3.8	4.0	5.4	2.6	2.7	2.1	1.2	3.7
Portugal	6.2	5.4	7.7	8.2	9.0	8.1	7.8	9.2	9.5	6.8	9.4	10.6	8.8	7.7
République tchèque	7.3	6.4	5.8	5.4	5.0	5.5	4.7	8.5	7.3	6.3	6.2	6.4	5.1	4.3
République slovaque	27.8	27.9	17.7	15.2	8.6	5.6	6.5	24.7	24.9	13.5	9.9	7.1	7.0	6.8
Royaume-Uni	8.2	8.3	8.2	9.7	9.0	9.7	11.5	7.9	8.0	8.9	9.2	9.0	9.0	10.3
Suède	4.7	5.4	5.9	5.1	6.4	6.0	6.2	2.4	3.1	3.3	3.4	3.2	3.3	4.3
Suisse	7.3	6.4	5.8	7.1	7.6	7.6	7.7	8.5	7.2	5.8	8.8	6.8	6.8	7.5
Turquie	17.8	19.2	21.7	22.6	24.7	25.8	..	46.5	47.0	45.6	44.3	47.1	50.1	..
Moyenne OCDE	7.9	7.9	7.5	7.7	7.4	7.4	6.7	10.5	10.3	8.8	9.2	8.8	8.4	6.7
Inde	..	..	..	..	7.0	..	..	..	..	..	..	35.0	..	..

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544565036437>
**Jeunes entre 15 et 19 ans non scolarisés et sans emploi**

En pourcentage de la population dans cette classe d'âge, 2006


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538732228554>

## TEMPS DE LOISIRS

Le temps que les personnes consacrent aux loisirs est un aspect fondamental de leur qualité de vie, au même titre que les biens et services qu'ils consomment. Aussi existe-t-il une longue tradition de recherches visant à évaluer l'importance du temps de loisir aux fins de comparaison de la qualité et des niveaux de vie sur le plan international.

### Définition

Les indicateurs du temps de loisir présentés ici se fondent sur les renseignements tirés d'enquêtes nationales et internationales sur l'utilisation du temps. Les participants à ces enquêtes remplissent des emplois du temps couvrant un certain nombre de jours. Les activités inscrites dans ces emplois du temps sont ensuite regroupées au moyen d'une classification type, la somme des minutes consacrées aux diverses grandes catégories d'activités étant ramenée à 24 heures.

Les données relatives à l'utilisation du temps issues des enquêtes nationales ont été recodifiées par l'OCDE selon une classification commune comprenant cinq grandes catégories : « travail rémunéré ou formation »; « tâches domestiques »; « activités physiologiques »; « loisirs »; « autres activités ». On a procédé à des ajustements pour tenir compte des différences, à l'échelon international, entre les classes d'âge visées par les diverses enquêtes nationales. Enfin, pour prendre en compte les différences de

### En bref

En moyenne, dans les pays pris en compte ici, les personnes de 15 ans et plus consacrent habituellement 25 % de leur journée aux loisirs, contre 43 % aux activités physiologiques, 17 % au travail rémunéré ou à la formation, et 15 % au travail non rémunéré. C'est au Mexique qu'on consacre le moins de temps aux loisirs (moins de 20 %) et en Allemagne et en Belgique qu'on s'y adonne le plus (28 %). On consacre généralement plus de temps aux loisirs dans les pays d'Europe qu'ailleurs, bien que les écarts soient minimes.

À l'exception des Norvégiens, les hommes consacrent autant ou plus de temps aux loisirs que les femmes, ce qui témoigne de la « double contrainte » imposée à celles qui cumulent travail rémunéré et non rémunéré. Cette inégalité entre les sexes en matière de temps de loisir est la plus forte en Italie (six points), suivis du Mexique et de la Pologne, alors qu'elle est inexistante dans des pays comme le Canada et la Nouvelle-Zélande. Le temps de loisir diminue lorsqu'on passe de la classe des jeunes (15 à 24 ans) à celle des jeunes adultes (25 à 44 ans), puis augmente à nouveau chez les membres de la classe d'âge intermédiaire (45 à 64 ans) et, en particulier, chez les personnes âgées (65 ans et plus), cette relation en U entre l'âge et le temps de loisir se retrouvant dans tous les pays.

Regarder la télévision et écouter la radio chez soi arrivent en tête des loisirs, notamment au Mexique et au Japon, où ces activités occupent 50 % environ du temps de loisir. D'autres loisirs (passe-temps divers, siestes, navigation sur Internet, conversations téléphoniques, etc.) arrivent en deuxième position, en moyenne, suivis à bonne distance par les visites et réceptions entre amis, les sorties culturelles et les spectacles, et la pratique sportive.

temps consacré aux activités physiologiques d'un pays à l'autre, le paramètre correspondant a été aligné sur la valeur associée au pays où l'on consacre le moins de temps à ces activités, à savoir la Norvège; en contrepartie, le temps supplémentaire que les habitants des autres pays allouent aux activités physiologiques a été ajouté au temps de loisir.

### Comparabilité

La comparabilité des données relatives à l'utilisation du temps est faible, compte tenu des différences de conception et de caractéristiques des enquêtes. Celles-ci diffèrent, par exemple, sur les points suivants : certaines sont réalisées sur une année alors que d'autres portent sur une semaine donnée; un nombre variable d'emplois du temps est recueilli pour chaque participant; le cadre dans lequel se déroulent les diverses activités n'est pas figé (activités à domicile ou à l'extérieur, activités individuelles ou collectives, etc.); les « activités secondaires » (activités menées parallèlement à d'autres, comme regarder la télévision tout en s'occupant de son enfant) ne sont pas systématiquement prises en compte. En outre, les données datent de 2006 pour l'Australie, le Japon et la Turquie, de 2005 pour la Belgique, le Canada et les États-Unis, de 2004 pour la Corée et la Pologne, de 2003 pour l'Espagne et l'Italie, de 2002 pour l'Allemagne et le Mexique, de 2001 pour la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède, de 1999 pour la Nouvelle-Zélande, et de 1998 pour la Finlande et la France.

En outre, d'un point de vue conceptuel, la distinction entre les diverses activités prises en considération dans les enquêtes sur l'utilisation du temps est en partie arbitraire, étant donné par exemple qu'une personne involontairement au chômage n'inclura pas dans la catégorie des loisirs les mêmes activités qu'une personne titulaire d'un emploi lucratif.

### Source

- OCDE (2009), *Panorama de la société 2008 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- European Commission (2004), *How Europeans Spend their Time – Everyday Life of Women and Men, Data 1998-2002*, Pocketbooks.

#### Sites Internet

- Economic Social Research Council/University of Oxford, Centre for Time Use Research, [www.timeuse.org/](http://www.timeuse.org/).
- Eurostat Harmonized European Time Use Survey, <https://www.testh2.scb.se/tus/tus/>.



## Répartition du temps de loisir

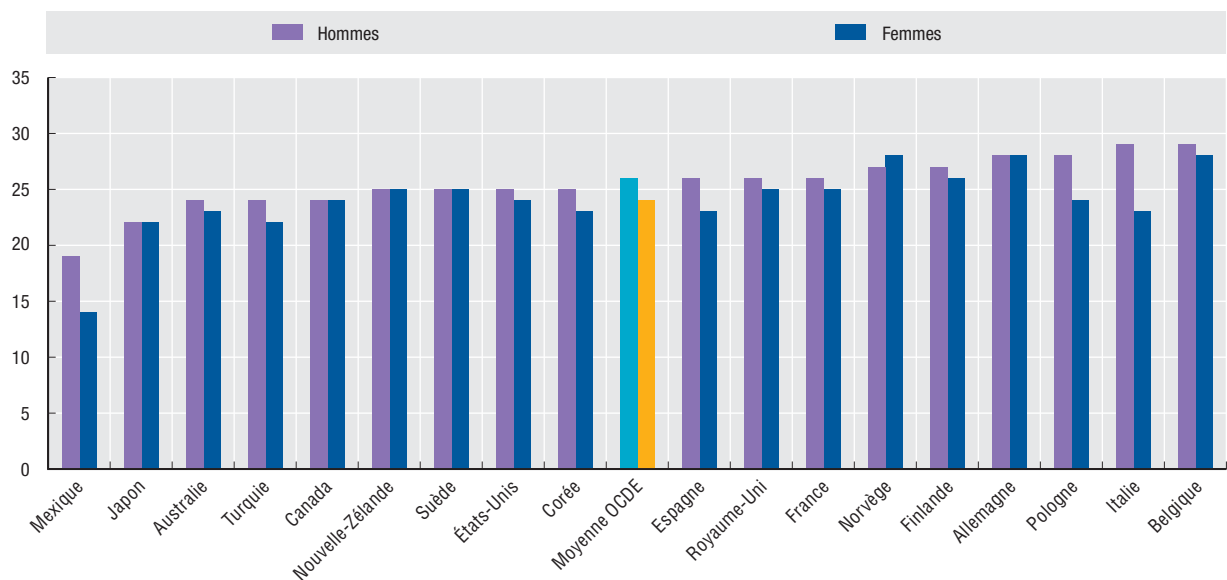
Pourcentages en utilisant une mesure normalisée des loisirs, 2006 ou dernière année disponible


	Proportion du temps de loisir par groupe démographique						Composition du temps de loisirs par activités					
	Genres		Âge				Regarder la télévision ou écouter la radio chez soi	Autres loisirs	Visites et réceptions entre amis	Sorties culturelles et spectacles	Pratique sportive	
	Total	Hommes	Femmes	15-24	25-44	45-64						65 et plus
Allemagne	28	28	28	29	23	29	37	28	46	4	15	7
Australie	23	24	23	27	17	22	34	41	47	3	2	6
Belgique	28	29	28	28	23	29	38	36	42	8	8	5
Canada	24	24	24	27	18	23	39	34	34	21	2	8
Corée	24	25	23	24	22	25	33	35	41	16	1	7
Espagne	26	26	23	28	20	26	35	31	41	4	12	12
États-Unis	25	25	24	27	20	23	37	44	32	16	2	5
Finlande	27	27	26	30	23	27	38	37	40	7	8	8
France	26	26	25	27	22	25	37	34	45	6	7	8
Italie	26	29	23	30	21	25	37	28	48	6	10	8
Japon	22	22	22	21	16	19	34	47	42	4	0	6
Mexique	16	19	14	18	11	16	25	48	33	10	4	5
Norvège	27	27	28	29	24	28	39	31	33	14	15	8
Nouvelle-Zélande	25	25	25	30	20	22	35	25	45	24	2	5
Pologne	25	28	24	28	22	26	39	41	38	6	8	6
Royaume-Uni	25	26	25	27	22	26	36	41	39	7	10	4
Suède	25	25	25	29	21	25	38	31	42	7	11	8
Turquie	23	24	22	..	..	..	..	40	25	34	0	2
Moyenne OCDE	25	26	24	27	20	25	36	36	40	11	6	7

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544568030266>

## Temps de loisir dans une journée

Pourcentages en utilisant une mesure normalisée des loisirs, 2006 ou dernière année disponible



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538767417284>

## LOISIRS ET CULTURE

Il existe en général une corrélation positive entre la part du PIB qui est consacrée aux loisirs et à la culture et le revenu par habitant – plus un pays est riche, plus la part des dépenses afférentes à la culture et aux loisirs est importante – mais il existe des exceptions frappantes. L'Irlande, dont le revenu par habitant est relativement élevé, dépense relativement peu dans le domaine des loisirs et de la culture, alors que les dépenses qu'y consacre la République tchèque, au revenu par habitant relativement faible, sont assez fortes.

### Définition

Les dépenses consacrées par les ménages aux loisirs et à la culture comprennent les achats de matériel audiovisuel, photographique et informatique; de CD et DVD; d'instruments de musique; de camping-cars; de caravanes; d'articles de sport; de jouets; d'animaux domestiques et de produits connexes; d'outils de jardinage et de plantes; de journaux; de billets pour des manifestations sportives, de places de cinéma et de théâtre; et les sommes consacrées aux jeux (y compris les tickets de loto), déduction faite des gains éventuels. Elles ne comprennent pas les dépenses afférentes aux restaurants, aux hôtels, aux voyages et aux maisons de vacances, mais comprennent les voyages organisés.

Les dépenses publiques comprennent l'administration des affaires sportives, récréatives et culturelles, ainsi que

l'entretien des zoos, des jardins botaniques, des plages et des parcs publics; le soutien des services de radiodiffusion et, le cas échéant, les aides versées aux organisations religieuses, aux associations bénévoles, aux associations d'intérêt public, aux mouvements de jeunesse et aux autres organisations de la société (y compris les frais de fonctionnement et de réparation des installations et, le cas échéant, les salaires des membres du clergé et autres responsables). Elles comprennent également les subventions accordées aux artistes et groupes artistiques. Les dépenses d'équipement consacrées, par exemple, à la construction de stades, de piscines publiques et de théâtres, d'opéras et de musées nationaux, sont comprises.

### Comparabilité

Les données présentées dans les tableaux proviennent toutes de la base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux, et ont été établies conformément à un ensemble de définitions communes. Cependant, pour l'Australie et les États-Unis, les dépenses de consommation finale des ménages comprennent les dépenses de consommation finale des institutions à but non lucratif au service des ménages. S'agissant du Japon, les dépenses publiques couvrent l'exercice budgétaire, tandis que le PIB est établi sur l'année civile. En ce qui concerne l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les données renvoient à l'exercice budgétaire.

### Tendances à long terme

Dans la majorité des pays, les dépenses consacrées par les ménages aux loisirs et à la culture sont demeurées assez stables, aux environs de 5 % du PIB, au cours de la dernière décennie. La Grèce et la République slovaque, où la part de ces dépenses a fortement augmenté, et le Luxembourg, la Turquie et l'Irlande, où elles ont chuté sensiblement pour descendre nettement au-dessous de la moyenne OCDE, représentent à cet égard des exceptions notables.

Les données sur les dépenses publiques relatives aux loisirs, à la culture et au culte sont disponibles pour un nombre plus restreint de pays. Dans la majorité d'entre eux, ces dépenses représentent entre 0.5 % et 2 % du PIB. À la fin de la période, elles se situaient bien au-dessus de la moyenne en Hongrie, au Luxembourg et (en particulier) en Islande, et au-dessous de 0.5 % du PIB au Japon, en Grèce et aux États-Unis. Sur l'ensemble de la période considérée, les pourcentages correspondants ont fortement augmenté dans le cas de l'Islande, et au contraire sensiblement reculé en Suède, à partir toutefois d'une base de départ plus élevée.

Le troisième tableau indique le montant global des dépenses publiques et privées afférentes aux loisirs et à la culture. Dans la majorité des pays, il se situe dans une fourchette de 5 à 7 % du PIB, mais il est sensiblement plus élevé en Islande, et plus bas en Irlande.

### Source

- OCDE (2008), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus Publications analytiques


- OCDE (2005), *La culture et le développement local*, OCDE, Paris.



## Dépenses des ménages en loisir et culture

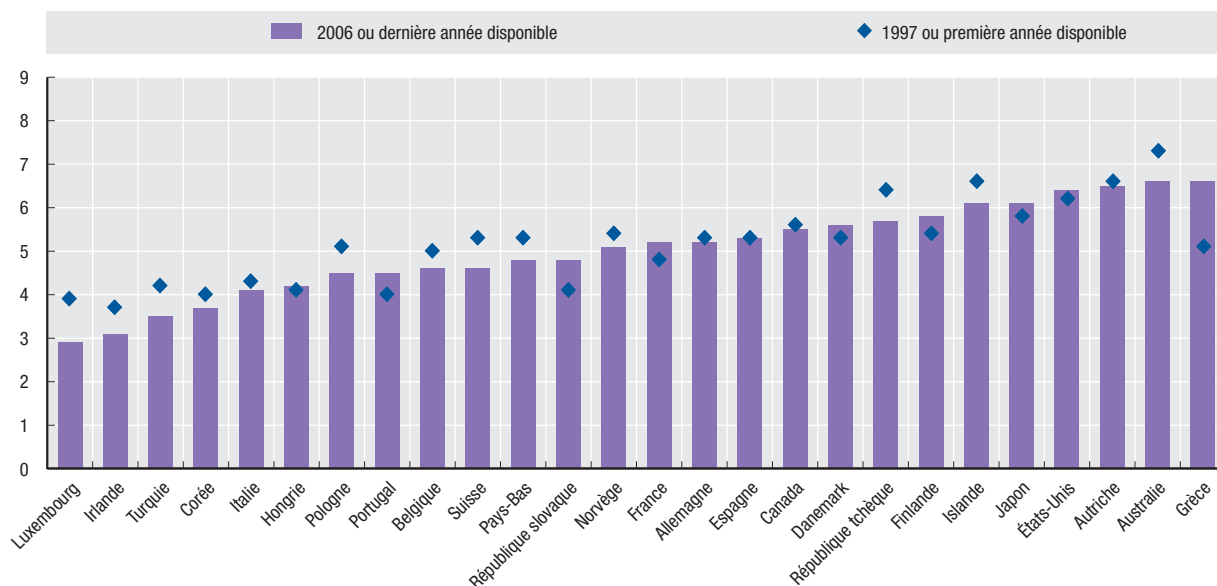
En pourcentage du PIB

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	5.1	5.1	5.2	5.3	5.4	5.5	5.6	5.6	5.4	5.3	5.3	5.2	5.2	5.1
Australie	6.9	7.2	7.2	7.3	7.3	7.2	7.3	7.1	7.2	7.1	7.0	6.8	6.6	..
Autriche	6.6	6.4	6.6	6.6	6.7	7.0	7.0	7.1	6.9	6.9	6.8	6.7	6.5	..
Belgique	..	4.8	4.9	5.0	5.0	5.1	5.2	5.2	4.8	4.8	4.7	4.7	4.6	4.7
Canada	5.5	5.5	5.6	5.6	5.7	5.7	5.7	5.7	5.8	5.7	5.6	5.5	5.5	5.4
Corée	4.2	4.3	4.2	4.0	3.4	3.6	4.1	4.2	4.4	4.0	3.6	3.7	3.7	3.7
Danemark	5.1	5.1	5.3	5.3	5.3	5.2	5.2	5.1	5.1	5.3	5.5	5.5	5.6	5.6
Espagne	..	5.2	5.3	5.3	5.6	5.7	5.7	5.7	5.6	5.5	5.5	5.5	5.3	..
États-Unis	5.9	6.1	6.2	6.2	6.2	6.3	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.3	6.4	6.5
Finlande	5.3	5.3	5.6	5.4	5.4	5.4	5.4	5.3	5.3	5.5	5.5	5.6	5.8	5.7
France	4.8	4.8	4.8	4.8	4.9	5.0	5.1	5.1	5.2	5.2	5.2	5.2	5.2	5.1
Grèce	..	..	..	..	..	..	5.1	5.8	5.8	5.4	5.5	5.6	6.6	6.3
Hongrie	..	..	..	..	..	..	4.1	4.2	4.2	4.2	4.2	4.3	4.2	..
Irlande	..	4.0	4.1	3.7	3.4	3.2	3.4	3.5	3.2	3.1	3.2	3.2	3.1	3.1
Islande	7.1	7.2	7.1	6.6	6.7	6.9	7.1	6.9	6.8	6.7	6.5	6.4	6.1	..
Italie	4.3	4.2	4.3	4.3	4.4	4.5	4.5	4.4	4.3	4.2	4.3	4.1	4.1	4.0
Japon	..	..	5.6	5.8	5.8	5.8	6.1	6.2	6.2	6.2	6.2	6.0	6.1	..
Luxembourg	..	3.9	3.9	3.9	4.0	3.7	3.6	3.8	3.9	3.5	3.5	3.2	2.9	2.8
Norvège	5.2	5.4	5.5	5.4	5.8	5.8	5.2	5.3	5.5	5.6	5.5	5.1	..	..
Pays-Bas	5.3	5.2	5.3	5.3	5.5	5.6	5.5	5.4	5.3	5.1	5.0	4.8	4.8	4.8
Pologne	..	4.8	5.3	5.1	5.3	5.1	5.6	4.9	4.8	5.0	5.0	4.7	4.5	..
Portugal	..	3.7	3.9	4.0	4.0	4.1	4.2	4.1	4.1	4.1	4.2	4.3	4.5	..
République tchèque	..	5.5	5.8	6.4	6.3	6.2	6.1	6.2	6.0	6.2	6.0	5.9	5.7	5.6
République slovaque	..	3.8	4.0	4.1	4.2	4.5	4.7	5.2	5.0	4.7	4.8	4.9	4.8	5.0
Suisse	5.4	5.4	5.3	5.3	5.2	5.2	5.1	5.1	5.1	5.1	5.0	4.9	4.6	..
Turquie	..	..	..	..	4.2	3.7	3.8	3.4	3.5	3.4	3.8	3.7	3.5	3.2

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544584412123>

## Dépenses des ménages en loisir et culture

En pourcentage du PIB




StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538787062625>

### Dépenses publiques en loisir et culture

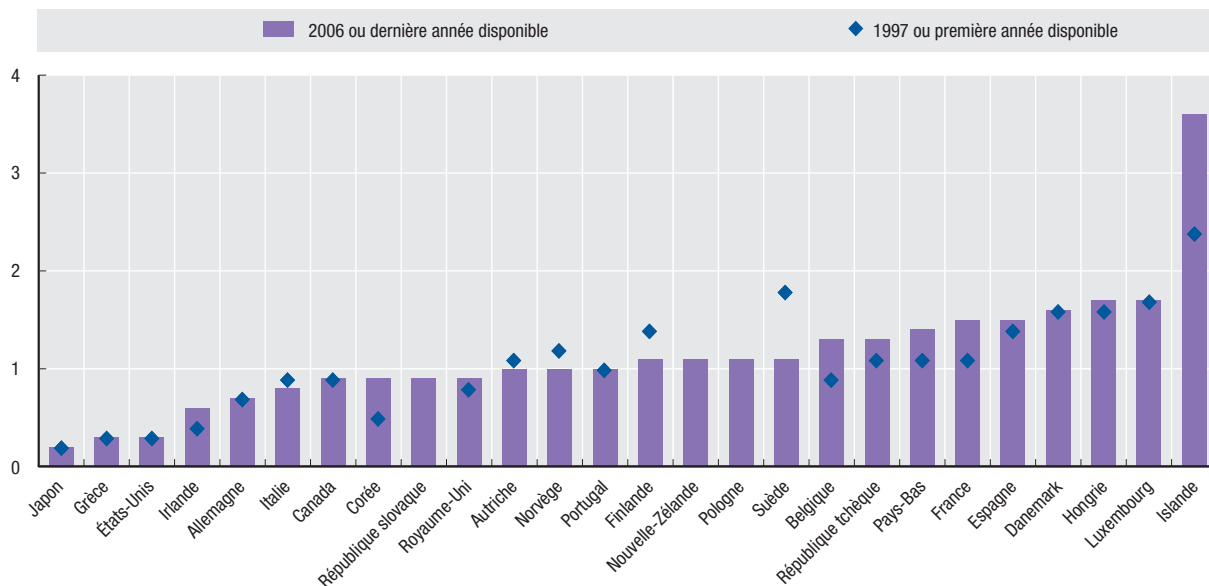
En pourcentage du PIB

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	0.8	0.8	0.8	0.7	0.7	0.7	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.7	0.7	0.7
Autriche	..	1.0	1.0	1.1	1.0	1.1	1.0	1.1	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Belgique	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	1.0	1.0	1.3	1.2	1.3	1.3	1.3	..
Canada	1.0	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	..
Corée	..	0.4	0.4	0.5	0.6	0.6	0.7	0.7	0.6	0.8	0.8	0.8	0.9	..
Danemark	1.7	1.6	1.7	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.8	1.6	1.6	1.6
Espagne	..	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.5	..
États-Unis	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Finlande	1.2	1.3	1.4	1.4	1.3	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.1	..
France	..	1.1	1.1	1.1	1.1	1.2	1.1	1.2	1.3	1.4	1.4	1.5	1.5	1.5
Grèce	..	0.2	0.2	0.3	0.3	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	1.6	1.8	1.8	1.8	1.6	1.7	..
Irlande	0.5	0.4	0.5	0.4	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	..
Islande	..	..	..	2.4	2.9	3.0	3.2	3.0	3.3	3.6	3.7	3.3	3.6	..
Italie	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9	0.8	..
Japon	..	..	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.1	0.2	..
Luxembourg	1.5	1.5	1.6	1.7	1.7	1.8	1.6	1.7	1.8	1.9	2.1	2.2	1.7	1.9
Norvège	..	..	1.2	1.2	1.2	1.2	1.1	1.1	1.2	1.2	1.1	1.1	1.0	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.3	1.3	1.1	..	..
Pays-Bas	..	1.2	1.2	1.1	1.1	1.1	1.4	1.4	1.5	1.5	1.5	1.4	1.4	1.3
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	1.1	1.0	1.0	1.0	1.1	..
Portugal	..	0.8	0.9	1.0	1.0	1.2	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.0	..
République tchèque	..	1.2	1.3	1.1	1.1	1.0	1.0	1.1	1.3	1.3	1.2	1.2	1.3	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.0	1.2	0.9	0.9	..
Royaume-Uni	0.9	0.9	0.8	0.8	0.8	0.9	1.0	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9	..	..
Suède	..	1.8	1.9	1.8	1.8	1.8	1.1	1.1	1.1	1.1	1.0	1.0	1.1	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544612134232>

### Dépenses publiques en loisir et culture

En pourcentage du PIB




StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538801715106>

## Dépenses publiques et des ménages en loisir et culture

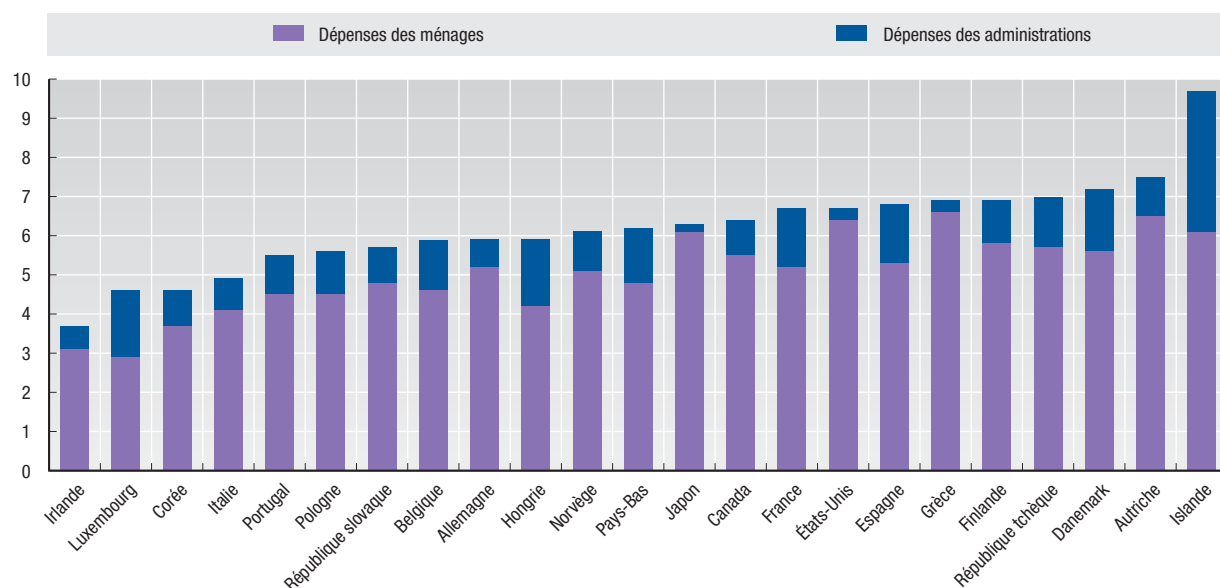
En pourcentage du PIB


	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	5.9	5.9	5.9	6.0	6.1	6.2	6.5	6.4	6.3	6.1	6.0	6.0	5.9	5.8
Autriche	..	7.5	7.6	7.7	7.8	8.1	8.0	8.1	8.0	7.9	7.8	7.6	7.5	..
Belgique	..	5.6	5.7	5.9	5.9	6.1	6.2	6.1	6.1	6.0	6.0	6.0	5.9	..
Canada	6.5	6.5	6.6	6.5	6.7	6.6	6.6	6.6	6.7	6.6	6.5	6.4	6.4	..
Corée	..	4.7	4.6	4.5	4.0	4.3	4.8	4.9	5.0	4.8	4.4	4.5	4.6	..
Danemark	6.8	6.8	6.9	6.9	6.8	6.8	6.7	6.7	6.7	6.9	7.2	7.1	7.2	7.2
Espagne	..	6.6	6.6	6.7	6.9	7.1	7.1	7.1	7.0	6.9	6.9	6.9	6.8	..
États-Unis	6.2	6.4	6.5	6.5	6.5	6.6	6.7	6.7	6.7	6.7	6.7	6.7	6.7	6.8
Finlande	6.5	6.6	7.0	6.8	6.7	6.6	6.6	6.5	6.5	6.7	6.7	6.9	6.9	..
France	..	5.9	5.9	5.9	6.1	6.1	6.2	6.3	6.5	6.6	6.7	6.7	6.7	6.6
Grèce	..	..	..	..	..	..	5.4	6.1	6.1	5.7	5.8	6.0	6.9	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	5.8	6.0	6.1	5.9	6.0	5.9	..
Irlande	..	4.5	4.6	4.1	3.9	3.7	4.0	4.0	3.8	3.7	3.8	3.8	3.7	..
Islande	..	..	..	9.0	9.6	9.9	10.3	9.9	10.1	10.2	10.2	9.8	9.7	..
Italie	5.1	5.0	5.2	5.2	5.3	5.4	5.3	5.2	5.1	5.1	5.1	4.9	4.9	..
Japon	..	..	5.8	6.0	6.0	6.0	6.3	6.4	6.4	6.4	6.3	6.2	6.3	..
Luxembourg	..	5.4	5.5	5.6	5.7	5.5	5.2	5.4	5.7	5.4	5.6	5.4	4.6	4.7
Norvège	..	..	6.7	6.6	7.0	7.0	6.2	6.4	6.7	6.8	6.6	6.1	..	..
Pays-Bas	..	6.4	6.5	6.5	6.6	6.8	6.9	6.8	6.8	6.6	6.5	6.3	6.2	6.2
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	5.9	5.9	5.9	5.7	5.6	..
Portugal	..	4.5	4.8	4.9	5.0	5.3	5.2	5.2	5.3	5.2	5.4	5.5	5.5	..
République tchèque	..	6.6	7.2	7.5	7.4	7.2	7.1	7.3	7.3	7.4	7.2	7.1	7.1	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5.8	5.9	5.7	5.8	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544638278635>

## Dépenses en loisir et culture

En pourcentage du PIB, 2006 ou dernière année disponible



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538810121017>



## TOURISME – NUITÉES

Le nombre d'arrivées de touristes non résidents en chambre d'hôtel ou dans un établissement assimilé est l'une des mesures standard de l'activité touristique internationale. Les touristes prenant leurs vacances dans leur propre pays ne sont pas pris en compte.

### Définition

Ces statistiques concernent le nombre de non-résidents qui arrivent dans un hôtel ou dans un établissement assimilé – résidence hôtelière, motel, hôtel de villégiature, club, pension, etc. – ou dans un établissement d'hébergement offrant des services hôteliers limités. Il convient de noter que les arrivées de touristes non résidents n'indiquent pas le nombre de voyageurs. Si une personne se rend dans le même pays plusieurs fois par an, chacune de ses visites est considérée comme une arrivée distincte et si une personne se rend dans plusieurs pays au cours d'un même voyage, son arrivée dans chaque pays est comptabilisée séparément. Les excursionnistes, de même que les personnes qui séjournent chez des amis ou parents, ne sont pas pris en compte.

### Tendances à long terme

D'après la publication *Le tourisme dans les pays de l'OCDE 2008 : Tendances et politiques* (OCDE, 2008), les pays membres de l'OCDE représentent environ 60 % des arrivées internationales. Huit pays sur les dix principales destinations touristiques mondiales sont membres de l'OCDE. Le tourisme représente entre 2 et 12 % du PIB, entre 3 et 11 % de l'emploi, et, en moyenne autour de 30 % des exportations de services dans les pays membres de l'OCDE. C'est en outre un des vecteurs essentiels de la mondialisation. Son importance pour la performance de l'économie, du secteur des services et de l'emploi est largement reconnue. Les pouvoirs publics accordent à cette filière de plus en plus d'attention au niveau national, régional et local.

D'après les prévisions de l'OMT dans sa publication *Tourisme Horizon 2020*, les arrivées internationales dépasseront le chiffre de 1.56 milliard en 2020. Dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique, en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique, le tourisme devrait se développer à un rythme supérieur à 5 % par an, à comparer à une moyenne mondiale de 4.1 %. Dans les régions touristiques plus anciennes d'Europe et des Amériques, en revanche, son expansion devrait être inférieure à la moyenne. L'Europe restera la première destination mondiale, mais sa part diminuera, tombant à 46 % des arrivées mondiales en 2020 contre 60 % en 1995.

### Comparabilité

Plusieurs pays de l'OCDE ne peuvent pas fournir de statistiques sur « les arrivées de touristes non résidents dans les hôtels ou autres établissements similaires ». Pour ces pays, les statistiques présentées ici recouvrent les « arrivées de non-résidents aux frontières nationales ». Le Canada, la Chine, l'Inde, l'Irlande, et les États-Unis indiquent le nombre de non-résidents arrivant à leur frontière; un touriste est un visiteur qui a l'intention de séjourner pendant une nuit au moins. Les chiffres du Japon, de la Corée et de la Nouvelle-Zélande incluent le nombre d'arrivées de visiteurs non résidents à leurs frontières nationales; la catégorie visiteur inclut les visiteurs qui passent la nuit (touriste) et ceux d'un seul jour. Les séries chronologiques relatives à l'Australie (visiteurs pour 1990-1997, et 2007, et touristes pour 1998-2006) et à l'Afrique du Sud (visiteurs pour 1990-1994 et touristes pour 1995-2007) présentent des indicateurs mixtes.

### Source

- Office statistique des Communautés européennes (Eurostat).
- Organisation mondiale du tourisme (UNWTO).

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2006), *Innovation and Growth in Tourism*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *L'impact de la culture sur le tourisme*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Le tourisme dans les pays de l'OCDE 2008 : Tendances et politiques*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- Eurostat (2007), *Panorama on Tourism*, European Commission, Luxembourg.
- Eurostat (2007), *Tourism statistics – Pocketbook – Data 2000-2005*, European Commission, Luxembourg.
- UNWTO (2003), *Tourism 2020 Vision*, UNWTO, Madrid.
- UNWTO (2008), *Yearbook of Tourism Statistics*, UNWTO, Madrid..

#### Publications méthodologiques

- Nations Unies, OCDE, Organisation mondiale du tourisme (2001), *Compte satellite du tourisme : recommandations concernant le cadre conceptuel*, OCDE, Paris.
- ONU, UNWTO (1994), *Recommendations on Tourism Statistics*, ONU, New York.


#### Sites Internet

- Eurostat, <http://europa.eu.int/comm/eurostat/>.
- Travaux sur le tourisme de l'OCDE, [www.oecd.org/cfe/tourism](http://www.oecd.org/cfe/tourism).
- Organisation mondiale du tourisme, [www.world-tourism.org](http://www.world-tourism.org).

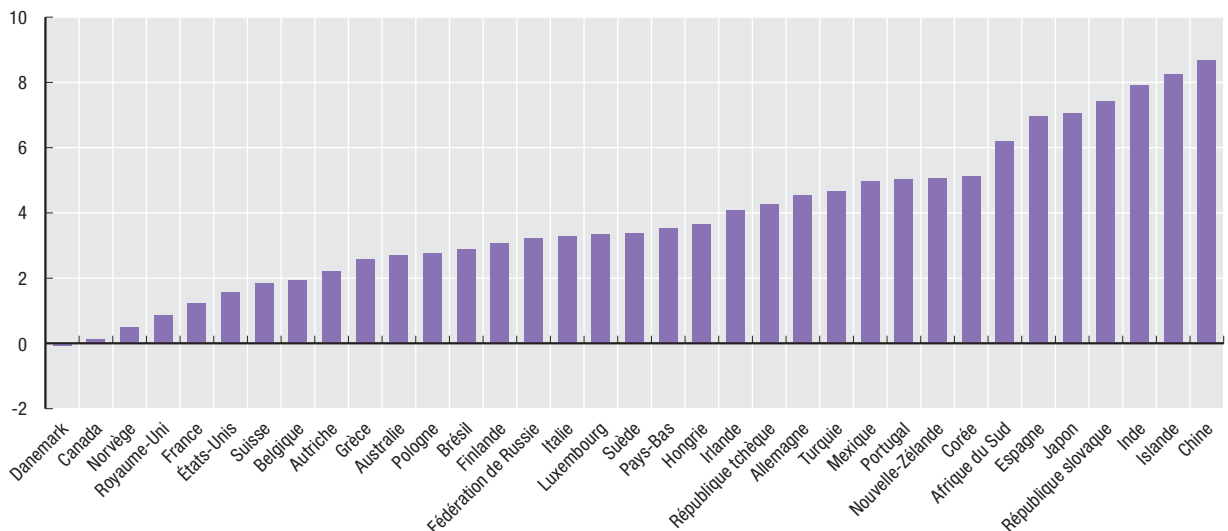

**Arrivées de touristes non résidents dans des hôtels et des établissements similaires**

Milliers

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	12 269	12 683	13 042	13 745	14 457	14 965	16 719	15 754	15 672	15 979	17 620	18 761	20 630	21 449
Australie	3 362	3 726	4 165	4 318	3 825	4 109	4 530	4 435	4 420	4 354	4 774	5 020	5 064	5 644
Autriche	12 878	12 464	12 533	12 329	12 803	12 755	13 240	13 279	13 487	13 748	14 075	14 542	14 947	15 344
Belgique	3 947	4 138	4 469	4 710	4 859	4 983	5 163	5 117	5 323	5 261	5 385	5 409	5 665	5 713
Canada	15 972	16 932	17 286	17 669	18 870	19 411	19 627	19 679	20 057	17 534	19 145	18 770	18 265	17 931
Corée	3 580	3 753	3 684	3 908	4 250	4 660	5 322	5 147	5 347	4 753	5 818	6 023	6 155	6 448
Danemark	..	..	1 307	1 317	1 305	1 268	1 347	1 310	1 284	1 294	1 363	1 350	1 357	1 308
Espagne	15 310	16 286	17 008	18 250	20 199	26 799	27 150	27 012	26 611	27 249	27 620	29 029	34 412	35 844
États-Unis	44 753	43 490	46 636	47 875	46 377	48 510	51 237	46 927	43 581	41 218	46 086	49 206	50 978	55 986
Finlande	1 633	1 587	1 537	1 618	1 655	1 613	1 751	1 774	1 796	1 800	1 825	1 828	2 045	2 188
France	27 121	27 018	27 096	29 625	32 339	34 267	36 474	35 097	36 093	32 520	33 988	35 033	32 506	33 463
Grèce	6 659	6 250	5 973	6 785	7 276	7 229	7 767	6 997	6 654	6 574	6 313	7 143	7 548	8 746
Hongrie	2 122	2 116	2 202	2 188	2 472	2 401	2 604	2 669	2 659	2 599	2 951	3 140	3 009	3 131
Irlande	4 309	4 818	5 289	5 587	6 064	6 403	6 646	6 353	6 476	6 764	6 953	7 333	8 001	8 332
Islande	..	..	311	354	400	431	451	465	513	569	615	643	714	782
Italie	21 074	23 467	24 929	25 133	25 927	26 530	28 797	29 138	29 340	28 174	29 916	30 870	33 513	34 757
Japon	3 468	3 345	3 837	4 218	4 106	4 438	4 757	4 772	5 239	5 212	6 138	6 728	7 334	8 347
Luxembourg	492	496	461	508	525	580	589	577	599	581	613	667	673	706
Mexique	5 159	6 718	7 491	8 155	8 157	9 501	9 867	9 410	7 869	8 556	9 972	10 691	9 689	13 250
Norvège	2 830	2 880	2 746	2 702	2 829	2 857	2 787	2 686	2 561	2 439	2 556	2 656	2 841	..
Nouvelle-Zélande	1 323	1 409	1 529	1 497	1 485	1 607	1 787	1 909	2 045	2 104	2 334	2 366	2 409	2 455
Pays-Bas	4 456	4 797	4 999	6 163	7 432	7 550	7 738	7 445	7 433	6 930	7 601	8 081	8 567	8 713
Pologne	2 540	2 792	3 020	2 919	2 695	1 982	2 505	2 488	2 536	2 701	3 385	3 723	3 738	3 833
Portugal	3 809	4 000	4 069	4 314	4 974	4 911	5 119	4 934	5 060	4 906	5 201	5 355	5 883	7 045
République tchèque	2 448	2 891	3 696	4 013	4 067	4 141	3 863	4 439	4 314	4 485	5 346	5 686	5 781	6 098
République slovaque	680	735	758	660	701	767	836	927	1 041	1 043	1 094	1 203	1 292	1 350
Royaume-Uni	14 927	17 118	16 890	17 110	16 304	17 019	17 019	17 019	14 176	14 397	13 172	17 009	18 711	18 671
Suède	1 830	1 995	2 091	2 143	2 304	2 320	2 465	2 586	2 577	2 552	2 610	2 736	2 867	2 993
Suisse	7 358	6 946	6 730	7 039	7 185	7 154	7 821	7 455	6 868	6 530	..	7 229	7 863	8 448
Turquie	3 716	4 617	6 440	9 382	7 539	4 805	6 789	8 769	9 859	8 983	10 962	12 937	11 883	14 788
Afrique du Sud	3 897	4 488	4 915	4 976	5 732	5 890	5 872	5 787	6 430	6 505	6 678	7 369	8 396	9 091
Brésil	1 529	1 709	2 266	2 419	3 854	3 754	3 868	3 331	3 536	2 633	3 068	3 215	..	..
Chine	21 070	20 034	22 765	23 770	25 073	27 047	31 229	33 167	36 803	32 970	41 761	46 809	49 913	54 720
Fédération de Russie	..	5 311	5 496	..	..	..	..	3 215	3 231	3 101	3 275	3 438	4 416	..
Inde	1 886	2 124	2 288	2 374	2 359	2 482	2 649	2 537	2 384	2 726	3 457	3 919	4 447	5 082

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544644865517>
**Arrivées de touristes non résidents dans des hôtels et des établissements similaires**

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1997-2007 ou dernière période disponible


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538820811257>

## TAUX DE VICTIMATION

Le risque d'être victime d'une agression physique ou d'autres types de délit est l'un des principaux facteurs qui déterminent la sécurité personnelle et la qualité de la vie. Si les comparaisons des statistiques policières de la délinquance peuvent être faussées par la non-concordance des pratiques nationales de signalement des délits, les sondages réalisés auprès des ménages pour évaluer l'expérience individuelle en matière de victimation permettent une meilleure comparabilité.

Les personnes interrogées dans le cadre des enquêtes utilisées ici ont répondu à des questions concernant dix catégories de délits relevant de la délinquance dite classique dont eux-mêmes, ou d'autres membres du foyer, auraient pu être victimes au cours de l'année précédente. Ces délits « classiques » couvrent les infractions relatives aux véhicules, les cambriolages, le vol de biens personnels, et les atteintes à la personne. Sont également couverts, quoique plus difficiles à mesurer, les délits ne relevant pas de la délinquance classique tels que les problèmes liés aux drogues, les crimes de haine, la petite corruption et la fraude à la consommation.

### Définition

Les statistiques de la délinquance présentées ici s'inspirent de l'Enquête internationale sur les victimes de crimes et délits (ICVS), réalisée par un groupe de travail international coordonné par l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) et l'Office

des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Les données de l'ICVS pour les pays européens sont tirées de l'Enquête européenne sur la criminalité et la sûreté, réalisée sous les auspices d'un groupe dirigé par Gallup Europe. Les cycles précédents de cette enquête ont été menés en 1989, 1992, 1996 et 2000, et la plupart des résultats sont comparables d'un cycle à l'autre.

### Comparabilité

Si les résultats de l'enquête se fondent sur des échantillons représentatifs, ils sont influencés par les caractéristiques méthodologiques telles que la nature de l'entretien avec le répondant et la période sur laquelle a porté le travail de terrain. Dans la plupart des pays, la taille des échantillons est généralement limitée à 2 000 personnes.

Les problèmes de comparabilité sont plus fréquents pour les délits ne relevant pas de la délinquance classique (surtout ceux dont sont victimes une petite minorité de personnes) et pour les crimes sexuels (en raison des différences de perception d'un pays à l'autre de ce qui constitue un comportement sexuel inacceptable).

Les données les plus récentes renvoient aux enquêtes réalisées soit en 2004 soit en 2005. Les données plus anciennes renvoient à 2000 pour tous les pays à l'exception de l'Autriche (1996), de l'Italie et de la Nouvelle-Zélande (1992) ainsi que de la Norvège, l'Allemagne et l'Espagne (1989).

### En bref

Près de 16 % de la population des pays de l'OCDE ont déclaré avoir été victimes d'un délit « classique » en 2004-2005. Le taux de victimation est supérieur à 20 % en Irlande, en Nouvelle-Zélande, en Islande et au Royaume-Uni, suivis de près par les Pays-Bas, le Danemark, le Mexique, la Suisse et la Belgique, alors qu'il est égal ou inférieur à 10 % en Hongrie, au Japon et en Espagne. Depuis 2000, les taux de victimation ont régressé en moyenne de 3 points, une baisse ayant été observée dans 18 des 20 pays pour lesquels des informations sont disponibles.

Si l'on considère les différents types de délits, moins de 3 % de la population ont déclaré avoir été victimes de voies de fait ou de menaces, la fourchette allant d'environ 5 % au Royaume-Uni, en Islande, en Irlande et en Nouvelle-Zélande à moins d'1 % au Japon, en Italie et au Portugal. En moyenne, approximativement 1 % de la population a déclaré avoir été victime d'un vol, les taux étant plus élevés au Mexique et en Irlande. Des délits sexuels perpétrés contre des femmes ont été rapportés par environ 2 % des répondants, tandis que 10 % des personnes interrogées ont déclaré avoir eu à pâtir de certains types de fraude à la consommation, dans une proportion de près de 25 % en Grèce à moins de 2 % au Japon. La proportion de répondants déclarant avoir une expérience personnelle de la corruption est faible en moyenne, mais nettement plus élevée en Grèce et au Mexique. En général, la proportion d'individus déclarant avoir peur de la délinquance et des agressions est beaucoup plus élevée que la prévalence de victimes de la délinquance, certains pays ayant un faible taux de victimation faisant état d'une plus grande inquiétude face à la délinquance, et inversement.

### Source

- European Survey on Crime and Safety, Gallup Europe, [www.unodc.org](http://www.unodc.org).
- International Crime Victims Surveys, mars 2002, [www.unicri.it/icvs](http://www.unicri.it/icvs).

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Alvazzi del Frate, A. (2003), « The Voice of Victims of Crime: Estimating the True Level of Conventional Crime », *Forum on Crime and Society*, vol. 3, UNODC, Vienne.
- OCDE (2003), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE, édition 2002*, OCDE, Paris.
- Van Dijk J., J. Van Kesteren et P. Smit Paul (2008), « Criminal Victimization in International Perspective – Key Findings from the 2004-2005 International Crime Victims Survey and European Survey on Crime and Safety », WODC Publication n° 257, janvier.

#### Sites Internet

- EUICS Consortium, [www.europeansafetyobservatory.eu/euics\\_rp.htm](http://www.europeansafetyobservatory.eu/euics_rp.htm).
- OCDE, Statistiques sur la protection sociale, [www.oecd.org/statistics/social](http://www.oecd.org/statistics/social).
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, [www.unodc.org](http://www.unodc.org).

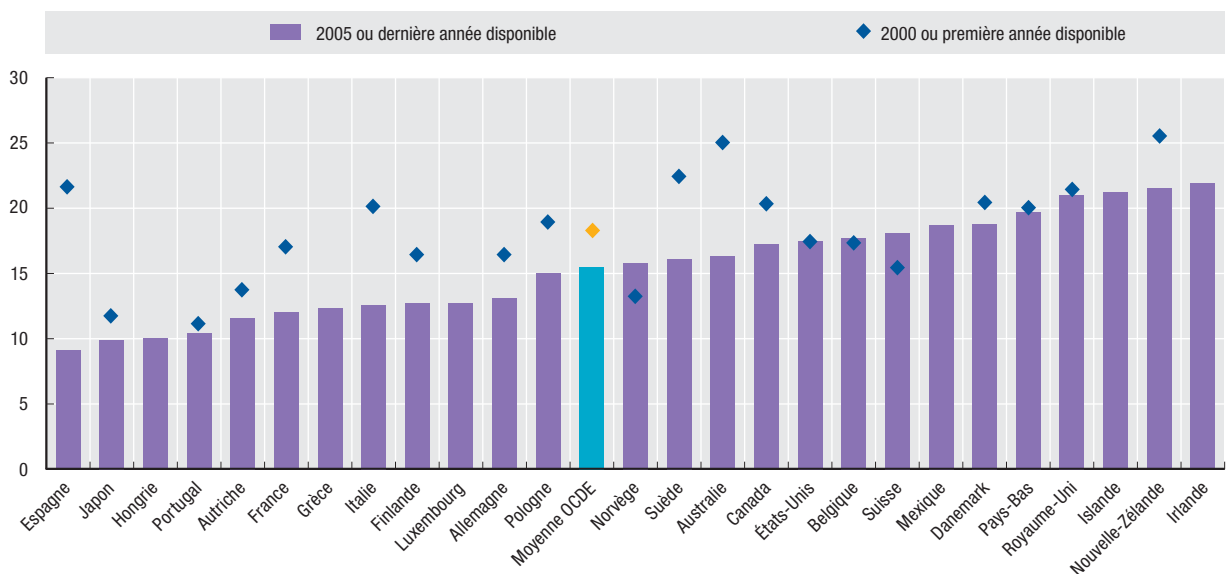
**Victimation par type de délit et type de délinquance**

Prévalence sur un an pour l'ensemble de la population, 2005 ou dernière année disponible

Toutes victimations	Victimation par type de délit :														Peur de la délinquance  Sentiment de danger ou de grand danger dans la rue après la tombée de la nuit
	Délinquance classique											Délinquance non conventionnelle			
	Infractions relatives aux véhicules				Cambriolages et autres vols			Atteintes à la personne				Fraude à la consommation	Corruption		
	Vols de voitures	Vols de et dans les voitures	Vols de motocyclettes	Vols de bicyclettes	Cambriolages avec effraction	Tentatives de cambriolage	Vols de biens personnels et vols à la tire	Vols	Infractions sexuelles contre les femmes	Voies de fait ou menaces					
Allemagne	13.1	0.2	2.0	0.2	3.4	0.9	1.3	3.0	0.4	2.4	2.7	11.7	0.6	30	
Australie	16.3	1.1	4.5	0.1	1.2	2.5	2.4	3.6	0.9	..	3.4	..	..	27	
Autriche	11.6	0.1	2.4	0.0	2.0	0.9	1.4	3.4	0.4	2.2	1.8	8.1	0.6	19	
Belgique	17.7	0.5	4.2	0.1	4.2	1.8	2.4	3.4	1.2	0.9	3.6	8.0	0.5	26	
Canada	17.2	0.8	4.8	0.2	2.7	2.0	1.7	4.0	0.8	2.3	3.0	7.4	0.6	17	
Danemark	18.8	1.3	2.6	0.3	6.0	2.7	1.6	3.3	0.9	1.9	3.3	15.7	1.0	17	
Espagne	9.1	1.0	2.7	0.3	0.7	0.8	0.4	2.1	1.3	0.3	1.6	10.8	0.3	33	
États-Unis	17.5	1.1	5.2	0.0	2.9	2.5	2.6	4.8	0.6	3.6	4.3	12.5	0.5	19	
Finlande	12.7	0.4	2.2	0.1	5.2	0.8	0.5	2.3	0.3	1.4	2.2	5.2	0.0	14	
France	12.0	0.6	3.2	0.3	0.9	1.6	1.2	3.3	0.8	0.4	2.1	10.2	1.1	21	
Grèce	12.3	0.3	1.8	0.6	2.1	1.8	1.7	5.3	1.4	1.7	2.4	24.7	13.5	42	
Hongrie	10.0	0.2	2.1	0.0	1.7	1.7	0.8	3.0	0.9	0.1	1.2	19.7	4.9	26	
Irlande	21.9	1.2	5.2	0.3	2.5	2.3	1.7	7.2	2.2	3.8	4.9	8.0	0.3	27	
Islande	21.2	1.0	3.8	0.1	4.6	1.6	1.6	6.9	0.8	3.0	5.9	12.9	0.3	6	
Italie	12.6	1.0	2.4	1.0	2.1	2.1	2.5	2.4	0.3	0.7	0.8	5.9	0.4	35	
Japon	9.9	0.1	1.1	0.7	5.1	0.9	0.7	0.3	0.2	1.3	0.6	1.9	0.2	35	
Luxembourg	12.7	0.6	2.8	0.0	1.6	1.7	2.7	2.9	0.7	0.6	2.3	9.8	0.4	36	
Mexique	18.7	0.9	4.1	0.0	3.7	3.0	3.0	4.3	3.0	1.5	2.2	7.2	13.3	34	
Norvège	15.8	0.7	2.6	0.3	4.2	1.2	0.9	4.8	0.8	2.5	2.9	9.7	0.4	14	
Nouvelle-Zélande	21.5	1.8	6.6	0.1	1.4	3.2	3.1	4.1	1.1	2.5	4.9	7.7	0.5	30	
Pays-Bas	19.7	1.0	3.9	0.4	6.6	1.3	1.4	3.7	0.5	1.9	4.3	7.0	0.2	18	
Pologne	15.0	0.7	3.9	0.1	2.6	1.4	1.1	3.5	1.3	1.3	3.0	16.1	4.4	33	
Portugal	10.4	1.5	5.0	0.0	0.5	1.4	0.8	1.6	1.0	0.5	0.9	8.2	1.0	34	
Royaume-Uni	21.0	1.8	5.8	0.7	2.7	3.3	2.6	5.7	1.3	1.9	5.4	..	..	31	
Suède	16.1	0.5	4.2	0.6	5.0	0.7	0.1	2.4	1.1	3.3	3.5	13.7	0.1	19	
Suisse	18.1	0.2	2.9	0.6	4.6	1.6	1.2	5.9	0.8	2.9	2.5	7.3	0.5	..	
Moyenne OCDE	15.5	0.8	3.5	0.3	3.1	1.8	1.6	3.7	1.0	1.8	2.9	10.4	1.9	26	

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544645204414>
**Taux de victimation**

Prévalence sur un an pour l'ensemble de la population


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538832788213>

## VÉHICULES ROUTIERS AUTOMOBILES ET ACCIDENTS MORTELS DE LA ROUTE

Le nombre de véhicules routiers automobiles est élevé et en augmentation dans toute la zone OCDE. La réduction du nombre d'accidents de la route est donc une préoccupation pour tous les pays. Les tableaux de cette section indiquent le nombre de véhicules routiers automobiles pour mille habitants et deux indicateurs de la sécurité routière – le nombre de tués de la route par million d'habitants et le nombre de tués de la route par million de véhicules.

### Définitions

Un véhicule routier automobile est un véhicule sur roues qui est destiné à être utilisé sur les routes, qui est pourvu d'un moteur constituant son seul moyen de propulsion et qui sert normalement à transporter des personnes ou des marchandises ou à tracter, sur route, des véhicules utilisés pour le transport de personnes ou de marchandises. Entrent par conséquent dans cette catégorie les autobus, autocars, véhicules de transport de marchandises et motocycles, ainsi que les voitures particulières. Les véhicules automobiles se déplaçant sur rails sont exclus.

On entend par « tué sur la route » toute personne qui décède immédiatement ou dans les 30 jours suivant un accident de la route.

### Comparabilité

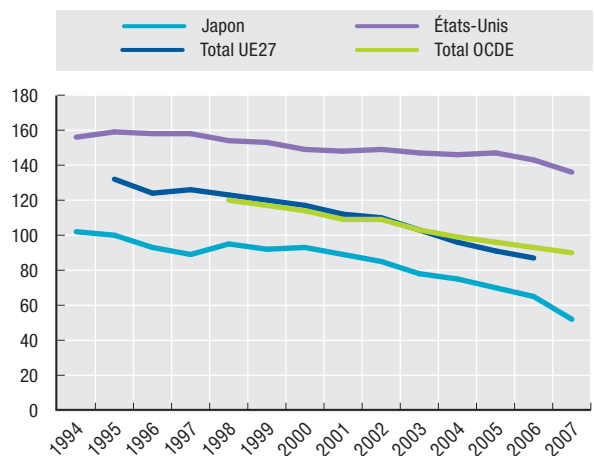
Les véhicules routiers automobiles sont attribués aux pays dans lesquels ils sont immatriculés tandis que les décès sont attribués aux pays dans lesquels ils surviennent. Par conséquent, les ratios des tués par million d'habitants et des tués par million de véhicules ne peuvent pas être strictement

interprétés comme indiquant la proportion de la population d'un pays qui risque d'être victime d'un accident mortel sur la route ou la probabilité qu'un véhicule immatriculé dans un pays donné soit impliqué dans un accident mortel. Toutefois, dans la pratique, les écarts entre les numérateurs et les dénominateurs ont tendance à s'annuler.

Le nombre de véhicules venant s'ajouter au parc actuel est en général exact, mais l'information concernant le nombre de véhicules retirés de la circulation est moins sûre.

### Évolution des accidents mortels de la route

Par millions d'habitants



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/538874344604>

### Tendances à long terme

En 2007, le nombre de tués sur la route par million d'habitants variait de plus de 235 en Fédération de Russie à 48 en Islande. Au cours de la période considérée dans le tableau, les taux ont diminué dans tous les pays, à l'exception de l'Inde, avec un recul particulièrement sensible au Portugal, en Nouvelle-Zélande et en France.

Les taux de tués sur la route par million d'habitants constituent un indicateur de sécurité routière ambigu, car le nombre d'accidents dépend, dans une large mesure, du parc de véhicules de chaque pays. Le dernier graphique illustre le nombre de tués par million de véhicules ainsi que le nombre de tués par million d'habitants en 2007. Les taux par million de véhicules sont influencés par les habitudes de conduite, la réglementation routière et l'efficacité de son application, le tracé routier ainsi que d'autres facteurs sur lesquels peuvent agir les pouvoirs publics. En 2007, les taux de mortalité sur les routes par million de véhicules étaient de moins de 80 en Islande, en Suisse et en Norvège, mais supérieurs à 400 en République slovaque, en Turquie et en Fédération de Russie. À noter qu'à des taux de mortalité bas par million d'habitants peuvent correspondre des taux de mortalité très élevés par million de véhicules. Par exemple, un pays dont le parc de véhicules est petit peut afficher un faible nombre de tués par million d'habitants mais un nombre élevé de tués par million de véhicules.

### Source

- FIT (2008), *Évolution des transports 1970-2006*, Édition 2008, FIT, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- CEMT (2005), *Rapport annuel de la CEMT 2005*, CEMT, Paris.
- CEMT (2006), *Road Safety Performance: National Peer Review: Russian Federation*, CEMT, Paris.
- CEMT (2007), *La gestion de la vitesse*, CEMT, Paris.
- CEMT (2006), *Jeunes conducteurs : La voie de la sécurité*, CEMT, Paris.
- FIT (2008), *Zéro tué sur la route : Un système sûr, des objectifs ambitieux*, FIT, Paris.

#### Publications statistiques

- CEMT (2003), *Rapport statistique sur les accidents de la route 1999-2000*, CEMT, Paris.

#### Publications méthodologiques

- UNECE, CEMT, Eurostat (2003), *Glossary for Transport Statistics*, CEMT, Paris.

#### Sites Internet

- Forum international des transports, [www.internationaltransportforum.org/homefr.html](http://www.internationaltransportforum.org/homefr.html).



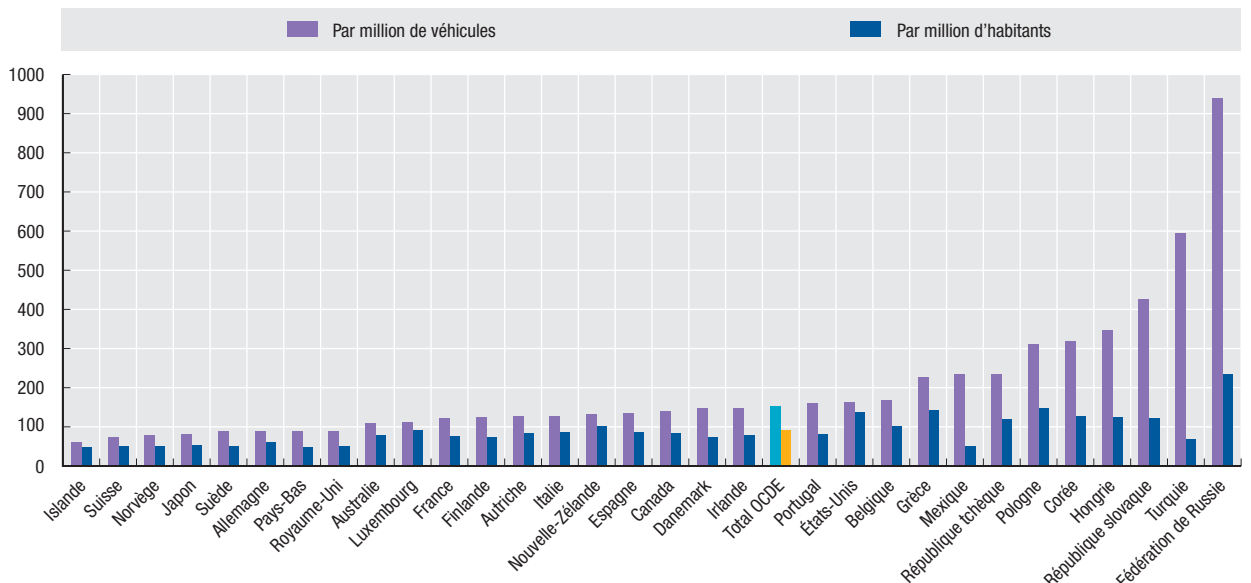

**Accidents mortels de la route**

Par million d'habitants

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	121	116	107	104	95	95	91	85	83	80	71	65	62	60
Australie	109	111	108	95	94	93	95	90	87	82	79	81	78	77
Autriche	167	150	127	137	121	135	122	119	118	114	108	94	89	83
Belgique	167	148	134	134	147	136	143	144	131	117	112	104	102	100
Canada	111	113	103	101	97	98	95	90	93	87	85	91	..	83
Corée	..	..	..	..	226	232	218	171	152	151	136	132	..	127
Danemark	105	111	98	93	94	97	93	80	86	80	68	61	56	74
Espagne	143	147	139	142	150	144	143	135	129	128	115	89	94	85
États-Unis	156	159	158	158	154	153	149	148	149	147	146	147	143	136
Finlande	94	86	79	85	78	83	76	83	80	73	72	72	64	72
France	147	144	138	136	143	136	129	130	121	96	87	88	77	75
Grèce	183	195	206	201	207	201	193	178	159	145	151	150	149	141
Hongrie	152	155	135	137	136	130	118	122	141	131	129	127	130	123
Irlande	113	122	125	129	124	110	110	107	96	84	94	84	87	77
Islande	44	90	37	55	98	75	113	84	101	80	79	64	104	48
Italie	123	122	115	116	118	116	115	117	117	105	98	94	89	86
Japon	102	100	93	89	95	92	93	89	85	78	75	70	65	52
Luxembourg	166	169	170	142	134	133	172	159	140	118	109	101	78	90
Mexique	57	51	52	53	53	53	53	52	49	46	45	46	47	51
Norvège	65	70	58	69	79	68	76	61	68	61	56	49	52	49
Nouvelle-Zélande	164	162	141	144	132	134	121	118	103	115	107	99	95	100
Pays-Bas	84	86	76	74	73	75	73	67	66	67	54	50	50	48
Pologne	175	179	165	189	183	174	163	143	152	148	150	143	138	147
Portugal	222	242	241	222	213	200	186	161	165	148	124	118	104	81
République tchèque	158	154	152	155	132	141	145	130	140	142	136	126	104	118
République slovaque	127	130	119	154	160	125	120	116	116	121	113	111	113	122
Royaume-Uni	67	66	65	65	62	62	62	63	63	62	57	55	55	50
Suède	67	65	61	61	60	65	67	65	63	59	53	49	49	51
Suisse	97	98	87	83	84	81	82	75	70	74	69	55	50	51
Turquie	97	97	86	81	76	69	58	45	62	56	62	62	62	68
Total UE27	..	132	124	126	123	120	117	112	110	103	96	91	87	..
Total OCDE	..	..	..	..	120	117	114	109	109	103	99	96	93	90
Fédération de Russie	239	221	199	188	198	203	203	213	228	248	241	237	230	235
Inde	55	72	72	75	76	79	77	75	76	77	82	87	92	..

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544681821032>
**Accidents mortels de la route**

2007 ou dernière année disponible


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538838247375>





## THÈME SPÉCIAL

# INÉGALITÉ

## INTRODUCTION

### INÉGALITÉS DES REVENUS

MESURES DE L'INÉGALITÉ DES REVENUS

REVENU À DIFFÉRENTS PALIERS DE L'ÉCHELLE DES REVENUS

### PAUVRETÉ DES REVENUS

TAUX DE PAUVRETÉ ET INTENSITÉ DE LA PAUVRETÉ

PAUVRETÉ PAR INDIVIDU ET CARACTÉRISTIQUES DES MÉNAGES

### RÉPARTITION DES REVENUS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TRANSFERTS PUBLICS, IMPÔTS ET INÉGALITÉ DES REVENUS

PRESTATIONS PUBLIQUES, PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES  
ET PAUVRETÉ MONÉTAIRE

### INÉGALITÉS DANS L'ÉDUCATION

COMPRÉHENSION DE L'ÉCRIT DES JEUNES DE 15 ANS

PERFORMANCE DES JEUNES DE 15 ANS EN FONCTION DE LEUR STATUT  
AU REGARD DE L'IMMIGRATION

SCOLARISATION DANS LE SUPÉRIEUR SELON LA SITUATION  
PROFESSIONNELLE ET LE NIVEAU DE FORMATION DU PÈRE

### INÉGALITÉS DANS LA SANTÉ

ÉTAT DE SANTÉ

ACCÈS ET RECOURS AUX SOINS DE SANTÉ

### INÉGALITÉS PARMIS LES RÉGIONS

PIB RÉGIONAL

MARCHÉS RÉGIONAUX DU TRAVAIL

ACCÈS RÉGIONAL AUX SERVICES D'ÉDUCATION ET DE SANTÉ

## INTRODUCTION

**« Capitalisme et démocratie ont besoin l'un de l'autre pour quelque peu rationaliser l'égalité et humaniser l'efficacité. »**

D'après Arthur M. Okun, *Égalité vs. efficacité – Comment trouver l'équilibre ?*

Toutes les sociétés veillent à la répartition des avantages liés à la participation à une économie de marché. Garantir une répartition « équitable » de ces avantages fait partie des objectifs que les États et les sociétés s'efforcent d'atteindre, parallèlement parfois à d'autres objectifs. Comme l'a indiqué Arthur Okun il y a plus de 30 ans, si l'égalité et l'efficacité sont toutes deux importantes et qu'aucune n'a la priorité absolue sur l'autre, alors il convient de faire des compromis lorsqu'elles entrent en concurrence. L'élaboration de politiques permettant d'obtenir le « bon » compromis dépend des orientations de chaque État et de chaque société, mais aussi de l'existence d'indicateurs propres au suivi et à la comparaison des évolutions dans leurs divers secteurs.

Le terme « inégalité » est souvent considéré comme subjectif, les opinions quant au caractère souhaitable de divers degrés d'inégalité variant en fonction de la population et de la culture du pays. Il est employé ici d'une manière volontairement imprécise en référence aux disparités de niveau et de qualité de vie qui existent entre les personnes et les familles. Ces inégalités, telles qu'elles sont définies précédemment, ne témoignent pas toujours d'un problème d'ordre social, car elles peuvent rendre compte de différences liées aux préférences et au mode de vie des personnes (par exemple, le fait de travailler davantage). Cela étant, le problème d'ordre social est parfois bien réel, auquel cas des indicateurs adaptés sont nécessaires pour que la population soit avertie lorsque les évolutions qui se produisent dans divers domaines sont en contradiction avec les normes d'équité largement admises au sein de la société.

Les inégalités peuvent être mesurées et évaluées sous divers aspects. Dans la présente édition du Panorama, on s'est employé à offrir une vaste perspective de certaines des inégalités ayant une grande importance économique et sociale. Par rapport à la plupart des indicateurs « factuels » utilisés dans le présent volume, les statistiques disponibles sur les inégalités sont quelquefois parcellaires. Elles émanent souvent de sources officieuses, et le rigoureux critère de comparabilité internationale associé aux autres indicateurs leur fait parfois défaut. Bien qu'il s'agisse d'une limite, cela montre aussi la complexité des questions traitées. Par exemple, dans le Système de comptabilité nationale, les agrégats relatifs aux revenus des ménages sont obtenus par regroupement des flux pris isolément, le total étant ensuite divisé par le nombre d'habitants du pays. Cette méthode ne tient pas compte de la mise en commun et du partage des ressources au sein de chaque



famille. De plus, on suppose que tous les sujets sont identiques. Les non-économistes seront frappés par les profondes divergences qui existent entre cette méthode de mesure et celle qu'il conviendrait d'appliquer pour dresser un tableau plus représentatif de la situation des différentes catégories de personnes composant la société.

Parmi les diverses formes d'inégalités, celles qui ont trait au revenu font partie, quel que soit le pays, des inégalités de niveau de vie les plus visibles. Les indicateurs de ces inégalités peuvent être comparés de manière relativement fiable d'un pays à l'autre et dans le temps. Le *Panorama* présente plusieurs indicateurs des similitudes et des différences qui existent entre les divers pays de l'OCDE quant à la courbe globale de la distribution des revenus et à son évolution dans le temps, en s'inspirant de données tirées d'un récent rapport de l'OCDE sur cette question (*Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*). En plus des indicateurs portant sur l'ensemble de l'échelle des revenus des ménages, le *Panorama* présente des indicateurs privilégiant le bas de cette échelle afin de donner des informations sur le risque de pauvreté (eu égard à la « norme » observée dans la société). Tous les pays de l'OCDE ne partagent pas cette conception de la pauvreté monétaire, mais c'est celle qui se prête le mieux aux comparaisons internationales. On trouvera également, dans cet ouvrage, des indicateurs de l'ampleur de la redistribution à laquelle procèdent les États en prélevant des impôts directs et des cotisations de sécurité sociale auprès des ménages et en leur octroyant des prestations monétaires.

Les inégalités de niveau de vie d'ordre non monétaire sont également importantes. Le *Panorama* offre des renseignements sur les inégalités en matière de santé (tant sur le plan de l'état de santé que de l'accès et du recours aux services médicaux) et d'éducation (taux d'alphabétisation des élèves de 15 ans, réussite aux examens des étudiants issus de familles immigrées et non immigrées et probabilité qu'un jeune, compte tenu de son milieu familial, effectue des études supérieures). Bien que les informations présentées soient incomplètes à de nombreux égards et qu'elles ne soient pas regroupées en un unique indicateur global témoignant de l'ampleur de ces inégalités dans plusieurs pays, elles laissent à penser que celles-ci sont de taille.

Enfin, les inégalités sont également marquées entre les régions d'un même pays, du fait par exemple que la concentration de personnes davantage exposées au risque d'exclusion sera plus élevée dans une région que dans une autre. Dans chaque pays, les régions les plus dynamiques contribuent de manière disproportionnée à la croissance nationale du PIB et de l'emploi, les inégalités régionales étant par ailleurs importantes sur les plans de la concentration de chômeurs de longue durée et de l'accès aux services médicaux et éducatifs.



## MESURES DE L'INÉGALITÉ DES REVENUS

Quel que soit le pays, les inégalités de revenu font partie des inégalités de niveau de vie les plus visibles. De fortes inégalités de revenu impliquent généralement un gaspillage de ressources humaines, du fait qu'une grande partie de la population est au chômage ou victime de trappes à bas salaires ou à sous-qualifications.

### Définition

Par « revenu », on entend « revenu disponible du ménage au cours d'une année donnée ». Il comprend les salaires, les revenus du travail non salarié, les revenus du capital et les prestations monétaires reçues de l'État, déduction faite de l'impôt sur le revenu et des prélèvements sociaux versés par le ménage. Le revenu du ménage est réparti entre chacun de ses membres, un ajustement étant apporté pour tenir compte des disparités entre les besoins de ménages de différentes tailles (par exemple, les besoins d'un ménage comptant quatre membres sont supposés être deux fois supérieurs à ceux d'une personne vivant seule).

Les inégalités de revenu entre les personnes sont mesurées ici à l'aide de cinq indicateurs. Le coefficient de Gini correspond au rapport entre la proportion cumulée de la population ordonnée selon le niveau de revenu et la proportion cumulée du revenu total lui revenant; il est compris entre 0, en cas d'égalité parfaite, et 1, en cas d'inégalité totale. L'écart logarithmique moyen correspond pour sa part à la valeur moyenne du logarithme du revenu moyen rapporté au revenu de chaque décile. Le carré du coefficient de variation correspond à la variance du revenu moyen de chaque décile divisé par le carré du revenu moyen de l'ensemble de la population. Le rapport interdécile D9/D1 est le rapport de la valeur supérieure du neuvième décile (qui regroupe les 10 % de personnes ayant le revenu le plus élevé) à celle du premier décile. Le rapport interdécile D5/D1 est le rapport du revenu médian à la valeur supérieure du premier décile. L'écart logarithmique moyen et les rapports interdéciles ont une valeur inférieure égale à 1 et pas de borne supérieure, tandis que le carré du coefficient de variation a une borne inférieure égale à 0 et, à l'autre extrême, tend vers l'infini.

### Comparabilité

Les données utilisées ici ont été communiquées par des experts nationaux appliquant des méthodes communes et des définitions normalisées. Dans de nombreux cas, ces experts ont procédé à plusieurs ajustements de leurs données de référence par souci de

conformité avec les définitions normalisées. Si cette démarche améliore la comparabilité, une normalisation totale est néanmoins irréalisable. En outre, de légères différences entre les périodes et d'un pays à l'autre ne sont généralement pas significatives.

Les résultats font référence à différentes années. Ainsi, les chiffres relatifs au milieu des années 2000 correspondent aux revenus perçus en 2004 pour tous les pays, sauf l'Australie et la Nouvelle-Zélande (2003/04), la Hongrie et le Royaume-Uni (2004/05), la Suisse (2004/2005), le Canada, le Danemark, les États-Unis et les Pays-Bas (2005), et la Corée (2006). Les chiffres relatifs au milieu des années 90 correspondent aux revenus perçus en 1995 pour tous les pays, hormis l'Autriche et l'Italie (1993), l'Australie (1994/95), le Danemark, la France, la Grèce, l'Irlande, le Japon, le Mexique et la Turquie (1994), et le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande et la République tchèque (1996). Les chiffres relatifs au milieu des années 80 correspondent aux revenus perçus en 1985 pour tous les pays, à l'exception de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark et de la Suède (1983), des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Mexique et de la Turquie (1984), de la Finlande, du Luxembourg, de la Norvège et de la Nouvelle-Zélande (1986), de l'Irlande (1987), et de la Grèce (1988). Les données portant sur la période allant du milieu des années 80 au milieu des années 90 font référence aux changements intervenus de 1990 environ au milieu des années 90 en ce qui concerne la Hongrie, le Portugal, la République tchèque et les Länder de l'ouest de l'Allemagne. Les données intéressantes la période allant du milieu des années 90 au milieu des années 2000 font référence aux changements intervenus du milieu des années 90 aux alentours de 2000 dans le cas de l'Autriche, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Irlande, du Portugal et de la République tchèque (les chiffres de 2005, fondés sur les statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC), n'étant pas considérés comme comparables avec ceux des années antérieures), et à l'évolution qu'a connue la Suisse de 2000 à 2005.

### Source

- Förster, M. et Mira d'Ercole, M. (2005), *Income Distribution and Poverty in OECD Countries in the Second Half of the 1990s*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 22, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Jomo, K. S. (2001), *Globalisation, Liberalisation, Poverty and Income Inequality in Southeast Asia*, Documents de travail du Centre de développement de l'OCDE, n° 185, OCDE, Paris.
- Kayizzi-Mugerwa, S. (2001), *Globalisation, Growth and Income Inequality: The African Experience*, Documents de travail du Centre de développement de l'OCDE, n° 186, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Income Disparities in China: An OECD Perspective*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Accroître les chances de chacun : Pour une politique sociale active au bénéfice de tous*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Panorama de la société 2008 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Uchimura, H. (2005), *Impact of Changes in Social Institutions on Income Inequality in China*, Documents de travail du Centre de développement de l'OCDE, n° 243, OCDE, Paris.

#### Sites Internet

- Statistiques de l'OCDE sur la protection sociale, [www.oecd.org/statistiques/social](http://www.oecd.org/statistiques/social).
- Travaux de l'OCDE sur l'inégalité des revenus et la pauvreté, [www.oecd.org/els/social/inequality](http://www.oecd.org/els/social/inequality).

### En bref

Les inégalités de revenu varient considérablement d'un pays de l'OCDE à l'autre. Lorsque ces inégalités sont mesurées au moyen du coefficient de Gini, c'est au Danemark et en Suède qu'elles sont le plus faibles et au Mexique et en Turquie qu'elles sont le plus marquées. Elles sont supérieures à la moyenne aux États-Unis, en Pologne et au Portugal et inférieures à la moyenne dans les autres pays nordiques et dans de nombreux pays d'Europe continentale. Il existe un rapport du simple au double entre le coefficient de Gini du pays le plus inégalitaire, à savoir le Mexique, et celui du pays le plus égalitaire, en l'occurrence le Danemark. Globalement, le choix de l'indicateur d'inégalité de revenu a peu d'influence sur le classement des pays.

Du milieu des années 80 au milieu des années 2000, les inégalités se sont creusées dans 19 pays sur 24, au premier rang desquels la Finlande, la Nouvelle-Zélande et le Portugal. En revanche, elles se sont réduites en France, en Grèce et en Turquie, ainsi qu'en Irlande et en Espagne (où 2000 est la dernière année pour laquelle des données sur l'évolution des inégalités sont disponibles). En règle générale, les inégalités de revenu se sont creusées plus rapidement du milieu des années 80 au milieu des années 90 qu'au cours de la décennie suivante.



**Inégalité des revenus**

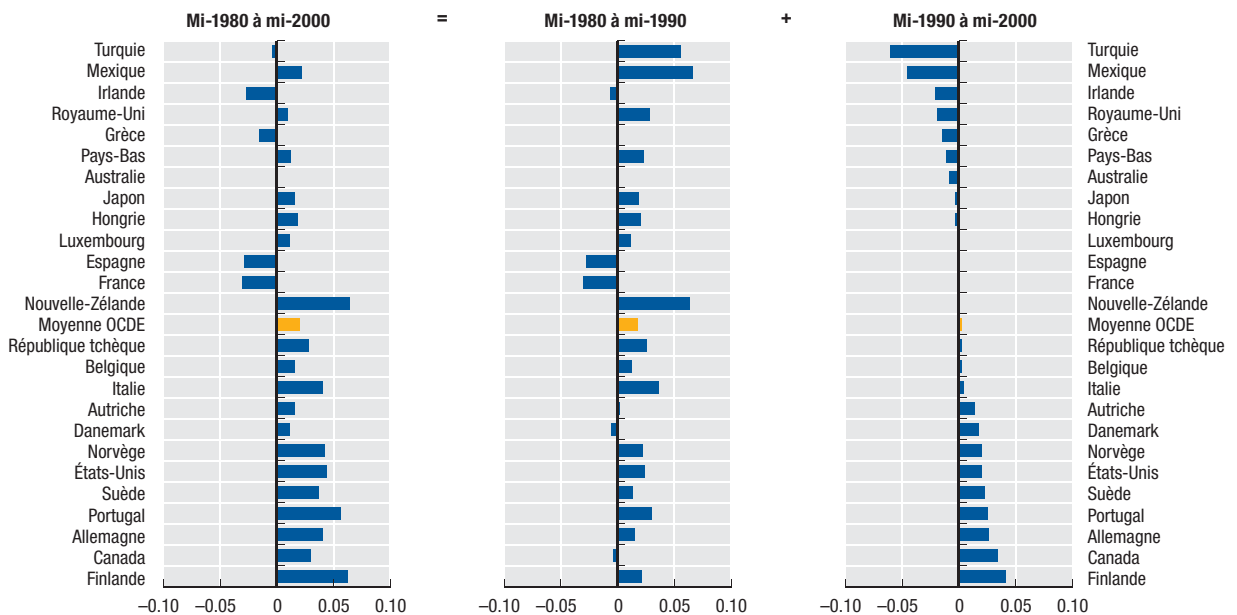
Indicateurs, milieu de la décennie 2000-2010

	Coefficient de Gini		Déviation logarithmique moyenne		Coefficient de variation		Ratio interdécile P90/P10		Ratio interdécile P50/P10	
	Niveau	Rang	Niveau	Rang	Niveau	Rang	Niveau	Rang	Niveau	Rang
Allemagne	0.30	15	0.16	14	0.45	13	3.98	16	2.08	17
Australie	0.30	16	0.17	15	0.39	9	3.95	15	2.09	18
Autriche	0.27	4	0.13	8	0.33	3	3.27	10	1.82	7
Belgique	0.27	9	0.13	6	0.30	1	3.43	14	1.97	14
Canada	0.32	18	0.18	17	0.59	17	4.12	17	2.14	20
Corée	0.31	17	0.20	22	0.35	5	4.73	24	2.50	27
Danemark	0.23	1	0.10	2	0.60	18	2.72	1	1.75	3
Espagne	0.32	19	0.20	21	0.41	10	4.59	23	2.32	23
États-Unis	0.38	27	0.29	25	0.81	23	5.91	27	2.69	29
Finlande	0.27	7	0.13	7	0.81	24	3.21	6	1.86	11
France	0.28	13	0.14	9	0.37	7	3.39	13	1.82	8
Grèce	0.32	21	0.18	16	0.43	12	4.39	21	2.18	21
Hongrie	0.29	14	0.14	10	0.48	15	3.36	12	1.78	6
Irlande	0.33	22	0.19	18	0.79	22	4.41	22	2.29	22
Islande	0.28	12	0.16	13	0.54	16	3.10	4	1.76	4
Italie	0.35	25	0.24	23	1.10	25	4.31	20	2.11	19
Japon	0.32	20	0.20	20	0.41	11	4.77	25	2.43	26
Luxembourg	0.26	3	0.12	3	0.30	2	3.25	8	1.86	10
Mexique	0.47	30	0.41	28	2.70	28	8.53	30	2.86	30
Norvège	0.28	11	0.16	12	0.46	14	2.83	3	1.77	5
Nouvelle-Zélande	0.34	23	..	..	..	..	4.27	19	2.06	16
Pays-Bas	0.27	8	..	..	..	..	3.23	7	1.86	12
Pologne	0.37	26	0.26	24	0.71	20	5.63	26	2.42	25
Portugal	0.42	28	0.31	26	1.13	26	6.05	28	2.35	24
République slovaque	0.27	5	0.13	5	0.37	6	3.26	9	1.86	13
République tchèque	0.27	5	0.12	4	0.38	8	3.20	5	1.74	2
Royaume-Uni	0.34	23	0.20	19	0.71	21	4.21	18	1.99	15
Suède	0.23	2	0.10	1	0.65	19	2.79	2	1.72	1
Suisse	0.28	10	0.15	11	0.34	4	3.29	11	1.83	9
Turquie	0.43	29	0.32	27	1.45	27	6.49	29	2.67	28
Moyenne OCDE	0.31	..	0.19	..	0.66	..	4.16	..	2.09	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/544701673235>

**Tendance des inégalités des revenus**

Changements en point de pourcentage du coefficient de Gini



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/538878202736>

## REVENU À DIFFÉRENTS PALIERS DE L'ÉCHELLE DES REVENUS

Les indicateurs synthétiques des inégalités de revenu brossent un tableau des revenus relatifs dans chaque pays. Les différences de niveau absolu du revenu disponible des ménages d'un palier à l'autre de l'échelle des revenus sont également importantes.

### Définition

Par « revenu », on entend « revenu disponible du ménage au cours d'une année donnée ». Il comprend les salaires, les revenus du travail non salarié, les revenus du capital et les prestations monétaires reçues de l'État, déduction faite de l'impôt sur le revenu et des prélèvements sociaux versés par le ménage. Le revenu du ménage est réparti entre chacun de ses membres, un ajustement étant apporté pour tenir compte des disparités entre les besoins de ménages de différentes tailles (par exemple, les besoins d'un ménage comptant quatre membres sont supposés être deux fois supérieurs à ceux d'une personne vivant seule).

En raison de cet ajustement lié aux différences de besoins, les niveaux de revenu (par unité de consommation) indiqués ici se distinguent des indicateurs par habitant qui figurent dans d'autres parties du *Panorama*. Les données sur le revenu présentées pour chaque pays sont corrigées de l'inflation à partir de l'indice des prix à la consommation pour 2005, dans le cas où les données originales portent sur une autre année. Les revenus sont convertis en dollars des États-Unis (USD) sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA) liées à la consommation effective en 2005. Les PPA sont des taux de change qui éliminent les différences de prix d'un pays à l'autre.

### En bref

Le revenu médian par unité de consommation est d'environ 20 000 USD en moyenne, s'échelonnant de 5 000 USD au Mexique et en Turquie à 36 000 USD au Luxembourg. Lorsqu'on exclut les extrêmes, l'éventail des valeurs concernant les pays restants de l'OCDE, comprises approximativement entre 17 000 USD et 28 000 USD, reste large.

Les différences d'un pays à l'autre sont beaucoup plus prononcées au bas de l'échelle des revenus. Le revenu moyen des plus démunis (premier décile de l'échelle des revenus) est compris entre moins de 1 000 USD au Mexique et 15 000 USD au Luxembourg, le classement des pays selon ce critère se distinguant nettement de celui qui est fondé sur le revenu médian : par exemple, les États-Unis, qui occupent la quatrième place pour le revenu médian, concèdent 16 places pour le premier décile, tandis que la Suède, classée dix-septième pour le revenu médian, progresse de 11 places pour le premier décile.

En ce qui concerne les plus aisés (dernier décile de l'échelle des revenus), c'est aux États-Unis que le revenu moyen est le plus élevé, avec plus de 93 000 USD, et en République slovaque qu'il est le plus faible, avec 21 000 USD.

### Comparabilité

Les données utilisées ici ont été communiquées par des experts nationaux appliquant des méthodes communes et des définitions normalisées. Dans de nombreux cas, ces experts ont procédé à plusieurs ajustements de leurs données de référence par souci de conformité avec les définitions normalisées. Si cette démarche améliore la comparabilité, une normalisation totale est néanmoins irréalisable. En outre, de légères différences d'un pays à l'autre ne sont généralement pas significatives.

Des différences de niveau de revenu peuvent également traduire des différences de qualité des sources sous-jacentes, ainsi que l'exclusion de certains éléments dont l'importance varie selon les pays (loyers fictifs, valeur des biens produits pour sa consommation personnelle, etc.). Les résultats peuvent également diverger d'un pays à l'autre en raison de différences quant à l'année à laquelle font référence les tableaux (pour des précisions sur les années prises en compte, voir « Indicateurs d'inégalité de revenu »).

Le recours aux PPA pour différentes catégories de revenu implique aussi que le panier de consommation des ménages riches et pauvres est identique. Malgré ces réserves, les valeurs du revenu disponible moyen par unité de consommation indiquées ici sont étroitement corrélées aux indicateurs classiques du revenu par habitant (revenu national net) fondés sur la comptabilité nationale.

### Source

- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Atkinson, A. B., and A. Brandolini (2004), « Global World Income Inequality: Absolute, Relative or Intermediate? », Paper presented at the 28th General Conference of the International Association for Research in Income and Wealth, Cork, Paper presented at the 28th General Conference of the International Association for Research in Income and Wealth, Cork.

#### Sites Internet

- Statistiques de l'OCDE sur la protection sociale, [www.ocde.org/statistiques/social](http://www.ocde.org/statistiques/social).
- Travaux de l'OCDE sur l'inégalité des revenus et la pauvreté, [www.oecd.org/els/social/inequality](http://www.oecd.org/els/social/inequality).

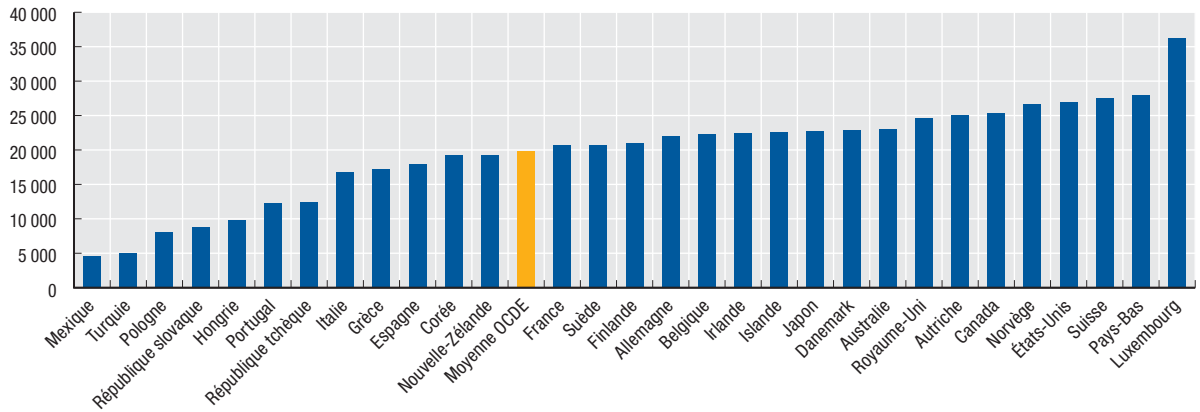


REVENU À DIFFÉRENTS PALIERS DE L'ÉCHELLE DES REVENUS

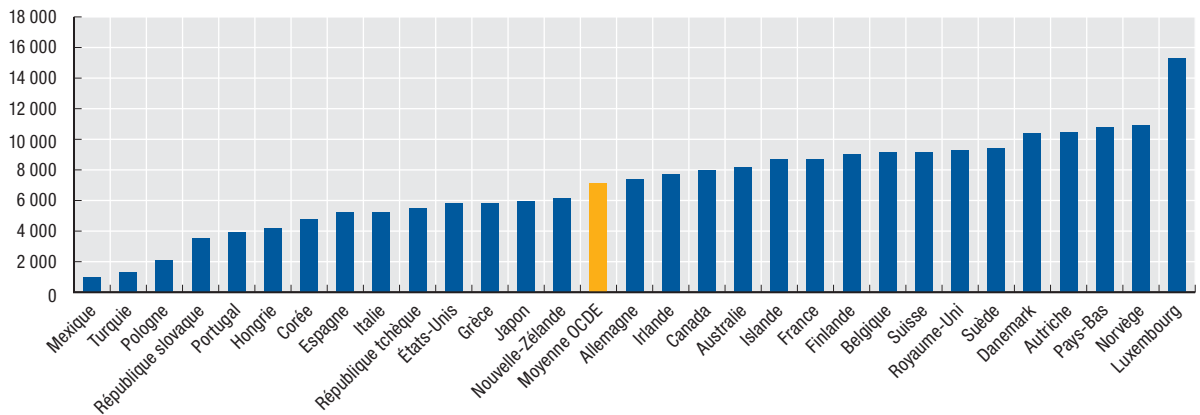
Niveaux de revenu pour les personnes à différents paliers de l'échelle des revenus

Dollars des EU et PPA, milieu des années 2000

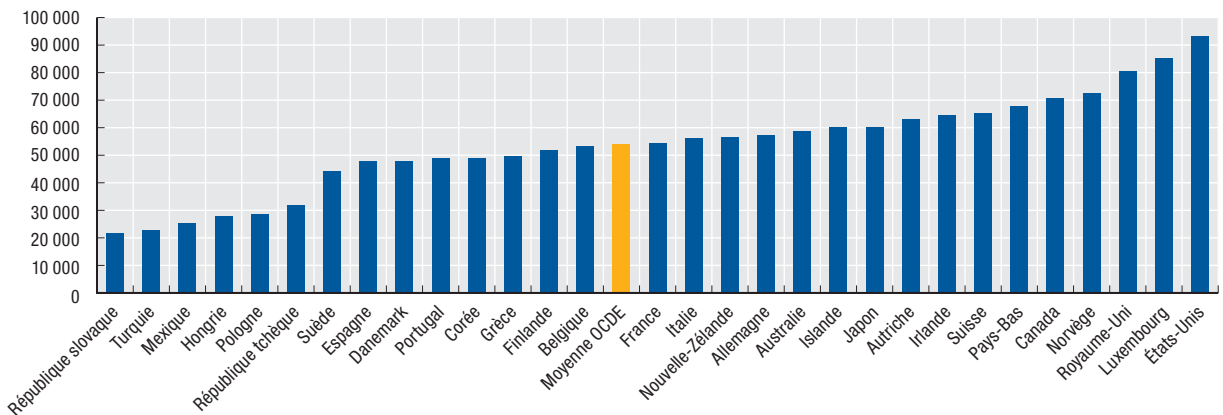
Revenu médian



Revenu moyen du premier décile



Revenu moyen du dernier décile



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/540073745865>

## TAUX DE PAUVRETÉ ET INTENSITÉ DE LA PAUVRETÉ

Le principal objectif d'une politique sociale est d'éviter les difficultés économiques. Étant donné que la notion de « niveau de vie décent » varie selon les pays et les époques, il n'existe aucun indicateur de pauvreté « absolue » adopté d'un commun accord par tous les pays de l'OCDE. Un point de départ pour mesurer la pauvreté consiste donc à s'intéresser à la pauvreté « relative », dont la mesure fait appel au revenu annuel médian dans chaque pays.

### Définition

La pauvreté monétaire relative est mesurée ici au moyen du taux de pauvreté et de l'intensité de la pauvreté. Le taux de pauvreté correspond au nombre de personnes, ramené à la population totale, qui vivent en dessous du seuil de pauvreté; dans le cas présent, celui-ci est fixé à la moitié du revenu médian des ménages. Toutefois, deux pays affichant le même taux de pauvreté peuvent connaître des différences sur le plan du niveau de revenu des plus démunis. C'est pourquoi l'intensité de la pauvreté, à savoir le pourcentage d'écart entre le revenu moyen des personnes pauvres et le seuil de pauvreté, est également présentée pour prendre en compte cet aspect de la pauvreté.

Par « revenu », on entend « revenu disponible du ménage au cours d'une année donnée ». Il comprend les salaires, les revenus du travail non salarié, les revenus du capital et les prestations monétaires reçues de l'État, déduction faite de l'impôt sur le revenu et des prélèvements sociaux versés par le ménage. Le revenu du ménage est réparti entre chacun de ses membres, un ajustement étant apporté pour tenir compte des disparités entre les besoins de ménages de différentes tailles (par exemple, les besoins d'un ménage

comptant quatre membres sont supposés être deux fois supérieurs à ceux d'une personne vivant seule).

### Comparabilité

Les données utilisées ici ont été communiquées par des experts nationaux appliquant des méthodes communes et des définitions normalisées. Dans de nombreux cas, ces experts ont procédé à plusieurs ajustements de leurs données de référence par souci de conformité avec les définitions normalisées. Si cette démarche améliore la comparabilité, une normalisation totale est néanmoins irréalisable. En outre, de légères différences entre les périodes et d'un pays à l'autre ne sont généralement pas significatives.

Les mesures sont particulièrement délicates au bas de l'échelle des revenus. Par ailleurs, comme une grande part de la population se situe autour du seuil de pauvreté retenu ici, de faibles évolutions du revenu peuvent entraîner d'importantes variations des indicateurs de pauvreté. De légères différences d'une période à l'autre et d'un pays à l'autre ne sont généralement pas significatives. Les années prises en considération pour chaque pays sont précisées au chapitre « Indicateurs d'inégalités de revenu ».

### En bref

Au milieu des années 2000, le taux de pauvreté moyen avoisinait 11 % dans les pays de l'OCDE. Toutefois, la situation varie considérablement d'un pays à l'autre : les États-Unis, le Mexique et la Turquie affichent un taux de pauvreté de 17 % ou plus, tandis que celui-ci est inférieur à 6 % au Danemark, en République tchèque et en Suède. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le revenu moyen des personnes les plus démunies est inférieur de 29 % au revenu médian (intensité de la pauvreté), les écarts les plus grands ayant été relevés aux États-Unis, au Mexique et en Suisse, et les plus faibles en Belgique, en Finlande, au Luxembourg et aux Pays-Bas. En règle générale, c'est dans les pays où le taux de pauvreté est élevé que l'intensité de la pauvreté est forte. Cette règle n'est pas universelle, toutefois (ainsi, l'Islande et la Suisse associent faible taux de pauvreté et forte intensité de la pauvreté, tandis que le cas de figure inverse s'observe en Australie, au Canada, en Grèce, en Irlande et en Italie).

Ces 20 dernières années, le taux de pauvreté a baissé dans 8 pays et augmenté dans 16 autres, d'où un accroissement global légèrement supérieur à un point pour l'OCDE dans son ensemble. Les diminutions les plus sensibles ont été enregistrées en Belgique et au Mexique et les hausses les plus fortes (4 à 5 points) en Allemagne, en Irlande, en Nouvelle-Zélande et aux Pays-Bas.

### Source

- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

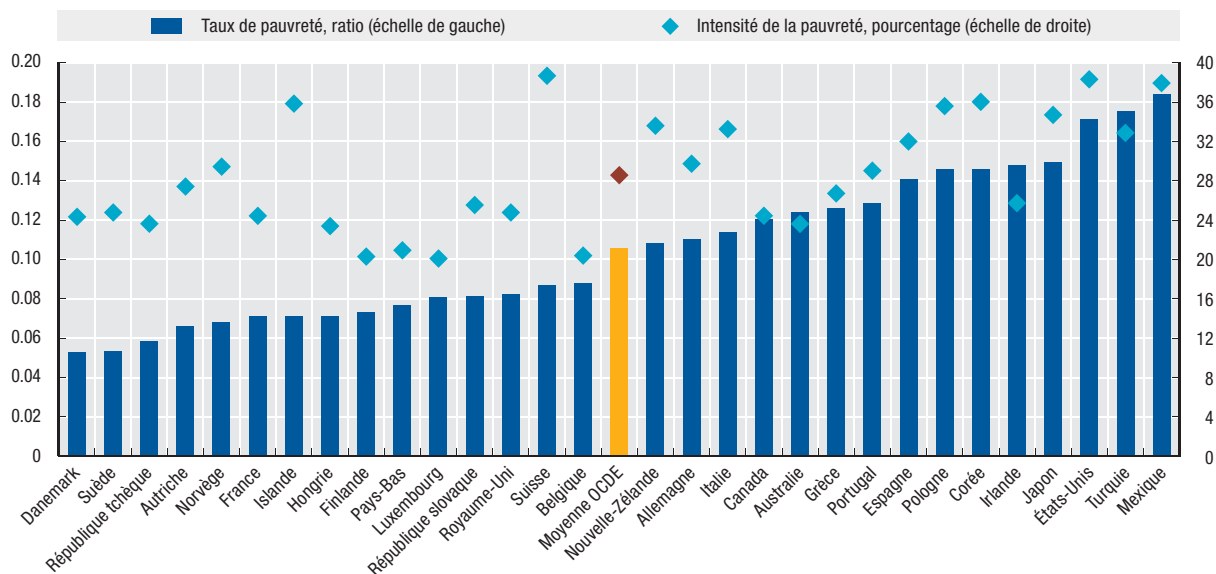
- Atkinson; A.B., et A. Brandolini (2004), « Global World Income Inequality: Absolute, Relative or Intermediate? », Paper presented at the 28th General Conference of the International Association for Research in Income and Wealth, Cork, Paper presented at the 28th General Conference of the International Association for Research in Income and Wealth, Cork.
- Förster, M. (1994), *Measurement of Low Incomes and Poverty in a Perspective of International Comparisons*, Politique du marché du travail et politique sociale – Documents hors série, n° 14, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Accroître les chances de chacun : Pour une politique sociale active au bénéfice de tous*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Panorama de la société 2008 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.





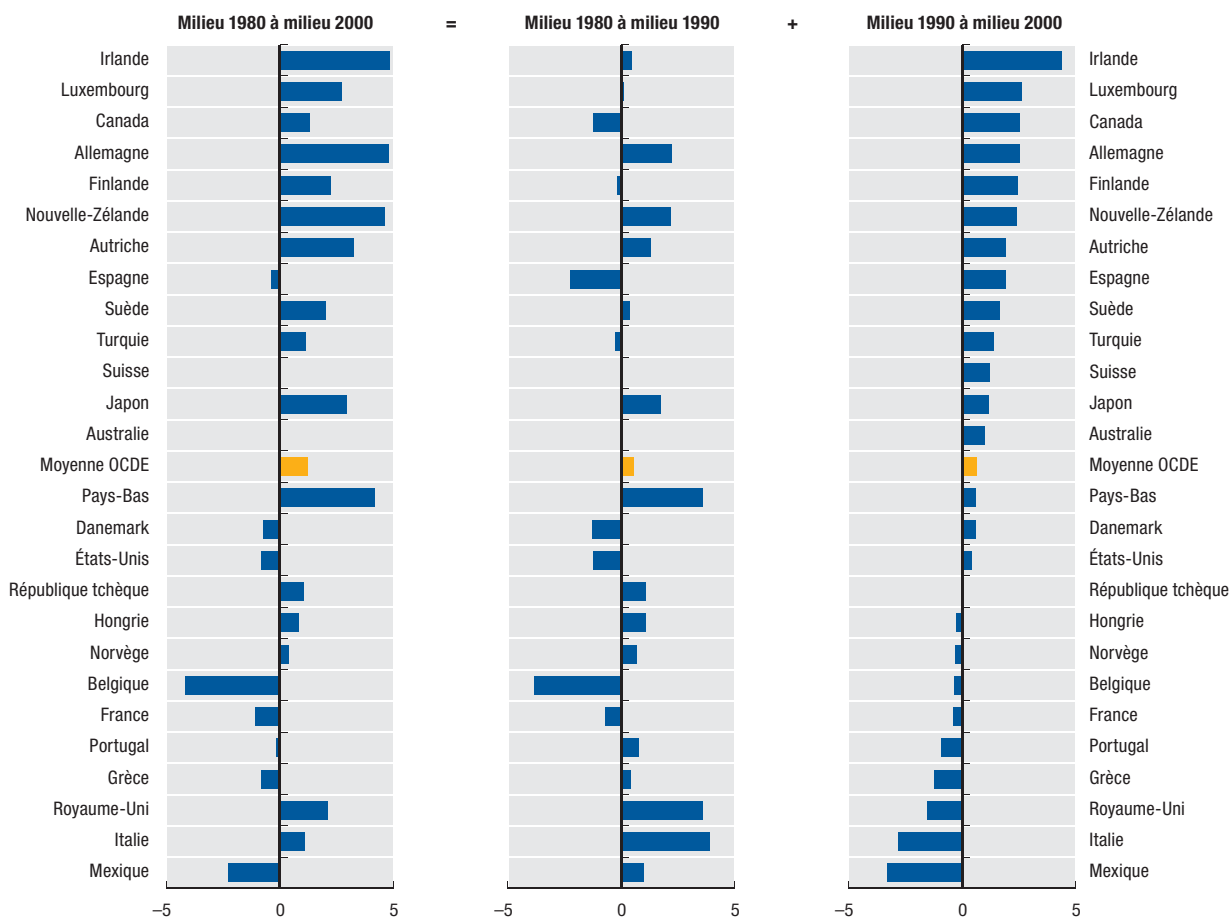
### Taux de pauvreté et intensité de la pauvreté

Milieu de la décennie 2000-2010



### Tendance des taux de pauvreté

Changement en point de pourcentage du taux de pauvreté monétaire en niveau médian de 50 %



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/540102033433>

## PAUVRETÉ PAR INDIVIDU ET CARACTÉRISTIQUES DES MÉNAGES

Les taux de pauvreté relative diffèrent de façon significative entre les différents groupes de la population. D'importants facteurs augmentent ou diminuent le risque de pauvreté notamment l'âge, la présence d'enfants et le nombre de salariés dans un ménage.

### Définition

Le taux de pauvreté spécifique à un groupe correspond au pourcentage des personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté dans un groupe donné de la population. Dans le cas présent, le seuil de pauvreté est fixé à la moitié du revenu disponible médian des ménages, corrigé pour tenir compte de la taille des ménages. Les enfants sont des personnes de moins de 18 ans, les personnes d'âge actif ont entre 18 et 65 ans et les adultes ont 18 ans et plus. Un travailleur est un adulte dont les gains annuels ou revenus du travail indépendant ne sont pas égal à zéro. En-dehors des taux de pauvreté, les indicateurs retenus ici incluent le risque de pauvreté (c'est-à-dire le taux de pauvreté propre à chaque âge divisé par le taux de pauvreté de l'ensemble de la population et multiplié par 100) et la part des différents groupes de la population qui sont considérés comme pauvres.

Par « revenu », on entend « revenu disponible du ménage au cours d'une année donnée ». Il comprend les salaires, les revenus du travail non salarié, les revenus du capital et les prestations monétaires reçues de l'État; l'impôt sur le revenu et les prélèvements sociaux versés par le ménage sont déduits. Le revenu du ménage est réparti entre chacun de ses membres, un ajustement étant apporté pour tenir compte des disparités entre les besoins de ménages de taille différente (par exemple, les besoins d'un ménage comptant quatre membres sont supposés être deux fois supérieurs à ceux d'une personne vivant seule).

### Comparabilité

Les données utilisées ici ont été communiquées par des experts nationaux appliquant des méthodes communes et des définitions normalisées. Dans de nombreux cas, ces experts ont procédé à plusieurs ajustements de leurs données de référence pour se conformer aux définitions normalisées. Si cette démarche améliore la comparabilité, une normalisation

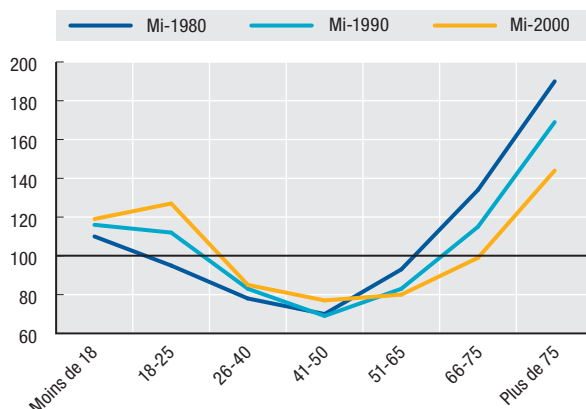
complète est néanmoins impossible. En outre, les légères différences d'une période à l'autre et d'un pays à l'autre ne sont généralement pas significatives.

Les mesures sont particulièrement délicates au bas de l'échelle des revenus. Les estimations des taux de pauvreté pour différents groupes de la population peuvent aussi refléter la taille réduite des échantillons. Les légères différences d'une période à l'autre et d'un pays à l'autre ne sont généralement pas significatives. Les années prises en considération pour chaque pays sont précisées sous « Indicateurs d'inégalités de revenu ».

Pour la Suisse, les données pour les personnes appartenant à des ménages comptant un adulte en âge de travailler se réfèrent aux ménages sans enfants.

### Risque de pauvreté relative en fonction de l'âge des individus, moyenne OCDE

En pourcentage de la population totale de chaque année = 100



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/540111027104>

### Source

- OCDE (2008), Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus Publications analytiques

- Adema, W. et P. Whiteford (2007), *What Works Best in Reducing Child Poverty: A Benefit or Work Strategy?*, OECD Social Employment and Migration Working Papers, No. 51, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 51, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Augmenter le bien-être des enfants*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Panorama de la société 2008 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Publications statistiques

- UNICEF (2007), *Child poverty in perspective: An overview of child well-being in rich countries*, Innocenti Report Card 7, UNICEF, Florence.

### Sites Internet

- OCDE, Statistiques sur la protection sociale, [www.oecd.org/statistics/social](http://www.oecd.org/statistics/social).
- Travaux de l'OCDE sur l'inégalité des revenus et la pauvreté, [www.oecd.org/els/social/inequality](http://www.oecd.org/els/social/inequality).

### En bref

Les pauvres représentent environ 9 % de la population dans la zone de l'OCDE. En moyenne, le taux de pauvreté des personnes vivant au sein de ménages ne comptant aucun travailleurs (et dont le chef de famille est d'âge actif) se monte à 36 %, soit trois fois plus que pour les ménages comptant un travailleur, et douze fois plus que pour les ménages comptant deux travailleurs ou plus. Cependant, l'emploi n'est pas le seul facteur qui compte pour échapper à la pauvreté : environ 60 % des pauvres vivent dans des ménages comptant un ou deux membres dotés d'un emploi rémunéré, les chiffres correspondant étant beaucoup plus élevés au Japon, en Grèce, au Luxembourg, en Turquie, en Islande et au Mexique.

Au cours des vingt dernières années, le risque de pauvreté s'est déplacé des personnes âgées vers les jeunes adultes et les enfants. Le taux de pauvreté des personnes âgées de 66 à 75 ans dans la zone OCDE est aujourd'hui inférieur à la moyenne pour l'ensemble de la population, alors que le taux de pauvreté des ménages monoparentaux est trois fois supérieur. Pour les parents célibataires et les couples avec enfants, l'absence d'emploi entraîne des taux de pauvreté proches de 50 %, voire plus.

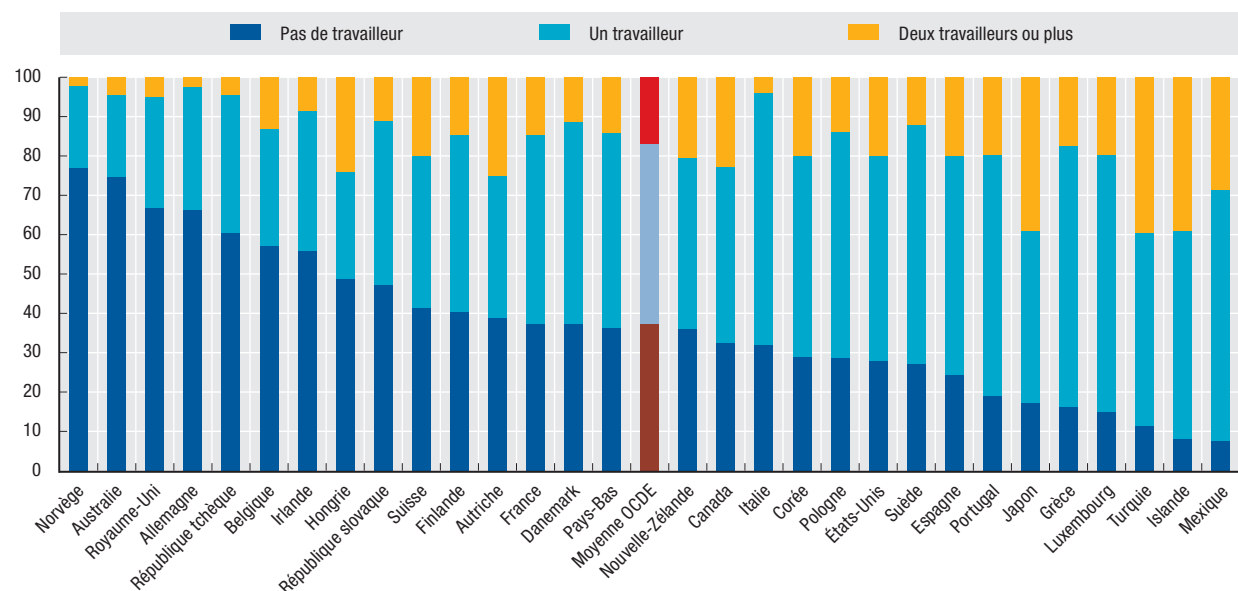

**Taux de pauvreté**

En pourcentage des différents groupes de la population, milieu de la décennie 2000-2010

Personnes d'âge actif	Personnes appartenant à des ménages comptant un adulte en âge de travailler				Enfants	Personnes appartenant à des ménages avec enfants comptant un adulte en âge de travailler							
	Total	Pas de travailleur	Un travailleur	Deux travailleurs		Parent seul			Couple				
						Total	Ne travaillant pas	Travaillant	Total	Pas de travailleur	Un travailleur	Deux travailleurs ou plus	
Allemagne	10	12	40	7	1	16	41	56	26	9	47	6	1
Australie	10	10	55	7	1	12	38	68	6	7	51	8	1
Autriche	7	6	22	6	3	6	21	51	11	4	36	4	3
Belgique	7	8	25	8	2	10	25	43	10	7	36	11	3
Canada	12	13	66	21	4	15	45	89	32	9	81	22	4
Corée	12	11	58	13	4	10	27	29	26	8	65	10	4
Danemark	5	5	18	8	1	3	7	20	4	2	21	5	0
Espagne	11	11	49	18	4	17	41	78	32	14	71	23	5
États-Unis	15	16	71	25	5	21	48	92	36	14	82	27	6
Finlande	7	6	34	10	1	4	14	46	6	3	23	9	1
France	7	7	22	10	2	8	19	46	12	6	48	12	2
Grèce	9	10	26	18	3	13	27	84	18	12	39	22	4
Hongrie	7	7	19	6	4	9	25	44	16	7	22	6	3
Irlande	12	13	63	15	2	16	47	75	24	10	55	16	2
Islande	7	7	28	19	4	8	18	23	17	6	51	29	4
Italie	10	11	36	16	1	16	..	..	16	14	78	24	1
Japon	12	12	42	14	9	14	59	60	58	11	50	11	10
Luxembourg	8	9	19	15	3	12	41	69	38	10	27	16	5
Mexique	15	18	37	26	10	22	33	30	34	19	53	27	11
Norvège	7	6	38	4	0	5	13	31	5	2	29	4	0
Nouvelle-Zélande	11	12	46	19	4	15	39	48	30	9	47	21	3
Pays-Bas	7	8	34	13	2	12	39	62	27	6	65	12	2
Pologne	14	16	33	23	5	22	44	75	26	18	51	28	6
Portugal	11	11	37	24	3	17	33	..	26	13	53	34	5
République slovaque	8	9	38	15	1	11	33	66	24	9	66	18	2
République tchèque	5	6	38	7	0	10	32	71	10	6	43	9	1
Royaume-Uni	7	8	33	7	1	10	24	39	7	6	36	9	1
Suède	6	5	23	9	1	4	8	18	6	3	36	14	1
Suisse	7	6	25	6	2	9	22	..	..	8	..	..	..
Turquie	14	17	19	17	18	25	39	44	32	20	28	19	20
Moyenne OCDE	9	10	36	14	3	12	31	54	21	9	48	16	4

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/544721650740>
**Pauvres en fonction du nombre de personnes travaillant dans le ménage**

En pourcentage des pauvres vivant dans des ménages comptant un adulte en âge de travailler, milieu de la décennie 2000-2010


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/540107246087>

## TRANSFERTS PUBLICS, IMPÔTS ET INÉGALITÉ DES REVENUS

Les pays de l'OCDE se différencient par le volume de revenu qu'ils distribuent au moyen des politiques publiques. Cette redistribution s'effectue avec un éventail de programmes mais, plus directement, avec les transferts monétaires versés aux ménages et les impôts directs et cotisations de sécurité sociale prélevés sur ces derniers.

### Définition

La redistribution est mesurée en comparant le même indicateur d'inégalité (par exemple les coefficients de Gini) pour le revenu marchand (brut des transferts monétaires publics et des impôts sur les ménages) et pour le revenu disponible (net des transferts et des impôts). Deux mesures de la redistribution sont présentées. Selon la première (indicateur type), l'inégalité de distribution des revenus marchands est estimée en classant les individus d'après leur revenu marchand : cela signifie, par exemple, que les membres des classes moyennes tombent au bas de l'échelle des revenus marchands lorsqu'ils partent à la retraite, tout simplement parce que c'est l'État, et non le marché, qui verse leurs pensions. Suivant la seconde approche, l'inégalité des revenus marchands se mesure en fonction d'un classement des individus d'après leur revenu disponible, c'est-à-dire selon le rang qu'ils occupent après la redistribution et non celui qu'ils occupaient avant la redistribution.

La redistribution par l'État dépend de l'ampleur des transferts publics et des impôts sur les ménages (en pourcentage du revenu disponible des ménages) mais aussi de leur concentration (c'est-à-dire de la part des transferts/impôts qui sont reçus/versés par différents groupes de revenu, comparée à la part de leur revenu disponible). La

concentration des transferts est négative quand la part des transferts reçus par les catégories les plus pauvres excède leur part de revenu (des valeurs plus négatives dénotant une plus grande progressivité); pour les impôts sur les ménages, un coefficient de concentration plus élevé implique une distribution plus progressive des impôts. La réduction de l'inégalité par les transferts publics correspond à la diminution de l'inégalité lorsqu'on passe du revenu marchand au revenu brut (avant impôts); la réduction de l'inégalité par la fiscalité correspond à la diminution de l'inégalité lorsqu'on passe du revenu brut au revenu disponible (après impôts).

Le revenu est défini comme le revenu disponible des ménages dans une année donnée. Il comprend les rémunérations, les revenus d'activités indépendantes et les revenus du capital ainsi que les transferts monétaires publics; les impôts sur le revenu et les cotisations de sécurité sociale acquittés par les ménages sont déduits. Le revenu du ménage est imputé à chacun de ses membres, avec un ajustement pour prendre en compte la variation des besoins des ménages selon leur taille (à titre d'exemple, les besoins d'un ménage de quatre personnes sont présumés deux fois supérieurs à ceux d'une personne vivant seule).

### Comparabilité

Les données utilisées ici ont été communiquées par des experts nationaux appliquant des méthodologies communes et des définitions standardisées. Dans nombre de cas, les experts ont effectué plusieurs ajustements de leurs données de base pour s'aligner sur les définitions standardisées. Quoique cette démarche améliore la comparabilité, une standardisation totale est impossible. Par ailleurs, de faibles différences entre périodes et d'un pays à l'autre ne sont généralement pas significatives.

Le volume et la définition des transferts publics et des impôts sur les ménages qui sont utilisés ici peuvent différer de ceux disponibles auprès d'autres sources administratives, ce qui influence les comparaisons internationales. De légères différences entre périodes et d'un pays à l'autre ne sont généralement pas significatives. Les années exactes pour chaque pays sont indiquées dans la section « Mesures de l'inégalité des revenus ».

### En bref

Selon l'indicateur type (dénoté par un losange dans le graphique), l'effet combiné des systèmes d'impôts et de transferts est une réduction de l'inégalité des revenus de 15 points (plus d'un tiers) en moyenne. D'après le second indicateur (dénoté par un trait), la réduction de l'inégalité réalisée à l'aide des impôts et des transferts est plus faible, de l'ordre de 10 points, la baisse allant de 15 points ou plus au Danemark, en Belgique, en Suède et en République tchèque à moins de 2 points en Corée. Pour certains pays de l'OCDE, une part notable de la redistribution mesurée par l'indicateur type reflète le reclassement des individus qui intervient dans les pays où les pensions publiques représentent plus de 90 % du revenu disponible de la population à l'âge de la retraite (Autriche, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Suède).

Dans tous les pays, les transferts monétaires sont distribués de façon plus progressive (autrement dit, ils ont un coefficient de concentration plus élevé) que les autres catégories de revenu, ce qui atténue l'inégalité. La distribution des impôts sur les ménages tend à être plus progressive dans les pays anglophones et moins progressive dans les pays nordiques, en France et en Suisse. En moyenne, la redistribution obtenue par les transferts monétaires publics représente le double de celle obtenue par les impôts sur les ménages, tandis qu'aux États-Unis ces deux instruments ont des effets similaires.

### Source

- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus Publications analytiques

- Barr, N. (1992), « Economic Theory and the Welfare State: A Survey and Reinterpretation », *Journal of Economic Literature*, vol. 30, juin.

### Sites Internet

- OCDE, Statistiques sur la protection sociale, [www.oecd.org/statistics/social](http://www.oecd.org/statistics/social).
- Travaux de l'OCDE sur l'inégalité des revenus et la pauvreté, [www.oecd.org/els/social/inequality](http://www.oecd.org/els/social/inequality).



**Ampleur, concentration et efficacité des impôts et des transferts pour réduire les inégalités**

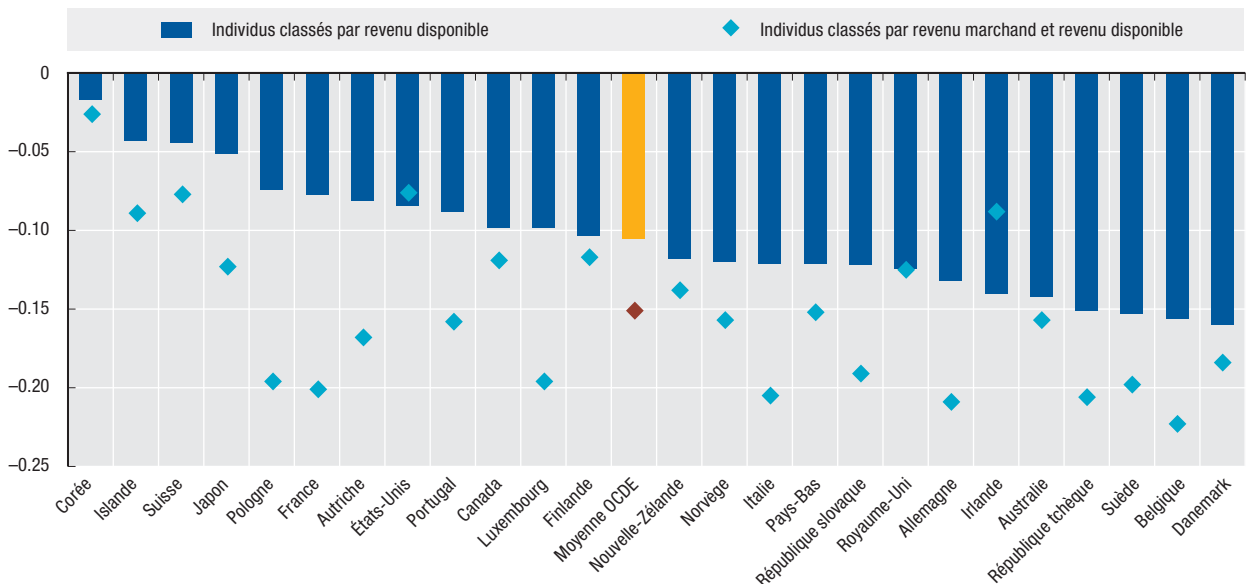
Milieu de la décennie 2000-2010

	Transferts monétaires publics			Impôts sur les ménages		
	En pourcentage des revenus disponibles des ménages	Coefficients de concentration	Réduction des inégalités	En pourcentage des revenus disponibles des ménages	Coefficients de concentration	Réduction des inégalités
Allemagne	28.2	0.013	0.086	35.5	0.468	0.046
Australie	14.3	-0.400	0.097	23.4	0.533	0.045
Autriche	36.6	0.157	0.052	33.4	0.381	0.029
Belgique	30.5	-0.120	0.119	38.3	0.398	0.037
Canada	13.6	-0.152	0.060	25.8	0.492	0.037
Corée	3.6	-0.012	0.011	8.0	0.380	0.005
Danemark	25.6	-0.316	0.118	52.5	0.349	0.042
États-Unis	9.4	-0.089	0.041	25.6	0.586	0.044
Finlande	14.4	-0.219	0.065	30.1	0.428	0.038
France	32.9	0.136	0.056	26.0	0.374	0.020
Irlande	17.7	-0.214	0.100	19.4	0.570	0.041
Italie	29.2	0.135	0.073	30.2	0.546	0.047
Japon	19.7	0.010	0.048	19.7	0.378	0.003
Luxembourg	30.6	0.085	0.066	23.8	0.420	0.032
Norvège	21.7	-0.183	0.093	33.2	0.376	0.027
Nouvelle-Zélande	13.0	-0.345	0.080	29.0	0.498	0.038
Pays-Bas	17.1	-0.198	0.080	24.7	0.471	0.041
République slovaque	26.0	-0.056	0.094	20.0	0.422	0.028
République tchèque	24.3	-0.154	0.114	21.6	0.471	0.037
Royaume-Uni	14.5	-0.275	0.085	24.1	0.533	0.039
Suède	32.7	-0.145	0.121	43.2	0.337	0.032
Suisse	16.0	-0.170	0.057	36.0	0.223	-0.012
Moyenne OCDE	21.4	-0.114	0.078	28.3	0.438	0.032

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/544730300331>

**Différence entre les inégalités avant et après les impôts et les transferts**

Différences de pourcentage des coefficients de concentration, milieu de la décennie 2000-2010



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/540115381716>



## PRESTATIONS PUBLIQUES, PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES ET PAUVRETÉ MONÉTAIRE

Les prestations monétaires et les prélèvements obligatoires à la charge des ménages jouent un rôle particulièrement important dans la réduction de la pauvreté. Bien que la plupart des programmes sociaux n'aient pas expressément pour objectif premier de réduire la pauvreté, tous les systèmes d'imposition et de transfert opèrent en fait une redistribution des revenus au profit des ménages les plus modestes. Il est donc important d'examiner les effets des prestations et transferts sur les risques de pauvreté auxquels sont exposés certains segments de la population et l'évolution de ces effets au fil du temps.

### Définition

Le taux de pauvreté représente le nombre de personnes qui, dans un pays ou groupe donné, se situent en dessous du seuil de pauvreté, en pourcentage de la population totale considérée. Le seuil de pauvreté utilisé ici correspond à 50 % du revenu disponible médian des ménages, corrigé en fonction de la taille du ménage. Par enfants, il faut entendre le groupe des moins de 18 ans, tandis que la population d'âge actif est composée des personnes de 18 à 65 ans et que celles qui ont 66 ans ou plus constituent le groupe des retraités. Les ménages monoparentaux sont ceux qui sont composés d'un adulte et d'au moins un enfant.

La réduction de la pauvreté induite par les prestations et les transferts correspond à la différence mesurée entre le taux de pauvreté en termes de revenu disponible et le taux de pauvreté en termes de revenu marchand. Pour ces deux indicateurs, le seuil de pauvreté se situe à 50 % du revenu disponible des ménages. En raison de cette définition, l'effet des prestations monétaires publiques et des prélèvements obligatoires à la charge des ménages dans la réduction de la pauvreté monétaire dépend à la fois de leur montant et de leur degré de ciblage sur les ménages modestes.

### En bref

Dans tous les pays de l'OCDE, les prestations monétaires publiques et les prélèvements obligatoires à la charge des ménages réduisent sensiblement la pauvreté. La réduction s'échelonne de moins de 10 points en Corée, aux États-Unis et en Suisse à plus de 23 points en Belgique et en France. La réduction de la proportion de pauvres résultant des prélèvements obligatoires à la charge des ménages et des transferts monétaires publics est de l'ordre de 60 % en moyenne et s'échelonne de 12 % en Corée à 80 % en Suède.

La réduction de la pauvreté par le biais des prélèvements obligatoires et des transferts varie sensiblement d'un groupe et d'une période à l'autre. Etant donné l'importance des retraites publiques, l'effet est beaucoup plus prononcé pour les personnes ayant atteint l'âge de la retraite, se situant entre 80 % et 100 % dans la plupart des pays. Il est moins marqué pour les personnes d'âge actif et encore plus limité pour les enfants. Le rôle des prélèvements obligatoires et des transferts dans la réduction de la pauvreté parmi les enfants et les personnes d'âge actif a diminué au fil des ans dans la plupart des pays de l'OCDE.

Par revenu, on entend le revenu disponible du ménage pour une année donnée. Il comprend la rémunération, le revenu du travail pour compte propre et du capital et les transferts monétaires publics; les impôts sur le revenu et les cotisations de sécurité sociale à la charge des ménages en sont déduits. Le revenu du ménage est réparti entre chacun de ses membres et un ajustement est opéré afin de tenir compte des besoins différents des ménages de tailles différentes (on suppose ainsi que les besoins d'un ménage composé de quatre personnes sont deux fois plus grands que ceux d'une personne seule).

### Comparabilité

Les données utilisées ici ont été communiquées par des experts nationaux utilisant les mêmes méthodes et définitions normalisées. Dans de nombreux cas, les experts ont procédé à plusieurs ajustements des données sources afin de les aligner sur les définitions normalisées. Cette méthode améliore la comparabilité, mais une normalisation totale n'est pas possible. En outre, les légères différences entre périodes et pays ne sont généralement pas significatives.

Le montant et la définition des prestations publiques et des prélèvements obligatoires à la charge des ménages utilisés ici peuvent être différents de ceux qu'indiquent d'autres données administratives, ce qui aura une influence sur les comparaisons entre pays. Les légères différences entre périodes et pays ne sont généralement pas significatives. Les dates précises pour chaque pays sont indiquées sous la rubrique « indicateurs d'inégalité de revenus ».

### Source

- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Accroître les chances de chacun : Pour une politique sociale active au bénéfice de tous*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Prestations et salaires : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Smeeding, T. and L. Rainwater (2000), *United States Poverty in a Cross-National Context*, LIS Working Paper n° 244, Luxembourg.

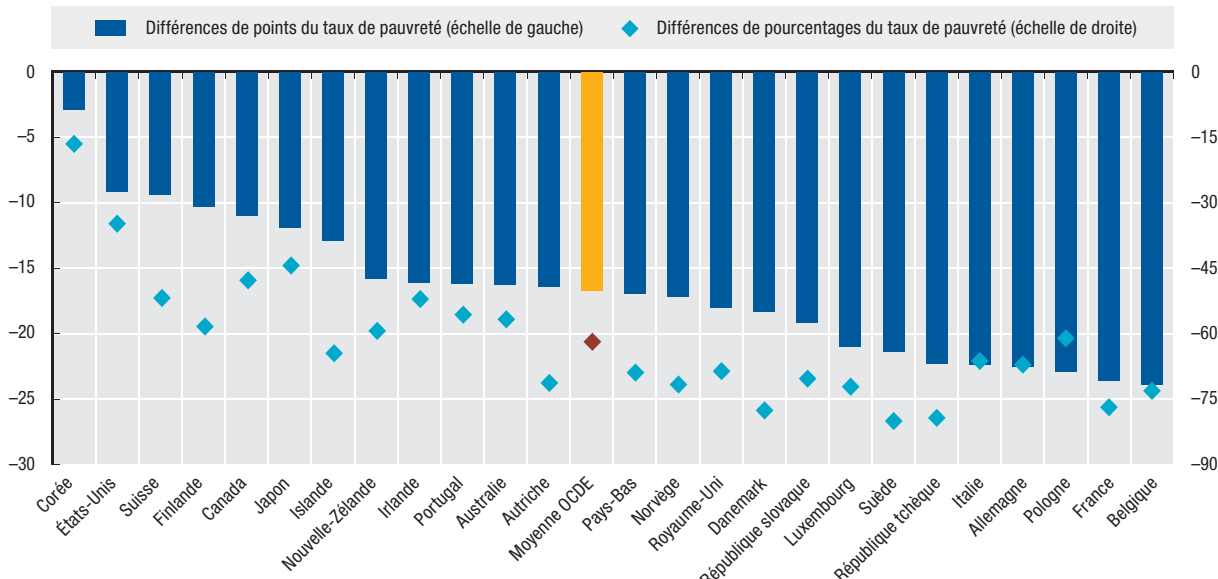
#### Sites Internet

- OCDE, Statistiques sur la protection sociale, [www.oecd.org/statistics/social](http://www.oecd.org/statistics/social).
- Travaux de l'OCDE sur l'inégalité des revenus et la pauvreté, [www.oecd.org/els/social/inequality](http://www.oecd.org/els/social/inequality).

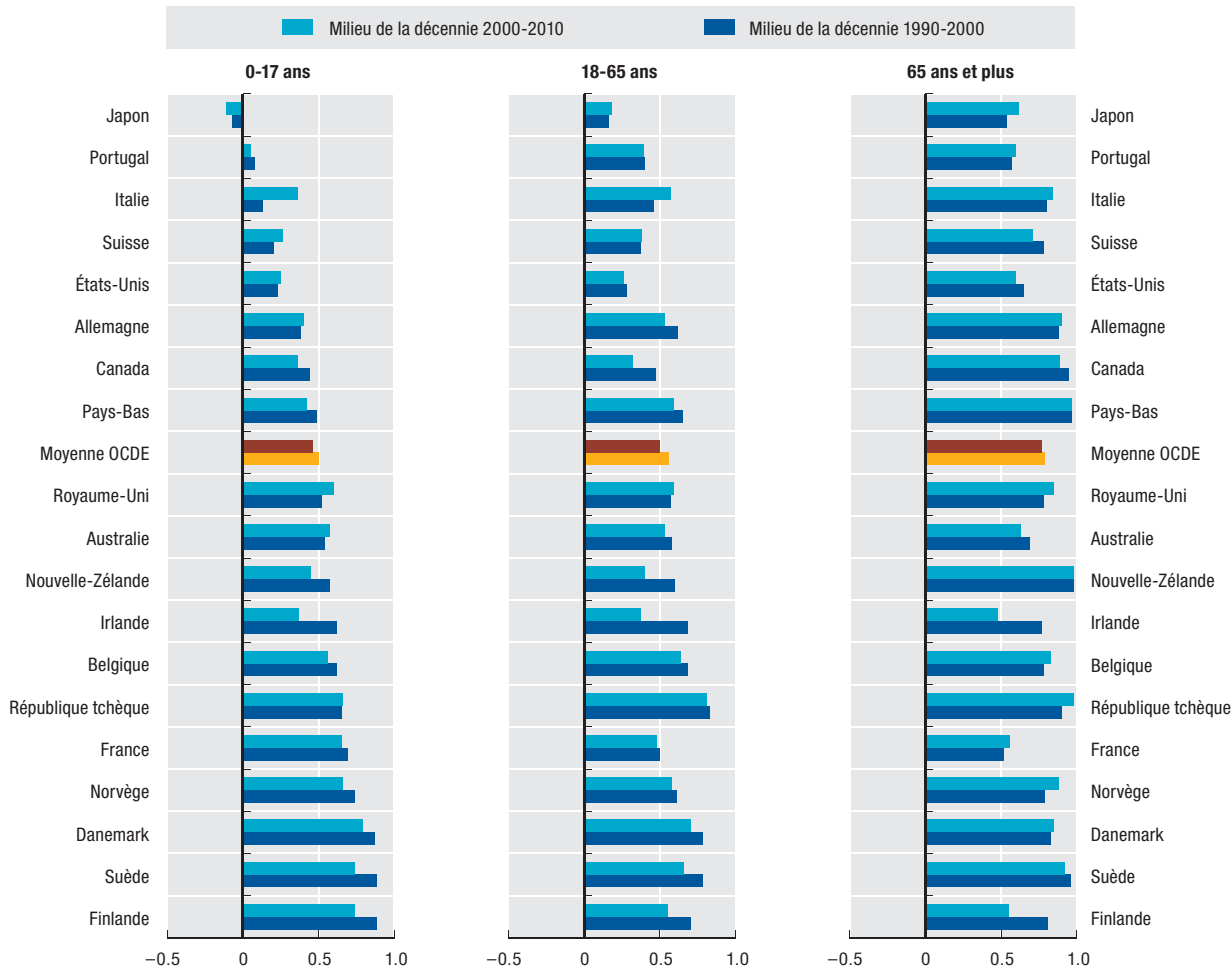


### Effets des impôts et des transferts dans la réduction de la pauvreté sur l'ensemble de la population

Milieu de la décennie 2000-2010



### Effets des impôts et des transferts dans la réduction de la pauvreté



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/540136147634>

## COMPRÉHENSION DE L'ÉCRIT DES JEUNES DE 15 ANS

Tous les élèves possèdent-ils les savoirs et les savoir-faire appropriés à leur sortie de l'enseignement obligatoire ? La réponse à cette question est importante car les compétences acquises à l'école déterminent la probabilité de poursuivre des études dans le supérieur et d'accéder à des emplois bien rémunérés et valorisants.

### Définition

Les différences de compétences des élèves sont évaluées par rapport à leur maîtrise de la compréhension de l'écrit que mesure le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) chez les jeunes âgés de 15 ans, c'est-à-dire vers la fin de l'enseignement obligatoire. La maîtrise de la compréhension de l'écrit correspond par définition à la capacité des élèves d'utiliser des informations écrites dans les situations auxquelles ils se trouvent confrontés dans la vie. Cette maîtrise suppose la capacité de comprendre et d'utiliser des textes écrits mais aussi de réfléchir à leur propos, dans le but de réaliser ses propres objectifs, de développer ses connaissances et son potentiel et de jouer un rôle dans la société. Cette définition va au-delà de la notion classique du décodage de l'information et de l'interprétation littérale de l'écrit et s'étend à des tâches tournées vers l'application. Le concept de la compréhension de l'écrit dans le PISA s'articule autour de trois dimensions : la forme du document écrit, le type de tâche de lecture ou les différents aspects de cette tâche et la situation pour laquelle le texte a été établi ou l'usage auquel il est destiné.

Deux indicateurs sont utilisés pour décrire les différences de compétences à l'écrit des élèves. Le premier consiste à répartir les élèves entre différents niveaux de compétence à l'écrit, la longueur des diverses zones ombrées sur la barre indiquant le pourcentage d'élèves atteignant chacun des niveaux. Les élèves qui atteignent le Niveau 5 sur l'échelle de compétence sont capables d'accomplir des tâches

complexes, notamment localiser et utiliser des informations qu'il est difficile de repérer dans des textes inconnus; comprendre ces textes et en extraire les informations pertinentes pour la tâche à accomplir et être capable de procéder à des évaluations critiques et de construire des hypothèses, en faisant appel à des connaissances spécialisées; et assimiler des notions susceptibles d'être contrares aux attentes. Les élèves se situant au Niveau 1 sur l'échelle de compétence sont seulement capables d'accomplir les tâches les plus simples telles que localiser une seule information, repérer le thème principal d'un texte ou établir une relation simple avec des connaissances de la vie courante. Les élèves dont les compétences en compréhension de l'écrit sont égales ou inférieures à ce niveau ne disposent pas des savoirs nécessaires pour tirer parti des possibilités d'études qui leur sont proposées. Le second indicateur est le ratio entre la moyenne obtenue par les élèves situés dans les déciles supérieur et inférieur de la distribution des scores en compréhension de l'écrit (plus les valeurs de ce ratio sont élevées plus les inégalités sont grandes).

Plus de 400 000 élèves de 15 ans dans 57 pays participants ont été évalués dans le cadre du cycle 2006 du PISA. Les estimations indiquées dans les tableaux sont établies à partir d'échantillons aléatoires.

### Comparabilité

Les résultats du PISA présentent un degré élevé de comparabilité entre les pays. D'éminents experts des pays participants conseillent sur la portée et la nature des évaluations, mais les décisions finales appartiennent aux gouvernements des pays membres de l'OCDE. Des efforts et des resws considérables sont mobilisés pour tenir compte d'une façon équilibrée de la diversité linguistique et culturelle dans les documents d'évaluation. Des mécanismes stricts d'assurance qualité sont appliqués à la traduction, à l'échantillonnage et à la collecte de données. La taille importante des échantillons retenus dans le PISA permet de procéder à d'utiles comparaisons entre différents groupes de population au sein de chaque pays.

### En bref

Dans la zone de l'OCDE, en moyenne 8.6 % des élèves se situent au Niveau 5, ce pourcentage variant de plus de 20 % en Corée à moins d'1 % au Mexique. Si l'on considère l'autre extrémité de la distribution des compétences en matière de compréhension de l'écrit, 12.7 % des élèves de la zone de l'OCDE se situent au Niveau 1 et 7.4 % n'atteignent pas ce niveau. La taille de ce groupe dont les performances sont insuffisantes varie beaucoup selon les pays; en effet, la proportion d'élèves dont les performances sont égales ou inférieures au Niveau 1 va de 5 % environ en Finlande à près de 50 % au Mexique.

Les performances en compréhension de l'écrit des élèves situés dans les déciles supérieur et inférieur de la distribution présentent également de grands écarts. Au Mexique, en Italie, ainsi que dans les Républiques tchèques et slovaques, les compétences en compréhension de l'écrit des élèves les plus performants sont de près de 80 % supérieures à celles de leurs camarades situés dans la partie inférieure de la distribution tandis que cet écart est inférieur à 50 % en Corée et en Finlande.

### Source

- OCDE (2007), PISA 2006 : *Les compétences en sciences, un atout pour réussir* : Volume 1 Analyse des résultats, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2006), *Compétences en sciences, lecture et mathématiques* : Le cadre d'évaluation de PISA 2006, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Base de données PISA de l'OCDE.

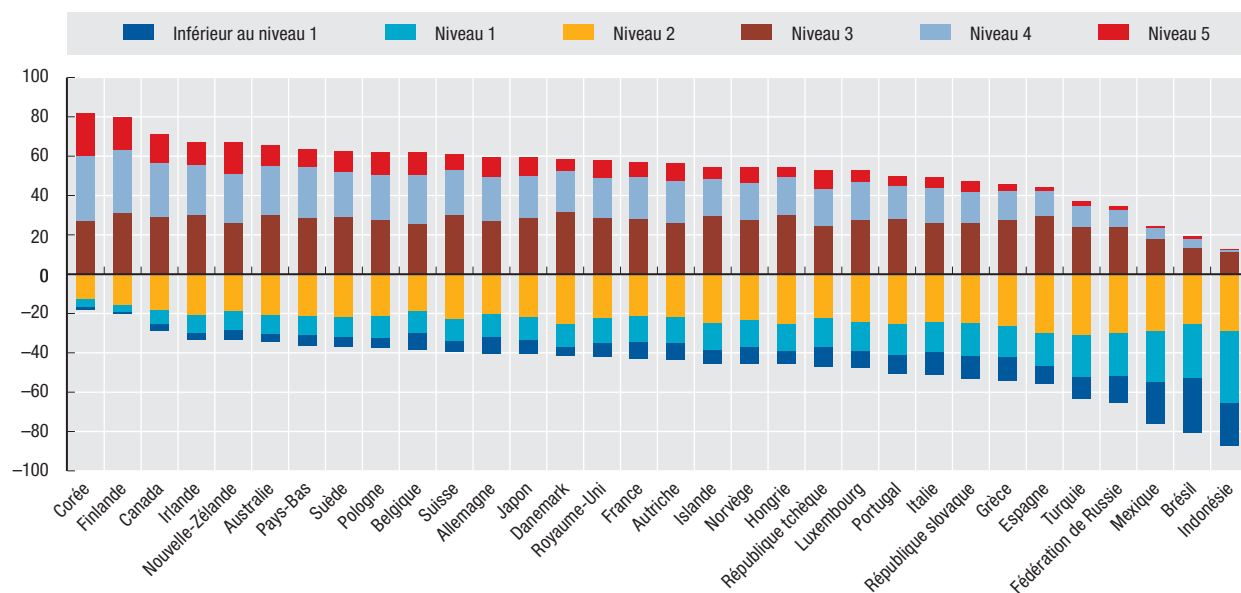
#### Sites Internet

- Site Internet de PISA, [www.pisa.oecd.org](http://www.pisa.oecd.org).



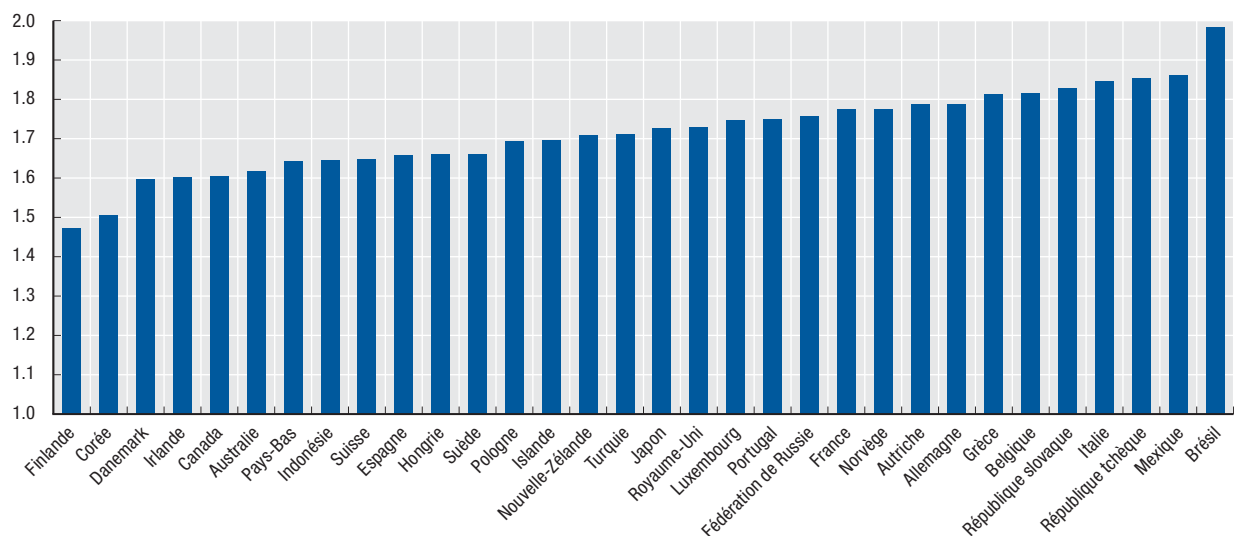
### Répartition des étudiants parmi les différents niveaux de compétence à l'écrit

Année 2006



### Ratio entre la moyenne obtenue par les élèves situés dans les déciles supérieur et inférieur de la distribution des scores en compréhension de l'écrit

Année 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/540155287485>

## PERFORMANCE DES JEUNES DE 15 ANS EN FONCTION DE LEUR STATUT AU REGARD DE L'IMMIGRATION

En raison de l'importance des flux migratoires ces dernières décennies, les gouvernements de nombreux pays de l'OCDE accordent une attention particulière aux résultats scolaires des jeunes issus de l'immigration. Les jeunes immigrés constituent un groupe assez grand et très hétérogène dont les compétences, les parcours antérieurs et les motivations sont très divers. Alors que certains immigrés sont hautement qualifiés d'autres le sont faiblement et sont défavorisés du point de vue social. Ces handicaps de même que les différences culturelles et ethniques peuvent engendrer des fractures et des iniquités dans la société d'accueil entre les nouveaux arrivants et les autochtones.

### Définition

Dans le présent indicateur, les écarts de performance des élèves de 15 ans en fonction de leur statut au regard de l'immigration sont évalués du point de vue de la culture scientifique, c'est-à-dire la capacité des élèves à utiliser des connaissances scientifiques pour repérer des questions, acquérir de nouvelles connaissances, expliquer des phénomènes scientifiques et dégager des conclusions basées sur des faits probants au sujet de problèmes en rapport avec les sciences. Les données sont tirées du

Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA), qui évalue les savoirs et savoir-faire des élèves à l'âge de 15 ans, autrement dit vers la fin de l'enseignement obligatoire. L'enquête du PISA porte sur les sciences, les mathématiques et la compréhension de l'écrit. Lors du cycle 2006 d'évaluation du PISA, sur la durée totale des épreuves, trois heures et demie ont été consacrées aux sciences, deux heures aux mathématiques et une heure à la compréhension de l'écrit.

La mesure des différences de culture scientifique selon le statut au regard de l'immigration correspond à l'écart qui existe entre les élèves issus de l'immigration et les autochtones. Les élèves issus de l'immigration sont répartis entre les immigrés de la première génération (autrement dit, ceux qui sont nés ailleurs que dans le pays d'évaluation de parents également nés à l'étranger) et les immigrés de la seconde génération (ceux qui sont nés dans le pays où a lieu l'évaluation et qui ont été scolarisés dans le même système d'enseignement que leurs camarades autochtones et pendant le même nombre d'années). Les données portent uniquement sur les pays où les élèves des première et deuxième générations représentent au moins 3 % de l'effectif total des élèves de 15 ans.

### En bref

Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, les résultats des élèves immigrés de la première génération sur l'échelle du PISA sont inférieurs de plus de 50 points à ceux de leurs camarades autochtones, ce qui équivaut à plus d'une année scolaire. Cet écart, qui subsiste pour l'essentiel même si l'on tient compte d'autres facteurs socioéconomiques, donne à penser que l'école et la société sont confrontées à un défi majeur pour mettre à profit le capital humain que représentent les populations immigrées. Cet écart qui est de 22 points au Canada se situe entre 77 et 95 points en Allemagne, en Suède, au Danemark, en Autriche, en Belgique et en Suisse. En revanche, les élèves immigrés de la première génération obtiennent le même niveau de résultats que leurs camarades autochtones en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Irlande et dans la Fédération de Russie.

L'écart de résultats demeure considérable (40 points en moyenne) entre les élèves autochtones et les élèves immigrés de la seconde génération. Ce décalage est très sensible en Allemagne, en Autriche, au Danemark, en Belgique et aux Pays-Bas, où ces élèves obtiennent entre 79 et 93 points de moins que leurs camarades autochtones mais il est négligeable en Australie et au Canada. En Suède et en Suisse, l'amélioration des résultats des élèves immigrés de la seconde génération par rapport à ceux de la première génération donnent à penser que le fait de bénéficier dès la naissance du système éducatif et social peut engendrer un net progrès des performances scolaires. Toutefois, la situation inverse s'observe en Nouvelle-Zélande où les immigrés de la seconde génération obtiennent des résultats plus faibles que leurs camarades de la première génération.

### Source

- OCDE (2007), *PISA 2006 : Les compétences en sciences, un atout pour réussir* : Volume 1, *Analyse des résultats*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2006), *Compétences en sciences, lecture et mathématiques : Le cadre d'évaluation de PISA 2006*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Base de données PISA de l'OCDE.

#### Sites Internet

- Site Internet de PISA, [www.pisa.oecd.org](http://www.pisa.oecd.org).





## PERFORMANCE DES JEUNES DE 15 ANS EN FONCTION DE LEUR STATUT AU REGARD DE L'IMMIGRATION

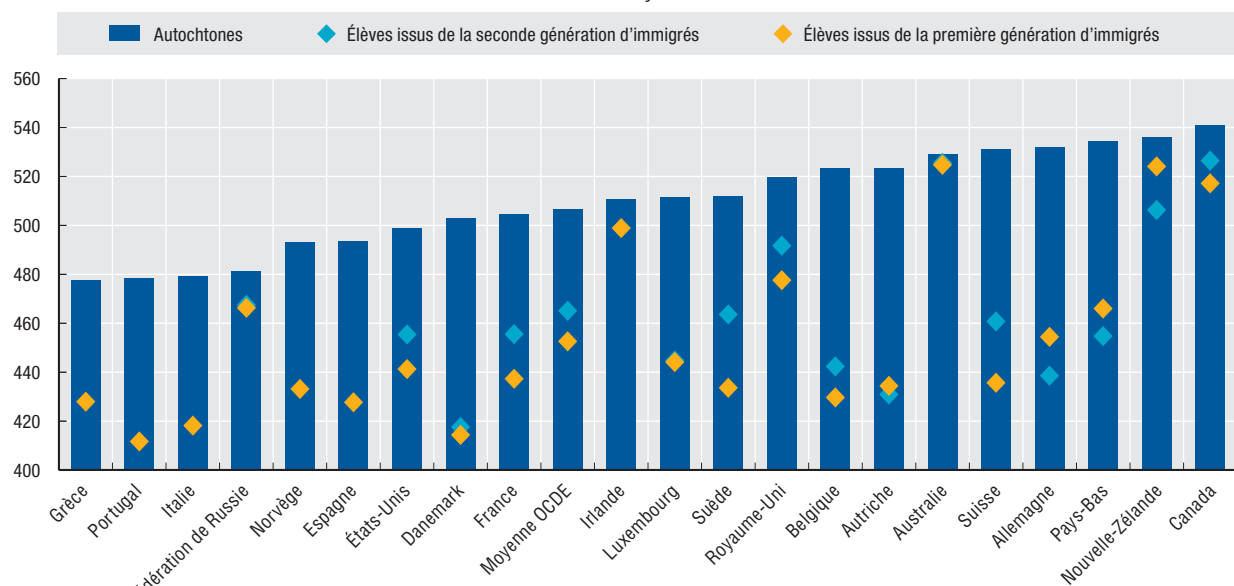
**Performance des élèves sur l'échelle de culture scientifique de PISA 2006  
au regard de l'immigration**

Scores moyens

	Autochtones	Élèves issus de la seconde génération d'immigrés	Élèves issus de la première génération d'immigrés
Allemagne	532	439	455
Australie	529	528	527
Autriche	523	431	435
Belgique	523	443	430
Canada	541	528	519
Corée	523	..	..
Danemark	503	418	414
Espagne	494	..	428
États-Unis	499	456	442
Finlande	566	..	..
France	505	456	438
Grèce	478	..	428
Hongrie	505	..	..
Irlande	510	..	500
Islande	494	..	..
Italie	479	..	418
Japon	532	..	..
Luxembourg	511	445	445
Mexique	415	..	..
Norvège	493	..	433
Nouvelle-Zélande	536	508	526
Pays-Bas	534	455	467
Pologne	499	..	..
Portugal	479	..	412
République slovaque	490	..	..
République tchèque	515	..	..
Royaume-Uni	519	493	479
Suède	512	464	434
Suisse	531	462	436
Turquie	425	..	..
Moyenne OCDE	506	466	453
Total OCDE	497	463	448
Brésil	393	..	..
Fédération de Russie	481	468	467
Indonésie	395	..	..

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/544760356375>
**Performance des élèves sur l'échelle de culture scientifique de PISA 2006  
au regard de l'immigration**

Scores moyens


 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/540204633626>

## SCOLARISATION DANS LE SUPÉRIEUR SELON LA SITUATION PROFESSIONNELLE ET LE NIVEAU DE FORMATION DU PÈRE

Un objectif essentiel des systèmes éducatifs est d'assurer l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur à tous quel que soit le milieu socioéconomique d'origine. Il importe d'offrir des chances égales à tous les jeunes, qu'ils soient favorisés ou moins favorisés certes pour une question d'équité mais aussi pour enrichir le gisement de candidats pour les emplois hautement qualifiés et pour accroître la compétitivité globale de la main-d'œuvre.

### Définition

Deux indicateurs sont retenus pour mesurer la scolarisation des jeunes dans l'enseignement supérieur selon la situation socioéconomique des parents. Le premier consiste à comparer la proportion d'étudiants scolarisés dans le supérieur dont le père exerce un métier manuel et la proportion d'hommes âgés de 40 à 60 ans qui sont des travailleurs manuels. Le second consiste à comparer la proportion d'étudiants scolarisés dans le supérieur dont le père a un niveau d'études supérieures et la proportion d'hommes âgés de 40 à 60 ans qui ont atteint ce niveau de formation.

Les données portent uniquement sur dix pays européens et sont empruntées à l'Enquête Eurostudent qui renseigne sur la situation professionnelle (travailleurs intellectuels ou travailleurs manuels) et le niveau de formation des pères des étudiants ainsi que sur d'autres aspects. Ces indicateurs tentent pour la première fois de montrer les analyses qui seraient possibles si les données sur ce thème étaient meilleures.

### Comparabilité

Les pays participant au programme Eurostudent ont le plus souvent intégré ces questions dans des enquêtes nationales plus vastes. Les pays pour la plupart ont enquêté auprès d'étudiants suivant des formations du supérieur classées aux niveaux 5A et 5B de la CITE; font exception l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne et l'Italie (dont les enquêtes portent uniquement sur les étudiants scolarisés au niveau 5A) et le Portugal (dont l'enquête porte sur les niveaux 5A, 5B et 6). Les différences d'un pays à l'autre dans la définition de l'enseignement supérieur (ainsi que dans la définition des métiers manuels) peuvent fausser la comparabilité jusqu'à un certain point, encore qu'elles soient moins marquées pour les comparaisons des groupes intermédiaires présentées ici.

Les données relatives au Royaume-Uni concernent l'Angleterre et le pays de Galles; pour ce pays, les données relatives au niveau de formation des parents renvoient à celui des deux parents (père ou mère) qui a le revenu le plus élevé.

### En bref

Le taux de scolarisation des élèves issus des milieux ouvriers dans l'enseignement supérieur varie beaucoup selon les pays. L'Espagne et l'Irlande sont les pays qui assurent la plus grande équité devant l'accès à l'enseignement supérieur alors que l'Allemagne, l'Autriche, la France et le Portugal sont les moins équitables en la matière (autrement dit dans ces pays le pourcentage d'étudiants issus du milieu ouvrier représente environ la moitié du pourcentage de travailleurs manuels).

La proportion d'étudiants scolarisés dans le supérieur dont les pères sont allés au terme d'études à ce même niveau d'enseignement offre un autre point de vue de la même question. La Finlande, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni sont les pays où le pourcentage d'étudiants du supérieur dont les pères sont diplômés à ce niveau d'enseignement est le plus élevé alors que l'Irlande et l'Italie sont ceux où il est le plus faible. S'agissant de cet indicateur, c'est au Portugal que l'accès au supérieur est le moins équitable et en Irlande qu'il l'est le plus.

### Source

- Eurostudent (2005), *Eurostudent Report 2005: Social and Economic Conditions of Student Life in Europe*, HEIS (HIS).

### Pour en savoir plus

#### Sites Internet

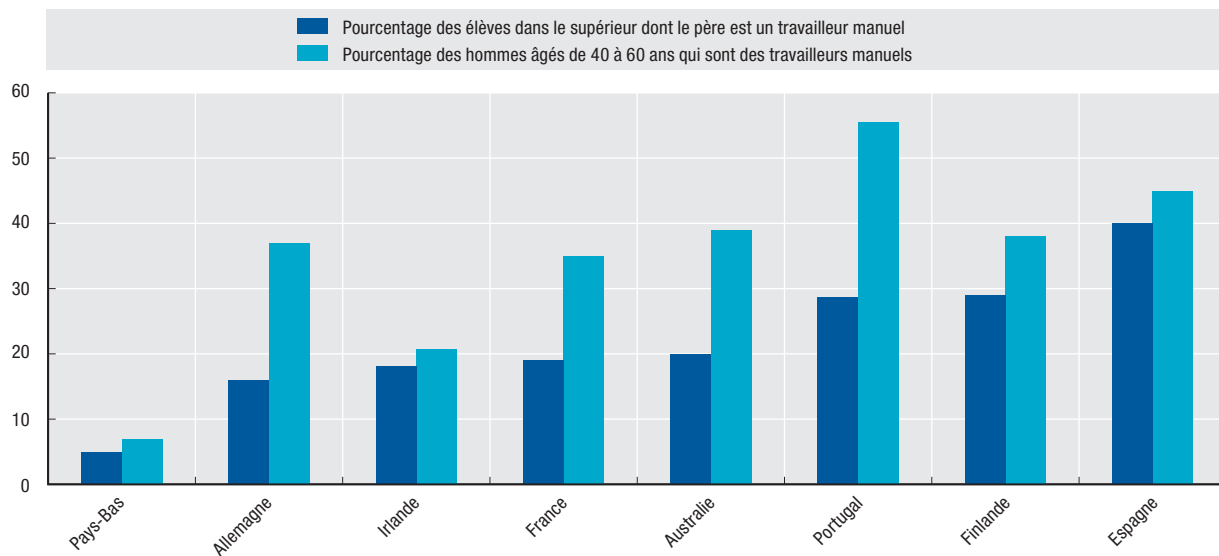
- Eurostudent website, [www.eurostudent.eu](http://www.eurostudent.eu).



SCOLARISATION DANS LE SUPÉRIEUR SELON LA SITUATION PROFESSIONNELLE ET LE NIVEAU DE FORMATION DU PÈRE DE FORMATION DU PÈRE

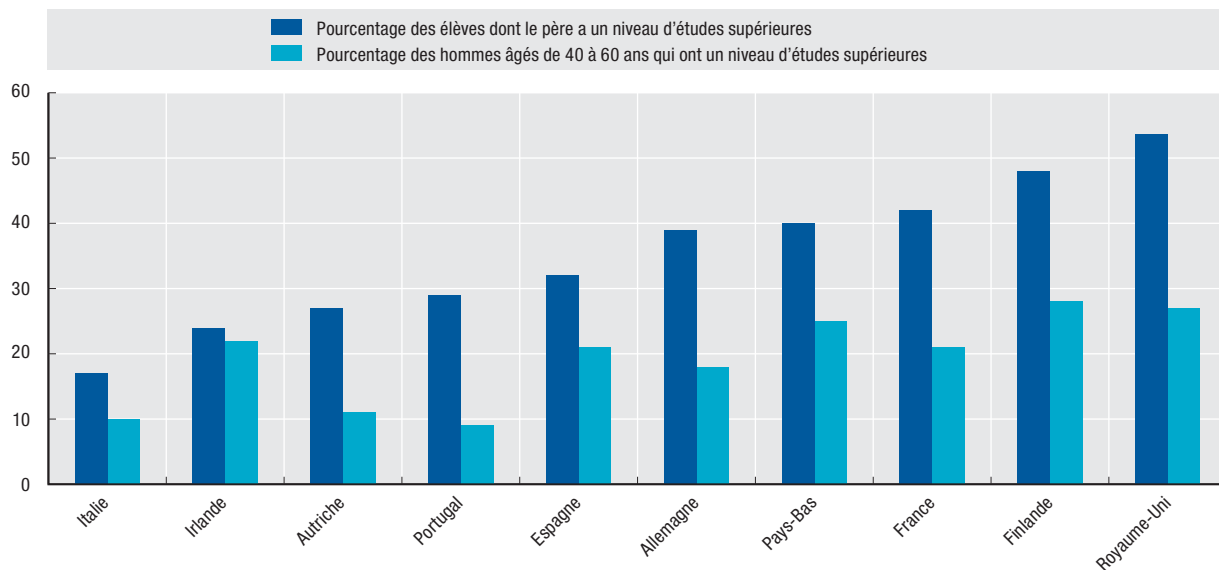
**Scolarisation dans le supérieur selon la situation professionnelle des pères des élèves**

Année 2004



**Scolarisation dans le supérieur selon le niveau de formation des pères des élèves**

Année 2004



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/540237614168>

## ÉTAT DE SANTÉ

Les progrès de la santé ne sont pas également répartis. Dans chaque pays, l'état de santé varie sous l'influence de nombreux facteurs, comme l'âge, le sexe, la race ou le groupe ethnique, la situation géographique et la catégorie socio-économique.

### Définition

Les inégalités en termes d'état de santé sont définies comme des différences de taux de mortalité et d'état de santé perçu entre différents groupes socio-économiques. La mortalité est exprimée en nombre de décès pour 100 000 habitants. L'état de santé perçu est mesuré au moyen d'enquêtes sur la perception que les personnes interrogées ont de leur santé. La catégorie socio-économique représente la situation d'une personne au sein d'une collectivité, mesurée en termes de revenu, de niveau de formation et de profession ou par la combinaison des ces indicateurs avec d'autres critères.

L'inégalité en termes de taux de mortalité suivant le niveau de formation est mesurée par le ratio du taux de mortalité des personnes les moins instruites à celui des personnes les plus instruites (plus ce ratio est élevé, plus l'inégalité est grande). L'inégalité en termes d'état de santé perçu est mesuré par la différence entre la proportion de répondants

faisant état d'une mauvaise santé parmi les personnes qui font partie de la catégorie socio-économique la plus défavorisée et leur proportion parmi les personnes les plus favorisées. Ces données, qui se limitent aux pays européens, concernent les personnes qui jugent leur santé « mauvaise ou très mauvaise », classées par quintile de revenu.

### Comparabilité

Il n'existe pas pour l'instant d'indicateurs comparatifs fiables de l'état de santé, et les indicateurs présentés ici se fondent sur des informations rassemblées par l'OCDE à partir de sources nationales et d'études comparatives. Les estimations des taux de mortalité en fonction du niveau de formation sont fondées sur des études réalisées différentes années et couvrant des personnes dont l'âge et le niveau de formation peuvent différer selon les pays. Les estimations de l'inégalité en termes d'état de santé perçu peuvent refléter l'utilisation de catégories de questions et de réponses différentes, ainsi que des différences d'ordre culturel dans l'interprétation de l'expression « mauvaise santé ».

Les taux de mortalité indiqués pour le Royaume-Uni ne concernent que l'Angleterre et le pays de Galles. Les données se rapportent à la période 1991-1996 pour l'Angleterre, le pays de Galles et l'Italie, 1992-1996 pour l'Espagne, 1991-1995 pour la Belgique, le Danemark, la Finlande et la Suisse, 1990-1994 pour la France, 1990-1995 pour la Norvège, 1991-1992 pour l'Autriche, 1991-1997 pour les Pays-Bas, 1988-1989 pour la Pologne, 2002 pour la Hongrie et la fin des années 90 pour la République tchèque.

### En bref

Les personnes ayant un faible niveau de formation ou de revenu ou appartenant à une catégorie professionnelle relativement peu prestigieuse sont généralement plus sujettes que les autres à des problèmes de santé et meurent à un âge plus précoce. Cette tendance est confirmée par l'inégalité en termes de taux de mortalité et en termes d'état de santé perçu.

Les taux de mortalité des hommes européens ayant un niveau de formation relativement faible dépassent de 50 % ceux de leurs homologues ayant un niveau de formation plus élevé; l'écart est de l'ordre de 30 % parmi les femmes. Les inégalités sont inférieures à la moyenne en Italie et en Espagne mais supérieure à celle-ci en Pologne et en Hongrie. Des études réalisées en Corée et aux Etats-Unis mettent en évidence des inégalités similaires en termes de mortalité.

L'idée que les gens se font de leur propre état de santé varie elle aussi suivant la catégorie socio-économique, les personnes qui ont un niveau relativement faible de revenu ou de formation faisant état d'une santé relativement mauvaise. Dans les pays européens, les inégalités entre les groupes à bas revenu et à haut revenu sont importantes en Belgique, en Irlande, en Islande et au Royaume-Uni, encore que dans ces trois derniers pays la proportion de personnes faisant état d'une mauvaise santé soit faible.

La situation est similaire dans les pays non européens. Les statistiques nationales, présentées dans de Looper et Lafortune (2009), font apparaître systématiquement un état de santé perçu relativement mauvais parmi les personnes ayant un faible niveau de formation (Canada, Corée et Japon) ou un bas revenu (Etats-Unis) ou défavorisées (Australie et Nouvelle-Zélande).

### Source

- European Union Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC).
- De Looper, M. et G. Lafortune (2009), *Measuring disparities in health status and in health care access and use (forthcoming)*, Documents de travail de l'OCDE sur la santé, n° 43, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- CSDH (2008), « Closing the gap: health action through the social determinants of health ». *Final Report of the Commission on Social Determinants of Health*, World Health Organization, Geneva.
- Mackenbach, J.P. et al. (2008), « Socioeconomic inequalities in health in 22 European countries », *New England Journal of Medicine* 358: 2468-81.

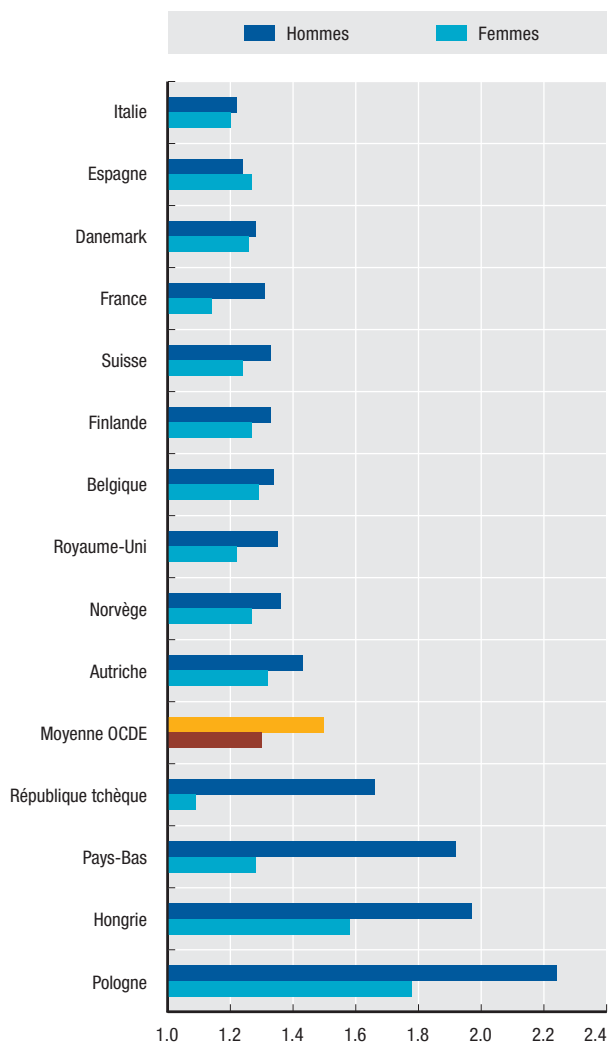
#### Sites Internet

- La Commission des déterminants sociaux de la santé, [www.who.int/social\\_determinants](http://www.who.int/social_determinants).
- DETERMINE, European Portal for Action on Health Equity, [www.health-inequalities.eu](http://www.health-inequalities.eu).



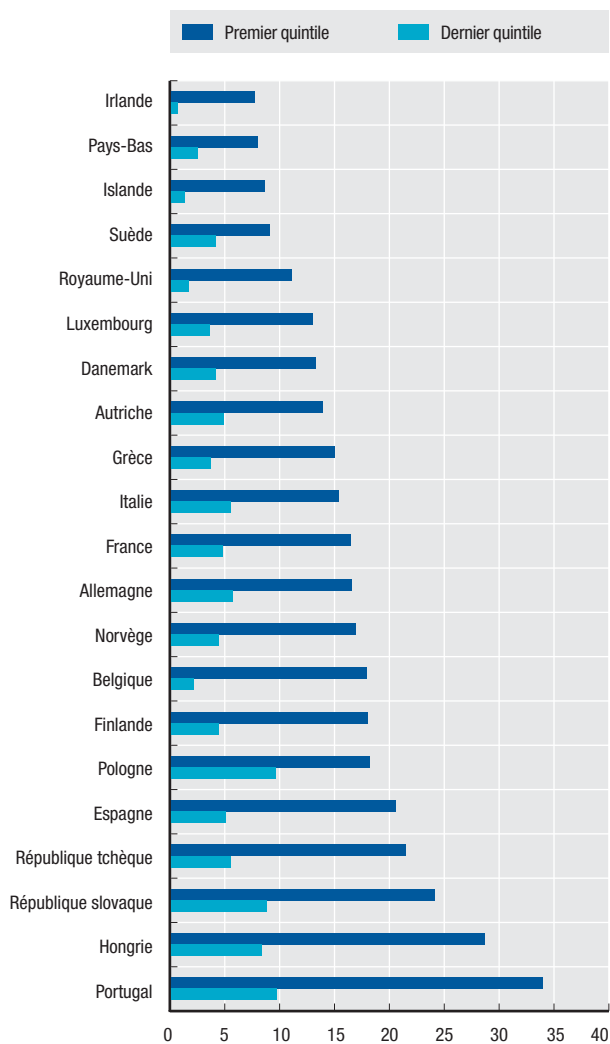
### Ratio du taux de mortalité des personnes les moins instruites à celui des personnes les plus instruites

1995 ou dernière année disponible



### Personnes qui jugent leur santé "mauvaise ou très mauvaise" classées par revenu

En pourcentage des adultes, 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/540255836046>



## ACCÈS ET RECOURS AUX SOINS DE SANTÉ

Des inégalités subsistent dans tous les pays en termes d'accès et de recours aux soins de santé. Des raisons financières, une pénurie de prestataires, l'éloignement géographique et des temps d'attente excessifs en sont souvent la cause.

### Définition

Par accès aux soins, il faut entendre la capacité d'obtenir des services de soins appropriés sans retard et sans obstacles. L'inégalité d'accès et de recours aux soins de santé est mesurée ici en termes de revenu des ménages, sur la base de données tirées de l'enquête statistique de 2006 de l'Union européenne sur les revenus et les conditions de vie. Pour les pays non européens, les données concernent la proportion d'adultes qui ont déclaré avoir renoncé à des « soins

nécessaires » en raison de leur coût, sur le nombre total d'adultes et le nombre de ceux qui ont un bas revenu; par renoncement à des « soins nécessaires », il faut entendre l'impossibilité d'acheter la totalité ou une partie des médicaments prescrits, de se faire faire des examens, de suivre un traitement, de subir de visite de contrôle ou de consulter un médecin en dépit d'un problème de santé.

Les inégalités jugées injustes sont parfois désignées sous le terme générique d'« inéquité ». Pour mesurer l'inéquité en termes de recours aux services de santé, les données relatives au recours effectif sont ajustées de manière à tenir compte des besoins différents des personnes en matière de soins, en utilisant des informations sur leur état de santé tel qu'elles le perçoivent. L'indice d'inéquité horizontale présenté ici concerne les soins spécialisés : ceux-ci sont inéquitables (c'est-à-dire qu'ils favorisent les groupes les plus aisés) si l'intervalle de confiance de 95 % ne contient pas la valeur zéro.

### Comparabilité

Aucune enquête unique n'a été menée dans la totalité des pays de l'OCDE sur l'inégalité d'accès et de recours aux soins de santé. Les comparaisons internationales doivent se fonder sur des études employant des sources et méthodes différentes. S'agissant des besoins de soins non satisfaits et du recours aux services de santé, la diversité des problèmes d'accès, des questions posées et des catégories de réponses rendent difficile toute comparaison précise entre pays. Les groupes faisant l'objet des enquêtes peuvent aussi avoir des âges différents et les indicateurs utilisés pour les niveaux de revenu et de formation et les catégories professionnelles peuvent aussi différer suivant les pays.

### En bref

En 2006, les besoins non satisfaits d'examen médicaux dans la population adulte en Europe étaient particulièrement grands en Pologne, au Portugal, en Italie et en Grèce. L'écart entre la proportion de besoins de soins non satisfaits au sein du groupe le plus modeste et au sein du groupe le plus aisé était particulièrement marqué en Belgique, au Portugal et en République slovaque, encore qu'en Belgique, le niveau global de besoins non satisfaits soit faible.

L'inégalité d'accès et de recours aux soins de santé est également évidente dans les pays non européens, où le renoncement à plusieurs traitements différents en raison de leur coût est plus courant parmi les adultes ayant un revenu inférieur à la moyenne que dans le reste de la population. On observe en outre d'importantes différences dans l'ampleur de cette inégalité selon les pays; la proportion de personnes déclarant avoir renoncé à des soins nécessaires est beaucoup plus faible au Royaume-Uni qu'aux États-Unis. Aux États-Unis, les adultes ayant un revenu inférieur à la moyenne et bénéficiant d'une couverture médicale signalent nettement moins de difficultés d'accès aux soins pour des raisons de coût que leurs homologues sans couverture maladie.

Bien que les personnes appartenant aux groupes socio-économiques défavorisés se caractérisent en général par des taux de morbidité et de mortalité plus élevés que le reste de la population, elles n'ont pas forcément davantage recours aux soins de santé. Si l'on tient compte des différences de besoins en termes de soins de santé, le recours aux soins primaires apparaît en général équitablement réparti, tandis que le recours aux soins spécialisés est plus important parmi les classes aisées dans la plupart des pays. En Europe, c'est particulièrement le cas au Portugal, en Finlande, en Irlande et en Italie, pays où l'assurance privée et le paiement direct par les patients jouent un rôle important dans l'accès aux services de spécialistes. Dans neuf pays européens, si l'on tient compte des différences de besoins, la proportion de personnes ayant recours aux services de spécialistes est plus grande parmi celles qui ont un niveau de formation élevé que parmi celles dont le niveau de formation est relativement faible. Le recours aux soins préventifs, comme le dépistage du cancer du sein ou du col de l'utérus, varie beaucoup, également, suivant le niveau de revenu, même dans les pays où le dépistage est courant.

### Source

- Van Doorslaer, E., C. Masseria et le OECD Health Equity Research Group Members (2004), *Income-related inequality in the use of medical care in 21 OECD countries*, Documents de travail de l'OCDE sur la santé, n° 14, OCDE, Paris.
- Commonwealth Fund International Health Policy Survey 2004.
- European Union Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC).

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- De Looper, M. et G. Lafortune (2009), *Measuring disparities in health status and in health care access and use (forthcoming)*, Documents de travail de l'OCDE sur la santé, n° 43, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Panorama de la santé 2007 : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

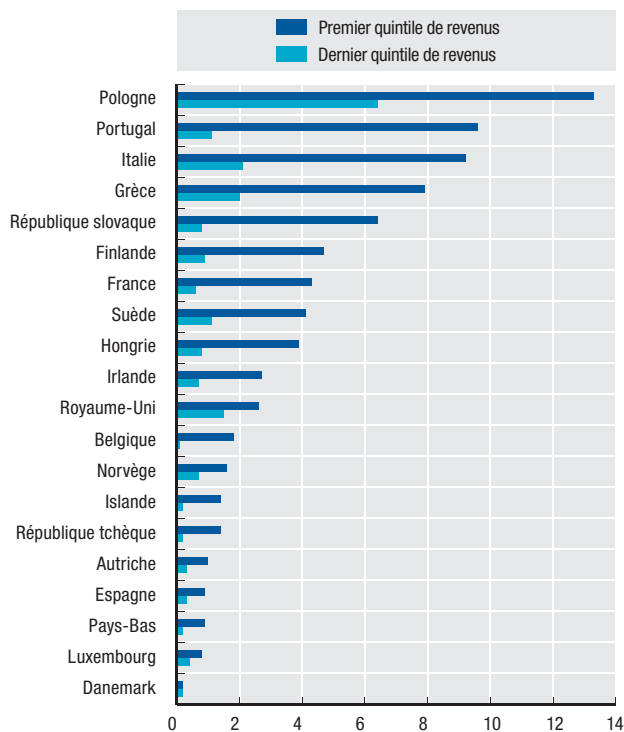
#### Sites Internet

- Commonwealth Fund International Health Policy Survey 2004, [www.commonwealthfund.org](http://www.commonwealthfund.org).
- European Union Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC), [www.epp.eurostat.ec.europa.eu](http://www.epp.eurostat.ec.europa.eu).



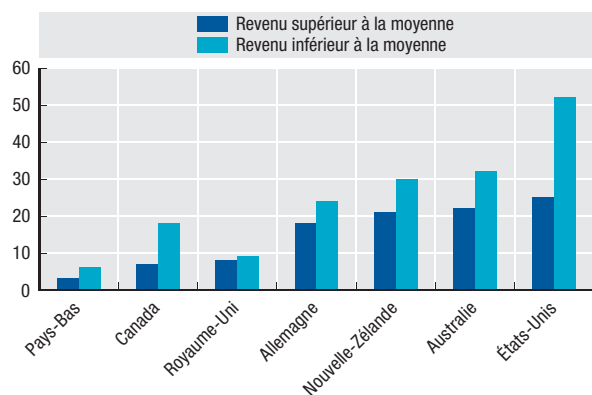
### Personnes déclarant des besoins de soins non satisfaits du fait de problèmes d'accès

En pourcentage des adultes, 2006



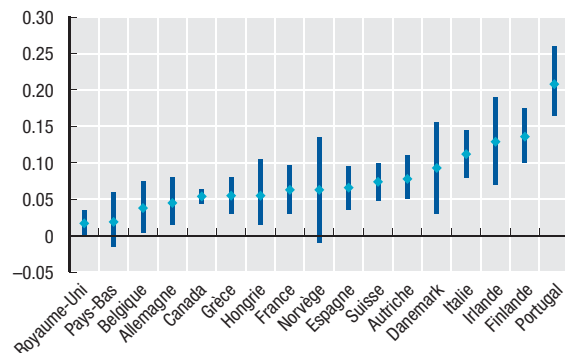
### Personnes renonçant aux soins nécessaires en raison de leurs coûts par revenu

En pourcentage des adultes, 2007



### Le recours aux soins spécialisés est plus important parmi les classes aisées

Les intervalles de confiance ne contenant pas zéro indiquent un biais pro-riche, 2000 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/540257461086>

## PIB RÉGIONAL

Les disparités des performances économiques entre pays de l'OCDE sont souvent plus faibles que celles qui apparaissent entre les régions d'un même pays. De surcroît, ces disparités régionales ont souvent perduré, même lorsque les disparités économiques entre pays s'estompent.

### Définition

Les inégalités régionales de performance économique sont mesurées ici d'après le PIB régional par habitant. Le PIB régional est mesuré selon les définitions du Système de comptabilité nationale 1993. Le PIB par habitant est calculé en divisant le PIB d'une région par la population résidente (nombre d'habitants). Le PIB régional par habitant peut être faussé par les migrations journalières (qui accroissent le PIB par habitant des régions urbaines où les individus travaillent et abaissent celui des régions où ils résident).

L'indice de Gini est un indicateur synthétique des disparités régionales au sein de chaque pays. Il considère non seulement les régions ayant le PIB par habitant le plus élevé et le plus bas mais aussi les écarts entre toutes les régions. Cet indice varie de 0 à 1 : plus sa valeur est élevée, plus les disparités sont fortes. Les disparités régionales tendent à

### En bref

Les disparités régionales des performances économiques à l'intérieur des pays de l'OCDE sont souvent considérables. Ainsi, au Royaume-Uni, le PIB par habitant de la région Inner London-West est plus de quatre fois supérieur à la moyenne nationale, alors que celui de l'île d'Anglesey atteint à peine la moitié de la moyenne nationale. De gros écarts sont également observés aux États-Unis, en Turquie et en Pologne. On ne compte que quatre pays (Australie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande et Suède) où le PIB par habitant de la région la plus riche est inférieur au double de celui de la région la plus pauvre. Les inégalités régionales au sein des pays restent fortes quand elles sont mesurées avec un indicateur de la productivité régionale (par exemple le PIB par travailleur).

Les disparités régionales du PIB par habitant résultent de profils de croissance économique différents dans un même pays. Ces dernières années, la tranche de 10 % des régions les plus dynamiques de la zone OCDE a représenté 44 % de l'augmentation totale du PIB de la zone. En Grèce, l'accroissement du PIB national est dû presque en totalité à la région de l'Attique. La tranche de 10 % des régions affichant la plus forte expansion a contribué pour plus de 50 % à la croissance du PIB en Suède, en Finlande, en Hongrie, en Italie et au Japon.

Les disparités régionales, mesurées d'après l'indice de Gini, sont particulièrement fortes en Turquie, au Mexique et en République slovaque. Une comparaison entre les disparités régionales et la proportion de la population vivant dans les régions à faible PIB par habitant (inférieur au niveau national médian) donne une idée des implications économiques de ces inégalités régionales. En 2005, plus de 40 % de la population totale de la zone OCDE vivait dans les régions à faible PIB par habitant. Cette proportion atteignait 35 % en Turquie mais près de 60 % au Mexique, alors que ces deux pays ont un indice de Gini identique pour le PIB régional par habitant.

être sous-estimées pour les régions de grande taille. C'est sans doute le cas en Australie, au Canada, aux États-Unis et au Mexique, où les chiffres du PIB ne sont disponibles que pour les régions de niveau territorial 2 (voir « Population régionale »).

### Comparabilité

Comme pour les autres statistiques régionales, la comparabilité est affectée par les différences de sens du mot « région ». Celui-ci peut recouvrir des réalités très différentes dans un même pays et d'un pays à l'autre, avec des écarts sensibles en termes de superficie et de population. Pour surmonter ce problème, l'OCDE a classé les régions de chaque pays membre selon deux niveaux : le niveau territorial 2 (NT2, grandes régions) et le niveau territorial 3 (NT3, petites régions). Les données couvrent les grandes régions (NT2) pour l'Australie, le Canada, les États-Unis et le Mexique, et les petites régions (NT3) pour tous les autres pays.

La mention « 2005 ou dernière année disponible » désigne l'année 2005 dans tous les pays sauf le Mexique (2004), la Nouvelle-Zélande (2003) et la Turquie (2001). La mention « 1995-2005 ou dernière période disponible » concerne les données de 1995 à 2005 dans tous les pays sauf l'Italie (2000-2005), le Mexique (1995-2004), la Pologne (2000-2005) et les États-Unis (1997-2005).

### Source

- OCDE, Base de données régionales.
- OCDE (2009), *Panorama des régions de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2001), *Perspectives territoriales de l'OCDE*, Édition 2001, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Geographic Concentration and Territorial Disparity in OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Local Governance and the Drivers of Growth*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Examens territoriaux de l'OCDE – Villes, compétitivité et mondialisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Enseignement supérieur et régions : Concurrence mondiale, engagement local*, OCDE, Paris.
- Spiezia, V. (2004), « Mesurer les économies régionales », *Cahiers Statistiques de l'OCDE*, n° 6, février, OCDE, Paris, [www.oecd.org/std/cahierstatistique](http://www.oecd.org/std/cahierstatistique).

#### Bases de données en ligne

- OCDE, Base de données régionales.

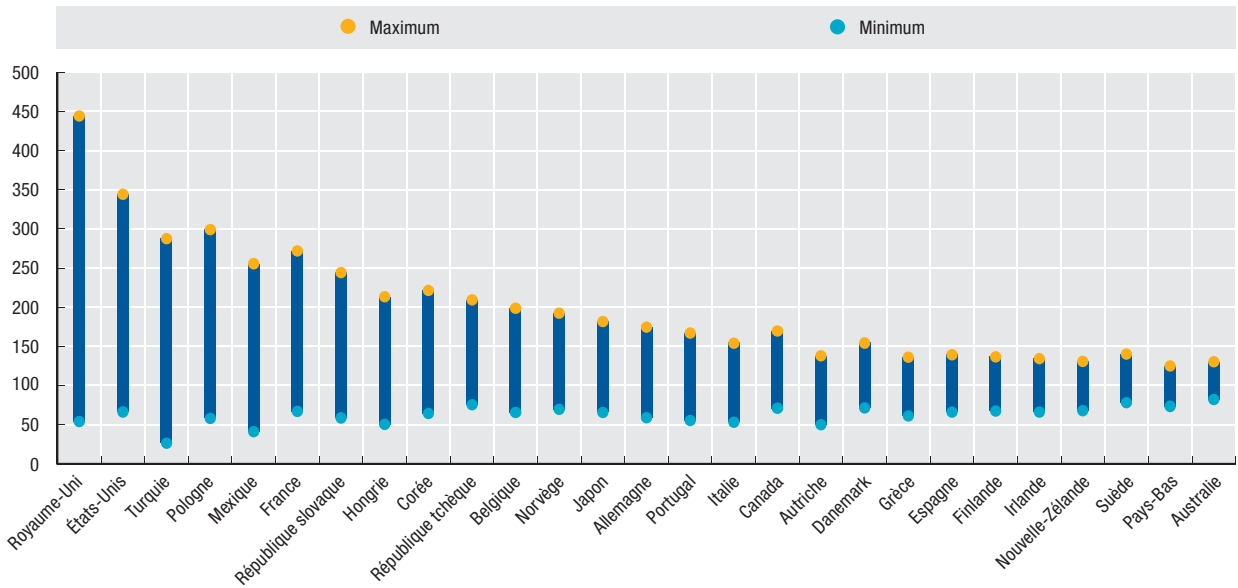
#### Sites Internet

- OECD eXplorer, [www.OECD.org/gov/developpementregional](http://www.OECD.org/gov/developpementregional).
- Territorial grids, [www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators](http://www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators).



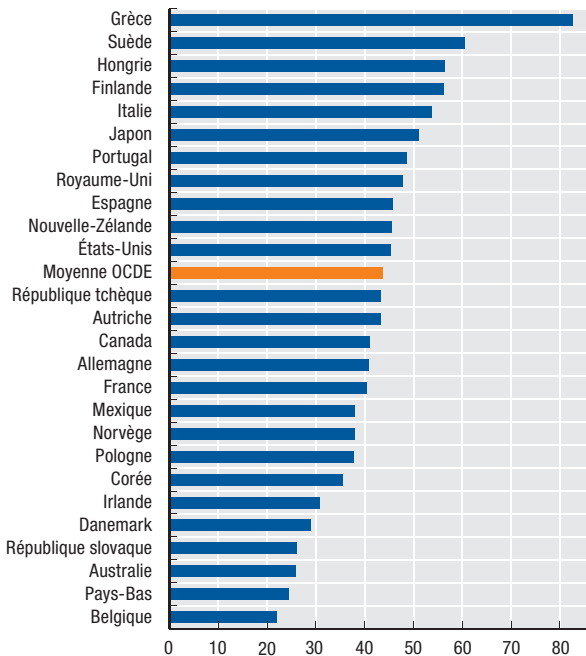
### Classement des PIB régionaux par habitant, petites régions

En pourcentage du PIB national par habitant, 2005 ou dernière année disponible



### Part de l'augmentation du PIB de chaque pays due aux dix pour cent des régions les plus dynamiques, petites régions

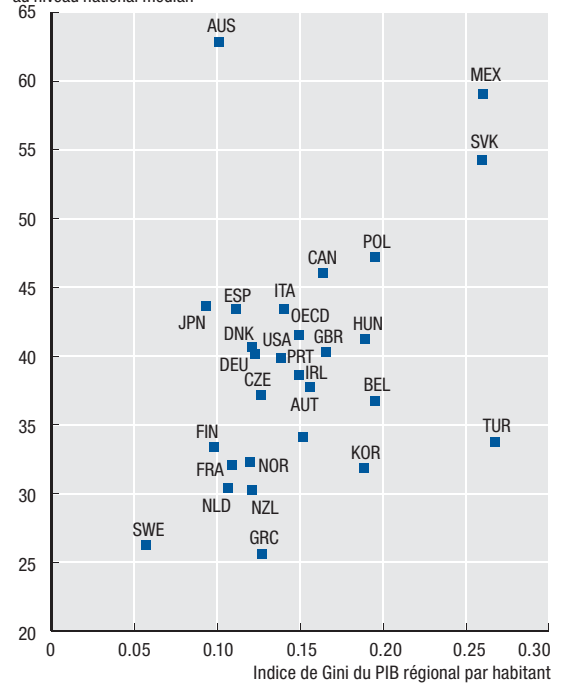
Pourcentage, 1995-2005 ou dernière période disponible



### Indice de Gini du PIB régional par habitant et part de la population dans les régions à faible PIB par habitant, petites régions

2005 ou dernière année disponible

En pourcentage de la population dans les régions à PIB par habitant inférieur au niveau national médian



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/540261700407>

## MARCHÉS RÉGIONAUX DU TRAVAIL

Les disparités régionales de la performance économique reflètent pour une part l'aptitude de chaque région à utiliser ses ressources en main-d'œuvre, et en particulier à accroître les possibilités d'emploi pour les groupes sous-représentés et ceux qui sont depuis longtemps absents du marché du travail.

### Définition

Les personnes ayant un emploi sont celles qui, au cours de la semaine de référence, ont travaillé au moins une heure contre rémunération ou en vue d'un bénéfice, ou qui occupaient un emploi mais en étaient temporairement absentes. Le taux d'emploi est le rapport des actifs occupés à la population en âge de travailler (25-64 ans).

Sont définies comme chômeurs les personnes qui déclarent être sans emploi, être disponible pour travailler et rechercher activement un emploi au cours de la période de quatre semaines précédant l'enquête. Le taux de chômage est le rapport des chômeurs à la population active, laquelle est définie comme la somme des chômeurs et des actifs occupés.

Sont comptabilisées en tant que chômeurs de longue durée les personnes au chômage ou à la recherche d'un emploi

depuis au moins 12 mois. L'incidence du chômage de longue durée est le rapport entre les chômeurs de longue durée et l'ensemble des sans-emplois. L'indicateur met en évidence le degré de rigidité des marchés du travail locaux et la mesure dans laquelle, dans chaque région, l'inadéquation des qualifications empêche de trouver un emploi.

### Comparabilité

Comme pour les autres statistiques régionales, les interprétations divergentes de la notion de « région » ont une incidence sur la comparabilité des données. Cette notion peut en effet recouvrir des réalités très différentes à l'intérieur d'un même pays et d'un pays à l'autre, avec des écarts sensibles en termes de superficie et de population. Pour résoudre ce problème, l'OCDE a classé les régions de chaque pays membre selon deux niveaux : le niveau territorial 2 (NT2, grandes régions) et le niveau territorial 3 (NT3, petites régions). Les indicateurs concernant le marché du travail en Australie et au Canada renvoient à d'autres classifications des régions, regroupées sous l'appellation de grilles non officielles.

Si on dispose des taux d'emploi et de chômage pour les petites régions (TL3), les taux d'emploi féminins et les taux de chômage de longue durée ne sont généralement disponibles que pour les grandes régions (TL2).

Les données concernant les taux de croissance de l'emploi renvoient aux petites régions (TL3) pour tous les pays, à l'exception du Mexique. Les données renvoient à la période 1999-2006 pour l'ensemble des pays, à l'exception de l'Islande (1999-2005) et du Mexique (2000-2006). Les données relatives aux taux d'emploi des femmes renvoient à l'année 2006 pour tous les pays, à l'exception de l'Allemagne et de l'Islande (2005).

### En bref

Les disparités des taux de croissance de l'emploi sont souvent plus fortes à l'intérieur d'un pays qu'entre pays. Sur la période 1999-2006, les écarts régionaux étaient supérieurs à 7 points en Pologne, au Mexique et en Espagne, et supérieurs à 5 points en Italie, aux États-Unis, en Corée, en France et au Canada. On constate d'amples écarts des taux d'emploi régionaux tant dans les pays où la croissance nationale de l'emploi est forte, comme l'Espagne, que dans les pays où celle-ci est faible, voire négative, comme la Pologne.

La création d'emplois au niveau national est largement le fait d'un petit nombre de régions dynamiques. En moyenne, les 10 % de régions de l'OCDE qui ont enregistré le plus fort taux de création d'emplois ont compté pour 47 % de la croissance globale de l'emploi entre 1999 et 2006. La contribution à la croissance nationale de l'emploi des régions les plus dynamiques a été particulièrement prononcée en Grèce, aux États-Unis et en Suède (où plus de 60 % de la croissance nationale de l'emploi sont à mettre à l'actif de 10 % des régions).

Bien que le taux d'emploi des femmes ait progressé depuis quelques années, dans 15 % des régions de l'OCDE moins de 40 % des femmes d'âge actif étaient occupées en 2006. S'agissant des taux d'emploi féminins, c'est en Turquie, en Corée et en Italie que les écarts régionaux les plus amples ont été observés.

Dans de nombreux pays de l'OCDE, le nombre de chômeurs et de chômeurs de longue durée est très disparate d'une région à une autre. C'est en Italie, en Allemagne et en Turquie que les variations régionales de l'incidence du chômage de longue durée sont les plus fortes.

### Source

- OCDE (2009), *Panorama des régions de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2001), *Perspectives territoriales de l'OCDE*, Édition 2001, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Geographic Concentration and Territorial Disparity in OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Panorama des régions de l'OCDE : Édition 2007*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- OCDE, *Base de données régionales*.

#### Sites Internet

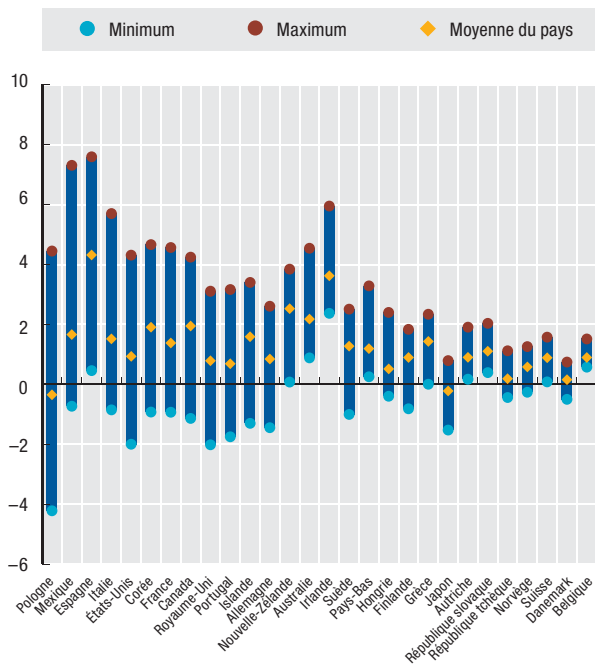
- OECD eXplorer, [www.OECD.org/gov/developpementregional](http://www.OECD.org/gov/developpementregional).
- Territorial grids, [www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators](http://www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators).





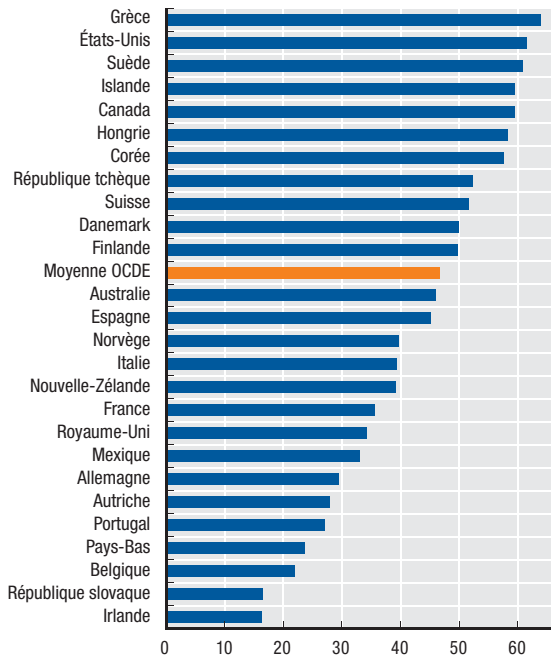
### Disparités des taux de croissance annuels de l'emploi par région, petites régions

Pourcentage, 1999-2006 ou dernière période disponible



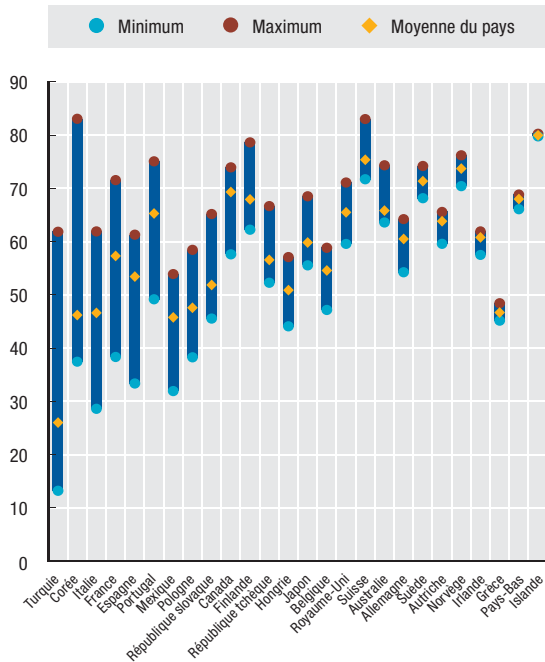
### Part des taux de croissance de l'emploi national due aux dix pour cent des régions les plus dynamiques, petites régions

Pourcentage, 1999-2006



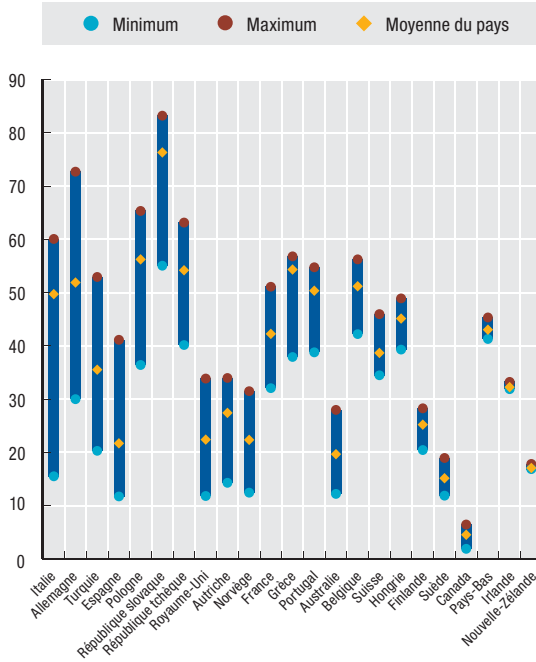
### Écarts régionaux du taux d'emploi des femmes, grandes régions

Pourcentage, 2006 ou dernière année disponible



### Écarts régionaux de l'incidence du chômage de longue durée, grandes régions

Pourcentage, 2006



## ACCÈS RÉGIONAL AUX SERVICES D'ÉDUCATION ET DE SANTÉ

Les disparités régionales en termes d'accessibilité et de qualité des services d'éducation et de santé influent non seulement sur le bien-être des populations mais aussi sur la compétitivité d'une région et sur sa capacité d'attirer les hommes et les entreprises. Les données régionales et les études par pays montrent que les inégalités régionales concernant la disponibilité et la qualité de ces services sont souvent très fortes.

### Définition

Les données régionales sur le niveau d'études indiquent la proportion de la population active ayant un certain niveau d'instruction, défini selon la Classification internationale type de l'éducation (CITE 97). L'éducation préprimaire, primaire et secondaire du premier cycle englobe les 3 niveaux inférieurs de la CITE (niveaux 0, 1 et 2) et est désignée ici par les termes éducation de base (ou premier cycle de l'enseignement secondaire). L'enseignement secondaire du deuxième cycle comprend les niveaux CITE 3-4, tandis que l'enseignement tertiaire comprend les niveaux 5-6.

Les données régionales sur l'état de santé des populations concernent les taux de mortalité, qui sont ajustés en fonction de l'âge (les taux de mortalité par âge de la région considérée étant appliqués à la distribution par âge de la population estimée en moyenne pour l'ensemble des pays de l'OCDE), de

façon à éliminer les écarts dus aux différences de structure démographique. Les inégalités d'accès aux services de santé sont dénotées par le nombre de médecins (généralistes et spécialistes exerçant dans des établissements publics ou privés) de chaque région au cours de l'année, pour 1 000 habitants.

La fourchette de variation régionale des divers indicateurs est mesurée par la différence entre les valeurs minimales et maximales de l'indicateur observées parmi les régions de chaque pays.

### Comparabilité

Comme pour les autres statistiques régionales, la comparabilité est altérée par les différences de sens du mot « région ». Ce terme peut recouvrir des réalités très différentes à l'intérieur d'un même pays et d'un pays à l'autre, avec des écarts sensibles en termes de superficie et de population. Pour surmonter ce problème, l'OCDE a classé les régions de chaque pays membre selon deux niveaux : le niveau territorial 2 (NT2, grandes régions) et le niveau territorial 3 (NT3, petites régions).

La comparabilité internationale des indicateurs sociaux au niveau infranational est limitée. Alors que le volume d'informations sur les résultats ou sur la qualité des services augmente, les normes internationales et les enquêtes harmonisées permettant d'établir des statistiques pour les unités infranationales restent insuffisantes.

Les données sur le niveau d'éducation de base couvrent l'année 2006 pour tous les pays sauf l'Australie et le Mexique (2005). Les données sur les taux de mortalité corrigés de l'âge couvrent l'année 2005 pour tous les pays sauf la Belgique (2003), l'Australie, l'Italie et le Royaume-Uni (2004), et la Corée (2000). Les données sur le nombre de médecins pour 1 000 habitants couvrent l'année 2005 pour tous les pays sauf le Japon et les Pays-Bas (2004), l'Islande et la Suisse (2002), le Royaume-Uni (2000), le Portugal et la Turquie (2003).

### En bref

Près d'un quart de la population active de la zone OCDE n'a reçu qu'une formation de base. Cette situation reflète différents profils régionaux au sein d'un même pays. La variation régionale de la part des adultes n'ayant acquis qu'une éducation de base dépassait 20 points au Mexique, en Espagne, en Grèce, au Portugal, en France et en Italie. Dans ces mêmes pays, la proportion d'adultes n'ayant eu qu'une formation de base est supérieure à la moyenne OCDE.

Dans presque tous les pays de l'OCDE, la région de la capitale affiche le pourcentage le plus élevé de travailleurs ayant fait des études supérieures. De toutes les régions de l'OCDE, l'Ontario est celle qui a le pourcentage le plus élevé de main-d'œuvre qualifiée (55 %), suivie par le Territoire de la capitale en Australie. La concentration dans les régions urbaines de personnes pourvues d'une formation supérieure résulte souvent d'un exode rural, dû au fait que le rendement de l'éducation est nettement plus faible en milieu rural qu'en milieu urbain.

Les inégalités de santé ont aussi une dimension géographique, qu'il s'agisse de l'état de santé ou des ressources consacrées à la santé. L'écart entre les régions ayant le taux de mortalité corrigé de l'âge respectivement le plus bas et le plus élevé atteint son maximum au Mexique, aux États-Unis et au Portugal, et son minimum en Islande, en Irlande, aux Pays-Bas et en Grèce.

En 2005, la variation régionale de la densité de médecins était particulièrement forte aux États-Unis et en République tchèque, dans les deux cas parce que la région de la capitale nationale avait une densité de médecins beaucoup plus élevée que le reste du pays.

### Source

- OCDE (2009), *Panorama des régions de l'OCDE 2009*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2001), *Perspectives territoriales de l'OCDE*, Édition 2001, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Enseignement supérieur et régions : Concurrence mondiale, engagement local*, OCDE, Paris.
- OCDE (2008), *Panorama des régions de l'OCDE : Édition 2007*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- OCDE, *Base de données régionales*.

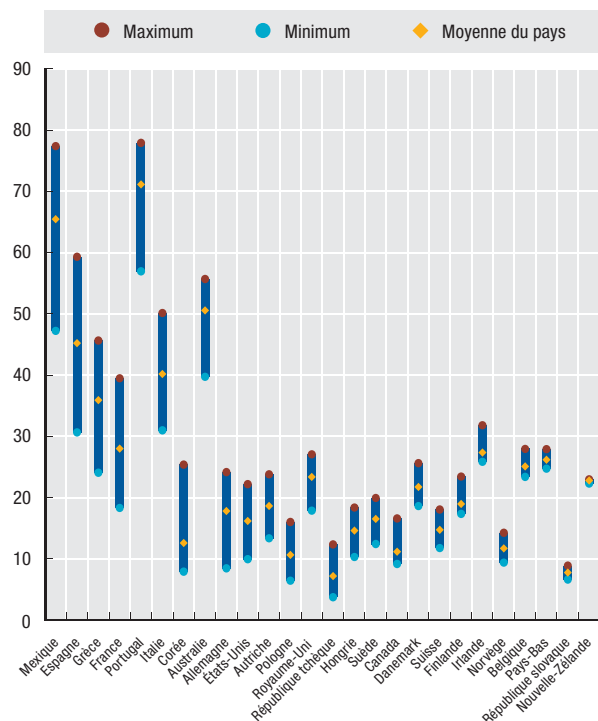
#### Sites Internet

- OECD eXplorer, [www.OECD.org/gov/developpementregional](http://www.OECD.org/gov/developpementregional).
- Territorial grids, [www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators](http://www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators).



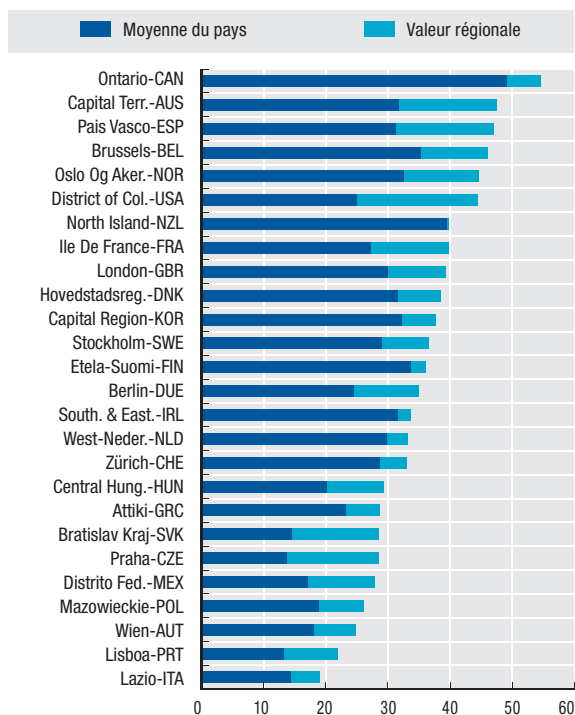
### Écarts régionaux sur le niveau d'éducation de base, grandes régions

Pourcentage, 2006 ou dernière année disponible



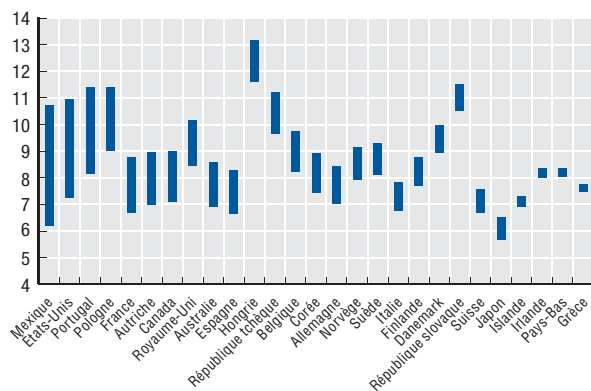
### Régions avec le plus haut pourcentage de personnes ayant fait des études supérieures par rapport à la moyenne nationale

Pourcentage, 2005 ou dernière année disponible



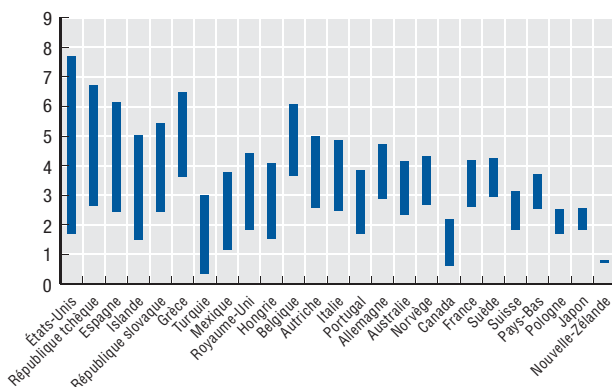
### Écarts régionaux des taux de mortalité corrigés de l'âge, grandes régions

Pour 1 000 habitants, 2005 ou dernière année disponible



### Écarts régionaux du nombre de médecins, grandes régions

Pour 1 000 habitants, 2005 ou dernière année disponible



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/540380235088>

## Index analytique

### A

Abonnés aux téléphones portables	182
Accès à l'Internet, voir : Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet	178
Accès au service téléphonique	182
Accès aux soins médicaux, voir : Personnes déclarant des besoins de soins non satisfaits du fait de problèmes d'accès	297
Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet	178
Accès et recours aux soins de santé	296
Accès haut débit, voir : Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet	178
Accès régional aux services d'éducation et de santé	302
Accidents, voir : Accidents mortels de la route	270
Accidents de la route, voir : Accidents mortels de la route	270
Accidents mortels de la route	270
Activités des entreprises multinationales	92
Agriculture, voir : Valeur ajoutée par activité	60
Agriculture, voir : Valeur ajoutée réelle dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche	65
Aide, voir : Aide publique au développement	230
Aide publique au développement, voir : Aide publique au développement	230
Aide publique au développement	230
Aide publique au développement nette	231
Alphabétisation, voir : Évaluation internationale des élèves	196
Ampleur, concentration et efficacité des impôts et des transferts pour réduire les inégalités	285
APD, voir : Aide publique au développement	230
Approvisionnement en d'énergie, voir : Contribution des renouvelables à l'approvisionnement en énergie	125

Approvisionnement en énergie et croissance économique	116
Approvisionnement en énergie par habitant	119
Approvisionnement en énergie primaire	114
Approvisionnement total en énergie primaire par région	115
Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB	117
Aquaculture, voir : Pêcheries	188
Aquaculture, voir : Concours publics à la pêche	228
Arrivées de touristes non résidents séjournant dans des hôtels et des établissements similaires	267
Assistance, développement, voir : Aide publique au développement	230
Assurance, voir : Valeur ajoutée dans les banques, l'assurance, l'immobilier et autres services aux entreprises	63

### B

Balance commerciale, voir : Balance des services : exportations de services moins importations de services	79
Balance commerciale : exportations de marchandises moins importations de marchandises	75
Balance des opérations courantes	87
Balance des paiements	86
Balance des services : exportations de services moins importations de services	79
Banques, voir : Valeur ajoutée dans les banques, l'assurance, l'immobilier et autres services aux entreprises	63
Bénévolat et soutien social	256
Besoin de financement, voir : Besoin/capacité de financement des administrations publiques	217
Besoin/capacité de financement des administrations publiques	217
Bien-être, voir : Bien-être subjectif	254
Bien-être subjectif	254
Biens, voir : Impôts sur les biens et les services	237
Biens et services, voir : Échanges de biens et services	73

Bilan de la croissance pour les pays de l'OCDE	58	Contribution de la productivité du travail et de l'utilisation de la ressource en main d'œuvre au PIB par habitant	55
Brevets	170	Contribution des renouvelables à l'approvisionnement en énergie	125
<b>C</b>			
Capacité de financement, voir : Besoin/capacité de financement des administrations publiques	217	Coûts de la main-d'œuvre, voir : Coûts unitaires relatifs de main d'œuvre dans l'industrie manufacturière	111
Chasse, voir : Valeur ajoutée réelle dans l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche	61	Coûts du travail, voir : Coûts unitaires de la main d'œuvre, secteur marchand	159
Chercheurs	168	Coûts unitaires de la main d'œuvre, secteur marchand	159
Chômage, voir : Chômage de longue durée	152	Côûts unitaires relatifs, voir : Côûts unitaires relatifs de main d'œuvre dans l'industrie manufacturière	111
Chômage, voir : Variations régionales du chômage	154	Côûts unitaires relatifs de main d'œuvre dans l'industrie manufacturière	111
Chômage de longue durée	152	Croissance annuelle relative des exportations de marchandises	77
Chômage de longue durée, voir : Écarts régionaux de l'incidence du chômage de longue durée, grandes régions	301	Croissance annuelle relative des exportations de services	81
Chômage des jeunes, voir : Disparités régionales du taux de chômage des jeunes	155	Croissance annuelle relative des importations de marchandises	76
Classement des PIB régionaux par habitant, petites régions	298	Croissance annuelle relative des importations de services	80
Commerce, voir : Valeur ajoutée dans les transports, le commerce, les hôtels et restaurants	62	Croissance de la productivité du travail	56
Commerce, voir : Partenaires commerciaux	82	Croissance de l'emploi, voir : Disparités des taux de croissances annuels de l'emploi par région, petites régions	301
Commerce, voir : Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE	83	Croissance du PIB, voir : Contribution à la croissance du PIB	59
Communications, voir : Taille du secteur des TIC	172	Croissance du PIB par habitant	55
Communications, voir : Investissement dans les TIC	174	Croissance du PIB réel	41
Compétitivité, voir : Taux de change effectifs	108	Culture, voir : Loisirs et culture	262
Compréhension de l'écrit, voir : Évaluation internationale des élèves	196	Culture, voir : Dépenses des ménages et des administrations publiques en loisirs et culture	265
Compréhension de l'écrit des jeunes de 15 ans	288	<b>D</b>	
Concours publics à la pêche, voir : Concours publics à la pêche	228	Déchets, voir : Déchets municipaux	192
Consommation d'eau	186	Déchets municipaux	192
Construction, voir : Valeur ajoutée dans la construction	62	Défense, voir : Dépenses de maintien de l'ordre et de la défense	224
Contribution à la croissance du PIB	59	Déficits publics, voir : Déficit publics	216
		Déflateur, voir : Déflateur du PIB	49
		Déflateur du PIB	49



Délit, voir : Victimation par type de délit et de délinquance	269	Disparités régionales du taux de chômage	155
Densité de population, voir : Disparités dans la densité de population par région	17	Disparités régionales du taux de chômage des jeunes	155
Dépense intérieure, voir : Dépense intérieure brute de recherche et développement	165	Distribution de la population nationale en régions urbaines, intermédiaires et rurales	17
Dépense intérieure brute de recherche et développement	165	Docteurs, voir : Écarts régionaux du nombre de médecins, grandes régions	303
Dépenses au titre des établissements d'enseignement	212	Durée effective du travail	161
Dépenses de maintien de l'ordre et de la défense, voir : Dépenses de maintien de l'ordre et de la défense	224	<b>E</b>	
Dépenses de maintien de l'ordre et de la défense	224	Écarts régionaux de l'incidence du chômage de longue durée, grandes régions	301
Dépenses de recherche et développement	164	Écarts régionaux des taux de mortalité corrigés de l'âge, grande régions	303
Dépenses de retraite publique et privée	22	Écarts régionaux du nombre de médecins, grandes régions	303
Dépenses de santé	220	Écarts régionaux du taux d'emploi des femmes, grandes régions	301
Dépenses de santé publiques et totales	221	Écarts régionaux sur le niveau d'éducation de base, grandes régions	303
Dépenses des administrations publiques en loisirs et culture	264	Échanges de biens	74
Dépenses des ménages et des administrations publiques en loisirs et culture	265	Échanges de biens et services	73
Dépenses en loisirs et culture	265	Échanges de services	78
Dépenses publiques et privées d'éducation dans l'éducation tertiaire	210	Éducation, voir : Valeur ajoutée dans le gouvernement, la santé, l'éducation et les services à la personne.	63
Dépenses sociales	222	Éducation, voir : Évaluation internationale des élèves	196
Dépenses sociales publiques	223	Éducation, voir : Dépenses publiques et privées d'éducation dans l'enseignement tertiaire	210
Dettes publiques, voir : Dette publique	218	Éducation, voir : Accès régional aux services d'éducation et de santé	302
Différence entre les inégalités avant et après les impôts et les transferts	285	Éducation privée, voir : Dépenses publiques et privées d'éducation dans l'enseignement tertiaire	210
Différence entre les taux d'emplois des populations nées dans le pays de résidence et nées à l'étranger par niveau d'éducation	29	Éducation supérieure, voir : Niveau de formation supérieure	200
Différences entre le PIB selon le mode de conversion en dollars des EU - taux de change ou parités de pouvoir d'achat	106	Éducation supérieure, voir : Niveau de formation supérieur	202
Différences entre taux de change et parités de pouvoir d'achat	105	Effets des impôts et des transferts dans la réduction de la pauvreté sur l'ensemble de la population	287
Dioxyde de carbone CO <sub>2</sub> , émissions, voir : Émissions de dioxyde de carbone CO <sub>2</sub>	190	Émissions de CO <sub>2</sub> dues à la combustion d'énergie	191
Diplômés, voir : Revenus relatifs des diplômés	208	Émissions de dioxyde de carbone CO <sub>2</sub>	190
Disparités dans la densité de population par région	17		
Disparités des taux de croissances annuels de l'emploi par région, petites régions	301		

Émissions mondiales de CO <sub>2</sub> dues à la combustion d'énergie, par région	191	d'éducation tertiaire au titre des établissements d'enseignement	207
Emploi, voir : Emploi à temps partiel	142	Établissements d'enseignement, voir : Dépenses au titre des établissements d'enseignement	213
Emploi à temps partiel	142	État de santé	294
Emploi non salarié	144	Études supérieures, voir : Régions avec le plus haut pourcentage de personnes ayant fait des études supérieures par rapport à la moyenne nationale	303
Énergie, voir : Production d'électricité	121	Étudiants, voir : Ratio entre la moyenne obtenue par les élèves situés dans les déciles supérieur et inférieur de la distribution des scores en compréhension de l'écrit	289
Énergie, voir : Production d'électricité	122	Étudiants ayant abandonné ses études, voir : Jeunes entre 15 et 19 ans non scolarisés et sans emploi	259
Énergie, voir : Émissions de CO <sub>2</sub> dues à la combustion d'énergie	191	Évaluation internationale des élèves	196
Énergie nucléaire	122	Évolution de la population	12
Énergies renouvelables	124	Évolution de la valeur ajoutée par activité	64
Enfant, mortalité, voir : Mortalité infantile	246	Évolution des dépenses d'éducation	206
Engagements financiers, voir : Engagements financiers bruts des administrations publiques	219	Évolution des revenus des diplômés de l'enseignement tertiaire pour le groupe d'âge 25-64 ans	209
Engagements financiers bruts des administrations publiques	219	Évolution des taux d'intérêt à long terme	102
Enseignement tertiaire, voir : Niveau de formation supérieur	202	Évolution des taux d'obtention d'un diplôme et taux d'entrée dans l'enseignement tertiaire	200
Enseignement tertiaire, voir : Variations dans les dépenses réelles d'éducation tertiaire au titre des établissements d'enseignement	207	Évolution du PIB	40
Enseignement tertiaire, voir : Dépenses publiques et privées d'éducation dans l'éducation tertiaire	210	Évolution du PIB par heure travaillée	57
Enseignement tertiaire, voir : Part des dépenses privées au titre des établissements d'enseignement de l'éducation tertiaire	211	Exportations, voir : Échanges de services	78
Entreprises de moins de 20 personnes occupées	69	Exportations, voir : Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE	85
Entreprises multinationales, voir : Activités des entreprises multinationales	92	Exportations de marchandises	77
Épargne, voir : Dette publique	218	Exportations de services, voir : Balance des services : exportations de services moins importations de services	79
Épargne des ménages	42	Exportations de services	81
Équipement lié aux technologies de l'information et de la communication, voir : Exportations d'équipement lié aux technologies de l'information et de la communication	180	Exportations de services, voir : Croissance annuelle relative des exportations de services	81
Équipement lié aux TIC, voir : Exportations d'équipement lié aux TIC	181	Exportations d'équipement lié aux TIC	180
Espérance de vie	242		
Estimation du soutien, voir : Estimations du soutien à l'agriculture	226		
Estimations du soutien à l'agriculture	226		
Établissements d'enseignement, voir : Variations dans les dépenses réelles			

## F

Familles triadiques de brevets	171
Fécondité, voir : Taux de fécondité	15

Filiales étrangères, voir : Part de l'emploi des filiales sous contrôle étranger	93	Importations de marchandises	76
Filiales sous contrôle étranger, voir : Parts de l'emploi des filiales sous contrôle étranger dans l'industrie manufacturière et les services	93	Importations de services	80
Flux entrants d'investissement direct	90	Impôts applicables au salarié moyen	238
Flux et stocks d'IDE	88	Impôts sur le revenu et les profits	236
Flux sortants d'investissement direct, voir : Flux sortants d'investissement direct	91	Impôts sur les biens et les services	237
Flux sortants d'investissement direct	91	Inactivité, voir : Inactivité des jeunes	258
Formation brute de capital fixe	45	Inactivité des jeunes	258
Formation brute de capital fixe: logement	47	Index de Gini des disparités régionales de taux de chômage	155
Formation brute de capital fixe: machines et biens d'équipement	46	Indice de Gini du PIB régional par habitant et part de la population dans les régions à faible PIB par habitant, petites régions	299
Formation de capital, voir : Formation brute de capital fixe	45	Indice de la concentration géographique des personnes âgées	21
Fréquence de l'emploi à temps partiel	143	Indice de la concentration géographique par région	17
Fuite des cerveaux, voir : Migration et chômage	30	Indice des prix, voir : Indices des prix à la consommation	96
		Indice des prix, voir : Indices des prix à la production	100
		Indice des prix, voir : Indices de niveaux de prix	107
		Indices de niveaux de prix	107
		Indices de PIB par habitant en volume	37
		Indices des prix, voir : Indices des prix à la consommation relatifs	110
		Indices des prix à la consommation, voir : Indices des prix à la consommation relatifs	110
		Indices des prix à la consommation (IPC)	96
		Indices des prix à la consommation relatifs	110
		Indices des prix à la production (IPP)	100
		Industrie, voir : Valeur ajoutée par activité	60
		Industrie, voir : Valeur ajoutée réelle dans l'industrie	66
		Industrie manufacturière, voir : Nombre de salariés et nombre d'entreprises dans l'industrie manufacturière	69
		Industrie manufacturière, voir : IPP : industrie manufacturière	101
		Industrie manufacturière, voir : Coûts unitaires relatifs de main d'œuvre dans l'industrie manufacturière	111
		Inégalités des revenus	277
		Inflation	48
<b>G</b>			
Gaz à effet de serre, émissions, voir : Émissions de CO <sub>2</sub>	190		
Gouvernement, déficits	216		
Gouvernement, dettes	218		
<b>H</b>			
Héritage sociale, voir : Scolarisation dans le supérieur selon la situation professionnelle et le niveau de formation du père	292		
Heures de travail, voir : Durée effective du travail	161		
Heures travaillées	160		
Hôtels, voir : Valeur ajoutée dans les transports, le commerce, les hôtels et restaurants	62		
<b>I</b>			
Immobilier, voir : Valeur ajoutée dans le gouvernement, la santé, l'éducation et les services à la personne.	63		
Importations, voir : Échanges de services	78		
Importations, voir : Partenaires commerciaux	82		

Investissement, voir : Flux entrants d'investissement direct	90	Migration et chômage	30
Investissement : logements, voir : Taux d'investissement	44	Migration et emploi par niveau d'éducation	28
Investissement : machines et équipements, voir : Taux d'investissement	44	Mortalité, voir : Mortalité infantile	246
Investissement dans le savoir	166	Mortalité infantile	246
Investissement dans les TIC	174		
Investissement étranger, voir : Flux et stocks d'IDE	88		
IPC : alimentation	98		
IPC : énergie	99		
IPC : tous produits	97		
IPP, voir : Indices des prix à la production	100		
IPP : industrie manufacturière	101		

## J

Jeunes entre 15 et 19 ans non scolarisés et sans emploi	259
---	-----

## L

Le recours aux soins spécialisés est plus important parmi les classes aisées	297
Logement, voir : Formation brute de capital fixe: logement	47
Loisirs, voir : Dépenses des ménages et des administrations publiques en loisirs et culture	265
Loisirs et culture	262

## M

Machines et équipements, voir : Formation brute de capital fixe: machines et biens d'équipement	46
Marchés du travail, voir : Marchés régionaux du travail	300
Marchés régionaux du travail	300
Médecins, voir : Écarts régionaux du nombre de médecins, grandes régions	303
Ménages ayant accès à un ordinateur	179
Mesure de l'inégalité des revenus	276
Migration, voir : Tendances des migrations	24

## N

Naissances, voir : Taux de fécondité	15
Niveau de formation supérieur	202
Niveau de revenu et de productivité	52
Niveau d'éducation, voir : Taux d'emplois des populations nées dans le pays de résidence et nées à l'étranger par niveau d'éducation	29
Niveau d'éducation, voir : Écarts régionaux sur le niveau d'éducation de base, grandes régions	303
Nombre de salariés et nombre d'entreprises dans l'industrie manufacturière	69
Non-lucratif, voir : Production du secteur à but non-lucratif pour une sélection de pays	257
Nuitées, voir : Tourisme-nuitées	266

## O

Obésité	250
---------	-----

## P

Parités de pouvoir d'achat	105
Part de l'augmentation du PIB de chaque pays dûe aux dix pour cent des régions les plus dynamiques, petites régions	299
Part de l'emploi des filiales sous contrôle étranger	93
Part de l'investissement dans les TIC dans la formation brute de capital fixe non résidentiel	175
Part des dépenses privées au titre des établissements d'enseignement de l'éducation tertiaire	211
Part des échanges dans le PIB	72
Part des échanges dans le PIB, voir : Part des échanges dans le PIB	73
Part des échanges dans le PIB	73
Part des pays dans les familles triadiques de brevets	170

Part des personnes âgées dans les 10 % des régions avec la plus forte concentration de personnes âgées	21	Personnes renonçant aux soins nécessaires en raison de leurs coûts par revenu	297
Part des personnes recevant un traitement	249	Petites et moyennes entreprises	68
Part des professions liées aux TIC dans l'économie totale	177	Pétrole brut, voir : Production de pétrole brut	129
Part des taux de croissance de l'emploi national dûe aux dix pour cent des régions les plus dynamiques, petites régions	301	PIB, voir : Taille du PIB	34
Part des TIC dans la valeur ajoutée	173	PIB, voir : Produit intérieur brut	35
Partenaires commerciaux	82	PIB, voir : Évolution du PIB	40
Pauvres en fonction du nombre de personnes travaillant dans le ménage	283	PIB, voir : Croissance du PIB réel	41
Pauvreté par individu et caractéristiques des ménages	282	PIB, voir : Valeur ajoutée par activité	60
Pays du CAD, voir : Principaux bénéficiaires de l'aide publique au développement bilatérale totale des pays du CAD	233	PIB, voir : Évolution de la valeur ajoutée par activité	64
Pêche, voir : Valeur ajoutée réelle dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche	65	PIB, voir : PIB régional	298
Pêche : transferts financiers publics	229	PIB par habitant	36
Pêche : transferts financiers publics pour une sélection de pays	228	PIB par habitant, voir : Variation des indices relatifs du PIB par habitant en volume	37
Pêche : transferts publics	228	PIB par habitant, voir : Croissance du PIB par habitant	55
Pêche en mer et production de l'aquaculture	189	PIB par heure travaillée	57
Pêcheries	188	PIB régional	298
Performance des élèves sur l'échelle de culture scientifique de PISA 2006 au regard de l'immigration	291	PISA, voir : Évaluation internationale des élèves	196
Performance des jeunes de 15 ans en fonction de leur statut au regard de l'immigration	290	PISA, voir : Compréhension de l'écrit des jeunes de 15 ans	288
Personnes âgées, voir : Pourcentage des personnes âgées par pays	21	PISA, voir : Performance des jeunes de 15 ans en fonction de leur statut au regard de l'immigration	290
Personnes âgées par région	20	PME, voir : Petites et moyennes entreprises	69
Personnes déclarant des besoins de soins non satisfaits du fait de problèmes d'accès	297	Population, voir : Évolution de la population	12
Personnes déclarant que leur vie est globalement hautement satisfaisante	255	Population, voir : Population totale	13
Personnes déclarant une activité bénévole ou de soutien social	257	Population, voir : Population régionale	16
Personnes nées à l'étranger, voir : Tendances des migrations	24	Population, voir : Distribution de la population nationale en régions urbaines, intermédiaires et rurales	17
Personnes nées à l'étranger et population étrangère, voir : Migration et chômage	30	Population, voir : Vieillesse de la population	18
Personnes qui jugent leur santé "mauvaise ou très mauvaise" classées par revenu	295	Population, voir : Personnes âgées par région	20
		Population, voir : Population immigrée	26
		Population obèse âgée de 15 ans ou plus	251
		Population de plus de 65 ans	19
		Population étrangère	27
		Population immigrée	26
		Population inactive, voir : Rapport entre la population âgée inactive de plus de 65 ans et la population active	19





Répartition de l'aide publique au développement bilatérale totale des pays du CAD par région et par groupe de revenus	232		
Répartition des étudiants parmi les différents niveaux de compétence à l'écrit	289		
Répartition du temps de loisirs	261		
Restaurants, voir : Valeur ajoutée dans les transports, le commerce, les hôtels et restaurants	62		
Résultats du PISA 2006 : compréhension de l'écrit	198		
Résultats du PISA 2006 : culture mathématique	199		
Résultats du PISA 2006 : culture scientifique	197		
Résultats et différences par sexe du PISA 2006 : compréhension de l'écrit	198		
Résultats et différences par sexe du PISA 2006 : culture mathématique	199		
Résultats et différences par sexe du PISA 2006 : culture scientifique	197		
Retour sur investissement dans l'éducation, voir : Revenus relatifs des diplômés	208		
Retraite, voir : Dépenses de retraite publique et privée	22		
Retraite privée, voir : Dépenses de retraite publique et privée	22		
Revenu, voir : Revenu national brut par habitant	39		
Revenu, voir : Impôts sur le revenu et les profits	236		
Revenu à différents paliers de l'échelle des revenus	278		
Revenu national brut et net par habitant	39		
Revenu national brut par habitant	39		
Revenu national par habitant	38		
Revenu par habitant, voir : Revenu national par habitant	38		
Revenus, voir : Revenus relatifs des diplômés	208		
Revenus des diplômés de l'enseignement tertiaire pour le groupe d'âge 25-64 ans	209		
Revenus relatifs des diplômés	208		
Risque de pauvreté relative en fonction de l'âge des individus	282		
RNB, voir : Revenu national par habitant	38		
RNN, voir : Revenu national par habitant	39		
		<b>S</b>	
Santé, voir : Valeur ajoutée dans le gouvernement, la santé, l'éducation et les services à la personne.	63		
Santé	221		
Santé, voir : Santé mentale	248		
Santé, voir : Personnes qui jugent leur santé "mauvaise ou très mauvaise" classées par revenu	295		
Santé, voir : Personnes qui jugent leur santé "mauvaise ou très mauvaise" classées par revenu	295		
Santé, voir : Accès régional aux services d'éducation et de santé	302		
Santé mentale	248		
Satisfaction à l'égard de la vie, voir : Taux de suicide et PIB par habitant	253		
Savoir, voir : Investissement dans le savoir	166		
Scolarisation dans le supérieur selon la situation professionnelle et le niveau de formation du père	292		
Scores en science, voir : Évaluation internationale des élèves	196		
Secteur des TIC, voir : Taille du secteur des TIC	172		
Secteur des TIC, voir : Part des TIC dans la valeur ajoutée	173		
Secteur des TIC, voir : Investissement dans les TIC	174		
Secteur des TIC, voir : Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet	178		
Services, voir : Valeur ajoutée réelle dans les services	67		
Services, voir : Importations de services	80		
Services, voir : Impôts sur les biens et les services	237		
Services à la personne, voir : Valeur ajoutée dans le gouvernement, la santé, l'éducation et les services à la personne.	63		
Services aux entreprises, voir : Valeur ajoutée dans les banques, l'assurance, l'immobilier et autres services aux entreprises	63		
Services, balance du commerce, voir : Échanges de services	78		
Société	252		

Soins, voir : Personnes renonçant aux soins nécessaires en raison de leurs coûts par revenu	297	Taux de mortalité, voir : Écarts régionaux des taux de mortalité corrigés de l'âge, grande régions	303
Soins spécialisés, voir : Le recours aux soins spécialisés est plus important parmi les classes aisées	297	Taux de pauvreté	283
Soutien aux producteurs, voir : Estimation du soutien aux producteurs agricoles par pays	226	Taux de pauvreté et intensité de la pauvreté	280
Soutien social, voir : Bénévolat et soutien social	256	Taux de suicide et PIB par habitant	253
Stocks d'IDE	89	Taux de victimation	268
Suicide	253	Taux d'emploi : total	135
Sylviculture, voir : Valeur ajoutée réelle dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche	65	Taux d'emploi par groupe d'âge	138
		Taux d'emploi par sexe	134
		Taux d'emplois des populations nées dans le pays de résidence et nées à l'étranger par niveau d'éducation	29
		Taux d'épargne net des ménages, voir : Épargne des ménages	42
		Taux d'intérêt, voir : Taux d'intérêt à long terme	102
		Taux d'intérêt à long terme	102
		Taux d'investissement	44
		Taux d'obtention d'un diplôme et taux d'accès (enseignement tertiaire de type-A)	201
		Technologies de l'information et de la communication	172
		Technologies de l'information et de la communication, voir : Investissement dans les TIC	174
		Technologies de l'information et de la communication, voir : Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet	178
		Télécommunication, voir : Accès au service téléphonique	182
		Téléphones, voir : Abonnés aux téléphones portables	182
		Téléphones portables, voir : Abonnés aux téléphones portables	182
		Temps de loisirs	260
		Tendance des inégalités des revenus	277
		Tendance des taux de pauvreté	281
		Tendances des migrations	24
		Tourisme-nuitées	266
		Traitement, voir : Part des personnes recevant un traitement	249
		Transferts publics, impôts et inégalités des revenus	284

## T

Taille du PIB	34
Taille du secteur des TIC, voir : Taille du secteur des TIC	172
Taux de change, voir : Taux de conversion	104
Taux de change	106
Taux de change, voir : Différences entre le PIB selon le mode de conversion en dollars des EU - taux de change ou parités de pouvoir d'achat	106
Taux de change, voir : Taux de change effectifs nominaux	109
Taux de change effectifs nominaux	109
Taux de changes effectifs	108
Taux de chômage	148
Taux de chômage des populations nées à l'étranger et nées dans le pays de résidence	31
Taux de chômage national	155
Taux de conversion	104
Taux de croissance, voir : Taux de croissance de la population	14
Taux de croissance de la population	14
Taux de fécondité	15
Taux de migration nette	25
Taux de mortalité, voir : Ratio du taux de mortalité des personnes les moins instruites à celui des personnes les plus instruites	295

Transports, voir : Valeur ajoutée dans les transports, le commerce, les hôtels et restaurants	62
---	----

## V

Valeur ajoutée dans la construction	62
Valeur ajoutée dans l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche	61
Valeur ajoutée dans le gouvernement, la santé, l'éducation et les services à la personne.	63
Valeur ajoutée dans les banques, l'assurance, l'immobilier et autres services aux entreprises	63
Valeur ajoutée dans les transports, le commerce, les hôtels et restaurants	62
Valeur ajoutée dans l'industrie	61
Valeur ajoutée par activité	60
Valeur ajoutée réelle dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche	65
Valeur ajoutée réelle dans les services	67
Valeur ajoutée réelle dans l'industrie	66
Variation des indices relatifs du PIB par habitant en volume	37
Variations dans les dépenses réelles d'éducation tertiaire au titre des établissements d'enseignement	211
Variations régionales du chômage	154
Victimation par type de délit et de délinquance	269
Vieillesse de la population	18

ÉDITIONS OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16  
IMPRIMÉ EN FRANCE  
(30 2009 01 2 P) ISBN 978-92-64-03935-3 – n° 56528 2009



# Panorama des statistiques de l'OCDE 2009

## Économie, environnement et société

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE 2009* est le cinquième numéro d'une nouvelle publication statistique annuelle de l'OCDE, qui est à la fois complète et dynamique. Plus de 100 indicateurs couvrent un très grand nombre de domaines : économie, agriculture, éducation, énergie, environnement, aide extérieure, santé et qualité de la vie, industrie, information et communications, population/main-d'œuvre, échanges et investissement, fiscalité, dépenses publiques et R-D. Cette année, le *Panorama des statistiques* consacre un chapitre spécial sur les inégalités. Les données sont fournies pour tous les pays membres de l'OCDE (avec le total pour l'ensemble de la zone), ainsi que pour un certain nombre de pays non membres.

Chaque indicateur est présenté sur deux pages. La page de gauche comporte une brève introduction, puis une définition détaillée des indicateurs, des commentaires à propos de la comparabilité des données, une évaluation des tendances à long terme et une bibliographie à l'intention du lecteur souhaitant compléter son information. Sur la page de droite se trouvent le tableau présentant les données et un graphique qui illustre de façon synthétique les enseignements à tirer des données. Un lien dynamique (*StatLink*) dirige le lecteur, pour chaque tableau, vers une page Internet où les données correspondantes sont disponibles en format Excel®.

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE 2009* est un ouvrage de référence pour tous les spécialistes de l'économie.

Les livres, périodiques et données statistiques de l'OCDE sont maintenant disponibles sur [www.SourceOCDE.org](http://www.SourceOCDE.org), notre bibliothèque en ligne.

Cet ouvrage est disponible sur SourceOECD : [www.SourceOECD.org/factbook](http://www.SourceOECD.org/factbook).

Demandez à votre bibliothécaire des détails concernant l'accès aux publications en ligne ou écrivez-nous à [SourceOECD@oecd.org](mailto:SourceOECD@oecd.org).

### StatLinks

Cet ouvrage offre une prestation unique, *StatLink*, qui permet de télécharger en version Excel® les graphiques, les tableaux et les annexes statistiques. Le lien *StatLink* figure au bas de chaque tableau ou graphique. Ce lien correspond à une adresse Internet. Utilisez-le avec votre navigateur Internet pour obtenir les données en format Excel®. Pour de plus amples informations sur *StatLink*, voir : [www.oecd.org/statistics/statlink](http://www.oecd.org/statistics/statlink).